
This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



*Bulletin de la Société historique
et archéologique du Périgord*

Société historique et archéologique du Périgord

Fr 42.3

Harvard College Library



FROM THE GIFT OF

ARCHIBALD CARY COOLIDGE

(Class of 1887)

PROFESSOR OF HISTORY

FOR BOOKS ON FRENCH HISTORY



BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.



TOME XII



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE E. LAPORTE (ANG. DUPONT ET C^o), RUE TAILLEFER.

1885

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU PÉRIGORD.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.



TOME XII



PÉRIGUEUX

ANCIENNE IMPRIMERIE DUPONT ET C^o, E. LAPORTE, DIRECTEUR

1885

Fr 42.3

Harvard College Library

JAN 19 1912

Gift of
Prof. A. C. Coolidge



STATUTS

DE

LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.

ARTICLE PREMIER.

La *Société historique et archéologique du Périgord* a pour but : la recherche, l'étude et la conservation des documents et des monuments anciens, de tous les âges, qui intéressent l'histoire de notre province. Elle fera tous ses efforts pour développer, dans le département de la Dordogne, le goût, l'amour de l'étude du passé, en publiant le résultat de ses travaux sur les hommes et les choses des *vieux temps*, et en décernant, chaque année, des encouragements consistant en médailles, livres, œuvres d'art et mentions honorables, aux auteurs des meilleures dissertations qui lui auront été envoyées, et aux personnes qui, dans notre pays, auront entrepris des fouilles dirigées avec savoir ou qui auront sauvé de la destruction quelque monument antique d'une importance constatée.

ART. 2.

Le siège de la Société est fixé à Périgueux.

ART. 3.

La Société se compose :

- 1° De Membres Titulaires ;
- 2° De Membres Associés ;
- 3° De Membres Honoraires ;
- 4° De Membres Correspondants.

ART. 4.

Les Membres Titulaires et Associés doivent, annuellement, une cotisation de dix francs, et, les Membres Titulaires seuls, le jour de leur réception, un *Droit de Diplôme* de dix francs.

ART. 5.

La Société se réunit dans une des salles du Musée archéologique départemental : 1° en *Séance mensuelle*, tous les premiers jeudis du mois ; 2° en *Assemblée générale*, le 27 mai, le lendemain de la fête dite de la Saint-Mémoire ; 3° en *Séance publique*, à l'occasion de la distribution des récompenses.

ART. 6.

Tous les deux mois, la Société publiera ses principaux travaux et des documents inédits sous le titre de :

BULLETIN

de la Société historique et archéologique du Périgord.

Tous les Membres Titulaires et Associés de la Société recevront le *Bulletin*. Il sera échangé avec les Sociétés savantes de la France et de l'Etranger qui nous honoreront de l'envoi de leurs publications.

ART. 7.

La Société est administrée par un Bureau composé de onze Membres :

Un Président ;
Cinq Vice-Présidents (un par arrondissement) ;
Un Secrétaire-Général ;
Trois Secrétaires-Adjoints ;
Un Trésorier-Bibliothécaire.

ART. 8.

Le Bureau est nommé pour un an, en *Assemblée générale*.

ART. 9.

Le Président, assisté des Membres du Bureau, dirige les travaux, maintient l'ordre dans les *Séances*, donne et retire la parole dans les discussions, autorise la lecture des Mémoires présentés, propose les questions à résoudre, qui sont adoptées ou rejetées à la majorité des votes des Membres Titulaires présents. Les Membres Associés n'ont pas le droit de voter. Mais, pour qu'une décision soit valable, il sera nécessaire que quinze Membres Titulaires assistent à la séance. En cas de partage égal des votes, la voix du

Président est prépondérante. Un des Vice-Présidents remplace le Président absent ; l'initiative est due au plus âgé des cinq.

ART. 10.

Le Secrétaire-Général convoque aux réunions sur l'invitation du Président. Il tient le registre des délibérations. Il donne lecture des procès-verbaux de la dernière *Séance* ; il constate la présence des Membres en recueillant leurs signatures. Il est chargé de la correspondance ; il fait connaître ce qu'elle offre d'intéressant. Il reçoit et classe les matériaux envoyés à la Société ; il prend soin de l'impression du *Bulletin*. En cas d'empêchement ou de surcroît d'occupations, un des Secrétaires-Adjoints le remplace ou lui vient en aide.

ART. 11.

Des Commissions composées de trois ou de cinq Membres Titulaires seront formées pour l'examen des manuscrits et des documents de toute espèce, pour en rendre compte, les apprécier, et, s'il y a lieu, en surveiller la publication conjointement avec le Secrétaire-Général.

ART. 12.

Les Commissions sont présidées de droit par le Président et, en cas d'empêchement, par l'un des Vice-Présidents ; le Secrétaire-Général en est le secrétaire, et, à son défaut, un des Secrétaires-Adjoints.

ART. 13.

Le Trésorier-Bibliothécaire est dépositaire des fonds de la Société ; il est chargé du recouvrement des cotisations et de toutes les sommes dues ou données ; il débat tous marchés, revise les mémoires de fournitures et de travaux faits pour le compte de la Société ; il acquitte, après contrôle du Bureau et approbation du Président, les dépenses votées en *Assemblée générale* ou en *Séance mensuelle*. Il conserve la collection du *Bulletin* et le recueil de tous les actes de la Société, les livres, les journaux, les manuscrits, les titres originaux, les antiquités, les œuvres d'art, en un mot tout ce qu'elle publie, achète ou reçoit en don.

En cas de dissolution de la Société, le Trésorier-Bibliothécaire déposera les manuscrits et les titres originaux aux Archives départementales, les livres et journaux à la Bibliothèque publique de Périgueux, les antiquités et œuvres d'art au Musée archéologique du département de la Dordogne.

ART. 14.

Tous les ans, au mois de Décembre, la Société votera le Budget général de l'année suivante, après vérification des comptes du Trésorier-Bibliothécaire.

ART. 15.

La Société étant constituée par quarante Membres Titulaires au moins, nul, à l'avenir, ne sera admis s'il n'en a fait la demande par écrit au Président et s'il n'est présenté par deux Membres Titulaires ou Associés.

ART. 16.

Les Membres Honoraires et les Membres Correspondants sont nommés en *Assemblée générale* sur la présentation du Bureau ; lorsqu'ils assisteront aux *Séances*, ils auront l'honneur de siéger avec les Administrateurs de la Société.

ART. 17.

Les Mémoires manuscrits envoyés à la Société et qui auront été imprimés dans le *Bulletin* ne seront pas rendus à leurs auteurs.

ART. 18.

Toute discussion religieuse ou politique est formellement interdite.

ART. 19.

A la fin de chaque année, la Société proposera, en *Assemblée générale*, d'étudier une série de questions d'histoire et d'archéologie locale, et, l'année suivante, elle récompensera en *Séance publique*, les meilleures dissertations sur ces sujets. Elle réservera des médailles et des mentions honorables, ainsi qu'il a été spécifié à la fin de l'article 1^{er}, pour les personnes qui, dans le département de la Dordogne, auront sauvé de la ruine, mis en lumière, fouillé ou réparé avec intelligence des monuments antiques dignes d'intérêt.

ART. 20.

La revision d'un ou de plusieurs articles de ce Règlement ne pourra avoir lieu que sur la proposition de dix Membres Titulaires, et la décision sera prise en *Assemblée générale*.

Périgueux, le 1^{er} mars 1874.

LISTE DE MM. LES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ.

BUREAU.

Présidents d'honneur.

M. BARDY DE FOURTOU,  I, ancien ministre, ancien sénateur de la Dordogne.

M. LOROIS (Emile), *, ancien préfet de la Dordogne.

M^{sr} DABERT, *, évêque de Périgueux et de Sarlat.

Président.

M. le docteur GALY, *,  I, directeur des Musées.

Vice-Président honoraire.

M. DE FROIDEFOND DE BOULAZAC.

Vice-Présidents.

M. DE ROUMEJOUX.

M. le vicomte DE GOURGUES,  A.

M. le baron DE VERNEILH-PUYRASEAU.

M. le marquis DE FAYOLLE.

M. Philippe DE BOSREDON, C *, ancien conseiller d'Etat.

Secrétaire-Général.

M. VILLEPELET,  A, archiviste du département.

Secrétaires-Adjoints.

M. l'abbé RIBOULET, curé de Chancelade.

M. le vicomte DE LESTRADE DE CONTI, ✕, avocat.

M. CRÉDOT.

Trésorier.

M. DE SAINT-PIERRE.

MEMBRES TITULAIRES.

MM.

Le marquis Ulric d'ABZAC DE LA DOUZE, au château de Borie-Petit, près Périgueux.

Le comte Aymar d'ABZAC DE LA DOUZE, licencié en droit, au château de Borie-Petit, près Périgueux.

M^{me} ALARY, à Eymet.

Le comte Aymar d'ARLOT DE SAINT-SAUD, commandeur de l'ordre d'Isabelle la Catholique, ancien magistrat, au château de la Valouze, par La Roche-Chalais.

D'ARTENSEC DE VERNEUIL, receveur d'enregistrement des actes civils, à Brive (Corrèze).

AUDEMARD (Gérald), notaire à Montanceix, par Razac.

AUZELY, boulevard des Sablons, 1, à Neuilly-sur-Seine (Seine).

Le docteur BARBANCEY, à Monpont.

BARDY DE FOURTOU (Oscar), ~~et~~ I, ancien ministre, ancien sénateur, conseiller général de la Dordogne, rue de Monceau, 66, à Paris.

BARDY DE FOURTOU (Paul), ancien magistrat, à Ribérac.

BAREAU (Anatole), pharmacien, à Excideuil.

BARRAILLIER, conseiller d'arrondissement, procureur de la République, au Havre (Seine-Inférieure).

BARRIÈRE (Hubert), pharmacien, à Belvès.

BASTIDE, pharmacien de la C^{ie} d'Orléans, à Périgueux.

BEAU-VERDENEY (Alexis), à Champcevinel, près Périgueux.

L'abbé E. BEAU-VERDENEY, supérieur du collège Saint-Joseph, à Sarlat.

Le comte DE BEAUFORT, O*, secrétaire-général de la Société de secours aux blessés militaires, rue de Verneuil, 43, à Paris.

DE BELLUSSIÈRE (Fernand), rue de Paris, 2, à Périgueux.

BESSE (Léon), propriétaire à Saint-Méard de Drôme, par Tocane-Saint-Apre.

BIBLIOTHÈQUE DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES, à Périgueux.

BIBLIOTHÈQUE DU LYCÉE, à Périgueux. (Abonnement.)

BIBLIOTHÈQUE POPULAIRE, à Périgueux.

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE, à Périgueux.

BLEYNIE (Aubin), pharmacien, conservateur des collections géologiques et minéralogiques du Musée départemental, à Périgueux.

BORIE (Edmond), commis principal à la préfecture de la Seine, rue de l'Entrepôt, 29, à Paris.

DE BOSREDON (Philippe), C ✱, ancien conseiller d'Etat, ancien conseiller général de la Dordogne, rue du Général Foy, 4, à Paris.

DE BOSREDON (Alexandre), ✱, ancien sénateur, conseiller général de la Dordogne, à la Fauconnie, par Terrasson.

Le comte Henri BODER, ancien conseiller général de la Dordogne, à Lamonzie-Saint-Martin.

L'abbé BOULEN, chanoine de la cathédrale, rue Malesherbes, 2, à Périgueux.

BOULLE (E.), photographe, à Périgueux.

Le docteur J. BOUNY, au Fleix.

BOURGADE (Alban), ✱, ancien magistrat, avocat, rue Capdeville, 46, à Bordeaux.

L'abbé BOUSCAILLOU, prêtre de l'Oratoire, professeur de philosophie au collège de Juilly (Seine-et-Marne).

BOYER (Fernand), étudiant en droit, à Ribérac.

DE BOYSSON (Bernard), ✱, colonel au 8^e régiment de dragons, à Valenciennes (Nord).

DE BOYSSON (Richard), ancien receveur particulier, à Cénac, près Domme.

M^{me} DE BRACHET DE LA MENUSE, à Château-l'Evêque, près Périgueux.

L'abbé BRUGIÈRE, curé de Coulounieix, près Périgueux.

M^{me} DU BURGUET, au château de Portboutout, commune d'Allemans, par Ribérac.

BUSSIÈRE (Georges), procureur de la République, à Rochefort (Charente-Inférieure).

BUSSIÈRES (Charles), rédacteur en chef du *Périgord* et du *Courrier de la Dordogne* réunis, à Périgueux.

DE CARBONNIER DE MARZAC (Guy), ancien juge de paix, à Saint-Cyprien.

Le marquis DE CARBONNIER-MARZAC, rue Esprit-des-Lois, 6, à Bordeaux.

DE CARDENAL, docteur en droit, ancien magistrat, avocat, à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne).

L'abbé CARRIER, curé de St-Amand-de-Coly, par Montignac.
CARVÈS (Elie), propriétaire, à Bézenac, par Saint-Cyprien.
CARVÈS (Louis), à Bézenac, par Saint-Cyprien.

Le comte DE CASTÉRAS-SEIGNAN, *, ancien préfet, à Menesplet, par Monpont.

M^{me} DE CAZENAVE, au château de Libersac, par Eymet.

CERCLE DE LA PHILOGIE, à Périgueux. (Abonnement.)

DE Cerval (Julien), *, juge au tribunal civil, à Sarlat.

M^{me} la comtesse DE CHABANS, au château de La Chapelle-Faucher, par Saint-Pierre-de-Côle.

CHAMINADE, propriétaire, au Vézinet (Seine-et-Oise).

DE CHANAUD, ancien juge de paix, à Sigoulès.

Le marquis DE CHANTÉRAC (Audoin), C *, ancien conseiller d'Etat, rue de Bellechasse, 17, à Paris.

Le comte DE CHANTÉRAC (Victor), au château de Chantérac, par Saint-Vincent-de-Connezac.

CHAPGIER-DALAIR (Amédée), banquier, à Saint-Yrieix (Haute-Vienne).

CHARBONNEL (Augustin), négociant, rue des Remparts, 50, à Bordeaux.

CHASTENET-DUCASTIN, ⚔ A, avocat, ancien conseiller général de la Dordogne, à Périgueux.

Le docteur CHAUME, rue d'Angoulême, à Périgueux.

CHAVOIX (Pierre-Ernest), propriétaire, rue Saint-Thomas, à Excideuil.

Du CHAZAUD (Albert), à La Tourblanche.

L'abbé CHEYSSAC, ⚔ A, curé de La Roche-Chalais.

CHILHAUD-DUMAINE (Alfred), attaché d'ambassade, rue de Rennes, 46, à Paris.

CLÉDAT (Jules), trésorier de la Société des Amis des Arts de la Dordogne, banquier, rue du Bac, 4, à Périgueux.

CLÉDAT (Léon), ⚔ A, professeur à la Faculté des lettres, rue Saint-Maurice, à Lyon-Monplaisir (Rhône).

Le comte DE CONSTANTIN, à Beaumont-du-Périgord.

CORNEILHAN, **A**, ancien conseiller de préfecture, cours Tourny, 12, à Périgueux.

COULOMBEIX, docteur en droit, ancien juge de paix, rue du Plantier, 15, à Périgueux.

COURTEY (Gabriel), propriétaire, rue d'Angoulême, à Périgueux.

COURTEY (Léon), licencié en droit, notaire, à Nontron.

CRÉDOT (Julien), licencié en droit, agent principal de la C^e d'assurances l'*Urbaine*, boulevard St-Hilaire, 25, à Périgueux.

CROS-PUYMARTIN, architecte, rue Saint-Martin, 22, à Périgueux.

Le comte DE CUMOND, au château de Cumond, par Saint-Privat.

M^{gr} DABERT, *, évêque de Périgueux et de Sarlat.

Le comte DE DAMAS D'HAUTEFORT, au château d'Hautefort.

L'abbé DARDÉ, curé doyen, à Excideuil.

DARTENSET (Jean), receveur ruraliste, à Périgueux.

DAURIAC, percepteur, à Périgueux.

DEBETS DE LACROUSILLE (Armand), docteur en médecine, directeur de la vaccination, à Périgueux.

DEBETS DE LACROUSILLE (Marc), ancien procureur de la République, au château de Lasteyrie, par La Rochebeaucourt.

DECOUS DE LAPEYRIÈRE, *, ancien procureur général, à Périgueux.

L'abbé DELBOURG, chanoine honoraire, curé de Saint-Jacques de Bergerac.

DELPIT (Jules), membre de l'Académie de Bordeaux, à Izon, par Vayres (Gironde).

DELPIT (Martial), ancien député, membre honoraire du Comité des monuments historiques, à Castang, près Bouniagues.

DELSUC, banquier, président de la Société de géographie commerciale, cours Tourny, à Périgueux.

DEMARTIAL, O *, contrôleur général de 2^e classe de l'administration de l'armée, à Périgueux.

DESCHAMPS (Romain), à Razac-sur-l'Isle.

L'abbé DESCHAMPS, professeur au grand séminaire, à Périgueux.

DESLIGNIÈRES (Marcel), architecte du Gouvernement, diplômé, 121, boulevard Péreire, à Paris.

DETHAN (Georges), avocat à la Cour d'appel de Paris, rue de Berlin, 32, à Paris, et au château de la Côte, par Bourdeilles.

DOCHE, juge de paix, à Coutras (Gironde).

DONNEAUD, directeur des contributions indirectes, à Périgueux.

DOSÉ,  A, ancien élève de l'Ecole des Beaux-Arts, professeur de dessin au lycée, rue d'Angoulême, à Périgueux.

DOURSOUT (Edmond), négociant, rue Judaïque, 215, à Bordeaux.

DUBET, architecte, à Périgueux.

DUCREY (Eugène), conseiller-maitre à la Cour des comptes, rue Blanche, 11 bis, à Paris.

DUFOUR (Georges),  A, avocat, secrétaire général adjoint de la Société des Études historiques, rue de Bruxelles, 28, à Paris.

DUFOUR aîné, *, négociant, à Périgueux.

Mgr DUFOURG, protonotaire apostolique, vicaire-général du diocèse, à Périgueux.

DUJARRIC-DESCOMBES (Albert),  A, licencié en droit, notaire, au Grand-Brassac, par Montagnier.

DUPONT (Paul), imprimeur, rue J.-J. Rousseau, 41, à Paris.

DUPUIS (Jean), licencié en droit, notaire, à Tulle (Corrèze).

DUPUY, négociant, archiviste de la ville, à Bergerac.

DURAND (Charles), conducteur des ponts et chaussées, rue Fournier-Lacharmie, 7, à Périgueux.

DURAND DE RAMEFORT, avoué-licencié, rue Bourdeilles, 6, à Périgueux.

DUSOLIER (Emile), ancien sous-préfet, à Nontron.

DUVERNEUIL (Alcide), instituteur à Saint-Martial-d'Artenset, par Monpont.

EYSSALET, propriétaire, place des Prisons, à Périgueux.

FARGAUDIE, O *, inspecteur général des ponts et chaussées, place du Palais-Bourbon, 8, à Paris.

FARGEOT (Camille), avocat, à Ribérac.

FARGIS (Alexandre), professeur de dessin au lycée, rue Salinière, à Périgueux.

FAURE (Paul), négociant, à Périgueux.

Le marquis DE FAYOLLE, au château de Fayolle, près Tocane-Saint-Apre.

Le comte Gérard DE FAYOLLE, licencié en droit, attaché honoraire à la Direction des musées nationaux, au château de Fayolle, près Tocane-Saint-Apre.

FÉAUX (Maurice), agent-voyer, à Périgueux.

Le comte DE FLEURIEU (Henri), au château de Marzac, près les Eyzies.

Le vicomte DE FONTENAY (Anselme), ingénieur de la Compagnie d'Orléans, au château de Puychenil, par Mareuil.

FORNERON (Henri), rue La Boétie, 102, à Paris.

FOURNET (Léon), ébéniste, rue Saint-Front, 11, à Périgueux.

FRENET, licencié en droit, chef de division à la préfecture, rue Puynazeau, à Périgueux.

DE FROIDEFOND DE BOULAZAC (Alfred), propriétaire, à Périgueux.

FRUT (Joseph), avocat, à Vergt.

Le docteur GADAUD, *, ☉ A, conseiller général de la Dordogne, maire de la ville de Périgueux, rue de la République, à Périgueux.

Le docteur GALY, *, ☉ I, ancien maire de la ville de Périgueux, directeur des Musées, membre associé correspondant de la Société nationale des Antiquaires de France, à Périgueux.

GALY (Paul), officier de l'ordre du Ni-Scham, ancien attaché d'ambassade, ancien sous-préfet, à Marsac, près Périgueux.

GARÈS (Emile), président du tribunal civil, à Confolens (Charente).

Le comte Gabriel DU GARREAU, rue d'Angoulême, 41, à Périgueux.

GASSON BUGEAUD D'ISLY (Robert), secrétaire d'ambassade, au château de la Roche, par Coulaures.

L'abbé GAUFFRE (Henri), curé de Lavallade, par Monpazier.

GAUTHIER (François), directeur de la C^{ie} d'assurances mutuelles *la Dordogne*, rue Puebla, 11, à Périgueux.

GENDRAUD (Pierre), notaire, à Verteillac.

De GÉNIS (Joseph), au château de Veyrignac, par Carlux.

DE GÉRARD (René), au château de Giverzac, par Domme.

DE GÉRARD (Gaston), docteur en droit, rue de Paris, 10, à Rennes (Ille-et-Vilaine).

GILLES-LAGRANGE (Fernand), *, notaire, à Périgueux.

GIRARD DE LANGLADE (Cyprien), au château d'Eylac, par Saint-Pierre-de-Chignac.

GISCLARD, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, ancien conseiller de préfecture, à Périgueux.

DE GOMONDIE DE LA CHAUSSELIE, propriétaire, au château de la Faye, par La Tourblanche.

GONTIER MAINE DE BIRAN (Elie), * A, rédacteur principal au Ministère de l'Intérieur, rue Portalis, 3, à Paris.

Le vicomte DE GOURGUES, * A, correspondant honoraire du Ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques, hôtel de Gourgues, rue de Gourgues, 5, à Bordeaux.

L'abbé GOUSTAT, curé de Pontours, par La Linde.

Mgr GOUZOT, évêque de Gap (Hautes-Alpes).

L'abbé GOYHENÈCHE, * A, docteur en théologie, curé de Bourgnac, par Mussidan.

L'abbé GRANGER, curé de Château-l'Évêque, par Périgueux.

GRENIER, notaire, à Saint-Barthélemy-de-Bellegarde, par Monpont.

DE GRÉZEL (Raoul-François), à Saint-Aubin-de-Lanquais, par Issigeac.

GUILLIER (Ernest), avocat, à Périgueux.

HARDY (Michel), * A, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, associé correspondant de la Société nationale des Antiquaires de France, bibliothécaire-archiviste de la ville, rue Saint-Front, 23, à Périgueux.

HERMANN (Gustave), * A, licencié en droit, ancien juge de paix, rue Sirey, à Périgueux.

HOARAU DE LA SOURCE, conseiller général de la Dordogne, maire de Rouquette, au château de Pouthet, près Eymet.

Le docteur JAUBERT, rue de Bordeaux, à Périgueux.

JAUVINAUD, propriétaire, à Léguillac-de-l'Auche, par Saint-Astier.

L'abbé LABORIE, missionnaire apostolique, curé de la Chapelle-Gonaguet, par Périgueux.

Le baron Roger DE LA BORIE DE LA BATUT, **Q A**, chevalier de l'ordre de Charles III, ancien secrétaire-général, place Saint-François-Xavier, 5, à Paris.

Le docteur DE LABROUSSE, conseiller général de la Dordogne, à Mussidan.

LABUTHIE, avocat, rue de Rivoli, 30, à Paris.

Le contre-amiral LACOMBE, **C ***, commandant en chef de la division navale des Antilles, rue d'Angoulême, à Périgueux.

LACOMBE (Jules), receveur des postes, à Smyrne (Turquie d'Asie).

Le docteur LACOMBE, **Q A**, président de la Société médicale de la Dordogne, rue Bourdeilles, à Périgueux.

LACROIX (Emile), notaire, à Sarlat.

Le docteur LADEVI-ROCHE, maire de Saint-Germain-du-Salembre, au château de Saint-Germain-du-Salembre, par Neuvic-sur-l'Isle.

LAFOSSE, greffier du tribunal civil, à Bergerac.

Le comte Thibault DE LAGARDE SAINT-ANGEL, *****, au château de Lapouyade, par Nontron.

DE LAGRANGE-CHANCEL, propriétaire, au Lamentin (Martinique).

Le marquis DE LAMBERTYE, à Cons-la-Granville (Meurthe-et-Moselle).

LAMOTHE-PRADELLE, **Q A**, notaire, à St-Pierre-de-Chignac.

Le baron LAPEYRE DE LA PAGÉZIE, à Saint-Lazare, par Condat-sur-Vézère.

LAPEYRE (Fernand), avocat, à La Roche-Chalais.

LAPORTE (Émile), rédacteur en chef de *l'Écho de la Dordogne et de Vézère*, imprimeur, rue Auberge, à Périgueux.

LARGUERIE (Calixte), propriétaire, rue d'Angoulême, à Périgueux.

DE LARIGAUDIE (Jules), propriétaire, à Périgueux.

Le comte Charles DE LARMANDIE, ancien magistrat, à Pouyol, par Villamblard.

Le docteur LAROCHE, à Montignac-le-Comte.

LAROCHE (Léo), conseiller d'arrondissement, au château de Labesse, par Saint-Pierre-de-Chignac.

DE LA SALLE DU MAIGNAUX, maire d'Eyzerat, près Thiviers.

LATIERE (Louis), négociant, cours Michel-Montaigne, 37, à Périgueux.

Le marquis **DU LAU D'ALLEMANS**, rue Neuve-des-Petits-Champs, 99, à Paris.

Le comte **Gaëtan DE LAURIÈRE**, au château de Bellerive, par Le Buisson de Cabans.

LAVIGNÉ, instituteur public, à Monsac, par Beaumont-du-Périgord.

LAVY (François-Gustave), ancien adjoint, à Brantôme.

LE LÉGARD (Armand-Zéphirin), licencié ès-lettres et en droit, juge de paix, à Ruffec (Charente).

Le docteur **LÉONARDON**, *, ancien conseiller général de la Dordogne, à Monpont.

LÉONARDON (Léon), ancien juge de paix, à Villefranche-de-Longchapt.

LESPINAS (Edmond), avocat, ancien magistrat, rue Saint-Pierre-ès-liens, 2, à Périgueux.

Le vicomte de **LESTRADE DE CONTI (Marcel)**, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, avocat, au château de Barrière, à Périgueux.

LOROIS (Emile), *, ancien préfet de la Dordogne, rue Cambon, 5, à Paris.

Le docteur **MACHENAUD**, cours Saint-Jean, 61, à Bordeaux.

Le docteur **Augustin MAGUEUR**, cours d'Albret, 51, à Bordeaux.

MAGUEUR (Georges), pharmacien, à Sainte-Livrade (Lot-et-Garonne).

Le marquis **DE MAILLARD-LAFAYE**, conseiller général de la Dordogne, maire de Saint-Sulpice-de-Mareuil, au château de Lafaye, par Mareuil-sur-Belle, et avenue de Villars, 14, à Paris.

Le comte **DE MALEVILLE**, au château de Fénélon, par Calviac.

MALEVILLE (G.), libraire, rue Montesquieu, 22, à Libourne (Gironde).

MALLAT (Joseph), comptable, rue d'Orléans, 11, à Bordeaux.

MANDIN (Jules), architecte, inspecteur des bâtiments de la C^{te} du chemin de fer d'Orléans, à Périgueux.

MARÉCHAL, ancien député, conseiller général de la Dordo-

gne, au château de Puyferrat, près Saint-Astier, et rue de Châteaubriand, 14 bis, à Paris.

MARIAUD (Casimir), chevalier-officier de l'Académie de Humbert I^{er}, percepteur, à Cintegabelle (Haute-Garonne).

MARMIER (Gaston), *, conseiller général de la Dordogne, capitaine du génie, attaché à l'état-major du Ministre de la guerre, rue Paul-Louis Courier, 15, à Paris.

DU MAS-PAYSAC (Henri-Mathieu), maire de Creyssensac, par Bordas.

MÈGE-LAVIGNOTTE, avoué-licencié, à Ribérac.

MENETREL, *,  I, inspecteur honoraire d'Académie, à Périgueux.

MÉNIEL fils (Joseph), négociant, à Sainte-Foy-la-Grande (Gironde).

L'abbé MESTAÏEZ, curé doyen, à Savignac-les-Églises.

Le docteur Georges MILLET-LACOMBE, à Mialet.

MILLET-LACOMBE, avocat, à Périgueux.

L'abbé MONMONT, curé d'Azerat, par Thenon.

DE MONTAIGUT (Elie-Alphonse), ancien conservateur des hypothèques, à la Boudelie, par Excideuil.

DE MONTAIGUT (Joseph), propriétaire, rue de la Préfecture, 10, à Périgueux.

DE MONTARDY (Gaston), propriétaire, rue Sirey, 4, à Périgueux.

DE MONTARDY (Elie), propriétaire, rue d'Angoulême, à Périgueux.

Le baron P. DE MONTCHEUIL, avocat, au château de Montcheuil, par Nontron.

DE MONTÉGUT (Heuri), correspondant du Ministère de l'Instruction publique, ancien magistrat, rue Bonaparte, 55, à Paris, et avenue du Crucifix, 19, à Limoges (Haute-Vienne).

L'abbé MONTET, aumônier de l'hospice, rue Circulaire, à Périgueux.

DE MONTFERRAND (Lodoïs), au château de Montréal, par Mussidan.

L'abbé MOREAU, professeur au collège de Vaugirard, à Paris.

MOURIÉ, *, conseiller honoraire de Cour d'appel, à Périgueux.

Le marquis DE NATTES, O *, ancien lieutenant-colonel du 93^e régiment de l'armée territoriale, au château de Mademontet, par Ribérac.

PALUT (P.-P.), tonnelier, à Bergerac.

PAPPON, propriétaire, au château de la Vallade, par Tocane-Saint-Apre.

PARADOL (Raoul), avocat, place Francheville, à Périgueux.

Le docteur PARROT (Henri), O *,  I, cours Montaigne, à Périgueux.

L'abbé PARROT (Ernest), curé doyen, à Monpont.

PASTOUREAU, O *, ingénieur en chef du génie maritime en retraite, rue de la Course, 17, à Bordeaux.

PASTOUREAU DE LABESSE, propriétaire, à Nontron.

DU PAVILLON (Léon), vice-président de la Société d'agriculture, sciences et arts, rue Barbecane, à Périgueux.

DU PAVILLON, doyen du Chapitre de la cathédrale, à Périgueux.

DU PAVILLON (Xavier), au château de Larigaudie, par Vilamblard.

L'abbé PERGOT, chanoine honoraire, curé doyen de Terrasson.

DU PÉRIER DE LARSAN, ancien magistrat, au château de Puy-martin, par Sarlat.

PINET, banquier, à Excideuil.

L'abbé DU PLANTIER, curé doyen, à Saint-Cyprien.

DE POURQUÉRY DE BOISSERIN, négociant, à Bergerac.

POUYADOU (Ferdinand), licencié en droit, chef de division à la préfecture, rue du Jardin-Public, à Périgueux.

POUYAUD (Aubin), *, pharmacien, ancien président du tribunal de commerce, place du Coderc, à Périgueux.

POUYAUD (Henri), pharmacien, place du Coderc, à Périgueux.

Le docteur Samuel Pozzi, professeur agrégé à la Faculté de médecine, place Vendôme, 10, à Paris.

L'abbé PRADIER, curé de Saint-Agne, par La Linde.

DE PRESLE, propriétaire, à Cherveix, par Cubas.

Le docteur PUYGAUTHIER, conseiller d'arrondissement, à Tocane-Saint-Apre.

QUEILLE (Fernand), architecte, à Sarlat.

L'abbé REBIÈRE, curé de la Cité, à Périgueux.

RENAUD (Louis), *, architecte principal de la Compagnie d'Orléans, boulevard Saint-Germain, 131, à Paris.

DU REPAIRE (Maurice), propriétaire, au château de Brochard, commune de St-Front-d'Alemps, par Agonac.

REVERDIT, commis principal à la Manufacture des tabacs, à Toulouse (Haute-Garonne).

REYNAL, pharmacien, à Plancher, près Périgueux.

RIBAUT DE LAUGARDIÈRE, propriétaire, à Nontron.

RIBETTE, chef de district de la C^e d'Orléans, à Périgueux.

L'abbé RIBOULET, curé de Chancelade, près Périgueux.

L'abbé RICHARD, vicaire à Fontainebleau (Seine-et-Marne).

ROCHON DU VIGNAUD (Albert), maire d'Allemans, au château de la Rigaudie, par Ribérac.

Le comte DE ROFFIGNAC (Ferdinand), ancien sous-préfet, au Castel-Fadéze, près Périgueux.

ROLLAND DE DENUS (André),  A, vice-président de la Société des Amis des Arts de la Dordogne, banquier, rue du Palais, à Périgueux.

Le T. R. P. Dom Benoît ROQUE, prieur de la Chartreuse de Vauclaire, près Monpont.

DE ROUMEJOUX (Anatole), inspecteur divisionnaire de la Société française d'archéologie, au château de Rossignol, par Bordas.

Le docteur ROUSSELOT-BEAULIEU, rue Maleville, à Périgueux.

ROUX (Eugène), rédacteur en chef du *Journal de la Dordogne*, à Périgueux.

Le marquis DE SAINT-ASTIER, propriétaire, au château des Bories, par Périgueux.

Le marquis DE SAINTE-AULAIRE, *, ancien député, à Périgueux.

Le comte DE SAINT-LÉGIER, maire de St-Crépin, au château de Richemont, par Brantôme.

DE SAINT-MARTIN (Albert), au château de Puyfaiteau, par Nontron.

SAINTMARTIN (André), licencié en droit, propriétaire, place Francheville, à Périgueux.

DE SAINT-OURS, au château de Griffoul, commune de Vitrac, par Carsac.

DE SAINT-PAUL (Maurice), rue Scribe, 9, à Paris.

L'abbé SALLEIX, curé de Saint-Privat-les-Prés.

SALLEIX (Amedée), propriétaire, au château de la Brangelie, commune de Vanxains, par Ribérac.

M^{me} la marquise DE SANZILLON, au château du Lieu-Dieu, près Périgueux.

SARLANDE (Albert), ancien député, au château de la Borie, par Champagnac-de-Belair.

SARLANDIE (Arthur), ~~¶~~ A, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, ancien chef de division à la préfecture de la Dordogne, à Périgueux.

SARLAT (Ludovic), homme de lettres, greffier du tribunal civil de Sarlat.

SCHOEFFER (Paul), chevalier de l'ordre de St-Grégoire-le-Grand, ancien sous-préfet, avocat, rue La Boétie, 24, à Périgueux.

Le vicomte DE SEGONZAC, au château de Sorel, par Ressons (Oise).

Le général SERMENSAN, O *, ~~¶~~ I, commandant la 71^e brigade d'infanterie, à Bayonne (Basses-Pyrénées).

DE SIORAC (Armand), *, ancien inspecteur divisionnaire des lignes télégraphiques, aux Maurilloux, près Périgueux.

SORBIER (Théodore), propriétaire, ancien conseiller général, à Montignac-le-Comte.

SORBIER (Georges), licencié en droit, à Montignac-le-Comte.

Le marquis WLGRIN DE TAILLEFER, rue Thiers, 17, à Périgueux.

TAILLEFER (Oswald), *, ancien député, conseiller général de la Dordogne, à Costecalve, près Domme.

TARDE (Gabriel), juge d'instruction, à Sarlat.

Le général TATAREAU, C *, ancien conseiller général, à Périgueux.

Le docteur Léo TESTUT, professeur agrégé d'anatomie à la Faculté de médecine, rue d'Inkermann, 13, à Lille (Nord).

L'abbé TEYSSANDIER, curé de Villac, par Terrasson.

THÉLIGNY DU CASTAING, propriétaire, homme de lettres, rue Cyrano, 8, à Bergerac.

THIRION-MONTAUBAN, *, député de la Dordogne, conseiller général, rue Christophe-Colomb, 9, à Paris, et au château de Michel de Montaigne, par Lamothe-Montravel.

DE THOMASSON DE SAINT-PIERRE (Ludovic), capitaine adjudant-major au 73^e d'infanterie, à Hesdin (Pas-de-Calais).

DE THOMASSON DE SAINT-PIERRE (Ferdinand), archiviste-adjoint du département, rue de la Clarté, à Périgueux.

Le baron DE LA TOMBELLE, vice-président de la Société des Amis des Arts de la Dordogne, au château de Feyrac, par Domme, et rue Newton, 6, à Paris.

Le comte DE TOUCHEBOEUF-BEAUMOND, sous-intendant militaire, à Foix (Ariège).

Le docteur USSEL, médecin des épidémies, au Coux, par Siorac.

VACQUAND (Charles), propriétaire, rue de Bordeaux, 14, à Périgueux.

DE VALBRUNE (Ivan), propriétaire, ancien conseiller d'arrondissement, à Saint-Astier.

VALETTE (Théodore), pharmacien, à Lesparre (Gironde).

VASSEUR (Charles), inspecteur de la Société française d'archéologie, à Saint-Germain, par Belvès.

VENDEUIL (Emile), conseiller d'arrondissement, maire de Saint-Martial-d'Albarède, à Excideuil.

Le baron DE VERNEILH-PUYRASEAU, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, membre de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux, au château de Puyraseau, par Piégut-Pluviers, et rue Montbazou, 19, à Bordeaux.

VIELLEMARD père, imprimeur-lithographe, 97, boulevard Port-Royal, à Paris.

VILLEPELET, A, archiviste du département de la Dordogne, rue Saint-Front, 2, à Périgueux.

DE VILLEPREUX (Louis), avocat, à Marmande (Lot-et-Garonne).

VITRAC aîné, ancien chef de bureau de la préfecture de la Dordogne, rue Combe-des-Dames, 8, à Périgueux.

MEMBRES ASSOCIÉS.

MM.

CHAMPION, libraire, quai Malaquais, 15, à Paris.

CHOLLET (Paul), libraire-éditeur, cours de l'Intendance, 53, à Bordeaux (Gironde).

GRELLET-BALGUERIE (Charles),  A, ancien magistrat, rue Saint-Sulpice, 38, à Paris.

MARANDAT (Henry), *, ancien officier de cavalerie, au château de Thé, près Magny-Cours (Nièvre).

SALAVERT-PELLETREAU (J.-Émile), propriétaire, boulevard de La Gardolle, à Tonneins (Lot-et-Garonne).

DE VILLEMANDY (Joseph), à La Rochefoucauld (Charente).

MEMBRES CORRESPONDANTS.

MM.

A. ALLMER, *, correspondant de l'Institut de France, quai Claude Bernard, 47, à Lyon.

L'abbé ARBELLLOT, chanoine de la cathédrale, à Limoges (Haute-Vienne).

L'abbé BARRÈRE, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, à Agen (Lot-et-Garonne).

DE BARTHÉLEMY (Anatole), *, membre honoraire de la Société nationale des Antiquaires de France, secrétaire du Comité des Travaux historiques et scientifiques, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 9, à Paris.

BERTRAND (Alexandre), *, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, conservateur du Musée de Saint-Germain-en-Laye, au château de Saint-Germain (Seine-et-Oise).

BULLIOT (J.-G.), *, président de la Société Éduenne, à Autun (Saône-et-Loire).

Le marquis DE CASTELNAU D'ESSENAULT,  A, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, membre de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux, au château de Paillet, par Rions (Gironde).

Le comte DE CESSAC, président de la Société des sciences naturelles et historiques de la Creuse, à Guéret.

CHABANEAU,  I, professeur de philologie romane à la Faculté des lettres, à Montpellier (Hérault).

CHABOUILLET, O *, conservateur du département des Médailles, à la Bibliothèque nationale, rue Colbert, 12, à Paris.

Le comte Alexis DE CHASTEIGNER, ancien officier des haras, membre de plusieurs Sociétés savantes, rue Duplessis, 5, à Bordeaux.

DE CHODZKO (Vitold), docteur en droit, au château de Lacôte, par Aixe (Haute-Vienne).

DE CROZALS,  A, professeur d'histoire à la Faculté des lettres, boulevard de Bonne, 1, à Grenoble (Isère).

DELISLE (Léopold), C *, membre de l'Institut, administrateur général, directeur de la Bibliothèque nationale, à Paris.

DROUYN (Léo), *,  A, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, membre de l'Académie de Bordeaux, rue Desfourniel, 30, à Bordeaux.

DRUÏLHET-LAFARGUE, boulevard de Caudéran, à Bordeaux.

DUCROCQ, *, membre correspondant de l'Institut, professeur de droit administratif à la Faculté de droit, à Paris.

Le docteur GARRIGOU, paléontologiste, à Toulouse (Haute-Garonne), et à Tarascon (Ariège).

GERMAIN, O *, membre de l'Institut, professeur d'histoire à la Faculté des lettres, doyen honoraire, à Montpellier (Hérault).

LAFON (Emile), *, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, peintre d'histoire, rue de Varennes, 42, à Paris.

LALANNE (Ludovic), *, sous-bibliothécaire de l'Institut, rue de Condé, 14, à Paris.

LARTET (Louis), professeur à la Faculté des sciences, à Toulouse (Haute-Garonne).

LE BLANT (Edmond), O *, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, directeur de l'École française d'Archéologie, au palais Farnèse, à Rome, et rue Leroux, 7, à Passy-Paris.

MARCHEGAY (Paul), *, archiviste honoraire du département

de Maine-et-Loire, membre non résidant du Comité des travaux historiques, aux Roches-Baritaud, par Chantonnay (Vendée).

MASSÉNAT,  A, paléontologiste, à Brive (Corrèze).

ROBERT (Charles), C , intendant-général en retraite, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, 25, boulevard de Latour-Maubourg, à Paris.

L'abbé SAUVAGE,  A, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, à Ectot-l'Auber, par Yerville (Seine-Inférieure).

TAMIZEY DE LARROQUE,   A, membre correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, à Gontaud (Lot-et-Garonne).

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

Ministère de l'Instruction publique.

— *Journal des Savants.*

— *Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques.*

— *Répertoire des travaux historiques sur l'histoire, les monuments et la langue de la France.*

— *Bibliothèque de l'Ecole des chartes.*

Alpes-Maritimes. *Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes, à Nice.*

Ariège. *Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts, à Foix.*

Calvados. *Académie nationale des sciences, arts et belles-lettres, rue Elie de Beaumont, 5, à Caen.*

Charente. *Société historique et archéologique de la Charente, à Angoulême.*

Charente-Inférieure. *Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, à Saintes.*

Cher. *Société des Antiquaires du centre, à Bourges.*

Corrèze. *Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, à Brive.*

id. *Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, à Tulle.*

Drôme. *Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, à Valence.*

- Haute-Garonne.** *Société archéologique du Midi de la France*, place Saint-Sernin, 7, à Toulouse.
- Gironde.** *Société archéologique de la Gironde*, rue de la Rousselle, 67, à Bordeaux.
- Id.** *Société d'Anthropologie de Bordeaux et du sud-ouest*, à Bordeaux.
- Hérault.** *Société pour l'étude des Langues romanes*, boulevard des Arceaux, 11, à Montpellier.
- id.** *Société archéologique de Montpellier*.
- Ille-et-Vilaine.** *Société archéologique d'Ille-et-Vilaine*, à Rennes.
- Indre-et-Loire.** *Société française d'Archéologie*, rampe de la Tranchée, 61, à Tours.
- Loiret.** *Société archéologique et historique de l'Orléanais*, à Orléans.
- Lot.** *Société des Études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot*, à Cahors.
- Lot-et-Garonne.** *Société d'agriculture, sciences et arts du Lot-et-Garonne*, à Agen.
- Nièvre.** *Société Nivernaise des lettres, sciences et arts*, à Nevers.
- Oise.** *Comité archéologique de Senlis*.
- Basses-Pyrénées.** *Société des sciences, belles-lettres et arts*, à Pau.
- Rhône.** *Société littéraire, historique et archéologique*, à Lyon.
- Saône-et-Loire.** *Société Éduenne*, hôtel Rolin, à Autun.
- Sarthe.** *Société historique et archéologique du Maine*, place du Château, 1, au Mans.
- Savoie.** *Académie des sciences, belles-lettres et arts*, à Chambéry.
- Seine.** *Société nationale des Antiquaires de France*, au palais du Louvre, à Paris.
- id.** *Société des Études historiques*, rue Gay-Lussac, 38, à Paris.
- Somme.** *Société des Antiquaires de la Picardie*, à Amiens.
- Tarn-et-Garonne.** *Société archéologique de Tarn-et-Garonne*, faubourg du Moustier, 59, à Montauban.
- Vienne.** *Société des Antiquaires de l'Ouest*, à Poitiers.
- Haute-Vienne.** *Société archéologique et historique du Limousin*, à Limoges.

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES.

- Belgique.** *Académie d'archéologie de Belgique*, rue Léopold, 15, à Anvers.
- Italie.** *Académie héraldique et généalogique italienne*, via Fibonacci, 6, à Pise.

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD.

Séance du jeudi 4 décembre 1884.

Présidence de M. DE FROIDEFOND.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. le marquis d'Abzac de La Douze, le comte d'Abzac de La Douze, l'abbé Brugière, Cros-Puymartin, Dujarric-Descombes, Maurice Féaux, Grellet-Balguerie, Michel Hardy, Jauvinaud, le comte de Larmandie, et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT annonce la mort de notre vénérable confrère M. le chanoine Labat, qui s'intéressait vivement à tous nos travaux et suivait avec assiduité nos séances avant que la maladie ne l'en empêchât. La Société lui a imposé une ou deux fois quelque rapport à faire où il nous a donné la preuve d'un véritable savoir ; mais il était d'une modestie sans égale et que l'on avait peine à vaincre. Selon une pieuse coutume, une notice nécrologique sera consacrée à sa mémoire dans notre *Bulletin*.

D'unanimes regrets accueillent cette triste communication.

Puis M. LE PRÉSIDENT indique sommairement les ouvrages qu'a reçus la bibliothèque de la Société pendant le mois dernier :

Le *Journal des Savants*, cahier d'octobre 1884, in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

Le Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1884, n° 3, in-8°, Amiens ;

Le Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanaïs, tome VIII, n° 121, deuxième trimestre de 1884, in-8°, Orléans ;

Les Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest, deuxième trimestre de 1884, in-8°, Poitiers, où il est fait mention, d'une part, d'objets en silex, offerts par M. Chauvet et employés à Angoulême au polissage des cartes à jouer, et de l'autre, de silex identiques, de forme carrée, du musée de la ville de Poitiers, qui certainement n'appartiennent pas à l'industrie préhistorique ;

Le Bulletin de la Société archéologique et historique de la Charente, cinquième série, tome VI, année 1883, in-8°, Angoulême ;

Le 3^e fascicule du tome VIII de la *Société archéologique de Bordeaux*, octobre 1881, in-8°, Bordeaux ;

Le Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, tome VI, 3^e livraison, juillet-septembre 1884, in-8°, Brive ;

Le Bulletin de la Société des Etudes littéraires, scientifiques et artistiques du Lot, tome IX, deuxième fascicule, in-8°, Cahors, 1884 ;

La Revue des langues romanes, troisième série, tome XII, octobre 1884, in-8°, Montpellier, où notre savant correspondant M. Chabaneau publie le *Cantique périgourdin en l'honneur de Saint-Jean-Baptiste* ;

Les Annales du Musée Guimet, tome VII, in-4°, Paris, Ernest Leroux, éditeur, 1884 ;

De M. Dujarric-Descombes, trois numéros du journal *Le Périgord* :

1^o Celui du 28 septembre dernier, où il rend compte des recherches de notre confrère M. l'abbé Pergot sur l'origine périgourdine de Saint-Vaast, évêque d'Arras et catéchiste de Clovis ;

2^o Celui du 21 octobre, où il signale dans les deux derniers *Bulletins* de la Société archéologique du Limousin, les passages pouvant intéresser nos annales ;

Et 3^e enfin, le n^o du 8 novembre, où il résume les faits nombreux qui, dans l'*Histoire de Sainte-Foy* par l'abbé Servièrès, de l'Aveyron, concernent spécialement le Périgord ;

De M. Tamizey de Larroque, correspondant de l'Institut, une plaquette qu'il vient de publier à Marmande sous le titre d'*Une lettre inédite du roi Henri IV et une Mazarinade inconnue*, in-8^e, de 11 pages. En faisant hommage de sa brochure à la Société, notre infatigable confrère appelle son attention sur le projet annoncé dans la note 3 de la page 4, et dont elle pourrait faciliter la réalisation, en lui indiquant les passages non encore relevés du roi de Navarre, le futur Henri IV, dans telle ou telle localité du Périgord.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

M. LE PRÉSIDENT a reçu de M. le Ministre de l'Instruction publique la liste des prix que l'Académie des Sciences morales et politiques met au concours. Comme elle nous a été envoyée en double exemplaire, l'un sera affiché dans la salle de nos réunions, et l'autre pourra être communiqué aux journaux de la localité.

La Société nationale des Antiquaires de France prie la nôtre de s'associer à un vœu qu'elle vient d'émettre pour que le Gouvernement prenne auprès du Parlement l'initiative d'un projet de loi destinée à assurer la protection des monuments anciens dans toute l'étendue du territoire national et des possessions françaises. — La Société s'empressera d'envoyer son adhésion.

M. le Directeur des Beaux-Arts mande à M. LE PRÉSIDENT que la réunion annuelle des délégués des Sociétés des Beaux-Arts aura lieu, en 1885, à l'époque accoutumée ; mais il croit utile d'appeler dès aujourd'hui son attention sur le caractère des lectures faites à la réunion des Beaux-Arts, à la Sorbonne, de 1877 à ce jour. « Chaque année, dit-il, un certain nombre d'études relatives à l'enseignement de l'art ou à l'esthétique parviennent au Comité chargé de l'organisation de la session. Souvent, les travaux de cet ordre ont dû être écartés par le Comité, soit que leurs auteurs eussent négligé d'approfondir leur sujet, soit enfin que, dans leurs travaux isolés, les auteurs n'eussent pas tenu un compte

suffisant du système actuel d'enseignement des Beaux-Arts, des garanties qu'il présente et des conseils autorisés qui ont la mission de le mettre en œuvre.

» Il n'en est pas de même des travaux relatifs à l'*histoire de l'art* que nous envoient les Sociétés des Beaux-Arts des départements. Depuis neuf années, des lectures d'un intérêt constant ont été faites à la Sorbonne sur l'architecture, la sculpture, la peinture, le dessin, la gravure, les arts décoratifs, la céramique, le théâtre, la musique, étudiés dans leurs manifestations locales. Plus d'une biographie d'artiste, écrite à l'aide de documents conservés dans nos provinces, a trouvé heureusement sa place dans le compte-rendu que publie mon administration à l'issue de chaque session annuelle.

» Le rôle des Sociétés des Beaux-Arts qui veulent bien prendre part aux sessions organisées par l'Etat, me semble nettement tracé par les décisions du Comité que j'ai l'honneur de vous rappeler.

» C'est à compléter l'histoire de notre art national qu'elles doivent être fières de concourir par la mise au jour des pièces d'archives, comptes, marchés, autographes, etc., que les érudits des départements peuvent découvrir dans leurs patientes recherches.

» Mes prédécesseurs, en instituant le Comité des Sociétés des Beaux-Arts et en lui donnant mission d'examiner les manuscrits, ont voulu provoquer un mouvement d'étude parallèle à celui qui est né de l'*Inventaire des richesses d'art de la France*.

» Les collaborateurs de l'inventaire recherchent et décrivent l'œuvre d'art, les correspondants du Comité s'occupent de l'artiste ou des institutions qui ont influé sur le progrès de l'art dans telles régions de la France.

» J'ose espérer, Monsieur le Président, que vous voudrez faire, le plus promptement possible, un pressant appel aux membres de votre Société dans le sens que je viens de préciser, et je serais heureux d'apprendre, dès maintenant, que votre Société se propose d'envoyer au Comité des Sociétés des Beaux-Arts, en février 1885, un ou plusieurs mémoires

inédits ayant trait à l'histoire de l'art dans votre région. »

Ceux de nos confrères, ajoute M. le Président, qui voudront se livrer à ce genre d'études sont prévenus à temps.

M. CROS-PUYMARTIN demande la permission d'offrir au Musée départemental une *ostræa carinata*, provenant des tranchées de la rue des Gravières, à Périgueux.

Il offre aussi en son nom, et au nom de M. Pastoureau de Labesse, une énorme ammonite, trouvée à Celles (Deux-Sèvres) dans une tranchée du chemin de fer de Niort à Ruffec.

M. le Conservateur du Musée, qui est absent de la réunion, ne manquera pas d'exprimer sa gratitude aux donateurs.

M. FÉAUX laisse admirer ensuite à l'assemblée deux très belles haches en jade, rapportées de la Nouvelle-Calédonie. Les dimensions de ces haches sont les suivantes :

Pour la grande : hauteur, 235 millimètres ; largeur, 150 mill. ; épaisseur, 38 mill., dimensions exceptionnelles.

Pour la petite : hauteur, 150 millimètres ; largeur, 102 mill. ; épaisseur, 29 mill.

Les haches de ce genre n'étaient pas très rares autrefois ; mais aujourd'hui il devient difficile de s'en procurer, parce qu'elles ne sont plus guère en usage. Celles-ci ont été trouvées : la première, dans la tribu des Houaïlou ; la seconde, dans celle des Wagap.

Ces tribus habitent des villages auxquels elles ont donné leur nom et qui sont situés l'un et l'autre sur la côte est de l'île.

Puis M. DE FROIDFOND nous donne lecture de notes relatives aux armoiries sculptées sur la façade et dans l'intérieur de quelques vieilles maisons de la ville de Périgueux, notamment d'armoiries placées, au fond d'une petite cour, rue de la Sagesse, 2, sur une tour d'escalier en colimaçon, à pans coupés extérieurs ; rue Eguillerie, 18, au fond du corridor de la maison ; rue du Greffe, 2, sur le fronton d'une fenêtre ; rue de la Miséricorde, 4, sur la clef de voûte de la

tour ; même rue, au n° 9, dans l'escalier de forme carrée, à plusieurs paliers ; rue Limogeanne , 46 , sur le plafond en pierre du couloir qui précède l'appartement du premier étage, et sur la façade au nord de l'une des belles maisons du quai.

L'étude de M. de Froidefond, accompagnée des croquis de sept armoiries, sera publiée dans le *Bulletin*.

M. CROS-PUYMARTIN fait passer sous les yeux de l'assemblée deux jolis dessins représentant un château qu'il restaure en ce moment, le château de Filolie, près Thiviers, qui appartient à M. Labuthie, et il prie ceux de nos confrères qui pourraient avoir des documents historiques sur cet ancien castel, de les lui communiquer pour le mettre à même de joindre un texte à ses dessins.

M. GRELLET-BALGUERIE rend compte d'un petit voyage et de découvertes qu'il vient de faire dans le département, en compagnie de notre confrère M. Ernest Chavoix, du côté d'Excideuil et de Génis. Il nous signale au château de Génis un dépôt d'archives particulières, mais concernant plutôt le Limousin et provenant des seigneurs de la Bertrandie ; non loin de Génis, l'ancien château de Moruscles, aujourd'hui en ruines, situé sur une motte entourée de trois côtés par le ruisseau du Dalon. Il nous apprend en même temps qu'on vient de découvrir à Excideuil, tout près de l'église, en ouvrant une rue, un grand nombre de tombes en pierre, en forme d'auge, avec entaille à la tête, et qu'à Preyssac, lorsqu'on transforma le cimetière en place publique, on trouva une si grande quantité de tombes en pierre, à couvercles plats, et si rapprochées, qu'on se borna à enlever la terre qui les recouvrait, et que les couvercles des tombeaux forment aujourd'hui le pavé de la place. On a retiré encore à Excideuil, des fondations d'un vieux mur, dans le déblaiement de la nouvelle rue, la moitié environ du couvercle finement sculpté d'un sarcophage assez remarquable qui devait être destiné à quelque personnage de distinction ; il est orné de moulures diverses, d'une belle croix fleurdé-lisée. Notre confrère rappelle aussi les pierres tumulaires bien conservées, provenant de l'ancien cimetière de Saint-

Jory-las-Bloux et que le secrétaire général a déjà indiquées à la Société dans le tome IV du *Bulletin*. Quatre de ces grandes pierres tumulaires du XIII^e siècle sont ornées de belles moulures, de rosaces, de croix, d'étoiles, et elles formaient les côtés d'un sarcophage d'un personnage représenté sur la cinquième pierre ou le couvercle. Il porte un costume bien drapé, en forme de vêtement d'évêque ou de manteau de l'ordre de Malte. Saint-Jory était en effet une commanderie de cet ordre. Sur chaque bas-côté du couvercle est figurée une croix de Malte largement pattée et fleurdelisée. Ces pierres ne sont plus comme autrefois au bord du chemin ; elles ont été transportées dans le nouveau cimetière. Près d'elles, on voit aussi le couvercle d'un petit sarcophage, orné de moulures délicatement ciselées en forme de roue, de croix.

En terminant, M. Grellet-Balguerie demande la permission d'offrir à nos archives la copie d'un *Essai d'histoire naturelle pour la province du Périgord*, daté de Chancelade le 22 avril 1765, et qu'il attribue au chanoine Leydet.

M. LE PRÉSIDENT remercie M. Grellet-Balguerie.

M. Michel HARDY donne ensuite lecture d'un article non signé, paru dans le journal le *Périgord-Courrier* à la date du 31 août 1884, sous ce titre : *L'Archéologie et la canalisation de Périgueux*, et demande à présenter à son sujet quelques observations.

Après avoir parlé de la médaille de 1767, commémorative de l'achèvement du Pont-Neuf, l'auteur de cet article décrit deux petites croix de plomb rencontrées dans des sarcophages et une médaille de forme octogone consacrant le souvenir de la reprise de Périgueux par les catholiques en 1581. Cette dernière est aussi de plomb comme celle de 1767 et, dit le correspondant du *Périgord*, « est assez bien conservée.

- » Sa partie supérieure est surmontée d'un *collet* destiné
- » apparemment à la suspendre. Les inscriptions en sont assez
- » nettes et se lisent sans difficulté, bien que quelques-uns
- » des caractères qui les composent soient presque entièrement effacés par le temps.

- » Le *reste* est ornementé de deux branches de laurier, sym-

- » bole de la victoire. Elles forment un cartouche élégant qui
- » sert de cadre à une inscription latine ainsi conçue :

NOS
AVDAX
ADJVVIT
MICHAEL
ARCH.

I. T.

- » On lit au verso :

G. VICTOIRE
DES
CATHOLIQUES
1581
PERIGVEVX
S M A

- » Cette médaille présente une particularité curieuse.
- » Chacun des pans coupés porte en bordure une lettre dont
- » l'assemblage forme le mot *memento*.

« Cette médaille, poursuit M. Hardy, me fut signalée, il y a déjà quelques mois, comme ayant été trouvée sur la place du Greffe. Son possesseur d'alors la gardait avec un soin jaloux et vainement demandai-je à l'examiner. Depuis, elle devint, fort heureusement, la propriété d'une personne amie qui voulut bien, ces jours derniers, me la remettre avec deux petites croix de plomb.

» La vue de ces objets, que je dépose sur le bureau, suffit à m'en faire reconnaître la fausseté, mais en même temps me révéla tout un plan de mystification.

» La médaille de 1581, pour ne parler que d'elle en ce moment, sort, en effet, des mêmes mains inhabiles qui ont façonné celle de 1767, et c'est au même mystificateur que l'on doit sans doute attribuer les petites croix sépulcrales.

» En décrivant la médaille de 1767 dans notre réunion du 3 avril (1), je vous disais, Messieurs, que les armoiries de France qui décoraient une de ses faces avaient été obtenues par le surmoulage d'un sceau royal. Or,

(1) *Bulletin*, tome XI, 1884, p. 180-181.

les branches de laurier et les enroulements accostant l'écu sur cette médaille se retrouvent exactement les mêmes sur celle de 1581. Bien plus, les caractères des légendes sont identiques et ont été frappés avec les mêmes poinçons. Pour vouloir surprendre la bonne foi d'un antiquaire, on ne pouvait, vous l'avouerez, être plus maladroit.

» Mais continuons l'examen de cette fameuse médaille de 1581. Son inscription latine recèle une finesse à l'adresse de l'un de vos confrères, et notre mystificateur serait trop désolé de n'avoir pas été compris.

» Je transcris cette inscription telle qu'elle nous est présentée :

NOS AVDAX ADJVVIT MICHAEL ARCH. I. T.

» L'épithète *audax* donnée à l'archange saint Michel vous aura probablement déjà surpris. Elle est peu dans le langage liturgique ; d'autre part, nous ne sachons pas que le glorieux patron de la France ait eu à Périgueux un culte particulier, encore moins qu'on ait rapporté à ses suffrages la délivrance de la ville en 1581. Une simple transposition de mots vous révélera la pensée malicieuse du mystificateur :

NOS ADJVVIT MICHAEL AVDAX ARCH. I. T.

» Je ne traduis pas, Messieurs, mais si je pardonne à l'auteur de cette inscription son trait d'esprit, je le tancerai vertement pour avoir produit de faux témoignages sur des faits à date certaine et appartenant à l'histoire, et pour avoir, de propos délibéré, multiplié des œuvres fausses. Deux autres croix, en effet, semblables à celles que vous avez sous les yeux, ont pris place dans des cabinets d'amateurs, et l'on connaît également deux exemplaires de la médaille de 1767. En retournant au mystificateur l'avertissement *MEMENTO* inscrit sur la tranche de sa médaille de 1581, je lui rappellerai qu'il y a des bornes à la plaisanterie qu'un homme délicat ne doit jamais dépasser. »

Puis, M. Michel HARDY lit une notice sur un cas d'extrême longévité observé en Périgord en 1342. A cette date, le maire de Périgueux s'étant rendu à Boulazac, pour informer sur les limites de sa juridiction, reçut la déposition d'un vieillard de cette paroisse, le sieur Hélie Combet, âgé de 140 ans. Notre confrère a trouvé ce curieux renseignement dans les archives de la ville et se réservait d'en donner la primeur à la Société archéologique ; il regrette que, par suite d'une indiscretion, la presse en ait déjà informé le public.

Enfin, M. HARDY met sous les yeux de ses confrères l'original en parchemin de lettres patentes du roi Charles VI, notifiant l'arrêt rendu par le Parlement de Paris, le 3 février 1396, contre le comte de Périgord Archambaud V et ses complices. L'en-tête de ces lettres est un véritable chef-d'œuvre de calligraphie. L'assemblée décide de le faire reproduire dans le *Bulletin* et prie M. Hardy d'y joindre un texte avec une analyse de la pièce.

M. le marquis D'ABZAC DE LA DOUZE veut bien nous communiquer la copie de deux lettres du roi Henri III, qui existent dans ses archives particulières et sont relatives à la prise de Périgueux par les protestants en 1575. Après lecture, il est résolu qu'elles seront publiées dans le *Bulletin*, accompagnées de quelques renseignements biographiques sur le seigneur de La Douze à qui elles sont adressées.

Notre confrère met également sous les yeux de l'assemblée une autorisation donnée par l'intendant Tourny, en 1752, pour planter un terrain en vigne dans la paroisse de Léguillac-de-Lauche, et une lettre circulaire imprimée, de Louis XVI, prescrivant, en 1781, des réjouissances publiques et le chant d'un *Te Deum* à l'occasion de la naissance du premier dauphin.

Pour répondre en partie au vœu exprimé par M. Tamizey de Larroque, M. DE FROIDEFOND nous apporte quelques notes généalogiques sur Jacques de Langlade, baron de Sommières, sur sa parenté directe et sa parenté collatérale, ses alliances en Périgord. Elles pourront être utilisées par celui de nos confrères qui voudra entreprendre une étude biographique de ce personnage du XVII^e siècle.

Enfin, il est procédé à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans nos rangs. Après un vote par acclamation, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Fernand de Bellussière, rue de Paris, 2, à Périgueux, présenté par M. le comte de Saint-Légier et M. le comte de Cumond.

La séance est levée à deux heures et demie du soir.

Le Secrétaire général : Ferd. VILLEPELET.

Séance du jeudi 8 janvier 1885.

Présidence de M. le docteur GALY.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Alfred de Froidefond, le marquis de Fayolle, de Roumejoux, Crédot, de Saint-Pierre, le comte d'Abzac de La Douze, Bleyne, Dujarric-Descombes, le comte de Fayolle, Michel Hardy, Lespinas et Villepelet.

Le procès-verbal de la réunion précédente est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT énumère brièvement les ouvrages qui ont été offerts à la bibliothèque de la Société pendant le mois dernier :

Le *Journal des Savants*, cahiers de novembre et décembre 1884, in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

Le *Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifiques*, section d'histoire et de philologie, année 1884, n° 2, in-8°, Paris, Imprimerie nationale ;

La *Bibliothèque de l'École des chartes*, année 1884, 5^e livraison, in-8°, Paris ;

Les *Comptes-rendus et mémoires du Comité archéologique de Senlis*, deuxième série, tome VIII, année 1882-83, in-8°, Senlis, imprimerie d'Ernest Payen, 1884 ;

Le *Journal d'histoire naturelle de Bordeaux et du Sud-Ouest*, numéros des 30 novembre et 31 décembre 1884, in-4°, Bordeaux, dans lesquels on annonce la lecture d'un mémoire de notre confrère M. Barrière, sur la station préhistorique de La Borie, canton de Belvès ; l'envoi à l'Exposition de géographie de Toulouse d'une carte préhistorique du département de la Dordogne, de notre confrère M. le docteur Testut ;

Le *Giornale araldico* de l'Académie de Pise, numéro de novembre 1884, grand in-8°, Pise ;

Par M. Philippe de Bosredon, un exemplaire de son tirage à

part des *Observations sur le papier timbré du comté de Montfort*, brochure in-8°, Périgueux, 1884 ;

Par M. Grellet-Ba'guerrie, le n° du 13 décembre 1884 du journal *l'Etoile*, de Ribérac, contenant son article sur une *Découverte d'habitations souterraines à St-Martin-de-Ribérac*.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

M. LE TRÉSORIER donne lecture de son compte de gestion pour l'exercice 1884 : il en résulte que les recettes se sont élevées à 4,993 fr.

et les dépenses à 4,972 75

ne laissant ainsi qu'un faible excédent de 20 fr. 25

M. le Trésorier explique la modicité de cet excédent, en nous révélant qu'il a payé à la liquidation de la maison Dupont un ancien reliquat de compte, qui lui était dû depuis longtemps et se grossissait un peu à la fin de chaque année. Il espère que l'année prochaine, la Société ne devant plus rien, le boni sera plus élevé, et il nous engage instamment à nommer dès aujourd'hui une commission qui s'occuperait de la longue procédure à suivre et des démarches à tenter pour nous faire reconnaître d'utilité publique. — Adoptant ces conclusions, la Société nomme membres de cette commission : M. Marmier, M. Pouyadou, M. Elie de Biran, M. Féaux et M. Hardy. Puis les comptes sont approuvés et des remerciements votés au Trésorier.

M. GÉRARD DE FAYOLLE demande à faire une rectification au procès-verbal de la séance du 4 septembre dernier, où il avait annoncé l'achat par le Musée du Louvre d'un album d'études de J. Bellini, qui venait d'être découvert au château de Grignols. Ce jour-là, il en avait conclu que le château de Grignols était celui du Périgord ; mais il a su depuis par M. de Tauzia, conservateur des dessins, que le château de Grignols en question était situé tout près du Lot-et-Garonne, en Bazadais, et appartenait à M. le marquis de Sabran-Pontevès, lequel vendit au Louvre cet album, d'une valeur immense pour l'art et encore plus beau que celui du British Museum. Le rédacteur du procès-verbal crut entendre que l'acquisition avait été faite par le Musée du Lot, au lieu du Louvre ;

les conservateurs du Musée de Cahors s'émurent de cette nouvelle, dont ils pourront lire la rectification.

M. Fernand DE BELLUSSIÈRE, élu membre titulaire dans la séance précédente, adresse ses remerciements à la Société.

M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts envoie à M. LE PRÉSIDENT plusieurs sujets d'étude recommandés par la section des sciences économiques et sociales du Comité des Travaux historiques, et le prie de donner la plus grande publicité à ce document. Les questions portent sur l'histoire d'un domaine rural, l'état et la valeur de la propriété bâtie, les effets économiques d'une nouvelle voie de communication, et sur les modifications qui se sont introduites dans la pratique des régimes matrimoniaux depuis le Code civil. — Conformément au désir de M. le Ministre, sa circulaire sera communiquée aux journaux de Périgueux.

La Société a appris avec satisfaction la nomination au titre de chevalier de la Légion-d'Honneur de notre laborieux confrère M. le capitaine Marnier, qui a été chargé de plusieurs missions en Orient, et celle d'officier d'Académie de M. Roland de Denus, qui met actuellement la dernière main à ses *Études étymologiques et onomatologiques sur les noms des provinces de l'ancienne France*.

A ce propos, M. CRÉDOT demande à lire quelques extraits de cet ouvrage, en ce moment sous presse, qui sont écoutés avec intérêt.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce que tout récemment on a découvert, dans une géode, à Carlux, un trésor de monnaies du ^{xiii}^e siècle. Ces pièces, au nombre de 250 environ, appartiennent à la vicomté de Turenne, à la ville de Cahors, à celles de Limoges, Périgueux, Angoulême et Bordeaux, et ne se recommandent que par leur état de conservation. Les moins rares sont deux oboles de Périgueux.

Puis, M. Michel HARDY donne lecture d'un rapport sur les découvertes archéologiques que les travaux de canalisation des fontaines et de construction d'égouts ont amenées à Périgueux en 1884. « Un moment, dit-il, j'avais eu la pensée de vous signaler ces découvertes au fur et à mesure qu'elles

se produiraient ; mais, pour éviter des redites et ne pas abuser de votre bienveillante attention, j'ai cru qu'il était préférable de vous en présenter l'ensemble dans un rapport de fin d'année. Je n'ai qu'à me féliciter d'avoir pris cette détermination ; car l'année 1884 a vu s'achever, ou à peu près, les tranchées ouvertes au Puy-Saint-Front ; au contraire, les travaux de la Cité viennent seulement d'être inaugurés et vont se poursuivre en 1885. Or, à ces deux divisions de la ville moderne de Périgueux, correspondent deux civilisations distinctes. Tandis qu'au Puy-St-Front nous aurons à étudier principalement le moyen-âge, les fouilles de la Cité mettront à jour des substructions et des monuments de l'époque romaine qui feront l'objet d'un second mémoire. »

L'assemblée décide de publier dans le *Bulletin* le rapport de M. Hardy, et prie notre confrère d'y joindre une planche où seront figurés les objets les plus intéressants recueillis dans les fouilles.

M. Hardy donne ensuite de vive voix quelques explications sur un bas-relief antique qui vient d'être découvert à la Cité, dans une tranchée ouverte au côté nord de l'église Saint-Etienne, pour la construction d'un égout. Ce bas-relief avait été culbuté la face en dessous et gisait dans le sol, à 4 m. 50 c. environ de profondeur. Se croyant en présence d'une pierre de fondation, les ouvriers le brisèrent à coups de masse, et ne reconnurent leur erreur que lorsqu'ils en relevèrent les fragments. Averti tout aussitôt, M. Hardy, avec l'autorisation du maire de Périgueux, M. Gadaud, qui s'intéresse vivement à nos antiquités locales, s'empressa de recueillir ces précieux débris et de les faire porter au Musée. Malgré son très regrettable morcellement, ce bas-relief en pierre du pays est susceptible d'une restauration et fera certainement, dans quelques mois, l'un des principaux ornements de notre salle des Antiques.

Il représente Mercure, protecteur de la santé publique, la divinité chère aux Gaulois. Le dieu, exécuté aux quatre cinquièmes de la taille humaine, est debout dans une niche que surmonte un fronton triangulaire, et est accompagné de tous ses attributs. Coiffé du pétase, il tient de la main

droite une bourse, et de la main gauche le caducée, dont la hampe est à demi engagée sous la chlamyde posée sur le bras. A ses pieds, à droite, est le bélier (Ἡρμῆς κριοφόρος) dont la tête, fort belle, fait face au spectateur ; sur son épaule gauche se voit le coq, symbole de la vigilance. Quoique certaines parties de la sculpture, notamment le torse, soient faibles, l'ensemble est d'un beau caractère et ne manque pas de noblesse. C'est une œuvre appartenant à l'art gaulois, mais dénotant l'influence romaine, et que l'on peut rapporter à la fin du ¹^{er} siècle.

M. CRÉDOR offre au Musée départemental, de la part de M. Ponsard, habitant rue Daumesnil, à Périgueux, une brique de pavé portant un lion héraldique du ^{xv}^e siècle, et deux jolis petits vases en terre, qu'on a trouvés encastrés dans un mur et qui ont dû servir de joujoux.

Notre confrère M. le baron DE LA TOMBELLE offre également au Musée une belle photographie encadrée qu'il a faite et qui représente le siège abbatial de Cadouin. Elle sera placée à côté de l'eau-forte du même monument par M. Léo Drouyn.

Notre honorable vice-président M. le baron DE VERNEILH offre aussi quatre superbes dessins à la plume faits tout exprès pour la Société. Ce sont des vues des quatre baronnies périgourdines : la chapelle de Biron, la vue générale du château de Beynac, le donjon de Bourdeille et enfin le château de Mareuil. Il a pensé qu'il fallait bien, après tous ces autres dessins de châteaux moins importants, montrer ceux qui par le rang de leurs propriétaires, occupaient la première place dans la hiérarchie nobiliaire du Périgord. A la vérité, ils sont plus connus que les autres et ont été décrits plus souvent ; mais ce n'est pas une raison, suivant lui, pour que le *Bulletin* n'en dise rien, et il a cru que leurs dessins intéresseraient, alors même que le texte explicatif serait court, pour ne pas répéter des détails trop connus.

M. le Conservateur du Musée remercie les donateurs.

M. Aymar d'ABZAC DE LA DOUZE nous communique les copies de quelques pièces de ses archives particulières, d'un hommage, de 1361, rendu à Archambaud, comte de Péri-

gord, par Marquèse de Mazeyrolles, damoiselle, épouse de M^e Pierre de Labatut ; d'une lettre affectueuse de Mgr Pierre Fournier, évêque de Périgueux, au seigneur de La Douze, du 8 décembre (1561) pour l'inviter à assister à son entrée en l'église cathédrale de Périgueux, le dimanche 21 du même mois ; et d'une lettre du roi de Navarre, du 25 mai 1585, priant le seigneur de La Douze de bailler escorte au sieur de Pedesclaux, son trésorier général, chargé de rapporter à Bergerac une somme de 15,000 livres que devait fournir le sieur de Lambertye. — Ces documents seront publiés dans le *Bulletin*.

D'autre part, M. Louis CARVÈS nous adresse la copie d'un procès-verbal de notaire du 8 août 1610, relatant la prise, le pillage et l'incendie du château de Fages, situé en la ville de Saint-Cyprien, d'abord en 1567 ou 1568, « par l'armée des » Prouvenceaux conduite en se pays par les seigneurs d'As- » sier et de Mouvains », puis en 1574 ou 75 « par aulcungtz » ennemys envoyés, comme on disoict, par le feu seigneur de » Limeulh », et enfin en 1585 ou 86, « par ung nommé le cap- » pitaine Pioulletou avec sa compagnie, ennemye dudit » chasteau. » — Après lecture, l'assemblée décide que cet acte de notoriété sera inséré au *Bulletin*.

Notre confrère M. l'abbé BOUSCAILLOU, professeur au collège de Juilly, nous fait savoir qu'il s'occupe, depuis plusieurs années, d'écrire la vie des hommes illustres du Périgord et nous demande si un travail de ce genre entrerait dans le cadre du *Bulletin*. En cas d'affirmative, il serait heureux de le faire paraître dans notre recueil de préférence à tout autre.

Avant de se prononcer, la Société voudrait connaître le manuscrit et savoir surtout s'il renferme des documents inédits.

La séance est levée à deux heures et demie du soir.

Le Secrétaire-général, Ferd. VILLEPELET.

COMPTE DE GESTION DU TRÉSORIER.

(Exercice de 1884.)

Me conformant aux statuts qui nous régissent, je viens, Messieurs, vous faire connaître la situation financière de notre Société :

Recettes.

Cotisations de 1884.....	3,020' »
Diplômes.....	150 »
Vente de livraisons du <i>Bulletin</i>	48 »
Vente de la <i>Sigillographie du Périgord</i>	10 »
Vente du <i>Supplément à la Sigillographie</i>	20 »
Subvention du Conseil général de la Dordogne..	1,000 »
Subvention de l'Etat.....	200 »
Intérêts du capital de la Société.....	545 »

TOTAL des recettes..... 4,993' »

Dépenses.

Compté au liquidateur de la maison Dupont et C ^{ie} .	931' 75
— à la maison Laporte.....	2,651 »
— à M. Gillot, pour dessins.....	223 80
— à MM. Ronteix et Bonhur, pour dessins....	53 »
— à M. Clédât, menuisier, pour une biblio- thèque étagère.....	100 »
Affranchissement du <i>Bulletin</i>	131 40
Honoraires pour la confection de la table ana- lytique.....	200 »
Frais de fouilles à St-Vincent-de-Cosse.....	10 15
Frais de bureau du Secrétaire-général.....	300 »
— du Trésorier.....	200 »

A reporter..... 4,801' 10

	<i>Report</i>	4,801 ^f 10
Traitement du concierge de la salle.....	60	»
Timbres-poste, frais de ports, transports divers, confection des diplômes, éclairage de la salle pour l'assemblée générale, étrennes du fac- teur, etc.....	111	65
TOTAL des dépenses.....	4,972 ^f 75	

Récapitulation.

Recettes.....	4,993 ^f »
Dépenses.....	4,972 75
Excédent des recettes	20 25
Actif de la Société au 31 décembre 1883.....	11,239 60
Actif de la Société au 31 décembre 1884.....	11,259 85
Cette somme est représentée par :	
1° Un bon de caisse de MM. Rolland de Denus et Clédât, banquiers.....	10,000 »
2° Un bon de caisse de la Société générale.....	1,000 »
3° Argent en caisse.....	259 85
TOTAL ÉGAL.....	11,259 ^f 85

Vous remarquerez, Messieurs, que le chiffre des recettes dépasse à peine, cette année, celui des dépenses; cela tient d'abord à la confection et à l'impression de la table décennale, puis à un reliquat de compte antérieur dû à la maison Dupont, et que j'ai cru devoir acquitter entièrement, puisque nos moyens nous le permettaient. Aujourd'hui notre situation est nette, c'est-à-dire que la Société ne doit absolument rien; aussi, ai-je lieu de croire que si, dans le courant de 1885, il ne survient aucune dépense extraordinaire et imprévue, je pourrai, l'année prochaine, vous présenter un excédent de recettes qui grossira sensiblement notre capital.

Ainsi que je vous l'avais fait espérer l'année dernière, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts

nous a accordé une subvention de 200 francs. Cette somme, quoique minime, est un encouragement dont nous devons nous féliciter. Mais une chose essentielle à laquelle nous devons nous attacher, c'est de faire reconnaître notre Société comme établissement d'utilité publique; à ce sujet, je crois qu'il serait bon de nommer dès aujourd'hui une commission qui s'occuperait, dans le plus bref délai, de la procédure à suivre et des démarches nécessaires pour arriver au but que nous nous proposons.

Le Trésorier,
F. I E SAINT-PIERRE.

VISITE DE L'ARCHEVÊQUE BERTRAND DE GOTH,
DANS LE DIOCÈSE DE PÉRIGORD,
EN 1304.

La préparation du second volume de *l'Eglise métropolitaine et primatiale Saint-Andre de Bourdeaux*, par M^e Hiérosme Lopès, à laquelle notre ami M. l'abbé Callen, professeur à la Faculté de théologie, met en ce moment la dernière main, nous a fourni l'occasion de voir de près le seul manuscrit actuellement connu des visites de l'archevêque Bertrand de Goth.

Cette copie, faite au xvi^e siècle sur l'original latin du xiv^e, aujourd'hui perdu, se conserve aux Archives départementales de la Gironde (série G. 245); elle a été le point de départ de plusieurs discussions savantes.

M. Rabanis, qui en a le premier révélé l'existence, en inséra un fragment dans le Bulletin de la *Commission des Monuments historiques de la Gironde*, années 1846-47, et le publia plus tard dans une brochure intitulée : *Clément V et Philippe-le-Bel*, etc. M. l'abbé Lacurie et M. le marquis de Castelnau d'Essenault se sont également servis des dates de cet itinéraire, pour établir contre Villani l'impossibilité de la

fameuse entrevue de St-Jean-d'Angély, où aurait été décidé, entre le futur pape et le roi de France, l'anéantissement de l'ordre des Templiers. Fisquet, dans son *Histoire des archevêques de Bordeaux*, cite également cette pièce, mais il ne fait que l'indiquer.

Pour nous, nous n'avons voulu y relever que l'itinéraire suivi par le grand archevêque bordelais, à travers les abbayes et prieurés du Périgord, pensant qu'il serait peut-être agréable aux lecteurs de ce *Bulletin* d'y suivre les péripéties de cette visite pastorale.

Certains épisodes paraissent donner raison à ceux qui ont accusé Bertrand de Goth de sentiments cupides.

Le prélat voyageait accompagné d'une suite nombreuse et de « sa famille », parmi laquelle devaient se trouver ses quatre neveux, qui ne le quittaient guère, et dont il fit plus tard des princes de l'Eglise. Ce « train » dispendieux séjour-nait aux frais des abbayes qu'il visitait, et l'histoire nous apprend que quelques-unes, et non des moins riches, se ressentirent longtemps de l'honneur de l'avoir hébergé.

Cependant c'était un droit de l'archevêque, et il tenait à l'affirmer ; aussi le voyons-nous excommunier impitoyablement les abbés qui refusaient de le recevoir, ou ceux-mêmes qui ne l'accueillaient pas « comme ils devoient. »

Nous avons emprunté en grande partie au bel ouvrage de M. de Gourgues (*Dictionnaire topographique de la Dordogne*) les notes qui accompagnent cet itinéraire et indiquent les noms actuels des lieux visités.

Nous sera-t-il permis toutefois de faire remarquer que l'éminent auteur s'est trompé en donnant l'année 1305 pour date au voyage de Bertrand de Goth, qu'il appelle *Itinéraire de Clément V*. Le P. Dupuy a écrit, en effet (*Estat de l'Eglise du Perigord*), t. II, p. 102, que « l'an 1305 nous amena en ceste » province le saint-père Clément cinquième, au retour de » son sacre fait à Lyon, pour revoir son pays originaire de » l'Aquitaine. Il passe de Limoges à Périgueux, de là il vient » à Bourdeaux, où il avoit esté archevesque l'année auparavant. » Mais il faut distinguer : c'est en 1304 que l'archevêque de Bordeaux parcourut le diocèse de Périgueux, où il

se trouvait encore le 6 de novembre, entrant dans celui de Poitiers le 14 du mois suivant, et c'est le 20 juin 1305 qu'il reçut à Lusignan, en Poitou, la nouvelle de son élection au siège suprême. Il partit aussitôt pour se faire sacrer à Lyon, et à la suite d'incidents fâcheux, quitta précipitamment cette ville pour retourner à Bordeaux. C'est alors qu'il repassa par le Périgord, y arrivant par Limoges; mais il ne fit que le traverser en hâte; il était pape alors, et dans l'itinéraire, il n'est question que du *seigneur archevesque*. C'est donc à la visite de 1304 faite par l'archevêque Bertrand qu'il convient de rapporter ce que M. de Gourgues appelle dans l'ouvrage cité, *Itinéraire de Clément V*, en lui donnant 1305 pour date.

Nous serions heureux si ce travail pouvait offrir quelque intérêt.

Augustin CHARBONNEL.

VISITE DE L'ARCHEVESQUE BERTRAND DE GOTH.

DIOCÈSE DE PERIGUEUX (1).

Saint-Paxans (2).

Le 60 (bulletin) porte que le dict seigneur archevesque se seroit transporté le premier de septembre (1304) au prieuré de St-Paxans et entre au diocèse de Perigord et en icelluy annonce la parole de Dieu au peuple et y fait tous actes requis au droit de visite, et après, estoit allé à Bonne-

(1) On peut consulter, pour l'histoire des abbayes visitées, les ouvrages suivants :

Histoire des Abbayes du Périgord, par l'abbé La Nauze.

Histoire du Périgord, par Dessalles.

Histoire du Périgord et du Sarladais, par Tarde.

Antiquités de Périgord et de Sarlat, du même.

L'Estat de l'Eglise du Périgord, par le P. Dupuy.

Le Chroniqueur du Périgord et du Limousin, etc., etc.

(2) Le prieuré de Saint-Paxans était sur le territoire de Lamothe-Montravel, châtellenie appartenant aux archevêques de Bordeaux. (*Nota archiepiscopalis Sancti pazentii*). Voir de Gourgues, *Dict. top. de la Dord.*, p. 211.

Selon quelques auteurs, Lamothe-Montravel avait été acquis par Bertrand de Goth, qui le légua lui-même aux archevêques de Bordeaux. Il paraît qu'il affec-

fare (1), maison des Templiers du dict diocèse de Perigort, où il auroit séjourné jusques au lendemain avecq son train aux despens du prieur du dict St-Paxans.

Montcarret (2).

Le 61 porte que le dict seigneur seroit allé au prieuré de Montcarret du dict diocèse, y annonce la parolle de Dieu, et fait aultres actes de visite, et après s'estre transporté au dict lieu de Bonnefarre en la maison des dicts Templiers aux despens du dict prieur de Montcarret.

Saint-Médard (3).

Le 62 porte que le dict seigneur seroit allé visiter le prieuré de Saint-Médard, y annonce la parolle de Dieu et icelluy visite, le tiers de septembre 1304, le mesme jour est allé au Fleix avecq son train, ou il auroit séjourné aux despens du prieur du dict Saint-Médard.

tionnait beaucoup cette résidence. Du château féodal de *Montravel*, il ne reste qu'un pan de mur qui domine au loin la contrée ; plus bas, dans la plaine, s'étend la commune actuelle de Lamothe-Montravel, où un manoir du xv^e siècle garde encore parfaitement conservées les armoiries du cardinal François de Sourdis. C'est tout ce qui reste de l'ancienne résidence des archevêques de Bordeaux.

(1) Commune, canton de Vélignes. — Commanderie du Temple et plus tard de l'ordre de St-Jean. — *Hospital de Bonnefurre*, 1604. — *Ibid.*, p. 30.

(2) Prieuré conventuel au xii^e siècle, avec école publique dans le prieuré, — dépendant de Saint-Florent-de-Saumur. — *Ibid.*, p. 205. — Eglise du xi^e siècle récemment restaurée.

On doit regretter que l'*Essai historique sur Montcarret-Montravel*, qu'avait préparé M. l'abbé Delpeyrat, ancien curé de cette paroisse, n'ait pu être publié, à défaut d'un assez grand nombre de souscripteurs. Ce travail consciencieux, dont le programme renferme une quantité considérable de détails puisés aux sources originales, fait remonter bien avant l'époque romaine la station de Montcarret.

(3) Saint-Méard-de-Gurçon, canton de Villefranche-de-Longchapt. — *S. Medardus de Abbatia*, arch. de Vélignes, 1382. Prieuré conventuel dont dépendaient les églises de Ponchat et de Montazeau. Collat. l'abb. d'Uzerche, à laquelle il fut donné en 1422. *Ibid.*, p. 290.

Lopchat (1) et Gurson (2).

Le 63 porte que le dict seigneur seroit aussi allé à Lopchat, annonce la parolle de Dieu et faict autres actes de visitation, et séjourne au dict lieu avecq son train aux despens du prieur du dict lieu et de celluy de Gurson qu'il avoit envoyé visiter ce mesme jour.

Le Fleix (3) et Montfaucon (4).

Le 64 porte que le dict seigneur seroit arrivé au prieuré du Fleix, où il auroit annoncé la parolle de Dieu et faict autres actes de visite et séjourne avecq son train jusques au lendemain, et le mesme jour faict visiter celluy de Montfaucon.

(1) Villefranche-de-Longchapt, chef-lieu de canton — *Sancta Maria de Lopchac. Lopchapt*, 1382 (P. V. M.)

L'église de Longchapt fut donnée, en 1117, par Guillaume, évêque de Périgueux, à l'abbaye de la Sauve, avec un lieu voisin où très anciennement il y avait un oratoire de Saint-Romain. Les moines de la Sauve y construisirent un prieuré, qui a donné son nom à la bastide fondée par Philippe-le-Bel, et que l'on nomma *Bastida de Lopiaci*, dite Villefranche, 1301. (*Ibid.*, p. 180). — Villefranche, bâtie sur la côte voisine du prieuré, dont l'église sert aujourd'hui d'église paroissiale, venait d'être construite et n'était même pas achevée lors du passage de Bertrand de Goth. — Voir, pour la description de la crypte de l'église, le récit de la visite de la mission envoyée à Villefranche par notre Société. (*Bulletin*, t. 7, p. 248.)

(2) La chapelle du château de Gurson était sous le vocable de Saint-Orice. — Elle forma un prieuré par son union avec l'église paroissiale de Gurson. (De Gourgues, *Op. cit.*, p. 157). — Les ruines de l'ancien château-fort couronnent fièrement la cime d'un haut mamelon et dominant toute la contrée.

(3) Commune, canton de Laforce. — Très ancien monastère dépendant de l'abbaye Saint-Martial-de-Limoges. — Un lieu-dit se nomme *Champ des Moines*; une grotte creusée dans le rocher est dite l'*Hermitage*. — (*Ibid.*, p. 122). De l'ancien château où se signa le traité du Fleix, il reste une grande construction carrée, qui sert aujourd'hui de temple protestant.

(4) Commune, canton de Laforce. — *Prioratus Montfalconis*, 1382. (P. V. M.) — Prieuré régulier dépendant du monastère de Saint-Martial de Limoges. (*Ibid.*, p. 208.)

Galli Assati (1).

DE PIZOU.

Le 65 porte qu'il seroit aussi allé au prieuré de *Galli Assati*, annonce la parole de Dieu en icelluy, et fait tous actes de visite, et le mesme jour envoie ses visiteurs au prieuré du Pizou (2), de Valence (3) et Saint-Saturnin (4) pour les visiter.

Paracol (5).

Le 66 porte que le dict seigneur seroit aussy allé au prieuré de Paracol le 4 septembre, y séjourne avecq sa famille jusques au lendemain, et le dict jour envoie ses visiteurs au prieuré de Gardadelles (6) et de Saint-Michel-de-Cluza (7) pour les visiter, et le lendemain avoit aussi envoyé ses visiteurs à celluy de Pochmogal (8) pour le visiter aux despens du dict prieur et de celluy de Paracol, et aussy porte qu'il auroit visité le prieuré de Champmartin (9).

(1) *Jalmoutier*, commune de Saint-Vincent, canton de Sainte-Aulaye. — *Gallus assatus*, archip. de Duppla., 1382. (P. V. M.) Prieuré dépendant de Chancelade, et ensuite de Vaulaire; il a donné son nom à la commune de Saint-Vincent. (*Ibid.*, p. 161.)

(2) Commune, canton de Montpont. — *Sanctus Martinus Pizonis*, 1107. (Cart. de la Sauve). Prieuré dép. de la Sauve. (*Ibid.*, p. 241.)

(3) Ancien prieuré, canton de Montpont.

(4) Saint-Sernin, h., commune de Beaupouyet. *Sanctus Saturninus de Puteo* (Cart. de la Sauve). — Prieuré dont dépendaient Beaupouyet et Lunas. — Collat. l'abbé de Cadouin. (*Ibid.*, p. 304.)

(5) Paracol, commune, canton de Sainte-Aulaye. — Prieuré, ordre de Saint-Benoît, dép. de l'abb. de Charronx; nomination royale. — Lesp. 29. (*Ibid.*, p. 292.)

(6) Gardedeuil-et-Eygurande, commune, canton de Montpont. — *Sanctus Leonardus de Gardadel*, 1099. (Cart. de Baignes.) — Prieuré de Gardadels, xvi^e siècle. (*Ibid.*, p. 139.)

(7) Saint-Michel-l'Ecluse-et-Léparon, commune, canton de Sainte-Aulaye. — *Saint-michael de la Cluza*, 1112. (Cart. de la Sauve). — Ancien prieuré. (*Ibid.*, p. 300.)

(8) Puy-Mangou, commune, canton de Sainte-Aulaye. — *Sanctus Stephanus de Podio Mangore*, 1083. (Cart. de Baignes.) Pech Magal. (Itin. de Clément V, 1905.) (*Ibid.*, p. 258.)

(9) Canton de Sainte-Aulaye. — *Prioratus Sancti Martini campi Martini* (*Ibid.*, p. 14.)

Saint-Privat (1).

Le 67 porte que le dict seigneur archevesque se seroit transporté au prieuré de Saint-Privat, et en icelluy annonce la parolle de Dieu et faict autres actes appartenant à l'office de visite, et y auroit séjourné avecq son train le jour qu'il y seroit arrivé aux despens du dict prieur, et le mesme jour auroit envoyé ses visiteurs au prieuré de Sainte-Aulaye (2) et d'Eschornhac (3) pour les visiter, et le lendemain avoit envoyé ses visiteurs au prieuré de Chalais près Ribeyrac (4) et du Bousquet (5), et sejourne avecq son train au bourg de St-Privat aux despens du prieur de Chalais.

(A suivre.)

(1) Commune, canton de Sainte-Aulaye. — *Sanctus Privatus*, 1180. (Cart. de la Sauve, p. 108.) — Prieuré conventuel, de l'ordre de Saint-Benoît, à la collation de l'abbé d'Aurillac, 1556. (Panc. de l'évêché.) (*Ibid.*, p. 303.) Il reste encore du prieuré quelques vestiges et une église remarquable. (*Mon. hist.*)

(2) Chef-lieu de canton, arrondissement de Ribérac. — *bastida de Sancta Eulalia*. Maladrerie de fondation commune ; collat. l'évêq. d'Angoulême. (*Ibid.*, p. 285.) M. de Gourgues ne dit pas qu'il y ait eu autrefois un prieuré.

(3) Aujourd'hui Echourgnac, commune, canton de Montpont. — Un des prieurés visités par Clément V en 1305. (*Op. cit.*, p. 106.) Nous avons relevé plus haut cette erreur de nom et de date. Clément V n'était encore que Bertrand de Goth. — Les Trappistes y ont fondé de nos jours une colonie, dans le but d'apporter à ce pauvre pays de la Double, les bienfaits de défrichements parfois pénibles et malsains, mais qui transformeront cette contrée, naguère sauvage.

(4) Le Chalard, vill., commune de Ribérac. (*Ibid.*, p. 63.)

(5) Ancien prieuré près Saint-Privat, patron saint Martin. (*Ibid.* p. 39.)

UN CAS D'EXTRÊME LONGÉVITÉ EN PÉRIGORD
EN 1342.

Le dimanche avant l'Épiphanie de l'an 1342, le maire de Périgueux, Hélié Seguin, accompagné de l'un des consuls, Itier Chatuel, du juge et du procureur de la ville, et du notaire Raymond de Petit, se rendit à Lespinat, dans la paroisse de Boulazac. Il venait pour informer sur les limites de sa juridiction, sujet continuel de contestations avec ses voisins le comte de Périgord et le chapitre de Saint-Front. Quinze habitants de Boulazac, successivement entendus, s'accordèrent à dire que la paroisse entière, avec tous les mai-nements qu'elle embrasse, relevait de la juridiction consu-laire. Le second témoin appelé à déposer fut le sieur Hélié Combrel. Interrogé sur son âge, il déclara être âgé de *cent quarante ans*. Le procès-verbal de sa déposition démontre, d'autre part, qu'il était en pleine possession de ses facultés intellectuelles et conservait nettement le souvenir de faits accomplis cent ans et plus auparavant.

La pièce qui nous a fourni ces renseignements est une pièce authentique ; ce n'est pas une copie, mais un document original, et aucune erreur de copiste n'a pu s'y glisser. En second lieu, le texte, dans cette partie de la charte, n'offre à la lecture aucune difficulté, et c'est très sûrement qu'on y lit l'âge du déposant ainsi déclaré : « ... *etatis, ut dixit, sepcies » viginti annorum et ad plenum habens memoriam centum » annorum.* » On ne saurait d'ailleurs soupçonner Hélié Combrel de fraude ou d'illusion. Avant de faire sa déposition, il est soigneusement examiné (*diligenter examinatus*) ; il a auprès de lui quatorze de ses compagnons de labeur qui, s'il eût avancé une chose inexacte, n'auraient pas manqué de le relever ; enfin, il a juré sur les Saints Evangiles de dire la vérité, et l'on sait la gravité du serment au moyen âge et le respect dont il était entouré.

Dans une paroisse voisine de Périgueux vivait donc, en 1342, un homme âgé de cent quarante ans ! Né en 1202, sous

le règne de Philippe-Auguste, il avait vu s'écouler tout le treizième siècle et les quarante premières années du quatorzième. La lucidité de son esprit, au moment où il faisait sa déposition, autorise à penser que le poids des ans ne lui était pas trop à charge et qu'il a pu vivre encore quelques années. Nous ne croyons pas qu'on ait jamais signalé, en France, un exemple aussi remarquable de longévité (1).

Voici le texte de la déposition d'Hélie Combel :

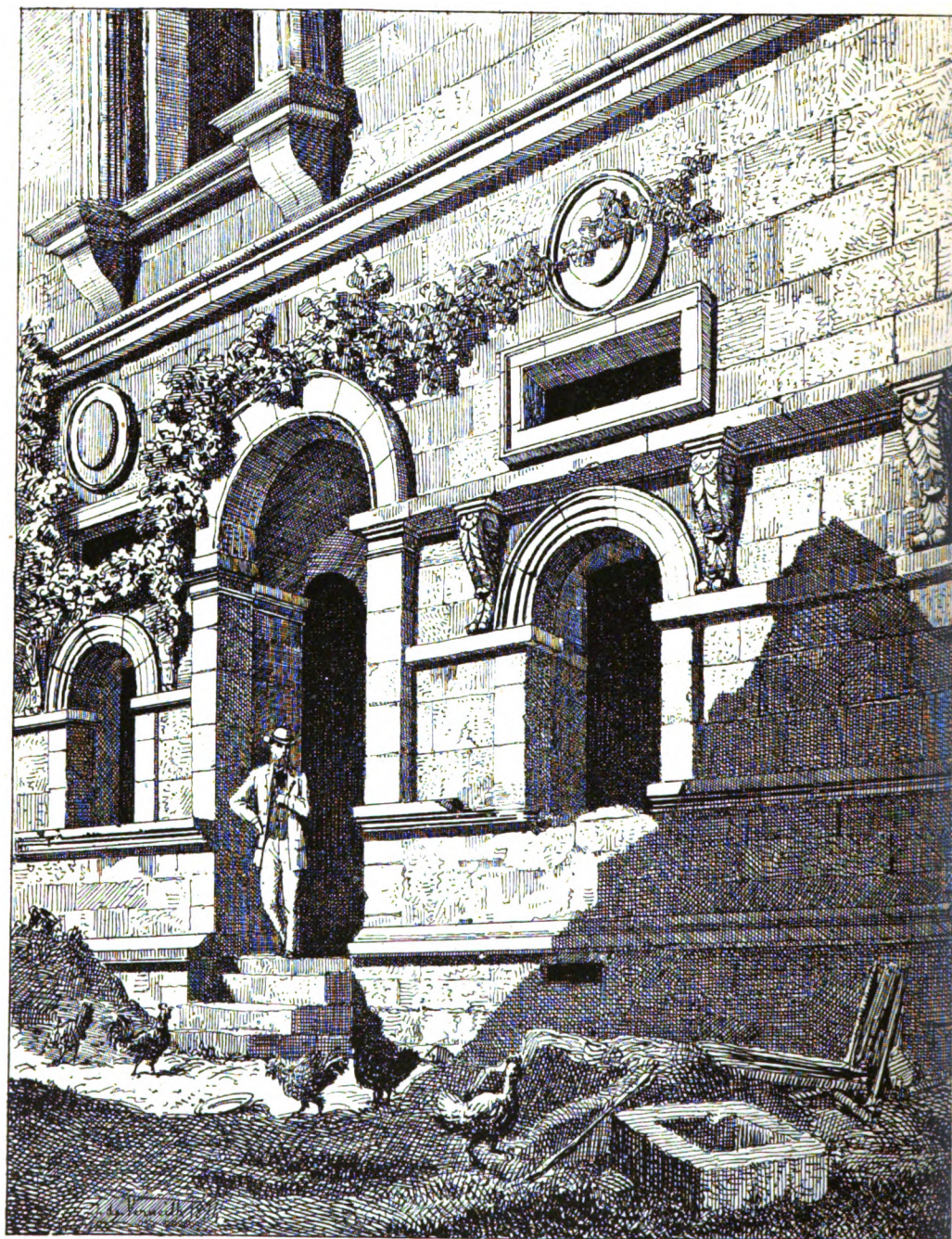
« Helias Combel, dicte parochie de Bolazaco, etatis, ut dixit, sepcies viginti annorum et ad plenum habens memoriam centum annorum, testis super [premissis receptus, juratus,] interrogatus et diligenter examinatus, dixit per juramentum suum se scire et credere firmiter quod tota parochia predicta de Bolazaco et maynamenta existentia infra ipsam parochiam, sunt et esse consueverunt [in et de jurisdictione majoris et consulum] ville Petragororum, et dixit se ideo scire et credere quia per tempus dictorum centum annorum vidit pluries et frequenter servientes dictorum majoris et consulum citare et adjornare in curiâ majoris et consulum predictorum ipsos homines commorantes in parochiâ supradictâ de Bolazaco, qui sic citati comparebant in dictâ curiâ consulatûs seu coram dominis majore et consulibus aut judice antedictis, jus faciendo et recipiendo ibidem eorum vol[untate,] et servientes dictorum majorum et consulum guatgiantes habitatores parochie supradicte, unum ad instantiam alterius, quandoque et quando[cum]que, pro juribus, emendis et clamoribus, defectibus et aliis juribus curie supradicte, et pro eo etiam quia vidit per tempus dictorum centum annorum et amplius, habitatores parochie supradicte de Bolasaco omnes et singulas mensuras bladi et vini et alias necessarias à majore et consulibus antedictis seu eorum officialibus, dum erant eis necessarie, recipere, et deneria dictarum mensurarum exsolvebant, et plura dixit se nescire super premissis diligenter examinatus, nec deponit prece, precio, timore, odio instructus vel subornatus, sed quia rei veritas sic se habet ut dixit. »

Michel HARDY.

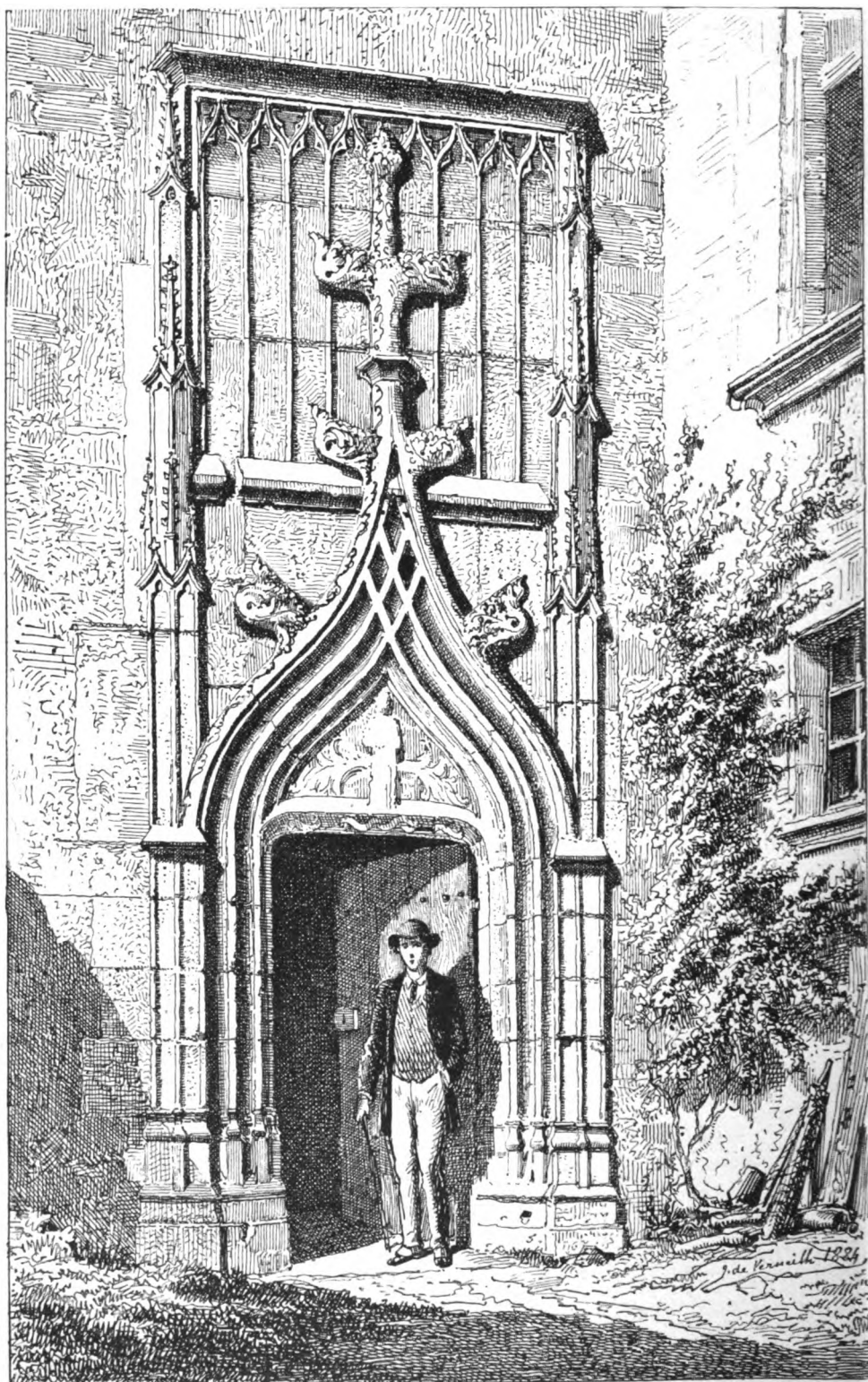
(Archives de l'Hôtel de Ville de Périgueux, FF. 3, pièce n° 1.)

1) Les centenaires n'étaient pas rares en Périgord aux deux derniers siècles : j'ai déjà eu l'occasion d'en voir un certain nombre dans les actes de sépulture des registres paroissiaux d'état-civil que j'ai analysés ; aucun d'eux, toutefois, n'avait dépassé l'âge de 110 ans.

F. V.



Tyr. A. Quantin.



Typ. A. Quantin.

CAUSERIES ARCHÉOLOGIQUES.

LE CHATEAU DE VARAIGNES.

Le voyageur en quête de monuments qui parcourt, dans le nouveau chemin de fer du Queyroy à Nontron, la jolie vallée du Bandiat, risquerait de ne pas s'arrêter à la station de Varaignes, s'il s'en rapportait à ce qu'il aperçoit du fond de son wagon.

L'aspect du bourg de Varaignes, situé à un demi kilomètre de la gare, dans un vallon étroit où coule un affluent modeste du Bandiat, n'est pas fait pour réveiller son attention. A cette distance, on ne voit en effet qu'un petit amas de toitures que domine, assez peu d'ailleurs, un pavillon carré à mâchicoulis et à toiture aiguë, comme on en rencontre à chaque pas sur notre vieux sol périgourdin, cette mine inépuisable de tourelles et de castels anciens.

Que si on s'approche de celui que nous entreprenons aujourd'hui de faire connaître, on risque encore de n'y pas faire grande attention. Rien, à l'extérieur du château, ne sort de l'ordinaire. Le pavillon à mâchicoulis est de médiocres dimensions, assez mal bâti en moellons et fort délabré. La tour octogone qui lui fait pendant à l'extrémité d'une muraille au milieu de laquelle s'ouvre un portail moderne, n'est guère en meilleur état, et les trois autres corps de bâtiments, un peu moins anciens, qui entourent la cour, sont, à l'extérieur, d'une simplicité que ne parvient pas à relever une tourelle d'angle en encorbellement.

Le château de Varaignes, à la façon des maisons mauresques, réserve ses richesses architecturales à l'intérieur de la cour, et c'est là qu'il faut pénétrer pour juger du talent des architectes et de l'heureux goût des seigneurs qui les employèrent.

Les deux dessins que nous donnons dans ce numéro du *Bulletin*, représentent une porte, du *xv^e* siècle, de la tour octogone où est un escalier, et une partie de la façade de la

Renaissance qui lui fait face. Chacun dans leur genre, ces deux morceaux, de style et d'époque différents, appartiennent à un art avancé et savant, qui n'a rien de provincial et jure, par sa perfection même, non seulement avec l'ensemble des bâtiments du château, mais encore avec les autres monuments contemporains du pays.

Le château de Javerlhac, par exemple, le manoir de la Chapelle St-Robert, situés près de Varaignes ; le château de Montcheuil, qui n'en est qu'à trois lieues, tous de même date à peu près, c'est-à-dire de la fin du xv^e siècle, n'ont rien, dans les détails de leur ornementation, assez soignée cependant, qui puisse être comparé à la porte que nous publions. Il semblerait donc qu'elle a été exécutée par des sculpteurs étrangers à la contrée, puisqu'on ne trouve rien, dans un rayon assez étendu, qui approche de sa perfection.

Ces portes à ogives en contre-courbe, ornées de choux frisés, de pinacles et de moulures à pénétrations, sont extrêmement répandues en Périgord, et à Périgueux plus qu'ailleurs, dans les dernières années du xv^e siècle et dans les premières du xvi^e. On sait combien cette période, qui commence à la fin du règne de Louis XI pour se continuer jusqu'à l'avènement de François I^{er}, a été féconde en châteaux, en églises, en constructions de toute sorte, dans les provinces qui, comme le Périgord et le Limousin, avaient eu particulièrement à souffrir de la guerre de Cent ans et se relevaient de leurs ruines, après l'expulsion des Anglais, sous des règnes réparateurs. Ce qui caractérise ces portes, coulées en quelque sorte dans le même moule, quant aux dispositions générales, c'est la délicatesse du travail, la correction des lignes, le fini des détails. Nous n'en connaissons pas en Nontronnais qui rappelle, même de loin, celle de Varaignes. C'est ce qui nous porte à penser qu'elle est l'œuvre d'un artiste de passage.

Rien de plus fréquent, au moyen-âge, que les migrations d'artistes. C'est par des architectes voyageurs, appelés en général du Nord de la France, cette grande école de l'art ogival, qu'ont été bâties, au xiii^e siècle, les plus belles cathédrales gothiques du Centre ou du Midi : Clermont, Limo-

ges, Narbonne, vraisemblablement de notables parties de la cathédrale de Bordeaux, très reconnaissables à leur style, et une quantité d'églises dans presque toute l'Europe, depuis Upsal jusqu'à Burgos.

Du reste, ce qui se faisait alors s'est continué pendant des siècles, et nous voyons encore de nos jours, en Périgord comme ailleurs, des architectes, des peintres, des sculpteurs parisiens ou venus des grands centres, appelés à diriger ou exécuter des travaux pour lesquels, à tort ou à raison, les artistes du crû ont été jugés insuffisants. On n'en fera pas moins honneur, plus tard, au Périgord, de ces œuvres créées sur son sol par des mains étrangères, et on aura parfaitement raison. Les monuments, après tout, quels qu'en soient les auteurs, appartiennent bien réellement au pays qui les possède et les fit élever ; ils font partie de son patrimoine artistique, et il n'est aucun de nous qui ne soit disposé à s'enorgueillir des belles choses qui sont l'ornement et la gloire de notre chère province, alors même qu'il nous serait démontré qu'elles sont d'importation étrangère.

St-Front, s'il est, comme c'est évident, une église d'origine grecque, n'en est pas moins, — nous devrions dire n'en était pas moins, — la plus curieuse comme la plus ancienne des cathédrales. Le pavillon de Lanquais, que fit bâtir, au temps de ses succès à la cour d'Henri III, la belle M^{lle} de la Tour de Limeuil, par un architecte de l'école de Philibert Delorme ; le splendide château élevé par le duc de La Force, au centre de sa puissance féodale, et si brutalement et radicalement démoli par l'ordre du conventionnel Lakanal, dont les archéologues sont payés pour honorer médiocrement la mémoire ; Puyguilhem, ce bijou de la Renaissance, plus délicatement ciselé que les autres édifices périgourds du même temps, et qui peut, sans désavantage, soutenir la comparaison avec ce que l'art des bords de la Loire a de plus raffiné ; Hautefort enfin, dont les grandes lignes, les dispositions générales n'ont, dans leur ampleur et leur noble ordonnance, aucuns rapports avec les autres châteaux de notre pays ; ces édifices, et quelques autres qu'on y pourrait joindre, n'appartiennent pas à notre art provincial.

Il en est de même, toutes proportions gardées, de la porte de Varaignes, que nos lecteurs ont sous les yeux, et encore plus de la façade de la seconde Renaissance, figurée dans notre second dessin. La pureté des profils et des consoles, la recherche de la construction, les voûtes du petit vestibule où donne accès la porte cintrée, l'escalier, inspiré sur une petite échelle, de celui d'Henri II au Louvre, les colonnes cannelées entre lesquelles s'ouvrent les larges fenêtres en croix du premier étage, tout cela indique un architecte expérimenté, versé dans la science de Vitruve, et ne sent nullement son maître maçon nontronnais, comme les autres constructions du voisinage.

Quand se produisent de pareilles dérogations à la règle commune, il y a une raison et toujours la même : c'est que les gens qui ne se contentent pas, pour leurs constructions, des ressources locales, qui ont des habitudes ou des goûts plus exigeants, sont, en général, des personnages considérables, riches, tenant à la cour, comme les seigneurs de Lanquais, de La Force et d'Hautefort, ou occupant de hauts emplois qui les en rapprochaient, comme Mondot de La Marthonie, premier président du Parlement de Paris sous François I^{er}. L'histoire de Varaignes vient confirmer ce fait.

Ancienne paroisse, mentionnée en 1283, ce qui ne veut pas dire qu'elle n'existât pas antérieurement, c'était en même temps une châtellenie relevant, au xiv^e siècle, de la baronnie de Nontron et étendant, au xv^e, sa juridiction sur Varaignes, Souffreignac, Busseroles, Soudat et la Chapelle-St-Robert, à ce que nous apprend le Dictionnaire de M. de Gourgues. Comme on le voit, c'était une terre importante. Le Nobiliaire de Nadaud va nous édifier sur la qualité de ses seigneurs, du moins de ceux qui ont élevé les parties remarquables du château. Voici ce que nous y relevons dans la longue généalogie de l'illustre maison Des Cars, pour la branche de La Vauguyon, (tome I^{er}, pages 373 et 374) :

..... « Gauthier de Pérusse, damoiseau, troisième fils d'Audoin 4^{me} du nom et d'Hélène de Roquefeuil..... Il eut pour partage les seigneuries de La Vauguyon (La Vauguyon, seigneurie qui était dans la maison de

Pérusse depuis le *xiv^e* siècle). La Coussière, Roussines, la Tour de Bar et le Repaire. Il acquit aussi la baroannie de St-Germain-sur-Vienne. Il fut conseiller et chambellan du roi Charles VIII, sénéchal du Périgord, de la Marche et du Rouergue, et premier chambellan de Pierre, duc de Bourbon..... Il épousa, par contrat du 13 octobre 1478, signé de Mazit et Leymarie, Marie de Montberon, *dame de Varaignes* et d'Aigrefeuille, fille de Louis, chevalier, seigneur de Fontaines, au diocèse de Saintes, et de feue Radegonde de Rochechouart. Elle était nièce d'Andrée de Montberon, femme de Gauthier de Pérusse, seigneur Des Cars, oncle de son mari, et elle eut de cette tante la seigneurie de Varaignes..... »

C'est à cette dame ou à son mari que nous attribuons la porte de la fin du *xv^e* siècle.

Quant à la façade de la Renaissance, qui appartient à la seconde moitié du *xvi^e*, elle serait l'œuvre peut-être de leur fils, mais plus probablement de leur petit-fils, Jean Des Cars, chevalier, prince de Carency, comte de La Vauguyon, *seigneur de Varaignes*, Aix, Abret et Vendat, St-Germain en Basse-Marche, Confolens, Loubert et Brillac, capitaine de cent hommes d'armes, lieutenant-général des armées du roi en Bretagne, chevalier du St-Esprit en 1578, etc., etc. Ce Jean Des Cars, dont les états de service sont très brillants, était traité officiellement de cousin par le roi ; grand honneur qu'il devait à l'alliance de son père, François Des Cars, avec Isabeau de Bourbon, princesse de Carency en Artois, fille unique de Charles de Bourbon, prince de Carency, et de Catherine d'Alègre, sa troisième femme. Cette union brillante avec une princesse du sang royal, était pour François Des Cars la récompense des services rendus par lui au connétable de Bourbon, qu'il accompagna en Italie lors de sa trahison, ce qui lui valut, au retour, la défaveur du roi et la prison, ce qui était justice, et la reconnaissance de la famille du connétable, ce qui ne l'était pas moins.

Pour en finir avec la question généalogique, en tant qu'elle se rattache à notre sujet, disons que Diane Des Cars, princesse de Carency, fille de Jean et de Anne de Clermont-Tonnerre, mariée en 1579 à Louis d'Estuer de Caussade, comte de St-Mégrin, mourut au château de Varaignes le

4 juillet 1611. Elle avait eu deux frères, morts sans postérité, et c'est en elle que s'éteignit la branche directe Des Cars-La Vauguyon, continuée par les St-Mégrin et les Quélen.

Comme on vient de le voir, à l'époque où le château de Varaignes, assez petit en somme, malgré l'importance de la seigneurie, reçut les embellissements qui font aujourd'hui son intérêt archéologique, il était possédé par de très grands et riches personnages. Sans doute, leur principal établissement était à cinq ou six lieues de là, à la Vauguyon, grand château féodal du ^{xv}^e siècle, dont on admire encore les ruines imposantes ; mais il était sur les confins du Limousin et de l'Angoumois, en pays de granit et de bois, comme la plupart de leurs autres terres. Varaignes, au contraire, situé dans une vallée calcaire, au pied de coteaux où murissaient des vignes renommées, et dans un climat plus doux, devait avoir pour des Limousins un attrait particulier, ne fût-ce que pendant la saison des vendanges. Il est donc naturel que les Des Cars aient cherché à rendre plus habitable et plus artistique cette résidence d'automne, tout en lui laissant des proportions relativement restreintes. Ils y avaient réussi, grâce à l'heureux choix des artistes employés par eux, mais ce n'était pas néanmoins, d'après nos idées modernes, un agréable séjour.

Le château, enveloppé d'un côté par les maisons du bourg, serré d'assez près par l'église, n'ayant que de rares fenêtres extérieures, ne paraît avoir jamais eu, ni jolies vues sur la campagne, ni parc un peu étendu. Du moins on se demande où il aurait pu être placé. Tout l'attrait, en outre du bon vin, était de se sentir bien clos, bien chez soi, comme dans les hôtels des villes, et de se donner, loin des regards indiscrets, le régal artistique de l'élégante architecture, uniquement réservée à l'intérieur de la cour.

Cette cour, à peu près carrée, ni grande, ni petite et fermée des quatre côtés, a subi les destins du château lui-même et de la seigneurie. C'est une vraie basse-cour de ferme, où barbotent, parmi un tas de débris sans nom et de cloaques, des troupes de canards et de poules. Les chambres et les salles, qui ont vu, sous leurs lambris de chêne,

les splendeurs seigneuriales du xvi^e siècle, habitées maintenant par de pauvres métayers, montrent au visiteur, sur leurs planchers vermoulus et boueux, des amoncellements de noix et d'épis de maïs. Portes et croisées sont dans un inexprimable état de délabrement ; mais cet aspect misérable du noble manoir n'en fait peut-être que mieux ressortir les délicatesses architecturales, et inspire, sur les vicissitudes des choses humaines, de tristes réflexions, en fournissant aux dessinateurs, ce qui est une consolation, des motifs pittoresques.

Nous disions plus haut que rien, en Nontronnais, ne se rapprochait, au point de vue du style, de cette façade Renaissance de Varaignes. Le château des Combes, le pavillon de Nanthiat, de même époque à peu près, n'ont point de rapports avec elle. Mais nous devons ajouter qu'à une petite distance de là, à Marthon, en Angoumois, il y a un château, ou pour mieux dire une moitié de château, bâti comme Varaignes, sous les derniers Valois, et qui aurait pu inspirer l'architecte des La Vauguyon, si tant est que ce ne soit pas le même maître qui ait présidé aux deux constructions. Ce château inachevé de Marthon est, comme Varaignes, d'une architecture savante, bien qu'un peu bizarre. J'y retrouve ces colonnes doriques cannelées qui encadrent les fenêtres, beaucoup de consoles sculptées de feuilles d'acanthé, des profils très étudiés, rien qui ressemble à l'art provincial ; en un mot, malgré la différence absolue de plan et de situation, de frappantes analogies avec notre castel périgourdin. Mais ce serait sortir de notre domaine et empiéter sur celui de nos voisins charentais, que d'étudier leurs monuments, et nous devons nous borner à signaler l'influence de Marthon sur Varaignes, ou celle de Varaignes sur Marthon, sans insister davantage sur ce sujet, qui pourrait nous mener trop loin sans grand profit pour le lecteur.

B^{on} DE VERNEILH.

VARIA.

POÉSIES INÉDITES
DES TROUBADOURS DU PÉRIGORD (*Suite*).

II. — GIRAUT DE BORNEIL.

I

(Ms. 2814, p. 82, de la Bibl. Riccardi, à Florence.)

- I. Chant en broil ni flors en verjan,
Ni gentz temps can l'amen' abrils,
Ni vertz herba ni blancha flors
4 Tan nom enanza nim atrai
Vas vers far, com sol lo [co]manz
De mon adreit seignior el jais
Quem fai car ditz qel loncs espers
9 El cujars m'adaira sabers.
- II. E. sim (1) doil dintz (2) e deforz chan,
Per qem paregra virars vils,
Si tant ferm nom lies amors,
12 Qe m'esseigna q'en son esmai
S'esmera coratjos amanz,
E qem teigna coindes e gais
E sufra, quell[s] plus cars avers
16 Dona bos suffrir[s] ses temers.

(1) = *sic me?* — (2) Ms. *dimz*.

- III. E sim soil anar corillan,
Car mi semblec murs lo chambrils,
Pero ben conose q'es follors
20 Qem plagna d'aisso q'ieu non ai ;
C'assatz mi degre bels semblanz
Pagar, pos chascus poingn'al mais,
E cant bos seigner als sieus ders,
24 Es lo noms avinenz e vers.

- IV. Mas l'orgoil, s'eu(e) sobredeman ,
Abais l'avinenz cors gentils
Ab merce, c'aissi m'aura sors ;
28 E si s'esdeve ni s'eschai (1)
Qem coche mos sobretalans
C'a qualque trop vir nim eslais,
Fraingnalz orgoilz e(s) (2) non devers
32 Lo sobramars el trop volers.

- V. Car sim coil (3) mos precz en chantan ,
Non soi pro savis ni sotils
S'a fait nom comti las honors
36 El bon pensamen qem sec sai,
Car ades cug c'aura tres anz
Qem guidet em garic em frais
De preizon tal q'en sol dos sers
40 M'agra delit lo remaners (4).

- VI. Q'eram toil de mal e d'engan (5),
E serai fermz amics humils,
Ja n'ai' agutz maints blasmdors
44 Qi dizon q'eu non creirai (6) ;

(1) Ms. *soschai*. — (2) Ou *e[ls]*? — (3) Ms. *totl*. Cf. v. 41. — (4) Ms. *reinauers*. —
(5) Ms. *dongan*. — (6) Corr. *nom [re] creirai*.

Que drutz s'enantisc' (1) e s'enz
Ab orgoil, mais no voil qem bais
Mos bels Segniers, sil fiz plaz(i)ers (2)
48 Loc non demandav' e lezers.

II

(Ms. 856, f. 9 r. de la Bibl. nationale (3).)

I. Razon e luec e cor e sen
E grat de mo senhor e mais
Agr' ieu, si poges avenir
En mi (4) leu chantar conge,
5 Quem dones jai
Ab quem partis d'un folh esmai
Que suelh menar,
Quan cujaval baros rengar
A cobra[r] cortz e messios
10[ar]
E vey que nom seria pros,
Lais lo trebalh quem sol grevar
13 E torn a mas gayas chansos.

II. E tenrai nec lur fallimen,
Que lai don mou lo jois quem pais
M'es dig que l'oblit e l'azir,
E qui jas vol (6).....[onge]
18 Pus que ben sai
Qu'a cors de cosselh trobarai,
Ben dei pensar
Del gen servir e del honrar ;
Qu'aitals captenemens es bos

(1) Ms. *senan lisc.* — (2) Corr. *sils*, et *Locs* au vers suivant? — (3) Cette chanson se trouve encore, avec la même attribution, dans le ms. 2814 de la bibl. Riccardi, à Florence, et dans le chansonnier de M. Gil y Gil, à Saragosse. Voy. Mila y Fontanals, *Notes sur trois mss.* (*Revue des l. r.*, X, 230.) — (4) Corr. *un*? — (5) Corr. *Quar*? — (6) Un blanc de plus de neuf lettres laissé à dessein par le copiste.

- 23 A selh qui vol jauzir d'amar,
Que falhimens e mespreizos,
Quan folh trassalh, fai deliurar
26 Covens engans e guizardos.

III. E s'ieu anc muec l'entendemen.

Qu'ades no fos fis e verais

Ves mon Senhor e ses falhir,

Tostemps vuelh quem deslonge

- 31 So quel querrai ;

Mas per lo bon respieg qu'ieu n'ay

Deg ieu cantar.

E sin cuges plus gazanhar,

Trop meliurerals motz els sos,

- 36 Que des qu'om a luec d'alegrar

Li dobla poders e razos,

E senher falh quan pot pojar

- 39 Los sieus els laissa chazer jos.

IV. Cor flac e vuec d'essenhamen

Ag' ieu, s'anc de s'amor m'estrays,

Pos la vi, ni si de mentir

L'ai cor, ni jalh calonge

- 44 So quel deur[aj]

A autreiar (1) ; quo sim farai,

Que melhurar

En puese, mai trobe mon afar ;

Quar ditz que mos chantars l'es bos,

- 49 E s'ieu pogues en trasgitar

Dels sieus digz cortes amors,

So qu'a chant valh pogra doblar,

- 52 Si que pueis valgra per un dos.

V. Qu'aissi sap luec (2) tot bellamen

S'amors al cor, quem bruelh' em nays,

Ab que m'a fag jauzen languir,

Qu'al partir de Sanhtonge,

- 57 Cum per essai,

(1) Ms. *deuria autreiar*. — (2) Corr. *s'aluec* (allocet) ?

- No sai sim notz quar o dirai,
Qu'al comensar
En cujei [ieu] plus leu passar ;
Mai piegz, per la fe que dey vos,
62 M'es li camjar (1), que del laissar
No sui ni serai poderos,
Per qu'ieu egalh, si no qu'aus (2) par,
63 Los fols els savis amoros.

- VI. Quar cum del fuec que s'escompren,
Don nays la flama e pujal (3) fays
E creis tan qu'om nol pot sofrir (4),
Que d'aissi non a monge
70 Tro en Velai
Ves son bon abat ta verai,
Que ses trichar
Tan finamen e de cor clar
No l'am, per que la sospeissos
75 Me fai partir e delonhar
De manhs vilas clams enoios,
E sim nualh quan dei aussar,
78 Camjat m'al nom de Bonafos.

- VII. Mai si anc amicx per esperar
Fon bautz ni jauzens ni joios,
Sobre totz (5) ieu deg ben cujar
82 Qu'enquer aurai nom Bonafos.

III

Mss. 856 (C), f° 25 r°, et 171 (E), p. 56 de la Bibl. nationale.)

I. Solatz, joys e chantars
Es aras oblidadz,
Mas tant es aut pojatz

(1) Corr. *lo camjars* ? — (2) Corr. *quous* ? — (3) Corr. *puj'a* ? — (4) Il semble qu'il y ait ici une lacune. La phrase est interrompue et les idées ne se suivent pas. Peut-être le copiste a-t-il sauté du troisième vers d'un couplet au quatrième du suivant. — (5) Peut-être vaudrait-il mieux écrire *Sobretotz* en un seul mot, et mettre une virgule à la suite. C'était le surnom d'un ami de G. de Borneil.

- 4 Aisso que non ha par
Per que pretz e jovens
E bels captenemens
En son mout descazatz,
8 Si qu'als plus rics baros
En ave mals ressos;
Et estera lur be
Qu'usquex penses de se,
Quar Dieus als plus prezat
13 Donet las heretatz.

- II. Et anc, per trop donar
Senes autras foudatz,
Rix hom no fon cochatz,
17 Ni per son gent estar;
E si nulhs ditz : « Tu mens, »
Que sia conoissens,
Ieu sui ben assesmatz
21 Que per digz autoros
Farai creire als bos
Qu'ieu dic ver per ma fe,
Per que bos fagz s'ave
E per adregz percatz
26 Honors ab grans rictatz.

- III. E donx rics hom avars,
Quan ben es aguizatz
E no viu ges honratz,
30 Si deu ben pauc prezar,
Quar entre bonas gens
Qui mais ha e val mens
Deu esser mens nomnatz,
34 E quan elh er rescos,
N'er gaps entrels plus pros,
Aital cum si cove,
Et elh sapcha dese
Ques anc nulhs rix malvatz
39 Non fon per Dieu salvatz.

IV. Perqu'om si deu gardar,
Mentr' es alhezeratz,
E de far grans peccatz

- 43 E de tot mal estar,
Quel segles es niens.
Donx per esser manens
Voletz esser blasmatz ?
- 47 Oc ben, si voletez vos
Aver mais qu'esser pros,
Que pretz no ss'esdeve
Be, quant no fai per que,
E s'ieu ren be no fatz
- 52 Per que serai lauzatz ?

- V. Mas un en sai quem par
Trop be aministratz
De far ric[s] fagz prezatz,
- 56 De ben dir e de far,
E de bons fagz sabens,
Qu'es cortes e plazens,
Humils, de belh solatz.
- 60 [E] ja n'olh cal a nos
Donar dels esperos,
An[s] es, s'om nol rete
Trop duramen el fre,
Ves pretz tant eslaissatz
- 65 Qu'un pauc en sembla fatz.

VI. Reis n'Anfos, selh queus fe
Vuelha qu'ades siatz
Plus pros e mais prezatz.

NOTES ET VARIANTES.

Le poète semble avoir voulu faire alterner, de couplet en couplet, au premier vers de chacun d'eux, les rimes *ars* et *ar*, la première restant isolée. Il manquerait, dans ce cas, un couplet entre le quatrième et le cinquième.

V. 1. *joi e chantar* E. — 3. *aut* manque dans C. — 4. *non es par* E. — 7. Corr. *En es* ? — 9. *mal* C. — 14. *pro donatz* C ; — 16. *coitatx* E. — 18. *men desmens* E. — 20. *asermatz* E. — 21-2. *dig dels auctors...* als meillors E. — 24. *Per* manque dans E. — 26. *gran* C. — 29. *no*

gueris honrat E. — 31-4. *Quar sill ne (ve) a las dens La mortz non les guirens* Aucos (?) *ni rictatz; Aus quant el er r.* E. — 38. *C'anc* E. A partir d'ici jusqu'à la fin, E présente de nombreuses lacunes, par suite de l'ablation d'une miniature.

IV

(Mss. 856. f° 29 v° (C) et 22543, f° 81 v° (R) de la Bibl. nationale.)

- I. Tostemps me sol plus joy[s] plazer
En abril, quant s'afranca l'ans,
E quan si raman li verjans
E la flor[s] e la fuella nays;
5 El gen[s] deport[z] ques lev' es pays
Mostram a far
Un cortes vers, per conortar
Pretz e joven.
9 E ges per so, si me ven len,
Pieitz no mi fai,
Quar tot quant rent fin amic jay
Ni dona gran pretz ni valor
Trop en mon cor, s'aisi s'eschai
14 Cum esperte mon bel Senhor.

- II. E s'elh me tol ses mal saber
Mos solas ni l'es bels mos chans,
Tot so que m'era m[als] ni dans
M'er] jauzimens e l' [ira jais,
19 E des que] vas mos pretz [s'afrais
Pro tey] cujar
Si bem s[ai] chاوزir ni gar]dar
Del falhi[men]
23 Del sieu [gentil] cors covinen,
[Cortes e gay,
Quem] luenh de tre[ball] e d'esmay,
C'aisi] cove de bon s[en]hor,
Des quel si] eu leva ni refay,
28 C'o tenga tan quant aya honor.

- III. E s'aisim volgues retener
Que nom puesca nozer enjans,
Pus de sai s'alina l'us pans,

- De l'autre pens que no s'abays,
33 Qu'aissil serai fis e verays
 Qu'ochaysonar
Non cug quem puese' en ben amar,
 A mon viven,
37 Ni de degun galiamen,
 Que leu dechai
L'amistat e torn' en afrac,
Que.... son galiador,
E per pauc de mescap trasvai
42 Amors d'amic e de senhor.

- IV. Mas no mi dol d'autrui tremar
Ni clams dels autrui dezenans,
Quar ai d'amors las merces grans
E pus de joy qu'anc non aic mais ;
47 E s'anc rem fali ni m'estrais,
 Nim fetz semblar
Vera la faulta de Brema, r,
 Tot bonamen
51 Li o fenisc el grieu turmen
 Qu'eras penray
De la malanansa de lai,
Si Dieus me salva mo Senhor,
Ai tal gazardon cum s'eschai,
56 Si fos de pus fin amador.

NOTES ET VARIANTES.

V. 5. *que... e p.* R. Corr. *quem l. e p.?* — 18-27. Tout ce qui est placé entre crochets manque dans C, par suite de l'ablation d'une miniature. — 18 *chauximenz* R. — 19. *safuns* R. — 28. *henor* C; *onor* R. — 29. *vol. ges* C. — 33. *Quaissil fai fis* R. — 43. *troner* R. — 44. Corr. *Nim clam?* — *autrus* R. — 45. *las amors grans* R. — 47. *fahic* R. — 49. *Gormai* C; *Bermay* R. — Il s'agit probablement du conte de « l'auca de Brema, » auquel G. de Borneil fait lui-même allusion ailleurs (*Per solatz reveillar*) et que cite aussi Guiraut de Cabreira (Ni de Bramar Non sabs chantar De l'auca...). On ignore le sujet de ce conte, qui était sans doute un de ceux de « ma mère l'oie. » — 52. *pentay* C.

III. — SAIL D'ESCOLA (1).

(Ms. 856, f° 362 v°, de la Bibliothèque nationale.)

Aissi comen[sa] Salh de Scola (2).

I. [Gra]n esfortz fai qui [cha]nta nis deporta (3).

[E] cuy amors no [ma]nte ni coforta.

[Per] mius o dic que [sec] la via torta,

E [car] chanti d'am]or d'amia morta,

5 Menhs ai de sen

Que non ac selh que culhic la redorta (4)

Don fon pendutz al ven.

II. Per aisso m'es salvatga et esquiva

Quar l'apelliey morta, sata e viva (5).

10 En jueras vuellh e no sai si m'o pliva,

(1) Ce nom, comme la plupart de ceux dont *Sail* est le premier élément, paraît être un sobriquet. Il conviendrait très bien à un clerc qui aurait, comme Arnaut de Mareuil, par exemple, quitté l'Eglise pour le « siècle. » Mais on ne raconte rien de pareil de *Sail d'Escola*. Cf. *Sail de Broil*, nom d'un bourgeois de Limoges au XIII^e siècle, *Sail d'Agait*, *Sail de Claustra*, nom de la sœur du dauphin d'Auvergne qui fut aimée de Peirol. Mais *Scola* se montre aussi ailleurs que dans des noms composés, par exemple dans *Hugo de Scolla* (Coutumes de Clairaveaux, p. 47), et l'on trouve quelquefois *Sail* (lat. *Salius*, *salium*) isolé ou sans nom significatif à la suite.

(2) Cette pièce, la seule qui ne soit pas disputée à *Sail d'Escola*, car celles qu'on rencontre encore sous son nom dans un ou deux mss. sont attribuées plus justement par un plus grand nombre à d'autres troubadours, se trouve seulement dans le ms. 856 de notre B. N. D'après M. Bartsch (*Grundriss*, 430, 1) elle se lirait aussi dans le ms. 15211 de la même bibliothèque sous le nom de Peire Bremon. Mais on l'y chercherait vainement. M. Bartsch l'a probablement confondue avec une chanson de Sordel qui commence, à deux mots près, par le même vers (*Gran esfortz fai qui chanta per amor*), et qui se trouve, en effet, dans ce ms., sous le nom de Peire Bremon. Ce qui prouve bien que la confusion que je suppose a dû avoir lieu, c'est que M. Bartsch, en mentionnant à sa vraie place (437, 17) la chanson en question de Sordel, a omis de citer le ms. 15211 parmi ceux qui la contiennent.

(3) Les lacunes de ce premier vers et des trois suivants, qu'on a remplies ici par conjecture, proviennent de l'ablation d'une lettre historiée dans le ms. — (4) Allusion à un roman ? — (5) « Parce que je l'appelai morte [bien qu'elle fût] vivante et bien portante. »

Si a lieys platz, qu'elham sia aiziva
Celadamen,
14 Quar plus s'empren amors quan recaliva (1),
E tug mal eyssamen.

III. Hieu (2) cujava, e no sai si m'o digua,
Qu'om se degues venjar de mal' amigua (3),
Mas er vey be que si meteys destrigua
Selh qu'ab amor guerreia ni playdigua (4)
Son escien,
20 E conosc ben que nolv dey mostrar migua (5)
Vas lieys mo mal talen (6).

IV. Truep la dezir, mas no sai cum la segua,
Que denan me s'en va plus d'una legua.
Ben aya selh que a mos ops la pregua,
25 Qu'avenhat m'er qu'en esfrangua la tregua (7)
Don fil coven,
Que re no sen qu'es bes qui 'n amor neg[u]a
Pus qu'en aigua corren (8).

IV. — ELIAS CAIREL.

(Ms. 1749, p. 119, de la Bibliothèque nationale) (9).

I. Lo rossinhols chanta tant dousamen
Que negus chans [d']auzel al sieu nos pren (10),
E quant ieu [a]jug de lui matin e ser

(1) Vers cité par Raynouard, qui le traduit peu exactement, sous *emprendre* (*L. R.*, IV, 631). — (2) Ms. *hucy*. — (3) Ms. *mala migua*. — (4) Ms. *playeia*. — (5) Ms. *mingua*. — (6) Ce troisième couplet a été publié isolément par Raynouard (*Choix*, V, 439). — (7) Vers cité par Raynouard (*L. R.*, V, 489). — (8) Raynouard qui cite ce passage (*L. R.* IV, 308), en a mal compris le sens.

(9) Cette chanson se trouve encore dans le ms. 2814 de la bibliothèque Riccardi, à Florence, qui l'attribue à Peire Vidal. Voy. Bartsch, *Grundriss*, 133, 5. — Les lacunes du premier et du dernier couplet, qu'on a remplies par conjecture, proviennent de l'ablation d'une miniature dans le ms. de Paris.

(10) *Nos pren* = ne peut lutter, entrer en comparaison.

- Chaus e retins, [d]ousas votz e refraitz (1),
5 Adoncx n'oblit [t]otz mos autres pensars,
E pens d'amor, c'aisel pes (2) m'es plus cars,
E membra me de mains bes que m'a faitz.

- II. Los guazardos e las merces l'en ren,
Em tenc per sieu en tot bon covinen,
10 E ja non vueill issir del sieu voler,
Quar molt m'en lau, perqu'eu m'i soi afraitz
Per bona fe, que de re noill soi vars,
C'ans es ades mos plus coitos afars
Servir celeis on mos cors s'es atraitz.

- 15 III. So es aquill pros don' ab lo cors gen,
Cui ieu mi do al meils qu'ieu lo enten ;
E si jaill puesc servir a son plazer,
Ben soi gueritz et enders et refraitz,
Queill genser es del mon ses totz gabars,
20 Et es saubutz e proatz et espars
Et en mains luecx lo sieus bons pretz retraitz.

- IV. De la beutat qu'es en lei solamen
Aurion pro d'autras pros donas cen (3),
Qu'estalbiar deuri 'om (4) son vezer
25 Tro que leis vis, que d'autra es mal traitz,
Quar ges en tant non es la soa pars
Quan cobre cels de terra ni clau mars,
Ni nuils bos pretz no l'es en re sofraitz.

- V. Perqu'ieu soi sieus per far son mandamen,
30 C'autra noi a deman ni tenemen
Ni part ni dreg ni respeg ni poder ;
So sap ill be qu'ieu soi a totz trazaitz (5)
Sos fis amicx, vers et humas e clars,
Firms e segurs e non de re avars,
35 Em soi per lieis d'autras amar estraitz.

(1) Ms. *refranhs*, autre forme du même mot. — (2) Ms. *res*. — (3) Ms. *sen*. —
(4) Ms. *deurion*. — (5) Ms. *trazagz*.

- VI. E pos ill sap c'aisi m'a ses conten,
Ben dei trobar merce e chاوزimen
Ab lieis. — Oc be (1), ges no m'en dezesper,
C'ap gen [ser] vir ai vis mains aturs fraitz (2).
40 — Fors [que] de lieis. Nom (3) tanh asegurars
De nui[lla] re. — Si fai, que desperars
Es falsa fes (4) et [es] doubles forfaitz.

- VII. Sapchatz, Miraill, c'aisi es mos amar[s]
44 En liei que totz m'es faillitz mos agaitz.

V (5). — GAUSBERT DE PUTCIBOT (6).

I

(Mss. 856 (C), f° 199 r°, et 22543 (R), f° 37, de la Bibl. nationale.)

- I. Per amor del belh temps suau,
E quar fin 'amors[s] m'en somo,
Don mon cor s'alegr' e s'esjau,
4 Ai comensa d'una chanso.
Si tot no m' ai gaya razo,
La belha cuy m'autrey em do
Me poiria leu dar joy gran,
8 Don fossem jay ieu e mey chan.

II. De gaug camgeral marit brau
Per un avinen franc e bo,
Qu'elam bat quan ieu venc ni vau

(1) Le poète se parle et se répond à lui-même. Il n'a pas plus tôt exprimé son espoir (*oc be...*) qu'il se reprend à craindre (*fors que de lieis...*), puis encore, aussitôt après, à espérer de nouveau (*si fai...*) — (2) Passage mal interprété par Raynouard, qui le cite comme exemple sous *atur* (L. R., II, 141 b.) Il faut traduire *résistances brisées* et non *attachements rompus*. — (3) Ms. *non*. — (4) Ms. *ses*.

(5) Copies dues à l'obligeance de M. L. Constans.

(6) Puitsibot, hameau de la commune de Saint-Pierre-de-Frugie, canton de Ju-milhac-le-Grand, arrondissement de Nontron. Cette localité a été omise par le vicomte de Gourgues, dans son *Dictionnaire topographique de la Dordogne*.

- 12 Ni sap mon cor en sa maizo.
Dompna, quem tenetz en preyo,
Vejatx quous fi gran donazo,
Que quan nous puesc esser denan
16 Us sol[s] jor[n] me sembla un an.

- III. Elha ten del mieu joy la clau
Em pot dar del mal guerizo,
Que sol quar la dezir m'en lau ;
20 Jauzens sui de l'entencio.
Mas tan a vas me cor fello
Que no vol dire oc ni no
De nulha res qu'ieu li deman,
24 Et aissi aucim deziran.

- IV. Dona on joy[s] e pretz se clau
E tot(z) be(s) complidamen so,
Merceus clam ab fin cor liau,
28 Quel mal qu'ai suffert gran sazo
M'aleugetz ab un guazardo,
Qu'autre joys nom pot tener pro,
Qu'ab un dous bays queus quis antan
32 M'auriatz estort de l'afan.

- V. Bona dompna, vostre dan mau
Planc mais que mi el mal resso,
Qu'anc non agues pretz naturau,
36 Don perdetz lo segl' en perdo,
Que la gens ditz qu'anc mala fo
Cors belh[s] ni ab guaya faisso,
Qu'ayssi ses joy d'amor s'en an ;
40 Vos faitz tort, mais ieu prenc lo dan.

- VI. Senhen Savaric, larc e bo
Vos troba hom tota sazo,
Quel vostre ric fag son prezan,
44 El dig cortes e benestan.

NOTES ET VARIANTES (1).

V. 4. *comensada ma ch.* R. — 6. *qui* C. — 11. *quela bat* R. — 14. *sens fi* R. — 20. *so de la e.* R. — 21. *Mas es tan 'savaia b cor felo* R. — 23. *lunha* R. — 25. *Dona gran ioi.... senclau* R. — 26. *bes en vos c. son* (deux syllabes de trop) R. — 31. *Cat. j. dos bais* R. — 33. *donal vostre* R. — 36. *Si p. lo segle p.* R. — 41. *larc e gran* R. — 42. *totas saxos* R.

II

(Mss. 1749 (E), p. 169 et 12472 (f), f° 6, de la Bibl. nationale (2).

I. Pres soi ez en greu pantais,
Pero mal[s] ni dan[s] qu'ieu en prenda
Nom tol qu'en joi no m'enprenda
4 E ves chantar no m'eslais ;
C'om no[s] deu per dan, sil pren,
C'aia leu cor ni bon sen,
Dar esmai ni marrimen,
8 E sil gazan[s] e[s] sobriers
No si tanh grans alegr[i]ers,
Pero cals quem dej 'avenir
11 Nom n' esjau fort nim n'azir.

II. Mas ancar, Amor[s], nom lais
Qu'ieu vos trastot(z) no reprene
.....
15 Que voillan ges hueimais,
Tan vos sai desconoisen ;
Quar qui consen faillimen
D'autrui, e no l'en repren,
19 Companh n'er e parsoniers ;
Per qu'ieu vostres faitz leugiers

(1) Je néglige, pour cette pièce, comme pour les suivantes, les simples variantes de graphie.

(2) Ce dernier ms. n'a que le premier couplet.

- No vueill em patz consentir,
22 Per me gardar de faillir.

- III. Qu'estiers m'es enueis e fais,
Pos non am, qu'en chan m'entenda,
Quar per nuill' altra fazenda
26 Non es plazentiers ni gais
Chans, si d'amor non deisen ;
Per qu'ieu chan forsadamen,
[Sol] per far grat a la gen,
30 Qu'ieu vueill esser plazentiers
Tan qu'en sui ves mi guerr[i]ers,
Qu'ieu fauc per els esbaudir
33 So que nom pot abelir.

- IV. Tornatz [es] en vil pantais
So que ja fo dreita renda,
E plazer donar en venda,
37 E la dreitura en biais,
Amor[s], per que vos repren,
Et en dan ni jauzimen,
.....
41 Si c'amars e bos mestiers
Don sol venir pretz entiers,
Quar leialtatz per traïr
44 Se pert, c[o], vers per mentir.

- V. Amor[s], dans vos er hueimais
Quel vostre bos pretz deisenda,
E blasme pueg' e perprenda
48 Per avols faitz [e] savais,
Que fai desconoisemen,
Qu'ieu vei, gardatz sius es gen,
Queill fals preiador fenhen
52 Prendon de vos grans loguiers,
El fis amans dreituriers
Non pren per son bel servir
55 Mas plag e pena(s) e sospir.
-

NOTES ET VARIANTES.

V. 1. *ex* manque dans E. — 2. *Pero cal conculh* (*conceilh* ?) *que p. f.* — 5. *quill pren f.* — 6. *Saualan cor f.* — *Non sen t. f.* — 10. *Pero alquem* E; *P. cals quen deya venir f.* — 11. *Non men gaug trop nin marir f.*

15. Manque une syllabe, probablement *no* après *Que*. — 19. « *n'er.* » *ier* E. Je suppose qu'un jambage de l'*n* a été omis. On pourrait aussi corriger *n'ier*. — 23. Ms. *enuers*. — 25. Ms. *nuillaurea*. — 29. Peut-être vaudrait-il mieux suppléer *E*, l'omission d'une seule lettre s'expliquant mieux que celle de trois. — 37. Ms. *enbrais*. — 40. La lacune est plutôt peut-être avant le vers précédent. Le suivant semble réclamer une correction. Mais toute conjecture serait vaine en l'absence du vers manquant, qui devait contenir la partie essentielle de la phrase. — 46. Ms. *bon*. — 49. Corr. *faitz* ?

III

(Mss. 856 (C), n° 191 r° et 22543 (R), f° 38, de la Bibl. nationale.)

- I. Si res valgues en amor
Gen servir ses totz enjans,
Mi degra valer enans
4 Per dreit qu'a nulh amador,
Qu'ieu l'ai faitz totz sos comans,
Sufren los maltraitz els dans,
Qu'anc hom mal non trays peyor ;
7 E s'ilh sol tan me grazis
Quel fosson dous e plazen
Li mieu dur maltrait cozen,
11 Nom grevera sielh servis.

- II. Non es hom qu'anc mais sufris
Per amor tan greu turmen,
Senes qualque jauzimen,
15 Que ja solatz l'abelhis
Ni chantars l'agues sabor ;
Mas ieu suy tan fis amans

- Que los mals traitz nils afans,
19 Nil plang nil sospir nil plor
Nom tenon qu'ades mos chans
Nos melhur e no s'enans
22 On plus trac pen' e dolor.

- III. E selh qu'es en tal error
Ni suefre aitals mazans,
Si per so val dos aitans
26 Sos chans, noy a gran honor,
Que d'ome qu'es benanans
Non es meravilla grans
Si fai de son joy major
30 Guays sos e motz ben assis ;
Mas ieu chan joyozamen
De so quem te tan dolen ;
33 Non es hom mais non moris.

- IV. Mortz fora, so m'es avis ,
Mas una res m'en defen ,
Quar sap silh en cuy m'enten
37 Cum li suy leyals e tis
E l'am ses cor trichador,
Per que ieu esper q'us ans
Me fassa de plazers tans
41 Cum ar me grev' ab dolor ;
E quar ilh es tan prezans,
Val me plus lo sieus soans
44 No fai d'autra sim secor.

- V. Ges son sen ni sa valor,
Ni son car pretz nil bobans,
Nils belhs digz, nils faigz prezans
48 Nous sai dir, ni sa ricor,
Qu'ilh es guaya e gen parlans
E de totz faigz benestans ,
Et agra mais de valor,
52 Sol que merces non falhis ;
E mas merces solamen
Faylh del sieu ric pretz valen,
55 Gen l'estera sil complis,

NOTES ET VARIANTES.

V. 1. *ren...amors* R. — 3. *degran* R. — 7. *s'ilh aitan mi* R. — 10. *Li* manque dans R. — 11. *No me uiero* R. — 13. *tal greu* R. — 16. *chan-*
tar C. — 19. *Nils plans nils sospirs ab p.* R. — 20. *No t.* C. — 24. *E*
sobre dels mals aytans R. — 26. *naya* R. — 27. *benames (?)* C. — 30.
Guay so C. — 33. « non » = *no en.* R: *no.* — 34. *Tortz* C. — 36. *sap*
leys en cuy R. — *esper cun dels ans* R. — 40. *desplazerz* R. — 42. *quar*
el es C. — 44. *si ma cor* R. — 46. *Nil onrat p.* R. — *nils faigz* manque
dans R. — 50. *De totz bos aibs* R. — 52. « non » = *no en.* R: *noy.*

IV

(Ms. 856, f. 191 v°, de la Bibliothèque nationale.)

- I. Uns joys sobriers mi somo,
Qu'anc mais sos pars joys no fo,
De far joyoza chonso,
Don s'alegron fin aman
5 Cuy fauc honor en mon chan ;
Mas de mon joy vertadier,
Qu'ieu vuelh anar (1) tot entier,
Lur fauc ses saber parier (2),
Lor fauc partida d'aitan
10 Qu'ilh s'en alegron chantan.

- II. De mon chan lur abando,
Senes plus, los motz el so ;
Mas mon joy e ma razo,
Don chan em vauc alegnan,
15 Vuelh a totz cubrir celan,

(1) Corr. *aver* ?

(2) Le copiste a dû substituer, par erreur, aux deux premières syllabes de ce vers celles qui commencent le suivant, à moins, cas plus douteux, que ce ne soit l'inverse. Je ne vois pas la correction.

Quar tem quem (1) fosson parlier,
Qu'amic tenh trop per leugier
Que ditz son car cossirier
A tal ques n'anes guaban
20 So don pueys plaisses ploran.

III. Si amors nulha sazo
Mi fes tort a (2) desrazo,
Ar m'a fait cent tans de pro
Qu'anc nulh temps nom tenc de dan,
25 Qu'en tal qu'a pretz ses enjan
A fermat mon dezirier,
Quem saup ades en primier,
Quan vi son cors plazentier,
Trayr (3) gentet, rizen, joguan,
30 Lo cor el sen el talan (4).

IV. Dieus la fes , quel det del so
Pels blons et huelhs vars en do ,
Boqu'e nas, silh e mento
De bon talh e ben estan,
35 E volc en lieys obrar tan
Que l'obra sembles l'obrier,
Qu'ab honrat fait vertadier
Et ab maynt valen mestier
Saup gen s'onor trair (5) avan,
40 Don sos pretz lutz e resplan.

V. E quan Dieus vi sa faisso,
Det li per melhuirazo
Sen e beutat de razo,
Plazen solatz , (e) guay semblan,
45 (E) cors ben fait e ben estan (6).

(1) Corr. *qu'en* ? — (2) Corr. *e* ? — (3) Ms. *trayt*. — (4) Ce mot est effacé dans le ms.
— (5) Ms. *trait*. — (6) Corr. ?.. Cf. v. 31.

Color tan fina sobrier

.....
Qu'aitals es cum ieu la quier,
Faita d'un nou talh prezan,

50 A compas et a guaran.

(A suivre.)

C. CHABANEAU.

(Revue des langues romanes, mai 1884.)



ETAT DES OUVRAGES DE MAÇONNERIE POUR LA RESTAURATION
DE L'AUTEL DE MARBRE DE SAINT-FRONT.

1° Il sera construit deux piles d'environ 23 pieds de hauteur, et conformes aux données et dessin arrêtés, avec un piédestal suffisamment saillant et couronnement profilé, pour maintenir le piédestal et entablement de marbre. Le tout sera bati de bonnes pierres, bien jointées, bien ragrées et sans aucunes moulures..... 400"

2° Il sera fourni et posé 300 livres pesant de barres de fer ayant 18 lignes carrées. Deux de ces barres seront scellées dans l'épaisseur supérieure des piles, et iront se rattacher à celle qui, scellée de même dans la voûte de l'église, s'attachera à deux autres barres transversales d'une pile à l'autre. Ces barres seront payées sur le pied de 12 s. 6 d. la livre, et percées où il faudra..... 187" 10"

3° Il sera fourni et posé 140 pieds de marches de bonne pierre de taille, sans moulures..... 120"

4° Derrière les deux piles, il sera refait environ 20 toises de pavé avec les pierres de l'ancien; ce pavé sera rétabli au niveau de celui de l'autel, les pierres en seront retaillées, bien jointées et remplacées sur une plate-forme bien battue..... 214" 10".

5° Il sera posé 16 toises de pavé de marbre sur la terre bien battue et nivelée, et sur une couche de bon mortier de chaux et sable. Les encadremens de ce pavé de marbre seront faits en bonnes dalles de pierres, et réunis aux marches énoncées à l'article trois et aux murs de l'église..... 128"

6° Au milieu du pavé de marbre sera construit un massif de maçonnerie en moëlons et mortier de terre. Ce massif sera

d'environ trois toises cubes, et les marches et revêtements de marbre de l'autel y seront appliqués sur une bonne couche de mortier à chaux et à sable. Derrière ce maître-autel sera pratiqué un petit escalier en pierres de taille, pour arriver au rétable.....

150^u

TOTAL..... 1,200^u

Conditions générales.

L'entrepreneur promet d'exécuter les ouvrages sus-mentionnés avec tout le soin dont il est capable, toute la solidité et propreté qu'ils exigent, et bien et duement suivant les règles de l'art.

Il s'engage à fournir de la pierre dure, d'un beau grain et non sujette à la gelée ou à s'écailler, ainsi que de la chaux vive et de bonne qualité, du sable de rivière bien sec et bien émondé, et de bonne terre, s'il en manque pour regagner le niveau général.

Il doit percer la voûte et les piles pour y sceller les barres de fer, et fournir au même prix le surplus des barres qui peuvent être nécessaires.

Il se charge de la main d'œuvre, de fournir les outils et équipages nécessaires pour ledit ouvrage, de faire tous les échafaudages et de les laisser en place jusqu'à ce que les marbres, les ornemens, le baldaquin, la gloire et généralement toutes les parties de la décoration soient assujeties et rétablies comme elles doivent rester.

Il promet de se conformer aux instructions et aux ordres de la personne chargée de surveiller ces travaux; et, si l'on étoit obligé d'opérer quelques changemens, il sera tenu de s'y conformer, à la charge d'une indemnisation calquée sur les prix énoncés cy-dessus; de même que, si le toisé des pavés est moins fort, s'il y a moins de pieds de marches et de pouces de fer, on en fera une déduction au tot de ces prix énoncés.

La fabrique fera enlever l'ancien autel et tous les bois et boiseries qui ne doivent pas rester en place, et les sortira de tout cet emplacement.

L'entrepreneur n'est chargé de fournir que ce qui est porté

dans l'état cy-dessus ; il ne doit faire ni trous, ni entailles, ni joints, ni raccomodages, ni polissages des marbres, et ne se mêle en rien du posage des ornemens, ni des restaurations des boisures, peintures et dorures.

Il est convenu qu'il rendra tout l'emplacement propre et débarassé de tous décombres et matières étrangères; qu'il le fera nétoyer et balayer avec soin; qu'il emploiera les matériaux existans qui se trouveront bons, et que tous ceux qui resteront lui appartiendront.

L'entrepreneur de la restauration des marbres se charge de mastiquer les morceaux qui en auront besoin pour être réunis; d'y percer les trous nécessaires pour les fixer aux piliers ou à la maçonnerie de l'autel, et de remplacer par du stuc les débris manquans. Il se charge, de plus, de placer et consolider toutes les parties de l'autel telles qu'elles étoient avant, en ce qu'on lui fournira les crampons et attaches de fer..... 600"

L'entrepreneur des menuiseries rétablira les parties endomagées; mettra en place et fixera le baldaquin, la gloire, rayons et généralement tous les bois, sans toutes fois se charger de la restauration des peintures et dorrures, ni des fers nécessaires..... 200"

TOTAL GÉNÉRAL..... 2,000"

Tous ces entrepreneurs s'engagent à rendre ces ouvrages achevés dans 3 mois ou à perdre un dixième du prix qui leur est alloué.

(Note du M^{re} DE TAILLEFER.

Deux planches accompagnent cette livraison. — La 1^{re} représente une Porte, du XVI^e siècle, de la tour octogone du château de Varaignes; — la 2^e, une partie de la Façade de la Renaissance, du même château.

Le Gérant responsable, A. DELFOUR.

Périgueux. — Ancienne imprimerie Dupont et C^e,
LAPORTE directeur.

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD.

Séance du jeudi 5 Février 1885.

Présidence de M. le docteur GALY.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. de Froidefond, le marquis de Fayolle, de Roumejoux, le marquis d'Abzac de La Douze, Bleyrie, Louis Carvès, Dujarric-Descombes, le comte Gérard de Fayolle, Paul Galy, Michel Hardy, Hermann, Lespinas et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT indique sommairement les ouvrages qui ont été offerts à la bibliothèque de notre Société pendant le mois dernier :

La *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, tome XLV, année 1884, 6^e livraison, in-8°, Paris;

La *Revue de la Société des Études historiques*, faisant suite à l'*Investigateur*, quatrième série, tome II, 1884, grand in-8°, Paris, qui contient une analyse de la brochure de M. Georges Dufour sur l'*Administration française en 1883* et un mémoire de notre confrère sur l'*Image de la Vierge*, essai de critique artistique ;

Les *Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, tome VI, de la deuxième série, année 1883, un volume in-8°, Poitiers, 1884 ;

Le *Bulletin de la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, V^e volume, 3^e livraison, 1^{er} janvier 1885, in-8°, Saintes ;

Le *Journal d'histoire naturelle de Bordeaux et du Sud-Ouest*, n° du 31 janvier 1885, in-4°, où se trouve signalée une station préhistorique, de l'époque néolithique ou peut-être d'une époque plus ancienne mêlée, près du village de Penat, sur la route de Saint-Médard à Périgueux, et où notre confrère, M. le docteur Testut, indique deux magnifiques et énormes polissoirs, l'un vertical, l'autre horizontal, qui ont été découverts auprès du ruisseau du Queyran, près des villages de Carves et de Lespinasse, canton de Belvès ;

Le *Bulletin de la Société d'Anthropologie de Bordeaux et du Sud-Ouest*, tome I, 2^e fascicule, avril à juin 1884, in-8°, Bordeaux. M. le docteur Testut présente, à la séance de la Société du 12 mai dernier, une série de neuf haches ou fragments de haches de la période néolithique, recueillis par son collègue M. Pialoux, dans les cantons de Vélignes et de Villefranche-de-Longchapt. Les plus beaux échantillons proviennent des communes de Saint-Médard-de-Gurçon et de Nastringues ; « ils sont en silex blanchâtre, dont la pâte rappelle de » tous points, dit notre savant confrère, des haches de la » même époque que j'ai recueillies moi-même sur les plateaux » de Cause-de-Clérans et dans les ateliers néolithiques de Mon- » sac. Ces trouvailles de M. Pialoux sont d'autant plus intéres- » santes qu'elles ont été faites sur des territoires où l'homme » néolithique n'a pas encore été signalé, que je sache. Sur la » carte préhistorique que j'ai dressée, l'année dernière, du » département de la Dordogne, le canton de Vélignes figure à » peu près en blanc, et dans le canton de Villefranche-de- » Longchapt, je n'ai eu à signaler que le dépôt quaternaire de » Saint-Géraud-de-Corps, d'après un renseignement fourni » par M. de Mortillet. » M. le docteur Testut présente également, à la même séance, au nom de M. Maury, instituteur communal à Siorac-de-Belvès, un fragment de dent d'*Elephas primigenius*, recueilli par lui dans les alluvions quaternaires de la Dordogne. Le même fascicule contient encore une notice de M. Daleau sur la *Station Robenhausienne du Coteau du Tertre*, commune de Baneuil, et un article de M. le docteur Testut, sur de *Nouvelles fouilles exécutées dans la station magdalénienne de Saint-Sulpice*, canton de La Linde ;

Les *Mémoires de la Société archéologique du midi de la France*, tome XIII, 2^e livraison, in-4^o, Toulouse, 1884 ;

La *Revue des langues romanes*, troisième série, tome XII, novembre et décembre 1884, in-8^o, Montpellier, contenant la suite du travail de notre correspondant M. Chabaneau *Sur quelques manuscrits provençaux perdus ou égarés* ;

Le *Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme*, année 1885, janvier, 72^e livraison, in-8^o, Valence ;

Le *Giornale araldico* de l'académie de Pise, n^o de décembre 1884, grand in-8^o ;

Par M. Georges Bussière, la 2^e partie de ses *Etudes historiques sur la Révolution en Périgord*, un volume in-8^o, Bordeaux, Chollet, éditeur, 1885 ;

Par M. le docteur Galy, l'*Eloge du cardinal de Sourdis*, ancien archevêque de Bordeaux, discours de Jouannet, régent de rhétorique au collège de Périgueux, brochure in-8^o, de 75 pages, Périgueux, imprimerie Dupont, 1813, et une autre brochure intitulée : *De la chaussure et de son influence sur le développement, la conservation et le redressement du pied*, par Clabbeeck, cordonnier pour dames, in-8^o, Paris, 1849.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

M. le Directeur des Beaux-Arts informe M. LE PRÉSIDENT que la 9^e réunion des délégués des Sociétés des Beaux-Arts des départements aura lieu, à la Sorbonne, du mardi 7 avril au samedi 11, et il le prie de lui faire connaître prochainement les noms de nos délégués. Des lectures et des conférences publiques seront faites pendant les journées des 8, 9 et 10 avril. Les mémoires devront être envoyés à la Direction des Beaux-Arts, rue de Valois, n^o 3, avant le 8 février, après avoir été revêtus de l'approbation de la Société ; ils seront inédits. La durée de chaque communication sera de 20 minutes environ : pour les mémoires trop étendus, les auteurs se borneraient à en donner un résumé. — Sont délégués à cette réunion : M. le baron de la Tombelle, MM. Dose et Fargis, professeurs de dessin au lycée de Périgueux, et M. l'abbé Cheyssac, curé de La Roche-Chalais.

A propos de la mystification dont a été l'objet tout récem-

ment un de nos confrères, M. LE PRÉSIDENT rappelle qu'il n'y a pas qu'en Périgord où de pareilles choses se passent ; il y a aussi des mystificateurs en Belgique ; voici ce qu'il lit dans une *Revue* :

« A l'époque où, sous le second empire, des missions scientifiques furent envoyées dans toute l'étendue de l'ancienne Gaule, dans le but d'en reconstituer la géographie contemporaine de César, une députation de savants français, dirigée par M. le général Creuly, arriva dans la bonne ville de Namur. Il s'agissait d'étudier sur place la question tant discutée, non encore résolue, de la situation de l'*Atuatucorum oppidum*.

» Après s'être entendus avec les membres de la *Société archéologique* namuroise, les savants français commencèrent leurs travaux. Des fouilles furent exécutées ; on procéda, aux frais de l'empereur, à des dragues dans la Meuse, on sonda les terrains avoisinant la citadelle, et par-ci, par-là, quelques antiquités gauloises, quelques monnaies furent découvertes. On exhuma des *statères* d'or de la Nervie, des pièces de cuivre avec *ΑΥΑΥΑΥΙΑ*, des potains des Remi, des monnaies incertaines, enfin, dans le nombre, une pièce inédite offrant avec l'ethnique des *Atuatuci*, une légende que M. Creuly et le conservateur du cabinet des médailles de Namur lurent couramment : *TOIAC*. Sans doute se trouvait-on en présence d'un chef inconnu, d'un Toiacorix, d'un Toiacomaros, d'un Toiacognatos quelconque. Ce dernier était pour l'histoire des Gaules d'une importance capitale, puisqu'en portant le nom des Atuatiques, il donnait une force nouvelle à l'opinion de l'empereur Napoléon qui persistait à placer à Namur l'*oppidum* de cette peuplade.

» La monnaie fut envoyée à Paris avec les précautions que recommandait son importance. M. de Saulcy l'examina. Mais avec ce « flair », cette connaissance des antiquités celtiques, que tout le monde lui sait, le regretté savant reconnut vite se trouver en présence d'une pièce apocryphe. Il n'y avait pas à douter : un mauvais plaisant, sans égards pour le caractère scientifique et officiel dont M. Creuly était revêtu, s'était indignement joué de lui. La pièce revint à Namur. Mais les choses n'en restèrent pas là en Belgique ; une enquête se fit et on ne tarda pas à connaître l'atelier d'où était sorti le *TOIAC*. Les chercheurs de cette paternité numismatique se trouvèrent bientôt en présence du comte Fortsas, du « goupil. » de la loge des Agathopèdes, du monographiste des conques de Dinant, du président de la Société de boutonistique ancienne et moderne, qui, confus de se voir découvert, ne put nier davantage.

» Du coup, on avait le mot de l'énigme. M. R. Chalon, correspondant pour la Belgique de la *Commission topographique des Gaules*, avait voulu

— question d'habitude — mystifier confraternellement ses collègues. Quant à la légende de la gauloise, ce n'était pas TOIAC qu'il fallait lire, mais bien à rebours CAJOT, et dès lors au lieu du nom d'un chef gaulois, on avait sous les yeux celui de M. le chanoine Fr. Cajot qui, à cette époque, dirigeait la collection numismatique du musée de Namur.

• L'histoire ne dit pas si MM. Creuly et Cajot la trouvèrent bonne. Mais nous, qui, dans le cas, ne sommes point juge et partie, nous pouvons à bon droit préférer un conservateur respectant la science qu'il professe, à un savant se permettant, aux dépens de cette science, des farces de pître mieux à leur place à la foire de St-Cloud, qu'au sein de l'*Académie royale des Sciences, des Arts et des Belles-Lettres de Belgique*. »

M. LE PRÉSIDENT présente ensuite à l'assemblée un vase en terre du ^{xiii}^e siècle, trouvé récemment dans la nef de l'église de Saint-Pierre-de-Chignac, par M. Lagrange, architecte, qui a bien voulu l'offrir au Musée départemental.

Terminé d'un côté par une anse et de l'autre par un bec épais et allongé, ce vase est d'un type que l'on rencontre assez fréquemment en Périgord, dans les sépultures du moyen-âge, où il servait de récipient à l'eau bénite. Dans les usages domestiques, on peut présumer qu'on l'employait indifféremment comme lampe et comme pichet, sa forme se prêtant à l'une et l'autre de ces destinations.

M. Michel HARDY, de son côté, dépose sur le bureau un vase de la fin du ^{xvi}^e siècle, qui a été trouvé, il y a une quinzaine d'années, dans une tranchée, près de l'église de Saint-Pardoux-la-Rivière.

Ce vase, d'un aspect étrange, sorte de pot-pourri ou de vase à fleurs, représente une femme au jupon resserré inférieurement et festonné sur le pourtour. Les bras écartés forment les anses ; sur le devant du corsage est un bec ; un autre bec ou goulot se voit derrière la taille. La tête, qu'on souhaiterait pouvoir examiner, est en partie détruite ; de la coiffure surtout il ne reste aucun fragment. Quoi qu'il en soit, ce vase, en terre vernissée verte, est un curieux spécimen des anciennes poteries du Périgord, et présente à ce point de vue un certain intérêt : aussi notre confrère a-t-il été heureux d'en faire l'acquisition pour le Musée.

M. LE PRÉSIDENT a reçu également, de M. le marquis de

Taillefer, une masse d'appariteur ou sergent de corporation de pêcheurs ou de poissonniers, en fer et fonte dorés, du ^{xvii}^e siècle. La poignée est ornée de rets à losanges avec lacs d'amour ; la tige est couverte d'écailles ; les ailettes, au nombre de six, sont formées par douze dauphins, affrontés et liés, le tout surmonté d'une pique ou harpon à neuf pans.

M. le Conservateur du Musée remercie les donateurs.

M. GRELLET-BALGUERIE nous adresse un petite rectification à un passage du mémoire de M. Marmier sur *Le Chartrier de Sarlat* ; il nous dit que l'évêque de Périgueux, Guillaume d'Auberoche, n'est pas mort en avril 1123, mais vers avril 1127-1129. Les actes de 1122-1125, analysés par M. Marmier, indiquent qu'à cette époque l'abbé de Sarlat était Arnaud, et que celui qui souleva la réclamation contre l'abbaye d'Uzerche, au sujet de la possession de l'église de Puy-Gerolme, sous Guillaume d'Auberoche, porte le nom de Géraud, ce qui serait inconciliable, à moins d'admettre, dit M. Marmier, deux abbés Arnaud, et entre eux, pour un temps extrêmement court, un abbé Géraud, ou rétablir le nom d'Arnaud à la place de Géraud. « Mais tout se concilie, nous écrit M. Grellet-Balguerie, avec la date que j'indique de la mort de Guillaume d'Auberoche, non pas en 1123, mais en 1127 ou 1129. Géraud a pu être abbé de Sarlat ou avant ou après l'abbé Arnaud, toujours sous l'épiscopat de Guillaume d'Auberoche, 1103-1129, avant de 1103 à 1120, après de 1126 à 1130. C'est un point à vérifier pour la plus grande exactitude de l'histoire du Périgord, de Sarlat et des évêques de Périgueux. »

M. DUJARRIC-DESCOMBES a trouvé, dans les archives de notre confrère M. le marquis du Lau d'Allemans, une copie authentique, faite en 1755 par l'abbé Sallier, garde de la bibliothèque du roi, de la lettre écrite le 4 des calendes de mars 1235, par Géraud de Malemort, archevêque de Bordeaux, à Henri III, roi d'Angleterre, duc de Normandie et d'Aquitaine, et publiée dans le *Gallia christiana*, tome II, appendice, col. 289-0.

Le prélat informe le monarque des oppressions, désor-

dres et vexations que commettaient impunément dans toute la Guyenne les sénéchaux et baillis anglais. Parmi les trois députés que le clergé de notre province envoya au roi pour le prier d'arrêter le cours de tant de brigandages, figure un chevalier hospitalier de l'ordre des Templiers, dont le nom, défiguré par les auteurs du *Gallia*, est celui d'Amanieu du Lau.

M. Dujarric expose, d'après les archives qui lui ont été confiées, que ce personnage était le cinquième enfant de Bertrand du Lau, insigne bienfaiteur de l'église d'Acqs. Il accompagna saint Louis dans son voyage d'Outre-Mer, signala sa valeur contre les infidèles et fut fait prisonnier à la journée de La Massoure, si funeste aux chrétiens. Etant revenu en France, il mourut à Lau, en Armagnac, et fut inhumé dans l'église de ce lieu, où l'on voyait encore, en 1756, son tombeau et sa représentation.

Géraud de Malemort rappelle à Henri III les services rendus par Amanieu du Lau à ce monarque, avant son entrée dans l'ordre du Temple, et ceux qu'il lui rendait encore chaque jour.

Il convient d'ajouter, dit M. Dujarric, que les barons du Lau furent les premiers de la Guyenne qui, avec les comtes d'Armagnac, quittèrent la bannière d'Angleterre.

M. D'ABZAC DE LA DOUZE nous communique la copie de deux pièces tirées de ses archives particulières, d'une lettre datée de Mussidan le 6 avril 1563 et écrite par le seigneur de Pilles, chef huguenot, à Gabriel d'Abzac de La Douze, qui paraît relative à un échange de prisonniers à faire à La Douze. « Je ne revoque point en doute, mande-t-il à son » cousin, la seurelè que je pourroi avoyr de vostre personne, » mais pource que le lieu est ci loing d'ici, et les compagnies » sont à Bragerac, je ne puis m'asseurer qu'ilz ne me fissent » quelque dommage... » La seconde pièce, datée de 1550, contient des prières en latin contre la rage : elles seront publiées toutes les deux dans le *Bulletin*.

M. Louis CARVÈS nous communique aussi la copie de deux pièces conservées dans les archives notariales de Sarlat : l'une, de 1778, est le procès-verbal d'installation, rédigé en latin, de Mgr d'Albaret, évêque de Sarlat ; l'autre, de 1701,

est le testament de Mgr de Beauvau, qui, après plusieurs legs en faveur des couvents, des confréries, de quelques chanoines et de ses domestiques, institue pour ses héritiers universels les pauvres de l'hôpital général de Sarlat. La découverte de cette pièce intéressante vient compléter utilement le *Journal de Mgr de Beauvau*, publié en 1876 dans nos annales par M. Dujarric-Descombes.

De son côté, M. l'abbé LABORIE nous envoie, de la part de M. Gadaud, conseiller municipal de La Chapelle-Gonaguet, un appointment de jonction d'instances, du 26 août 1740, pour messire François d'Abzac, chevalier, seigneur marquis de Mayac, Migrais et autres places, qui demande la déclaration d'ouverture d'une substitution faite en sa faveur par messire Jacques d'Abzac, chevalier, seigneur marquis de Mayac, dans l'acte de donation à cause de mort, du dernier jour de février 1684.

Enfin, M. l'abbé BOUSCAILLOU nous adresse les premières pages de son manuscrit sur *Les hommes illustres du Périgord*, qui renferme les biographies de La Grange-Chancel et de Bertrand de Born. Après lecture de la première, la Société exprime le désir que ce manuscrit soit confié à M. Dujarric, qui s'adjoindra deux confrères pour faire l'examen de ce travail et rédiger un rapport sur l'opportunité de sa publication.

Il reste à procéder à l'élection de deux candidats qui demandent à entrer dans notre Compagnie. Après deux votes par acclamation, M. LE PRÉSIDENT déclare admis :

Membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. le docteur Gadaud, conseiller général de la Dordogne, maire de la ville de Périgueux, présenté par M. le docteur Galy et M. Marmier ;

Membre associé :

M. Henry Marandat, ancien officier de cavalerie, au château de Thé, près Magny-Cours (Nièvre), présenté par M. de Laugardière et M. Léon Courtey.

La séance est levée à deux heures du soir.

Le Secrétaire général : FERD. VILLEPELET.

Séance du jeudi 5 Mars 1885.

Présidence de M. le docteur GALLY.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. le marquis de Fayolle, Louis Carvès, Dujarric-Descombes, le comte Gérard de Fayolle, Paul Galy, Michel Hardy, l'abbé Laborie, le comte Charles de Larmandie, Lespinas, l'abbé Montet, l'abbé Rebière et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT annonce immédiatement la mort de notre savant vice-président pour l'arrondissement de Bergerac, M. le vicomte Alexis de Gourgue, correspondant honoraire du Ministère de l'Instruction publique, dont l'érudition et l'amabilité étaient connues de tous. Il laisse de nombreux écrits qu'on consultera toujours avec fruit lorsqu'on s'occupera de l'histoire du Périgord : son *Dictionnaire topographique de la Dordogne*, ses recherches et ses *Essais sur la numismatique du Périgord* sont des œuvres durables et du plus grand prix. Une commission, composée de M. le baron de Verneilh, de MM. Léo Drouyn, de Chasteigner et d'Arlot de Saint-Saud, représentait la Société à ses obsèques ; elle était chargée d'exprimer en même temps nos compliments de condoléance à la famille.

D'unanimes regrets accueillent cette triste communication.

M. LE PRÉSIDENT indique brièvement les ouvrages qu'a reçus la bibliothèque de la Société dans le courant du mois dernier :

Le *Journal des Savants*, cahier de février 1885, in-4°, Paris, Imprimerie nationale, contenant un intéressant article de M. Georges Perrot sur *Les commencements de l'art en Grèce* ;

Le *Répertoire des Travaux historiques*, tome II, supplément, — index, et tome III, n° 2, deux volumes in-8°, Paris, Impri-

merie nationale ; le second, dans un compte-rendu du volume de M. l'abbé Bourassé sur *Les plus belles cathédrales de France*, par M. Alfred Ramé, renferme ce passage qui nous touche : « ... L'ouvrage entier est animé d'un esprit de » louable critique, qui tient le lecteur en garde contre les » prétentions à une antiquité exagérée réclamée pour certaines cathédrales, telles que Coutances, Séez, Saint-Front » de Périgueux et Angoulême » ;

Le *Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifiques*, section d'archéologie, année 1884, n° 4, in-8°, Paris, Imprimerie nationale, contenant une notice de M. Robert de Lasteyrie sur une *Croix du XIII^e siècle conservée à Gorre (Haute-Vienne)*, qui a été communiquée au Comité par notre confrère M. Henri de Montégut ;

Le *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie*, année 1884, n° 4, in-8°, Amiens ;

Les *Mémoires de l'Académie nationale des sciences, arts et belles-lettres de Caen*, un volume in-8°, Caen, Le Blanc-Hardel, imprimeur, 1884 ;

Le *Bulletin de la Société Nivernaise des lettres, sciences et arts*, troisième série, tome II, 2^e fascicule, in-8°, Nevers, 1884, contenant une note sur une hache en pierre, à pointe et à tranchant brisé garni d'un sillon, trouvée à Challuy, sur les cailloux de la Loire ;

Les *Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, troisième trimestre de 1884, in-8°, Poitiers ;

Le *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, tome VI, 4^e livraison, octobre-décembre 1884, in-8°, Brive, dans laquelle est reproduit le texte du traité d'alliance conclu entre les villes de Brive, Figeac, Périgueux et Sarlat en 1263 ;

Le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, 4^e livraison, 1884, octobre-novembre-décembre, in-8°, Tulle ;

Le *Bulletin de la Société des Etudes littéraires, scientifiques et artistiques du Lot*, tome IX, 3^e fascicule, in-8°, Cahors, 1884 ;

Le *Bulletin archéologique et historique de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne*, tome XII, année 1884, quatre

livraisons in-8°, Montauban, où il est dit, à la page 77, que M. d'Arnoux de Brossard envoie un petit mémoire, d'après lequel un jeune gentilhomme nommé Caumont fut envoyé à Paris pour éviter les suites d'une intrigue qui avait eu Saint-Porquier pour théâtre. Entré dans les gardes-du-corps, il fut remarqué par le duc Caumont de la Force, qui, enchanté de trouver un gentilhomme portant son nom, lui donna sa fille unique, fit ainsi sa fortune et perpétua le nom des Caumont. M. d'Arnoux fait suivre ce récit de celui des fêtes qui eurent lieu en 1757, lorsque M. de Caumont revint à Saint-Porquier avec sa femme. Ce récit est original et curieux. — A la page 326, à propos de la prise de possession d'église faite au moyen de la voix, du haut d'un clocher, il est dit que dans la Gironde, autrefois, il y avait une mesure de terre qui s'appelait la *bramade*, parce qu'elle était mesurée par la portée de la voix. M. Louis Carvès fait observer qu'il existait une mesure analogue en Sarladais sous les noms de la *huchade* et de la *hurlade* ;

Le *Bulletin de la Société archéologique du Midi de la France*, séances du 1^{er} avril au 22 juillet 1884 inclus, in-4°, Toulouse ;

La *Revue épigraphique du Midi de la France*, n° 31, novembre-décembre 1884, in-8°, Lyon ;

Le *Giornale araldico* de l'Académie de Pise, n° de janvier-février 1885, grand in-8°, Pise ;

Le *Second annual report of the Bureau of ethnology to the secretary of the Smithsonian Institution, 1880-81*, un volume relié en toile, in-4°, avec planches, Washington, Government printing office ;

De M. Charles Robert, membre de l'Institut, la *Numismatique de la province de Languedoc*, période antique, étude extraite du tome II de la nouvelle édition de l'*Histoire générale de Languedoc*, brochure avec planches, in-4°, Toulouse, 1876 ;

De M. Germain, membre de l'Institut, professeur d'histoire à la Faculté des lettres de Montpellier, doyen honoraire, trois brochures in-4° qu'il vient de publier : *Pierre Flamenchi*, étude historique et littéraire d'après ses manuscrits autographes, entièrement inédits, Montpellier, 1884 ; *Notice sur*

un recueil d'incunables de la bibliothèque de la Faculté de médecine de Montpellier, Montpellier, 1884; *Le sixième centenaire de l'Université de Montpellier*, Montpellier, 1885.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts rappelle à M. LE PRÉSIDENT, par une circulaire du 12 février dernier, que le mardi 7 avril, à midi et demi, aura lieu, à la Sorbonne, l'ouverture du congrès des Sociétés savantes, dont les travaux se poursuivront durant les journées des mercredi 8, jeudi 9 et vendredi 10, et il le prie de lui faire connaître les noms de nos délégués avant le 10 mars. A ce propos, il engage MM. les présidents des Sociétés à mettre un soin scrupuleux dans cette désignation. « On a remarqué, non sans critiques, ajoute-t-il, que le nombre des lettres d'invitation donnant droit à une réduction de moitié sur les tarifs des chemins de fer était hors de proportion avec le nombre des délégués assistant aux séances. Il y a là, Monsieur le Président, un abus sur lequel j'insiste et qu'il importe de faire cesser. A cet effet, je vous prie instamment de ne me désigner comme délégués que les membres de votre Société qui s'engageront à prendre une part effective au congrès de la Sorbonne. Ils doivent d'ailleurs être aussi peu nombreux que possible pour chaque Société, et ils ne recevront leur bulletin que par votre intermédiaire. »

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL désire qu'il soit procédé immédiatement à cette désignation. Sont délégués : M. Louis Carvès, M. le marquis de Chantérac, M. Gérard de Fayolle, M. Joseph Frut et M. Rolland de Denus.

M. Henry MARANDAT, élu membre associé dans la dernière réunion, adresse ses remerciements à la Société. M. le Secrétaire général est prié de lui transmettre aussi ceux de M. le docteur GADAUD, élu membre titulaire.

M. Michel HARDY donne lecture d'une note sur des ornements en bronze récemment découverts à la Cité, dans le jardin du presbytère, et qu'il a pu heureusement acquérir pour le Musée.

Ces intéressants objets, au nombre de vingt et une pièces, proviennent d'un *balleus* ou baudrier de cheval, de l'époque

romaine. Si les bas-reliefs antiques et surtout les vases peints nous ont conservé de nombreuses représentations du *balleus*, les pièces elles-mêmes qui servaient à sa décoration sont de la plus grande rareté. Les seuls exemplaires connus jusqu'à ce jour ont été trouvés en Italie, et sont aux musées de Naples et de Brescia ; c'est donc une précieuse acquisition que vient de faire notre Musée départemental.

L'assemblée décide que la notice de notre confrère sera publiée, avec une planche, dans le *Bulletin*.

M. HARDY dépose ensuite sur le bureau deux vases provenant également des fouilles de la Cité.

L'un est une urne cinéraire, en terre lustrée, d'un galbe très gracieux et portant sur la panse ce graffite nettement tracé :

DOMFS

Quel est le sens exact de cette inscription ?

M. LE PRÉSIDENT croit pouvoir y lire DOMVS FVNEBRIS, habitation funèbre, demeure dernière. Sans rejeter cette interprétation qui marquerait la destination finale d'un vase employé précédemment à des usages domestiques, M. HARDY se demande s'il ne faudrait pas plutôt y voir un nom propre, DOMITI ou DOMITII FILIVS ? — Ce graffite indiquerait ainsi le nom du personnage dont les cendres furent déposées dans l'urne.

Le second vase recueilli par M. Hardy est du moyen-âge. En terre rouge fine, et d'une excellente cuisson, il est muni d'une anse et décoré d'un côté par trois lignes blanches, dont la partie supérieure se cache sous une plaque de couverte vernissée de couleur brune. De nombreuses gouttelettes de vernis se voient de place en place et tranchent par leur éclat sur le fond mat de la terre. Ce vase, malheureusement incomplet, est un intéressant spécimen des premières poteries vernissées, qui ne furent guère connues dans nos contrées que vers le milieu du *xiii^e* siècle.

M. LE PRÉSIDENT a reçu pour le Musée départemental :

De M. le marquis Alduin de Taillefer, deux hachettes en silex, de forme amygdaloïde, appartenant à l'époque quater-

naire ; une de ces hachettes est particulièrement intéressante, en ce qu'elle est formée d'un grand éclat de silex, retaillé ensuite sur les deux faces ;

Dix fossiles des genres *ostræa*, *cassis* et *trochus*, du terrain crétacé inférieur, trouvés aux environs de Champagnac-de-Belair ;

Une clef du xv^e siècle ;

Et une monnaie royale en argent, de Louis XIII, dite écu blanc ;

De M. Boisset, chaisier, un peson en fer, du xvi^e siècle ;

Et d'un anonyme, une épée dont la lame est moderne et la poignée arabe ancienne.

M. le Conservateur du Musée remercie les donateurs.

Puis, M. Louis CARVÈS nous donne lecture d'une notice qu'il a préparée sur *Coustaty et ses antiquités romaines*. Après avoir dit un mot de l'étymologie la plus probable suivant lui, il expose à la Société les découvertes qu'il a faites dans cette villa et ses environs, depuis plusieurs années, de fragments de mosaïques, d'un grand nombre de monnaies en bon état de conservation, d'une quantité de débris de marbre de diverses couleurs, et enfin, à l'époque où on a construit le chemin de fer, de nouvelles mosaïques, de fûts de colonnes, de charniers et d'une quantité considérable de pans de mur. On y trouva même une piscine bâtie en briques, que la pioche des ouvriers n'a pas respectée, et les fondements d'une superbe tour ronde, construite en petit appareil comme la tour de Vésone. L'assemblée, qui a entendu la lecture de ce mémoire, décide qu'il sera inséré au *Bulletin*.

Notre confrère M. FAUT possède enfin le texte des voyages du chanoine Tarde à Rome, dont il nous avait parlé précédemment et dont il nous envoie aujourd'hui le résumé. « Le manuscrit original, nous écrit-il, renfermait 44 pages ; de ce manuscrit nous n'en possédons que 26 : j'ai vainement cherché dans la collection Périgord le complément ; je n'ai pu découvrir d'autre fragment de la main de Tarde. Il a donc fallu se contenter, pour ce qui manque, des extraits faits au xviii^e siècle par le chanoine Leydet. Tel qu'il est cependant, le document conserve, quoique mutilé, sa physionomie inté-

ressante : je l'offre avec une préface à la Société, si elle le juge digne de son *Bulletin*.

« Tarde part d'Avignon le 3 mai 1593, et descend à Marseille ; à Florence, il décrit les monuments et les jardins du Pratolino qui avaient excité si fortement la curiosité de Montaigne. A Rome, il assiste à un consistoire, se met en rapport avec l'illustre antiquaire Fulvio Ursino, visite les splendeurs du Vatican et les curiosités du P. Jacomo. Après un séjour de quatre mois, il retourne en France par Sienné, Lucques, Gênes, et rentre à Avignon le 19 octobre.

» Le second voyage est fait en compagnie de l'évêque de Sarlat. Parti de Sarlat le 21 septembre 1614, Tarde passe par Cahors, Albi, Castres, Béziers, Montpellier, où il examine le cabinet d'histoire naturelle de M. Costes ; à Nîmes, il admire la Maison carrée, la Tour Magne et les Arènes, rend visite aux chanoines survivants parmi ceux qu'il a pu connaître durant le cours de ses études à l'Université. Pendant son séjour à Avignon, il obtient l'autorisation de visiter les archives et en profite pour examiner les registres des provisions expédiées pendant le siège de la Papauté dans cette ville « afin de dresser l'ordre et suite des evesques de Sarlat » et sçavoir le temps qu'ils ont esté pourvus. » Il examine les curiosités d'Orange, traverse la Crau, va prier à la Sainte-Baume et « fait cognoissance, à Marseille, avec » M. Ruzolli, chanoine de la Majour, homme sçavant et » amateur de l'antiquité. » Il entre en Italie par Nice, Villefranche, Gênes, Pise, et s'arrête à Florence.

» C'est là que le 12 novembre il vit « le seigneur Galilœus » Galilæi, philosophe et astrologue très fameux, lequel se » trouvoit dans son lit à cause de quelque indisposition. » L'entretien rapporté en détails roule sur les satellites de Jupiter, sur Saturne, Vénus et les taches du soleil. Tarde interroge Galilée sur la construction des télescopes et des microscopes. Avec ce dernier instrument, Galilée dit « avoir » vu des mouches qui paroissoient grandes comme un » aigneau et avoir appris quelles sont toutes couvertes de » poils et ont des ongles fort pointus. »

» Le lendemain 13, l'évêque de Sarlat accompagne Tarde

chez Galilée. L'astronome, ce jour-là, parla à ses visiteurs « du corps lunaire et de sa surface aussi raboteuse que celle de la terre. »

» Enfin, le 15, Tarde prend congé de Galilée, qui lui promet de lui écrire à Rome ainsi qu'à M. Balfour, principal du collège de Guyenne à Bordeaux, et de plus « de luy envoyer le crystal d'un bon télescope. »

» Arrivés à Rome, le 21 novembre, les voyageurs commencent par faire leurs dévotions aux neuf églises. A chacune d'elles Tarde consacre quelques lignes, ainsi qu'aux monuments de l'antiquité et aux palais modernes.

» Pendant son séjour, sa passion pour l'astronomie le dirige souvent vers le collège Romain. Il apprend que « le P. Christophorus Clavius, professeur en la mathématique, qu'il avoit autres foys cogneu fort privément, estoit dé-cédé. » Il se lie avec son successeur le P. Christoph. Gribbergerius et discute longuement avec lui sur les taches du soleil, leur nature et les « 4 moyens a voir ces tasches. »

» Le 18 décembre, il part de Rome, après un pèlerinage à Lorette, rentre en France par le mont Cenis, Lyon, Clermont, Tulle, Brive, et arrive le mardi 3 février à la Roque-de-Gageac.

» Le texte et les notes formeront environ 80 pages. L'introduction aura de 25 à 30 pages. »

La Société accepte avec empressement la proposition de M. Frut.

Il est enfin procédé à l'élection de trois candidats qui demandent à entrer dans notre Compagnie.

Après trois votes par acclamation, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. le comte Henri de Gourgue, ancien officier, au château de Lanquais, par Couze-Saint-Front, présenté par M. le baron de Verneilh et M. le comte de Saint-Saud ;

M. Raoul de Peyronny, au château de Rastignac, par La Bachellerie, présenté par M. l'abbé Monmont et M. Michel Hardy ;

Et M. le marquis Adhémar de Sanzillon, boulevard Hauss-

mann, 108, à Paris, présenté par M. de Saint-Pierre et M. Villepelet.

La séance est levée à deux heures du soir.

Le Secrétaire-général : Ferd. VILLEPELET.

RAPPORT

SUR LES DÉCOUVERTES ARCHÉOLOGIQUES

FAITES A PÉRIGUEUX EN 1884.

Messieurs ,

De grands travaux pour la canalisation des fontaines et la construction d'égouts ont été entrepris à Périgueux, en 1884, et ont amené d'intéressantes découvertes archéologiques. Un moment nous avons eu la pensée de vous signaler ces découvertes au fur et à mesure qu'elles se produiraient ; mais, pour éviter des redites et ne pas abuser de votre bienveillante attention, nous avons préféré vous en présenter l'ensemble dans un rapport de fin d'année. Nous nous félicitons d'autant plus d'avoir pris cette détermination que l'année 1884 a vu s'achever ou à peu près les tranchées ouvertes au Puy-Saint-Front ; au contraire, les travaux de la Cité viennent seulement d'être inaugurés et vont se poursuivre en 1885. Or, à ces deux divisions de la ville moderne de Périgueux, correspondent deux civilisations distinctes. Tandis qu'au Puy-Saint-Front nous avons surtout à étudier le moyen-âge, les fouilles de la Cité nous mettront en présence de monuments romains assez nombreux, nous l'espérons, pour nous fournir la matière d'un second rapport.

Si l'antique Vésone s'étendait dans la partie basse de la ville et sur l'emplacement actuel de la Cité, nous avons maintenant la certitude què les Romains fréquentèrent aussi

la colline du Puy-Saint-Front et y eurent des établissements.

A diverses reprises, nous vous avons signalé la découverte de médailles et de poteries romaines aux abords de la cathédrale (1) ; les fouilles de 1884 nous ont également révélé des débris romains sur la place du Greffe et dans la rue Saint-Front. Ces débris épars consistaient en fragments de vases grossiers ; mais dans les terres les avoisinant, on a rencontré quelques médailles assez bien conservées. L'une d'elles, recueillie par M. Liébart, capitaine d'habillement au 50^e, est un moyen bronze de Claude II (268-270 ap. J.-C.). Autour de l'image de l'empereur, dont la tête est radiée à droite, on lit l'inscription suivante :

IMP . CLAVDIVS . AVG .

Le revers porte ces mots :

FORTVNA REDVX .

Sur cette face, la Fortune est debout : à gauche, elle tient un gouvernail sur un globe, et à droite une fleur. Dans le champ, à droite, on distingue la lettre S (2).

Une autre médaille, beaucoup plus intéressante et d'une admirable conservation, a été heureusement acquise par M. Galy.

C'est un grand bronze du tyran Decentius, auquel son frère, l'empereur Magnence, décerna le titre de César en 351, et qui mourut deux ans après, l'an 353 ap. J.-C.

Le buste, tête nue, à droite, avec la cuirasse, est entouré de cette légende :

D . N . DECENTIVS . CAESAR .

(1) *Bulletin*, tom. X. p. 349-350 ; XV, p. 294-295.

(2) *Journal de la Dordogne*, 23 juin 1884.

Au revers, dans le champ, le monogramme du Christ entre Alpha et Oméga, avec cette légende sur le pourtour :

SALVS . DD . NN . AVG . ET . CAES .

(Salus dominorum nostrorum Augusti et Caesaris.)

Les trois lettres PAR inscrites dans l'exergue sembleraient indiquer que cette belle médaille a été frappée à Arles.

Des débris romains ont encore été trouvés dans la rue Sainte-Eulalie, près du couvent des Dames de la Visitation et au boulevard Saint-Hilaire ; mais ici nous confinions à la ville romaine, et leur rencontre était, pour ainsi dire, prévue. Dans la tranchée du boulevard, vis-à-vis la grande porte du Lycée, nous avons remarqué des substructions antiques se dirigeant vers la rivière de l'Isle, et l'aire en ciment rouge d'une pièce d'habitation. Sur plusieurs points, les terres noires étaient remplies de restes de cuisine et de fragments céramiques. Un pied d'amphore, que nous avons fait porter au Musée, montre une estampille à demi-effacée par les frottements : . . . MIL . . .

Dans la rue Sainte-Eulalie, M. Saint-Victour, metteur en pages de notre *Bulletin* à l'imprimerie Laporte, a recueilli de son côté un fragment d'un ravissant petit plateau en céramique rouge, sur lequel on voit ces dernières lettres d'un sigle figulin :

. . . . IANVS

Les cassures de ce plateau sont fraîches et, avec un peu d'attention, on aurait pu certainement le retirer intact, ou du moins en conserver tous les morceaux.

Nous renouvellerons à ce propos nos plaintes sur la déplorable habitude de la plupart des ouvriers terrassiers de ne faire aucun cas des vases antiques. Quand, par malheur, us en rencontrent dans le sol, leur premier soin est de les briser pour voir s'ils ne renfermeraient pas quelques monnaies.

puis ils en dispersent les fragments. Combien de précieux monuments de l'art de la verrerie ou de la céramique chez les anciens disparaissent ainsi tous les jours et sont à jamais perdus pour la science ! Une monnaie commune, voire même une piécette de bronze complètement fruste, le pauvre ouvrier, dans son ignorance, les tient en haute estime, sans se douter que le vase qu'il méprise a souvent par lui-même beaucoup plus de valeur.

Le moyen-âge s'est surtout révélé au Puy-Saint-Front par des monuments funéraires. Pendant une longue suite de siècles, le sol de nos villes n'a cessé de recevoir des sépultures, et partout, on peut le dire, nous foulons aux pieds des tombeaux. Une pensée chrétienne avait, en effet, engagé nos pères à dépecser leurs morts dans le voisinage des églises. Comme pendant leur vie ils avaient groupé leurs habitations autour de la forteresse féodale, pour être mieux protégés dans leurs personnes et dans leurs biens, ainsi ils voulaient, après leur mort, être enterrés le plus près possible des sanctuaires, pour que leurs corps fussent plus sûrement garantis contre les obsessions démoniaques. A l'abri de la croix et près de l'autel, ils trouveraient du moins pour leurs dépouilles la paix tant souhaitée.

Chaque église et chaque oratoire ayant son cimetière, peu à peu nos villes du moyen-âge sont devenues de vastes nécropoles. A Périgueux, il n'est presque aucun point où les tranchées n'aient mis à découvert des ossements humains ; mais où les sépultures se sont montrées les plus nombreuses, c'a été dans les dépendances des anciens cimetières de Saint-Front, de Saint-Silain et de Saint-Martin. Le premier s'étendait sur la Clautre, la place du Greffe, la rue de la Clarté et jusqu'au côté sud du Coderc ; le cimetière Saint-Silain joignait la place de ce nom à celle de l'hôtel de ville ; enfin le cimetière Saint-Martin, situé en dehors des fortifications, occupait une partie des terrains compris entre les rues modernes de Saint-Martin et de la Banque.

A part quelques rares exceptions, les sépultures antérieures au xv^e siècle étaient renfermées dans des sarcophages en

pierre. Façonnés grossièrement avec la pierre du pays, ces sarcophages retrécis vers les pieds, présentaient au chevet une entaille profonde destinée à recevoir la tête. Dans les auges des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, cette entaille arrondie prenait exactement les contours de la tête et parfois était exécutée avec une certaine élégance.

Le plus souvent chaque cercueil ne renfermait qu'un squelette ; mais il ne faudrait pas se hâter d'en conclure que le sarcophage n'avait servi que pour une seule inhumation. Nous sommes convaincu, tout au contraire, qu'à partir du ^{xiv}^e siècle ces lourdes masses furent fréquemment utilisées. Pour y déposer un nouveau cadavre, on se contentait de débarrasser l'auge des ossements qu'elle contenait.

Il convient aussi d'ajouter que plusieurs de ces sarcophages étaient des propriétés de famille. Tels nous ont paru certains d'entre eux, où près d'un squelette encore intact nous trouvions rangés les menus ossements de ceux qui l'avaient précédé. Comme les crânes et les fémurs auraient tenu trop de place, on les avait enlevés pour les transporter dans un ossuaire. En 1881, lorsque l'on fit disparaître les derniers vestiges de l'ancienne chapelle de Saint-Jean, au côté nord de la cathédrale, nous nous rappelons d'avoir vu découvrir un de ces ossuaires sous le maître-autel. La quantité considérable de crânes et de fémurs qui y étaient entassés provenait sans nul doute de l'usage que nous venons de signaler.

Malgré leur masse encombrante, les sarcophages en pierre n'étaient destinés à recevoir à la fois qu'un seul cadavre ; exceptionnellement cependant on en rencontre dont l'auge était assez large pour que deux corps pussent y être déposés côte à côte. L'un de ces vastes tombeaux, désignés par les archéologues sous le nom de *bisomes*, nous est apparu sur la place du Greffe, à l'entrée de la rue de la Clarté. Il contenait deux squelettes de sexe différent, probablement le mari et la femme, dont les crânes sont actuellement au Musée. Particularité intéressante, le crâne masculin étant brachycéphale, l'autre est subdolichocéphale. Chacun d'eux caractérise ainsi l'une des deux races anciennes qui ont successivement occupé le Périgord et s'y sont établies.

Quoique nous ayons exploré une cinquantaine de tombes, le nombre des objets que nous y avons trouvés est très restreint; cela tient à ce que nous avons rencontré peu de sépultures qui n'aient pas été remaniées.

Une tombe du ^{xii}^e siècle, sur la place de la Clautre, nous a livré une petite croix grecque, légèrement bombée sur le milieu et d'un type élégant (*Fig. 4*). Une inscription tracée à la pointe en suivait les bords sur les deux faces; malheureusement l'oxydation du métal était si avancée que la croix s'est effritée entre nos mains; quant à l'inscription, il nous a été impossible d'en déchiffrer la moindre partie.

Cette croix reposait sur la poitrine d'un squelette ayant les bras étendus. Contre l'épaule droite, nous trouvâmes une lampe en terre cuite à bec très saillant ayant dû servir de vase à l'eau bénite. La hauteur de cette lampe, dont la conservation est parfaite, est de 80 millimètres et sa plus grande largeur, de l'anse à l'extrémité du bec, de 180 millimètres.

Non loin de cette sépulture, qui occupait à peu près le milieu de la place, nous trouvâmes la tombe d'un pèlerin. A sa droite était son bâton ferré et sur ses épaules on avait jeté un petit manteau ou sorte de collet de cuir, dont quelques menus morceaux se laissaient encore reconnaître. Au milieu de ces débris, nous recueillîmes une coquille Saint-Jacques. Le fer du bâton, qui a dix centimètres de longueur et se termine en pointe, était fixé à la hampe par une tige centrale et un anneau assez large. Destiné à soutenir la marche, ce bâton était en même temps une arme très utile dans un temps où les routes étaient peu sûres et où les voleurs ne se faisaient aucun scrupule de dévaliser les plus pauvres *roumieux*.

Un troisième sarcophage, également situé sur la Clautre, nous a procuré un objet fort curieux, c'est le tablier de cuir d'un bouvier ou d'un ouvrier forgeron. Il garde encore l'empreinte de la courroie qui le serrait à la ceinture et les plis qui en étaient résultés. La partie inférieure de ce tablier a disparu; mais le haut en est assez bien conservé et laisse voir sur le milieu une languette qui remontait sur la poitrine, et sur les côtés deux appendices auxquels venaient s'attacher des bretelles.

Avant de quitter la Clautre, qui recèle plusieurs couches de tombeaux inexplorés, nous signalerons une pierre tombale du ^{xii}^e siècle mise à découvert au côté nord de la place, vis-à-vis la rue du Calvaire. L'une de ses faces était décorée de huit arcatures en plein cintre et à ses deux extrémités se voyait une croix grecque inscrite dans un cercle. Dans les efforts qu'on fit pour la dégager, un choc à faux la brisa malheureusement en plusieurs morceaux. Des pierres du même type subsistent du reste dans bon nombre de localités du Périgord.

Après la place de la Clautre, celle du Greffe et la rue de la Clarté sont les points qui nous ont présenté les sépultures les plus intéressantes. Dans cinq ou six sarcophages, nous avons trouvé les cadavres enveloppés d'un ample linceul de bure très grossière, depuis les pieds jusqu'à la région du cou. Par suite de la décomposition des chairs et de l'humidité des tombes, ces linceuls étaient presque entièrement détruits ; nous avons pu cependant en recueillir quelques lambeaux. Après en avoir enveloppé le corps, on les avait repliés sur les pieds et fixés, de place en place, à l'aide de longues épingles de bois. Sur l'un d'eux, nous remarquâmes une petite croix grecque en drap épais et d'un tissu serré, qui occupait sur le cadavre le milieu de la poitrine. Ce n'est pas non plus sans une certaine impression que nous retirâmes d'une tombe un fragment de linceul conservant la forme arrondie des genoux sur lesquels il s'était comme modelé.

Ces linceuls de bure sont assez rares dans les sépultures du moyen-âge, et l'on pourrait se demander quelle était au juste leur destination. Leur ampleur et la façon dont ils étaient attachés ne permettent pas d'y reconnaître une robe de religieux. Les moines étaient d'ailleurs inhumés à l'intérieur de leur couvent, et nous ne croyons pas qu'on ait jamais rencontré de leurs sépultures parmi celles des séculiers. Mais si les personnes ainsi ensevelies dans la bure n'étaient pas des réguliers, nous inclinons à croire qu'elles étaient associées à l'ordre de Saint-François, dont un couvent existait à Périgueux dès l'an 1220. En compulsant les archives de la ville, maintes fois nous avons trouvé les preuves de la

faveur dont les moines Franciscains, les Frères Mineurs, jouissaient auprès de la population. Quoi d'étonnant, dès lors, à ce que plusieurs habitants aient voulu être inhumés sous la livrée franciscaine ?

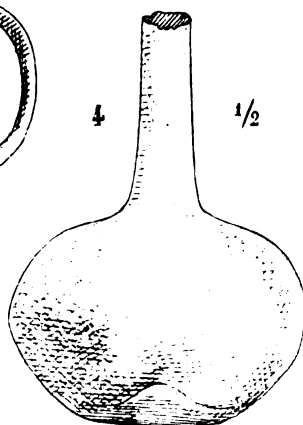
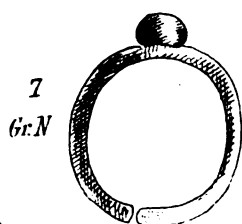
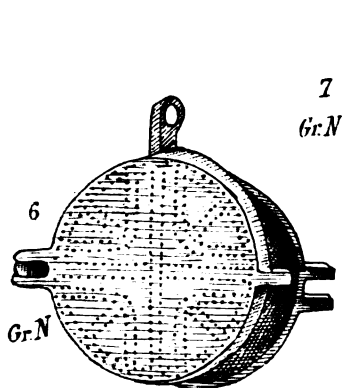
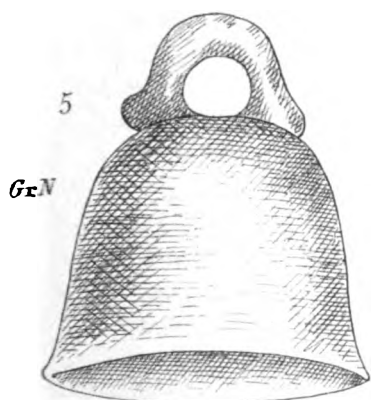
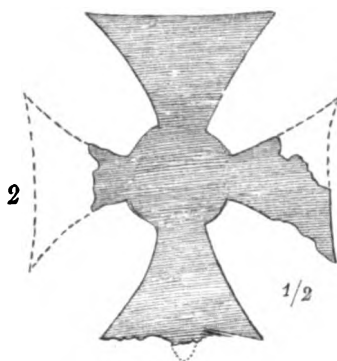
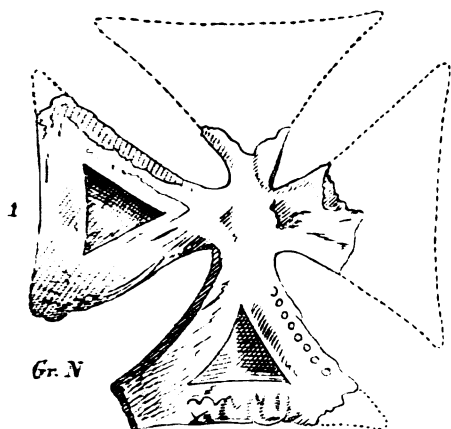
Un squelette ainsi revêtu d'un linceul de bure, et dont nous rencontrâmes la tombe vers le milieu de la rue de la Clarté, portait sur sa poitrine une petite croix de plomb à branches égales, c'est-à-dire du type grec (*fig. 2*), mais datant du *xiv^e* siècle, comme nous l'a démontré une fiole à l'eau bénite en terre vernissée (*fig. 3*) que nous trouvâmes sur la droite du mort. Par son aspect pyriforme et la glaçure jaune qui la recouvre entièrement, cette fiole est certainement postérieure au *xiii^e* siècle. Il est intéressant de constater à Périgueux, en plein *xiv^e* siècle, la persistance du type grec et de l'emploi des croix sépulcrales en plomb : nous ne croyons pas qu'ailleurs cet usage ait dépassé le milieu du *xiii^e* siècle.

Nous signalerons encore une tombe d'enfant rencontrée dans l'ancien cimetière de Saint-Silain, à l'angle sud-ouest de la place de l'Hôtel-de-Ville. A droite du squelette, renfermé dans une petite auge en pierre, l'on trouva une fiole en verre à l'eau bénite du plus gracieux modèle (*fig. 4*). C'est un petit ballon à panse légèrement surbaissée, surmonté d'un long col. Sa plus grande largeur est de 80 millimètres, et sa hauteur de 108 millimètres. De couleur gris-verdâtre, le verre est tout rempli de soufflures et présente, vers la base du ballon, de nombreuses stries rubanées. Au fond de ce ballon et sur l'un des côtés, l'on voit un dépôt brunâtre.

Il nous reste à décrire quelques objets provenant également des fouilles et qui nous ont été remis ultérieurement.

Le plus intéressant est une petite boîte reliquaire en bronze trouvée sur la place du Greffe (1). Elle est formée de deux valves circulaires de 32 millimètres de diamètre, dont

(1) Cet objet nous a été gracieusement offert par M. Goulpié, professeur au Lycée de Périgueux.



ANTIQUITÉS TROUVÉES DANS LES FOUILLES

DE PÉRIGUEUX, EN 1884

les rebords, qui ont 3 millimètres de hauteur, s'appliquent exactement l'un contre l'autre. Sur les côtés se trouve un système de charnières disposées symétriquement et très ingénieusement combinées, comme on peut en juger par le dessin que nous en donnons (*fig. 6*). L'un de ces appendices latéraux remplissant effectivement l'office d'une charnière, l'autre permettait de fermer la boîte à l'aide d'une tige qui en traversait les trois anneaux. L'une des valves est, de plus, munie d'une belière; ce qui prouve que l'objet lui-même se portait au cou en guise de médaillon.

La décoration de ce joyau, car ce nom peut réellement lui être appliqué, est la même sur les deux faces et comprend principalement une croix à branches égales, inscrite dans un cercle. Entre les branches de la croix se déroule un arc qu'un rayon rattache par le milieu avec la circonférence. Chacun de ces motifs est constitué par une double ligne de ponctuations. Ce dernier caractère est de haute époque; aussi, sans oser prétendre que notre reliquaire, dont la patine, d'ailleurs, est fort belle, date de l'époque romaine, nous le croyons certainement antérieur au *xii^e* siècle.

Nous reproduisons (*fig. 7*) une bague en bronze, du *xiv^e* ou du *xv^e* siècle, rencontrée à l'annulaire droit d'un squelette, dans la rue Saint-Martin. Ce modeste bijou est formé d'un anneau plein, à section carrée, ouvert à sa partie inférieure et surmonté d'un globule de bronze, sorte de chaton qui fait corps avec l'anneau.

Sous le n^o 5, nous avons reproduit de grandeur d'exécution, un dandin de bronze du *xiv^e* siècle, trouvé au côté oriental de la place du Triangle. Ce gracieux objet, fort bien conservé, a été offert au Musée départemental par M. Rougier, armurier.

Enfin, nous mentionnerons, seulement pour mémoire, la grande et belle inscription de 1741, découverte à l'entrée du boulevard Saint-Hilaire et que nous vous avons signalée dans la séance du 7 août 1884 (1).

(1) *Bulletin*, tome XI, pages 362-364.

En terminant ce rapport, vous nous permettrez, Messieurs, d'adresser nos remerciements à MM. les Directeurs des travaux et aux employés sous leurs ordres. Sur l'invitation du maire de Périgueux, M. Gadaud, qui, vous le savez, s'intéresse vivement à nos études, chacun a rivalisé de zèle pour faciliter nos recherches et concourir à l'embellissement de notre Musée des antiquités. Que tous reçoivent ici l'expression de notre gratitude !

Michel HARDY.



L'ÉGLISE DE LEMPZOURS.

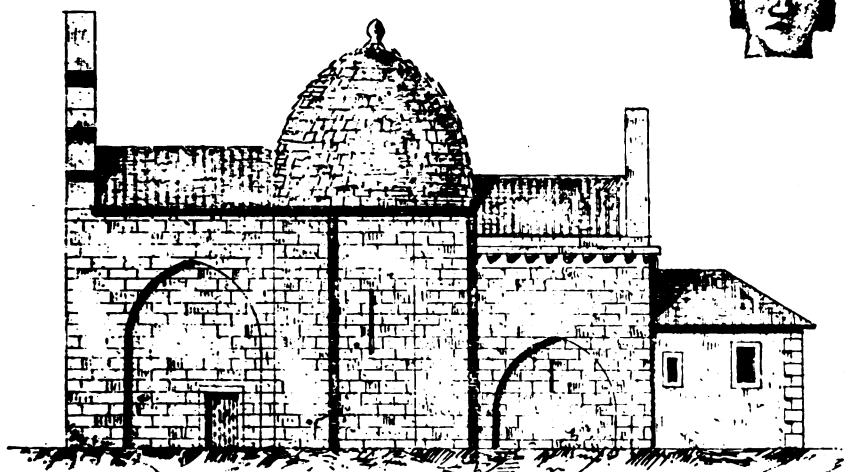
Monsieur le Secrétaire-général et cher confrère,

Dans le numéro de mai-juin 1882, tome IX, 3^e livraison du *Bulletin* de notre Société historique et archéologique du Périgord, j'ai lu l'intéressante description de l'église de Lempzours faite par M. H. de Montégut. Il y a quelques mois, ayant été appelé à étudier ce curieux spécimen de l'art byzantin, je n'ai rien trouvé à ajouter à ce qu'en a dit notre érudit confrère. Toutefois, comme à la fin de sa lettre il a exprimé le désir de voir un des membres de notre Société produire un croquis de cette église, j'ai tenu à lui donner satisfaction, et j'ai dressé le plan et les élévations de l'édifice, et un détail de l'un des modillons de l'abside. Je vous serai reconnaissant de publier ce petit travail dans nos annales.

Je crois devoir ajouter qu'il est utile de sauver d'une prochaine ruine l'église de Lempzours. Son état actuel exige des réparations importantes et urgentes. Pour les exécuter, l'administration municipale s'est occupée de faire des souscriptions et de créer d'autres ressources. Un projet a été présenté au Ministère. Espérons que bientôt les lézards et les brèches de la grande coupole auront disparu, et

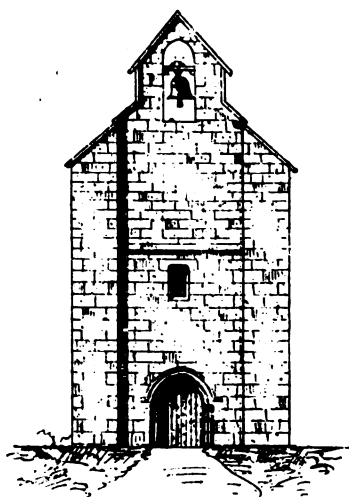
Corbasse

Elevation latérale

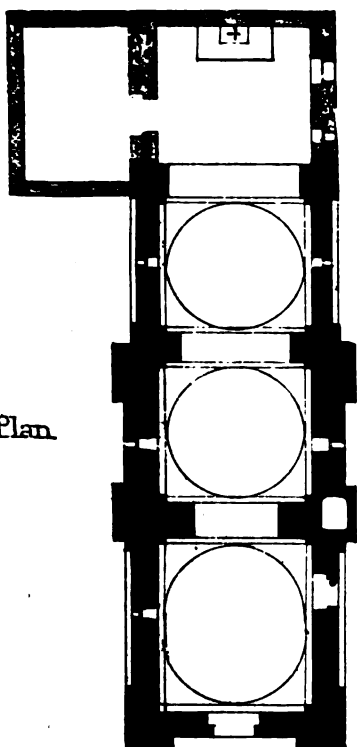


EGLISE DE LEMPZOURS
(Dordogne)

Facade Principale



Plan



M. CHOS-POYMARTIN, ARCHT

Typ. A. Quantin.

que l'église sera abritée des intempéries par une bonne couverture.

Veuillez agréer, Monsieur et cher confrère, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

A. CROS-PUYMARTIN.



UNE QUERELLE DE MOINES AU XIII^e SIÈCLE.

ÉPISODE DE L'HISTOIRE DE SARLAT.

Tandis que les habitants de Sarlat soutenaient énergiquement la lutte engagée contre l'abbé du monastère de Sarlat et s'efforçaient de conquérir leurs franchises municipales, le couvent était en proie à des dissensions intestines. Les moines successivement appelés à la direction de l'abbaye résignaient l'un après l'autre leurs fonctions, si bien qu'en 1248, aux côtés de l'abbé en pied, Hélié de Magnanat, se trouvaient trois anciens abbés (1). Hélié lui-même, qui appartenait à une des familles sarladaises les plus influentes, dès 1254, descendait à son tour du siège abbatial dans des circonstances qui ont été méconnues par les auteurs du *Gallia christiana* et qui méritent d'être rappelées.

Il remplissait au couvent l'office d'économe (*cellerarius*), lorsqu'en 1246 (2), les moines l'appelèrent à leur tête, bien qu'il n'eût pas été consacré prêtre. Cette élection pouvait se justifier par de nombreux précédents, car l'histoire ecclésiastique des siècles antérieurs fournit des exemples multipliés de diacres promus abbés. Néanmoins, l'évêque de Périgueux s'abstint de confirmer Hélié dans sa charge. Ce qui ne l'empêcha pas de jouir de l'influence et

(1) *Gallia christiana*.

(2) Cette date résulte de la pièce justificative III.

des prérogatives dévolues à l'élu du monastère de Sarlat. Ainsi, en 1251, les premiers seigneurs de la contrée, Hélié Rudel, Hélié sa femme et le vicomte Raymond de Turenne l'appelaient à trancher, avec G. de Malemort jeune, les différends existant entr'eux. G. de Malemort appartenait à une des plus anciennes familles du Limousin ; Hélié, dans l'acte d'arbitrage, prenait le titre de *humilis electus monasterii Sarlatensis*, et cependant, dans ce document (1), il conserve le pas sur son coarbitre.

Malgré les remontrances épiscopales, Hélié demeura plusieurs années dans cette fausse situation. Enfin, en 1254, l'évêque P. de S. Astier, cédant plutôt aux injonctions du légat, *de consilio domini legati*, qu'agissant de sa propre initiative, suspendit Hélié pour refus de consécration sacerdotale, et portant cette décision à la connaissance des consuls et bourgeois de Sarlat, il leur défendit, sous peine d'excommunication, d'obéir aux ordres de l'abbé (2). Ce fut sans doute avec joie que les consuls et la plupart des bourgeois accueillirent cette lettre, qui donnait un point d'appui inespéré à leurs tentatives de rébellion contre le monastère, mais au couvent, où Hélié était aimé, où il comptait de chauds partisans, on ne voulut pas s'incliner devant l'ordre de l'évêque. Pierre de St-Astier, voyant son autorité méconnue, frappa tous ces moines d'excommunication. Adressant un nouvel appel aux consuls et bourgeois de Sarlat, il leur enjoignit de faire enterrer dans le grand cimetière, par le chapelain de l'église Ste-Marie, les personnes mortes en état régulier, c'est-à-dire n'étant ni interdites ni excommuniées ; dans ce mandement (3), il leur défendait d'appeler les moines à ces funérailles, leur interdisait l'accès du monastère, hormis le jour et la vigile de la saint Sacerdos, et tout en leur permettant d'aller ces deux jours-là prier devant l'autel du saint, il leur défendait d'y entendre la messe.

(1) Justel, *Preuves de la maison de Turenne*, p. 52.

(2) Pièces justificatives I.

(3) id II.

Ainsi frappé par son évêque et par le légat, l'orgueilleux Hélié prétendit en appeler au pape, et il partit porter sa cause devant son tribunal. Privés de leur chef, les moines se laissèrent aller à écouter les discours de quelques-uns de leurs frères, leur représentant le grave préjudice causé au couvent par l'interdit du monastère, le parti que les bourgeois allaient tirer de la situation pour se soustraire à toute taxe ou redevance. Le pain ne viendrait-il pas à leur manquer ? « *Bona nostri monasterii consumuntur, conventus non habebit quod comedat isto anno* » (1).

Un tel langage ramena à l'obéissance les moines les plus mutins. On procéda à de nouvelles élections dans les formes canoniques : G. d'Aubusson fut proclamé abbé. Celui-ci appartenait, comme son prédécesseur, à une ancienne famille de bourgeois de Sarlat. — Un P. d'Aubusson était, en 1223, un des conseillers de la commune ; un G. d'Aubusson figure à cette époque parmi les bourgeois qui prêtèrent serment de fidélité à Louis VIII. — Mais son principal titre auprès des moines fut moins sa naissance que les fonctions que remplissait son frère, M^e Raoul d'Aubusson, auprès du seigneur légat, dont il était le lieutenant. N'était-ce pas le légat qui avait appelé sur le couvent les foudres de l'évêque ? N'était-ce pas lui qu'il fallait apaiser ?

L'évêque agréa naturellement la nomination de G. d'Aubusson, et prenant conseil d'hommes prudents, il la confirma. Pour plus de sûreté, il dépêcha sans retard au roi Louis IX, M^e Raoul d'Aubusson, pour lui remettre une lettre dans laquelle il dénonçait au roi les manœuvres de l'abbé révoqué Hélié, lui faisait un éloge pompeux de son messenger, « *virum venerabilem litteratum, providum et discretum, socium domini legati* », et lui demandait de vouloir bien agréer à son tour la nomination de son frère au siège abbatial (2). De leur côté, le prieur et les moines de Sarlat,

(1) Pièces Justificatives IV.

(2) id III.

qui n'étaient pas indifférents aux choses temporelles, expédiaient au roi une supplique conçue dans les termes les plus humbles pour solliciter la remise des droits de régale (1).

Cependant Hélié avait été reçu par le Saint-Père ; il avait rappelé à Alexandre IV les services qu'il avait rendus à son prédécesseur Innocent (2), et lui avait tracé un tel tableau de la situation, qu'il en obtenait une bulle enjoignant à l'abbé de Moissac d'avoir à rétablir les choses en l'état où elles se trouvaient au moment du départ d'Hélié pour le Saint-Siège. Une fois en possession de ce titre qui devait imposer silence à l'évêque de Périgueux et au légat lui-même, Hélié prit le chemin du Quercy et alla frapper à la porte de l'abbaye de Moissac. Bon accueil fut fait au messager du souverain pontife, et l'abbé de Moissac assigna à son tribunal Géraud, le nouvel abbé intronisé, et les moines de Sarlat.

Cette citation ne les prenait pas au dépourvu. Aussitôt nommé, Géraud s'était justement préoccupé des démarches d'Hélié ; à son instigation, le légat expédiait en toute diligence à Alexandre IV un messager pour détruire l'impression causée par les discours d'Hélié ; mais quand cet émissaire parvint auprès du pape, Hélié était déjà en possession de la bulle pontificale, et il s'acheminait vers le Quercy. Alexandre IV, reconnaissant que sa bonne foi avait été surprise par l'abbé dépossédé, chargea son chapelain, M^e Jean de Camesan, de faire parvenir au nouvel abbé une contre-bulle.

Aussi Géraud de Panciac, le procureur de l'abbé Géraud

(1) Pièces justificatives IV.

(2) 1249. Bulle du pape Innocent IV, par laquelle il mande à l'évêque de Toulouse et à l'abbé de Sarlat au diocèse de Périgueux, de faire observer la sentence rendue par l'évêque d'Agen, substitut de Hugues, cardinal du titre de Ste-Sabine, commis par S. S. sur les différends entre l'abbé et les religieux de Moissac et l'abbé et les religieux d'Eysses, au diocèse d'Agen. *Lugdunum VII kalendas junii, pontificatus anno VII*. (Collection Doat, t. 129, p. 331).

et du couvent de Sarlat, comparaissant devant l'abbé de Moissac, put-il opposer publiquement bulle à bulle. L'abbé de Moissac, enjôlé par Hélié, crut que les moines de Sarlat avaient, pour les besoins de leur cause, fabriqué une fausse bulle, et des deux brefs pontificaux ne tenant pour authentique que le bref à lui adressé, conformant sa conduite à l'interprétation qu'il lui donnait, il releva le prieur et plusieurs moines du monastère de Sarlat de l'obéissance due à l'abbé Géraud, enjoignit à tous de se soumettre à Hélié, frappa d'excommunication tous les récalcitrants, et, de plus, dénonça et déclara rapportées les sentences rendues contre certaines personnes, moines du monastère, clercs et laïques par Géraud ou par les tribunaux ecclésiastiques tant ordinaires qu'extraordinaires.

Prévenu par une lettre de son chapelain, le pape expédia un nouveau message à l'abbé de Moissac pour l'inviter à revenir sur les décisions qu'il avait prises ; et afin d'être certain que ses ordres seraient cette fois exécutés, il chargeait en même temps divers personnages ecclésiastiques de faire au besoin le nécessaire.

Mais il fallait bien du temps à un messenger pour faire le voyage d'Italie et en revenir. Hélié voulut en profiter : se targuant du jugement porté par l'abbé de Moissac sur la bulle produite par son concurrent, il ne craignit pas de saisir d'une plainte le conseil royal, et d'accuser Géraud d'avoir, par un faux, surpris la bonne foi du roi, qui lui avait fait délivrer l'administration du temporel du monastère. Une enquête fut ordonnée ; elle tourna à la confusion d'Hélié. Le jugement rendu dans le parlement de la nativité de la Vierge de l'année 1257 proclame la loyauté de l'abbé Géraud (1).

Celui-ci eut donc gain de cause auprès du roi comme auprès du pape. Il n'abusa d'ailleurs pas de son triomphe et ménagea plutôt son ancien adversaire Hélié, qu'on retrouve

(1) Olliv., t. 1.

en 1261 doyen d'Issigeac (1). Mais réussit-il à ramener le calme dans les esprits surexcités des moines, à rétablir l'harmonie dans le monastère ? On est porté à croire que cette tâche fut au-dessus de ses forces, en voyant (2), quelques années plus tard (1273), son successeur Arnaud, périr frappé d'une flèche pendant qu'il officiait à l'église, et en constatant que ce crime fut suivi de l'arrestation de plusieurs moines.

G. MARMIER.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

I

Lettre de Pierre, évêque de Périgueux, aux consuls et bourgeois de Sarlat, pour les prier de ne pas reconnaître l'abbé de Sarlat pendant le temps de son excommunication.

(Original en parchemin dans la collection Audierne.)

Petrus Petragoricensis episcopus consulibus et burgensibus Sarlati. Cum electus Sarlatensis sit suspensus a nobis, exigentibus culpis suis, a regimine abbacie, pro eo maxime quod promovi noluit in ordinem sacerdotis, nec recipere benedictionem abbatis, dilectionem vestram attenti rogamus quatenus durante suspensione electo predicto nullatenus intendatis (3), nec in aliquo obediatis eidem. Nos enim omnes illos qui (contrà) monitionem istam ei tanquam electo presumpserint obedire, excommunicationis vinculo innodamus. Datum XIII kalendas maii, anno Domini MCCLIII.

D'après la copie faite par l'abbé Lespine.

(Bibl. Nat., coll. Périgord, t. 37, recueil Sarlat.)

(1) Solutio 130 marcharum.... quam pecunie summam Geraldus de Capella religiosi viri fratris Helie abbatis prefati, tam nomine ipsius quam sui conventus receperat mutuo a collectoribus curie romane, de illoque debito quittaverunt tam ipsum monasterium nomine supra quam dominum H. de Monhenac nunc decanum Issigiacensem, quondam abbatem Sarlatensem. Datum anno Domini MCCLXI mense.... (Note de l'abbé Lespine. Collection Périgord, t. 36).

(2) *Gallia christiana*.

(3) Peut-être faut-il lire *attendatis*.

II

Lettre du même aux mêmes, auxquels il accorde le droit d'être enterré dans le grand cimetière nonobstant l'excommunication du couvent.

(Original en parchemin dans la collection Audierne.)

Petrus dei gratia Petragoricensis episcopus... consilibus et burgensibus Sarlati. Volumus et mandamus quod si aliquis de villa Sarlati, durante interdictione monasterii et excommunicatione monachorum mori contigerit, per capellanum sancte Marie de Sarlato in magno cimiterio sepe-liantur, dum tamen non fuerint interdicti vel excommunicati, ita tamen quod illorum mortuorum sepulture monachi non intersint. Concedimus tamen ut in vigilia et festo sancti Sacerdotis intretis orare in dicto monasterio, ita tamen quod ibidem missa (n)ullatenus celebratur. Datum kalendæ maii, anno Domini millesimæ ducentesimo quinquagesimo quarto.

D'après l'extrait fait par l'abbé Lespine.

(Bibl. Nat., id. t. 52.)

III

Lettre de l'évêque de Périgueux au roi pour lui demander d'approuver la nomination de Géraud d'Aubusson, élu abbé de Sarlat.

(Bibl. Nat., collection Périgord, t. 37, copie de Lespine.)

Serenissimo domino Ludovico, Dei gratia regi Francorum illustrissimo, per ejusdem miserationem Petragoricensis episcopus, salutem in eo qui dat salutem regibus. Cum frater Geraldus de Albussone sit electus canonici in abbatem monasterii Sarlatensis, electio ipsius sit per nos de prudentibus virorum consilio confirmata, utpote de personea ydonea celebrata, serenitatem regiam humiliter requirimus et rogamus quatenus dictum Geraldum electum, confirmatum, paratum nobis fidelitatem facere et servare, benigne recipiatis et ei de tempor(al)ibus que sunt de feodo nostro faciatis si placet liberaliter respondi, magistrum Radulphum de Albussone, virum venerabilem, litteratum, providum et discretum, socium domini legati, fratrem ipsius electi, super hiis et aliis que nobis de statu terre nostre dixerit graciose, si placuerit, audientes et si aliqua ab Helia quondam electo Sarlatensi vel pro eo vobis sugg(esta) fuerint aliquatenus non credatis, cum idem Helias, culpīs suis exigentibus, de consilio do-

mini legati per nos sententialiter sit amotus, presertim cum per octo annos manasterium Sarlatense tenuerit occupatum nec promoveri noluerit in presbyterum vel abbatem. Datum XI kal. septembris, anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo quarto.

Original en parchemin, sceau.

(Trésor des Chartes. Carton *régale* I, n° 37).

IV

Lettre du prieur et des moines de Sarlat au roi pour lui demander de confirmer la nomination de Géraud d'Aubusson.

Domino Ludovico Dei gracia illutrissimo regi Francorum prior et conventus monasterii Sarlatensis diocesis... Cum Helyas quondam electus monasterii nostri per venerabilem patrem Petragoricensem episcopum auctoritate domini legati ab administratione monasterii Sarlatensis sententialiter sit amotus, et per electionem canonicam, discretum et religiosum fratrem nostrum G. de Albusone nobis elegerimus in abbatem, cujus electionem predictus Petragoricensis episcopus canonicè approbavit et eundem electum servato juris ordine confirmavit, dominationem vestram humiliter duximus exorandam quatenus fidelitate debita ab eo recepta regalia ei assignari libere faciatis, scientes pro certo quod nisi celeriter preces nostras vobis exaudire placuerit, adeo bona nostri monasterii consumerentur, quod conventus non habebit quod comedat isto anno. Piam ergo petitionem pius dominus exaudiat, ita quod sibi sit meritorium apud Deum. Datum apud Sarlatum anno Domini 1254 in crastino B. Bartholomei apostoli et sigillatum.

(Archives nationales, n° 8405.)

V

1256. — *Lettre du pape Alexandre à l'abbé de Moissac au sujet des mesures prises par lui contre l'abbé Géraud.*

(Bibl. Nat., coll. Périgord, t. 37, copie de Lespine.)

Abbatu Mosiacensi Caturcensis diocesis. (Suà) nobis dilectus filius Geraldus, abbas monasterii Sarlatensis, Petragoricensis diocesis, petitione monstravit quod cum Helias qui ejusdem monasterii abbatem se asserit nostras ad te impetraret litteras continentes ut quicquid invenires attemp-

tatum in ejus prejudicium postquam iter arripuerat ad sedem apostolicam veniendi in statum debitum revocares, Geraldus de Pauciaco, procurator ipsius G. abbatis et conventus ejusdem monasterii, hujusmodi litteras in audientia publica contradicens *eas (tan)lem ea conditione absolvisse* dinoscitur quod predicti abbas et conventus per ipsas litteras non convenirentur, nec aliquatenus extenderent se ad eos ; quod coram dilecto filio magistro Johanne de Cameran, capellano nostro, ac litterarum nostrarum contradictarum auditore firmiter altera pars promisit, prout in ipsius auditoris litteris plenius dicitur contineri, sed tu auctoritate litterarum hujusmodi priorem et quosdam monachos predicti monasterii ejusque membrorum ad instantiam dicti Helie absolvisse ab obedientia predicto G. abbati prestita eisque ut ea nonobstante predicto Helie obedirent et intenderent precepisti, ac excommunicasti de facto aliquos ex ipsis pro eo quod mandatis tuis in hac parte noluerunt parere, sicut etiam non debebant ; quasdam insuper sententias in quosdam monachos predicti monasterii et quamplures clericos et laicos ab eodem G. abbate et quibusdam iudicibus tam ordinariis quam delegatis a sede predicta pro eisdem abbate et conventu latas non tenere denunciasti ac attemptasti multa alia contra eos auctoritate hujusmodi litterarum. Quocirca discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatenus si est ita infra mensem post receptionem presentium revoces per te ipsum quicquid attemptasse dinosceris contra tenorem hujusmodi cautionis et (si) contra eos de cetero per easdem litteras non procedas. Alioquin dilecto filio archidiaconi Vasalinensi in ecclesia Agennensi... priori et magistro A(l)deberto, canonico secularis ecclesie sancti Caprasii Agennensis damus (auctoritatem in) nostris litteris et manda(tis)mus(?) ut ipsi ex tunc id revocent juxta traditam tibi formam...

Datum Anagn. V idus junii, anno secundo.

VISITE DE L'ARCHEVÊQUE BERTRAND DE GOTH,
DANS LE DIOCÈSE DE PÉRIGORD,
EN 1304. (Suite.)

Sourzac (1).

Le 68 porte que le dict seigneur archevesque seroit arrivé au prieuré de Sourzac, et en icelluy annonce la parolle de Dieu et faict aultres fonctions d'archevesque, y séjourne avecq son train jusques au lendemain aux despens du dict prieur le ^{xr} septembre au dict an 1304, et le lendemain pour se récréer, avoit séjourné au dict lieu à ses propres despens, et envoie ses visiteurs au prieuré de St-Médard près Mussidan (2) et de Maureins (3).

Bragerac.

Le 69 porte que le dict seigneur se seroit transporté au prieuré de St-Martin de Bragerac (4), et en icelluy annonce la parolle de Dieu et faict

(1) Commune, canton de Mussidan. — *Sanctus Petrus de Sorziaco*, 1080 ; *Sorzac*, 1389. (P. V. M.) — Prieuré conventuel dépendant de Saint-Florent, ensuite de Charroux, et ayant haute justice sur la paroisse. — *Ibid.*, p. 318. — Saint Louis, passant en Périgord pour aller s'embarquer à Aygues-Mortes, « estât à Sourzac, fit bastir l'église de la paroisse qui s'appela, à raison de ce, la *Bastille de saint Louys*. » P. Dupuy, *Op. cit.*, t. II, p. 95.

L'église a été reconstruite presque en entier par les Anglais, dans le ^{xiii} siècle, dit l'abbé Audierne (*Pér. ill.* p. 582). — Bertrand de Goth fut reçu à Sourzac par Aimeric Vacca, quatrième prieur.

(2) Prieuré de l'ordre de Saint-Benoît, de nomination royale. (Lesp. 39.) Patron, S. Médard ; collat. le chap. de Saint-Front, depuis l'union au chapitre, en 1276. — De Gourgue, *Op. cit.*, p. 299.

(3) Commune, canton de Villamblard. — *Sancta Maria de Marenas* (Pouillé du ^{xiii} siècle). Ancienne châtellenie dép. d'abord de celle de Bergerac. — *Ibid.*, p. 194. — Près de là se trouve le village des *Sarrazis*.

(4) Le prieuré de Saint-Martin de Bergerac a laissé son nom à tout un quartier de la ville : il était situé en dehors des remparts, dans le faubourg de Mercadil. Fondé en 1080, par Hélie, prévôt de Bergerac, qui donna l'abbaye de Saint-Florent de Saumur. Saint-Martin était, au ^{xii} siècle, l'unique paroisse de la ville et de tous ses environs.

M. Élie de Biran a rapporté dans le *Bulletin* de notre Société, t. II, p. 188, quel-

tous actes requis en semblable cas, et séjourne au dict lieu jusqu'au lendemain, et le dict jour de lendemain y avoit séjourné à ses despens, envoie ses visiteurs ès prieurés de Pomporio (1) et de Ribanhac (2).

Prévosté de Trémolat (3).

Le 70 porte que le dict seigneur archevesque seroit allé à la prévosté de Trémolat, et illec annonce la parolle de Dieu et faict autres actes requis au droict de visite, avoit séjourné au dict lieu avecq sa famille aux despens du prevost, et le mesme jour auroit envoyé ses visiteurs visiter le prieuré de La Monzie (4), près Bragerac, de la Vernha (5) et de Guilgorse (6).

ques-unes des curieuses prérogatives de l'abbé de Saint-Martin. Dans ce même recueil, M. Ph. de Bosredon, t. 1, p. 260, a donné une *Liste des abbés qui ont gouverné les abbayes du Périgord*; nous avons cru intéressant d'y rechercher les noms de ceux qui eurent l'honneur de recevoir Bertrand de Goth. A Bergerac, ce fut Guillaume Robert, sixième prieur.

La cité eut plus tard comme une ceinture de couvents d'ordres divers. Deux ont disparu; la belle église Notre-Dame s'élève sur l'emplacement qu'occupait le prieuré Saint-Martin, et le Palais de Justice actuel a été bâti sur celui des Carmes.

(1) Pomport, commune, canton de Sigoulès. — *Sanctus Petrus de Pomport*. — Prieuré régulier dépendant de Trémolat. — De Gourgues (*Op. cit.*, p. 241).

(2) Ribagnac, commune canton de Sigoulès. — Prieuré conventuel dépendant de l'abbaye de Paunac. — *Ibid.*, p. 268.

(3) Commune, canton de Ste-Alvère. Patrie d'Eparchius, plus connu en nos contrées sous le nom de St-Cybard, qui y naquit au vi^e siècle. « Charlemagne restaura le monastère établi à Trémolat, dans lequel étaient douze moines de l'ordre de Saint-Cybard d'Angoulême. » (*Ibid.* « L'on croit aussi que l'empereur fonda le prieuré conventuel de Trémolat. Là, il donne la précieuse relique de la chemise de l'Enfant-Jésus. » P. Dupuy, *Estat de l'Eglise du Périgord*, t. I. p. 196 Voir pour la description de l'église actuelle, F. de Verneilh, *L'architecture byzantine en France*, p. 209.

Voir de Gourgues, *Op. cit.*, p. 328, quelles étaient au xii^e siècle les dépendances nombreuses du monastère de Trémolat. Saint Cybard avait donné son nom à une paroisse aujourd'hui disparue, et dont l'église, fort intéressante, est devenue celle du bourg de Mouleydier.

(4) Lamonzie-Montastruc, près Bergerac. — Ancien prieuré, collat. le chap. de Sarlat. — *Ibid.*, p. 208.

(5) La Vergne, commune de Saint Martin-des-Combes. — Ce prieuré avait été construit auprès du château de la Vergne, donné à l'abbaye de la Sauve avec le Peyrat et le repaire de La Vernelle. — *Ibid.*, p. 337.

(6) Guilhgorse. — Hameau, commune de Saint-Laurent-des-Bâtons. — Prieuré dépendant de l'abbaye de Châtres. — *Ibid.*, p. 135.

Prevosté de Palnac (1).

Le 71 porte que le dict seigneur se seroit transporté à la prévosté de Palnac, icelle visitée décevement (2) et y séjourne jusques au lendemain avecq son train aux despens du dict prevost.

Chosa (3).

Le 72 porte que le dict seigneur, le 17 septembre 1304, se seroit transporté au prieuré de Choza au dict diocèse, et illec annonce la parolle de Dieu et fait autres actes en tels cas accoustumés, séjourne jusqu'au lendemain aux despens du dict prieur.

(1) Aujourd'hui Paunat, commune, canton de Ste-Alvère.

Les prieurés du Fleix, de Tayac, Ribagnac, Saint-Nazaire et Montfaucon, dépendaient de l'abbaye de Paunat, qui était soumise à St-Martial de Limoges (*Ibid.*, p. 223.) Paunat appartenait, au vi^e siècle, à St-Cybard, qui donna cette possession à l'abbaye qui porte son nom, à Angoulême. L'abbé Audierne (*Pér. ill.*, p. 321), attribue la fondation du monastère à un nommé David, qui l'éleva en 801. « On sait par Agius, abbé de Vabres, qu'il fut détruit en 849 par les Normands, et par la tradition qu'il fut brûlé, dans le xvi^e siècle, par les protestants. »

Lé P. Dupuy (*Op. cit.*, t. I, p. 207) dit qu'à la suite du pillage des Normands, « le vénérable et très saint abbé Adalgarius fust contrainct de quitter son abbaye qui estoit dans le bourg nommé Palmatus en Périgord. » Ce bourg possède une église du xi^e siècle, dont l'architecture est remarquable. Voir F. de Verneilh, *Op. cit.* p. 208

(2) Le copiste veut dire que l'archevêque fut reçu avec honneur.

(3) Aujourd'hui Couze ; prieuré de l'ordre de St-Benoît, dépendant de l'abbaye de Charroux. — Au xiv^e siècle, le château de Couze, sur l'emplacement duquel se trouve actuellement le cimetière, appartenait aux archevêques de Bordeaux.

L'église de Couze, qui date en grande partie du xii^e siècle, offre à l'archéologue quelques sculptures remarquables, des pierres tombales curieuses, et une inscription funéraire qui a soulevé dans ce *Bulletin*, il y a quelque temps, une discussion courtoise entre deux savants ecclésiastiques. Du prieuré, il ne reste que des ruines intéressantes. Non loin de là, s'élève sur un rocher, en face de La Linde, la pittoresque chapelle de Saint-Front. « Là j'ai vu ceste petite ville posée sur la rivière de Dordogne, au delà de laquelle se lève une montagne qui blanchit de rochers, parmi lesquels on voit une ouverture entaillée par la nature, haute de trois ou quatre pieds et deux de large : c'estoit le repaire ou nid de ceste enorme dragon.... Sur le haut de la roche.... il y a une petite eglise parrochiale fort ancienne, appelée Saint-Front-de-Colubro. » *Estat de l'Egl. du Pér.*, t. I, p. 59.

Yssigeac (1).

Le 73 porte que le dict seigneur archevesque auroit aussy visité le doyenné de Yssigeac, bien et décemment séjourné jusqu'au lendemain avecq son train aux despens du dict doyen, et le dict jour avoit envoyé ses visiteurs aux prieurés des Moustiers (2) et de St-Germain (3), et y avoit séjourné le jour du sabmedy aux despens des prieurs de Puyguilhem (4) et St-Nazar (5) qu'il avoit faict visiter le dict jour.

Sadilhac (6).

Le 74 porte que le dict seigneur archevesque seroit arrivé au prieuré de Sadilhac, y presche la parolle de Dieu et y faict aultres actes en tels cas requis, et séjourne avecq sa famille aux despens du dict prieur, et le dict jour avoit envoyé ses visiteurs au prieuré de St-Aulaye (7).

(1) Chef-lieu de canton, arrondissement de Bergerac. Abbaye, puis doyenné uni à l'évêché de Sarlat. — De Gourgues, *op. cit.*, p. 160. L'église, qui présente les proportions d'une cathédrale, date de la Renaissance.

M. Elie de Biran a publié, dans le tome III de ce *Bulletin*, p. 39*, les coutumes d'Issigeac et les prérogatives du doyen.

(2) Aujourd'hui Monestier, commune, canton de Sigoulès. *Prieuré des Mostiers*. De Gourgues, *ibid.*, p. 203.

(3) Saint-Germain, commune de Saussignac. *Sanctus Germanus le Dros*, 1365. *Ibid.*, p. 291.

(4) Commune, canton de Sigoulès. On y remarque les ruines d'un château-fort, qui soutint le premier siège où fut employée l'artillerie.

(5) Nous pensons qu'il s'agit de Saint-Nazaire-du-Molron, canton de Sainte-Foy (Gironde), peut-être de Saint-Nazari, entre Eymet et Lauzun, *Sanctus Nazarius*, 1556. Prieuré dépendant de l'abbaye de Paunac.

(6) Commune, canton d'Eymet. Prieuré de l'ordre de Saint-Benoit. — De Gourgues, *op. cit.*, p. 281. Dans l'intéressante notice qu'a publiée sur cette commune Mme de Cazenave, t. III, p. 421 de ce recueil, la visite de Bertrand de Goth n'est pas mentionnée.

(7) Aujourd'hui Ste-Eulalie, commune, canton d'Eymet. — *Ste-Eulalie-de-Puy-guilhem*. Bastide construite en 1265 par Henri II, roi d'Angleterre. — De Gourgues, *ibid.*, p. 289.

Aymet (1) et Tenac (2).

Le 75 porte que le dict seigneur, d'illec seroit allé au prieuré d'Aymet annonce la parolle de Dieu en icelluy, et y administre les sacrements, faict séjour au dict lieu avecq son train aux despens du dict prieur, et le mesme jour envoie ses visiteurs au prieuré de Tenac.

Saint-Pasteur (3).

Le 76 porte que le dict seigneur archevesque se seroit transporté au prieuré de St-Pastour, y annonce la parolle de Dieu, icelluy visite et y séjourne avecq son train aux despens du dict prieur.

Saint-Aubin (4).

Le 77 porte que le dict seigneur seroit allé au prieuré de St-Aubin, et illec annonce la parolle de Dieu, visite le dict prieuré et y séjourne jusqu'au lendemain.

Rius (5).

Le 78 porte que le dict seigneur seroit arrivé au prieuré de Rius, icelluy veu et visite, et faict tous actes requis et nécessaires, y séjourne avecq sa

(1) Eymet, chef-lieu de canton. On croit qu'une abbaye de Bénédictins, ruinée par les barbares, s'élevait sur les lieux où Alphonse, duc de Guyenne, bâtit en 1270 la ville d'Eymet; elle a conservé la forme des bastides de cette époque, nombreuses en nos pays. Des vieux remparts et du château qui furent témoins de tant de luttes, il ne reste que des ruines. — M. l'abbé Pramile, curé actuel d'Eymet, vient de doter cette ville d'une église charmante.

(2) Thénac, commune, canton de Sigoulès. — Prieuré fondé en 1109.

(3) St-Pastour, aujourd'hui dans le département du Lot-et-Garonne, diocèse d'Agen.

(4) St-Aubin-de-Cadelech, commune, canton d'Eymet. — *Sanctus Albanus in basilisio*. — Prieuré de l'ordre de St-Benoît. — *Ibid.*, p. 284.

(5) Rives, dans le département du Lot-et-Garonne, ancien prieuré de l'ordre de Saint-Benoît.

famille jusques au lendemain, et le dict jour avoit envoyé ses visiteurs au prieuré de Cauzac (1) pour le visiter.

Saint-Avit-le-Vieux (2).

Le 79 porte que le dict seigneur archevesque, continuant ses visites au diocèse de Périgord, seroit parvenu au prieuré de St-Avit-le-Vieux, ou il fust receu processionnellement, et continue sa visitation jusqu'au lendemain, ou il demeura à ses despens, et le lendemain jour de dimanche, 27 de septembre, avoit parachevé sa visite, aiant faict tous les actes pour ce

(1) Cahuzac, département de Lot-et-Garonne, faisait partie de l'ancien Jicocèse de Sarlat, archip. de Bouniagues. — Prieuré donné à l'abbaye de la Sauve. *Ibid.*, p. 50. Les restes de l'ancien château des sires de Cahuzac dominent au loin la vallée du Dropt.

(2) St-Avit-Sénieur, commune, canton de Beaumont. — Abbaye, puis chapitre collégial de chanoines de St-Augustin. — Eglise élevée au XI^e siècle pour y transférer le tombeau de saint Avit, déposé après sa mort dans l'église de Ste-Marie-du-Val. *Ibid.*, p. 286. La collégiale de Saint-Avit « dont les voûtes sphériques ressemblent à celles de la basilique de St-Front, » (Audierne, *Op. cit.*, p. 541) a subi, ainsi que le couvent, de nombreuses vicissitudes ; néanmoins, ce qui en reste témoigne de l'importance de cette ville religieuse au moyen-âge. M. F. de Verneilh, *Op. cit.* p. 201, donne la description complète de cette église.

L'archevêque Bertrand fut reçu par Arnaud Guillaume (ou Guy), huitième abbé, nommé plus tard évêque de Pampelune. Le prélat se plut à St-Avit, puisqu'il y demeura 3 jours, *pour se récréer*.

Ne semble-t-il pas extraordinaire que l'archevêque de Bordeaux n'ait pas visité l'abbaye de Cadouin, si voisine de Saint-Avit ? Cependant, pour se rendre à Belvès, il dut passer bien près. Quelles raisons l'empêchèrent de s'y arrêter ? Nous en sommes réduit, sur ce point, aux conjectures. Les archevêques de Bordeaux possédaient non loin de là la châtellenie de Bigaroque, dans laquelle Cadouin était situé. L'abbaye essaya maintes fois de se soustraire aux obligations de cette suzeraineté. Les archives des XIII^e et XIV^e siècles sont remplies de ses actes de protestation. « Il suffit de savoir que les archevêques de Bordeaux, dans leurs seules châtellenies de Belvès et de Bigaroque, n'en eurent pas moins de trente-neuf. » De Gourgues, *Le Saint-Suaire de Cadouin*, p. 191. D'un autre côté, « les guerres du XIV^e siècle, dont le pays fut en grande partie le théâtre, apportèrent la désolation ; qu'il suffise de rappeler les lettres du roi Jean en septembre 1357 ; elles témoignent que l'abbé et les religieux étaient alors réduits à aller et venir comme des mendiants. » *Ibid.*, p. 172.

Donc, Cadouin était peut-être alors en discussion avec les archevêques de Bordeaux, ou il avait momentanément perdu son antique splendeur, que lui rendit, un siècle plus tard, Pierre de Gaing. Tels sont les motifs qu'on peut raisonnablement alléguer pour expliquer une pareille lacune dans cet itinéraire.

requis et nécessaires, et le lendemain 28 du mois de septembre, demeure au dict prieuré à ses despens pour se récréer, (*sic*) et avoit envoyé ses visiteurs au prieuré de Ste-Foy de Longeau (1) et d'Osmé ? (2) pour les visiter.

Belver (3).

Le 80 porte que le dict seigneur se seroit acheminé au prieuré de Belver, illec annonce la parole de Dieu, et après avoir célébré la messe, confère la confirmation et fait autres actes appartenant à la charge de visite, avoit séjourné avecq son train à la maison d'un bourgeois, aux despens du prieur du dict lieu.

Albug (4).

Le 81 porte que le dict seigneur archevesque, le premier jour d'octobre au dict an 130½ seroit allé à l'abbaye des religieuses d'Albug, y annonce la parole de Dieu et fait autres actes de visitation, séjourne au dict lieu avecq son train, et en contemplation de sa piété, avoit remis à l'abbesse du dict couvent la procuration et avoit payé de sa propre bourse. Le vendredy ensuyvant, avoit demeuré au dict lieu à ses despens et à ceux du

(1) Ste-Foy-de-Longa, commune, canton de Ste-Alvère. — *Sancta-Fides-de-Longorado*. — Prieuré dépendant de l'abbaye de Brantôme. *Ibid.*, p. 290.

(2) Ne s'agirait-il pas de Maleyssard, hameau, commune de Lamonzie, *Terminus voc. l'osme de Malyssard*, *ibid.*, p. 185, ou de Laumède, *l'Olmède*, nom qui désigne plusieurs paroisses de cette partie du Périgord ?

(3) M. de Gourgues, dans le bel ouvrage où nous avons puisé presque tous nos renseignements, dit, p. 19, que le territoire de Belvès fut vendu, au xiv^e siècle, par G. de Biron à B. de Goth, arch. de Bordeaux. Celui de Bigaroque, situé non loin de là, fut aussi acquis vers la même époque (1307), pour recevoir la même destination. — On remarque encore à Belvès les restes d'un couvent des Templiers, quelques maisons gothiques et l'église, qui est fort belle. Aux environs se trouve l'antique pèlerinage de Capelou, où se rendent, au mois de septembre, les populations voisines. Combien était gracieuse, dans son vallon solitaire, la petite chapelle où N.-D. de Capelou exauça si souvent les vœux des pèlerins ; une belle église moderne la remplace, mais ne la fera pas oublier.

(4) Le Bugue, chef-lieu de canton. — Abbaye de femmes, fondée au x^e siècle, *ibid.*, p. 47. C'est Mathe de Montaut qui était abbesse en 1304, et mérita les éloges de l'auguste visiteur.

prieuré de Tujac (1) et St-Cristophe (2) qu'il avoit fait visiter les dicts jours.

Saint-Ciprien (3).

Le 82 porte que le dict seigneur archevesque, visitant le dict diocèse de Perigord, seroit parvenu au prieuré de St-Ciprien, qu'il auroit visité d'écemment et fait les actes à ce requis et nécessaires.

Cenac (4).

Le 83 porte que le dict seigneur auroit aussi visité le prieuré de Cenac près le mont de Dome et y fait tous actes à ce requis et accoutumés, et le lendemain jour de lundy, estoit monté à l'église du Mont-Dome (5), et après avoir ouy messe, avoit annoncé la parolle de Dieu au peuple, avoit conféré la confirmation et tonsure à plusieurs, et pource que le dict prieur de Cenac auroit refusé de recevoir le dict seigneur comme il devoit, et à cause de la violence qu'il avoit usé avec armes et violentes injures, fait effusion de sang au cimetière du dict prieuré, en la personne de messire Helie de Bosco, prestre et chapelain du dict archevesque, fust par icelluy

(1) Ce doit être Tursac, commune, canton de St-Cyprien. — Prieuré uni à l'église de Sarlat en 1321. *Ibid.*, p. 330.

(2) La Roche Saint-Christophe, canton de Montignac. *Rupes Sancti Christophori*. — Ancien prieuré et paroisse. — Le château de La Roche St-Christophe avoit été construit au x^e siècle par Prottaire, évêque de Périgueux. *Ibid.*, p. 271.

(3) Prieuré conventuel de l'ordre de St-Augustin. Il dépendait de la châtellenie de Bigaroque, appartenant aux archevêques de Bordeaux, qui y avaient haute justice. *Op. cit.*, p. 288. « Grégoire de Tours fait mention de cette localité, en parlant de St Cyprien, fondateur de l'abbaye ou prieuré royal, aujourd'hui consacré à un hospice et à la demeure du pasteur. » Audierne, *Op. cit.*, p. 603. L'église est remarquable par l'originalité de sa situation, le haut escalier qu'il faut gravir pour arriver de la ville à l'intérieur, et le mode de sa construction qui dénote son antique origine. — On peut remarquer qu'il n'est pas question ici de prieur, aux dépens duquel se seraient soldés les frais de séjour, c'est qu'à cette date Bertrand de Goth était lui-même le prieur de St-Cyprien.

(4) Commune, canton de Domme. — Prieuré conventuel acquis en 1090 par Aquilinus, abbé de Moissac. — Une des paroisses de la châtellenie du Mont-Dome au xiv^e siècle. De Gourgue, *Op. cit.*, p. 60. Voir t. V, p. 452 de ce *Bulletin*, les détails que donne M. de Mourcin sur l'église St-Fiacre de Cenac.

(5) Le prieuré du Mont-Dome, de l'ordre de St-Benoit, dépendait de l'abbaye de Souillac. — L'église était sous le vocable de Ste-Catherine. *Ibid.*, p. 99.

seigneur archevesque, excommunié et denoncé pour excommuniés avecq les y dénommés et leurs complices.

Sarlat (1).

Le 84 porte que le dict seigneur seroit allé en l'abbaye de Sarlat, qu'il auroit visité, et en icelle fait tous actes requis en tel cas, séjourne au dict lieu avecq son train aux despens de l'abbé, et le dict jour avoit envoyé ses visiteurs aux prieurés de Nostre-Dame de Sarlat, de St-Quintin de Caneria (2) et de Montinhac (3) quy n'auroient voulu recevoir les susdicts visiteurs, ainsi qu'ils auroient rapporté au dict seigneur archevesque.

Saint-Amand (4).

Le 85 porte que le dict seigneur seroit arrivé le 7 du moys d'octobre au monastère de St-Amand de Caniera (*sic*) et au dict lieu fait exercice dans

(1) Ancien monastère de Bénédictins, fondé au viii^e siècle, sous le vocable du Saint-Sauveur, soumis au monastère de Tulle. — Sarlat fut érigé en évêché par Jean XXII, en 1317. — Il existait à Sarlat un monastère de Cordeliers, un de Récollets, une maison de Missionnaires et plusieurs couvents de religieuses. *Ibid.*, p. 309. Parmi ces derniers, celui de *Nostre-Dame*, que fit visiter l'archevêque de Bordeaux. M. de Saint-Ours, *Essai sur l'origine de Sarlat*, p. 10, fait remonter l'église *Saint-Sauveur* au vi^e siècle; s'appuyant sur le *Gallia Christiana*, t. IV, p. 308, il mentionne, à l'appui de son assertion, les largesses de Clovis, vainqueur des Visigoths, en faveur des moines de Sarlat. « C'est à cette époque, ajoute-t-il, p. 13, que sous Chronope, évêque du Périgord, et d'après des mémoires de l'ancien chapitre cathédral, aujourd'hui égarés ou perdus, mais rappelés par M. Bouffanges, l'église de Sarlat fut restaurée et mise sous l'invocation du Saint-Sauveur. » Cette église est fort belle; on peut voir dans le cimetière y attendant, une des rares lanternes bâties en forme de tour, et qui recevait autrefois le fanal des morts, allumé toutes les nuits. — Telle est l'opinion de M. de Verneilh et de M. de Chasteigner, contredite cependant par M. de Saint-Ours, qui y voit un monument très ancien et destiné à un tout autre usage.

(2) St-Quentin-et-Marcillac, commune, canton de Sarlat. — *Sanctus Quintinus*, arch. *Sarlatensis* (Pouillé du xiii^e siècle). Prieuré. *Ibid.*, p. 309.

(3) Montignac-sur-Vézère, chef-lieu de canton. — Prieuré de l'ordre de Saint-Benoît, dépendant de l'abbaye de Sarlat. *Ibid.*, p. 307. Ce monastère avait été fondé dans le viii^e siècle; il est aujourd'hui, ainsi que l'église qui en dépendait, complètement en ruines.

(4) St-Amand-de-Coly. — Ancienne abbaye, ordre de St-Augustin, de nomination royale. *Ibid.*, p. 283. L'église et ce qui reste du monastère, construits vers 1178, méritent l'attention des archéologues. — Ce fut Raimond de Val, huitième abbé de St-Amand, qui reçut l'archevêque de Bordeaux.

la charge et office de visite, séjourne en icelluy avecq son train aux despens du dict abbé.

Terrasson (1).

Le 86 porte que le dict seigneur archevesque seroit aussy allé en l'abbaye de Terrasson, qu'il l'auroit aussy visité, annonce la parolle de Dieu et en icelle usé de confirmation, corrections et réformations, et faict autres actes appartenants et dépendants du debvoir du visiteur, faict séjour en la dicte abbaye jusques au lendemain avecq son train aux despens du dict abbé, et le dict jour avoit envoyé ses visiteurs au prioré de Saint-Léonar (2) et en la commanderie de Lodernac (3), auxquels lieux on ne les voleup recevoir.

Abbaye de Castros (4).

Le 87 porte que le dict seigneur seroit aussy allé en l'abbaye de Castros, annonce la parolle de Dieu, et en icelle confirme, corrige, réforme, baille la tonsure et faict autres actes dépendants du droict de visitation, séjourne au dict lieu avecq son train aux despens de l'abbé, et le dict jour avoit envoyé ses visiteurs au prieuré de St-Julien de Terrasson (5).

(A suivre.)

Augustin CHARBONNEL.

(1) *Monasterium Sancti Suris, vocabulo Gendia*. — Abbaye de l'ordre de St-Benoît. *Ibid.*, p. 399. « Terrasson doit son origine à St Sor (St Sour), pieux solitaire qui, dans le vi^e siècle, jeta dans ce lieu les fondations d'un monastère de l'ordre de St-Benoît. On montre encore la grotte qui servit d'abord de demeure au pieux anachorète : elle porte le nom de *Roc de Saint-Sour*. Audierne, *Op. cit.*, p. 576.

L'église, qui était celle de l'abbaye, fut maltraitée pendant les guerres de religion.

(2) Saint-Léonard, canton de Terrasson.

(3) Ladornac, commune, canton de Terrasson.

(4) Châtres, commune, canton de Terrasson. — *Capella Sancti Nicholaï de Castris*. — Abbaye de l'ordre de St-Augustin, de nomination royale, ayant seize dignitaires, aujourd'hui entièrement ruinée. « Je conjecture qu'environ vers ce temps (1077) le monastère de Nostre-Dame de Castris (de la Chastre), de l'ordre de St-Augustin, eut ses premiers fondements. Le bastiment de ses tours dont il a pris sa dénomination, monstre son antiquité. Je trouve ceste abbaye avoir esté en ruynes environ l'an 1440, à raison des guerres et malheurs dont nous parlerons. » P. Dupuy, *Op. cit.*, t. II, p. 30.

(5) *Prepositura Sancti-Juliani-Terrasinensis*. — (Collat. par Clément VI). De Gourgues, *Op. cit.*, p. 393. Ce prieuré était situé à Terrasson ; il n'avait pas l'importance du grand monastère de St-Sour.

VARIA.

POÉSIES INÉDITES

DES TROUBADOURS DU PÉRIGORD. (*Suite.*)

APPENDICE.

I

ARNAUT DE MAREUIL.

La chanson suivante est attribuée à Arnaut de Mareuil par l'une des deux tables du ms. 856 (C) de la B. N. C'est certainement à tort ; mais, comme elle n'est pas sans mérite, j'espère qu'on ne me saura pas mauvais gré de la publier. Dans le corps même du ms. précité, elle est mise sous le nom d'Ademar de Rocaficha ; mais la seconde table de ce ms. l'attribue, plus exactement, d'accord avec les autres mss. qui l'ont conservée, à Guiraut de Calanson. Ces mss. sont les nos 854 (I), 22543 (R), 12473 (K) de la Bibl. nationale et la dernière partie du chansonnier d'Est (d). étant un extrait de K, et ce dernier étant pareil à I, je ne me sers, pour l'édition que j'offre ici de cette chanson, que de C, de I et de R (1).

I. Tant doussamen me ven al cor ferir
D'un grand dezir Amors quem te jauzen
Qu'ieu muer planhem d'una doussa dolor

4 Quem ve d'amor.

Pero si am e cre que si 'amatz,
Que plus destrenh, on hom n'es miells privatz,
Lo mals d'amor, cant hom non pot aver

8 Lo domnejar nil baisar nil jazer.

II. Aman sufren pot d'enveya morir,
Al mieu albir, qui ve e res no pren,
Mas pur aten, com yeu fauc la melhor

12 E la gensor

(1) Elle se trouve dans C, au fol. 269 v°; dans I, au fol. 142 v°; dans R, au fol. 91 v°.

- Qu'ieu sai ni vey entre totz los regnatz ;
Et am la tant e m'abelis em platz
Qu'on plus mi fai d'amor e de plazer,
16 D'un dezir car mi fai trop plus doler.

- III. Som ditz soven Amors quem fai languir :
Com potz soffrir? Vist anc mais cors tan gen ,
Tan avinen ni tan fresca color
20 De nulha flor ?
Quel sieu bels ris, e la boca e la fatz,
Las blancas dens, el sils voutz e delgatz,
El dos esgar[s] val trop mais per vezer
24 Non fai en mar l'estela contral ser.

- IV. Mas mal despen s'amor e son servir.
Qui pert jauzir per amar lialmen ;
Car nom es gen qu'estranh domneyador
28 Per lor ricor
Ajols bels ditz nil plazer nil solatz,
Que valon mais qu'us jazers car compratz,
El fis amans ques an de luenh sezer;
32 Pauc pot prezar Amors ni son poder.

- V. Lo cors me fen d'ira, car per ben dir
Vol don' aucir seluy que nos defen
Nis vai fenhen, tro fals lauzenjador
36 Fan lur amor
Sol pel cujar expandir vas totz latz.
Mas tal[s] me ditz que no suy enjanatz
En leis amar, mas si m'o vol tener,
40 Mercey pot far, e franqueza e dever.

VARIANTES.

V. 2. *Uns doux d. d'amor* I. — 3. *dona dossa d.* R. — 5. *E per so cuge crei que sia mens amatz* IR. — 6. *E mas pus d.* IR. — 7. *Lo m. d'amar* I; *Los m. d'amors* R. — 8. *nil tener* I; *De so c' ama ni b. ni j.* R.

9. *Queman* I; *Quaman* R. — 10. *A mon a.* R. — 11. *Mas sol (sel)* R) *caten* IR. — *la jensor* I. — 12. *Ella meillor* I. — 15. *Com plus mi* I;

On pus mi... d'amors... plazers R. — 16. D'un douz desir plus fort mi I.

17. Em ditz R. — 18. Cot pos I. — vis anc R. — 19. ab tan f. I. — 21. Queill siei beill oill I; Que li siey huelh R; Del sieu belh ris e la bocæ la flor C. — 22. eill cil I; els silhs nous e R. — 23. fa trop melhor vexer R. — 24. lastella I; estela R.

25. Defen I. — 27. domney azor C. — 29. aials...eils p... eils s. I. — 30. quels j. C. — 31. de lay R; Cil fin aman que fan de luin I. — 32. e son p. R. preiar amor a s. I.

33. Hors soi de sen R. — 34. Vol hom delir C. — 35. Es va f. I; E vas f... lauxenjadors R. — 36. La lur a. R. — 37. sespandis C. — Sol per anar esp. IR. — 38. Camors m'a dit I. Mas tan me ditz que noi s. R. — 39. que si mo vol t. IR. — 40. Merce IR.

II

BERTRAN DE BORN.

I

Le ms. 42474 de la Bibliothèque nationale renferme deux sirventes, dont l'un a été fait, sans doute possible, à l'imitation de l'autre. Même construction rythmique, mêmes rimes, souvent mêmes idées et mêmes expressions (1). Ce sont deux satires sans ménagement, dirigées l'une contre un jongleur, l'autre contre un baron. L'une est attribuée à Bertran de Born, l'autre à « Lantelmet del Aghillon (2) », troubadour connu par cette seule pièce (3). Il n'est personne qui les lisant de suite, sans savoir auquel de ces deux poètes chacune d'elles appartient, hésitât à attribuer la seconde à Bertran de Born. Or, c'est justement celle-ci que les mss. précités mettent sous le nom de Lantelmet. Je crois qu'on peut sans trop de témérité supposer que le copiste s'est trompé et que, renversant les rôles, il a attribué l'œuvre du maître à l'imitateur, et *vice versa*. Le lecteur en jugera. Le sirvente contre le jongleur (*Mailolin jòglar malastruc*) est imprimé dans l'édition de Bertran de Born donnée en 1879 par M. Stimming, p. 171, et

(1) On possède encore, dans le même rythme et sur les mêmes rimes, deux *coblas* injurieuses échangées entre les jongleurs Guillem Raimon et Mola (*Archiv.* XXXIV, 412).

(2) Peut-être d'Aiguillon (Lot-et-Garonne).

(3) A identifier peut-être avec Lantelm, dont on possède deux tençons (Bartsch, *Grundriss*, 583). Je rappellerai qu'Albertet de Sisteron est aussi appelé *Albert*.

dans les *Gedichte* de M. Mahn, n° 1005. Quant au sirventès contre le baron (*Er ai ieu tendut mon trabuc*), qui est encore inédit (1), on va le lire. Il présente, avec les pièces politiques du troubadour périgourdin, une analogie si évidente et si étroite, que tout le monde en sera frappé. Qu'on y compare, par exemple, *Un sirventes fatz dels malvatx baros* (Stimming, p. 215), *Volontiers feira sirventes* (*ibid.*, 218), et encore *Un sirventes cui motz non fulh* (*ibid.*, 216). En rapprochant de l'un des couplets ce dernier, on est même conduit à une nouvelle conjecture : c'est que le « mauvais baron » contre lequel est tendu le *trabuc* du poète est peut-être, si la première hypothèse est fondée, le comte de Périgord « Talairan », c'est-à-dire Helie V († 1205), dont Bertran parle ainsi dans le couplet précité (2).

Talairans no trota ni salh
Ni nos mou de son arenalh
Ni no geta lanza ni dart,
Anz viu a guisa de lombart;
Tant es farsitz de nualha
Que quan la outra gens s'en part.
El s'estendilh' e badalha.

Les deux compositions seraient, dans ce cas, à peu près du même temps, soit de 1176, selon M. Clédat, ou de 1182, selon M. Thomas. Voy. *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, t. XL (1879), p. 471.

(Ms. 19474 de la B. N., f° 246 r°)

LANTELMET DEL AGHILHON

- I. Er ai ieu tendut mon trabuc
Don sueill trair' als malvas baros ;
E trairay n'a un de cor blos,
4 Vueig d'onor, plen de nuailha,
Lausengier, bausador, janglos,
Avar ric croy, vueig de fatz bos,
7 Plen d'enjan, vil en batalha.

(1) Sauf quatorze vers (1-4; 15-17; 22-27) que Raymond en a extraits (*Choix* V. 248).

(2) « El era flacs e nualhos », dit du même seigneur la *razo* du sirventès.

II. Malvas es dels pes troqal çuc

E flacs del cap troquals talos,

E sos conseills es de garsos,

11 Sa cortz de paupra vitailha,

Sos solatz pensanz (1) e iros,

E sei don paupre sofrachos,

14 Sei fach van con fuecs de pailha.

III. Als enemies son sei hueilh cluc

E contrals amics ve d'amdos,

Per far enjans e tracios ;

18 E per tan no tem far failha,

Qu'el ditz, e non (2) es vergoinhos ,

Que sos parenz fo Ganeilhos ;

21 Pero non cal q'el trasailha.

IV. Anc als enemies no fes truc

Que noi laisses sos compainhos

Els cavals e las garnisos ;

25 E fa mal quan porta mailha,

Ni armas mas los esperos,

Que mais l'an valgut a sasos

28 Que lanza ni branz que tailha.

V. Al baro plus cau d'un saüc,

Sirventes, vai tost e cochos,

E no sia en luec tan (3) rescos

32 Qe tu, as auta sonalha,

Nol digas : « ieu veinh çai a vos. »

Pero lai vay a reculos,

35 Q'en aissi tainh c'om l'asailha.

(1) Corr. *pesanz* ?

(2) = *no en*.

(3) Ms. *en tan luec r*.

M. Léon Clédat a très justement revendiqué, à deux reprises (1), pour Bertran de Born, le beau sirventés *Bem plai lo gai temps de pascor*, que les critiques allemands s'accordent à attribuer à Guilhem de Saint-Gregori. Aux arguments présentés par mon jeune et savant collègue, j'en voudrais ajouter ici quelques autres, qui me semblent de nature à fortifier l'opinion qui nous est commune.

Le sirventés *Bem plai* ne se trouve aujourd'hui, sous le nom de Bertran de Born, que dans quatre mss. I, K, d, T (j'emploie les sigles de M. Bartsch), dont les trois premiers dérivent immédiatement de la même source, ce qui réduit à deux les témoignages en faveur de Bertran de Born. Mais un troisième témoignage, et des plus importants, qui était resté ignoré jusqu'à présent, est celui du Chansonnier de Sault, lequel, d'après Jean de Nostredame (voy. mon édition de cet auteur, p. 160), attribuait formellement ce sirventés à Bertran de Born. Voilà donc en tout trois témoins, absolument indépendants l'un de l'autre, qui déposent pour le troubadour périgourdin.

Mais un autre ms., celui de Venise (V), bien qu'il place, d'accord avec P et U, le sirventés *Bem plai* sous le nom de Blacasset, comme il contient l'envoi *Papiols d'agradatge*, qui est comme la signature même de Bertran de Born, peut encore être allégué en sa faveur, ainsi que l'a fort bien observé M. Clédat; ce qui porte à quatre le nombre des témoignages indépendants dont Bertran de Born peut se prévaloir.

A ces quatre témoignages Guilhem de Saint-Gregori n'en peut opposer que deux. Trois mss. seulement, A, B, D, lui attribuent la pièce en litige, et, de ces trois mss., deux, A et B, ne peuvent, comme tout à l'heure I, K, d, compter que pour un seul. Nous voilà donc, au point de vue du nombre, quatre contre deux.

Du côté de la qualité, Bertran de Born n'est pas moins bien partagé. L'autorité de I K d'une part, celle du chansonnier de Sault, de l'autre, ne sont pas moindres que celles de A B et de D, et rien ne peut, pour Guilhem de Saint-Gregori, balancer le témoignage de T, qui, outre qu'il attribue formellement la pièce à Bertran de Born, contient aussi l'envoi *Papiols d'agradatge*, qui est, comme je le rappelais tout-à-l'heure, la marque certaine de son origine.

Mais, si cet envoi est, en faveur de l'opinion que je soutiens, un argu-

(1) *Du rôle historique de Bertran de Born*, p. 89; *Romania*, t. VIII, p. 268.

ment du plus grand poids, une objection sérieuse est fournie, d'un autre côté, par le couplet adressé à la *Pros comtessa Beatrix* (sans doute Beatrix de Savoie, femme de Raymond Bérenger V, comte de Provence). Je crois que toute difficulté disparaîtra si l'on veut bien admettre l'hypothèse, à mon avis très plausible, que ce couplet, lequel manque dans tous les mss. qui attribuent formellement la pièce à Bertran de Born, et de plus dans D, est une interpolation, ni plus ni moins que celui qui le suit dans P M, que celui qui le précède dans V, et qu'on trouve isolé et anonyme ailleurs. Le sirventès *Bem plai*, ou la chanson de Giraut de Borneil (*No pasc mudar qu'a la dolor*), dont il reproduit le rythme et les rimes, dut servir de modèle à un grand nombre de compositions (1). On s'explique facilement que des confusions se soient souvent produites entre ces dernières et leur modèle commun, comme entre les noms de leurs auteurs respectifs. Guilhem de S.-Gregori, Lanfranc Cigala, Guilhem Augier, Blacasset, Bertran d'Alamanon (d'après J. Nostradamus), l'avaient sans doute imitée, et c'est à cette circonstance qu'ils ont dû de se la voir attribuer, à la faveur de telle ou telle interpolation, qui, maintenue dans certains mss., aura disparu dans d'autres copies (2).

III

Un cas tout à fait pareil à celui que je supposais tout à l'heure, pour *Bem plai lo gai temps de pascor*, est celui d'un autre sirventès de Bertran de Born qui, dans le ms. 2814 de la Bibl. Riccardi à Florence (A. de M. Bartsch), est confondu avec une chanson de Peire Vidal, dont il reproduit le rythme

(1) Il nous en reste encore six, sans compter une seconde pièce (*No sai rei ni emperador*) de Giraut de Borneil.

(2) Remarquons en passant qu'une confusion du même genre a dû se produire relativement à la chanson *Dreg e raxos es qu'ieu chant em demori*, que la plupart des anciens commentateurs de Pétrarque attribuent, non sans raison, ce semble, à Arnaut Daniel (cf. Crescimbeni, *Vite de poeti provenzali*, p. 25), et qui, dans l'une des deux seules copies que nous en possédions aujourd'hui (elle est anonyme dans l'autre), est mise sous le nom de Guilhem de Saint-Gregori *. Ce troubadour a composé, sur le modèle de la sextine d'Arnaut Daniel, un poème du même genre que nous avons encore; il aurait bien pu faire aussi de *Dreg e raxos* une imitation, dont, grâce comme pour *Bem plai*, à quelque interpolation, des jongleurs ou des copistes n'auront pas su distinguer l'original. L'inverse paraît avoir eu lieu pour sa sextine, dans un des mss. que Jean de Nostredame a eus à sa disposition. Voy. mon édition de cet auteur, p. 182.

* Publiées l'une et l'autre dans les *Codichte* de Mahn, sous les n^{os} 109 et 437.

et les rimes. Ce ms. ne donne en entier ni l'une ni l'autre des deux pièces ; mais il a heureusement conservé de chacune d'elles un couplet qui ne se trouve pas ailleurs. La chanson de Peire Vidal (*La lauzet' el rossinhol*) a été publiée par M. Bartsch, dans son édition de ce troubadour, p. 26, d'après le ms. 856 de la B. N. (C), où elle n'a que trois couplets, et par M. Stengel, dans la *Rivista di filologia romanza*, I, 41, d'après le ms. 776 de la Bibliothèque nationale de Florence, qui contient les mêmes couplets que C, et dans le même ordre. Quant au sirventés de Bertran de Born (*Molt m'es descendre carcol*), il se trouve plus ou moins complet dans huit mss., sans compter A, d'après lesquels il a été publié par M. Stimming dans son édition de ce troubadour, p. 178, où il a sept couplets et deux envois. Voici le texte de A. J'imprime en italique ce qui appartient à Peire Vidal, en romain ce qui appartient à Bertran de Born.

[P. 120] EN PEIRE VIDALS.

I. *Aram va miels-ge no sol,*
Cant ieu remir mon anel,
No vei ciutat ni castel

- 4 *Tug non fasson mon coman,*
E li rei e l'amiran
Me tenon tug per segnior,
Pel gaug e per la douzor
8 *Qem ven davas na Vierna* (1).

II. Q'eu sai un auster tersol
Mudat c'anc non prez auzel,
Coindet e gai e isnel,
Ab cui ieu m'apel Tristan,

- 12 *E tot per aital semblan*
M'a pres a emendedor
Et am dat mais de ricor
16 *Qe se fos rei de Palerna* (2).

(1) C'est ce couplet qui manque dans les deux autres mss. M. Bartsch l'a considéré à tort (*Grundriss*, 364,5) comme le début d'une pièce différente de *La lauzet' el rossinhol*.

(2) Ce couplet est le septième dans l'édition de M. Stimming.

III. *La lauzet'el rossigniol*

*Am mais de nul autre auzel,
Car pel gaug del temps novel*

- 20 *Movon tug primeir (an) lor chan;
E tot per aital semblan
Co fan l'autre trobador,
Mou ieu mon chan per amor*
24 *De ma dona na Vierna (1).*

IV. A(l)ragones fan gran dol,
Catalas e cel d'Ussel (2),
Qe non trobon qils capdel,

- 28 *Mas an segnior fat e gran
Tal qes vana en chantan
E vol mais diners q'onor,
E pendec son ancessor,*
32 *Don si destruis e s'emferna (3).*

V. Pos lo coms Richartz mais vol
Beirmes sai pres Bordel (4)
Qe Conhac (5) ni Mirabel

- 36 *Ni Chartres (6) ni Sain Joan (7)
Grieu cobrera Botenan (8)
Ni feira a son segnior
Bracas (9) moillar per paor,*
40 *Per q'ieu crei(s) Merlis (10) l'esquerna (11).*

(1) Couplet n° 1 dans les autres mss. et dans l'édition de M. Bartsch.

(2) Corr. *Urgel*.

(3) Couplet n° 5 dans l'édit. Stimming.

(4) Corr. *Beiriu e Sai? Bordel*, se trouvant dans le couplet suivant, où la leçon est assurée par l'accord des mss., ne peut être ici qu'une faute. Je n'en vois pas la correction.

(5) Ms. *conhat*.

(6) Peut-être Chastres, près Cognac, siège d'une abbaye de l'ordre de saint Augustin, fondée en 1077.

(7) Sans doute S.-Jean-d'Angely.

(8) Boutavant, château dans le Vexin. Il appartenait alors à Henri II. Philippe-Auguste s'en empara en 1202.

(9) Ms. *bratas*.

(10) J'ignore à quelle prophétie de Merlin cela peut faire allusion.

(11) Ce couplet manque dans Stimming et dans les autres mss.

- VI. Quil agusa el esmol
El trencha (come) coma coltel
Lo segnior qe ten Bordel ;
44 Mas trop son espes denan
E mol davas lo trenchan
E plus lejau d'un prior ;
Merce a l'esmoledor,
48 Ben viurai a vi[d' e]terna (1).

- VII. Pos la reina d'amor
M'a pres a entendedor,
51 Ben posc far .v. et el terna (2).

- VIII. Tristan, per la vostra amor
Mi veiran tornejador
54 A Peitau, qi qes n'esqerna (3).

C. CHABANEAU.

(*Revue des langues romanes*, mai 1884.)

(1) Couplet n° 3 dans Stimming.

(2) Deuxième *tornada* dans Stimming.

(3) Première *tornada* dans Stimming.

LETTRE DE M^{sr} BEAUPOIL DE SAINTE-AULAIRE,

évêque de Poitiers,

A M. LE MARQUIS DE MONTAUT, A PÉRIGUEUX.

J'ay appris, Monsieur, avec un véritable chagrin, la mort de M. de Lodesve (1); jetois sur le point de vous en faire mon compliment lorsque j'ay reçu la lettre que vous m'aves fait lhonneur de m'ecrire. Je n'ignore pas combien ce prelat meritte d'etre regreté, et je scay que vous aves des motif particuliers qui ont du vous rendre plus sensible que tout autre à ce triste evenement; la part que je pren à tout ce qui peut vous interesser fait que je partage bien seincèrement votre douleur.

Jay reçu les cept cent trente nœuf livres que j'avois avancé pour vous, je voudrois bien que vous eussies lieu detre content de lemplette. Si vous avies tardé quelques jours à envoyer chercher vos mulets, je vous en aurois envoyes deux qui ont été vendus mil ecus; je n'ay, de ma vie, rien veu de si beau, on m'auroit accordé la preferance. Et vous auries eu le plus bel attelage de l'Europe. Je faires avec grand plaisir vos commissions dans ce pais; vous pouries vous adresser à quelqu'un plus intelligeant, mais vous ne trouveres jamais personne qui saizisse avec tant dempressement que moy les occasions de vous donner des preuves de lattachement seincere et respectueux avec lequel jay lhonneur d'etre, Monsieur, votre tres humble et tres hobeissant serviteur.

† *l'Evêque de Poitiers.*

A Poitiers, le 12 mars 1770.

(1) Mgr de Souillac.



NÉCROLOGIE.

M. LE VICOMTE ALEXIS DE GOURGUE.

M. le vicomte Alexis de Gourgue, vice-président de la Société historique et archéologique du Périgord pour l'arrondissement de Bergerac, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, membre digne de la Société française d'archéologie, correspondant de l'Académie de Bordeaux, est mort dans cette ville, le mois dernier.

Après de longues et tristes années passées dans la cécité, affection que son amour pour l'étude et ses recherches au milieu des chartes n'avaient fait que rapidement aggraver, il s'était retiré, rue de Gourgue, dans l'ancien hôtel de sa famille, à Bordeaux.

L'érudition, l'amabilité de cet excellent confrère étaient connues de tous. Il laisse de nombreux écrits, qu'on consultera toujours avec fruit, lorsqu'on s'occupera de l'histoire du Périgord : son Dictionnaire des noms de lieux de la Dordogne, ses recherches et ses essais sur la numismatique du Périgord, sont des œuvres durables et du plus grand prix.

Entré très jeune au Ministère de l'Intérieur, il devint bientôt maître des requêtes au Conseil d'Etat ; lors de la révolution de Juillet, il donna sa démission, et l'étude de l'archéologie lui fit oublier, non sans regrets, la carrière brillante qu'il aurait parcourue, en se consacrant à l'administration de son pays. — Il habitait le magnifique château de Lanquais, où il recueillit de précieuses collections qui servirent à entretenir une correspondance des plus savantes avec les nombreuses Sociétés dont il faisait partie. Son beau-frère, M. Ch. Des Moulins, vivait presque constamment dans son intimité, et à sa mort, M. le vicomte de Gourgue nous remit le riche cadeau de livres que M. Des Moulins avait mis à part pour notre Société archéologique.

Ces deux savants n'ont pas cessé d'aimer conjointement le Périgord et le Bordelais ; ils ont été nos bienfaiteurs, tant par les excellents écrits qu'ils ont publiés que par les dons qu'ils nous ont faits. Leur mémoire

sera confondue dans notre reconnaissance et dans l'estime scientifique que méritent leurs travaux.

D^r E. GALY.

Un nombreux cortège de parents et d'amis, auquel s'était jointe une délégation de notre Société archéologique, accompagnait le 19 février, à sa dernière demeure, une des notabilités les plus marquantes de la haute société bordelaise, M. le vicomte de Gourgue.

Eloigné du monde, depuis bien des années, par une douloureuse maladie qui, en lui faisant perdre la vue, l'avait séparé peu à peu de tout ce qui n'était pas sa famille immédiate, ce représentant d'une des plus anciennes et illustres maisons bordelaises, était peu connu de la génération actuelle. Aussi est-ce un devoir pour ses anciens amis de remettre en lumière sa noble et sympathique figure. C'est ce que nous faisons brièvement, nous réservant de mieux payer, plus tard, la longue dette de gratitude et de respectueuse affection contractée il y a près de quarante ans.

Les parents du vicomte de Gourgue avaient émigré. Il finissait ses études quand la Restauration, en remettant le roi légitime sur le trône, rendit à sa famille une partie de l'importance qu'elle avait eue autrefois. Son père fut appelé, sous Louis XVIII, à la mairie de la ville de Bordeaux, où vit, à chaque page de son histoire locale, le nom de ses ancêtres. Intelligent, instruit, passionné pour l'étude, doué d'un rare et précoce talent de parole, le plus brillant avenir s'ouvrait devant lui. C'est au Conseil d'Etat qu'il entra comme auditeur, aussitôt que son âge le lui permit. Dans cette assemblée, composée alors des sommités de la politique, il se fit remarquer, et la Révolution de Juillet le trouva maître des requêtes, avant trente ans. Est-il besoin de dire que sa fidélité n'aurait su se plier au régime nouveau, et qu'il donna sa démission, non sans regrets, car il renonçait, bien jeune encore, à la carrière de son choix, mais sans hésitation ?

Du reste, en rentrant dans la vie privée, M. de Gourgue n'abandonna pas les habitudes de travail intellectuel contractées depuis son enfance. Il se contenta de leur donner une autre direction, et ce n'est pas à nous, ses collègues en archéologie, de nous plaindre de la brillante recrue fournie par la politique, aux sciences et aux arts que nous aimons. Cette nouvelle carrière de notre savant ami fut particulièrement féconde. Encouragé et dirigé à ses débuts par son respectable beau-frère, M. Charles Des Moulins, dont le savoir était en quelque sorte universel, l'esprit étincelant et la bonté proverbiale ; vivant constamment dans son intimité, associé à ses travaux, à ses excursions, à ses recherches, il s'occupa tour à tour,

avec un égal succès, d'archéologie monumentale, d'histoire et de numismatique.

Il serait trop long de donner la liste de ses ouvrages, tous remarquables par une érudition profonde et un style irréprochable ; mais il en est deux qu'on ne saurait passer sous silence, parce qu'ils font autorité dans le monde savant : le *Dictionnaire des noms de lieux de la Dordogne* et l'*Essai sur la numismatique du Périgord*.

M. de Gourgue partageait sa vie entre le Bordelais et le Périgord, mais c'est surtout dans le beau château de Lanquais, admirable résidence d'antiquaire, qu'il aimait à habiter, au milieu des précieuses collections que son beau-frère et lui s'étaient plu à former et dans une société, souvent renouvelée, d'artistes et de savants qu'ils étaient heureux de réunir sous le toit hospitalier du vieux castel périgourdin. C'est dans cette retraite, si utilement employée, que les honneurs scientifiques étaient venus trouver M. de Gourgue. Correspondant du Ministère de l'Instruction publique, membre de l'Institut des provinces, dignitaire de la Société française d'Archéologie, correspondant de l'Académie de Bordeaux, fondateur et vice-président de notre Société historique du Périgord, toutes les compagnies savantes avaient tenu à inscrire son nom sur leurs listes et à publier ses œuvres dans leurs bulletins.

Un jour, cependant, l'archéologie qui régnait en souveraine à Lanquais, dut, à son tour, céder le pas à la politique, et ce fut aussi une révolution qui amena ce changement.

Les vaincus de 1830 eurent un moment, en 1848, et c'était justice, un regain de popularité. Le suffrage universel, à ses débuts, jeta les yeux sur l'ancien maître des requêtes, et le canton de Lalinde envoya le vicomte de Gourgue au Conseil général de la Dordogne. Il ne pouvait assurément faire un meilleur choix. Le Conseil général eut vite rendu justice à l'incontestable capacité du nouvel élu, mais il ne profita pas longtemps de ses lumières. L'Empire rendit M. de Gourgue à la science et, cette fois, pour n'en plus sortir.

Peut-être ce renoncement à la vie politique, où il venait de faire une si brillante rentrée, n'eût-il pas été sans amertume pour l'homme distingué que ses débuts préparaient si bien au maniement des affaires publiques, et qui avait, en dépit de sa modestie, conscience de sa valeur, si la piété ne lui avait rendu légères les déceptions de ce monde. M. de Gourgue était heureusement resté fidèle aux sentiments religieux dans lesquels il avait été élevé. Dévoué à toutes les bonnes œuvres, leur venant en aide avec autant de prodigalité que de discrétion, il donna toute sa vie, et particulièrement dans ses dernières années, l'exemple édifiant d'une foi ardente et d'une charité admirable. Précieuses consolations et inoubliable enseigne-

ment pour la famille désolée qui perd son chef vénéré, et pour tous ceux d'entre nous qui ont connu et aimé ce grand homme de bien !

B^{on} DE VERNEILH.

M. LE VICOMTE DE GOURGUE,

Membre de l'Institut des provinces, Inspecteur de la Société française d'archéologie pour le département de la Dordogne (1).

Issu de la branche cadette d'une famille originaire des Landes, qui a donné à la ville de Mont-de-Marsan l'un des chevaliers témoins de sa charte de reconstruction en 1146, puis l'un de ses maires en 1400, — à l'histoire de France l'aventureux capitaine Dominique de Gourgue, conquérant de la Floride sous Charles IX, — à la Gascogne un évêque de Bazas, — aux parlements de Paris et de Guyenne un premier président et des présidents à mortier, — Alexis-Joseph-Dominique, vicomte de Gourgue, est né à Bordeaux, peu après que ses parents furent de retour de l'émigration. Il prit sa licence en droit à Paris, sous le professorat du respectable M. de Portetz, intime ami de sa famille et qui se fit comme le tuteur et le mentor du jeune homme, tandis que les fonctions de maire de Bordeaux, puis de député de la Gironde, remplissaient la vie de son père. Bien jeune encore, il entra au Conseil d'Etat en qualité d'*auditeur*, et fut attaché au comité dont Georges Cuvier était le président. Depuis deux mois à peine il avait été promu aux fonctions de maître des requêtes, quand la Révolution de Juillet éclata et vint briser sa carrière publique. Il se renferma dès lors tout entier dans l'accomplissement de ses devoirs de famille et consacra tous les loisirs de sa vie d'homme fait aux études historiques, les plus aimées de celles que, comme la plupart des jeunes gens, il avait tour à tour abordées ou effleurées pendant sa vie d'étudiant.

La musique n'avait fait de lui qu'un *ailettante*, la peinture qu'un amateur éclairé, un connaisseur expert en tableaux ; mais le dessin, que la portée peu étendue de sa vue ne lui permettait guère d'appliquer aux grands monuments, utilisa ses yeux puissants, de près, comme des microscopes, à la reproduction la plus fidèle et la plus élégante qu'on puisse dé-

(1) Cette notice est, selon toute apparence, due à M. Charles Des Moulins, beau-frère de M. de Gourgue.



LE VICOMTE ALEXIS DE GOURGUE

sirer de tous les détails, de tous les fins reliefs, de toutes les imperceptibles défaillances des monnaies du moyen-âge. Ses portefeuilles sont, en effet, en ce genre, d'une extrême richesse, et les dessins qu'il en a tirés pour illustrer plusieurs des mémoires publiés par lui dans la *Revue numismatique* et dans quelques autres recueils provinciaux, sont au nombre des plus remarquables que ces recueils aient édités.

La numismatique, en effet, avec ses deux compagnes habituelles, — l'étude des sceaux et celle des poids municipaux, — est, de toutes les études historiques, celle à laquelle M. de Gourgue a donné le plus d'affection, et sur laquelle, jusqu'ici, les publications ont été le plus nombreuses. Il a adopté pour spécialité la numismatique de l'Aquitaine, et sa collection, qui n'est pas complète, car il n'en existe aucune qui le soit, est d'une richesse extrême. Mais, si vaste que soit cette étude appliquée de préférence à une province entre toutes, il faut bien qu'elle se ralentisse après de longues années, quand elle devient stérile, ou peu s'en faut, en monuments nouveaux, et M. de Gourgue n'a jamais songé à refaire Ainsworth ; on doit se trouver suffisamment heureux d'enrichir de loin en loin cet auteur par quelque trouvaille inespérée.

Il en est autrement de l'histoire du Périgord, objet final, but principal des études de M. de Gourgue ; sa prédilection pour la province qui le députa au Conseil général, en 1849, est bien justifiée par la possession d'une terre qui passa, il y a deux siècles, des maisons de La Crotte et de La Tour d'Auvergne dans la sienne, et qu'il habite depuis plus de vingt ans. Le beau château de Lanquais, mi-parti de la fin du moyen-âge ogival et de la fin de la Renaissance, est à lui seul un objet d'étude, car il a son histoire civile et militaire : — celle-ci est gravée sur ses murs par les boulets du marquis de Turenne, et mériterait une histoire architecturale illustrée.

Plus de trente-cinq années consacrées aux recherches historiques, dans les dépôts publics et dans les sources encore si variées que n'ont pas détruites nos troubles politiques, ont mis M. de Gourgue en mesure de prendre une part active aux divers genres de travaux historiques qui se peuvent faire sur le Périgord. Ainsi s'était-il chargé des monuments militaires dans une publication qui lui eût été commune avec trois de ses collègues actuels de l'Institut des provinces, à l'un desquels venaient en partage les monuments civils, à un autre les monuments religieux, au troisième enfin, le soin laborieux et difficile de les reproduire tous par la gravure. Si la Révolution de Février vint déranger, retarder, faire abandonner enfin l'exécution déjà commencée de ce plan de travaux, il en est résulté que M. de Gourgue s'est trouvé tout prêt lorsque M. Rouland, ministre actuel de l'Instruction publique et des Cultes, a conçu le projet d'une *Description*

générale de la France. Depuis longtemps correspondant des Comités historiques auxquels il avait fourni les documents alors demandés et maintenant enfouis dans les cartons ministériels, M. de Gourgue s'est chargé pour le département de la Dordogne, du *Dictionnaire géographique ancien et moderne*, et l'impression de cet ouvrage est commencée sur un plan plus détaillé que ne le comporte le cadre uniforme et sommaire adopté par le ministre pour toute la France, mais duquel il sera facile d'extraire la rédaction demandée. Celle-ci est indispensable, il faut l'avouer, pour réduire à des proportions modérées un ouvrage qui doit être répété quatre-vingt-six fois dans la même collection.

M. de Gourgue a publié plusieurs mémoires dans les actes de l'Académie de Bordeaux, de laquelle il est correspondant. L'un d'eux (*Réflexions sur le caractère et les écrits de Montaigne*), ne pouvait guère être écrit que par un bordelais étroitement allié par l'amitié et même par le sang aux descendants de l'illustre *penseur*. Aussi la lecture de ce travail est-elle accompagnée d'un charme tout particulier, qui n'est pas dû seulement à l'élégante distinction et à l'atticisme du style, mais grandement aussi à ces détails de famille dont la délicate réserve laisse apercevoir à la fois dans l'écrivain, la douceur de l'âme et l'inflexible fermeté des principes. Une autre publication de M. de Gourgue a, par la nature même de son sujet, une importance plus grande encore ; c'est son mémoire de 1843, sur les *Communes du Périgord*. Souvent cité parce qu'il renferme des documents fort peu connus, mis en lumière sous une forme très attachante et à l'aide d'une érudition aussi habile qu'étendue, ce mémoire n'a reçu qu'une publication très restreinte, il serait utile qu'il fût réimprimé.

(Extrait de l'*Annuaire de l'Institut des provinces*, de 1861).

Discours prononcé par M. Martial DELPIT, le jour de la translation du corps de M. le vicomte Alexis de Gourgue de Bordeaux à Lanquais.

MESSIEURS,

Je ne veux pas laisser refermer ce caveau sans rendre, au nom de cette province du Périgord qu'il aimait tant et à laquelle il a consacré la plupart de ses travaux, au nom de la Société historique de la Dordogne, qui s'honorait de le compter parmi ses vice-présidents, un dernier hommage à l'homme éminent que nous pleurons.

Quand vient à disparaître un de ces hommes rares qui ont été l'honneur

de leur temps, qui ont donné l'exemple de toutes les vertus publiques et privées, dont la vie entière a été consacrée au travail, à l'étude, à la recherche du bien, du beau et du vrai en toutes choses ; quand, dis-je, un de ces hommes vient à disparaître, ne craignons pas, Messieurs, de multiplier nos hommages. Je sais que dans une autre région, l'éloge funèbre de M. de Gourgue a déjà été prononcé par une voix autorisée ; mais j'ai bien aussi quelques titres pour prendre ici la parole : l'amitié dont m'honorait l'illustre défunt, la conformité de nos goûts et de nos idées et l'âge qui nous rapprochait. Presque contemporain de M. de Gourgue, lié avec lui depuis plus d'un demi-siècle, j'ai pu voir de près la plus grande partie de sa vie et applaudir aux succès de cette seconde carrière qu'il avait su se créer dans les sciences historiques quand les événements de 1830 eurent brisé pour lui celle de la magistrature.

Mon cœur est bien sûr, Messieurs, d'être l'interprète de nos sentiments communs d'admiration et de respect pour l'ami que je vénérerais autant que je l'aimais ; puisse ma parole ne pas rester trop au-dessous de la tâche que m'imposent la confiance de la famille et l'immense concours de population accouru autour de ce cercueil.

Le vicomte Alexis de Gourgue était né à Bordeaux le 12 octobre 1801. Ses parents venaient à peine de rentrer de l'émigration. Son père était un homme distingué que le gouvernement des Bourbons s'empressa de faire maire de Bordeaux et que ses concitoyens envoyèrent plus tard à la Chambre des députés, lui donnant ainsi le plus éclatant témoignage de leur reconnaissance pour sa sage et habile administration.

Le député de Bordeaux amena son fils achever ses études à Paris, dans l'institution de l'abbé Liautard, institution qui devint depuis le collège Stanislas, et qui était, à cette date, le rendez-vous de la jeune noblesse française. C'est là qu'Alexis de Gourgue fit ses humanités, comme on disait alors, et acheva de brillantes études. Mais le véritable instituteur de notre ami fut sa mère. Dieu lui avait donné une mère incomparable, aussi distinguée par les qualités de l'esprit que par celles du cœur.

« La Providence l'avait faite, dit son biographe, pour maintenir les traditions de la grande et ancienne famille dans laquelle elle était entrée. » Son ambition était que ses enfants restassent toujours dignes de leurs aïeux, c'est-à-dire dignes de la considération publique par des vertus réelles, par des qualités solides, par la simplicité des mœurs, par l'élévation du caractère, par la noblesse des sentiments. » (1). Nous pouvons dire aujourd'hui que cette ambition a été bien remplie.

(1) Dupuy, notice publiée dans la *Guienne*.

Aussi, quel culte M. de Gourgue avait-il conservé pour cette mère vénérée ! Je me souviens qu'un jour, à Lanquais, dans ces dernières années, voyant que je regardais les murs de sa chambre, peints à l'ocre et à la chaux, avec des décorations imitant plus ou moins les bordures des tentures absentes, il me dit : ces badigeonnages me sont plus précieux que les plus belles peintures ; ils sont l'ouvrage de ma mère : au retour de l'émigration, elle a décoré ainsi le château presque entier avec l'aide d'un vieux précepteur, qui se délassait des leçons qu'il me donnait en assistant ma mère dans ces travaux de peinture à la détrempe.

On rentrait de l'émigration sans fortune ; on trouvait ses châteaux, quand on les retrouvait, ruinés, démeublés, dépouillés de tout. M^{me} de Gourgue y voulait l'ordre et une certaine élégance, elle y travaillait de ses mains. A force d'habileté et, disons-le, de privations, elle sut rétablir la fortune de ses enfants et, malgré la plus sévère économie, leur donner le goût de la distinction en toutes choses, dans les habitudes de la vie comme dans celles de l'esprit.

Élevé par une telle mère, M. de Gourgue associait, vous le savez, Messieurs, aux manières les plus distinguées, à l'élégance la plus parfaite dans sa personne, un assez grand dédain pour ce que nous appelons le confortable, et il a conservé la simplicité de ses goûts jusqu'à la fin de sa vie. La fortune n'était pour lui que le moyen de faire du bien.

A peine ses études de droit achevées, le jeune de Gourgue entra, comme auditeur, au conseil d'Etat. Il se fit bientôt distinguer dans cette compagnie d'élite par son zèle et son aptitude au travail, par la lucidité et l'élégance de ses rapports. Le président, qui n'était autre que M. de CORMENIN, frappé de la supériorité du jeune auditeur, lui prédit un brillant avenir et le fit nommer maître des requêtes par le roi Charles X.

C'est dans ce poste déjà élevé que le surprit la Révolution de Juillet. M. de Gourgue n'hésita pas à donner sa démission et à déposer la robe qu'avaient honorée un si grand nombre de ses ancêtres. Ce n'est pas à leur école qu'il aurait appris à pactiser avec sa conscience. M. de Gourgue brisa sa carrière comme tant d'autres, alors, brisèrent leur épée ou quittèrent les fonctions publiques, perte immense pour la France, dont, j'ose le dire, elle ne s'est pas relevée.

Notre ami appartenait, par son âge comme par ses fortes études, son talent précoce et son dévouement absolu à son pays et à son Roi, à cette pléiade de jeunes hommes de la Restauration qui a jeté un si grand éclat dans les lettres, dans les sciences, dans les arts, et qui promettait à notre pays un si brillant avenir. Quand on songe à la position que la France avait su reconquérir en si peu d'années, après les désastres de 1815 ; à la liberté vraie dont on jouissait ; à l'éclat de la tribune qui n'a plus revu de

pareils orateurs ; à la prospérité de nos finances ; aux progrès du commerce, de l'industrie et du bien-être général, on ne peut s'empêcher de déplorer 1830. Nos nationaux étaient respectés dans le monde entier. Nous avions pacifié l'Espagne, délivré la Grèce ; Alger venait d'être conquis malgré l'Angleterre, les frontières du Rhin allaient nous être rendues, notre rôle de puissance prépondérante était partout accepté, et les enfants d'alors pouvaient être fiers de leur titre de Français. Tout cela fut détruit par une révolution insensée qui, comme toutes celles qui se sont succédé dans notre malheureux pays, n'a semé que des ruines.

M. de Gourgue sentit plus que personne le malheur qui frappait ses contemporains et atteignait plus spécialement ses coreligionnaires politiques. Trop éclairé pour se bercer de vaines illusions, il comprit que la perturbation profonde que venait de subir la société française ne pourrait de longtemps être réparée. Il souffrit d'autant plus qu'il aimait, par instinct comme par tradition de famille, ce régime libéral de la Restauration où les choses de l'esprit occupaient une si grande place, où la société, tout à coup reformée, semblait avoir retrouvé avec ses princes tout ce qu'il y avait de bon et d'aimable dans l'ancienne société française. Il fallut se résigner pourtant à une vie de retraite.

La retraite de M. de Gourgue, embellie par le culte des arts et des lettres, au milieu d'une famille d'élite, réunie alors dans le beau château de Lanquais, lui aurait paru bien douce, s'il n'avait eu à oublier qu'une disgrâce personnelle et s'il n'avait pas souffert pour son pays.

En 1823, il avait épousé M^{lle} de Prunelé, qui lui avait donné une charmante famille. La vicomtesse de Gourgue appartenait au plus grand monde : elle en avait le ton et les manières. Merveilleusement douée pour les lettres et les arts, elle avait reçu l'éducation la plus distinguée, et je ne saurais en donner une idée plus juste qu'en ajoutant qu'elle était par le cœur comme par l'intelligence tout à fait digne de celui à qui elle avait dévoué sa vie. M. de Gourgue conservait sa mère, qui devait vivre encore de longs jours. Sa sœur avait épousé un homme hors ligne : M. Des Moulins joignait à la science la plus profonde et la plus variée une urbanité si exquise qu'elle lui avait valu à Bordeaux le nom d'aimable savant. M^{me} Des Moulins, qu'on ne pouvait connaître sans l'aimer et l'admirer, vivait alors à Lanquais avec son frère et son mari.

Je me souviens de ma première visite à Lanquais, c'était en 1835. On n'allait alors qu'à cheval et on faisait des visites à la vieille façon péri-gourdine, c'est-à-dire de trois ou quatre jours. J'étais si fort sous le charme du monde d'élite au milieu duquel j'avais été introduit que j'aurais volontiers prolongé bien davantage la mienne. La journée se passait en causeries délicieuses, entremêlées de lectures. M. de Gourgue et M. Des Moulins

lisaient à merveille, comme on savait lire autrefois. M^{me} Des Moulins, en l'absence de sa mère et de sa belle-sœur, faisait les honneurs du salon avec une grâce incomparable. Au près d'elle, on avait de l'esprit, ou du moins on croyait en avoir, tant elle savait inspirer ses hôtes. L'esprit de M. de Gourgue, aussi vif que celui de sa sœur, brillait alors de tout l'entrain de la jeunesse. M. Des Moulins était un puits de science : histoire naturelle, littérature, beaux-arts, archéologie, il savait tout et parlait de tout avec grâce. Ce vrai savant était un saint et ne rougissait pas de ses croyances. Tous les soirs on faisait la prière dans la chapelle du château. Le fait est consolant à rappeler en présence de cette tombe. A 9 heures, chacun quittait le salon pour suivre les maîtres de la maison à la chapelle, où l'on trouvait réunis les gens du château. M. Des Moulins ou M. de Gourgue, après une courte lecture, faisait la prière à haute voix, et aucun de ceux qui y ont assisté ne peut avoir oublié le ton convaincu de ces chrétiens des anciens jours, qui savaient prier Dieu avec la même ardeur qu'ils mettaient à discuter un problème de science ou une question d'histoire.

Les années s'écoulèrent ainsi pour M. de Gourgue, fructueuses pour son intelligence et marquées presque toutes par de remarquables publications sur lesquelles je reviendrai tout à l'heure. Son temps se partageait entre l'étude et les soins donnés à l'éducation de ses enfants.

En 1846, ses amis voulurent, avec raison, que cet homme de tant de mérite ne restât pas plus longtemps éloigné des affaires publiques. Ils obtinrent de lui qu'il se présentât au collège électoral de Lalinde. Les puissants d'alors exploitèrent contre l'aimable châtelain de Lanquais de gothiques et absurdes préjugés ; il ne fut pas élu. Mais s'il fut battu sur le terrain électoral, notre ami triompha sur celui de l'esprit : il est resté de cette lutte une lettre charmante qu'il adressa à ses électeurs ; il y plaisante agréablement sur le titre féodal de *Vidame de Lanquais*, sous lequel on avait voulu le ridiculiser. Jamais qualification n'avait été plus injuste : M. de Gourgue n'était pas seulement un homme de son temps, qu'il aimait et comprenait à merveille, il avait les idées les plus libérales et associait le culte des libertés publiques à celui de ses croyances religieuses et monarchiques.

En 1848, lorsqu'il s'agit de nommer une assemblée constituante, M. de Gourgue se trouva naturellement porté sur la liste de tous ceux qui, en acceptant la Révolution de Février comme la peine du talion contre les hommes de 1830, voulaient préserver notre pays des horreurs de l'anarchie, de l'application des théories insensées du socialisme et lui rendre au plutôt un gouvernement régulier. J'avais l'honneur de figurer à côté de M. de Gourgue sur les mêmes listes, honneur que je revendique comme

l'un des meilleurs souvenirs de ma vie. Nous échouâmes tous les deux.

Le canton de Lalinde eut, peu de temps après, le bon esprit d'envoyer M. de Gourgue au Conseil général. Il s'y fit remarquer par les qualités brillantes de son esprit comme par sa science du droit administratif. Il y conquit toutes les sympathies, même celle de ses adversaires politiques les plus avancés, par la sûreté et l'exquise urbanité de son commerce. Les événements de 1851 obligèrent M. de Gourgue à quitter le Conseil général ; il ne voulait pas plus prêter serment à l'Empire qu'au Gouvernement de Juillet. Pour lui, tout gouvernement révolutionnaire était un gouvernement de passage et n'avait pas le droit d'exiger un serment. D'ailleurs, comment son esprit libéral eût-il pu accepter ce retour incroyable à la Constitution de l'an VIII, c'est-à-dire au despotisme pur ?

M. de Gourgue rentra dans la retraite, dont il ne voulut plus sortir, quelques instances que lui aient faites depuis ses amis. Cette retraite studieuse fut, je vous l'ai déjà dit, Messieurs, marquée, après comme avant 1848, par des publications importantes, qui firent à M. de Gourgue une place très distinguée dans le monde de l'érudition et des lettres. Numismatique, archéologie, géographie ancienne, critique, il aborde avec succès tous les genres de l'histoire, s'associant de la façon la plus active au mouvement de rénovation des études historiques qui sera l'honneur de notre temps.

Je ne puis énumérer ici tous les écrits dus à sa plume féconde. Ce n'est pas le lieu et le temps me manque. Je me bornerai à vous rappeler, Messieurs, deux ou trois des plus importants, parmi ceux qui touchent à l'histoire générale.

Citons d'abord la brochure intitulée : *Des Communes en Périgord*, publiée en 1843. M. de Gourgue l'avait envoyée par mon intermédiaire à M. Augustin Thierry, et cet illustre maître me dit après l'avoir lue : Votre ami a vraiment le sens historique, sa brochure est remarquable par la justesse comme par la nouveauté des aperçus. Ce qui avait surtout frappé le futur historien du Tiers-Etat, ce sont les pages consacrées au municipe de Périgueux et à la lutte de la Cité contre le Puy Saint-Front.

Vers 1856, M. Grün, archiviste de l'Empire, publia sous ce titre : *La vie publique de Montaigne*, un volume où il montra, documents en mains, que le rôle de notre illustre compatriote dans les affaires de son temps avait été plus considérable qu'on ne l'avait cru jusqu'alors. Le docteur Payen, ce fidèle voué au culte de Montaigne, vint à la rescousse et ajouta de nouveaux documents à ceux qu'avait produits M. Grün. Un spirituel académicien, M. Villemain, qui avait pourtant débuté dans sa carrière par un éloge de l'auteur des *Essais*, contesta les assertions de MM. Grün et Payen, dans

une série d'articles fort habiles, où il continuait à refuser tout rôle politique à Montaigne.

C'était un rude joueur que M. Villemain ; M. de Gourgue n'hésita pourtant pas à entrer dans la lice et, au jugement des hommes compétents, il l'emporta par l'esprit comme par la netteté de sa discussion. Avec quel entrain, en effet, il défend Montaigne, retrouvant pour plaider la cause de l'auteur des *Essais*, la langue nerveuse du xvi^e siècle. C'est que, comme Montaigne, M. de Gourgue maniait la plume en gentilhomme, avec une aisance et une désinvolture qui ne sont qu'à lui. Joubert, cet autre Périgourdin éminent, Joubert qui avait, disait-il, horreur du style livrier, aurait aimé et apprécié celui de M. de Gourgue.

Dans cette remarquable brochure qu'il intitule modestement : *Réflexions sur la vie et le caractère de Montaigne*, M. de Gourgue n'a pas seulement défendu le rôle politique du philosophe périgourdin, mais son royalisme. M. Villemain voudrait que, par prudence ou par couardise, Montaigne se fût prononcé deux ans trop tard pour le Béarnais. Notre ami démontre que l'auteur des *Essais* s'est prononcé deux ans avant les Etats de Blois et il ajoute spirituellement : « Si M. Villemain a un sourire moqueur » pour Montaigne qui aurait trop attendu, mais qui enfin n'a pas déserté, » que réserve-t-il à tant de contemporains, qui n'ont pas attendu, il est » vrai, trop précipités qu'ils étaient à se défaire et à se refaire d'amours » de rechange pour tous les nouveaux venants au pouvoir ? » Il faut, pour apprécier tout le piquant de ce passage, se rappeler que M. Villemain, ardent royaliste lorsqu'il siégeait au Conseil d'Etat avec M. de Gourgue, avait été des premiers à acclamer la Révolution de Juillet.

Après la cause de Montaigne, c'est celle de Dominique de Gourgue que notre ami est appelé à prendre en mains. Cette fois il va plaider *pro domo sua*, et Dieu sait avec quelle vigueur de langage et quelle fermeté de conviction il s'en acquitte. Des écrivains protestants et entre autres, les auteurs de la compilation intitulée *La France protestante* avaient trouvé bon de revendiquer Dominique de Gourgue comme un des leurs, voire même d'englober dans la faction huguenote toute la famille de Gourgue au xv^e siècle. Le châtelain de Lanquais établit d'abord de la façon la plus incontestable que Dominique de Gourgue a toujours été bon catholique et que jamais aucun membre de sa famille n'a embrassé la Réforme. Puis, résumant en quelques mots brefs et précis ce qui reste acquis à l'histoire dans l'acte merveilleux de son illustre ancêtre : « La gloire de Dominique, » dit-il, a été d'avoir seul osé donner satisfaction à un sentiment national » comprimé au cœur de tous. Tous ont applaudi à ce simple particulier, » qui, prenant sa mission du frémissement électrique qui courait sur le » pays, a fait d'une injure publique sa cause personnelle et y a employé sa » vie et son avoir. »

Ai-je besoin de vous rappeler, Messieurs, le beau fait d'armes dont il est ici question ? Les Espagnols, après s'être emparés des établissements fondés à La Floride sous François I^{er} par des réfugiés français, avaient pendu tous nos compatriotes aux arbres de la forêt voisine du fort Louis, en inscrivant au-dessus de leurs têtes : *pendus non comme Français, mais comme Huguenots*. Le gouvernement de la France, absorbé par nos malheureuses guerres de religion, ne songea pas à venger cette injure. Dominique de Gourgue s'en chargea. Il réunit une troupe de gentilshommes gascons décidés comme lui, acheta deux navires qu'il arma à ses frais, et se rendit à La Floride. Aussi habile diplomate que vaillant guerrier, il négocia avec les chefs des tribus sauvages, parvint à se créer une armée, bat les Espagnols, reprend le fort Louis et fait pendre les vaincus en inscrivant au-dessus de leurs têtes : *pendus non comme Espagnols, mais comme assassins*. De retour en France, il écrit lui-même la relation de son expédition d'une plume que son compatriote Montluc n'aurait certes pas désavouée. Cette relation, imparfaitement connue par les historiens qui se sont occupés de l'Amérique, n'a été intégralement publiée que de nos jours et elle a pris rang au nombre des plus vigoureux écrits du xvi^e siècle.

On a élevé une statue à Dominique de Gourgue, peu d'hommes l'ont mieux mérité. C'est un héros digne de l'Epopée, et M. de Châteaubriand, si bon juge en cette matière, a dit dans le *Génie du christianisme* en reprochant à Voltaire d'avoir eu recours, pour son poème de *La Henriade*, aux ressorts usés de la fiction antique au lieu d'utiliser nos grands souvenirs nationaux : « Le chevalier de Gourgue lui offrait l'épisode le plus touchant. »

Toutefois, ce n'est pas la gloire de Dominique de Gourgue que son descendant s'est proposé d'exalter. Sur ce point, il n'a qu'à s'en rapporter à l'histoire et il le sait. Ce qu'il veut, c'est défendre sa famille de toute tache d'hérésie. Comme il parle noblement de ses ancêtres et cela sans se surfaire en aucune façon. Écoutons-le, Messieurs : cette fermeté de croyances catholiques qu'il revendique pour les siens dans le passé, il l'a pratiquée toute sa vie pour lui-même, et c'est aujourd'hui la suprême consolation de ceux qui le pleurent.

Après avoir cavalièrement abandonné quelques de Gourgue plus ou moins anciens, plus ou moins authentiques, cités par les historiens, il s'écrie : « Toutes ces épaves du passé... apportées par un flot, peuvent être emportées par un autre, au gré des savants... Je me sens tout autrement ému par les assertions concernant la foi de ma famille au xvi^e siècle. Ici, il ne s'agit pas de noms vides et de personnes inconnues, il s'agit d'une portion certaine de ma famille et d'hommes pour lesquels

» je conserve la juste tradition d'un long respect. A tort ou à raison, je
» professe en principe que les gentilhommes qui embrassèrent les doctrines nouvelles, l'ont fait sous une impulsion d'ambition, de politique, de mode, ou par suite d'un engagement de devoir féodal envers de grands seigneurs, dont aucun assurément ne fut désintéressé dans son apostasie.
» Toute mon estime est à ceux qui, s'élevant au-dessus de ces passions vulgaires, sont restés fidèles à l'Eglise leur mère ; et ceux-là sont devenus, par la force des choses, les meilleurs soutiens de la royauté. A cet égard, je trouve parmi les miens une ample moisson d'honneur, car ils ont tous publiquement et au grand jour, exposé les uns leur vie, les autres leur fortune et leur repos, pour faire triompher leur foi. Ce serait une honte à moi de ne pas le savoir, de ne pas le sentir, et de ne pas le publier lorsqu'on dit le contraire. Justice au moins leur est due, si l'on ne veut aller plus loin. »

M. de Gourgue est tout entier dans cette belle page ; quelle noble fierté ! et comme on sent là une conscience sûre d'elle-même et qui n'aurait pas plus failli que celle de ses aïeux ! C'est qu'en effet notre ami, si doux, si conciliant, si bienveillant dans les circonstances ordinaires de la vie, dans ses rapports d'affaires ou de politesse, devenait barre de fer dès qu'il s'agissait de principes et retrouvait, lorsque sa foi monarchique ou religieuse était en jeu, toute la fermeté d'un caractère bien trempé.

Nous étions sous le charme de la verve avec laquelle M. de Gourgue venait de défendre successivement Montaigne et Dominique, lorsqu'il nous donna (1861) un vrai travail de bénédictin : Son *Mémoire sur les anciens noms de lieux du département de la Dordogne*, mémoire qui est devenu depuis le *Dictionnaire topographique de la Dordogne*, en un beau volume, in-4°, imprimé à l'Imprimerie nationale par les soins du Ministère de l'Instruction publique. Cette étude de la géographie par l'histoire est remarquable par l'intérêt et la nouveauté des aperçus que M. de Gourgue sait mêler à un sujet en apparence aride. C'est ainsi qu'il démontre que presque tous nos noms de lieux sont antérieurs à la conquête romaine et formés pour la plupart de radicaux appartenant aux appellations qui ont dû désigner les forêts et les bois dont notre province était alors couverte. Il expose à merveille la substitution des diocèses à la cité romaine, la formation des paroisses, etc. Il prouve que les révolutions ont passé sur la tête de nos populations périgourdines sans beaucoup les effleurer ; que leur vie s'est écoulée au-dessous du courant superficiel qui semblait tout entraîner et qui à grand'peine a déplacé quelques limites de paroisses. Son observation, très juste pour les révolutions anciennes, s'applique même à notre grande Révolution, et il semble avoir deviné la démonstration de M. Taine à ce sujet.

Je ne veux pas insister, Messieurs, sur cette œuvre d'érudition pure. Elle fait le plus grand honneur à M. de Gourgue, mais ce n'est pas ici le moment de la juger. Et puis, l'avouerai-je, j'en veux à ce grand travail d'avoir fatigué et usé les yeux de notre ami. Il lui a consacré quinze ans de sa vie, ce que Tacite appelle *grande mortalis ævi spatium*, et en 1873, quand l'impression a été terminée, il avait presque perdu la vue.

J'ai hâte d'arriver au plus considérable des écrits de M. de Gourgue, à celui auquel il a travaillé avec le plus de soin et d'amour, la *Notice sur le Saint-Suaire*. Mgr Dabert eut une heureuse inspiration le jour où il demanda à notre ami d'écrire cette notice. « J'ai été, dit M. de Gourgue en terminant son beau travail, un de ceux pour qui la protection du Saint-Suaire a été implorée. C'était à un de ces moments où l'œil et la parole du médecin indiquent, malgré tous les efforts de fermeté, que la science a dit son dernier mot et qu'il n'y a plus à compter que sur la résistance de la nature. Ma mère, femme chrétienne s'il y en eut, fit présenter au Saint-Suaire les linges dont je devais me servir : elle n'eut pas longtemps à attendre après avoir appelé à son secours une force surhumaine, et moi je la bénis une fois de plus aujourd'hui que ma dernière parole sur le Saint-Suaire peut être, grâce à elle, un acte public de reconnaissance. »

L'évêque de Périgueux connaissait-il ce fait ? Il est probable que non. Mais il connaissait la valeur de M. de Gourgue comme érudit, comme historien, comme archéologue. Il connaissait sa haute piété et savait qu'il ne pouvait trouver une main plus délicate et plus sûre pour toucher à un si grave et si difficile sujet. M. de Gourgue a répondu à la confiance de son évêque, il a traité la question du Saint-Suaire *ex-professo*, reproduisant et discutant tous les textes. Il s'est montré tour à tour artiste, érudit, archéologue, historien consommé.

Je n'analyserai pas devant vous ce beau livre, Messieurs, je me méfierais de mon impartialité. J'ai été associé non à l'œuvre, elle est bien toute entière pour le fond et pour la forme de M. de Gourgue, mais aux recherches qui l'ont préparée. Ce que je puis attester, c'est le soin religieux, j'ai presque dit le scrupule, avec lequel notre ami étudiait les textes. Il aimait la sainte relique ; mais il voulait, avant tout, la vérité, et tenait à ne rien dire qu'il ne pût prouver. Quelle joie lorsqu'il était parvenu à dissiper un doute, à ajouter une preuve ou tout au moins une probabilité à l'authenticité du linceul sacré ! Je conserve précieusement la volumineuse correspondance échangée avec mon noble ami à propos du Saint-Suaire. La plupart de ces lettres mériteraient l'impression, sa belle âme s'y révèle à chaque page, mieux encore peut-être que dans les écrits destinés au public.

Ce labeur désintéressé, ces efforts accumulés pendant plusieurs années, pour répondre à la demande de son évêque et à l'attente des fidèles, reçurent la récompense qui devait être la plus douce au cœur de M. de Gourgue. Le pape Pie IX, de sainte et vénérée mémoire, lui adressa le 13 novembre 1869 un bref *propria manu* où le livre était apprécié et approuvé de la façon la plus honorable. Ce bref était d'autant plus flatteur qu'il était dû à l'initiative du cardinal Pitra, l'éminent restaurateur de l'ordre des Bénédictins en France, et dont je dirais volontiers ce que Bossuet dit du cardinal de Bérulle « que la pourpre romaine n'a rien ajouté à sa dignité, » tant il était déjà relevé par le mérite de sa vertu et de sa science. »

M. de Gourgue a eu raison d'imprimer à la tête de son livre le bref du pape et la lettre charmante qu'il avait reçue du cardinal Pitra. Et cette lettre exprimait bien la pensée intime du savant cardinal. Mgr Dabert, dans une lettre inédite datée de Rome le 16 septembre 1869, disait à M. de Gourgue : « J'ai vu longuement Son Eminence le cardinal Pitra et » votre ouvrage a ouvert tout naturellement notre conversation... Cette » Eminence m'a dit et répété que l'intérêt qui se rattachait à votre travail » lui en avait imposé d'autorité la lecture jusqu'à la dernière page, et vous » savez si ses grandes occupations lui laissent beaucoup de loisir. »

Qu'ajouter à ces témoignages venus de si haut ? un mot seulement qui ne vous étonnera pas, Messieurs, de la part de l'homme aussi modeste que savant que nous pleurons. En m'envoyant le bref du pape et la lettre du cardinal Pitra, M. de Gourgue m'écrivait : « Mon bon ami, hier j'ai eu le » couronnement de toute cette surabondante récompense accordée à mon » travail. » Il trouvait surabondante une grâce qui n'était que justice.

Je voudrais vous laisser, Messieurs, sous l'impression de la douce joie qu'apportait à M. de Gourgue l'approbation du Chef de l'Eglise ; mais nous touchions à la fatale année 70, sous le poids de laquelle nous sommes encore courbés ; force fut à M. de Gourgue, comme à nous tous, d'oublier l'étude du passé pour ne songer qu'au présent. La guerre était à peine déclarée depuis quelques jours, que la France tombait du faite des grandeurs. M. de Gourgue, qui aimait si passionnément son pays, fut abîmé de douleur. Ses enfants donnaient leur sang pour la patrie, il ne pouvait plus lui donner que des larmes. Elles furent bien amères : sa correspondance en fait foi, et l'on peut dire que cette nature, jusque-là si forte et si puissante, fut abattue par l'effondrement de la France.

La paix ne le consola pas ; il était de ceux qui auraient crié : *Vare, redde legiones*. Il s'absorba dans le grand travail d'érudition dont je vous ai parlé, il compromit en en corrigeant les épreuves le peu de vue qui lui restait. Devenu presque aveugle, il ne pouvait se résigner à dicter, la lecture lui était bien difficile, et son esprit si actif, son imagination encore

si ardente, ne savaient où se prendre. Il se réfugia auprès de sa sœur, qui était, elle aussi, atteinte de bien cruelles souffrances. Les maux physiques, elle savait les supporter avec courage, mais ne pouvait se résigner à la perte d'un mari adoré qui lui avait donné quarante ans de bonheur. M. de Gourgue s'oubliait lui-même pour soigner et consoler sa sœur. Il partageait son temps entre Bordeaux et Lanquais, entre M^{me} Des Moulins et ses enfants.

Un coup terrible, la mort de son fils aîné, vint achever d'abattre notre ami. Cette mort prématurée rouvrait pour lui des plaies toujours saignantes, la perte de sa seconde fille, la comtesse de Toulouse-Lautrec (1859), et celle de la vicomtesse Alexis de Gourgue, qui lui avait été enlevée peu de temps après 1861. Dieu avait du moins abrégé pour cette femme d'élite la plus grande douleur qu'une mère puisse éprouver ici-bas, celle de survivre à ses enfants. M. de Gourgue était pour la seconde fois condamné à cet affreux malheur. Vous vous associez, Messieurs, par vos regrets unanimes pour celui qui avait su si jeune se concilier l'estime et l'affection de tous. Il me semble que c'était hier que vos larmes l'accompagnaient ici même, à sa dernière demeure.

Peu de temps après, M^{me} Des Moulins succombait, et depuis cette perte, M. de Gourgue ne vécut plus qu'en Dieu et pour Dieu. Il renonça presque à toute relation sociale, voulant, selon le précepte du sage, mettre un intervalle entre la vie et la mort. Il ne conservait de sa vie active que son inépuisable charité. Il a continué jusqu'à la dernière heure à donner à pleines mains, sachant bien que, selon cette belle pensée de Tertullien, que Bossuet cite quelque part, la charité est l'unique trésor du chrétien, *Thesaurus christiani nominis*. Sa belle âme se rapprochait de plus de son Créateur qu'il allait, que dis-je, qu'il aspirait à rejoindre. Il s'est éteint doucement, entouré de tous ses enfants, couronnant par une sainte mort une vie vraiment chrétienne. L'heure de la délivrance a sonné pour lui le 17 février.

Pour nous, Messieurs, ce sera longtemps un jour de deuil. M. de Gourgue laisse dans nos Sociétés savantes une place qui sera difficilement remplie ; dans ce château de Lanquais, qu'il animait si bien, un vide que ses enfants sentent de plus en plus chaque jour ; dans toute la contrée, des regrets trop justifiés. Chacun de nous se sent diminué par la perte de cet homme de bien, de ce juste entre les justes.

Je dois pourtant, Messieurs, pour être fidèle à sa mémoire, vous jeter en finissant, le cri qu'il vous jetterait lui-même : *Sursum corda*. Il a vécu de longs jours, sa vie a été bien remplie, il est arrivé au terme les mains pleines. Il nous laisse à tous un grand et bel exemple : placé par sa naissance dans les rangs les plus élevés de la société, il ne s'est cru dispensé

d'aucun effort ; il a compris que la loi du travail était pour tous, et il a travaillé jusqu'à la dernière heure. Servons comme lui notre pays dans la mesure de nos forces , aimons d'autant plus notre chère France qu'elle est plus malheureuse. Nous ne pouvons mieux honorer la mémoire de M. de Gourgue qu'en l'imitant.

ŒUVRES DIVERSES DE M. LE V^e DE GOURGUE,

Vice-Président de la Société historique et archéologique du Périgord , Correspondant du Ministère de l'Instruction publique, Membre de l'Institut des Provinces , Inspecteur de la Société française d'archéologie, Correspondant de l'Académie de Bordeaux , Officier d'Académie en 1879, Lauréat du Concours des Sociétés savantes (en 1863-64) pour son *Dictionnaire topographique de la Dordogne* :

1^o *Découverte d'une sépulture gauloise* aux environs de Bergerac en janvier 1852 (Extrait des Actes de l'Académie de Bordeaux) ;

2^o *Dominique de Gourgue* (Extrait du *Bulletin d'histoire et d'archéologie* de la province ecclésiastique d'Auch) ;

3^o *Observations au sujet de la Dissertation sur deux rocs branlants du Nontronnais*, par M. Charles Des Moulins ;

4^o *Noms anciens de lieux du département de la Dordogne*, 1861 ;

5^o *Forêt royale de Ligurio*, mentionnée dans le *Capitulaire de Chierzy* (en 877) ;

6^o *Le Dragon de Bergerac. — Etude sur une question historique relative à la vie de saint Front* ;

7^o *Foyers divers de Silex taillés en Périgord* (bords de la Vézère), Bordeaux 1866, brochure in-8° ;

8^o *Le Saint-Suaire*, suivi d'un *Essai sur les pèlerinages à Jérusalem avant les Croisades*. (En collaboration avec M. Martial Delpit) ;

Quelques-unes de ces publications sont énoncées dans la Table historique et méthodique des Actes de l'Académie de Bordeaux, par M. Jules de Gères.

9^o *Notice sur les fortifications de la ville de Domme (Dordogne)*. — (*Bulletin du Comité historique des Arts et Monuments*, tome II, p. 99) ;

10^o *Communications diverses sur Montaigne, sur des sceaux, sur des*

chants populaires, etc. (Bulletin du Comité de la Langue, de l'Histoire et des Arts de la France, tome II);

11° *Envoi de chants populaires au Comité* (Bulletin du Comité de la Langue, de l'Histoire et des Arts de la France, tome IV);

12° *Note sur un manuscrit relatif à une famille du Périgord.* — *Revue des Sociétés savantes des départements*, 2^{me} série, tome VIII, 1862, 2^{me} semestre;

13° *Note sur un manuscrit attribué au XIII^e siècle* ;

14° *Note sur le dolmen du Blanc* (Même revue, III^e série, tome III, 1864, 1^{er} semestre);

15° *Inscriptions d'une ancienne croix de pierre du village de Carmaux* (Même revue, t. IV, 1864, 2^e semestre);

16° *Note sur une découverte de monnaies antiques dans la commune de Mouleydier (Dordogne)* (Même revue, IV^e série, tome VI, 1867, 2^e semestre);

17° *Note sur une ancienne cloche de Villedieu (Dordogne)* (Même revue, tome X, 1869, 2^e semestre);

18° *Lettre sur le Périgord* (A Périgueux, chez Faure et Rastouil, imprimeurs de la Préfecture. Sans date, adressée au directeur du *Périgord*);

19° *Note sur une monnaie inédite du Bourbonnais, portant les croisettes de Bordeaux et sur l'atelier de Dax* (Actes de l'Académie de Bordeaux);

20° *Dictionnaire topographique de la Dordogne.* — Un vol. in-4°, Paris, Imprimerie nationale, 1873 ;

21° *La Dodécade de l'Evangile*, par Estienne de Sanguinet, gentilhomme gascon. — Bergerac, Vernoy, 1614. (*Bull. du Bibliophile*, 1858);

22° *Des communes en Périgord.* — Périgueux, Dupont, 1843, brochure in-8°, avec planches.

23° *Sur quelques questions relatives à l'époque celtique.* — Caen, Har-
del, 1859, brochure in-8°.

NOTE sur les publications numismatiques du vicomte Alexis de Gourgue dans la Revue numismatique, 1^{re} série, de 1836 à 1856, sous la direction de MM. E. Cartier père et de La Saussaye.

Tome V. — 1840, p. 157 :

« Sur une monnaie du Prince Noir. » (V. t. IV.)

Tome VI. — 1841, p. 181, pl. 10 et 11 :

« Essai sur les monnaies frappées en Périgord. »

Tome VII. — 1842, p. 344 :

« Doutes sur l'attribution au pays de Médoc des deniers de Charlemagne avec le mot MEDOCVS vel MEDOLVS. »

Tome VIII. — 1843, p. 368, pl. 13 :

« Observations sur le monnayage des deux duchés d'Aquitaine et de Gascogne. »

Tome VIII, p. 164 :

« Sur un denier de l'abbaye de Sainte-Marie de Saintes. »

Tome IX. — 1844, p. 395 :

« Sur les monnaies d'Aquitaine au nom de Guillaume : GVILELMO-VICTORIA. »

Tome XV. — 1850, p. 198 (vignette) :

« Attribution à Brioude du denier avec la légende : GVILELMO-VICTORIA. »

Tome XV. — 1850, p. 186 :

« Analyse de sa note sur une monnaie inédite du Bourbonnais publiée dans le Recueil des Actes de l'Académie de Bordeaux. »

Tome XVI. — 1851, p. 252 :

« Monnaies rares du Limousin. »

Bordeaux, 1^{er} mars 1855.

A. CH.

Trois planches accompagnent cette livraison. — La 1^{re} représente des Antiquités trouvées dans les fouilles de Périgueux en 1854 ; — la 2^e, l'Eglise de Lempdes ; — et la 3^e, le Portrait de M. le vicomte Alexis de Gourgue.

Le Gérant responsable, A. DELFOUR.

Périgueux. — Ancienne imprimerie Dupont et C^e,
LAFONT, directeur.

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD.

Séance du jeudi 2 Avril 1885.

Présidence de M. le docteur GALY.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. de Froidefond, le marquis de Fayolle, le marquis d'Abzac de La Douze, Bleynie, le comte Gérard de Fayolle, Michel Hardy, Lespinas, Raoul de Peyronny et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce la mort de notre confrère, M. le marquis Alduin de Taillefer, qui, dans les deux dernières séances, a fait des dons au Musée départemental, pressentant déjà une fin prochaine. En digne fils de l'auteur des *Antiquités de Vésone*, il s'intéressait à nos travaux, et comme maire de la commune de Lempzours, il avait fait de nombreuses démarches, malheureusement inutiles, pour obtenir une subvention destinée à réparer sa curieuse église, dont nous avons publié le dessin.

D'unanimes témoignages de regrets accueillent cette triste communication.

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL apprend à la Société qu'il a reçu, par l'entremise de M. de Verneilh, un portrait photographié de notre regretté vice-président, M. le vicomte de Gourgue, et il demande l'autorisation de le faire reproduire dans le *Bulletin*, où il sera accompagné des notices de M. le docteur Galy, de M. le baron de Verneilh, de celle qu'a publiée M. Charles Des Moulins en 1861, dans l'*Annuaire de*

l'Institut des provinces, d'une bibliographie, et aussi du remarquable discours que M. Martial Delpit a prononcé la semaine dernière, à l'occasion de la translation du corps de Bordeaux à Lanquais. Ces diverses notices, jointes au portrait, composeront dans notre *Bulletin* un petit monument que notre Société aura à cœur d'élever à la mémoire de son savant vice-président et doyen. — L'autorisation est accordée à l'unanimité.

M. LE PRÉSIDENT énumère brièvement les ouvrages qui ont été offerts à la bibliothèque de la Société dans le courant du mois dernier :

La Revue Félibréenne, publication littéraire, franco-provençale, sous la direction de M. Paul Mariéton, tome I, les quatre premiers numéros, 15 et 30 janvier, 15 février et 1^{er} mars 1885, in-8°, Paris ;

Les *Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie*, documents inédits concernant la province, tome X, un gros volume in-4°, Amiens, 1883, contenant l'*Histoire de l'abbaye et de la ville de Saint-Riquier*, par l'abbé Hénocque, tome II ;

La *Table alphabétique* des matières contenues dans le VII^e volume des *Bulletins de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, 1878-1882, et les numéros 122 et 123 du tome VIII du même *Bulletin*, troisième et quatrième trimestres de 1884, in-8°, Orléans ;

Le *Journal d'histoire naturelle de Bordeaux et du Sud-Ouest*, numéro du 28 février 1885, in-4°, Bordeaux ;

La *Revue des autographes*, de M. Eugène Charavay fils, numéro de mars 1885, in-8°, Paris, contenant l'annonce de six lettres de Christophe de Beaumont, dont quatre autographes et deux signées, à l'archevêque de Tours, et une lettre du marquis de Sainte-Aulaire, le célèbre diplomate, ami de la duchesse du Maine, datée de Stockholm le 25 décembre 1746 ;

La *Bibliophilie ancienne et moderne, française et étrangère*, numéro de mars 1885, in-8°, Paris ;

Le *Catalogue de la bibliothèque de feu M. Louis Perreau, de Dijon*, deux brochures in-8°, Paris, veuve Adolphe Labitte, 1885 ;

Par M. Emile Cartailhac, sa brochure intitulée : *Œuvres*

inédites des artistes chasseurs de rennes, in-8°, Paris, 1885, dont le texte a paru en février dans les *Matériaux pour l'histoire primitive de l'homme* ;

Par M. Paul Mariéton, sa belle brochure imprimée à Lyon, en 1883, chez Pitrat aîné, *Un félibre limousin, Joseph Roux*, grand in-8° ;

Par M. le comte Léon de Seilhac, le *Cahier de la ville de Domme, en Périgord*, avec une préface et des notes de l'éditeur, imprimé en Guienne, 1789, rare brochure in-8° de X-48 pages.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

M. DE LAUGARDIÈRE nous adresse la suite de ses *Essais topographiques, historiques et biographiques sur l'arrondissement de Nontron*. La partie qu'il traite aujourd'hui est le canton de Nontron ; quelques extraits en sont lus à l'assemblée, qui décide que la publication en continuera dans le *Bulletin*.

M. le marquis DE SANZILLON et M. Raoul DE PEYRONNY, élus membres titulaires dans la dernière séance, remercient la Société d'avoir bien voulu les admettre dans ses rangs.

La Société a lu avec plaisir, dans les journaux, que notre jeune confrère M. Léon Clédat venait d'être l'objet d'une distinction très flatteuse ; qu'il avait obtenu une récompense à l'Académie pour sa *Grammaire élémentaire de la vieille langue française*. Elle lui adresse ses félicitations à ce sujet.

Elle les adresse également à notre savant confrère, M. le docteur Léo Testut, qui vient d'obtenir un prix Montyon de 2,500 francs à l'Académie des Sciences pour son *Traité des anomalies musculaires chez l'homme expliquées par l'anatomie comparée*.

Notre confrère M. D'ARLOT DE SAINT-SAUD veut bien nous proposer de nous envoyer pour le *Bulletin* des copies de pièces concernant le Périgord, qui se trouvent aux Archives départementales de la Gironde, du ban et de l'arrière-ban de la noblesse du Périgord en 1689 ; de l'aveu et dénombrement des terres nobles fait devant l'Intendant de Guyenne en 1679 et 1680 ; du rôle de la capitation de la noblesse, arrêté en 1703 par Yves de la Bourdonnaye ; des hommages rendus, au xiv^e siècle, aux archevêques de Bordeaux par des

seigneurs périgourdiens qui possédaient des fiefs dans les paroisses de Festalemps, Bersac, Saint-Privat, etc.

La Société accepte avec empressement l'offre de M. d'Arlot de Saint-Saud, pourvu que les documents qu'il signale soient inédits : M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL croit qu'un de ces documents ne l'est pas ; il l'indiquera à notre confrère ; c'est l'aveu et dénombrement des différents droits et objets qui forment le fief et la seigneurie de Périgueux, fourni par les citoyens de la ville en 1679. Il a été publié, mais peut-être non intégralement, dans le *Recueil des titres justificatifs de la ville*, de 1775, p. 584.

M. l'abbé LABORIE nous adresse un long mémoire sur le prieuré de Merlande au XVIII^e siècle, qu'il divise en six chapitres. Quelques-uns en sont lus à l'assemblée, qui se souvient que le même sujet a été traité, dans le *Bulletin*, par nos confrères M. Charles Durand et M. l'abbé Riboulet, et par M. l'abbé Audierne dans le *Périgord illustré* : il serait difficile, en effet, d'y ajouter du nouveau. En conséquence, elle ordonne le dépôt, dans ses archives, du manuscrit de M. l'abbé Laborie.

De son côté, M. le docteur LAROCHE, de Montignac, nous communique la copie d'une séance de justice présidée par Pierre de Marquessac, juge-mage, lieutenant-général et président du Présidial en Périgord, mars 1601, et relative à une querelle d'attributions entre le procureur du Roi et les maire et consuls de Périgueux, au sujet de l'exécution des édits et de la police générale du royaume sur les poids et aunages. Le procureur de Jehan et l'un des consuls François Chaignon en viennent aux gros mots et se reprochent mutuellement leur conduite pendant la Ligue. Cette pièce intéressante sera publiée dans le *Bulletin*.

Notre confrère nous annonce en même temps qu'on vient de découvrir à Brenat, village situé à deux kilomètres de Montignac, des restes de constructions gallo-romaines. On a mis au jour de nombreux débris de poterie d'un beau dessin et quelques pièces de monnaie.

D'autre part, M. Louis CARVÈS nous envoie la copie d'un procès-verbal, du 21 août 1771, réglant les limites des juri-

dictions de Limeuil et de Bigarroque, à la suite d'une contestation qui s'était élevée entre le seigneur de Sainte-Alvère, haut justicier de la juridiction de Limeuil, et la veuve du seigneur de Bigarroque, pour une ile située sur la Dordogne. Après lecture, l'assemblée décide que cet acte notarié sera inséré au *Bulletin*.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL dit que beaucoup de personnes n'attachent, parmi les anciens titres, aucune importance aux vieux livres de comptabilité, et qu'elles les détruisent sans pitié. Il pense qu'elles ont le plus grand tort. On trouve, en effet, dans ces papiers, quantité de renseignements intéressants sur le prix de la main d'œuvre, des salaires, des objets, des grains ; sur les traditions, usages, cérémonies publiques, etc. A l'appui de son assertion, M. le Secrétaire-général présente un fragment du registre des dépenses journalières de la cour présidiale de Sarlat, de 1763 à 1778, et en fait ressortir tout l'intérêt. A l'aide de ce document, on pourrait presque faire l'histoire des ports de lettres en France depuis le milieu du siècle dernier, grâce à l'indication des sommes payées pour le transport des mémoires et des lettres envoyés par la plupart des présidiaux à celui de Sarlat. Ce registre nous apprend aussi que les officiers du Sénéchal et du Présidial assistaient à une messe le jour de leur rentrée ; qu'ils en faisaient dire une de *Requiem* le lendemain de la fête de St-Yves, pour les officiers défunts ; qu'ils dinaient ensemble deux fois par an, le jour de la rentrée et le jour de St-Yves, et, à ce sujet, le comptable relate spécialement les dépenses du dessert, des vins fins, des liqueurs et du café ; qu'ils visitaient les églises le Jeudi-Saint et suivaient les processions de la Fête-Dieu, de l'Octave, de Notre-Dame d'août et du 8 septembre, pour lesquelles des dépenses de cierges et chandelles, de gratifications aux valets de ville sont consignées ; qu'ils faisaient dire une messe le jour où ils avaient un jugement sérieux à rendre, sans doute pour que le Saint-Esprit daignât les éclairer, « le jour du premier jugement de Taillardas », « le jour où le garçon de St-Cyprien fut condamné au fouet » ; qu'ils avaient des tapisseries qui coûtèrent 200 livres de raccommodage sans compter la dou-

blure, et qu'ils envoyèrent laver dans la Dordogne par le tapissier Hélias, etc.

L'assemblée voudrait que ce cahier fût reproduit *in extenso* dans le *Bulletin*.

M. le Secrétaire général ne croit pas que cela soit utile, une grande partie des dépenses se répétant chaque année : il suffira d'en fournir des extraits. L'essentiel est de faire connaître l'intérêt qu'offrent de pareils documents pour qu'ils échappent à la destruction.

M. Michel HARDY remet ensuite à M. le Président, de la part de M. le Maire de Périgueux, pour le Musée départemental :

1° Deux plateaux et une coupe en bronze plaquée d'argent, rencontrés le 10 mars dernier, au milieu des décombres d'une maison romaine, dans le jardin du presbytère de la Cité. Ces précieux objets ont malheureusement beaucoup souffert : il ne reste de la coupe que la partie supérieure et le fond ; les deux plateaux, maniés sans précaution par les personnes présentes à la découverte, ont eu leurs rebords brisés. Malgré leur détérioration, ces spécimens de la vaisselle riche des Romains offrent cependant un très grand intérêt et seront étudiés et décrits par notre confrère dans son rapport de fin d'année ;

2° Un grand bronze de Néron, fort bien conservé, trouvé dans les premiers jours de janvier, au côté Nord de l'église Saint-Etienne de la Cité. Cette belle médaille offre au droit la tête de l'empereur avec cette légende :

NERO . CLAYD . CAESAR . AVG . GER . P . M . TR . P . IMP . P . P .

Au revers, entre les lettres S et C, le temple de Janus fermé et autour :

PACE . TERRA . MARIQ . PARTA . IANVM . CLVSIT .

3° Une pièce d'or du poids de 7 grammes 8 décigrammes, trouvée le 30 mars dernier, dans la rue des Chaines, à l'entrée de la place Saint-Silain, du côté du Nord-Ouest. Cette

magnifique médaille, d'une conservation parfaite, a été rencontrée à une faible profondeur, un mètre à peine de la surface, parmi les ossements d'une sépulture assez moderne de l'ancien cimetière Saint-Silain.

Elle porte au droit le buste de Claude, tête laurée, à droite, entouré de cette légende :

TI . CLAVD . CAESAR . AVG . GERM . P . M . TRIB . POT . P . P .

Au revers, le buste d'Agrippine, et sur le pourtour de la pièce, ces mots :

AGRIPPINAE . AVG VSTAE.

M. HARDY dépose également sur le bureau une tête de Christ en pierre, presque de grandeur naturelle, que M. Rougier, conseiller municipal, a découverte ces jours derniers dans sa propriété près des Arènes, et qu'il a chargé notre confrère d'offrir en son nom au Musée départemental.

Cette tête, malheureusement mutilée, est du ^{xii}^e siècle. L'expression en est fort belle et la sculpture très soignée. Le Musée de Périgueux est si pauvre en monuments de l'iconographie chrétienne que le présent de M. Rougier acquiert à nos yeux un double prix.

M. LE PRÉSIDENT a reçu aussi de M. Laguionie, d'Hautefort, une collection de jolis échantillons de roches des terrains primitifs des environs de Thiviers, qui seront placés dans les vitrines du département ;

Et il a acheté un chandelier en laiton doré, de l'époque de Henri II.

M. le Conservateur du Musée exprime sa gratitude aux donateurs.

En outre, M. Philippe DE BOSREDON offre à nos archives deux chartes du ^{xiv}^e siècle : l'une, toute petite, de 1302, est une quittance de 30 livres tournois, donnée par Pierre de Vaus à M^r Guillaume Chantre de Milly, et à Geffroy Cocatriz, pour le service que lui et ses compagnons ont rendu au roi, à l'armée de Flandre ; l'autre, très longue, datée du ven-

dredi après l'Ascension de l'année 1312, est un acte d'acense-
ment par Hélié du Temple à Hélié Alband, aux époux Arnaud
et Pétronille Dupuy, d'un jardin situé près du bourg de
Bertric.

Il nous offre encore, de la part de M. le comte Léon de
Seilhac, un beau terrier de 1590, de 289 pages in-4°, papier,
où sont reproduits des titres pour la plupart du xv^e siècle,
les reconnaissances des terres, possessions et héritages mou-
vant de la maison de Paluel, faites par les tenanciers à no-
ble Guy de Gimel, seigneur de Paluel, des Fraux et de la
Vigerie. Ils concernent des fiefs situés dans toutes les paroiss-
es environnantes, Carlux, Cadiot, St-Julien, Cazoulès,
Perilhac, Milhac, Limejoul, etc. Ce registre provient des ar-
chives du château de Paluel, comme le *Cahier de la ville de
Domme*, qui nous a été gracieusement offert aujourd'hui.

M. GRELLET-BALGUERIE nous envoie aussi, par l'entremise
de M. Hardy, la copie d'une inscription en belles capitales
placée sur une fontaine de Villefranche-de-Belvès :

SALVBREM . COPIAM

DEDIT

MEDICINA . REPARANS

L'assemblée remercie les donateurs.

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui demande
à entrer dans notre Compagnie. Après un vote par acclama-
tion, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre titulaire de la
Société historique et archéologique du Périgord :

M. Xavier de Monteil, licencié en droit, au château de
Cherval, près Verteillac, présenté par M. Léon du Pavillon
et M. le comte Gérard de Fayolle.

La séance est levée à deux heures du soir.

Le Secrétaire général : Ferd. VILLEPELET.

Séance du jeudi 7 Mai 1885.

Présidence de M. le docteur GALY.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. de Froidefond, le marquis d'Abzac de La Douze, le comte d'Abzac de La Douze, Bleyne, Louis Carvès, Dose, le comte de Fayolle, Paul Galy, Michel Hardy, Lespinas, l'abbé Montet et Villepelet.

Le procès-verbal de la réunion précédente est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT indique sommairement les ouvrages qui ont été offerts à la bibliothèque de la Société dans le courant du mois dernier :

Le *Journal des Savants*, cahiers de mars et avril 1885, in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

Le *Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifiques*, section d'histoire et de philologie, année 1884, numéros 3-4, in-8°, Paris, Imprimerie nationale, 1885 ;

Le *Bulletin archéologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques*, année 1885, numéro 1, in-8°, Paris, Imprimerie nationale, où, à la page 122, dans une note, M. Salomon Reinach, en signalant une mosaïque très intéressante trouvée en Tunisie, et dont le principal médaillon représente quatre chevaux la tête surchargée de panaches, avec indication des noms dessinés en mosaïque noire, *Ceruleus*, *Luxuriosus*, *Ispicalus*, *Botrocaleus*, rappelle que M. le docteur Galy a décrit, dans le tome IX de notre *Bulletin*, un contorniate inédit : Dr. quadriga avec cocher, BOTROCALES ; revers : ASTVRINICA, et il ajoute : « M. Galy a donc eu raison de supposer que le nom BOTROCALE(us) était celui d'un cheval » ;

Le *Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifi-*

ques, section des sciences économiques et sociales, année 1884, in-8°, Paris, Imprimerie nationale ;

La *Liste* des membres et des correspondants du Comité des Travaux historiques et scientifiques, in-8°, Paris, Imprimerie nationale, 1885 ;

Les *Comptes-rendus et Mémoires du Comité archéologique de Senlis*, deuxième série, tome IX, année 1884, in-8°, Senlis ;

Le *Bulletin de la Société philomatique Vosgienne*, 10^e année, 1884-85, in-8°, Saint-Dié ;

Les *Mémoires de la Société des Antiquaires du Centre*, 1884, Armorial général, XII^e volume, II^e fascicule, in-8°, Bourges ;

Les *Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, quatrième trimestre de 1884, in-8°, Poitiers ;

Le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, 1^{re} livraison, 1885, janvier-février-mars, in-8°, Tulle, contenant la suite de l'*Etude sur les lanternes des morts*, par l'abbé Lecler, qui en indique sept dans la Dordogne, à Atur, Brantôme, Cubas, Dalon, Sarlat, Saint-Nexans et Nontron ;

Le *Bulletin de la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, V^e volume, 4^e livraison, 1^{er} avril 1885, in-8°, Saintes, où, à la page 237, on voudrait savoir si la branche des Beaupoil de Saint-Rémy, de Saintonge, se rattache aux Beaupoil de Saint-Aulaire du Périgord ; si la branche a encore des représentants ; si la filiation existe de nos jours, etc. ;

Le *Journal d'histoire naturelle de Bordeaux et du Sud-Ouest*, numéro 3, 31 mars 1885, in-4°, Bordeaux ;

Le *Bulletin de la Société des sciences, lettres et arts de Pau*, 1883-84, 2^e série, tome XIII^e, un volume in-8°, Pau, 1884 ;

La *Revue des langues romanes*, numéros de janvier et de février 1885, in-8°, Montpellier, où se trouve signalée par M. Roque-Ferrier une troisième imitation du sonnet de Nicolas Fize contre l'abbé Plomet, dans les vers patois publiés par M. Louis Carvès ;

La Revue épigraphique du Midi de la France, numéro 32, janvier-février-mars 1885, in-8°, Lyon ;

Le Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, année 1885, avril, 73^e livraison, in-8°, Valence ;

Le Bulletin de la Société d'Études des Hautes-Alpes, 4^e année, avril-mai-juin 1885, numéro 2 (14^e), in-8°, Gap ;

Le Giornale araldico de l'académie de Pise, numéro de mars 1885, grand in-8°, Pise ;

Par M. le docteur Testut, son bel ouvrage qui a eu le prix Broca, en 1884, à la Société d'Anthropologie de Paris, et le prix Montyon, en 1885, à l'Institut de France, sur *Les anomalies musculaires chez l'homme expliquées par l'anatomie comparée, leur importance en anthropologie*, un gros volume in-8°, Paris, Masson, éditeur, 1884 ;

Par M. Marcel Deslignières, sa *Conférence sur l'emploi de la terre dans les constructions* et les industries qui s'y rattachent en Orient, depuis l'origine du monde jusqu'au iv^e siècle avant notre ère, extrait de la *Revue des Arts décoratifs* de janvier 1885, brochure in-4°, Paris, imprimerie de Quantin ;

Par M. Legrelle, docteur ès-lettres, *Louis XIV et Strasbourg*, essai sur la politique de la France en Alsace, d'après des documents officiels et inédits, un volume in-8°, Paris, librairie Hachette, 1884 ;

Par M. Charles Putnam, *Elephant pipes in the Museum of the Academy of natural sciences Davenport, Iowa*, brochure in-8°, Davenport, Iowa, 1885 ;

Par M. Louis Carvès, quatre numéros du *Journal officiel* des 8, 9, 10 et 11 avril 1885, où est publié le compte-rendu du congrès de la Sorbonne ;

Par M. Détrieux, menuisier, rue du Canon, à Périgueux, le *Procès-verbal de l'assemblée électorale du département de la Dordogne*, pour l'an VII de la République française, tenue au chœur de la ci-devant cathédrale de Saint-Front, brochure in-8°, à Périgueux, de l'imprimerie de la veuve Dubreuilh, imprimeur du département, l'an VII^e de la République.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. ROLLAND DE DENUS s'excuse par lettre de n'avoir pu assister au congrès des Sociétés savantes et remplir ainsi le mandat qui lui avait été confié.

M. Louis CARVÈS, qui y assistait, nous donne lecture d'un rapport qu'il a fait sur cette 23^e réunion, et où il s'est attaché à nous signaler les communications intéressant particulièrement le Périgord.

De son côté, M. DOSE a préparé aussi un rapport sur les huitième et neuvième réunions des Sociétés des Beaux-Arts des départements, à la Sorbonne, 1884 et 1885, qu'il nous lit et qui est fort goûté par l'assemblée. La publication dans le *Bulletin* en est votée après lecture.

Une bonne nouvelle nous arrive de Sarlat : M. Gaston DE GÉRARD nous annonce qu'il publiera prochainement, avec la collaboration de M. Gabriel Tarde, une édition depuis si longtemps attendue des chroniques du chanoine Tarde. Le petit-neveu du chanoine s'est chargé de l'introduction, c'est dire qu'elle sera écrite dans la perfection, remplie d'aperçus ingénieux et de thèses originales. « Ma part, nous mande M. de Gérard, a consisté à établir le texte d'après le manuscrit original de la bibliothèque de Toulouse, complété par certaines copies presque contemporaines de l'auteur et à éclaircir celui-ci des notes nécessaires. J'y ai mis tous mes soins, et crois avoir réussi à faire, pour ce qui me concerne, une œuvre du moins consciencieuse.

» L'édition sera imprimée avec toute la perfection possible, sur très beau papier. Vous comprenez que nous voulons que notre livre soit non seulement un bon livre, mais un beau livre, digne de la Société dont les deux éditeurs s'honorent d'être membres, et digne de la bibliothèque la plus choisie.

» Notre travail est assez avancé pour que nous songions à l'impression. Avant tout, nous avons voulu communiquer officiellement notre projet à la Société historique. Bien qu'elle ne nous ait pas donné mandat d'entreprendre cette œuvre, il nous a semblé que le désir exprimé bien des fois par plusieurs de ses membres les plus éminents, devait nous assurer de sa part un bon accueil. C'est ce qui nous engage

à venir solliciter son concours, concours tout moral d'ailleurs, car nous pensons que, désirée comme elle paraît l'être, notre édition a toute chance d'être écoulee, sans avoir recours aux ressources financières de notre Société. Mais ce à quoi nous tenons, c'est à l'approbation de notre travail par celle-ci. Tout en conservant en entier notre responsabilité, nous serions heureux si la Société nous autorisait à donner à notre livre le caractère de « Publication de la Société historique du Périgord. »

» Le texte est vraiment digne d'elle. Les copies qui circulent ne donnent qu'une idée imparfaite et surtout incomplète de celui-ci. Tarde nous apparaît comme un écrivain de mérite, digne de figurer à côté de nos bons prosateurs du ^{xvi}^e siècle, et sa chronique est une œuvre du plus haut intérêt historique, surtout pour la période de la guerre de Cent-Ans, — le texte en est peu connu, — encore plus pour la période des guerres de religion, partie absolument inédite, et qui comprend à elle seule le tiers du manuscrit. C'est l'histoire, jour par jour, des faits innombrables qui se passent dans le Périgord, le Limousin, le Quercy, l'Agenais et le Bordelais. Peu de villes, bourgs, châteaux de notre province et de celles qui l'environnent, qui ne se trouvent mentionnés, avec le récit détaillé et précis de l'événement que le chroniqueur rappelle. C'est l'histoire complète et exacte de cette période si longue, si intéressante et si peu connue de notre histoire provinciale.

» Je vous serai particulièrement obligé, Monsieur le Secrétaire général, de vouloir bien, dès que la Société aura donné son avis, me le communiquer immédiatement. Nous n'attendons que cette approbation, à laquelle nous tenons beaucoup pour mettre le volume sous presse ; nous voudrions qu'il pût paraître dans le courant de l'été. »

La Société, consultée, accorde avec empressement son patronage à la publication d'une œuvre impatientement attendue et félicite les éditeurs de l'avoir spontanément entreprise.

M. Louis CARVÈS nous donne ensuite lecture du procès-verbal de prise de possession de l'évêché de Sarlat par M^{rs} de

Montesquiou, le 27 septembre 1747, qu'il a trouvé parmi d'anciennes minutes des notaires de Sarlat.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL dit qu'il a recueilli des détails intéressants sur la fin édifiante de M^{sr} de Francheville, évêque de Périgueux, dans les registres paroissiaux de la commune de Coursac. Ils ont été consignés là par le curé, l'abbé Chereau, ci-devant aumônier de l'évêque et précepteur de ses neveux, et ils viendront, en quelque sorte, compléter les notices publiées dans le *Bulletin* par M. Dujarric et M. Hardy. M. le Secrétaire général en donne lecture, ainsi que d'un souvenir beaucoup plus réservé sur la mort du successeur de M^{sr} de Francheville, M^{sr} Clément, avec lequel le curé de Coursac avait eu un procès devant le Parlement de Bordeaux, au sujet de la jouissance d'une vicairie de Saint-Antoine et de la dîme des noales ou terres défrichées. Ces extraits seront insérés au *Bulletin*.

Notre confrère M. D'ARLOT DE SAINT-SAUD continue à nous signaler les documents importants qu'il trouve aux Archives de la Gironde, notamment le rôle du ban et de l'arrière-ban de la noblesse des sénéchaussées de Périgueux, Bergerac et Sarlat en 1689 et 1692 ; il compte annoter cette pièce pour Périgueux et Bergerac, et il espère que M. Gaston de Gérard voudra bien annoter le rôle de Sarlat. Notre studieux confrère nous mande qu'en 1690 on a envoyé de Pau à la sénéchaussée de Guyenne, pour les Trésoriers, des copies d'hommages rendus par les seigneurs du Périgord aux comtes de Périgord : « Ce sont ces copies que j'ai vues, nous écrit-il, et qui furent dressées à cette époque, d'après un inventaire général de la Chambre des comptes de Pau, fait en 1546. En outre de ces hommages, il y a quelques autres documents qui m'ont paru intéressants : Série C, numéro 4,125, on voit la copie du don du comté de Périgord, fait le 23 janvier 1399, par le roi Charles VI à son frère le duc d'Orléans ; série C, numéro 4,180, testament de Guillaume de Bretagne, comte de Penthievre et Périgord, le 24 août 1454. Dans cette liasse, il y a la copie d'un grand nombre d'acensements consentis depuis le xii^e siècle jusqu'au xvi^e par les comtes de Périgord ou même par les évêques, puisque j'y retrouve entre autres

un acte d'acensement en latin datant de 1322, par Raymond de Roquecorn, évêque de Sarlat, à Bernard Lafargue, Pierre Dumas et Pierre Lasserre, habitants de Saint-Quentin, diocèse de Sarlat.

« Les hommages dont je vous parlais plus haut, rendus aux comtes de Périgord, sont compris dans des volumes relatifs aux châtellenies de Monpon, Vern, Mussidan et Bourdeille. A la fin, il y a des notes relatives aux ventes de ces seigneuries. Ainsi, pour Bourdeille, on lit que le 14 février 1480, Alain d'Albret et sa femme, Françoise de Bretagne, ont vendu à..... de Bourdeille, la terre et seigneurie de Bourdeille « pour le prix et la somme de 4,000 escus d'or au coing du roy de France » et que Françoise de Bretagne proteste par un acte annexé contre cette vente, qui n'a été consentie par elle que dans la crainte de mécontenter son mari et pour ne pas lui déplaire. En 1366, le château et la châtellenie de Bourdeille appartenaient à Robert de Chamberliac, qui en rendit hommage cette année-là au comte de Périgord. Ces pièces seront classées dans les Archives de la Gironde sous la rubrique série C, Trésoriers, numéros 4,131 et suivants ; seulement le travail est loin d'être terminé, et il se passera bien des années avant que cette partie de l'inventaire ne soit imprimée. »

L'assemblée prie M. d'Arlot de Saint-Saud de faire un choix judicieux parmi ces pièces et de ne copier que les plus importantes.

M. LE PRÉSIDENT nous communique ensuite une liste de questions posées par M. de Mourcin à l'abbé de Lespine, sur des antiquités de Périgueux, sur des monuments aujourd'hui disparus, mais dont il n'a pu retrouver les réponses.

M. Aymar d'ABZAC DE LA DOUZE nous présente deux placards imprimés, du siècle dernier : l'un est le prospectus d'un charlatan, Jean-Jacques-Dominique Noir, chasseur du bouquetin sauvage, qui vante les vertus du sang de bouquetin employé comme remède dans la pleurésie, la petite vérole, les pertes de sang et les dyssenteries ; l'autre est le tableau des officiers du Parlement de Bordeaux en 1740, parmi lesquels se reconnaissent quelques noms périgourdins.

Puis, M. Michel HARDY dépose sur le bureau diverses antiquités au sujet desquelles il présente les observations suivantes :

Dans les travaux qui s'exécutent en ce moment pour relier l'égoût de la rue des Chaines avec le grand collecteur de la place du Greffe, cinq ou six sépultures ont été rencontrées, dit-il, au côté nord de la rue de la Clarté, dans la partie de cette rue la plus rapprochée de la cathédrale. Comme la plupart de celles que l'on trouve dans le sous-sol de Périgueux, ces sépultures étaient renfermées dans des sarcophages de pierre avec entaille au chevet ; mais au lieu d'être monolithe, l'auge était ici formée de moellons à peine dégrossis et placés bout à bout. Les personnes inhumées en ce lieu étaient sans doute de petite condition ; ce qui n'avait pas empêché leurs proches d'entourer leurs dépouilles d'attentions délicates. Nous trouvâmes l'un des squelettes revêtu d'un linceul de bure dont la trame était extrêmement grossière ; un autre gisait étendu sur un lit de fougères. Dans ces deux tombes une même préoccupation avait évidemment inspiré des pratiques différentes, et ces frondes de fougères que nous rencontrions pour la première fois, nous donnèrent enfin l'explication de ces linceuls de bure où nous avons cru reconnaître précédemment une livrée franciscaine. La pierre des sarcophages était froide et humide ; ne fallait-il pas garantir contre son contact les restes d'une personne aimée ? — Pour atteindre ce but, ceux qui avaient quelques ressources enveloppaient le corps dans une ample couverture de laine que l'on repliait sur les pieds et fixait avec des épingles ; pour le pauvre, ne pouvant faire davantage, il allait par les bois cueillir de la fougère et en jonchait ensuite le fond du cercueil.

Contre notre attente, deux sépultures, autres que celles que nous venons de décrire, nous ont fourni des objets mobiliers.

Dans l'une, nous trouvâmes à la droite du mort, près de l'épaule, une petite fiole de verre, pyriforme et qui devait être primitivement surmontée d'un long col. Contre la tête était appuyée une croix en plomb, bombée sur le milieu. Epaisse de trois millimètres, et sans inscription, elle a pour tout ornement une sorte de guillochis qui en suit les bords et semble avoir été obtenue à l'aide d'un poinçon. Trois branches ayant chacune soixante millimètres de longueur, la quatrième en a soixante-cinq ; c'était celle qui devait être placée inférieurement, et sa longueur un peu plus grande servait à remplacer l'appendice basilaire qu'offrent la plupart des croix sépulcrales en plomb. Malgré cette inégalité, d'ailleurs à peine sensible dans la longueur des branches, cette croix est du type grec et date du ^{xii}^e siècle, si même on ne doit pas la faire remonter au ^{xi}^e siècle.

L'autre sépulture, beaucoup moins ancienne que la précédente, renfermait un pichet utilisé comme vase à l'eau bénite et placé près de la tête du mort. En terre commune recouverte d'un enduit vernissé de couleur jaune, ce pichet rappelle les vases de ce genre couramment employés en Périgord aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, et tire son principal intérêt de sa conservation parfaite.

M. LE PRÉSIDENT a reçu aussi, pour le Musée départemental, de M. Hoarau de la Source, une collection de fossiles provenant de la commune de Saint-Aubin-d'Eymet.

M. le Conservateur du Musée remercie les donateurs.

En terminant, M. Gérard DE FAYOLLE signale une particularité assez curieuse qu'il a remarquée sur la motte du château d'Aubeterre en Angoumois ; il a vu là des couches épaisses de cendres avec de nombreux ossements et alternant sur le pourtour de la motte avec des couches de terre d'une épaisseur d'un mètre environ.

M. LE PRÉSIDENT croit qu'on pourrait peut-être se trouver là en présence de quelque ancien *ustrinum*, servant à l'incinération générale.

La Société française d'Archéologie nous fait savoir qu'elle tiendra cette année son congrès à Montbrison, du 25 juin au 2 juillet, et nous invite à aller prendre part à ses travaux. Ceux de nos confrères qui y sont disposés pourront envoyer leur adhésion à M. Rochigneux, trésorier du Congrès, à Montbrison (Loire).

Il est enfin procédé à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre Compagnie. Après un vote par acclamation, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Louis Biran-Archez, à Sainte-Alvère, présenté par M. de Saint-Pierre et par M. Villepelet.

La séance est levée à deux heures et demie du soir.

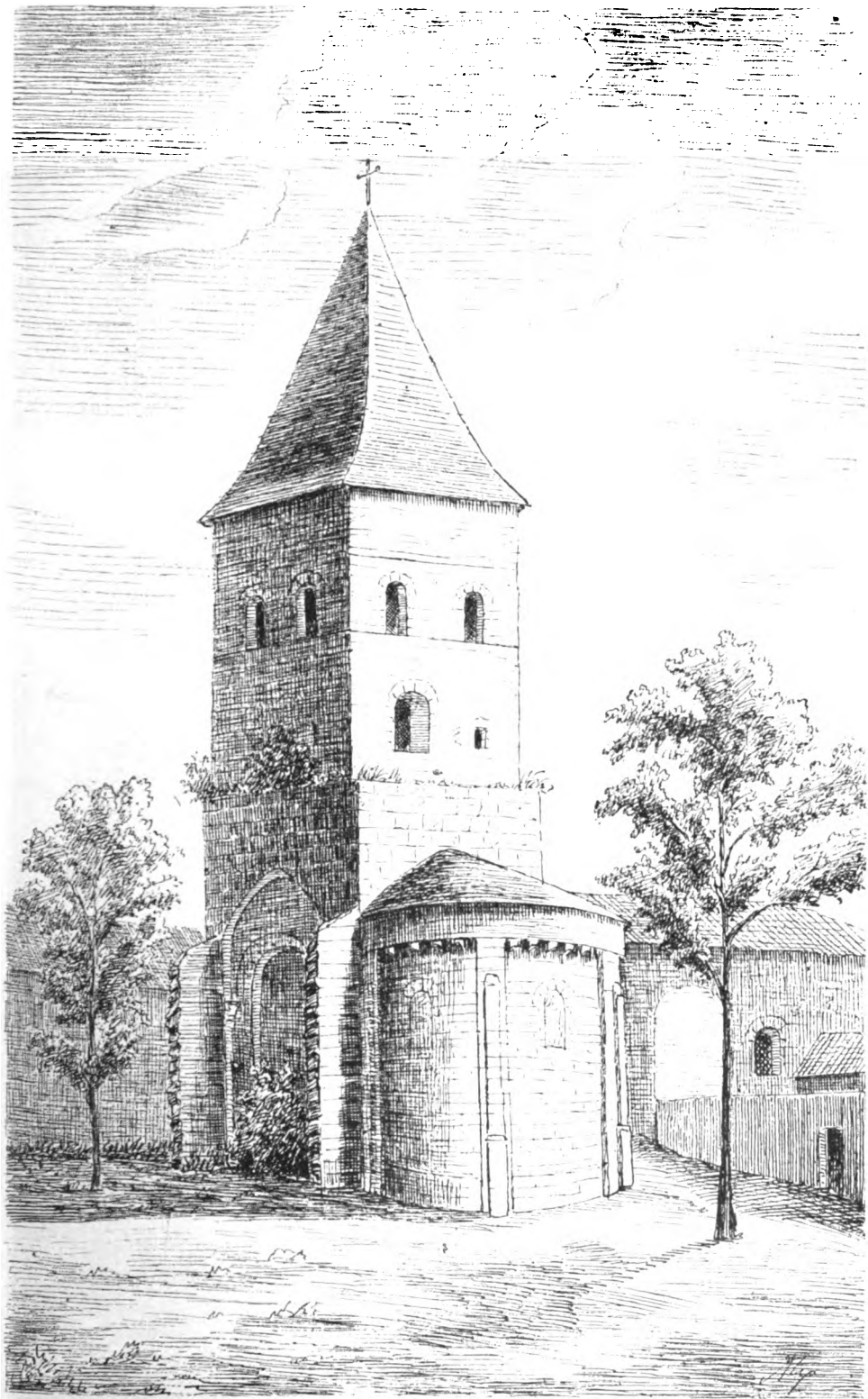
Le Secrétaire-général, Ferd. VILLEPELET.

TOURTOIRAC.

Nous n'avons pas l'intention d'écrire l'histoire de l'abbaye de Tourtoirac ; les documents ne sont pas sous notre main ; nous voulons seulement donner quelques notes archéologiques sur ce qui reste des constructions de cette abbaye, dont le nom se trouve souvent dans les annales de notre province. Nous renvoyons, pour la liste des abbés, au tome IV, p. 264 du *Chroniqueur du Limousin*, et au tome I^{er}, p. 279 du *Bulletin* de notre Société ; on y trouvera quelques détails qui sont inutiles à notre étude.

L'abbaye de Tourtoirac était située dans une vallée étroite, protégée par des rochers pittoresques dont les abris recèlent des silex et des os travaillés, et par l'Auvézère, qui longeait ses jardins et les bâtiments claustraux. Cette position était affectionnée des moines, qui trouvaient une sorte de sécurité dans ces creux et les replis des vallées et une partie de leur nourriture dans ces cours d'eau, dont la pêche leur était réservée et où ils savaient multiplier le poisson. Une partie des bâtiments est en ruines ; quelques-uns ont changé de forme et de destination ; du côté de l'est, la clôture s'est conservée à peu près intacte.

Au premier aspect l'église produit un certain effet avec ses deux clochers ; l'un sur la façade, barlong, et l'autre, carré, sur le chœur, avec sa haute toiture pyramidale. Nous croyons que ce premier clocher est postérieur au reste de l'édifice et a pu être élevé presque en entier au xii^e siècle, où le plein-cintre et l'ogive commençaient à s'unir. La nef a conservé quelques contre-forts primitifs, mais presque toutes les ouvertures portant un caractère d'antiquité ont été aveuglées ; celles qui restent ont été agrandies. Deux courtes chapelles formant croisillons donnaient à l'église la forme d'une croix latine ; une seule est encore debout. Enfin, cette longue nef se terminait par un chœur sur plan carré, au-dessus duquel se dresse le second clocher, accosté de trois absidioles arrondies, à droite, à gauche, et dans l'axe de



Eglise de Tourtoirac

l'église ; celle-ci a disparu, on n'en aperçoit que les arrachements. Ce clocher, dont les parties hautes ont subi quelques réparations, et ces petites absides sont fort anciens et se rapportent à la première moitié du ^x^e siècle, époque où Guy, vicomte de Limoges, livrait le monastère de Tourtoirac à Dieu, à Saint-Pierre d'Uzerche et à Richard, abbé d'Uzerche, l'an 1025. Ce monastère existait déjà, et Guy n'en fut que le restaurateur ; un fragment de sculpture, perdu dans un des côtés de la porte de l'abbaye, nous a paru, en effet, antérieur au ^x^e siècle, mais c'est à cette époque qu'il faut faire remonter la masse des constructions. Les absides qui entouraient le chœur, avec leurs contre-forts aplatis, se confondaient à leur sommet avec la corniche, soutenue par des modillons de la forme la plus simple ; leurs ouvertures cintrées sans moulures, mais dont les courbes sont nettement indiquées par l'appareil, marquent bien l'époque de leur élévation, et l'étude de l'intérieur nous en convaincra.

Nous n'avons pas à nous occuper longuement de la nef intérieure, badigeonnée à la chaux, qui n'a rien conservé, ou à peine, de son caractère primitif, sauf le grand arc de l'entrée, un pilier à gauche qui indique que l'église était, à l'origine, divisée en travées, et l'arcade d'accession ou croisillon existant, remaniée postérieurement, ainsi que sa voûte. On peut s'arrêter devant les fonts placés sous une arcade ogivale à fronton trilobé du ^{xiv}^e siècle. Nous avons dit que le croisillon de droite n'existe plus, mais on suit facilement le développement de son arc cintré. Un lambris à compartiments peints formait la voûte de la nef, mais il y a une quarantaine d'années que, soit qu'il fût en mauvais état, soit qu'on le trouvât laid et qu'il n'ait pas été jugé réparable, on l'a remplacé par un plafond en plâtre avec gorge entre deux filets suivant l'axe et cartouches de style inconnu dans les angles ; c'est l'œuvre d'un de ces peintres plafonneurs italiens qui ont ravagé tant d'églises dans le midi. Un grand arc, aujourd'hui obstrué par un abominable autel en bois, à colonnes genre néo-grec, peinturluré par ce même artiste en faux marbre gris-noir, s'ouvrait sur le chœur, formé sur plan carré dont les quatre piliers d'angle portent

une coupole octogonale, à laquelle correspond le clocher. Trois arcs semblables au premier s'ouvrent sur les absidioles circulaires ; nous avons déjà constaté la ruine de celle du chevet. Dans le principe, l'autel majeur devait se trouver sous la coupole.

Les deux absidioles existantes sont divisées en cinq travées, séparées par des colonnes rondes au fût lisse, mais dont la partie inférieure semble avoir été tournée à en juger par les rainures circulaires qui les ornent ; leurs bases reposent sur un stylobate trop élevé pour qu'il ait pu servir de banc, comme cela se trouve ailleurs. Les chapiteaux, d'une simplicité primitive, sont chargés succinctement de sculptures grossières, parmi lesquelles nous avons remarqué des animaux ressemblant à des bœufs, un agneau avec le labarum, des personnages où l'on pourrait retrouver Adam et Eve, etc. Ces chapiteaux et les entre-colonnements portent des traces de peinture rouge et bleue fort ancienne. Ces chapelles sont voûtées en demi-coupoles. Des jours à plein cintre donnaient l'air et la lumière à cette partie de l'église qui sert actuellement de sacristie.

Dans la partie des bâtiments monacaux affectée au presbytère, on retrouve tout un côté du cloître, remontant certainement au xi^e siècle, avec ses étroites arcades géminées aux courts piliers surmontés d'intéressants chapiteaux. La cour du presbytère, fermée encore par les anciens murs, contient, parmi ces restes de clôture, une chapelle du xiii^e siècle à voûte ogivale surhaussée, élevée sur un tore très saillant ; cette voûte est percée à une certaine hauteur et régulièrement, de petits orifices ronds de trois à quatre centimètres de diamètre, et dont la destination reste indécise pour nous, à moins que ce ne fussent des tuyaux acoustiques destinés à ramener le son de la voix vers les auditeurs. Nous ne pensons pas que cela pût avoir une grande influence, car le son ne monte ni ne descend, mais s'étend par ondulations horizontales. Cette voûte est peinte en pierres d'appareil, limitées par des filets rouges. Chaque pierre est ornée de dessins linéaires rouges et bleus, de formes diverses. Une bande suivant l'axe de la voûte, à filets rouges et

bleus, la coupe en deux parties. Ces peintures peuvent bien être primitives.

Le logis abbatial, maintenant propriété particulière, est un corps de logis entre deux pavillons ; il a été construit en 1745, par Pierre de Saint-Aulaire, abbé de Tourtoirac, de 1730 à 1751.

Le monastère royal de Tourtoirac, de l'ordre de St-Benoît, fut placé, en 1205, sous l'invocation de saint Pierre. En 1564, il se composait d'un prieur claustral, d'un sacristain, d'un camérier et de trente-quatre moines. Une bulle de protection, donnée en 1120, en faveur de l'abbaye, par le pape Calixte II, constate que sa juridiction s'étendait sur dix-huit églises ou paroisses (1).

A. DE ROUMEJOUX.



VISITE DE L'ARCHEVÊQUE BERTRAND DE GOTH,
DANS LE DIOCÈSE DE PÉRIGORD, EN 1304.

(Suite et fin.)

Perigueux.

Le 88 porte, que le dict seigneur archevesque seroit entré en la ville et cité de Perigueux, et avoit esté logé ès maisons épiscopales de la dicte cité (2). Sejourne en icelle avecq sa famille aux despens de l'evesque du dict lieu, et le lendemain, jour de dimanche, avoit faict sa visitation à l'église cathédrale (3), célèbre la grand messe, annonce la parolle de Dieu,

(1) Voir le *Chroniqueur du Périgord et du Limousin*, t. IV, p. 261. — *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, t. I^{er}, p. 279. — *Dictionnaire topographique de la Dordogne*, article *Tourtoirac*.

(2) Le palais épiscopal qui reçut Clément V était situé près de l'église Saint-Etienne de la Cité. « C'est surtout dans le jardin de M. Chambon que l'on voit les ruines de ce palais. » (*Antiquités de Vézère*, t. II, p. 567.)

Il avait été rebâti presque entièrement au XIV^e siècle, à la suite sans doute de l'assaut qui lui fut donné, en 1216, par Pontius, sénéchal de Périgord. (Voir P. Dupuy, *Op. cit.*, p. 86.) Bertrand de Goth fut reçu par Audoin de Neuville, évêque de Périgueux.

(3) Saint-Etienne, de la Cité.

confirme plusieurs, baille la tonsure à 4 escoliers, et avoit deument accompli le devoir de visitation, avoit couché une aultre nuit en la dicte maison épiscopale avecq son train, aux despens du chapitre de la dicte ville : le lundy suyvant estoit allé à l'église Saint-Front, y avoit aussy célébré la grand messe, annoncé la parolle de Dieu, confirmé et baillé la tonsure à plusieurs et faict aultres actes de visitation, et y séjourne avecq sa famille jusqu'au lendemain, aux despens du dict chapitre de St-Front.

Abbaye de Saint-Astier (1).

Le 89 porte que le 13 d'octobre susdict, le dict seigneur archevesque seroit arrivé en l'abbaye de St-Hastier, visite apres avoir annoncé la parolle de Dieu, confirme plusieurs et faict aultres actes appartenant au devoir de visite : coucha au dict lieu avecq son train, aux despens de l'abbé et chapitre, et le lendemain bailla la tonsure à plusieurs et y coucha avecq sa famille, estant invité par l'abbé.

Prieuré de La Faye (2).

Le 90 porte que le dict seigneur seroit allé au prieuré de La Faye, ordre de la Corone, avoit annoncé la parolle de Dieu, confirmé et tonsuré

(1) Abbaye et église collégiale, qui doit son origine à la grotte de saint Astier, solitaire au vii^e siècle.

Le P. Dupuy, *Op. cit.*, p. 148, nous raconte naïvement la fondation de l'église de St-Astier, comment « Reine » fut punie pour avoir méconnu le saint ermite; comment elle se résolut, en expiation de sa faute, à élever un temple à Dieu; son embarras pour le choix de l'emplacement et la forme de l'édifice, et l'intervention de deux ours, singuliers architectes, « qui sillonnèrent la terre avec leurs pattes et museaux, côme en figure ronde, pour marquer le lieu où Dieu vouloit ce bastiment estre faict : l'on y travailla avecq grands frais, sous le tiltre du glorieux apostre saint Pierre. »

L'église actuelle, qui dresse sa tour massive sur le *Puy St-Astier*, fut bâtie au xiii^e siècle; par ses dimensions, elle démontre quelle était l'importance de cette abbaye, qui fournit deux cardinaux à l'église romaine : Hélié, cardinal de Talleyrand, et Guillaume, cardinal de Saint-Ange (1382).

(2) Hameau, commune de Léguillac-de-Lauche. — Hôpital pour les pauvres et prieuré fondés en 1219 par cinq frères du nom de La Faye. (*Ibid.*, p. 117.)

L'éminent président de la Société historique et archéologique du Périgord, t. I, p. 56 de ce *Bulletin*, donne à la fondation du prieuré de la Faye la date de 1209.

Voici, en effet, ce que dit le P. Dupuy, *Op. cit.*, t. II, p. 72 : « Je ne puis obmes-

plusieurs et faict aultres actes de visite : y coucha avecq sa famille aux despens du dict prieur.

Abbaye de Chancelade (1).

Le 91 porte que le dict seigneur seroit allé à l'abbaye de Chancelade, y annonce la parolle de Dieu, confirme, tonsure, corrige, réforme et faict aultres actes de visite, y avoit couché avecq son train aux despens du dict abbé.

Abbaye de Tourtoirac (2).

Le 92 porte que le dict seigneur seroit allé à l'abbaye de Tourtoirac, et après y avoir annoncé la parolle de Dieu, confirme, corrige, réforme et faict aultres actes de visite, y auroit couché avecq sa famille aux despens du dict abbé, et le lendemain aussy à ses propres despens, et d'illec auroit envoyé ses visiteurs au prioré ou prévosté de St-Raphael (3), et au prioré de Nouaillac (4) et au prioré de Bartz (5), et le jour ensuyvant, auroit sem-

tre la sainte résolution de trois nobles frères de ceste province, de la maison de la Faya, quy ceste mesme année 1209, cōsacrèrent leurs maisons et tout leur bien qui estoit ès paroisses de Laguliac et de Menseyniac, pour ériger un prioré conventuel de l'ordre de St-Augustin, dépendans de l'abbaye de la Côronne près Angoulesme, sous le tiltre de *Beata Mariæ de Faya*. » Ce fut l'abbé de la Serre, cinquième prieur, qui reçut Bertrand de Goth.

(1) Abbaye de l'ordre de Saint-Augustin, fondée en 1128. (De Gourgues, *Op. cit.*, p. 65.) M. de Roumejoux, t. VII, p. 378 de ce *Bulletin*, dit qu'elle ne le fut qu'en 1208, par Foucaud, abbé de Cellefroin. Nous n'en dirons pas davantage sur Chancelade, cette insigne abbaye ayant eu dans ce recueil même des historiens beaucoup plus autorisés que nous.

(2) Commune, canton d'Hautefort. — Abbaye royale de l'ordre de Saint-Benoît, fondée en 1025 par Guy, vicomte de Limoges. On en voit encore des restes très curieux; ce sont des arcades supportées par des colonnes dont les chapiteaux sont historiés. (Audierne, *Op. cit.*, p. 657.) L'archevêque de Bordeaux fut reçu, en 1304 par Adhémar de Neuville, douzième abbé.

(3) Commune, canton d'Excideuil. *Monasterium Sancti-Raphaeli*. Patron, saint Remy. Collateur, l'abbé de Tourtoirac, à qui Saint-Raphaël fut donné en 1120. — (De Gourgues, *Op. cit.*, p. 301.)

(4) Naillac, commune, canton d'Hautefort. — *Sanctus Stephanus de Naillac*. — Ancien prieuré, avec titre de prévôté, dépendant de l'abbaye de Tourtoirac.

(5) Bars, commune, canton de Thenon. — Prieuré dépendant de l'abbaye de Tourtoirac, uni à la prévôté de Borde (Pancarte de l'évêché, 1556).

blablement couché au dict lieu, aux despens du prieur ou prévost de Saint-Raphaël, lequel jour il auroit envoyé ses visiteurs aux prieurés de Granges (1), de Gabillon (2) et de St-Eulaye (3) pour les visiter, comme aussy le mercredy suyvnt il auroit semblablement couché au dict lieu, aux despens des dicts prieurs.

Prioré de Saint-Ripert (4).

Le 93 porte que le 22 des dicts moys et an, le dict seigneur seroit arrivé au prioré de St-Ripert, et le dict jour se seroit repu et sejourne avecq sa famille en la maison du dict prieur, et le jour ensuyvant il paracheva sa visite en l'église du dict prioré, y presida, confirma, tonsura et fict plusieurs aultres actes de visite, enfin pour ce que le prieur du dict lieu ne l'avoit pas receu comme il devoit, l'excommunia avecq tous ses complices et fauteurs, et interdit l'église et prioré.

Essideuil (5).

Le 94 porte que le dict seigneur seroit allé à la paroisse d'Essideuil, et illec, après avoir présidé, confirmé et fait aultres actes de visite, y coucha avecq son train aux despens du dict prévost.

(1) Granges-d'Ans, canton d'Hautefort. — Prieuré avec titre de prévôté, à la collation de l'abbé de Tourtoirac. (*Ibid.*, p. 149.)

(2) Gabillou, commune, canton de Thenon. — *Monasterium de boon Gobilho*. — Ce prieuré était dans la paroisse de Brouchaud, 1453. (Lespine, 79.)

(3) Sainte-Eulalie, sur les anciennes cartes, Saint-Yoleye, canton d'Hautefort. — Prieuré régulier; collateur, l'abbé de Tourtoirac. (*Ibid.*, p. 289.)

(4) Saint-Rabier, commune, canton de Terrasson. *Sanctus Ribberius* (xii^e siècle), *Sanctus Ripertus*, 1382.

(5) Excideuil, chef-lieu de canton, arrondissement de Périgueux. — La paroisse d'Excideuil avait été donnée, en 1110, à l'abbaye d'Uzerches par l'évêque Guillaume d'Auberoche (*ibid.* p. III). L'abbé Audierne, (*op cit.* p. 648), donne à Excideuil une origine très ancienne. Cependant il ajoute que « Saint-Yrieix, abandonnant, en 571, au monastère de Tours, un oratoire d'Excideuil, est le premier qui parle de cette ville. »

L'église, fondée au xiv^e siècle, offre des sculptures dignes de fixer l'attention (*ibid.* p. 630).

Prioré de St-Jehan d'Escolli (1).

Le 95 porte que le dict seigneur archevesque seroit allé au prioré de St-Jehan d'Escolli, et illec, ayant annoncé la parolle de Dieu, confirme, corrige et réforme, et faict aultres actes de visite, y couche avecq son train aux despens du dict prieur, et le mesme jour envoie ses visiteurs pour visiter les priorés de Sousac (?) et St-Nicolas (2).

Prioré de Mareul-Neuf (3).

Le 96 porte que le dict seigneur seroit arrivé le 25 du dict moys et an au prioré de Mareul-Neuf, et illec, ayant présidé, confirmé, tonsuré et faict aultres actes de visite, y coucha avecq son train aux despens du dict prieur, et à la parfin excommunia le dict prieur pour ne pas l'avoir receu comme il deboytoit, et interdit le prieuré et l'église, et par après le dict prieur paya la procuration et appaisa le tout et vint d'accord avecq le dict seigneur.

Prioré de Cercles (4).

Le 97 porte que le dict seigneur archevesque seroit allé au prioré de Cercles et illec auroit présidé, confirmé, et faict aultres actes de visite,

(1) Saint-Jean-de-Côle, commune, canton de Thiviers. — Prieuré conventuel de l'ordre de Saint-Augustin. — 16 chanoines. — Le monastère et l'église avaient été fondés en 1086, par *Reginaldus de Tiberio*, évêque de Périgueux. (P. Dupuy, *op. cit.*, tome II, p. 21.)

M. de Laugardière a donné (t. V, p. 420 de ce recueil), une notice complète sur Saint-Jean-de-Côle. — L'église est classée parmi les monuments historiques.

(2) Prieuré Saint-Nicolas, près Saint-Romain, canton de Thiviers.

(3) Mareuil, chef-lieu de canton. — Prieuré dépendant de l'abbaye de Brantôme. L'église offre une porte du ^{xiii}^e siècle, remarquable par ses sculptures. — (Audierne, *op. cit.* p. 603). Mareuil possède aussi un beau château (mon. hist.)

(4) Commune, canton de Vertellac. — Ancien prieuré conventuel, église du ^{xiii}^e siècle (mon. hist.)

y coucha avecq son train aux despens du dict prieur, et le mesme jour envoya ses visiteurs au prioré de Granges (1).

Abbaye de Brantosme (2).

Le 98 porte que le dict seigneur seroit allé à l'abbaye de Brantosme et illec couche aux despens de l'abbé du dict lieu, et le lendemain avoit parachevé sa visite, confirmant, présidant, corrigeant, réformant et faisant aultres actes de visite, et le dict jour y coucha à ses propres despens et avoit envoyé ses visiteurs aux prieurés de Bordeilles, de Condat (3), de la Capelle de Montmorol (4) et de la Chapelle Fontclair (5) pour les visiter.

Prioré de Sept-Fonds (6).

Le 99 porte que le dict seigneur seroit arrivé au prieuré de Sept-Fonds, et illec couche avecq son train aux despens du dict prieur, et le lendemain

(1) Les Graulges, près Mareuil. *Monasterium de Grangis*, archip. de Maiolio (pouillé du XIII^e siècle). *Grangii*, 1389. (P. V. M.) *Sanctus Projectus de Granges*, archip. de V. Marolio. 1555. (Pancarte de l'évêché). De Gourgues, *op. cit.*, p. 150.

(2) Célèbre abbaye de l'ordre de Saint-Benoît, fondée par Charlemagne. Il en a été souvent parlé dans ce recueil, notamment p. 53, t. VII. Aussi n'en dirons-nous rien de plus, de même que pour Bourdeilles, nous contentant de mentionner que ce fut Bernard III de Maumont, 17^e abbé de Brantôme, qui reçut Bertrand de Goth et sa suite.

(3) Commune, canton de Champagnac. — Condat était, au XIII^e siècle, un archiprêtre dont le titre a été porté à Champagnac. — Le prieuré de Saint-Nicolas-de-Condât dépendait de l'abbaye de Brantôme. (De Gourgues, *Op. cit.*, p. 84.) M. Du-verneuil a parlé de *Quelques antiquités de Condat*, t. II, p. 314 de ce recueil.

(4) La Chapelle-Montmoreau, commune, canton de Champagnac-de-Belair. — *Capella Montis Maurelli*, 1293.

(5) Lachapelle-Faucher, commune, canton de Champagnac. — *Capella Fulcherii*, 1380. — Prieuré de l'ordre de St-Benoît, dépendant de l'abbaye de Charroux et de nomination royale. (De Gourgues, *Ibid.*, p. 68.)

On y remarque « un château du XIV^e siècle où furent tués, dans les guerres de religion et par les calvinistes, dit Brantôme, deux cent soixante paysans qui s'y étaient réfugiés. » (Audierne, *op. cit.*, p. 596.)

(6) Sept-Fonds, commune de Trélissac. Prieuré de femmes dépendant de Ligeux.

faict sa visite à l'église du dict prieuré, presche, tonsure et faict aultres actes de visite, et pour ce que le prieur frère Raymond Ebrard ne l'avoit pas receu comme il debvoit, l'excommunia avecq plusieurs aultres y dénommés, quy s'estoient opposés avecq le dict prieur, affin que le dict seigneur archevesque n'entrast pour visiter le dict prieuré, et interdit le dict prieuré et l'église (1), et le dict seigneur envoya ses visiteurs visiter les priorés de Montagrier (2) et de Celles (3).

Aubeterre (4).

Le 100 porte que le dict seigneur seroit arrivé le dernier du moys d'octobre à l'église séculière d'Aubeterre au dict diocèse, et le dict jour y auroit couché avecq son train aux despens de l'abbé et chapitre du dict lieu, et le lendemain, feste de Toussaint, y auroit célébré la grand'messe, presché, confirmé, corrigé, réformé, et faict aultres actes de visite et y coucha avecq son train ; et le lundy après, donne la tonsure et y séjourne estant

(1) Frère Ebrard fut-il blâmable ? Nous ne le pensons pas. Un grand nombre de seigneurs, la plupart d'Aquitaine, accompagnaient l'archevêque de Bordeaux, et l'histoire nous dit que la présence du pontife ne fut pas toujours un obstacle à leurs divertissements. C'est ainsi que l'année suivante, à Lyon, et quelques jours après l'élévation de Bertrand au pontificat suprême, son frère, Gaillard de Goth, était tué dans un festin, à la suite d'une violente querelle. Or, Sept-Fonds était une abbaye de femmes.

(2) Chef-lieu de canton, arrondissement de Ribérac. — Prieuré dépendant de l'abbaye de Brantôme.

(3) Commune, canton de Montagrier. — Ancien prieuré dépendant de celui du Peyrat (Pancarte de l'évêché, 1556).

(4) Aujourd'hui dans le département de la Charente. — Abbaye séculière, l'église collégiale de Saint-Jacques, rasée pendant les guerres de religion, avait douze chanoines et treize dignitaires. Patron, le grand aumônier de France.

Le corps de saint Maur, disciple de saint Benoît, fut enseveli en l'abbaye d'Aubeterre et transporté plus tard au monastère des religieux de son ordre, appelé Saint-Maur-des-Fossés. (*Estat de l'Eglise du Périgord*, t. I, p. 134.)

Curieuse église sous le vocable de St-Jean, taillée dans le roc. « La fabrique toute prodigieuse de ceste église m'oblige à faire admirer ceux qui ne l'ont veu. Côme tout ce grand édifice assez clair, et beau, est basti d'une seule pierre entaillée : du milieu de la voûte distille perpétuellement une fontaine, et au haut du rocher est basti le chateau du seigneur d'Aubeterre. » (P. Dupuy, *Op. cit.*, t. I, p. 134.)

On admire encore la belle façade de l'ancienne collégiale.

invité par M^e Helies de la Faye; et le mardy suyvant s'en alla vers la Mothe Saint-Pexans (1).

Prioré de Palnau (2).

Le 101 porte que le dict seigneur auroit esté au prioré de Palnau et illéc presche, confirme et faict aultres actes de visite, y coucha avecq son train aux despens du dict prieur, et le lendemain y avoit sejourné aux despens des prieurs de Salles (3) et Juillac (4), auxquels il avoit envoyé ses visiteurs.

Église séculière de La Roche Beaucourt (5).

Le 102 porte que le dict seigneur archevesque seroit allé à l'église séculière de La Roche-Beaucourt, et illec confirme, corrige, réforme et faict aultres actes de visite, y coucha avecq son train aux despens du chapitre du dict lieu.

Prioré de Peyrac (6).

Le 103 porte que le dict seigneur, le 6 de novembre au dict an, seroit arrivé au prioré de Peyrat, et illec préside, célèbre la messe, confirme et faict aultres actes de visite, y couche avecq sa famille aux despens du dict

(1) D'Aubeterre, Bertrand de Goth s'en vint au prieuré de Saint-Pexans, sur le territoire de Lamothe-Montravel, possession des archevêques de Bordeaux; c'est par là, on l'a vu, qu'il avait commencé sa visite au diocèse de Périgord. Il ne s'y reposa pas longtemps, car nous allons le retrouver, le 6 de novembre, au prieuré de Peyrat, s'acheminant vers le diocèse de Poitiers.

(2) Anciennement du diocèse de Périgueux. — Aujourd'hui du département de la Charente. — *Palnau*, *archip. de Pilhaco*. — Pouillé du XIII^e siècle.

(3) Anciennement du diocèse de Périgueux, aujourd'hui dépendant de la Charente. — *Salas*, *archip. de Pilhaco*. — Pouillé du XIII^e siècle.

(4) Hameau, commune de Creyssac. — *Juilhac*, 1334 (coll. de Lenquais.)

(5) Commune, canton de Mareuil. — Ancienne église collégiale. — Le chapitre se composait d'un prévôt, vingt-quatre chanoines, vingt-quatre prébendes, etc. Maladrerie de fondation seigneuriale. *Ibid*, p. 271.

(6) Aujourd'hui du département de la Charente. Ancien prieuré conventuel de l'ordre de St-Augustin.



Chapelle du Chalard-Saint-Geniès (Dordogne)

prieur, et le dict jour envoye ses visiteurs aux priorés de St-Séverin (1) et de Puyfoucault (2) pour les visiter.

Ici s'arrête la visite de Bertrand de Goth dans le diocèse de Périgord; le prélat entra dans celui de Poitiers par l'abbaye de Nanteuil, où il se trouvait le 11 décembre 1304.

Augustin CHARBONNEL.



INSCRIPTION ET PEINTURES MURALES

DE LA CHAPELLE DU CHALARD,

A SAINT-GENIÈS (DORDOGNE.)

Ce charmant petit édifice du xiv^e siècle est construit sur un monticule qui domine le vieux bourg de Saint-Geniès. Une inscription de l'époque que j'ai indiquée sur le dessin, ci-joint, à gauche de la porte principale, détruit l'hypothèse admise autrefois, que cette chapelle était celle de l'ancien château des Salignac et des Gontaud, dont les ruines sont voisines, mais complètement indépendantes. Elle est bâtie dans le cimetière de la paroisse qu'elle domine, et rien autour d'elle n'a été modifié depuis 1329, date de sa construction.

L'inscription, dont l'estampage m'a été demandé, ne m'a pas paru comporter un travail aussi considérable, car elle occupe une hauteur d'environ deux mètres et se compose de dix-neuf lignes; les lettres gothiques et onciales sont

(1) Aujourd'hui département de la Charente, près Aubeterre. — Eglise du x^e siècle.

(2) Aujourd'hui département de la Charente — *Ecclesia de Podio Folcaudi*.

gravées peu profondément dans la pierre et détériorées en partie par les intempéries.

En voici la lecture :

Anno Domini 1329, ego Gausbertus La Chaminade de Sancto Genesio feci edificare istam capellam in honorem Domini Nostri Jesu Christi et beate Marie Virginis et beati Johannis et Michaelis et Catarine, de bonis et rebus meis dicte capelle decem libras turonis monete renduales et pro predictis decem libris obligo me et omnes heredes meos et omnia bona versus dictam capellam, et est sciendum quod capella supra dicta et capellania sunt danda per me Gausbertum et per nepotes et successores meos futuros perpetue.

Cette inscription nous donne la date exacte de la fondation de l'édifice; nous en connaissons l'approbation ecclésiastique, délivrée deux ans après, par la note du *fonds Périgord* communiquée par M. Ph. de Bosredon. (*Bulletin*, tome I, p. 216.)

Outre cette inscription, ce petit monument, dont les lignes élancées et du goût le plus pur rappellent Sainte-Marie de Sarlat, renferme aussi des peintures très intéressantes de la même époque. Ces peintures, qui, de même que la chapelle, doivent en grande partie leur conservation à M. l'abbé Leymarie, curé de Saint-Geniès, mériteraient d'être relevées et publiées par un archéologue et dessinateur compétent, car je crois les peintures du commencement du xiv^e siècle, rares en Périgord.

Les teintes en sont plates et les contours dessinés au trait; dans plusieurs sujets le noir a été très employé, s'harmonisant sans doute dans l'idée de l'artiste avec le caractère funèbre de la chapelle, qui certainement a été le lieu de sépulture de la famille La Chaminade.

Je n'ai rien trouvé concernant cette famille, éteinte sans doute depuis longtemps; mais ayant reconnu sur une litre ou ceinture funèbre du xviii^e siècle les armoiries de la famille de Massacré, il y a tout lieu de supposer que cette dernière famille a hérité par l'intermédiaire de la famille de Bial de

la demeure et des droits de fondateur de la chapelle de Gaubert La Chaminade.

Voici la description sommaire des différents sujets que j'ai pu reconnaître dans les peintures, dont quelques-uns me paraissent remarquables par leur conservation et l'intérêt du costume :

Une Cène très effacée et au-dessous deux personnages soutenant l'ensemble de la composition et placés des deux côtés de la porte.

Saint Georges (?) à cheval en costume de chevalier, terrassant le dragon.

Sainte Catherine et son supplice sur la roue.

Saint Michel, l'épée à la main,
en costume de chevalier, avec le gant et le baudrier.

Saint Paul tenant deux épées.

Le Baptême de Notre-Seigneur.

Saint Jean Porte-Latine dans la cuve d'eau bouillante.

Saint Pierre et les clefs, dont le modèle est bien caractéristique de l'époque.

Le Jugement dernier. — Balances. — Elus et Damnés. —

Anges et Démon.

Saint François d'Assise.

Le Père, le Fils et le Saint-Esprit.

Scènes de martyr ou de la Passion.

Médallions quadrilobés renfermant une croix fleurdelisée.

Encadrements gothiques de ces divers sujets d'un modèle élégant.

Enfin, au-dessous une litre funèbre du XVIII^e siècle sur laquelle se trouvent les armoiries de la famille de Massacré, fixée à Saint-Geniès depuis le mariage de messire François de Massacré, chevalier seigneur de Fonpitou, avec demoiselle Catherine de Bial, fille de Monsieur M^e Jean de Bial, avocat au Parlement, et de Catherine de Cossé, 16 juillet 1737. Cet écusson porte d'argent à trois écureuils de sable, timbrés d'une couronne de comte, le tout surmonté du mortier et accompagné du manteau d'hermine.

Je joins à ces notes un croquis de l'ensemble du monument, dont nous devons, je me plais à le répéter, la conser-

vation à M. le curé de Saint-Geniès, qui l'a soustrait aux dégradations dont il était fréquemment l'objet : on en avait fait une salle de danse. Mais il est à regretter cependant que, dans la crainte de le voir servir de nouveau à un usage aussi profane, on ait fait sauter le banc de pierre qui faisait le tour intérieur de la nef.

J'oubliais de mentionner l'escalier de la cloche, dont une partie est en encorbellement, ainsi qu'une rainure située entre les deux contre-forts du pignon d'entrée, dont le but était sans doute de maintenir un appentis en bois, comme il s'en trouve fréquemment dans nos églises de campagne. Le bénitier est en dehors de la chapelle, à droite, dans l'angle du contre-fort.

René DE GÉRARD.

ACENSEMENT POUR TROIS ANS
DE L'ABBAYE DE PEYROUSE
(14 JUILLET 1490).

Die XIII^a mensis predicti julli, anno Domini predicto millesimo CCCC^{mo} nonagesimo, Reverendus Pater Dominus Johannes de Petrucia, alias de Quadris (1), abbas commendatarius sive administrator Abbacie de Petrosa, Petragoricensis diocesis, presens, gratis assensavit et ad assensam sive firmam tradidit nobili viro Anthonio de Sancto Fidele, domicello, domino de Riperia, et Domino Guillelmo Perucoti, presbitero, cappellano de Val-liera (?), ibidem presentibus, assensantibus, et pro se et suis solempniter stipulantibus et recipientibus, videlicet dictam abbaciam sive monasterium de Petrosa, ordinis Cisterciensis, una cum fructibus, censibus, redditibus, decimis et aliis juribus et pertinentiis, et hoc, suis universis eidem abbacie et abbati spectantibus et pertinentibus, ad tempus sive terminum trium annorum, finitorum et completorum, et a die feste nativitatibus Beati Johannis Baptiste ultimi elapsi in antea continue computandorum ; et

(1) Jean de Pérusse des Cars.

hoc pro precio sive summa cujuslibet anni sive annuate predictorum trium annorum, novem viginti librarum monete currentis : de quo precio sive summa idem abbas recognovit et confessus fuit se habuisse et realiter recepissee a dictis assensatoriis (?), ibidem presentibus et pro se et suis solempniter stipulantibus et recipientibus, in auro numerato, dicta die, octuaginta libras monete Francie ex una parte, et ducenta scuta auri computando pro quolibet scuto xxxv solidos monete predictae, et ex alia parte quindecim scuta auri ex auro cum corona, de quibus summis idem assensor eosdem assensatorios solvit et quictavit perpetuo, penitus et omnino, cum pacto perpetuo valido et solemni de aliquid ulterius, ratione predictarum summarum superius declaratarum, ab eisdem assensatoriis non petendo. Quod si faceret, — quod absit — voluit idem assensor non audiri in iudicio versus extrajudicium, etc. (*sic*) exceptio dictarum summarum non habitarum, non receptorum nec numeratarum speique habicionis, receptio- nis et numeracionis futurarum expresse renunciando, et residuum restan- tem (*sic*) ad solvendum de predicta assensa dicti assensatorii dicto assen- satori solvere et tradere promiserunt, tenebuntur et convenerunt in ultimo anno dictorum trium annorum, videlicet in duobus terminis, scilicet me- dietatem in festo Beati Michaelis archangeli et aliam medietatem in festo nativitatis Domini, promiseruntque dicti assensatorii solvere et suppor- tare omnia onera debita ratione dicte abbacie et persolvi consueta, excepta decima papali duntaxat, et eidem deservire seu deserviri facere in divinis, durante predicto tempore. Preterea vero prefatus dominus Abbas gratis constituit procuratores suos, videlicet dictos assensatorios supra nominatos, et eorum quemlibet in solidum, ad litem et specialiter et expresse ad levandum, exigendum et recipiendum et percipiendum omnes et singulos fructus, census, redditus, jura, deveria, decimas, ratione predictae abbacie debita, durante predicta assensa, a quibuscumque personis et de levatis, perceptis et receptis, quictancias et apochas de soluto dandum et conceden- dum in bona et valida forma et emendari dampna, etc.; et renunciaverunt, etc., juraverunt, etc., obligaverunt, etc. Concesserunt litteras regis et officialis, etc., presentibus venerabilibus et circumspectis Dominis Petro et Johanne de Lomenia, fratribus, in decretis licenciatis, canonicis ecclesie Lemovicensis, testibus. Actum in Castro Lemovicensi.

GUAYOTI.

Pour copie conforme :

L. GUIBERT.

Archives de la Haute-Vienne. — Liasse 7,068 du classement provisoire.
— Registres de Notaires.

LETTRES INÉDITES DE HENRI III

AU SEIGNEUR DE LA DOUZE.

Les lettres royales que nous publions sont toutes adressées sans exception à Gabriel d'Abzac, premier du nom, chevalier de l'ordre du roi, baron de La Douze, seigneur de Barrière, de La Crople, de Reilhac, de Vergt, et, par son mariage avec Antoinette Bernard, seigneur de Peyramont et de Vieilleville en Limousin. Ce personnage était incontestablement un des chefs les plus influents du parti catholique en Périgord. Toutefois, nous possédons peu de documents sur sa vie. Un généalogiste du *xvi^e* siècle, dont le manuscrit est entre nos mains, proclame ce seigneur, avec la ridicule emphase de cette époque, la merveille du siècle, et ne dit rien de ses exploits, sous prétexte qu'il y aurait trop à en dire, perdant à aligner de vaines hyperboles un temps qui pouvait suffire pour faire connaître au moins succinctement à la postérité les faits et gestes de son héros. Il est vrai qu'il se proposait d'écrire sa biographie, mais nous ne connaissons pas son livre. Peut-être a-t-il péri, peut-être n'a-t-il jamais vu le jour ?

1

Monsieur de la Douze, jay ung extreme regret de la priase de ma ville de Perigueux, tant pour la perte qui ont faicte mes bons subjectz que pour limportance dont je scay quelle est a tout le pays, et, a ceste occasion, ay resolu d'employer tous les moyens que Dieu ma donnez pour la reprendre avant que ceulx qui la tiennent layent fortifiée. Ayant a ceste fin delliberé y envoyer ung grand equipage dartillerye et tous les regimens de gens de pied qui sont en Poictou, ensemble quelque personnage de la qualité quil appartient pour la conduite d'une pareille entreprinse. Quoy attendant, je mande au sieur de Bourdeille de se loger avec ses reistres et gens de pied qui sont par de la 1^e plus pres de la ville quil pourra, pour les incommoder et empescher quils ayent des pionniers et paysans pour fortifier la dicte

ville, bref, pour leur faire du pis quil pourra, en quoy je vous prie lassister avecques vos amys et les moyens que je sais que vous avez au pays. Et vous me ferez service très agréable dont jauray a jamais souvenance, priant Dieu quil vous ayt, Monsieur de la Douze, en sa sainte garde.

Escrit à Paris, le dix-septiesme jor d'aoust 1575.

HENRY.

DE NEUFVILLE.

II

Monsieur de la Douze, je me suys tousiours asseuré davoir en vous un bon et affectionné serviteur dont jay encores eu toute preuve et certitude par ce que particulièrement men a escrit et faict entendre le sieur de Bourdeille, et que a toutes les occasions et affaires qui se présentent par dela, vous vous démontrés aultant soigneux et affectionné quil est possible. Chose de la quelle, comme vous pouvez estimer, jai receu beaucoup de plaisir et contantement. Je vous prie bien fort que si par le passé vous avez bien faict y continuez tant pour vostre regard que a lendroit de voz parens, amys et aultres envers lesquelz vous pouvez quelque chose, tant pour les contenir en debvoir que les remectre au bon chemin, et vous me ferez tres agréable service. Priant Dieu quil vous ayt, Monsieur de la Douze, en sa sainte garde.

Escrit a Paris, le 21^{esme} jour de mars 1576.

HENRY.

DE NEUFVILLE.

Pour copie conforme :

M^u D'ABZAC DE LA DOUZE.

SÉANCE DE JUSTICE

PRÉSIDIÉE PAR PIERRE DE MARQUESSAC,

Seigneur dudit lieu et de Bruzac, Conseiller du Roy,

Juge-mage, Lieutenant-général et Président présidial en Périgord (1).

Du 31 mars 1601.

A tous qu'il appartiendra, nous, Pierre de Marquessac, lieutenant général et président présidial en Périgord, sçavoir faisons que le dernier jour du mois de mars mil six cent ung, environ les troys heures après midy, estant en nostre logis en la ville de Périgueux, vaquant à l'expédition de

(1) Je dois la communication de ce document à l'obligeance de M. le vicomte Roger de Marquessac, qui a bien voulu me confier de nombreux papiers de famille où j'ai trouvé des renseignements importants sur l'ancien juge-mage de Périgueux et la famille de Marquessac. — Pierre de Marquessac, juge-mage et lieutenant général en la Sénéchaussée de Périgord, était le frère puîné de Raymond de Marquessac, le chef de nom et d'armes de cette famille. En vertu d'un testament daté du 27 septembre 1548, son père l'avait nommé héritier de la seigneurie et juridiction de Marquessac et Saint-Pantaly-d'Ans. Il épousa Marguerite de Belcier, nièce de François de Belcier, premier président du Parlement de Bordeaux. Sa descendance s'éteignit en 1618, dans la maison de Gontaut-d'Hautefort, par le mariage de Jeanne de Marquessac, héritière de sa branche, avec René d'Hautefort, second fils de François, marquis d'Hautefort, et de Louise des Cars, fille de François des Cars, lieutenant général, gouverneur de la Guienne, et de Claude de Bauffremont.

La famille de Marquessac est originaire du château et fief de Marquessac, près Beynac, dans le Sarladais. Son nom n'a pas toujours été écrit de la même manière ; c'est ainsi que, dans des actes publics, on lit : de Marchaissac, Marqueyssat, Marqueyssac ou Marquessac. Plusieurs chevaliers de ce nom se signalèrent dans les guerres contre les Anglais dans la Guienne. — En 1350, noble homme Hélié de Marqueyssac, damoiseau, marié à noble Raymonde de Viel-Castel, eut son château pillé et incendié ; il dut se retirer dans la ville de Castelnau, sur l'autre rive de la Dordogne. Plus tard, Marquessac fut rebâti, mais passa en des mains étrangères.

En dehors de la branche représentée par le juge-mage de Périgueux, il existait trois autres branches de cette famille au xvi^e siècle.

Une d'elles était fixée en Normandie.

Une autre était dans la province de Périgord.

La troisième se trouvait dans le Quercy.

Les deux dernières existent encore. Les de Marquessac du Lot ont donné des officiers distingués à la marine.

La devise de cette famille était :

PAÏS ET DIOU.

(Pays et Dieu.)

Leurs armes sont : d'azur à trois besans d'argent.

la justice, mesme à l'exécution de l'Édict du Roy sur l'ampliation du pouvoir des sergents royaux, assisté de M^e Hélie de Jehan, procureur du Roy en la dite Sénéchaussée, et plusieurs procureurs et parties poursuivantes, seraient survenus M^e Pierre de Méredieu, conseiller, magistrat en la Cour présidiale et maire de la dite ville ; M^e Léonard Chalupt, avocat du Roy au dit siège, premier consul ; François Chaignon ; M^e Hervé Chataud, procureur, aussi consuls, et M^e Pierre Roche, procureur et scindict de la ville, par lequel de Méredieu nous aurait été dict qu'il voulait nous faire une requeste pour laquelle ouir nous nous serions avancé et mû hors de la troupe des parties, et lors nous aurait esté dict par le d. de Méredieu que c'estoit en présence de M^r le procureur du Roy qu'il avait à faire sa requeste, comme estant la partie en icelle et par le dict Chalupt que voirement ils avaient à se plaindre aulcunement de luy, et, sur ce, ayant appelé le procureur du Roy, et tous retirés à part, le dict procureur du Roy aurait dit qu'il ne pensait pas qu'ils heussent occasion de se plaindre de lui, et qu'il n'en voudrait donner occasion à personne.

Après, par le d. de Méredieu, maire, nous a esté proposé qu'il avait esté adverty que certain commissaire s'estoit mis en debvoir, le dit jour, assisté du dict procureur du Roy, de visiter les boutiques des marchands de la présente ville, leurs aulnes, mesures et pois, et en avoir sayzi plusieurs : et d'auttant que leur commission et pouvoir, si aulcune en avoit, n'avait point esté publiée par devant nous, en l'audience du jour précédent, comme par aventure il la nous aurait présentée despuis l'audience, et que cela estoit du fait de la police dont la cognoissance appartient aux maire et consuls, ils se présentoient pour estre informés de ceste affaire, afin de pouvoir conserver les droitz et justice de la dite ville et communauté, sur quoy nous aurions fait response, que ce que les dits commissaires avoient fait estoit suivant les editz du Roy et arrêts de la Cour de Parlement et par la permission que nous leur en avions bailhé, ayant sur ce ouï le dit procureur du Roy et veu leur pouvoir, et que ce n'estoit pas affaire qui se dut publier en l'audience ; pour le surplus, que s'ils y prétendoient intérêt, qu'ils fissent leur requeste, et que le dit procureur du Roy y repondit, et nous leur fairions justice.

Par le d. procureur du Roy a esté dict au d. de Méredieu, maire, qu'il aviza s'il intervenait comme remonstrant ou comme opposant, d'autant que cela estoit important à la communauté, et que les jurats de Blaye, pour avoir empesché les dits commissaires, avoient esté condampnés par arrest de la Cour en grosses sommes de deniers, comme il avait vu par arrest.

Le dit de Méredieu a dit que c'estoit seulement comme remonstrant, pour sçavoir que c'estoit de cette affaire, car il ne voudrait mal à propos faire intenter un procès à la communauté. Lors le dit procureur du Roy auroit

commencé de représenter l'estat de ceste affaire, et en ayant discours, le dit Chalupt auroit dit que ceste commission luy auroit autrefois esté présentée, en absence du dit procureur du Roy, par Bugeaud, avec offres de le faire bien recognoistre, à laquelle il n'avait voulu consentir, et que le d. procureur du Roy avait depuis fort approuvé ce refus, et partant qu'il ne devoit pas, ce lui sembloit, l'avoir à faute, et que l'affaire concernant la communauté méritoit bien qu'ils en fussent advertis.

Le d. procureur du Roy a dit qu'il n'estoit pas obligé d'advertir ne soumettre aux maire et consuls ce qui dépendoit de sa charge, concernant l'intérêt du Roy, mais que ceste affaire et cellecy duquel parloit le d. Chalupt estoient tout différentes et n'estoient les mêmes commissaires ni la même commission, car celle que le d. Chalupt disoit concernoit le fait de la mestrise des artisans et mestiers, poursuivie par un nommé Bertrand, et ceste-cy concernoit l'exécution des Edits et police générale du royaume faite sur les pois et aulnages, en laquelle commission, à la vérité, y avoit une clause concernant les d. mestiers, à laquelle il n'avoit voulu consentir, comme il ne voudroit pas consentir à chose qui fust de préjudice à la d. communauté.

Sur quoy, le d. Chaignon a respondu ces propres mots : « Aussi bien, » par Dieu, si vous l'entreprenez ne aultre chose contre votre devoir, » je veux que vous sachiez que vous trouveriez qui vous arresteroit tout » court. » Le d. procureur du Roy nous a requis luy faire procès verbal de ce que le d. consul Chaignon, avec ce blasphème du nom de Dieu, lui avançoit tels propos pleins de menaces, directement contre l'honneur et respect qu'il luy devoit.

Le d. Chaignon a respondu : « Mettez aussi que le consul Chaignon déclare à de Jehan, procureur du Roy, qu'il ne luy doit honneur ny respect. » Le dit procureur du Roy a respondu qu'il falloit qu'il reconnut que le Roy estoit son supérieur, et du consul et de la communauté, et que le Roy se feroit bien recognoistre et obeyr, et que partant il devoit respect à la justice et à ses officiers.

Lors Chaignon a respondu qu'il recognoissoit le Roy et sa justice, mais qu'il ne devoit rien à de Jehan en aulcune façon.

Le d. procureur du Roy a dit que, en toute sorte, le d. Chaignon luy devoit respect et honneur, et que Chaignon en devoit à de Jehan, et le consul au procureur du Roy; que sa qualité et sa personne estoient inséparables, et qu'il devoit parler avecques plus de révérence, mesmes en nostre présence et en présence du maire, qui estoit son chef, et devant lequel il ne devoit pas entreprendre de parler, et nous a requis d'imposer silence au d. Chaignon et luy commander de se taire.

Le d. Chaignon a dit qu'il se tairait sy nous luy commandions, mais non

pour de Jehan, et sur ce, contestant de plus en plus, bien que nous eussions blasmé le dit Chaignon à diverses fois, le d. procureur du Roy nous a requis luy faire procès verbal de tout, et afin que chacun parle par ordre, vouloir faire escrire nostre greffier y présent, et sur ce, nous avons déclaré que nous ferions procès-verbal de tout, et d'une part et d'autre, et que ce n'estoit pas en notre logis et en nôtre présence qu'il falloit user de telles façons de faire, et que nous en advertirions la Cour du Parlement.

Et nous approchant de la table pour faire escrire, les dits Méredieu et Chalupt, premier consul, et Chatard, consul, nous ont dit à diverses fois que si nous voulions faire escrire aulcune chose qu'ils nous prioient de ne les mesler point en ces affaires, car ils protestent n'avoir rien dit contre l'autorité du Roy, ni de la Justice, ny contre nous, ni contre le d. procureur du Roy, mais avoir parlé en termes de justice avec toute honneur et respect, tant de nous que du d. procureur du Roy : lors le d. Chaignon, de grand colère frappant la table d'un grand coup de main, aurait dit : « Mort Dieu ! c'est tout ung : Teste Dieu ! mettez my tout seul : Mort Dieu ! j'appuyrai bien cette affaire. »

Le d. procureur du Roy, distant à l'autre bout de la table, luy a dit ces mots : « Monsieur Chaignon, vous avez tort ; ces affaires se mesnent d'autre façon que vous n'avez fait nos querelles durant la Ligue. » Le d. Chaignon luy a respondu : « Oh ! Teste Dieu ! ne me reprochez point la Ligue, vous en avez été aussi bien que moy, et je m'y suis comporté autrement que vous ! »

Sur ce, nous avons dit qu'il ne falloit plus parler de Ligue, qu'elle estoit morte et assopie, mais qu'il falloit estre plus sage et retenu, et qu'il ne falloit point venir en nostre maison pour user de telles façons, et qu'il nous devoit reconnoitre pour estre le chef de la Justice dans la ville et dans le pays, et nous porter plus de respect et que nous saurions qui devoit estre le maistre ou le valet.

Lors le d. Chaignon a voulu faire diverses excuses envers nous, disant que, pour nostre regard, il nous prioit de l'excuser, et qu'il serait très marry de nous avoir offensé, mais que pour de Jehan, il ne le craignait en rien : sur quoy nous luy aurions respondu qu'il fairait grand plaisir de ne venir plus en nostre maison, ne luy, ne les autres, pour user de telles façons.

Et après que la dite contention a esté aulcunement appaisée, nous avons bailhé appointment sur la requeste des dits maire et consulz, ouy le procureur du Roy, ainsi qu'est porté par le Registre.

Et se retirant les dits maire et consulz, le d. Chaignon nous a dict que si nous faisons aucun procès-verbal, il nous prioit n'y mettre rien que la

vérité : nous lui avons fait response que nous n'estions pas coustumier de faire de faulcetés.

De toutes lesquelles choses susdites avons fait procès-verbail, en présence des sousbignés.

DE MARQUEYSSAC-SUBERVILLE,
présent à ce que dessus.

BIRATS, présent à ce dessus.

Pour copie conforme :

Ph. LAROCHE.



PRISE, PILLAGE ET INCENDIE

DU CHATEAU DE FAGES.

Aujourd'hui huitiesme du mois daoust mil six cens dix, au lieu et ville de Saint-Cyprien en Perigord, pardeuant nous Jehan de Lauergne, bachelier en droictz, juge ordinaire dud. lieu, cest compareu Hélié Boutel, capp^{ne}, lequel comme procur et ayant charge de Jehan Jaques de Montesquieu, seigneur de Fages, Sandat et Moncassin, premier capp^{ne} du regiment des gardes du roy, administrateur de ses enfans et de la feue dame de Fages quand vivoit son expouse, lequel nous a dict et remonstre estre besoing et necessaire aud. seigneur, faire apparoir que puis quarante et cinq ans en sa, le chasteau de Fages a luy appartenant, tant de son chef que comme administrateur de sesdictz enfans, situe en la presant ville, a este volle par les ennemys deux ou troys fois, mesmes de nuit auroient fait saulter et ranuerser par terre la plus grand partie dud. chasteau, et par le moyen de ce icelluy chasteau, tiltres et ce qui estoit dedans auroit este perdu et ruyne, et pour de ce faire apparoir, a produictz Leonard de Lalix, Guilhien Brunis, habitans de la parroisse de Castel, Pierre Geneste, Jehan Laual, marchans ; Francois Lanceplene ; m^{re} Raymond de Laborie, praticien ; Raymond Miquel, marchand ; m^{re} Pierre Galan, praticien ; Meric Collomat, capp^{ne} ; Guabriel La Sudrie, capp^{ne} ; Geraud Faure, Jehan Contessouzes, Jehan Delpech dict lou Cardayre, Jehan Delfour dict lou Negre, Peyre Marioutou et Blaize Contessouzes, bouchier, lesquels led. Boutel a requis estre ouys sur la verité de ce dessus. Sur quoy avons fait leuer la main a tous les susdictz, lesquels moyenant serement par eux fait

et preste sur les saintz Euangilles, habitans, scauoir, lesd. de Lalix et Brunis, de la parroisse de Castel, et les autres de la pnt ville, estant tretous de age competant, ont dict et atteste sauoir lesd. de Lalix, Brunis, Geneste, Laual, Lanceplene, Contessouzes de Laborie, Delpech, Delfour et Mariou-tou, quils sauent tres bien que led. chasteau de Fages fust prins par l'armee des Prouuenceaux, conduite en se pays par les seigneurs d'Assier et de Mouuains en lannée, come leur samble, mil cinq cens soixante et sept ou soixante et huit, ennemye et partye contraire de la feue dame dud. chasteau, veufue lors du feu seigneur de Lionx, predecesseresse de lad. feue dame, femme dud. seigneur de Sainte-Colombe, partie de laquelle armee entra dans led. chasteau comme ennemys et prindrent et pillierent ce qui estoict dedans et firent brusler les granges dud. chasteau, tenant lad. dame comme prisonniere, laquelle plouroict tousiours pendant lad. ruynes; dauantage ont dict se souvenir que en lannee mil cinq cens soixante quatorze ou quinze, aulcungtz ennemys dud. chasteau, y enuoyes, come on disoict, par le feu seigneur de Limeulh, firent, de nuict, sauter avec de la poudre, la plus grand partye dicelluy chasteau, qui renuersa par terre et dans les ruynes des muralhies tumbees, feurent trouuees le lendemain huict personnes mortes, ou se perdit et ruyna les coffres, meubles, papiers et aultres choses qui estoient dedans les tours et donjonz, que tumberent par terre. Aulcungtz desquels de ceux qui firent sauter led. chasteau, furent poursuiuy par justice ou executez a mort, ce quils ont dict sauoir pour ce que au tamptz (*sic*) que lad. armee entra dans led. chasteau de Fages ils estoient habitans, sauoir led. de Lalix en lad. parroisse de Castel et les aultres en la pnt ville, comme tousiours depuis et fort voysins dud. chasteau, et virent des troupes dicelle dans led. chasteau, uzant de toutes voyes dostillite et en empourter ce que bon leur sambloict, dont lad. feue dame se condouloict et plouroict fort, comme aussy virent brusler lors lesd. granges, de plus pour ce quils entendirent ung grand bruiet de nuict lorsque led. chasteau tumba en lad. annee mil cinq cens soixante et quatorze ou soixante et quinze, auquel ils allerent le lendemain et virent la moytie du chasteau ou plus par terre, et quon truua dans les ruynes plusieurs personnes mortes, des coffres et aultres meubles dud. chasteau, le tout rompeu et brize avec ce qui estoict dans lesd. coffres. Et particulhiement lesd. Lanceplene, Miquel, Galan, Colomact, La Sudrie, Faure et Blaize Contessouzes, ont dict que en lannee mil cinq cens quatre vingtz cinq ou mil cinq cens quatre vingtz six, en temps de guerre, ung nome le capp^{uo} Pioulletou, avec sa compagnie ennemye dud. chasteau, auroict icelluy surprins, qui fust cause que le seigneur de Beynac, avec ses troupes et les habitans de la pnt ville pourtans les armes, allerent incontinant asieger led. chasteau, ou ils firent plusieurs effortz pour le reprendre

par force et pour ce quil estoict difficile de faire lad. prainse ainsin par force, led. seigneur de Beynac saduiza de traiter come il fist une compozion avec led. Pioulletou, par laquelle fust arreste que icelluy Pioulletou, avec ses soldats, sourtiroient et sen yroient dud. chasteau avec leurs armes, leurs vies sauues et enpourteroyent sur eux ce quils vouldroient et pourroyent en enpourter ; ce quils ont dict sauoir pour ce quils pourtoient les armes avec force aultres deuant led. chasteau lors de lad. compozion, laquelle ils virent et entendirent faire, mesmes virent sourtir dicelluy chasteau led. Pioulletou avec sesd. soldatz qui estoyent charges de ce quils pouuoient pourter sur eux, de plusieurs choses dicelluy chasteau, estant led. chasteau eslognié seullemt de la pnt ville de quatre ou cinq jetz darbaleste (1), dont et de la susd. attestaon led. Boutel pour led. seigneur de Sainte-Colombe, nous a requis acte que luy auons ooncde pour luy seruir et valoir que de rayson.

Faict les jour, mois, an, lieu et pardeuant que dessus.

Ainsin signe a loriginal : de Laborie, P. Geneste, R. Miquel, attestant ;
G. Faure, attestant ; G. La Sudrie, J. de
Lauval, attestant ; G. Brunis, attestant ; L. de
Lalix, attestant ; M. Colomat, attestant susd. ;
Galan, attestant susd. ; et Lanceplene.

DE LAUERGNE, *juge de Saint Cyprien susd.*

P. CROUCHIER, *greffier.*

Pour copie conforme :

LOUIS CARVÈS.

(Archives des notaires de Sarlat.)

(1) Le château de Fages existe encore, mais dans un état de délabrement complet. Il est situé sur la colline autour de laquelle est bâtie la ville de Saint-Cyprien.



VARIA.

CANTIQUE PÉRIGOURDIN

EN L'HONNEUR DE SAINT JEAN-BAPTISTE.

On lit dans les *Antiquités de Vésone*, par M. Wlgrin de Taillefer, t. II (Périgueux, 1826), p. 643-644, les lignes suivantes :

D'UNE SINGULIÈRE FÊTE.

• Est à noter que, par les statuts de la ville, M^{rs} les Maire et Consuls, lors de leur prise de possession, jurent de faire constituer, à chaque an, à la vigile de saint Jean-Baptiste, les officiers d'Empereur, Roy, Duc, Marquis et Abbé, lesquels sont établis selon les quartiers de la ville, à ces fins réglées, savoir : l'empereur vers les Plantiers, le roy au pont, le duc à la Limogeane et l'Aiguillerie, le marquis en rue Neuve, l'abbé à Saint-Silain, comprenant partie de Taillefer et de l'Aiguillerie. Auxquels officiers, à chacun, fors que ledit abbé, on donne 7 sous 6 deniers de gages et pension une fois payés, et au dit abbé les bouchers doivent donner chacun deux livres de chair de bœuf. D'abord qu'ils sont mis en possession, chacun doit les honorer par révérence, chapeau ou bonnet en main, depuis la dite vigile jusqu'au dimanche après St-Jean, même lorsqu'ils sont assis. A faute de ce, les contrevenants sont par eux et chacun d'eux mulctés. Leur est dû par les femmes mariées de la ville et banlieue, comme le partage est fait, savoir : par celle qui est mariée dans l'an précédent la dite vigile, une pelotte en quadrature, lozangée de drap ou de cuir de diverses couleurs, garnie de fleurs, et la collation à celle à qui appartient le dit devoir, soit au roy ou autres. Bien en peuvent ils composer en argent. La femme qui est mariée deux fois est tenue de payer un pot de terre, avec 13 bâtons de divers bois et arbres portant fruit ; lequel pot les dits officiers, chacun en son détroit, font planter sur une perche dimanche

après la dite fête, et assez loin (1) y est tiré par ceux qui se présenteroient les yeux fermés, avec les dits batons, et à celui qui le rompt est donné pour son souper deux sous 6 deniers. Les autres qui ne l'ont rompu doivent ce qu'ils ont mis au jeu. En outre, est dû par la femme mariée trois fois, une comporte, *sive* manauche de cendres barutées, *sive* tamisées 13 fois, de 13 cuillers, de 13 bois et arbres divers portants fruits (2). Et la femme du 4^e mari doit une maison sur la rivière de l'Isle, de 13 chevrons, dans laquelle entreront trois hommes habillés de blanc aux dépens de la dite femme. Celle qui aura épousé 5 maris doit une cuve pleine de fiente de géline blanche. Desquels devoirs les hommes sont exempts.

» L'ordre qu'on tient à mettre en possession les dits officiers, outre la dévotion qui y entrevient, est que les maire et consuls font prêter serment à iceux officiers, tel qu'il appartient ; et la vigile de la dite fête, les maire et consuls, en chaperons, s'assemblent en la maison du consulat, avec les principaux habitants et autres, lesquels ayant des rameaux et herbes de St-Jean en main, vont quérir l'un après l'autre les dits officiers, les conduisent avec les haut-bois et tambourins en la place de la Clautre, et iceux font seoir en rang l'un après l'autre, à l'entour d'un arbre Mai, et est dû, à ces fins, de rente par les habitants de Puy-Abry, ayant les dits officiers la face tournée vers les assistants ; et lors, autour, les dits Maire et consuls font la procession en chantant la chanson faite sur la Nativité de S. Jean-Baptiste, en langage périgourdin (3); et tout autour de la place, ceux qui ont dévotion prient Dieu, font procession, et y mènent les petits enfants et filles. Ce fait, les dits officiers et habitants vont à la maison du Consulat, où la collation est apprêtée aux dépens de la ville. Est aussi dû par les tenanciers de la maison de Ribeyrol des Plantiers, de rente aux

(1) Probablement il y avait dans le texte : et d'assez loin. Nous ne pouvons pas le vérifier, parce que le gros Livre Noir, dont, à ce qu'il paraît, ces détails ont été tirés, est perdu. Dans la copie que nous suivons, l'orthographe est mise à la moderne, ce qui est également inexact.

(2) Sans doute il faut lire : et 13 cuillers, et 13 bois et arbres, etc. [Je pense que le second *de* est à maintenir. C. C.]

(3) Cette chanson, imprimée chez Pierre Dalvy, vers l'an 1600, finissait par ces vers :

- » E prégen tous la feste
- » Que nous garde de tempeste
- » Et nous garde lous bladz,
- » Las vignhas et lous pratz
- » Et pax del cel en terre
- » Que jamais n'ayan guerre. »

aits officiers, un baril de vin et deux grands pains blancs, qui leur seront présentés sur une table ayant nappe en la rue. Avec ce, les dits officiers de St-Jean, empereur, roy, duc, marquis et abbé, chantent la susdite chanson autour d'un feu dressé au devant la dite maison, aux dépens des dits tenanciers (1). »

Voici la chanson dont il est question dans l'extrait qui précède. Je la publie d'après une copie manuscrite, — du xvii^e siècle, à ce qu'il me semble, — qui m'a été obligeamment communiquée par M. de Lamothe, de Sarlat, sur la demande et par l'intermédiaire de mon excellent confrère et ami, Auguste Chastanet, le spirituel et gracieux poète auquel la muse provençale doit, en même temps qu'à l'abbé Joseph Roux, d'avoir rétabli tout ce qu'elle peut prétendre aujourd'hui de son ancien empire sur le pays, longtemps perdu pour elle, qui fut jadis son berceau et où elle produisit ses fleurs les plus belles.

J'ignore si la copie que je reproduis a été prise sur une autre copie manuscrite ou sur l'imprimé dont parle l'abbé de Lespine. Quoi qu'il en soit, il est évident, à première vue, que l'original était beaucoup plus ancien. Sans parler d'autres indices qu'on remarque çà et là dans le corps des vers, un certain nombre de rimes, telles qu'elles se lisent dans la copie, ou qu'elles se laissent facilement rétablir, indiquent une époque où la règle des cas était encore en vigueur (2). On peut donc sans témérité faire remonter notre cantique au xiv^e siècle. Il sera ainsi contemporain, ou à peu près, sous la forme à laquelle on peut légitimement le ramener, des textes provençaux du même genre, la Cantilène marseillaise de sainte Madeleine, le Trope de saint Etienne, les *Planctus sanctæ Mariæ*, d'Aix et d'Albi, la *Cantinella in natali Domini*, publiée par Damase Arbaud ; et l'historien de la littérature provençale devra désormais lui accorder une mention, à la suite de ces intéressants documents de la poésie liturgique populaire.

En regard du texte du xvii^e siècle, que je reproduis tel quel très fidèlement, je donne un essai de restitution, où je me suis proposé non seu-

(1) Cet extrait avait été fait par M. l'abbé de Lespine, avant les destructions révolutionnaires.

(2) Vers 3-4, 7-8, 47-8, 53-4, 57-8. — Aux v. 21, 89, 42, la règle, au contraire, n'est pas observée ; mais il faut remarquer que les mots qui l'enfreignent sont des *attributs*, et que l'attribut n'a jamais été soumis aussi strictement que le sujet à la règle commune.

lement de rétablir autant que possible la rime et la mesure, mais encore de ramener les mots à une forme régulière. Je n'ai, du reste, introduit dans le texte que les corrections qui m'ont paru suffisamment sûres. J'ai jugé en général inutile de les justifier. Le lecteur en reconnaitra facilement le motif, et aussi, je l'espère, la légitimité.

La chanson de Monsieur St Jean-Baptiste, faite à l'honneur dudit saint. Et se chante la vigile d'icelle fête à vêpres, sur la fontaine de la Clautre, en la ville de Perigueux, par les Maire, consuls et autres bourgeois de ladite ville, où illec assiste un Empereur, un Roy, un Duc, un Marquis et un Abbé.

Seignour, chanten la veilhe	Senhor, chantem la festa
[— eleison (1). —	[— eleison. —
De la saint Jean Baptiste —	De saint Joan Baptista.
Diren vous si vous plat —	Direm vos, si vos platz,
4 Comme fât anonciat —	4 Com fo anonciatz ;
Et eyce que vous diren —	E so que vos direm
De la gesto treyren —	De la gesta trayrem.
Zacharias lou bar —	Zacharias lo bar
8 El temple vol intrar —	8 El temple volc entrar,
Son autar encensar —	Son autar encensar,
Son sacrifici far —	Son sacrifici far.
Entau com lou faguet —	En ayssi com lo fec,
12 L'angel ly advenguet —	12 L'angels li aparec.
L'angel lou saludet —	L'angels lo saludet,
Moult gent lou connourtet —	Molt gent lo conortet :
Diu te gard, Zacharias —	« Dieus te gart, Zacharias,
16 Del lignage n'auras. —	16 Del linhatge n'auras. »
Quand Zacharias lou vid —	Quant Zacharias lo vi,
Trestout sey eypourit —	Trastotz s'en espauri.
Nou te chal aver paour —	— « Not chal aver paor,
20 Ne yre ne timour —	20 Ne ira ne timor.
Que you sey saint Gabriel —	Ieu soy saint Gabriel,

(1) Ce mot est répété comme un refrain, à la fin de chaque vers. Je le remplace ici par un tiret, qu'il a paru inutile de reproduire à la seconde colonne.

- Que sey transmeys del cel —
Et diray te quelquore —
- 24 Dont tu n'auras grand be —
Elisabet ta moulier —
Enfant aura de te —
Et l'enfant que n'auras —
- 28 Jean nom tu ly mettras —
Et Diu tant l'amoro —
Per sas vertus faro —
Contrats redressaro —
- 32 Morts ressuscitoro —
Hourbeaux illuminoro —
Et muts parla foro —
Maiour don ly daro —
- 36 Jesus baptisaro —
Sy reypond Zacharias —
Moult n'ay grand mervelhas —
Car vielh sey et chanut —
- 40 Eyce veyre ne cudi —
Car ou ay mescresut —
Nou mey estaras mut —
L'enfant engenuit —
- 44 Et lo payre eymusit —
Et quand sortit del temple —
Non pot paraule rendre —
Cougnegueren lou barou —
- 48 Quavio agut adversin —
Et que lor a monstat —
Que ne pot plus parler —
Avenguts sonts ly dire —
- 52 Que l'enfant voullio naistre —
Et l'enfant si fust nat —
Si comme sabes et sachas —
Et disen per la terre —
- 56 Maiour hom nou neytre —
Demandens lous parens —
Diu qual nom ly mettren —
Jean où Hieremias —
- 60 Daniel où Heliàs —
Elyzabet si reypond —
Jean ly mettren nom —
- Que soy trames del cel,
Ediray t'una re
- 24 Don tu n'auras gran be :
Elisabet ta molher
Enfant aura de te,
E l'enfant que n'auras
- 28 Joan nom li metras.
E Dieus tant l'amara
Per el vertutz fara,
Contraitz redressara,
- 32 Mortz ressuscitara,
Orbs illuminara
E mutz parler fara.
Major don li dara :
- 36 Jesus baptisara. »
Si respont Zacharias :
« Molt n'ay grans meravilhas ;
Car vielh soy e chanut,
- 40 Ayso veyre no cut. »
— « Car o as mescresut,
Nou mes estaras mut. »
L'enfant engenuit,
- 44 E lo payre esmusit ;
E quant sorti del temple
No poc paraula rendre.
Conogren li baro
- 48 Qu'avia agut vesio,
E que lor a monstat
Que no pot plus parler.
E vengut son li dire
- 52 Que l'enfas volia naisser.
E l'enfas si fo natz
Si com uey, so sapchatz ;
E disen per la terra
- 56 Majer hom natz non era.
Demanden li paren :
« Dieus ! qual nom li metrem ?
Joan o Hieremias,
- 60 Daniel o Helias ? »
Elizabet respon :
« Joan li metrem nom. »

Demanden lou el payre —	— « Demandem lo al payre,
64 Que de ce vous declare —	64 Que d'aisso nos esclayre. »
Adonc lou payre parlet —	Aral payre parlet
Et Diu del cel louvet —	E Dieu del cel lauvet,
Et pey prophetiset —	Et pueys prophetiset,
08 Benedictus chautet —	68 <i>Benedictus</i> chantet.
Preguen tous lou barou —	Pregem tug lo baro
Qu'envers Diu fasan rasou —	Ves Dieu fassans raso ;
Et pregen tous la festo —	E pregem tug la festa
72 Que nous garde de tempesto —	72 Que nos gart de tempesta,
Et nous garde lous blads —	E nos garde los blatz
Las vignas et lous praz —	Las vinhas e los pratz,
Et pax del cel en terre —	E patz del cel en terra,
76 Que jamais n'ayants guerre.	76 Jamais non ayam guerra.
Eleison.	Eleison.

NOTES.

1. Je suppose que, dans le principe, ce cantique se chantait, non la veille, mais le jour même de la fête du saint. Je corrige en conséquence et ce premier vers et le vers 53. Cf. v. 71.

2. Prononcez *Baptista*. Cf. *batesme*.

15. Ici, comme au v. 17, *Zacharias* n'a que trois syllabes, et l'accent porte sur l'*a* final. Au vers 37, il en a quatre et l'accent porte sur l'*i*.

18. On peut corriger *Totz s'en espaori*, si l'on répugne à admettre que la contraction existât déjà dans l'original.

25-6. L'un de ces deux vers paraît corrompu ; peut-être le sont-ils l'un et l'autre. La mesure et la grammaire indiqueraient l'accentuation *môlher*. Au xvii^e siècle, on prononçait sans doute *Lisabet ta moulhé*. Cf. le v. 61, qui a aussi, dans la copie du xvii^e siècle, une syllabe de trop.

30. *Vertut* a ici le sens de *miracle*, commun au moyen-âge.

43. Ce vers ou le fait qu'il exprime n'est évidemment pas à sa place ici ; c'est après le v. 50 qu'il devrait venir. Quant à la forme, toute latine, et à l'accentuation, qui l'est si peu, du verbe *engenuit* (= engendra), cf. dans l'*Alexandre* d'Alberic de Besançon (ou de Briançon, selon M. Paul Meyer) :

Olimpias, donna gentil,
Don Alexandre genuit.

45-6. Encore une simple assonance.

48. Cf. *Luc.*, I, 22 : « Et cognoverunt quod visionem vidisset. »
49. Corr. *Et el lor va mostrar* ? Cf. *Luc.*, I, 21 : « Et ipse erat innuens illis. »

51-2. Lacune entre ces deux vers ? Ou corr. *dir* : *eisir* ? Ce dernier mot ne se dit aujourd'hui que de l'éclosion des oiseaux.

56. On pourrait aussi songer à corriger *nasquera*. Mais *natx non era* est mieux d'accord avec les paroles de Jésus (*Luc.*, VII, 28), auxquelles pensait sans doute ici l'auteur de notre cantique.

57-8. « Paren : metrem » ; 61-2 : « respon : nom. » On trouve des rimes pareilles dans plusieurs textes du XIV^e siècle. Cf. *Revue des l. r.*, t. XXVI, pp. 121, 125, notes sur les vers 446 et 462 de la *Vie de sainte Madeleine*.

65. La correction *Adonc lo pair* serait préférable à *Aral paire*, comme plus près de la leçon du ms. *Pair* (aujourd'hui *paï*) est déjà dans Bertran de Born, et de même *frair*.

70. « Fassans raso. » Littéralement : « qu'il nous fasse raison », c'est-à-dire : « qu'il nous défende, qu'il soit notre intercesseur auprès de Dieu. »

Peut-être vaudrait-il mieux corriger simplement *fasam* : « ... que [grâce à son intercession] nous fassions *raison*, c'est-à-dire satisfaction, à Dieu. »

C. CHABANEAU.

(*Revue des langues romanes*, octobre 1884.)

UNE TROISIÈME IMITATION DU SONNET DE FIZES

CONTRE L'ABBÉ PLOMET.

J'ai signalé, en 1879 (1), deux imitations du sonnet que Nicolas Fizes écrivit contre l'abbé Plomet, chanoine et prieur de l'église collégiale Ste-Anne de Montpellier, aujourd'hui plus connu par les Noël français et languedociens que l'on doit à son infatigable labeur poétique.

L'une de ces imitations est l'œuvre de Claude Peyrot, prieur de Pradinas ; l'autre d'un rimeur montpelliérain dont le nom ne nous a pas été transmis par Brunier.

(*Revue des Langues romanes*, 3^e série, t. I, p. 303.

Le *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord* (t. XI, p. 496-502) vient de publier deux pièces inédites en vers patois, c'est-à-dire en périgourdin, où l'on trouve une troisième imitation des curieuses rimes de Fizes. La première de ces pièces, dit leur éditeur, M. Louis Carvès, « fut composée au commencement du siècle par un Sarladais nommé Sibié, fils d'une pauvre marchande de comestibles de cette ville. Sibié, qui était chez un notaire, partit pour l'armée et fut tué dans une des batailles du premier Empire. Il avait fait, quoique très jeune, de fort jolies chansons... »

M. Carvès, qui ne connaît point le sonnet de Fizes, a transcrit à la suite de ces lignes l'épître de Sibié. Elle débute ainsi :

Dé letzi vostrés vers l'an n'és tzomai sodoul.
Del temple d'Opoulloun, quand lévas lo cliqueto,
Lo porto troubas pas borrado én-d-un verroul ;
Mas io, qué fouu las vers coumo uno perinquito,
 Counmén ouzoray-io respoundré
 O vostré brabé coumplimen ?
Mo muzu és entziprouzo et voi pas toutzours poundré.

En dépit d'une alternance irrégulière des rimes masculines et féminines, il est difficile de ne point reconnaître dans ces vers le souvenir du sonnet de Fizes ou, ce qui semble mieux explicable, du quatrain de Claude Peyrot :

Toujours tu romporas coumo uno cogoraoulo :
Dé tons bersés sons suc, tout lou moundé és sodoul :
Del grènié d'Opoulloun, pos boissa lo cadaoulo ;
Mais trouboras, Rimur, tras lo porto un bourroul (1).

Alph. ROQUE-FERRIER.

(*Revue des langues romanes*, janvier 1885.)

(1) *Œuvres patoises complètes de C. Peyrot*, Milhau. Carrère, 1893 ; in-8°, p. 161.

RAPPORT

SUR LA 23^e RÉUNION DU CONGRÈS DES SOCIÉTÉS SAVANTES A LA SORBONNE,

les 7, 8, 9, 10 et 11 avril 1885.

MESSIEURS,

Délégué par vous pour assister au Congrès des Sociétés savantes à la Sorbonne, je viens vous remercier de l'honneur que vous m'avez fait et vous rendre compte en même temps de la mission flatteuse qui m'a été confiée.

La 23^e réunion des Sociétés savantes s'est ouverte le 7 avril, à la Sorbonne, sous la présidence de M. Chabouillet, délégué à cet effet par M. le Ministre de l'Instruction publique. Le savant conservateur du cabinet des médailles présidait également la section d'archéologie, dont je faisais partie. Je ne vous ferai pas une analyse détaillée de toutes les communications intéressantes qui ont été lues, soit dans la section d'histoire, soit dans la section d'archéologie : le *Journal officiel*, dont je vous demande la permission de vous faire hommage, vous renseignera sur ce sujet bien mieux que je ne pourrais le faire moi-même. Je me suis borné simplement à relever, dans ces deux sections, tout ce qui pouvait avoir trait à notre cher Périgord, et ce sont ces quelques observations que je viens vous soumettre.

Le 8 avril, dans la section d'histoire (séance du matin), M. l'abbé Arbellot, le savant président de la *Société archéologique du Limousin* et membre correspondant de notre Société, donne lecture d'un remarquable mémoire sur Geoffroy, prieur de Vigéois. Ce chroniqueur, dont le nom était Geoffroy du Breuilh, nous appartient comme étant né à Clermont-d'Excideuil. Le travail de notre confrère fourmille, à chaque pas, de documents fort intéressants pour le Périgord, soit par les noms de lieux qui y sont rappelés, soit par les faits qui y sont mentionnés et qui concernent l'histoire de notre province. Au reste, cette étude sera bientôt publiée, ce qui nous permettra alors de la lire tout à loisir.

Voilà, dans la section d'histoire, la seule chose qui m'ait paru intéresser directement notre pays. Dans la section d'archéologie, aucune communication ne regardait le Périgord.

Mais ce n'est pas tout. Le 10 avril, dans la matinée, les membres du Congrès, conviés par lettres, sont allés, sous l'habile direction de M. Vic-

tor Duruy, visiter les arènes de Lutèce. Ces dernières sont situées à l'angle de la rue Monge et de la rue de Navarre. Sans être aussi bien conservées que celles de Vésone, elles ne sont pas néanmoins dépourvues d'intérêt ; mais, malheureusement, une grande partie est encore enfouie sous une épaisseur de vingt mètres de terre, et la Compagnie générale des Omnibus, qui n'a rien d'antique, n'a trouvé rien de mieux que d'établir son siège sur leur emplacement, en sorte que l'enceinte ne subsiste pas en son entier. Telles qu'elles sont cependant, on peut parfaitement se rendre compte de l'importance qu'elles avaient jadis. Ces arènes, qui remontent à l'un des premiers siècles de l'ère chrétienne, étaient doubles : elles servaient à la fois d'amphithéâtre pour les jeux du cirque et les combats des gladiateurs, et de théâtre pour la représentation des pièces scéniques. Le peu qu'on a mis à jour permet de voir les vomitorium, la scène, quelques loges et une partie de l'amphithéâtre. La ville de Paris, quoique un peu tard, a montré, dans cette circonstance, un grand respect du passé : elle a racheté ces arènes à une Compagnie quelconque pour la somme de 1,200,000 fr., et elle a l'intention d'y faire pratiquer un square tout en conservant les divers matériaux que l'on pourrait découvrir. Espérons que ce sera bientôt.

Immédiatement après la visite aux arènes, le Congrès s'est également réuni chez le secrétaire de la *Société pour la conservation des Monuments*, et j'appelle plus spécialement, Messieurs, votre attention sur cette séance. Le Congrès s'est ému, à juste titre, des dégradations quotidiennes que l'on fait subir aux monuments anciens sous le prétexte de réparations plus ou moins utiles ; et la réunion avait pour but de remédier à cet état de choses. L'exemple de Saint-Front, auquel on a enlevé tout son cachet antique en le rebâtissant pierre par pierre, a été cité plus d'une fois. Après bien des avis divers, l'assemblée, à l'unanimité, a adopté la résolution suivante : « Former, dans chaque département, une commission composée d'ingénieurs, d'architectes, d'archéologues, d'érudits, d'amateurs, en un mot, de tous ceux qui s'intéressent aux vestiges du passé, et chargée de la sauvegarde des monuments antiques. Cette commission, qui a son siège au chef-lieu du département, nomme, dans chaque arrondissement ou dans chaque canton, ou, si faire se peut, dans chaque commune, une ou plusieurs personnes pour veiller à cette conservation. Les personnes ainsi nommées font, avec leurs divers collaborateurs, des excursions pour examiner l'état de tel ou tel monument qu'on leur aura signalé comme menaçant ruine, et ils s'adressent alors au comité central, qui avise aux moyens à prendre pour les conserver. On aurait ainsi, dans toute la France, en outre des monuments historiques à la charge de l'Etat, une série d'autres monuments d'un intérêt non moindre qui seraient à l'abri de toute dégra-

dation. » Plusieurs départements, entre autres la Seine-et-Oise et les Basses-Pyrénées, pour ne citer que ceux-là, ont déjà donné l'élan, et les commissions dont je parle y fonctionnent admirablement. J'espère que la Dordogne, si fertile en monuments anciens, ne restera pas en arrière, et j'ai l'honneur de demander à la Société de vouloir bien s'entendre avec les hommes compétents pour nommer le plus tôt possible les personnes qui, dans leurs cantons respectifs, veilleront à la conservation sus-indiquée.

Le soir du même jour, les sections d'histoire et d'archéologie ayant épuisé leur ordre du jour, j'assistais, à la salle Gerson, à la réunion des Beaux-Arts. Une fort belle étude sur les artistes Lorrains a été lue par M. Albert Jacquot, membre de la *Société d'Archéologie Lorraine* ; dans la planche qui accompagne ce travail, j'ai remarqué les armoiries d'un certain Léon Vanel, qui sont identiquement semblables à celles de deux familles périgourdines, les de Senailhac, seigneurs de La Vitrolle, et les de Besson, seigneurs de La Coste et de Marobert, et qui sont : *d'azur au chevron d'or, accompagné de trois étoiles de même posées 2 et 1*. Je signale ce fait à notre érudit confrère M. de Froidefond. Lui, qui est si expert dans la science du blason, pourra peut-être nous dire le mot de cette énigme.

La clôture du Congrès a enfin eu lieu le samedi soir 11 avril, sous la présidence de M. René Goblet. Dans son discours, empreint de la plus grande modération, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts a fait un chaleureux appel à tous ceux qui s'occupent d'archéologie et d'histoire, et leur a demandé de vouloir bien collaborer de toutes leurs forces au relèvement du passé, et, par suite, au relèvement de la patrie. Telles sont les remarques que j'ai faites.

Puis l'on s'est séparé en se donnant rendez-vous à l'année prochaine.

Louis CARVÈS.

RAPPORT

SUR LES 8^{me} ET 9^{me} RÉUNIONS DES SOCIÉTÉS DES BEAUX-ARTS DES DÉPARTEMENTS,

A LA SORBONNE.

MESSIEURS,

Pour la seconde fois, il y a un an, vous avez bien voulu me confier le soin de représenter la Société historique et archéologique du Périgord aux réunions annuelles de la Sorbonne, et cet honneur, dont je vous remercie tout d'abord, quoique bien tard, m'imposait l'obligation d'un compte-rendu de la huitième session des Beaux-Arts.

Je m'étais en effet promis de ne pas manquer à cet agréable devoir, lorsque des empêchements absolument inattendus m'en ont ôté la satisfaction.

Mais, chargé de la même mission cette année, je me suis réjoui d'une circonstance qui me permettait d'effacer de votre esprit le souvenir fâcheux d'un devoir non rempli bien malgré moi, et c'est en sollicitant toute votre indulgence que je me présente à vous avec ce compte-rendu doublé de la session de 1885.

Vous n'avez certainement pas oublié, Messieurs, que la cinquième réunion des Beaux-Arts fut en partie remplie par les préoccupations du danger couru par les arts décoratifs, danger aujourd'hui à peu près conjuré par le remaniement de l'enseignement du dessin dans notre pays.

Vous n'avez pas oublié davantage tout ce qui avait déjà été fait pour arrêter nos voisins coalisés contre nos industries d'art, plus directement menacées que ce que l'on appelle peut-être à tort le grand art, et c'est de la suite de ces efforts déjà couronnés de succès que j'avais à vous entretenir.

Après bien d'autres, je viens de prononcer le mot de grand art et je me demande s'il faut réellement faire une distinction entre le grand art qui devrait toujours avoir une grande portée morale ou philosophique, et un art plus modeste en apparence, mais dont les moyens sont absolument les mêmes et les vues souvent aussi élevées, bien que voilées par l'aspect décoratif.

Quoi qu'il en soit de l'existence de ces deux frères simplement séparés

par une ligne à peine visible, les deux arts suivent la même route presque la main dans la main.

Benvenuto Cellini, par exemple, à la fois peintre, sculpteur et orfèvre, poète même, combinait les deux ou pratiquait l'un et l'autre séparément, ainsi que le Verrochio, cet autre sublime orfèvre du *xv^e* siècle dont j'ai pu voir à Florence le charmant petit bronze, dit *l'Enfant au poisson*, qui décore la fontaine du Palais de la Seigneurie.

On pourrait en dire autant de Luca della Robbia, dont les sept œuvres de miséricorde sont tout un poème décoratif en faïence émaillée qui se déroule sur la frise de l'hôpital de Pistoie, en Toscane.

Donc, ce sont les moyens mis en œuvre pour exprimer la pensée, qui diffèrent, ainsi que la matière, mais l'outil principal demeure le même : il faut dessiner, dessiner et dessiner toujours, quel que soit le sujet à traiter et la matière à employer.

Voilà pourquoi, Messieurs, dès la première alerte on s'est tourné du côté de l'enseignement du dessin, qu'il fallait réformer sans délai et appuyer sur des collections spéciales.

Aussi, passée la panique qui chez nous suit de près les revers, les plus timorés ont repris courage, et la confiance dans le succès définitif ne s'est pas fait attendre.

Je me souviens avoir moi-même pressenti ce relèvement prochain après une visite au Musée de sculpture comparée du Trocadéro, où venaient de passer sous mes yeux charmés des œuvres déjà vues ailleurs, mais qui, rapprochées de la sorte, permettaient des comparaisons fécondes pour l'inspiration et l'enseignement.

Quelques jours plus tard, M. le Directeur des Beaux-Arts, en ouvrant la huitième session, s'exprimait ainsi, à propos de ce Musée dont il nous avait annoncé la formation l'année précédente :

« Je vous parlais, il y a un an, disait M. Kaempfen, de ce Musée de sculpture comparée du Trocadéro, où étaient rassemblées déjà tant de reproductions parfaites de fragments charmants ou superbes de nos monuments du moyen-âge et de la Renaissance. La province a contribué à l'enrichir de ses merveilles. La cathédrale de Bordeaux lui a envoyé sa porte méridionale ; celle de Beauvais, les portes de sa façade ; Saint-Pierre de Caen, son grand pinacle ; la cathédrale de Chartres, le tympan de sa porte méridionale ; celle de Laon, le tympan de la porte centrale et des motifs d'ornementation ; la cathédrale de Rouen, le tombeau de Louis de Brézé. Bientôt le château et les jardins de Versailles le doteront des plus beaux spécimens de l'art au temps de Louis XIV. »

Et M. Kaempfen ajoutait :

« Un autre Musée est en formation auprès de celui-là. Il vous montrera les moulages de ce que la statuaire antique a produit de plus achevé. Ce sera, dans ce domaine, comme le résumé de notre Louvre, des collections de quelques-unes de nos villes de province, des musées des nations étrangères. Que de chefs-d'œuvre, dont il est certain que les découvertes nouvelles augmenteront sans cesse le nombre ! »

Il est non moins certain, Messieurs, que la création de ces Musées est des plus heureuses, car les artistes y trouvent des modèles qu'il fallait aller chercher bien loin et au prix de voyages coûteux que beaucoup ne peuvent pas toujours entreprendre.

De plus, la photographie de toutes ces merveilles en permet l'introduction sous un moindre volume dans toutes les bibliothèques, et c'est là un autre service important rendu à l'art et aux artistes.

Cependant, petit étant le nombre de ceux qui peuvent avoir une bibliothèque et grand le nombre de ceux qui habitent loin de Paris, il y aurait quelque chose à faire encore sur ce point, soit en abaissant le prix de ces photographies afin de les répandre le plus possible, soit en dotant chaque bibliothèque départementale d'une collection de ce genre.

Vous qui êtes plus autorisés et plus influents que je ne le suis, j'ai cru, Messieurs, devoir vous soumettre ce desideratum, afin que votre concours ne manque pas, le cas échéant, à la propagation de l'amour du beau, sans lequel tout est décoloré et tout progrès moral impossible.

Vous savez comme moi que ceux qui, jeunes encore, fréquentent par simple curiosité d'abord, puis bientôt par goût, les musées et les bibliothèques, ne se doutent guère de l'influence qu'ils subiront un jour de cet enseignement par les yeux que l'on ne saurait trop répandre.

Fâcheusement, ici encore la question d'argent se dresse devant les meilleures volontés, et l'on est bien obligé de descendre des hauteurs sereines pour reconnaître avec M. Gruyer, la toute puissance de l'argent sur la réalisation du beau et du bien.

M. Gruyer, conservateur des tableaux du Louvre, présidant une des séances de 1884, nous a fait, dans son historique du Musée, une poignante peinture de cette puissance de l'argent, lorsqu'il nous disait que ne disposant que de 25,000 francs par an pour les acquisitions de tableaux, il n'avait pu aller à la vente de la galerie Castellani à Rome, où l'attirait une précieuse peinture de Pollajuolo, ni à celle du duc de Marlborough à Blenheim, alors que l'Allemagne mettait, en vue de ces ventes, 2,500,000 francs à la disposition de ses Musées.

Ainsi, même sur le terrain pacifique des arts, il faut que nous soyons encore battus par Berlin. Je ne sais rien de plus poignant.

A ce sujet, un souvenir me traverse encore l'esprit, il remonte à l'époque où j'étais élève à l'école des Beaux-Arts, et je vous demande la permission de vous le communiquer.

Je me souviens que, visitant un jour la galerie du maréchal Soult, qui allait être dispersée par une vente prochaine, je vis là, entre autres chefs-d'œuvre la *Mort du duc de Guise*, par Paul Delaroche, la *Chapelle Sixtine* de M. Ingres, et plusieurs tableaux de l'Ecole espagnole, parmi lesquels la *Cuisine des Anges*, de Murillo, et sa fameuse *Vierge*.

Émerveillé de ces toiles, j'oubliais que je n'étais pas conservateur du Louvre et je jetais mon dévolu sur les Murillo. Or, vous savez, Messieurs, que ces tableaux sont aujourd'hui au Louvre et que l'*Immaculée Conception* seule a coûté 600,000 francs. Qu'aurait fait M. Gruyer à cette vente avec ses 25,000 francs ?

Ici, Messieurs, se termine ce que j'avais à vous dire sur la huitième réunion, et j'aborde la neuvième.

La neuvième session du congrès des Sociétés des Beaux-Arts des départements, plus courte que ses devancières, n'a pas, pour cela, été dépourvue d'intérêt.

Le discours d'ouverture constate avec joie que l'art prend chaque jour plus de place dans notre vie, et cette constatation appuie si bien ce que je vous disais, il n'y a qu'un instant, sur la fréquentation et l'influence des musées, que je ne crois pas pouvoir me dispenser de citer encore M. Kaempfen.

« Avec quelle joie, dit M. le Directeur des Beaux-Arts, parlant de l'art en général, nous lui faisons une place dans nos demeures, petite ou grande, suivant nos ressources ; avec quelle ardeur nous allons le chercher hors de chez nous. Je me souviens d'un temps où les galeries du Louvre n'étaient ouvertes qu'une fois ou deux par semaine et où l'on n'y voyait que quelques rares visiteurs. Elles sont ouvertes six jours sur sept maintenant, et l'on y va en foule. Il en est de même de tous nos musées. On ne compte plus les expositions qui, en dehors du Salon annuel, sollicitent le public, et le public y afflue. Est-ce toujours le pur amour de l'art qui l'y conduit ? Non ; la curiosité est pour beaucoup, je le reconnais, dans cet empressement, la mode aussi.

» Eh bien, la curiosité, ici, est bonne, et la mode louable. De la vue de

tant d'œuvres d'une valeur inégale, d'une inspiration ou d'une école différentes, naissent forcément des comparaisons ; peu à peu le jugement s'exerce, l'éducation de l'œil et de l'esprit se fait, le goût s'épure. »

Et M. Kaempfen termine ainsi, à propos des expositions nombreuses dont il signale l'existence ou la venue prochaine :

« Chaque fois que vous verrez naitre quelque-une de ces tentatives qui ont l'art pour objet, vous qui le servez avec passion, Messieurs, encouragez-la de toutes vos forces, aidez-la à triompher des obstacles, dévouez-vous à son succès, qu'il soit par vous préparé et assuré. Le passé vous attire ; vous vous plaisez à remettre ses œuvres en lumière, à décrire, à louer les mérites qui vous charment en elles. Vous faites bien ; mais songez aussi aux créations vivantes du présent ; elles contiennent l'avenir ; fortifiez-les, fécondez-les pour qu'il soit glorieux et prospère. »

La visite officielle à la Manufacture de Sèvres s'est faite le lendemain ; mais je crois être le fidèle interprète de la déception des visiteurs, dont quelques-uns seulement pouvaient, par leurs connaissances spéciales, se passer de guide, en signalant l'absence d'un fil conducteur dans ces galeries où tout est classé comme dans un livre qu'il a fallu feuilleter à la hâte sans profit réel et avec fatigue.

Cependant, M. le Directeur, empêché, s'était fait remplacer par un spécialiste chargé de nous conduire au milieu de ce dédale et de répondre aux questions que l'on pourrait avoir à lui poser sur la matière. Mais le délégué de M. Lauth, homme très expert et fort obligeant, qui répondait à tous avec une complaisance parfaite, s'est tenu, à propos de telle ou telle pièce mise sous nos yeux, sur une réserve qui fait honneur à sa modestie, mais qu'on aurait souhaitée moins grande, car on s'attendait à une sorte de cours complet de céramique et à un précis historique de l'art.

La visite des ateliers nous a été plus profitable, grâce à la clarté et à la suite des explications données par le jeune cicérone qui s'est emparé de nous à la sortie du Musée, et je lui en adresse ici tous mes remerciements.

Je termine, Messieurs, ce trop volumineux rapport par une bonne nouvelle recueillie dans l'allocution de M. Castagnary, conseiller d'Etat, qui présidait la séance finale.

Tous les visiteurs du Louvre, je ne parle ici que des érudits, ont été frappés du défaut de classement chronologique des écoles de peinture et des œuvres elles-mêmes, si bien que pour l'Ecole française, par exemple, il est bien difficile d'en emporter une idée nette de succession pour cha-

que genre. C'est ce défaut capital pour l'histoire de l'art qui va disparaître du classement des tableaux et voici comment s'exprime à ce sujet M. Castagnary, au début de son discours :

« L'art français, pour vous, est un ensemble comme la littérature française ; vous y reconnaissez les traits distinctifs de notre génie national : l'élégance, la clarté, la mesure ; et comme dans la littérature française vous y contemplez, non sans attendrissement, une image réduite de la France.

» Et pourtant, Messieurs, depuis combien de temps connaît-on l'art français en France ? Depuis combien de temps l'estime-t-on à sa valeur ? Le connaît-on même et l'apprécie-t-on autant qu'il vaut ?

» Vous, Messieurs, qui êtes des érudits, et qui avez passé votre vie dans la familiarité des choses de l'art, vous le connaissez. Les historiens, les savants, les lettrés, les curieux, — étendez cette élite aussi loin que vous voudrez, — le connaissent aussi. Mais la masse de la nation le connaît-elle ? Mais l'ouvrier qui manie le crayon et doit un jour diriger quelque industrie d'art, l'artiste à qui incombera la tâche de continuer l'œuvre glorieuse, et de maintenir à son tour devant l'étranger la réputation de son pays, le connaissent-ils ? Où l'auraient-ils appris ? On ne l'enseigne nulle part dans nos écoles. Avons-nous même des écoles où l'on apprenne à penser, à parler et à écrire français en art comme on l'apprend en littérature ? Je n'ose me faire la réponse. »

Plus loin et après avoir énuméré les morcellements de l'Ecole française dans le classement de ses œuvres au Louvre, M. le conseiller d'Etat s'exprime ainsi :

• Comment comprendre la révolution opérée par David, si on ne la fait précéder par Boucher et suivre par les romantiques ?

» De même, comment comprendre la révolution opérée par Théodore Rousseau et les autres paysagistes, si les paysages à fabriques de la Restauration ont complètement disparu ? Il ne faut pas craindre de le dire, cet éparpillement, contraire d'ailleurs à toutes les règles reçues en matière de classement, est mortel pour l'Ecole française, dont il empêche de suivre le développement et dont il détruit toute la philosophie.

» Il faut que cela cesse, Messieurs, pour notre honneur ; il faut rassembler l'Ecole française, la présenter à l'admiration d'ensemble, d'une seule et même suite, afin qu'on puisse tout à la fois en embrasser la totalité et en examiner les parties. »

Telle est, Messieurs, la révolution qu'on nous annonce, et vous y applaudirez comme moi, en me pardonnant d'avoir peut-être abusé de votre attention.

J.-Gustave DORE.

Professeur de dessin au Lycée de Périgueux.

NÉCROLOGIE.

M. LE MARQUIS ALDUIN DE TAILLEFER.

L'un de nos confrères, M. le marquis Alduin de Taillefer, vient de mourir à Périgueux. Il était fils du marquis Wlgrin de Taillefer, auteur du livre *Les Antiquités de Vésone*, et fondateur du Musée épigraphique du département de la Dordogne. Alduin de Taillefer était un excellent homme, menant une vie douce, rurale le plus souvent, appliquant dans ses domaines les bonnes et fructueuses méthodes agricoles, entouré de l'estime de ses travailleurs, qui profitaient largement de son habile direction.

Maire de la commune de Lempzours, il rêvait de réparer l'église byzantine de sa paroisse, dont nous avons publié, il y a quelques jours, un croquis dû au crayon de M. Cros-Puymartin, architecte.

Le marquis de Taillefer avait fait plusieurs dons à notre Musée, parmi lesquels il ne faut pas oublier une masse d'huissier de corporation des poissonniers, du XVII^e siècle, d'un élégant dessin.

S'il ne laisse pas, ainsi que son docte et généreux père, des titres scientifiques et archéologiques qui recommandent sa mémoire, sa vie n'a pas été moins bien remplie par des travaux utiles et de bons exemples. Malheureusement, le nom des Taillefer s'éteint avec lui.

D^r E. G.

Deux planches accompagnent cette livraison. — La 1^{re} représente l'Eglise de Tourtoirac ; — la 2^e, la Chapelle du Chalar-d-Saint-Genès.

Le Gérant responsable, A. DELFOUR.

Périgueux. — Imprimerie E. LAPORTE
(anc. Dupont et C^e).

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD
Du 27 Mai 1885.

Présidence de M. le docteur GALY.

La séance est ouverte à sept heures et demie du soir.

Sont présents : MM. de Froidefond, le marquis de Fayolle, de Roumejoux, Crédot, de Saint-Pierre, le marquis d'Abzac de La Douze, Fernand de Bellussière, Louis Carvès, le comte de Cumond, Dujarrié-Descombes, le comte Gérard de Fayolle, Paul Galy, Michel Hardy, l'abbé Montet, le comte de Saint-Légier et Villepelet.

Le procès-verbal de la réunion du 7 mai est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT annonce la mort de notre confrère M. Vitrac aîné, ancien chef de bureau à la Préfecture, trésorier de la Société d'agriculture, qui s'intéressait à nos travaux, quoiqu'il ne fût pas assidu à nos séances. Il avait fait presque toute sa carrière administrative à la Préfecture de la Dordogne, où il a laissé les meilleurs souvenirs.

L'assemblée accueille cette triste nouvelle par des témoignages de sympathiques regrets.

M. LE PRÉSIDENT rappelle qu'aux termes de nos statuts, il y a lieu de procéder à la réélection du bureau et déclare le scrutin ouvert à cet effet. Il engage les membres présents à voter immédiatement pour ne pas troubler l'ordre de la séance ; l'urne n'en restera pas moins ouverte jusqu'à la fin pour permettre aux retardataires de voter.

M. LE PRÉSIDENT énumère ensuite sommairement les ouvrages qui ont été offerts à la bibliothèque de notre Société depuis le commencement du mois :

Le *Discours* prononcé par M. René Goblet, ministre de

l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, le 11 avril 1885, à la séance de clôture du congrès des Sociétés savantes, à la Sorbonne ; in-4°, Paris, Imprimerie du *Journal officiel* ;

La *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, tome XLVI, année 1885, première et deuxième livraisons, in-8°, Paris, librairie d'Alphonse Picard ;

Les *Contributions to North American ethnology*, volume V, contenant les *Observations on cup-shaped and other lapidarian sculptures in the old world and in America* by Charles Rau, et *A study of the Manuscript Troano* by Cyrus Thomas Ph. D. with an introduction by D. G. Brinton M. D., un volume in-4°, relié en toile, Washington, government printing office, 1882 ;

Le *Journal d'histoire naturelle de Bordeaux et du Sud-Ouest*, numéro du 30 avril 1885, in-4°, Bordeaux ;

Le *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, tome VII, première livraison, janvier-mars 1885, in-8°, Brive, où se trouve reproduite une plaquette fournie par M. Ph. de Bosredon et intitulée : *L'effroyable deluge et inondation arrivé en la ville de Briuc-la-Gaillarde en Lymousin le dernier de mai 1634* ;

Le *Bulletin de la Société des Etudes littéraires, scientifiques et artistiques du Lot*, tome X, premier fascicule, in-8°, Cahors, 1885 ;

Le *Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts*, numéro 9, mai 1885, in-8°, Foix ;

La *Revue des langues romanes*, troisième série, tome XIII, mars 1885, in-8°, Montpellier, contenant la suite des travaux de notre savant correspondant M. Chabaneau, sur *Sainte Marie-Madeleine dans la littérature provençale*, et un article de bibliographie et de critique du même auteur sur un *Fragment d'une chanson d'Antioche en provençal*, publié et traduit par Paul Meyer, membre de l'Institut ;

La *Revue épigraphique du Midi de la France*, numéro 33, avril 1885, in-8°, Lyon ;

Le *Catalogue des livres rares et précieux et des estampes*, de feu M. Gustave Charlener, de Metz, deux parties, in-8°, brochées, Paris, veuve Adolphe Labitte, 1885 ;

Par M. Léon Rabagnac, ouvrier typographe à Périgueux, un petit manuscrit relié qu'il intitule *La Rencontre d'un ange*, œuvre d'imagination faite à la veillée, après le travail du jour.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

La Société d'Etudes des Hautes-Alpes demande à entrer en relations d'échange de publications avec nous et nous prie de lui transmettre à l'avenir notre *Bulletin*.

La proposition, mise aux voix par M. le Président, est favorablement accueillie.

MM. DE MONTEIL et BIRAN-ARCHEZ, élus membres titulaires dans les réunions précédentes, adressent leurs remerciements à la Société.

M. LE PRÉSIDENT a reçu de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts une circulaire annonçant qu'il a institué une commission ornithologique, chargée de centraliser les documents relatifs aux mœurs, au régime, à la nidification des oiseaux de la France. Cette commission a rédigé un questionnaire que M. le Ministre nous transmet en plusieurs exemplaires pour les distribuer aux membres de notre Société qui s'occupent d'ornithologie et aux chasseurs qui sont particulièrement à même d'observer les passages d'oiseaux à travers notre contrée.

« J'attache, dit M. le Ministre, une importance particulière à ces renseignements qui sont absolument nécessaires pour combler certaines lacunes existant dans l'histoire des oiseaux de notre pays et pour établir le tracé des routes suivies par les espèces migratrices à travers la France.

» Je vous serais très obligé si vous vouliez bien réunir les feuilles remplies suivant les indications du questionnaire et me les retourner au plus tard dans le courant du mois de janvier de l'année prochaine. »

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL fait observer que cette question est plutôt de la compétence de la Société d'agriculture que de la nôtre et propose de renvoyer la circulaire et les questionnaires au Président de cette Société, ce qui est accepté.

M. l'abbé CHEYSSAC exprime tout à la fois et son remerciement pour le titre de délégué aux Beaux-Arts que la Société lui a accordé de nouveau, et son regret de n'avoir pu, comme les années précédentes, assister aux séances de la Sorbonne. A la dernière heure, les travaux de son ministère s'y sont opposés. « Mais mon regret, nous mande-t-il, est tempéré par la lecture des travaux présentés et par les notes que m'a fournies un des assidus des Beaux-Arts, ami de cœur et critique compétent. Il m'annonce que la session n'a duré que deux jours, le mercredi et le vendredi, le jeudi ayant été consacré à la visite du musée de Sèvres.

« Les mémoires, m'écrit-il, ont été moins nombreux et moins variés que les années précédentes ; quelques-uns, cependant, émergent et présentent un assez vif intérêt ; les notices sur plusieurs maîtres de l'art français, Restout, Louis David, Ingres, Delacroix, etc., ont été écoutées avec plaisir ; çà et là, dans les allocutions des deux présidents, des horizons plus étendus, des points de vue nouveaux, des idées pratiques se font jour, en attendant leur réalisation. Mais, en somme, rien de prime-sautier et de saillant à signaler ; seul, sur la brèche, M. Léon Vidal, bien connu à Marseille et à Paris, pour la troisième fois, monte à l'assaut de la routine française, rappelle les progrès récemment obtenus par l'héliographie, et, après avoir poussé le cri d'alarme, donne les conseils pratiques pour rendre populaires tous les procédés de reproduction des œuvres d'art mis à la portée des éditeurs d'ouvrages illustrés, — service immense de ce laborieux et intelligent patriote dont la parole fait écho à la voix éteinte d'About qui, l'an dernier, à la salle Gerson, ne craignait pas, lui aussi, de signaler la triste lacune du manque d'art dans les produits industriels français, et de prononcer le mot fameux du poète anglais : *Excelsior*. — Je réserve pour la prochaine séance, je l'espère du moins, l'envoi d'un manuscrit qui a trait aux us et coutumes de la ville de Bordeaux. »

M. DUJARRIC-DESCOMBES est heureux de pouvoir nous communiquer l'arrêté ministériel du 15 mai courant, qui classe l'église du Grand-Brassac parmi les monuments historiques.

A propos d'église, M. DE ROUMEJOUX donne quelques détails pour compléter l'article de M. Vauthier, qui a paru dans le tome II du *Chroniqueur du Périgord et du Limousin*, sur l'église de Cendrieux. Cet article laisse peu à désirer, quoiqu'il ait pourtant quelques lacunes. Ce qu'il faut surtout retenir des notes de M. Vauthier, c'est l'originalité du plan qui a la forme d'un T, la disposition des chapelles absidales et la coupole sur pendentifs qui se trouve au-dessus du chœur.

M. de Roumejoux tient à la disposition de la Société un plan de cette église et il croit qu'il mérite d'être publié. La cloche est de 1583 ; elle a donc résisté au temps et aux orages politiques : autour du cerveau, se lit, en belles lettres ornées, cette inscription :

1583. IHS . M̄MI POVR SERVIR A LEGLISE DE SANDRIEVX.

Deux sceaux semblables d'un archevêque, revêtu du pallium, mitré, portant la crosse de la main gauche, bénissant de la droite ; de ce côté, une croix à double croisillon, avec une inscription très difficile à lire, en caractères ayant coulé à la fonte : HS . GVIFIO (?) (1) ARCHIEPISCOPALIS THOLOSO (?). — Cette lecture est celle de M. l'abbé Petit, curé de Cendrieux. Plus bas, en lettres plus petites, cette inscription trois fois répétée : TE DEVM LAVDAMVS, avec une séparation de fines palmettes.

M. de Roumejoux se demande ce que vient faire ici un archevêque de Toulouse.

M. LE PRÉSIDENT a reçu encore de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, une circulaire appelant notre attention sur l'utilité qu'il y aurait à préparer, dès à présent, le programme du congrès des Sociétés savantes en

(1) En 1583, l'archevêque de Toulouse était Paul de Foix. Cf. dom Vaissette, tome V, page 394.

1886, et nous faisant connaître son désir de recevoir le plus tôt possible le texte des questions que la Société jugera dignes de figurer à l'ordre du jour de l'an prochain.

L'assemblée, consultée, s'arrête aux questions suivantes :

- 1° De la chronologie des temps préhistoriques ;
- 2° Des sépultures chrétiennes ; leurs particularités et les caractères qui permettent d'en déterminer l'époque ;
- 3° Des origines de l'ogive dans l'architecture ecclésiastique ;
- 4° Des confréries de la Charité au moyen-âge ;
- 5° Des confréries de Saint-Jean au moyen-âge ; leur but et leur institution ;
- 6° Des anciennes minutes des notaires ; de leur importance historique et des mesures législatives à prendre pour en faire opérer le transfert aux Archives départementales.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL transmettra cette liste au Ministère le plus tôt possible.

M. DE ROUMEJOUX signale à la Société un dolmen situé près de Bigarroque, qui est connu, mais qui n'a jamais été fouillé.

M. LE PRÉSIDENT invite notre confrère à y faire des fouilles aux frais de la Société.

M. Michel HARDY donne ensuite lecture de la première partie d'un mémoire intitulé : *Les Fontaines de Périgueux au moyen âge et dans les temps modernes*. Rédigé à l'aide de documents inédits puisés dans les archives de la ville, ce travail intéresse vivement l'assemblée, qui en décide la publication dans le *Bulletin*.

M. Louis CARVÈS donne aussi lecture d'un acte de vente de 1758, de l'ancien couvent des religieuses de Montignac, où l'on doit rétablir l'ancien hôpital, consenti par le syndic et la supérieure de la communauté des religieuses de Ste-Claire de Sarlat, pour la somme de 8,000 livres, au profit des syndics de la ville de Montignac, qui tiennent à donner de fortes marques de leur soumission aux volontés de leur seigneur, messire Emmanuel-Dieudonné d'Hautefort, comte de Montignac et marquis d'Hautefort, maréchal des camps

et armées du Roi, ci-devant ambassadeur à la cour de Vienne, lequel a témoigné le pieux désir qu'il avait de voir rétablir dans son comté de Montignac l'ancien hôpital servant au soulagement des pauvres malades. — Cette pièce sera publiée dans le *Bulletin*.

M. Carvès offre ensuite au Musée l'empreinte d'un jeton en cuivre, de 1576, qui a été trouvé dans les décombres du château de Montaigne. Il représente les armes de Michel de Montaigne entourées du collier de l'ordre de St-Michel. Légende : MICHEL SEIGNEUR DE MONTAIGNE. Au revers, dans un écu : balance à plateaux horizontaux ; légende : 42 . 1576 . ΕΠΕΞΩ, *Je m'arrête*, (devise Pyrrhonienne, d'après Sextus Empiricus).

M. DUJARRIC-DESCOMBES dépose, pour les archives de la Société, les actes suivants reçus par M^e Bonhur, notaire à Truffières, paroisse du Grand-Brassac :

1^o *Du 31 septembre 1676.* — Messire Claude de Raymond, chevalier, seigneur de Narbonne, paroisse de Saint-Just, fait sommation à M. M^e Martial Goumondie, prêtre, docteur en théologie, curé de Saint-Just, d'avoir à lui rendre, en sa qualité de seigneur justicier et foncier de partie de ladite paroisse, conjointement avec le seigneur de Saint-Just, les honneurs de l'église.

2^o *Du 23 septembre 1685.* — Procès-verbal de l'élection des consuls et recteurs des ville, faubourgs et paroisse de Lisle pour l'année 1686.

3^o *Du 27 mars 1720.* — Haut et puissant seigneur messire Joseph-Denis de Cescaud, chevalier, seigneur de Saint-Just, Puyrigaud, Eydon, Gaignaudie, Saint-Julien et autres places, demeurant en son château de Saint-Just, fait sommation à messire Etienne Boissat, prêtre, docteur en théologie, d'avoir à lui rendre tous les droits honorifiques dans l'église paroissiale dudit St-Just, qui lui sont dus comme seigneur haut justicier de la terre et seigneurie de Saint-Just.

M. BIRAN-ARCHEZ offre également à nos archives 500 pièces manuscrites environ, du xvii^e et du xviii^e siècle, qui pro-

viennent de La Coussetête, paroisse de Monclard, et ont été données à son grand-père par la tante de celui-ci, M^{me} Maine de Biran, femme du philosophe. Ces papiers, qui comprennent un grand nombre de comptes, d'obligations, de ventes, de quittances, concernent notamment les familles Favareilles de La Coussetête, Rochon de Lapeyrouse, de La Rochefoucauld d'Estissac. On y trouve aussi deux inventaires de meubles et objets mobiliers faits, l'un en 1620, du château de Monclard, et l'autre en 1660, du château des Eymaries, et une ordonnance, datée de 1655, de dame Anne de Villoutreys, comtesse de La Rochefoucauld d'Estissac, obligeant tous les habitants de la terre de Monclard de contribuer à faire réparer la halle dudit lieu.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. Gaston DE GÉRARD veut bien nous entretenir encore de l'édition qu'il prépare des chroniques du chanoine Tarde. « J'ai vu avec satisfaction, écrit-il au Secrétaire général, que le concours que j'ai demandé à notre confrère M. Gabriel Tarde pour l'introduction et la notice avait été apprécié par les membres de notre Société. Nous n'aurons qu'à nous louer de sa collaboration. Son travail est fini, et je ne m'engage point en vous assurant que sa notice est non seulement écrite d'une plume charmante, mais encore pleine d'aperçus ingénieux. La physionomie du chanoine Tarde me paraît parfaitement saisie, surtout par son côté scientifique, le moins connu.

» Quant à moi, je me suis appliqué à établir le texte avec la plus grande correction possible sur le manuscrit original de Toulouse. Je n'ai touché à l'orthographe qu'avec la plus grande circonspection, laissant à la langue de Tarde toute sa saveur originelle. Pour faciliter la lecture, j'ai dû cependant accentuer et ponctuer, presque sans tenir compte du texte original ; vous savez, comme moi, combien on était large, au xvi^e et au xvii^e siècle, en cette matière, surtout dans les textes manuscrits ; aussi ai-je complété le manuscrit de Tarde sur ce point, sans scrupule, m'appuyant sur des précédents nombreux.

» La grosse difficulté et le gros travail ont été la rédaction

des notes. J'étais heureusement parfaitement armé, et j'ai trouvé dans mes copies de pièces historiques, recueillies depuis quinze ans, tous les éléments de cette annotation. Mais je n'ai pu encore arriver à la détermination exacte des innombrables personnages qui paraissent la plupart du temps sous un simple surnom. C'est par centaines qu'on les compte, et malgré mon ardeur, je crains que bien des acteurs qui figurent sur la scène ne reçoivent jamais d'état civil. C'est long et fastidieux. Mais quoi qu'il en soit, l'œuvre de Tarde est précieuse, et dans ses parties essentielles inédite. C'est une véritable révélation.

» J'ai voulu, et notre confrère M. Tarde y a souscrit des deux mains, que l'édition ainsi préparée fût aussi belle que possible, comme impression, comme papier, comme format. Mon ami M. Oudin s'est chargé de l'impression et a promis d'y apporter tous ses soins. Ce sera un in-4° écu d'environ 350 pages, papier excellent, auquel nous ajouterons la carte du diocèse de Sarlat. Elle sera réduite par l'héliographe Dujardin au format in-4°, de telle sorte qu'on n'ait pas besoin de la plier dans plusieurs sens, cause irremédiable de déchirures à bref délai. Ainsi conçu, notre livre, je crois, trouvera un bon accueil auprès des amateurs soit d'histoire, soit de livres. »

La Société en verra la publication avec un grand plaisir.

M. LE PRÉSIDENT dit que le bureau, aux termes de l'article 16 de nos statuts, propose aujourd'hui la nomination de deux membres correspondants, M. Louis Guibert, vice-président de la Société archéologique et historique du Limousin, et M. Ernest Rupin, président de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, à Brive. — Ces nominations sont approuvées.

Il est procédé ensuite à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans nos rangs. Après un vote par acclamation, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. le comte Feray Bugeaud d'Isly, ancien officier, rue des Saussaies, 8, à Paris, présenté par M. le marquis de Fayolle et M. le docteur Galy.

Enfin, M. LE PRÉSIDENT prononce la clôture du scrutin et procède sur-le-champ au dépouillement des votes, qui donne les résultats suivants. Sont élus pour l'année 1885-1886 :

Président, M. le docteur Galy.

Vice-président, pour l'arrondissement de Périgueux, M. de Roumejoux ;

Idem. pour l'arrondissement de Bergerac, M. Martial Delpit ;

Idem. pour l'arrondissement de Nontron, M. le baron de Verneilh ;

Idem. pour l'arrondissement de Ribérac, M. le marquis de Fayolle ;

Idem. pour l'arrondissement de Sarlat, M. Philippe de Bosredon ;

Secrétaire-général, M. Villepelet.

Secrétaires-adjoints, { M. l'abbé Riboulet ;
M. le vicomte de Lestrade ;
M. Crédot.

Trésorier, M. de Saint-Pierre.

La séance est levée à neuf heures et demie du soir.

Le Secrétaire général : FÉRD. VILLEPELET.

Séance du jeudi 2 Juillet 1885.

Présidence de M. le docteur GALY.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Martial Delpit, le marquis d'Abzac de La Douze, l'abbé Brugière, Paul Galy, l'abbé Goyhenèche, Michel Hardy, Lespinas, l'abbé Montet, Lodoïs de Montferand, Raoul de Peyronny et Villepelet.

Le procès-verbal de l'assemblée générale du 27 mai est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous apprend la mort de notre correspondant, M. le chanoine Barrère, d'Agen, correspondant du Ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques.

L'assemblée en témoigne ses regrets.

M. LE PRÉSIDENT énumère les ouvrages qui ont été offerts à la bibliothèque de la Société dans le courant du mois dernier :

Le Journal des Savants, cahier de mai 1885, in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

L'Annuaire de l'Association pour l'encouragement des études grecques en France, 18^e année, 1884, un volume in-8°, Paris ;

Le Bulletin de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France, années 1883 et 1884, deux volumes in-8°, Paris, chez Champion, libraire de la Société ;

Les tomes X et XI des *Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France*, années 1883 et 1884, deux volumes in-8° ;

Le tome II du *Journal des guerres civiles de Dubuisson-Aubenay*, 1648-1652, publié par Gustave Saige, un volume in-8°, Paris, 1885 ;

Le Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1885, n° 1, in-8°, Amiens ;

La *Revue historique et archéologique du Maine*, tomes XV et XVI, année 1884, premier et second semestres, 2 volumes in-8°, Le Mans et Mamers ;

Le *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, tome XXXII, première et deuxième livraisons, in-8°, Limoges, 1885, contenant un mémoire de notre correspondant M. Louis Guibert sur *L'orfèvrerie et les orfèvres de Limoges* ;

Les *Registres consulaires de la ville de Limoges*, second registre, 1592-1662, un volume in-8°, Limoges, 1884, publication commencée par M. Emile Ruben et continuée par M. Louis Guibert, vice-président de la Société archéologique et historique du Limousin ;

Le *Journal d'histoire naturelle de Bordeaux et du Sud-Ouest*, n° du 31 mai 1885, in-4°, Bordeaux ;

Les *Mémoires et comptes-rendus de la Société scientifique et littéraire d'Alais*, année 1883, tome XV, premier et deuxième bulletins, in-8°, Alais, 1884 ;

La *Revue des langues romanes*, troisième série, tome XIII, avril 1885, in-8°, Montpellier et Paris, contenant les additions et corrections de notre savant correspondant M. Chabaneau aux *Poésies inédites des troubadours du Périgord*, et dans lesquelles il exprime le vœu qu'une statue soit érigée à Bertran de Born sur une des places publiques de Périgueux, et que sur les faces du piédestal, cinq bas-reliefs de marbre ou de bronze reproduisent l'image (l'image conventionnelle, telle que les manuscrits nous la donnent, à défaut du portrait), d'autant d'autres troubadours, de façon que chaque arrondissement de la Dordogne y soit représenté : Périgueux, par Giraut de Borneil ; Nontron, par Arnaut de Mareuil ; Ribérac, par Arnaut Daniel ; Sarlat, par Elias Cairel, et Bergerac par Sail d'Escola ou Pierre de Bergerac. « Un pareil monument, ajoute notre confrère, surtout si la Corrèze, s'associant à la Dordogne, y réclamait une place pour ses propres troubadours, ferait de Périgueux la ville sainte de la langue d'oc, la Mecque où tout bon Provençaliste, comme tout bon félibre, voudrait aller, une fois au moins dans sa vie, en pèlerinage ; »

Les *Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Savoie*, troisième série, tome X, un volume in-8°, Chambéry, 1885 ;

Le *Giornale araldico* de l'académie de Pise, n° d'avril-mai 1885, grand in-8°, Pise ;

La Bibliophilie, ancienne et moderne, française et étrangère, n° de mai 1885, in-8°, Paris, veuve Adolphe Labitte.

M. DUJARRIC-DESCOMBES envoie pour notre bibliothèque l'ouvrage suivant, offert par M. l'abbé Pradalier, curé de Brassac :

Le Mystère adorable de l'autel, selon ses deux qualités essentielles de sacrement et de sacrifice, prêché en un octave du S. Sacrement dans la paroisse de Saint-Paul, à Paris, par le R. P. Blaise Chaduc, prêtre de l'Oratoire et docteur en théologie, à Paris, chez Robert J.-B. de La Caille, rue St-Jacques, aux Trois Cailles, 1682, joli volume in-8°, relié en maroquin violet, avec compartiments, doré sur tranche.

Ce recueil, comprenant huit sermons, est dédié « A Monseigneur l'illustrissime Guillaume Le Boux, evesque de Périgueux ». L'auteur a voulu qu'il parût en public sous le nom et l'autorité d'un prince de l'Eglise. « Dans cette pensée, dit-il à notre évêque, je n'ay point hésité, Monseigneur, dans le choix que j'ay dû faire de Votre Grandeur pour plusieurs raisons qui vous sont connues, et qui m'ont fait passer sur la juste crainte d'exposer des sermons aux yeux et à la censure du plus célèbre prédicateur de son temps, et dont les mérites ont été si justement reconnus par le plus grand monarque du monde. »

Au sujet de M^{sr} Le Boux, notre confrère mentionne les traits suivants puisés dans une publication récente : *Masaron et Mademoiselle de Scudéry, d'après une correspondance inédite*, par A. Ingold, prêtre de l'Oratoire.

L'évêque de Tulle écrivait à l'auteur du *Grand Cyrus* et de *Clélie* :

« M. de Périgueux et moi avons fait partie de faire une course de dix jours à Bordeaux, à la Saint-Martin, pour voir M. le premier président, et pour nous trouver à la harangue qu'il fera à l'ouverture du parlement. Je vous prie, Mademoiselle, de ne parler de ce dessein à personne. »

Le P. Ingold fait observer que les deux évêques étaient restés attachés à la congrégation de l'Oratoire, dont ils étaient sortis l'un et l'autre. Après le beau succès de son carême de 1667, Mascaron écrivait de Le Boux fort peu charitablement :

« L'évêque de Périgueux en a pensé crever d'envie... Il est parti pour son diocèse : Dieu l'y conserve ! »

Devenus voisins, ils avaient oublié les petites misères qui les avaient un instant désunis, pour se retrouver bons amis, comme au temps où ils habitaient ensemble la maison de Saint-Honoré. Le projet de voyage à Bordeaux, dont il a été parlé plus haut, ne s'exécuta pas à cause d'une question de préséance entre les évêques et M. de Montégu, lieutenant-général du roi dans la Basse-Guyenne.

A ce sujet, M. DELPIT exprime le vœu que la Société se mette en relation avec le P. Ingold, prêtre de l'Oratoire, Alsacien, fort dévoué à la science, qui pourrait nous communiquer des documents intéressants.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

La Société a reçu deux prospectus, l'un de M. Jules Andrieu, pour sa *Bibliographie générale de l'Agenais* et des parties du Condomois et du Bazadais incorporées dans le département de Lot-et-Garonne, et l'autre, de nos confrères MM. Gaston de Gérard et Gabriel Tarde, pour leur publication de la *Table chronologique de l'Eglise de Sarlat*, du chanoine Tarde. Les membres de la Société s'empresseront de souscrire à une œuvre aussi importante pour l'histoire de notre province.

L'*Association française pour l'avancement des sciences* nous fait savoir qu'elle tiendra cette année son congrès à Grenoble, du 12 au 20 août, et nous invite à envoyer des mémoires à la sous-section d'archéologie. Les titres devraient en être transmis au secrétaire du conseil de l'Association, rue Antoine-Dubois, 4, à Paris.

M. le sous-secrétaire d'Etat au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts annonce à M. LE PRÉSIDENT que la réunion annuelle des délégués des Sociétés des Beaux-

Arts aura lieu, en 1886, à l'époque accoutumée ; mais qu'il croit utile d'appeler, dès à présent, son attention sur le caractère des lectures faites de 1877 à ce jour :

• Chaque année, écrit-il, un certain nombre d'études relatives à l'enseignement de l'art ou à l'esthétique, parviennent au Comité chargé de l'organisation de la session. Souvent, les travaux de cet ordre ont dû être écartés par le Comité, soit que leurs auteurs eussent négligé d'approfondir leur sujet ou que, dans leurs travaux isolés, ils n'aient pas tenu un compte suffisant du système actuel d'enseignement des Beaux-Arts, des garanties qu'il présente et des conseils autorisés qui ont la mission de le mettre en œuvre.

• Il n'en est pas de même des travaux relatifs à l'*Histoire de l'Art*, que nous envoient les Sociétés des Beaux-Arts des départements. Depuis neuf années, des lectures d'un intérêt constant ont été faites à la Sorbonne sur l'architecture, la sculpture, la peinture, le dessin, la gravure, les arts décoratifs, la céramique, le théâtre, la musique, étudiés dans leurs manifestations locales. Plus d'une biographie d'artiste, écrite à l'aide de documents conservés dans nos provinces, a trouvé heureusement sa place dans le compte-rendu que publie mon administration à l'issue de chaque session annuelle.

• Le rôle des Sociétés des Beaux-Arts, qui veulent bien prendre part aux sessions organisées par l'Etat, me semble nettement tracé par les décisions du Comité que j'ai l'honneur de vous rappeler.

• C'est à compléter l'histoire de notre art national qu'elles doivent être fières de concourir par la mise au jour des pièces d'archives, comptes, marchés, autographes, etc., que les érudits des départements peuvent découvrir dans leurs patientes recherches.

• Mes prédécesseurs, en instituant le Comité des Sociétés des Beaux-Arts et en lui donnant mission d'examiner les manuscrits, ont voulu provoquer un mouvement d'études parallèle à celui qui est né de l'*Inventaire des richesses d'art de la France*.

• Les collaborateurs de l'*Inventaire* recherchent et décrivent l'œuvre d'art, les correspondants du Comité s'occupent de l'artiste ou des institutions qui ont influé sur le progrès de l'art dans telles régions de la France.

• J'ose espérer, Monsieur le Président, que vous voudrez faire, le plus promptement possible, un pressant appel aux membres de votre Société dans le sens que je viens de préciser, et je serais heureux d'apprendre, dès maintenant, que votre Société se propose d'envoyer au Comité des Sociétés des Beaux-Arts, en février 1886, un ou plusieurs mémoires inédits ayant trait à l'histoire de l'art dans votre région. •

MM. GUIBERT et RUPIN, élus membres correspondants, et M. FERAY BUGEAUD d'ISLY, élu membre titulaire, adressent leurs remerciements à la Société.

M. GUIBERT, vice-président de la Société archéologique du Limousin, ajoute qu'il sera heureux de pouvoir nous fournir, à l'occasion, « quelques communications concernant l'histoire du Périgord et qui soient de nature à lui offrir un peu d'intérêt. L'histoire de nos deux provinces a eu assez de points communs et de rapports dans le passé pour qu'il me soit permis d'espérer que le dépouillement de nos archives limousines me procurera, de temps en temps, l'occasion de me rappeler à votre bienveillant souvenir. »

M. MARTIAL DELPIT tient à remercier aussi la Société de l'honneur qu'elle lui a fait en l'élisant vice-président pour l'arrondissement de Bergerac, et pour lui en témoigner sa reconnaissance, il n'a pas voulu venir à cette réunion les mains tout à fait vides. Il demandera tout à l'heure la permission de faire une petite communication.

M. LE PRÉSIDENT a reçu de M. Saigne, demeurant à Périgueux, rue Alary, 10, la lettre suivante :

« L'intérêt que vous portez à tout ce qui se rattache historiquement à l'ancienne province du Périgord m'engage, bien qu'étranger à votre Société, à vous faire part de la communication suivante :

« Au bas du chemin qui conduit à Coulounieix, en face du parc du château du Castel-Fadaise, un sieur Leyssale a ouvert et exploite une carrière de moellons. Le banc rocheux situé en contre-haut et à 20 mètres environ du chemin, a été fracturé par suite d'un soulèvement géologique, dans la direction nord-sud. Une faille d'une certaine largeur courant dans la direction indiquée plus haut, s'est produite et a été comblée soit par des éboulements survenus, soit par l'infiltration lente des eaux chargées de matières terreuses.

« Voulant faire tomber la partie rocheuse et antérieure formant un des parements de la faille, Leyssale a mis à découvert, à trois mètres au moins de profondeur au-dessus du niveau naturel du sol, une meule en grès grossier, de nature liasique, engagée dans la faille et empâtée dans une gangue formée d'une terre de nature argilo-calcaire et de cailloux roulés.

« Les dimensions de la meule sont :

» Diamètre : 0^m36.

» Epaisseur : 0^m08.

» Au centre est pratiqué un trou de 4 centimètres de profondeur.

» Tout porte à penser que cette meule est d'origine gallo-romaine et a dû servir à moudre le grain. Sa surface supérieure, lisse et légèrement inclinée du centre à la circonférence, usée par le frottement, semble confirmer cette appréciation.

» Dans la gangue terreuse et caillouteuse qui enveloppait la meule, on distingue de nombreux fragments de charbon que le temps et le séjour dans le sol ont rendu friable, car il se réduit en une pâte très fine sous la moindre pression.

» Une certaine quantité d'ossements paraissant appartenir au genre béliér étaient empâtés dans le dépôt et proches de la meule.

» Un objet en cuivre ouvré, de forme ronde, percé au centre; des fragments de poterie grossière, et notamment un morceau de poterie d'une nature particulière, ayant l'éclat métallique du coke et où le charbon paraît dominer, ont été trouvés dans la faille et autour de la meule qui fait le principal but de ma communication. »

L'assemblée remercie M. Saigne.

M. l'abbé BRUGIÈRE donne ensuite lecture d'une relation des funérailles d'André de Bourdeille, sénéchal de Périgord, frère aîné de Brantôme, mort et inhumé à Bourdeille, en janvier 1582. Cette pièce, qui renferme des détails fort curieux, a été transcrite sur une copie du *xvii^e* siècle, aujourd'hui en la possession de M. le curé de Bourdeille. Le *Bulletin* la publiera prochainement.

Comme il le disait, il y a un instant, M. DELPIT compte, pour nous témoigner sa gratitude, s'associer d'une façon plus active à nos travaux. Il nous apporte à cette heure un mémoire sur les travaux relatifs à l'histoire du Périgord, entrepris au siècle dernier, auquel il joint, comme pièces justificatives, un certain nombre de lettres tirées pour la plupart de la Correspondance du Cabinet des chartes, à la Bibliothèque nationale. Ces lettres des chanoines chanceladais Leydet, Prunis, Penchenat et de l'abbé d'Esbiey, à notre éminent compatriote M. de Bertin, qui créa le *Cabinet des chartes et diplômes de l'histoire de France*, et qui dirigea, sous les règnes de Louis XV et de Louis XVI, tous les grands travaux historiques, sont pleines d'intérêt. Les deux savants religieux, Leydet et Prunis, écrivent au ministre que, cé-

dant au vœu général, ils ont entrepris l'histoire de la province du Périgord. Ils sollicitent l'appui et le concours de leur puissant compatriote et demandent notamment communication des pièces enlevées autrefois par les Anglais aux archives de Guyenne, et dont les copies ont été rapportées de Londres par M. de Bréquigny, et des archives royales du château de Pau, où avaient été transportés, sous Henri IV, tous les titres du comté de Périgord, et qui étaient assurément le dépôt le plus riche à explorer. Notre honorable vice-président dit ensuite un mot des travaux de l'abbé Lespine, de MM. de Taillefer et de Mourcin, et termine en exprimant le vœu que les jeunes, suivant le bon exemple, se mettent aussi à l'œuvre.

Après avoir écouté avec plaisir cette communication, l'assemblée décide qu'elle sera insérée au *Bulletin* avec les lettres, qui en sont le complément nécessaire.

Notre honorable vice-président M. le baron DE VERNEILH mande au Secrétaire général que le dernier fascicule du *Bulletin* contient, à la page 95, le récit d'un fait qui lui a paru extraordinaire, et qu'il le prie de vérifier à la bibliothèque de Périgueux. Il est extrait du *Bulletin* de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne : « C'est l'histoire de ce jeune gentilhomme nommé Caumont. écrit-il, qui va à Paris pour éviter les suites d'une intrigue, entre aux gardes-du-corps, est remarqué par le duc de La Force, épouse sa fille unique et continue son nom et ses titres. Puis les fêtes qui signalèrent le retour de cet heureux jeune homme à St-Porquier, sa patrie, en 1757.

» C'est probablement à cette date, un peu avant, je pense, qu'avait dû avoir lieu le mariage de l'héritière du duché de La Force avec ce jeune garde-du-corps. L'événement dut faire du bruit dans le monde de la cour, et il est extraordinaire qu'il n'en reste pas plus de traces dans les mémoires du XVIII^e siècle, ni dans les souvenirs périgourdins. Si vous avez à Périgueux une généalogie des Caumont La Force jusqu'à la date indiquée par le *Bulletin* du Tarn-et-Garonne, regardez donc, je vous prie, s'il y est fait mention de ce mariage avec un parent éloigné, de Saint-Porquier, qui devient

par ce fait héritier du duché et continue la descendance.

» Je n'ai, quant à moi, de documents que jusqu'à l'an 1727. A cette époque, le duc de La Force, marié le 6 décembre 1713 à Anne-Elisabeth Gruel, veuve de François-Michel de La Brosse, avait trois fils nés, le premier en 1714, les deux autres, jumeaux, en 1721, et une fille née en 1718.

» Serait-ce cette fille qui aurait épousé en 1757, à l'âge de 39 ans, le cousin de Saint-Porquier ? Je trouve que pour une pareille héritière c'eût été attendre bien longtemps, ou bien serait-ce la fille du fils aîné du duc, marié en 1713 ? Ce fils aîné, né en 1714, aurait pu se marier à 20 ans et avoir en 1757 une fille de 22 ans. Mais je trouve qu'il se serait bien pressé de l'établir et de faire passer sur la tête d'un gendre les dignités qu'il pouvait encore, à 43 ans, se flatter de transmettre à un fils.

» Tout cela me semble problématique et demande à être vérifié. Il ne faudrait pas, sur la foi de cette chronique de Saint-Porquier, laisser fausser l'histoire d'une famille illustre, si tant est que nos doutes soient réels. Je vous serai donc fort obligé, mon cher collègue, de vérifier, dans la généalogie des Caumont La Force, ce qu'il peut y avoir de vrai dans cette aventure du garde-du-corps, devenu duc et pair, et de rectifier, s'il y a lieu, les dires du *Bulletin archéologique du Tarn-et-Garonne*. »

Après l'avoir vérifié, M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL dit que l'histoire racontée est à peu près exacte : au lieu de la fille, c'est la nièce du duc de La Force, M^{lle} de Galard de Béarn, fille de sa sœur Olympe, qu'aurait épousée le jeune garde-du-corps. Voici, d'ailleurs, ce que raconte à ce sujet le chevalier de Courcelles, dans son *Histoire généalogique des pairs de France*, tome VI, p. 122, en note :

« Jacques-Nompar, dernier duc de La Force (mort le 14 juillet 1755), resté le seul rejeton mâle de sa branche, se voyait sans postérité et l'unique représentant d'un nom qu'avaient illustré quatre siècles de services importants rendus à l'Etat, et qui s'était allié aux maisons souveraines de Périgord et d'Armagnac, dès 1260 et 1316. Un jour qu'il se trouvait appelé par son rang au château de Versailles, il y entend nommer près de lui le chevalier de Caumont, garde-du-corps de service. Le duc interroge ce

gentilhomme sur sa famille et sur la province qu'elle habite ; et d'après les informations qu'il en reçoit, il invite le chevalier de Caumont à le venir voir le lendemain à son hôtel. Ce dernier, appréhendant que le duc de La Force lui veuille disputer son nom, se pourvoit du peu de titres qu'il avait à Paris, et arrive au rendez-vous indiqué. Le duc, convaincu par ces renseignements et par ceux que lui donne à l'appui M. Clairambault, généalogiste des ordres du roi, que sa maison existe encore dans une branche peu fortunée, non seulement reconnaît le chevalier de Caumont comme son parent, mais encore sollicite auprès de S. M. l'avancement de cet officier. Ce fut en exécution des dernières volontés du duc que celui-ci épousa, en 1757, M^{lle} de Galard de Béarn, nièce de son bienfaiteur. Le mémoire, délivré par M. Clairambault et signé par le duc de Caumont La Force, a été publié la même année 1757. Comme la pairie et le titre ducal s'éteignirent dès 1755, avant que le duc de La Force eût pu en obtenir du roi la transmission à son parent, Louis XVI a fait revivre, par brevet de 1787, le titre de duc seulement, en faveur de Louis-Joseph-Nompar, aujourd'hui pair de France. (Registres manuscrits du cabinet du Roi, t. III, p. 250, aux archives de M. de Courcelles.) »

M. DELPIT confirme le fait à peu près avec les mêmes circonstances et déclare qu'il le tient de la bouche même de M^{me} la marquise de La Grange, née Caumont La Force.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL dit ensuite qu'il est en mesure d'annoncer deux bonnes nouvelles à la Société : la première, que l'instance entamée pour nous faire reconnaître établissement d'utilité publique est en bonne voie. Le dossier formé à la préfecture a été transmis au Ministère de l'Instruction publique avec un avis favorable de M. le Préfet de la Dordogne, de M. l'Inspecteur d'académie. Le Comité des Travaux historiques, auquel il a été soumis, a approuvé, le 11 mai dernier, les conclusions prises dans le même sens par le rapporteur, M. de Lasteyrie, et maintenant l'affaire est devant le Conseil d'Etat, où, il faut l'espérer, elle ne restera pas trop longtemps.

La seconde, c'est que nous conserverons probablement notre vieux clocher de Saint-Front, au moins en partie. M. le Secrétaire général tient d'une source certaine que la séance de la commission du clocher de Saint-Front a été fort longue et animée, mais que le résultat en a été heureux

pour l'archéologie. Il a été décidé, en effet, que l'on déposerait seulement la calotte conique et les colonnes qui la portent, ce qui sauve, au moins provisoirement, les curieux encorbellements qui permettent à la partie supérieure la transition du carré au rond. Il est vrai que M. Bruyère a été autorisé à déposer la partie haute du contre-fort dont on avait d'abord voté la conservation entière, mais c'est la partie haute seulement, et c'est dans l'espoir de retrouver sur le mur du clocher des traces des édifices antérieurs qui s'y sont probablement conservées. D'ailleurs, aucune démolition ne doit être faite avant qu'un solide blindage en charpente ne soit venu étrésillonner toutes les ouvertures et soutenir les parties faibles du clocher. La démolition de la partie haute du contre-fort ne pourra donc avoir aucun inconvénient pour la solidité du clocher.

L'assemblée remercie M. le Secrétaire général de ces renseignements.

Dans des conversations tenues à notre assemblée générale du 27 mai, il avait été question de deux promenades archéologiques à faire cette année, entre lesquelles la Société devait choisir ; l'une, proposée par M. Dujarric, pour Lisle, Bourdeille, Paussac, St-Just, Maroitte et le Grand-Brassac ; l'autre par M. Louis Carvès, pour Saint-Cyprien, Fages, La Roque, Beynac, Castelnau et Feyrac. La Société, mise en demeure de se prononcer, déclare préférer ce second itinéraire et décide qu'elle fera cette excursion archéologique à la fin du mois, mais en ayant soin de prévenir nos confrères quelques jours à l'avance par les journaux de Périgueux.

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre compagnie. Après un vote par acclamation, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Albéric de Gaillard de Vaucocour, rue d'Angoulême, à Périgueux, présenté par M. le vicomte de Lestrade et M. Villepelet.

La séance est levée à deux heures et demie du soir.

Le Secrétaire-général, Ferd. VILLEPELET.

ESSAIS TOPOGRAPHIQUES,
HISTORIQUES ET BIOGRAPHIQUES SUR L'ARRONDISSEMENT
DE NONTRON (*Suite*).

V°. — *Canton de Nontron.*

A la suite du canton de Saint-Pardoux-la-Rivière, vient celui de Nontron, borné : à l'est, par le premier ; au nord, par le département de la Haute-Vienne et par le canton de Bussière-Badil ; à l'ouest, par le département de la Charente ; au sud, par les cantons de Mareuil et de Champagnac-de-Belair.

Ce canton est subdivisé en treize communes, savoir : Le Bourdeix, Saint-Estèphe, Augignac, Abjat, Savignac-de-Nontron et Nontron, sur le terrain granitique ; Saint-Martin-le-Peint, Javerlhac et Teyjat, sur le terrain granitique pour un tiers environ, et, pour le surplus, sur le terrain calcaire ; enfin, les communes de Saint-Front-de-Champniers, de Saint-Martial-de-Valette, de Lussas, d'Hautefaye et de Connezac, sur le terrain calcaire.

Ainsi se continue la zone de terrains signalée dans la description des cantons de Thiviers et de Saint-Pardoux-la-Rivière, pour se terminer dans celui de Bussière-Badil. Par suite, et à partir de la colline sur laquelle la ville de Nontron a été construite, ainsi que des trois autres qui l'avoisinent à l'est et à l'ouest, ce terrain, en remontant vers le nord, se compose de collines, de tuf, parsemées de roches granitiques. Ces roches, sans stratification et sans adhérence au sol, de forme généralement ovoïde ou à angles arrondis, même pour celles recouvertes par le tuf à un ou deux mètres au plus de profondeur, ne sont autres que des granits gris porphyroïdes et à gros grains de feldspath, de quartz et de mica. Leur cassure se produit par éclats et la matière paraît avoir été vitrifiée.

D'où viennent donc ces blocs ? Sont-ils erratiques et ont-ils été charriés par les courants primitifs jusqu'au sommet de la colline de Nontron et jusqu'aux portes de cette ville, sur une ligne de démarcation bien déterminée et qui, partant de là vers l'est et vers l'ouest, constitue leur point d'arrêt et la limite extrême de leur pérégrination ? C'est ce qui expliquerait leurs formes ovoïdes. Ne seraient-ils pas, au contraire, le produit des laves en fusion, lancées par les volcans lors du soulèvement du plateau central et des montagnes de l'Auvergne, dont les collines du Nontronnais ne sont que les contre-forts ; lesquelles laves, comme tous les liquides, durent retomber en formes arrondies et s'enfoncer plus ou moins dans les cendres mouvantes, d'où provient notre tuf actuel ?

C'est ce que nous laissons à décider par de plus savants que nous, en ajoutant, cependant, que la seconde hypothèse nous paraît d'autant plus probable qu'elle justifierait, en outre de la forme arrondie, la formation vitreuse de ces blocs de granit.

Quoi qu'il en soit, constatons encore que les trois collines de Nontron nous révèlent à leurs extrémités, en contact autrefois avec le terrain calcaire et la mer jurassique, les transformations dues à ce voisinage. C'est ainsi qu'à deux ou trois kilomètres nord de Nontron et sur les plateaux se trouvent des carrières stratifiées du vieux et du nouveau grès rouge, tandis qu'au sud les collines se terminent par d'autres roches stratifiées de syénite, de gneiss, de schistes et de talaschistes.

La colline au sud-est de Nontron, dont elle n'est séparée que par l'étroit vallon du Bandiat, offre encore ceci de particulier que, tandis que le granit et le gneiss se trouvent du côté de ce vallon, le côté opposé longeant le vallon où passe le chemin de fer, contient les premiers calcaires cristallisés, les dolomies, les dentrites et les marnes irisées de l'époque secondaire, sans parler des cailloux roulés qui couvrent le sol jusque sur le sommet et dans une étendue de deux à trois kilomètres. D'où la conséquence que le dernier vallon, dit des Rivaux, a dû former une des anses de la mer juras-

sique, dont nous parlerons au chapitre de la commune de Saint-Martial-de-Valette, contiguë à celle de Nontron, au sud-ouest.

Après cette esquisse rapide de notre sol, nous devons y rechercher la trace des peuplades qui s'y fixèrent dans les temps anciens, et nous la trouvons dans la disposition de quelques-uns de ces blocs de granit dont nous venons de parler, et dans les noms divers parvenus jusqu'à nous.

Or, à une époque inconnue, disent les historiens, les Celtes, venus de l'Asie, envahirent l'Europe de l'est à l'ouest et se fixèrent en grandes masses dans cette dernière partie, à laquelle ils donnèrent les noms de *Gaule*, de *Gal* ou *Gael*, synonyme de *Celte*. Parmi les autres noms dérivés de la même langue, M. de Taillefer, dans ses *Antiquités de Vésone*, signale, sur le canton de Nontron, ceux de Caudet et de Rhins, dans la commune d'Abjat ; de La Besse, dans celle de Savignac ; du Bourdeix, dans la commune de ce nom ; de La Doue et de Saint-Etienne-le-Droux, dans la commune de Saint-Estèphe, et enfin celui de Nontron.

Quant aux menhirs, aux dolmens, aux pierres branlantes, le culte des pierres, lisons-nous, est de toute antiquité, et il était encore en usage au ^{xiii}^e siècle, ainsi qu'il a été constaté par plusieurs conciles, tels que celui d'Arles de 455, ceux de Tolède de 681 et 693, enfin celui de Nantes de 1264, prescrivant d'enfouir ces pierres à dévotions : *Lapides quas in ruinosis et silvestribus locis venerantur*.

Parmi ces monuments, les plus remarquables, dans le canton de Nontron, sont les rocs branlants, au nombre de cinq, dont nous reparlerons aux chapitres de leurs communes respectives, sauf à signaler, dès à présent, les deux plus importants, savoir :

1^o *Roc branlant de Pot-Perdu* ou de *La Francherie*, dans la commune de Nontron, entre ces deux villages et celui de La Peyre, commune d'Augignac, qui lui doit son nom ; au fond d'une gorge sauvage et entourée de trois côtés par des collines escarpées, couvertes de bois et parsemées d'énormes blocs de granit. Du côté sud, où le monument n'a pas été

obstrué par le tuf descendant des collines, on voit, à sa base, deux rocs reliés par trois autres plus petits et surmontés par une immense roche oblongue presque à fleur de terre du côté nord, et présentant, à l'ouest, une surface carrée de deux mètres environ hors du sol et à dos bombé. C'est sur cette partie bombée que repose la pierre oscillatoire, immense table triangulaire de cinq mètres quarante centimètres de longueur, trois mètres dix centimètres de largeur et un mètre vingt centimètres d'épaisseur, laquelle n'a pu être mise et rester en équilibre que par l'addition d'une petite roche triangulaire ; ce qui démontre surabondamment que la main de l'homme a passé par là. Le mouvement de cette table se produit, d'ailleurs, de l'est à l'ouest, ainsi que nous avons pu le constater sûrement à l'inspection du soleil couchant et, une autre fois, à l'aide de la boussole. Au-devant du monument et à l'ouest, se trouve une vaste pierre plate, au ras du sol et inclinée sur laquelle l'officiant devait se tenir à genoux, pendant que les assistants pouvaient s'asseoir sur les roches rondes, placées en cercle autour de la première. Enfin, derrière et proche de ces roches, existe encore la fontaine sacrée, formant un petit ruisseau allant se perdre dans l'étroit vallon donnant, au sud, issue à cette gorge, à laquelle le plan cadastral de la commune, section A, a conservé le nom de *Combefadas* (Combe des Féés). Nous trouvons aussi, sur le cadastre et dans la même section, une pièce de châtaigneraie et pâtis désignée sous le nom de *La Font des Prêtres*. On remarque encore dans cette dernière pièce et sur le bord de l'ancien chemin de Pot-Perdu, un amas de rochers et, parmi eux, une énorme pyramide couchée sur le flanc et qui a dû être un menhir. D'où la conclusion que cet état de choses a été évidemment créé pour servir au culte druidique.

2° *Roc branlant de St-Etienne-le-Droux* (*Sanctus Stephanus deus Ledros ; Sanctus Stephanus Le Drier*), dont le surnom de Ledrez, Le Drier et Le Droux dénote suffisamment son origine druidique, sans parler de sa situation agreste auprès d'un ruisseau qui a conservé son nom celtique de La Doue.

Voici, au surplus, quelle est cette situation que nous avons

eu occasion de vérifier plusieurs fois. Dans une gorge sauvage et resserrée entre deux collines couvertes de bois et où l'on retrouve encore quelques blocs de granit, coule le ruisseau de La Doue, sortant du grand étang de Saint-Estèphe. Le cours de ce ruisseau a été recouvert par une longue suite de mêmes roches, superposées sans ordre, couchées ou debout, comme si elles eussent été détachées du haut et des flancs des deux collines par quelque cataclysme ou plutôt par la main de l'homme. Dans le pays, cette chaîne porte le nom de Chapelet et, en tête, se trouve le roc branlant dit *Casso-Nausillo*, composé d'une vaste table d'un mètre environ au-dessus du sol et renflée vers le milieu. Sur ce renflement a été posé un autre bloc de granit de forme ovoïde, qui s'est trouvé ainsi en équilibre et se meut facilement de l'est à l'ouest, malgré ses fortes dimensions de trois mètres de hauteur, non comprise la roche de soubassement, sur huit mètres quarante centimètres de circonférence.

Mais à quoi ou à qui attribuer la construction de ces rocs branlants ? M. de Taillefer rappelle, à ce sujet, qu'un habile chimiste, membre de l'Académie royale de Madrid (M. Chabaneau, de Nontron), après avoir fait la description du *Casse-Noisette*, ajoute :

« Si j'avais une opinion à émettre, je dirais que ce jeu de la nature est produit par l'érosion des eaux qui s'écoulent de l'étang ; mais je dois vous prévenir que cette opinion est plus que hasardée. »

Dans son *Périgord illustré*, M. l'abbé Audierne, parlant des deux rocs ci-dessus, est beaucoup plus affirmatif et s'exprime ainsi :

« Quelques écrivains ont prétendu que ces masses avaient été ainsi disposées par la main de l'homme et qu'il fallait les considérer comme des monuments celtiques. Il suffit d'inspecter ces prétendus monuments et les lieux qu'ils occupent pour être convaincu du contraire. Leur pose oscillante n'est que l'effet du hasard. »

De son côté, et dans sa *Dissertation sur deux rocs branlants*

du Nontronnais, M. Ch. Des Moulins affirme que le roc de *Saint-Estèphe* lui paraît être un accident naturel.

Nous sommes loin de partager ces opinions, et nous pensons avec M. de Taillefer que :

« Les roches de Saint-Estèphe et de La Francherie ont été choisies dans ce chaos et superposées par les Gaulois, qui ont calculé leur centre de gravité pour les mettre en équilibre ; car un tel hasard de la nature ne peut se présenter plusieurs fois de suite à une petite distance. Cette conjoncture serait encore plus victorieusement réfutée si je pouvais donner la liste de toutes les pierres mouvantes qui existent encore en France et dans les pays occupés par les colonies gauloises. »

Or, nous n'avons pas besoin d'aller chercher au loin la preuve de cette certitude ; car, en outre des noms celtiques, de l'état agreste des lieux et des forêts, dont parlent les conciles, le roc ovoïde de Saint-Estèphe a non seulement pour compagne oscillatoire, dans notre contrée, et au sud, la roche plate de La Francherie, ou plutôt de Pot-Perdu, mais encore, à l'ouest, la Pierre-Virade de Javerlhac ; à l'est, le roc branlant de Rhins (autre nom celtique, dans la commune d'Abjat) ; enfin, et au nord, une autre pierre mouvante dans la commune de Saint-Barthélemy, limitrophe de celle d'Abjat. En sorte que le roc branlant de Saint-Estèphe paraît avoir été le point central de tout un système religieux, dont le caractère ressort encore de ce fait que, selon l'usage et l'orientation druidique, le mouvement oscillatoire de toutes ces roches se produit invariablement de l'est à l'ouest, ce qui est également exclusif de tout effet d'érosion ou du hasard.

Cette situation étant donnée, il en résulte que les habitants de la contrée durent nécessairement chercher à défendre l'entrée des gorges et défilés pouvant conduire au cœur même de leurs retraites religieuses, et qu'ils choisirent, à l'extrémité de leurs collines granitiques, un piton isolé pour y construire un *oppidum*. Or, à l'extrémité de ces collines, au sud-ouest, s'élevait à angle aigu et en forme de promontoire s'avancant jusqu'aux limites d'un vallon calcaire, un

embranchement baigné au sud-est par une petite rivière et, à l'ouest, par un ruisseau allant se jeter dans la rivière, au sud-ouest, et après avoir contourné l'extrémité du mamelon. Cette extrémité fut détachée et isolée de la souche, au nord, par un large et profond fossé, de manière à former un cône tronqué, au sommet duquel fut établi l'oppidum.

De là l'origine du centre de population gauloise auquel on donna le nom celtique de Nontron ; d'où la ville et la commune, dont nous allons entreprendre l'histoire.

COMMUNE DE NONTRON.

§ 1^{er}. — *Fondation et construction de Nontron.*

D'oppidum gaulois, Nontron devint, plus tard et après l'an 53 avant l'ère chrétienne, une petite ville gallo-romaine, les Romains s'étant établis dans la contrée après la défaite de Vercingétorix, ainsi qu'il résulte des traces qu'ils y ont laissées et de la citadelle par eux construite sur l'emplacement même de cet oppidum.

Après les Romains vinrent les Goths, de 406 à 418, et, après ceux-ci, les Francs, qui, du VI^e au VIII^e siècle, en firent un castrum et le chef-lieu d'une châtellenie. Ce castrum se composait alors : 1^o de la citadelle romaine agrandie ; 2^o d'un premier groupe d'habitations construites à l'abri et au-dessous des murs de la forteresse ; 3^o et, au nord de la forteresse, d'un second groupe, entouré de remparts et de fossés, ainsi que le tout résulte de l'état actuel des lieux et des titres suivants, notamment de la donation qui en fut faite à l'abbaye de Charroux par Roger, comte de Limoges, et Euphrasie, sa femme, dans leur testament du 4 des calendes de juin 785, en ces termes :

« *Dono etiam in Lemovicensi pago castrum Netronensem cum præfati castri castellaniam Cucillagium et Vadrerias (Mabillon, t. II, p^o 711).* »

Voici, d'ailleurs, quant aux détails inhérents à chacune des trois parties de cette première agglomération :

Premier groupe.

1° *Forteresse gallo-romano-franque.* — Cette forteresse était assise, comme nous l'avons dit, à l'extrémité d'une colline, détachée de la souche et au nord par un large et profond fossé, et entre deux autres collines, séparées de la première par un ravin et un ruisseau, à l'ouest ; et, à l'est, par l'étroit vallon du Bandiat. La rivière et le ruisseau, se rejoignant au sud-ouest, offraient la possibilité, au moyen de barrages, d'inonder tous les abords jusqu'au fossé nord. La forteresse se composait d'ailleurs de trois enceintes : la première, sur laquelle passe la voie actuelle conduisant à la gare du chemin de fer, et dont les remparts dominant une partie de la ville basse, à l'ouest, sont encore en bon état, tandis qu'on n'en retrouve que quelques parties au sud et à l'est. La seconde enceinte domine la première et forme un plateau quadrangulaire, soutenu par des remparts dans l'un desquels, et à l'ouest, existe encore le soubassement d'une tour carrée. A l'angle nord-est de ce plateau, aujourd'hui planté d'arbres, et sur l'emplacement d'une école et de son jardin, se trouvait la troisième enceinte, renfermant de vastes bâtiments, l'église de St-Etienne et le donjon, vaste tour circulaire de 30 mètres de circonférence, dont l'entrée était à six mètres au-dessus du sol. Ce donjon joignait l'une des deux tours de la porte d'entrée, et son soubassement s'élève encore à quatre mètres environ. Les autres murs de soutènement sont aussi en bon état, et l'on y remarque, à l'est, les restes d'une tour carrée. On y voit aussi une vaste porte donnant accès de l'ancienne crypte de l'église et de la troisième enceinte dans la première, au moyen d'un escalier étroit, découvert il y a quelques années, lors de la construction de l'une des annexes de l'école. On constata également, à cette époque, l'existence de la crypte encombrée de matériaux d'anciennes démolitions. Il existe aussi, et du même

côté, une partie des anciennes casemates voûtées et qui servent aujourd'hui à l'école primaire. Enfin, et à l'ouest, après le donjon, se trouvait un couloir étroit et un escalier tournant conduisant de la seconde enceinte dans l'intérieur de la première. Le couloir se fermait au moyen de deux portes, retenues en dedans par de fortes barres de bois ou de fer, introduites dans deux trous ménagés dans les murs à cet effet, et dont une partie existe encore dans celui du jardin. Dans notre enfance, nous avons vu cet escalier complet et nous y passâmes plus d'une fois pour aller jeter, dans un puits, des pierres qui en faisaient résonner les parois en cartelage comme un son de cloche. Ce puits était alors à moitié comblé, et l'on disait qu'il ne servait pas seulement à procurer de l'eau, en cas de siège, mais encore qu'il correspondait avec un souterrain passant sous le Bandiat et allant sortir de l'autre côté, vers le bois du Trou-de-la-Nauve.

Quoi qu'il en soit de cette issue, parfaitement inconnue aujourd'hui, il en existait et il en existe encore deux autres pour aboutir, du dehors, à l'emplacement de la première et de la seconde enceinte de la forteresse. Le premier sentier (*sentia*), d'un mètre de largeur environ, part du sud-ouest et monte en serpentant jusqu'au sommet ; le second, de deux mètres environ de largeur, va aussi en montant du vallon du Bandiat et de l'est vers le nord, où il s'embranché avec le fossé, qu'il remonte pour redescendre dans la basse ville, après avoir passé devant le portail principal de la forteresse et au pied des deux tours rondes qui le flanquaient et en défendaient l'accès. Ajoutons enfin, et pour terminer, que l'accès de ce chemin et du fossé, à l'ouest, était encore défendu par une tourelle à cul de lampe, bien conservée et pouvant contenir trois hommes, placés en sentinelles aux trois meurtrières, dont les parois, usées par le frottement des arbalètes et des mousquets, démontrent que, depuis longtemps, elles ont servi plus d'une fois pour la défense et du fossé et des premières habitations construites au pied des remparts et aux flancs de la colline, dont nous allons parler.

2° *Le Bragier, Bragerio de Nontronio.* — A la suite de la tourelle dont nous venons de parler, au bas des remparts et en contournant la butte de l'ouest au sud, du sud à l'est et de l'est au nord jusqu'au fossé, existent actuellement, en angles saillants et rentrants, des carrés de jardins en terrasses soutenus par les soubassements des premières maisons de Nontron, dont, au commencement de ce siècle, on retrouvait les caves en nivelant le terrain. On en voit encore deux au nord-est, l'une comblée et l'autre ayant dû servir de prison, la basse-fosse qui en reste ne présentant d'autre issue au milieu de sa voûte en pierre qu'une petite ouverture circulaire. Cette fosse dépendait d'une maison forte, dominant et défendant l'entrée du chemin qui, après avoir atteint le fossé de la forteresse, se bifurquait à droite et, se rétrécissant, grimpait entre les constructions du Bragier, de l'autre côté du fossé et sous les murs du *castrum*, dont nous parlerons bientôt. C'est ce qui résulte, en outre de l'état actuel des lieux, des documents suivants :

Du 13 septembre 1416 :

« Arrentement en faveur du monastère de Saint-Pardoux-la-Rivière par noble Guillaume de Burie, de diverses maisons sises au Bragier de Nontron. — Du 4 février 1444, assence par le scindic du monastère à Martial Robin, d'une maison et jardin ayant appartenu à feu Gérard Prévost, sieur de Burie, size dans la ville de Nontron. — 10 mars 1445, Bernard et Estienne de La Pourge, reconnoissent tenir du dit monastère une maison où ils demeurent et une autre maison ruinée, tout proche, lesquelles ont esté de feu noble Guillaume de Burie, confrontant avec la grande maison du dit sieur appelée de Burie, possédée par Martial Robin, à lui assencée par le monastère quatre sols. Signé de Poyalibus. (Terrier dudit monastère.)

Du 11 février 1457, arrentement par Alain de La Porte d'un jardin sis au Bragier de Nontron :

« Nobili viro Alano de La Porta domino de Champnerio et in parte de La Bestorij pro se et suis heredibus et successoribus et pro nobilem Iterium de La Porta suum nepotem... Et honesto viro domino Yvone de Cru-

cis capellano pro se et suis... Ejusdem nobili Alano de La Porta non cohactus, non deceptus... dimisit et perpetuo quittavit seu ad assensam amphi-teosim perpetuam tradidit... dicto domino Yvone de Crucis... Videlicet quodam viridarium, quod est situm in Bragerio de Nontronio, sub muro castrî de Nontronio, quadam via intermedia ex una parte et via ex qua itur de castellania de Nontronio versus domum de Grava, sub censu seu redditu annali quindecim denarii... » Signé Veterimari (Vieille-mard).

Ce jardin, qui existe encore, est situé au nord-est, en face de la forteresse et de l'autre côté du fossé, joignant le chemin qui, se bifurquant avec ce fossé, montait, à droite, au quartier du fort, qualifié de *castellania* ; c'est ce qui résulte surabondamment des deux reconnaissances suivantes. La première consentie en faveur de Thomas de Conan, du 29 mai 1747, s'exprime ainsi :

« Sur certaines chenevières autrefois en jardin, situées au lieu appelé le Bragier de Nontron, au-dessous les murs de l'ancien château, chemin entre deux et y confrontant, d'une part, et au chemin par lequel on va de la *chastellenie* du dit Nontron, aprésent le château brûlé vers le Bandiat, sur main droite, et à certaines maisons aprésent en mazures estant au dessus du dit chemin... (Petit, notaire). »

On lit dans la seconde de ces reconnaissances, reçue Labat, notaire, et consentie le 22 septembre 1775, en faveur de M. Alexis de Conan :

« Sur trois petites chenevières au lieu appelé les Bragiers de Nontron, au-dessous les murs de l'ancien château où est actuellement l'église de Saint-Etienne, confrontant du levant au chemin de servitude qui va du château au moulin de Nontron, actuellement appelé Moulin-de-la-Nauve, sur main droite ; du midy à autre chemin qui va de l'église Saint-Etienne au dit moulin, sur main gauche, du couchant au jardin de M^{lle} de Labrousse, et, au nord, à une maison et jardin et à autre jardin dans lequel il y avait anciennement de vieilles masures. »

Tel est encore l'état des lieux, avec ces modifications que le grand pont en pierre, sur lequel débouche l'avenue de la gure, a été construit sur l'emplacement du jardin de M^{lle} de

Labrousse, et que la maison au nord a disparu, laissant à sa place un jardin attenant à deux autres, retenus, au bord du fossé, par les soubassements des anciennes constructions.

C'était là, d'ailleurs, et au nord-est, que commençait le quartier du Bragier, que nous allons parcourir en contournant, de l'est au sud et à l'ouest, la butte de la forteresse.

Du 14 juillet 1445, vente d'une maison située au Bragier de Nontron :

« Johannes Mesmer, sutor de Nontronio... vendidit dilecto in Christo domino Helie Laud, presbytero presente ville de Nontronij, quadam domum sitam in Bragerio de Nontronio, et confrontatam cum domo ipsius venditoris, ex una parte et cum domo que quondam fuit magistro Petro de Poyalibus ex alia et cum rua publica ex altera et muro antiquo reliquis... »

Du 31 mai 1457, baillette par François de La Porte d'un jardin situé sous les murs de la tour Paulte :

« Nobilis vir Franciscus de La Porta, tam nomine suo et nomine nobilis Joannis et Tristandij de La Porta, domicellis fratres suos germanos... assensavit perpetuo et ad assensam et amphiteosim perpetuam tradidit... Guilhelmo de Valfoullonse... quodam viridarium situm in parochia de Nontronio, subter parietes turris Paulte, inter viridarium de Germon, ex una parte, et dictos parietes turris Paulte... sub censu seu redditu annali quinque solidos et sex denarios de acaptamento... Signé Aymerico de Charlangis. »

Les trois titres ci-dessus, ainsi que la majeure partie de ceux que nous aurons à analyser, proviennent des archives de la famille de Conan, déposées à celles de Périgueux, sauf indications contraires. C'est ainsi que nous recueillons encore dans le terrier du monastère de Saint-Pardoux-la-Rivière, les mentions suivantes :

« Du 3 febvrier 1499, Perrot de La Poutge reconnoit certaines murailles scizes au Bragier de Nontron, confrontant aux mazures de feu Martial Robin, appelées de Burie, et à la maison du dit recognoissant, mouvante du dit monastère, ruelle entre deux, et au chemin qu'on va de la maison du chapellain de Nontron vers le dit Bragier. »

« Du 20 mars 1557, M^e Pierre de La Roussie, procureur de la juridiction de Lussates (Lussas), habitant de Nontron, déclaré avoir acquis de

feue la Séguine, dont il est parlé dans la reconnaissance du 3 febvrier 1499, la tierce partie d'une maison et jardin au Bragier de Nontron, confronte à la maison et jardin de Dauphin Escousseau et le chemin que l'on va de la chapelle de Nontron à la porte appelée de Guillaume Blanc. Signé Vigier, notaire. »

Il doit s'agir ici de la chapelle de la forteresse et du chemin situé au sud-ouest, et sur lequel la porte de Guillaume Blanc devait se trouver au point d'intersection des murs de la première enceinte, murs et chemins contigus, à l'ouest à des terrains, bâtiments et jardins, appartenant encore aujourd'hui à la famille Escousseau.

Si nous consultons, enfin, la matrice cadastrale de la commune de Nontron, nous y trouvons, sous les numéros 439, 440 et 441, des jardins dits au Breger. Ces jardins ne sont autres que des emplacements d'anciennes maisons bordant le sentier montant du sud-ouest à la forteresse ; et, lors de la construction, en 1883, d'une maison près du pont neuf de la route de Villars, on y découvrit des ossements humains et des traces d'incendie.

Au surplus, ce quartier du Bragier, le plus exposé aux coups de l'ennemi et détruit en partie pendant les guerres anglaises et au xv^e siècle, ainsi qu'il résulte des actes ci-dessus, dut l'être complètement au xvi^e et à la suite des guerres de religion, puisqu'il n'en reste que des vestiges. Mais passons au second groupe, aujourd'hui *quartier du Fort*.

Deuxième groupe.

Quartier du Fort. — En remontant vers le nord, la colline dont la forteresse gallo-romano-franque occupait l'extrémité, d'une étendue, sur le plateau, de cent cinquante mètres environ de longueur et quatre-vingts de largeur ; et au-delà d'un fossé de vingt mètres, il en fut détaché une seconde partie, à peu près de même étendue et séparée de la souche par un second fossé de quinze mètres environ ; de telle sorte que, pour compléter la défense, à l'est et à l'ouest, il n'y eut plus qu'à tailler le roc à pic et le revêtir d'épaisses murailles, qui existent encore. Après quoi, les deux issues

du sud et du nord, sur les deux fossés, furent fermées par deux portes. La première, en face de celle de la forteresse et défendue par une tour carrée dominant le ravin, à l'ouest, portait le nom de porte *Rascot*. La seconde de ces portes, au nord, fut appelée, au *xiii^e* siècle, la porte du Barry, parce qu'elle donnait accès au faubourg de Nontron. Quant à l'étroit sentier du sud-est, dont nous avons déjà parlé, il devait être également barré, mais, dans tous les cas, il était défendu, à droite et à gauche, par plusieurs maisons fortes dominant le Bragier, d'après les baillettes analysées précédemment et dont les soubassements existent également jusqu'à deux tours rondes dont les restes dominent encore, du haut de leur rocher, la vallée du Bandiat. Dans cette nouvelle enceinte et sur les deux autres côtés, est et ouest, ainsi qu'au centre du quadrilatère, s'élevèrent d'autres constructions qui formèrent deux rues parallèles, reliées par deux autres rues transversales, le tout aboutissant à la porte *Rascot*. Au nord, se trouvait une petite place, entourée de constructions et défendue, à l'angle nord-ouest, par la maison forte d'*Espern* ou d'*Esport* ; et, enfin, à l'angle nord-est, par le château-fort des Peytavis, que les moines de l'abbaye de Charroux, en Poitou, firent construire après la donation de 785, et dont il reste encore une partie de tour ronde et les soubassements sur lesquels a été construit le château actuel. Au surplus, et de même qu'il existait dans le Bragier les maisons fortes et nobles de Burie, de Grave, de Panet, il y avait aussi, dans la seconde agglomération, les repaires de La Beytour, de Montcheuil, de Valette, de Paulte ; les maisons nobles de Lestrade et d'Esperne, le château des Peytavis. C'est ce qui résulte de l'état des lieux et des documents suivants.

Du 11 avril 1376. — Bail à cens par Guillaume de La Rivière, d'un emplacement situé dans le castrum de Nontron :

« Nos iudex vicecomitati Lemovicensi, notum facimus universis et coram scriptore nostro infra scripto ad hoc deputato et appellato personaliter constituti Guilhelmo de Repperij pro se et suis heredibus et successoribus universis, ex una parte, et Guilhelmo Balhol et Guilhelmo Bordelli, pro se

et suis ex altera, prefatus Guilielmus de Repperij non cohactus, non seductus... assensavit et perpetuum dimisit ad amphiteosim perpetuam... predictis Guilhelmo Balhol et Guilhelmo Bordelli... pro anno censu seu reddito duos solidos monete solvandos... dicto Guilhelmo de Repperij et suis duos denarios in festo Nativitatis Domini, et duodecim denarios in festo sancti Stephani... Videlicet quoddam placeam suam sitam in *castro* Nontronij, inter domum dicti Guilhelmi de Repperij, ex parte una, et placeam domini Helie de *Lestrada*, dux milicis, ex altera... Datum et actum... undecimo die mensis aprilis, anno Domini m^o ccc^o septuagesimo sexto... Hel. Canulis, R. »

Du 12 avril 1441, échange entre Jean de Bretagne et Marie Colette, veuve d'Aymard de La Porte, de deux maisons situées dans le fort de Nontron, suivant l'acte ci-après, communiqué par M. de Saint-Martin, l'un des derniers représentants, par sa femme, de la famille de Conan, dans lequel il est fait mention de la porte Rascot, des hôtels de La Bestour, de Moncheuil, de Paute et du repaire de Valette :

« Nos custos sigilli autentici vicecomitati Lemovicensi, ad contractus et similia constituti... Notum facimus universis tam presentis que futuris de coram quondam magistro Petro de Poyalibus, notario publico, defuncto tempore quo vivebat predicti sigilli commissario jurato die anno, et presentibus testibus quibus infra constitutis, et presenti constitutis illustrissimo principe et domino Johanne de Britannia, et comite comitatibus de Pentheuvrie et Petragoricensis vicecomite que vicecomitatu Lemovicensi et domino Davesne, pro se et suis heredibus et quibus suis successoribus ex una parte. Et nobilia et honesta mulier Maria Coleta, domicella relicta condam Adhemari de Laporta, domicelli, mariti sui, domina de *La Bestour* et de *Valetta*, pro se et suis heredibus et successoribus universis ex parte alia. Prenominate inscripte partes... non cohacte, non seducte, nec per aliquem in aliquo movente ymo gratis sponte... ad perpetuum permutaverunt videlicet prelibatus dominus Johannes de Britannia comes pro se et suis permutans... cessit, tradidit... Vidua nobilia Maria Coleta, domicella presente et pro se et suis stipulante et recipiente quodam domum cum quodam orto a parte retro eidem domui contiguo movens de fundali et directo dominio prelibati domini vicecomiti Lemovicensi est assebat sitam et positam in *castro forte* de Nontronio confrontatam cum muro dicti *castri* ex uno latere et a parte orientali et cum itinere quo itur de porta dicti castri ad *hospicium de La Bestour* ab alio latere et a parte

occidentali et a parte retro cum quodam viridario *hospicii de Moncheuil* et a parte altera cum senta quæ itur de dicto hospicio de Moncheuil ad dictum murum cum aisinis, juribus et pertinentiis universis... Quos quodam domum et ortum tenebat et exploita**bat** Johannes de Lage a dicto domino vicecomite sub censu annali quinque solidos monete currente quali anno quolibet solvendi per dictum Johannem ipso domino vicecomite Lemovicensi et suis in quolibet festo Nativitatis Domini ut ipse dictus vicecomes assebat. Cum et pro quodam domo ejusdem domicelle domus antiquæ nobilis ut ipsa domicella assebat *reppayrij de Valetta*, ad dictum que reppayrium movente de fundali et directo dominio ejusdem domicellæ et quodam domum tenet et exploita**t** Hellias de Ruppe, tenens ejusdem ab eadem domicella sub censu annali quinque solidos et una gallina censu anno quolibet ipse domicelle et suis per dictum Helliam... confrontatam et positam dicto *castro forte* de Nontronio, inter hospiciu**m** predicti de *Moncheuil* (1) eidem que contigua ex una parte et inter dictum iter quo itur de porta dicta *Rascot* ad dictum *hospiciu**m** de La Bestour* ex alia et inter *hospiciu**m** defuncti Raymondi Paute* domicelli partibus ex reliquis

(1) L'hôtel de Moncheuil appartenait alors à la famille de Roux, ainsi qu'il résulte de l'hommage suivant qui nous a été communiqué par M. de Roux de Reilhac, dont nous aurons à reparler au chapitre du canton de Bussière-Badil :

« Alain Dalbrot, seigneur de Rioms, comte de Penthievre et de Périgord, vicomte de Limoges et seigneur Davesne, a nos amez et feaux le seneschal ou son lieutenant, procureur, receveur et autres officiers de nostre vicomté de Limoges et chastellenie de Nontron, salut, scavoir faisons que nostre homme, Aymard Roux, comme mari et conjointe personne de noble femme Peironne de La Vergne, nous a faict les foy et hommaige quil nous est et peut estre tenu faire, a cause de son hostel noble de *Montcheuil*, assis dedans nostre chastel de Nontron, de son repaire noble de Montcheuil, assis en la paroisse de Saint-Martial-de-Valette, de son hostel noble appelé de La Salle, assis au bourg de Saint-Front-la-Rivière, et aussi de son hostel noble d'Aubignac et repaire dicelluy avec toutes les appartenances et appendances quelconques et generalmente de tout ce quil tient de nous en nostre viscompte de Limoges, auxquels foy et homaiges et serment de fidelité sous lauthorite et bon plaisir de nostre bien aime seigneur et pere monseigneur Jehan Dalbret, vicomte de Tartas, lavons reçu soubz nostre droict et saulvy. Si vous mandons et commandons par ces presentes a chascun de vous sy comme a luy appartenant, que se pour et a cause de ses dicts foy et homaige et serment de fidelité, a nous paravant non faicts aucune chose du dict Aymard Roux, estre premise saisie arrestée ou empeschée en nostre main incontinent et sans delay le luy mestre ou faire mestre a pleyne delivrance, et len faictes jouyr et ce pleynement et paisiblement, car tel est nostre plaisir. Donne en nostre chastel de Nontron, soubz le scel de mon dict seigneur et pere, en labsence du nostre, le xxj^e jour d'avril lan mil quatre cent soixante quatre. Ainsi signe sur le ply par monseigneur le compte et vicompte. — Martial Dauvergne, secretaire. »

cum ejusdem domui jam confrontati aliis juribus aisinis... (Suivent les clauses de garanties et de transmissions.) Datum et actum... presentibus ibidem nobilibus Galterio de Raduel, Johanne de Rouchaco, domino sancti Johanni Ligore, Johanne de Las Tours, chanonico de Boubon et domino Johanne Regis capellano de Brantomo, testimus ad premissa vocatis et rogatis. Die xij mensis aprilis anno Domini m° cccc° quadragesimo primo. »

Des trois hôtels, du repaire et des deux maisons mentionnés dans cet acte, il n'existe plus que la maison cédée par Jean de Bretagne et désignée ainsi qu'il suit dans une reconnaissance de rente du 21 septembre 1775, reçue Labat, notaire royal, et consentie par Mlle Marie de Labrousse en faveur de M. Alexis de Conan, sur :

« Une maison avec un petit jardin, rue entre deux, et cour y attenant, dans la ville forte, laquelle se confronte du levant au chemin ou rue par laquelle on vat de lesglise de St-Estienne à celle de St-Sauveur, qui passe entre deux, et au jardin et maison de Jean Bertrand, et à un sentier qui va de lesglise de St-Estienne au moulin de Nontron, qui est au bas du château, du midy et couchant à autre chemin ou sentier par lequel lon vat de la dite église de St-Estienne dans la rue du Rieu, et confronte aussi à la ditte rue publique du Rieu par le devant, et du nord à autre maison appartenant à la ditte demoiselle. Laquelle maison et jardin est située vis-à-vis l'ancienne porte du château fort de Nontron, et qui fait face à icelle, et avec ses autres plus amples et meilleures confrontations, et sur laquelle il y a une espèce de pavillon... »

C'est le pavillon qui existe encore en face de la tour ronde, au nord-ouest de la porte de l'ancienne forteresse, dans laquelle se trouvait l'église de Saint-Etienne, pavillon qui nous paraît avoir été placé sur le soubassement d'une ancienne tour carrée servant, avec la porte Rascot, à la défense, sur ce point, de la seconde agglomération. Il nous paraît aussi résulter de cet acte que l'hôtel de Montcheuil s'élevait au nord et au-delà des jardins dont parle l'échange de 1441, et sur les murailles d'autres jardins que l'on voit à l'est du nouveau pont conduisant au plateau de cette forteresse. Quant aux autres hôtels et au repaire, il résulte des

mêmes confrontations que leur emplacement se trouvait au nord-est, parmi les soubassements qui dominent encore les deux sentiers conduisant à la forteresse et au quartier du fort, et se terminent par les deux tours rondes du repaire de Valette, lesquelles dominant la petite vallée du Bandiat, ont dû lui donner son nom de Valette, petite vallée.

Du 27 février 1486 :

« Perrot Delapouge reconnaît tenir de noble homme Elie de Conan certaines murailles situées au Bragier de Nontron, confrontant une maison des héritiers de feu Giraud Marquet et aux murailles des héritiers de feu Giraud Levet et au chemin qu'on va de la porte Rascot à la maison de Burie, sous la rente directe de trois deniers. Signé : Fouriandi. »

Du 27 février 1487 :

« Acte récongnitif de rente reçu primitivement par Robin, notaire. Simon de Labrousse, marchand de Nontron, recongnoit tenir de noble homme Elie de Conan, une maison située dans la ville forte de Nontron, confrontant du côté du devant avec la rue publique qu'on va de la porte du Bary à lesglise St-Estienne de Nontron... sous la rente directe de six deniers. Faict le 27^e de febvrier mil quatre cent huictante sept. Signé : Fouriandi. »

Du 12 novembre 1499, assense par Pierre Pastoureau jeune, à Pierre de Labrousse, de douze sous et neuf deniers de rente sur :

« Domum sitam intra villam fortem de Nontronio, confrontatam a parte ante cum una rua publica qua itur de ponte du Bary ad ecclesiam parochialem Sancti-Stephani de Nontronio, a parte retro cum quadam domum Petri Fabri dicti Bailhot, quodam carreolum in medio ab uno latere cum quadam parvera rua qua itur de jam dicta rua publica de ponte du Bary ad ruam nigram et ab alio latere cum quadam domum jam dicti Petri Fabri. Signé : P. de Domailhaco... »

Tel était bien, d'après cet acte, l'ancien état intérieur de la ville forte, ayant deux rues latérales allant du nord au sud ; celle de l'est se dirigeant de la porte et du pont du

Bary vers l'église Saint-Etienne, et celle de l'ouest, dite rue Noire, séparées, l'une et l'autre, par un groupe de maisons, mais reliées, vers le milieu, par la petite rue transversale, *parvera rua*, ci-dessus. Ce groupe est, aujourd'hui, occupé par l'école primaire de filles, ayant, par derrière, la rue Noire, dont il ne reste plus que le rang de maisons dominant la basse-ville ; et, sur le devant, la rue de l'Eglise, élargie et entièrement transformée.

Du 6 novembre 1588, devant Foureau, notaire, titre de dix sous de rente consenti :

« En la ville de Nontron et la grand place du dict lieu, avant midy... par monsieur maistre Thibaut Pastoureau, seigneur de La Grange, juge royal provisionnel et lieutenant du dict Nontron... a Gabriel Moureaud... sur certaine maison apresent ruynee et desmolie, en dedans laquelle y avoit antiennement ung four, assise et sittiée au dedans la ville forte du dict Nontron, autrefois appartenant a Jehan Guilhot et Anne Le Reclus, confrontant (à trois maisons) et aussy avec aultre maison ruynée, et par le devant avec la rhue que lon va a la grande esglise de la present ville... »

Il doit s'agir ici du four d'Aixe, mentionné par Doat, v° 241, en ces termes :

« 1357 — Instrument mentionnant que certaine maison assise au bourc de Nontron, entre le four d'Aixe et la maison de Jacques Peytoureau, est de la fondalité du vicomte. Dies dominica post festum Bⁱ Marcialis, anno Dⁱ m° ccc°, quinquagesimo septuagesimo. »

Du 18 mars 1658, devant Lenoble, notaire, reconnaissance de trente sols de rente en faveur de Bertrand Audier, seigneur de Montcheuil, sur :

« Une maison située en la vieille ville, appelée le Fort, confrontant du levant au chasteau du seigneur de Nontron, par le devant a la rue qu'on va du dit chasteau, ou du pont du Barris a l'esglise St-Etienne, conformément a la reconnaissance de 1576. Reçu Mestayer, notaire. »

« Du 2 novembre 1740, devant Grolhier, notaire, vente par Agard à Blois, d'une maison dans la ville vieille, dans la rue par laquelle on va du

château à la grande église. Fondalité du sieur Dubarry, seigneur de Puycheni. »

« Du 14 janvier 1747, devant le même notaire, vente d'une boutique dans la rue du vieux fort de Nontron, joignant du septentrion à la place du château. »

« Du 21 septembre 1775, devant Labat, notaire, reconnaissance de six deniers de rente à M. Alexis de Conan par Henri Guérin, sur le passage et vestige d'une ancienne maison sis et situé dans le fort, qui se confronte du levant à la rue publique par laquelle on vat du nouveau château à l'église de St-Etienne, sur main droite ; du nord au passage des Lacotte, dits Fontarabie ; du couchant aux maisons des nommés Ferré et Rebiéras, du midy à la maison du dit reconnaissant. »

Après avoir ainsi constaté l'existence, dans le castrum ou quartier du Fort, des deux portes, des trois rues et de la place dont nous avons parlé, il ne reste plus qu'à indiquer l'emplacement de la maison forte d'Espern ou d'Esport et du château des Peytavis, construits à l'angle nord-ouest et à l'angle nord-est du quadrilatère pour en défendre l'accès, et entre lesquels se trouvaient la porte et le pont du Barri, ou du faubourg dont nous parlerons bientôt.

La maison noble d'Esport était située en face du château des Peytavis et de l'autre côté de la place, au nord-ouest, d'où elle dominait et défendait une partie de l'étroit vallon où l'on construisit la ville basse et la place du *Marchadieu*. Au XVIII^e siècle, elle servait de prison et de prétoire pour la justice. Elle a été séparée de la place en 1850-51 par l'ouverture d'une rue reliant le quartier du Fort et la haute ville aux basses rues, d'après les plans dressés en 1849, sous notre administration municipale. Il ne reste plus qu'un pan de mur de cet édifice, encastré dans celui d'une maison moderne construite sur son emplacement.

Nous en avons trouvé la mention dans divers titres de rente, et notamment dans une reconnaissance du 3 juin 1568, devant Laud, notaire, en faveur de Geoffroy Dubarry, esquier, sieur de Puycheny et Deyport, sur une maison de Nontron mouvant et pendant du fief noble de la maison Deyport.

Autre reconnaissance du 10 mai 1608, devant Fonreau, no-

taire, renouvelée le 5 décembre 1643 devant Durand, notaire, en faveur d'Antoine Dubarry, escuyer, seigneur de Puycheny et du repaire noble d'Esport, sur une terre au mas de Fargeas, près Nontron, de vingt deniers de rente portable à chaque fête de Noël dans la maison noble d'Esport, sise et située dans le fort de la dite ville.

Quant au château des Peytavis, voici quelques documents à ce sujet :

Du 14 juillet 1445, acte de vente, déjà mentionné, d'une maison sise au Bragier de Nontron, mouvante du seigneur des Peytavis : *Movens de fundalitate et directo dominio de Peytavis sub censu duos solidos.*

Du 4 juin 1540, hommage rendu par Jean et Louis de Puyzillon, seigneur de La Roderie, au roi de Navarre, seigneur de Nontron, de la maison noble et repaire des Peytavis.

En 1609, hommage rendu à la Chambre des comptes par François Dufaure, seigneur de La Roderie, du fief des Peytavis.

Du 5 octobre 1655, vente reçue du Basset, notaire, par dame Anne de Gives, veuve de messire Antoine d'Aguesseau, premier président au Parlement de Bordeaux, à messire Philibert-Hélie de Pompadour, marquis de Laurière, du fief et repaire noble des Peytavis, en la ville de Nontron.

Des 5 juin 1743 et 10 avril 1770, devant Boyer, notaire, vente de divers terrains situés à Azat, près Nontron, chargés de rentes au profit du marquis de Lavie, comme étant aux droits de messire Philibert de Pompadour et de M^{me} de Courcillon, ceux-ci à ceux de messire Antoine d'Aguesseau, ce dernier adjudicataire des biens et rentes de François Dufaure, seigneur de La Rhoderie et des Peytavis.

D'après diverses notes, le château des Peytavis fut incendié en 1672 et 1713, sans que, malheureusement, il soit fait mention des causes de ces événements, non plus que dans les reconnaissances de rentes de 1775, dans lesquelles il est parlé du *château brûlé*. Ce ne fut que du 18 avril 1768 au 12 janvier 1772, et au prix de 21,076 livres onze sous, que M. de Lavie fit construire le château actuel sur les fondements et soubassements du premier.

Quelques années après, et par acte du 7 octobre 1787, M. Louis-Gabriel de La Ramière, fondé de pouvoir de M. Paul-Marie-Armand de Lavie, céda :

« A titre de bail à cens et sous-fief, ou vente annuelle, foncière, directe et solidaire, emportant tous droits et devoirs seigneuriaux ordinaires à Monsieur maître Jean-Baptiste-Michel de Mazerat, avocat en la cour, juge sénéchal de la ville et baronie de Nontron... le château appartenant au dit seigneur de Lavie, dans la dite ville de Nontron... confrontant... du couchant à la place appelée du Fort... Plus l'emplacement et mesures d'une grange démolie qui fait face au dit château, confrontant du levant à la dite place du Fort, du couchant aux anciens fossés de la ville ; du nord aux prisons, maison du concierge et parquet de la dite ville ; du midi à un petit jardin et, en partie, à la rue appelée la rue Noire ou des Chèvres (1)... Le dit bail à cens et sous-fief ainsi fait à la charge par le dit sieur de Mazerat et les siens, de payer et servir annuellement au dit seigneur de Lavie et en cette ville, à chaque fête de Noël, un cens et rente directe et solidaire de cinq sous monoye de cours de ce jour, de deux sous d'acapte à chaque mutation de seigneur et de tenancier, et en outre pour la somme de dix mille livres de deniers d'entrée, laquelle le dit sieur

(1) Nous croyons devoir reproduire ici, comme explication de ce nom de rue des Chèvres accolé à celui de l'ancienne rue Noire, la légende populaire que nous avons publiée en 1878 dans nos *Notes historiques sur le Nontronnais*, à l'occasion de la prise de Nontron par les troupes de l'amiral Coligny :

« L'amiral Coligny campa, à l'est de cette ville, sur les terrains formant les jardins de l'hospice actuel, et qui, depuis cette époque, furent désignés, dans divers actes publics, sous le nom de *terre de l'amiral*. Il en repartit bientôt, laissant Antoine de Larochehoucauld avec un bon corps de troupes pour faire le siège de Nontron. A quelques jours de là, et par une sombre nuit, la garnison, aidée par quelques habitants, sortit sans bruit afin de surprendre l'ennemi. Ces braves menaient devant eux un certain nombre de chèvres baillonnées et à la queue desquelles on avait attaché des étoupes imprégnées d'huile. Puis, arrivés à une distance convenue, ils détachèrent les chèvres, mirent le feu aux étoupes et lancèrent les pauvres bêtes, affolées de douleur, sur le camp ennemi, où ils se précipitèrent eux-mêmes en criant, frappant et tuant les hommes endormis. Les huguenots, surpris et à demi éveillés, s'enfuirent d'abord et se replièrent en bon ordre sur le mamelon voisin, au-dessous du cimetière actuel, où eut lieu un combat acharné qui ne finit qu'au point du jour par la retraite volontaire des Nontronnais. C'est depuis cette époque que ce mamelon a pris et conservé le nom de *Mataguerre* (grand combat), et que la principale rue du fort, la rue Noire, a pris celui de rue des Chèvres, ces animaux et plusieurs des combattants provenant de ce quartier. »

de Mazerat a tout présentement et réellement payée... Et comme le dit château et dépendances, ainsi que l'emplacement et masures de la dite grange, faisoient partie intégrale et foncière du fief des *Poitevins* ou *Peytavis*, relevant à hommage de la baronie et seigneurie de Nontron, dont il est distinct et séparé, je déclare pour le dit seigneur de Lavie investir le dit sieur de Mazerat dans les fonds à lui inféodés et lui faire grâce et remise de tous autres et plus amples droits d'investiture. »

Cet acte, fait en double et sous-seing privé, ne fut déposé que le 30 mai 1793 par M^{me} veuve Mazerat, au rang des minutes de M^e Grohier, notaire à Nontron.

Voilà pour ce qui est de l'intérieur du quartier du fort. Quant à l'enceinte, aux murs, aux fossés et aux portes, ils existent encore en majeure partie, bien qu'ils aient été, à partir du xv^e siècle, l'objet d'empiètements successifs, d'après l'état des lieux et quelques-uns des documents de l'époque, et notamment ceux qui suivent :

« En 1495, procès devant le juge de Nontron par le procureur du sire d'Albret contre aucuns particuliers voulant bastir maisons dans les fossés de la ville. »

« En 1608, le seigneur de Nontron fit assigner François Dufaure de La Roderie, possesseur du fief des Peytavis, pour démolir un pavillon qu'il avait fait bâtir sur les murailles de la ville. »

« Du 1^{er} octobre 1722, devant Danède, notaire, délaissement par M. de Launay, fondé de pouvoirs de M. le marquis de Pompadour, à M. du Basset, des fossés du château de Nontron. »

Enfin, et quant aux portes de Rascot et du Barri, la première doit avoir disparu vers le xvii^e siècle, car on n'en retrouve aucun vestige, et il n'est question, dans les actes de cette époque, que du pont en pierre, substitué au pont-levis du Barri, et sur lequel on passe encore pour aller de la Grand'Rue dans le quartier du Fort. Une de ces portes, cependant, existait encore, pour partie, en 1792 ; car, le 21 janvier de cette année, d'après le registre conservé à l'hôtel-de-ville, le conseil de la commune ordonna : « La réparation, et, à défaut, la démolition du portail par lequel on va à l'église de St-Etienne de la présente ville, qui menace d'une ruine prochaine... »

Et il constate que : « Cet objet est indivis entre M^{me} de La Ramière et M. de Fayole. »

Or, il résulterait de cette indivision qu'il s'agissait de la porte du Barri, placée entre le fief des Peytavis, acquis de M. de Lavie par M. de La Ramière, et la maison noble d'Esport, appartenant à M^{me} de Fayolle, née Dubarry, porte dont on ne parlait plus, étant hors de service, et son pont-levis ayant été remplacé par le pont en pierre.

Telle fut, à la fin du xvm^e siècle, la situation topographique de nos deux premiers centres d'habitations, qui eurent St-Etienne pour église paroissiale, et pour cimetière le lieu même où se trouve aujourd'hui la place de la Cahue, ainsi que nous avons pu le constater il y a une vingtaine d'années, à l'occasion de la construction d'égouts dont les fouilles mirent à découvert, au milieu de cette place, de nombreuses et très anciennes sépultures.

Il résulte également de ce qui précède et de ce qui va suivre, que si la ville de Nontron a eu pour berceau une forteresse, elle a dû aussi à des établissements religieux ses développements successifs, et ce dès le commencement du ix^e siècle. Passons donc à ces autres centres de population.

Troisième groupe.

Après que les moines de Charroux eurent complété et clos le castrum de Nontron, qui leur avait été donné en 785, leur premier soin fut de fonder, en 801 et à l'angle sud-est du cimetière, un couvent de Bénédictins avec son moustier, dédié au Saint-Sauveur ; puis, au nord du quadrilatère, une aumônerie ou Hôtel-Dieu, avec sa chapelle et une halle ; le tout éloigné de 200 mètres environ du castrum. A la suite de ces établissements, quelques constructions s'élevèrent des deux côtés de la voie conduisant de ce castrum au couvent, à l'aumônerie et à la halle, autour desquels s'en créèrent d'autres ; de telle sorte qu'il se forma, du ix^e au xii^e siècle, une troisième agglomération, plus étendue que les deux autres et contenant le Barri, ou faubourg, s'étendant de la moitié du Grand-Puy-de-Bayet, à l'ouest, et à partir de la

rue des Fossés et de l'escalier actuel jusqu'au cimetière ; 2^e la place de la Cahue, qui succéda à ce cimetière lors de la création de celui de Saint-Mathurin, avec prolongement sur une voie partant de l'angle nord-est, et un autre jusque vers le milieu du Petit-Puy-de-Bayet, débouchant à l'angle ouest du quadrilatère jusqu'à la rue dite rue des Fossés. Le tout était clos et défendu : à l'ouest, par des murs élevés, bordés par un fossé, continuant celui du castrum, et par deux portes aux deux Puy-de-Bayet. Au sud-est, les maisons étaient défendues par des jardins, dont les terrasses élevées formaient des remparts dominant le petit vallon du Bandiat et qui existent encore. Enfin, cette partie de la ville était également close : au sud-ouest par le fossé du castrum et la porte du Barri ; et, au nord, par la porte Limousine. C'est ce qui va résulter des documents suivants :

1^o Barri, ou faubourg, aujourd'hui Grand'rue :

« En 1313, hommage par Petrus Tisonis, miles, à Yctier de Maignac, miles, de divers biens, et sur une treille assise près du pont du Barri de Nontron. Die Veneris in exaltatione an^o Domⁱ trecent^o decimo tertio. » (Doat.)

1335. Vente par Guillaume de Grave, à Itier de Magnac, de deux deniers de rente sur une maison sise dans la rue du Barri de Nontron, joignant deux autres maisons :

« Nos judex vicecomitatus Lemovicensis, notum facimus universis quod coram jurato et testibus infrascriptis personaliter constitutis Guillelmo de Grava, domicello pro se... Et Iterio de Manhaco, milite, pro se... predictus Guillelmus... vendidit... eidem militi... pretio trigenta et duorum solidorum monete currentis... quos trigenta et duos solidos ipsius venditor recognovit recepisse ab eidem emptore duos denarios censuales cum directo et fundali dominio quos duos denarios... venditor asservit se habere annuis singulis in et super domum et solare que quondam fuerunt Gerardi et Johannis Aymerici sitam apud Nontronium in *carrerìa de Bario*, inter domum que quondam fuit Gerardi Vigerii, domicelli defuncti, ex parte una, et domum Johannis Gasqueti ex altera ... Datum die Martis post festum beate Mathie apostoli. Anno Domini m^o ccc^o xxx^o quinto... » (Arch. de Pau.)

Du 12 mars 1353, afflèvement d'une maison dans le faubourg de Nontron :

« Nous, Jehan de Montbouchier, chevalier, seneschal et gouverneur du vicomte de Lymoges pour le duc de Bretagne, vicomte de Lymoges... Considérant que par *longtemps* avoit este en la main de monseigneur une maison size au *barrix* de Nontron, qui jadis fut de Guy de Montfrebouffier, et size entre la meson Guy d'Aye d'une part, et la meson Penot de Beaudeans, daultre, laquelle meson souleil tenu au nom de monseigneur Pierre Colobel, lors prevost de Nontron, combien la dite meson se passiet, tant en fonz, cortilh, murailles et autres edifices et exues que en toutes autres chouses sans que monseigneur en eust prouffit, combien que par *longtemps* eust ete bani et puplie... se il y avoit aucuns qui vouleissent aucunes choses donner en celle meson et nulz ne se fussent offertz a donner en plus de vingt escuz pour entrailles et cinq souz de rente... Et nous, au nom de monseigneur, fussions tenus a Geoffroy dou Boays en grand some par raison de la garde dou chasteau de Nontron dou temps passe, avons baille... perpetuel heritage... au dict Geoffroy la dicte meson, ensemble le fonz, propriete, edifices, exues et le cortilh... en par luy paiant cinq soulz de annuel au terme de la St-Michiel, et deux deniers de acaptes en mutation de seignor... Donné le... » (Archives des Basses-Pyrénées.)

« En 1388, arrentement par Alain de Monterfils, receveur du vicomte de Limoges,    maistre Pierre de Lestrade, chapellain de Saint-Priest (*Petro de Lastrada, capellano sancti Perreti*), d'une maison sise au faubourg de Nontron, pour 24 sols outre la rente ancienne. *Die Martis post Oculi mei an   D   m   trecentesimo octogesimo octavo.* » (Doat.)

« Du 23   de febvrier 1535, reconnaissance de six sols de rente en faveur de Jehan Pastoureau, marchand, habitant de la dite ville de Nontron, tant pour luy que pour et au nom de honorable homme maistre François Pastoureau, prestre abbé de Blanzac... sur une maison et jardin estant d'ancien icelle, assise en la présent ville, confrontant par le devant avecque la rue publique par laquelle lon va du pont du Barry au grand cimetiere de Sainct-Mathurin de Nontron. » Signé : Texier, notaire.

Il résulte aussi de ce dernier titre que le nouveau quartier avait été construit bien avant le xv   siècle, ce qui avait nécessité ailleurs le transfert du premier cimetiere, dont nous

avons parlé au *cimetière Saint-Mathurin*, dont nous reparlerons.

« Du 3 avril 1583, reconnaissance de quinze deniers de rente en faveur de François de Conan, escuyer, sur une maison assise en la ville de Nontron, confrontant par le devant avec la grande rue appelée de la Cahue. Signé : Fonreau, notaire. »

« Du 11 juillet 1583, devant Agard, notaire, hommage au roy de Navarre, par maistre Guilhaume Faure, escuyer, a raison d'une maison scize en la grande ruhe, confronte avec la maison de maistre Jehan de Labrousse, juge des paroisses distraictes... avec la dicte ruhe par le devant et par le darnier aux fossés de la dicte ville, ensemble un jardin dernier la dicte maison, sous les fossés. »

« Du 15 novembre 1610, reconnaissance en faveur de François de Conan, de quinze deniers de rente sur une maison dans la grande rue, sur main droite en allant du chasteau a la Cahiot... consentie par M. Guilhaume Ribadeau, avocat en la cour du Parlement de Bordeaux, devant Faure, notaire. »

« Du 25 septembre 1775, devant Labat, notaire, reconnaissance de quinze deniers de rente en faveur de messire Alexis de Conan, chevalier, sur une maison, cour, écurie ou grange, se tenant dans la grande rue, confrontant du levant à un jardin, du couchant à la dite grande rue qui va de l'église de Saint-Sauveur à celle de Saint-Etienne, sur la gauche... »

2° *Place de la Cahue*. — Cette place a dû évidemment son nom à l'existence de la halle, construite par les moines de Charroux sur l'emplacement où s'élève l'hôtel-de-ville actuel ; car, dit le dictionnaire de Bescherelle, le mot *cohue*, tiré du celtique, signifie halle, marché, lieu où se tenaient les plaids et les autres réunions publiques. Ce fut, autrefois, le forum nontronnais où se traitaient et se délibéraient toutes les affaires concernant la communauté, ainsi que nous le constaterons plus loin. En attendant, voici quelques autres extraits d'actes concernant cette place et la porte Limousine qui la clôturait au nord.

Du 24 août 1474 :

« Nos custos sigilli... Prudente viro Petro Pastorelli, burgeni ville Nontronij... non cohactus, non seductus .. assensavit et arrentavit, cessit et

dimisit perpetuo et ad amphytheosim perpetuam... Johanne Peyrot... videlicet quosdam parietes olim domus sitam in suburbiis ville predicte Nontronij et ante Cahuam dicti suburbii prout confrontati cum parietibus Pasqueti de Born ex una parte, et cum parietibus olim Fentif Binem ex parte alia, et cum muralhia dicti suburbii ex parte altera, et cum placea publica qua est ante dictam Cahuam ex parte reliqua... Sub et pro anno redditu seu annali pensione quadragentis solidis monete currente... Datum in ville Nontronij... L. de Charlangi, R. »

Du 7 avril 1500 :

« Nos custos... Johannes Baret. . non cohactus, non seductus... Vendidit... prudente viro Johanne Pastourelli junior mercatore ville Nontronij... Videlicet quinque decim solidos renduales... quos ipse Baret venditor a dicto Pastourelli emptore assedit et assignavit perpetuo et anno quolibet in et super omnibus et singulis bonis... et specialiter et expresse super unam domum habitationis sitam in ville Nontronij et prope portalis Lemovisini tenente cum hospitali de Nontronio. Item ulterius super quodam aliam domum sitam prope dicti portalis tenente cum domo Janeti de La Colarie et cum domo Petri Dantriaut, quodam carreolo intermedio... Datum et actum Nontronio... P. de Damailhaco, R. »

Tel était, vers la fin du XII^e siècle, l'état des trois premiers groupes de la ville de Nontron lorsqu'elle fut prise d'assaut et saccagée, en 1191 et 1199, par les troupes anglaises de Richard Cœur-de-Lion, guerroyant contre le vicomte de Limoges, auquel les moines de Charroux, trop faibles pour défendre cette ville, en avaient fait, depuis peu, cession sous la réserve de l'hommage. De 1200 à 1208, le vicomte de Limoges en releva les fortifications et y annexa le quatrième groupe suivant, composé d'habitations groupées sur les côtés et au chevet de l'église de St-Sauveur.

Quatrième groupe.

1° Au côté sud de l'église de St-Sauveur et au-dessous des dépendances du couvent, existait et existe encore une rue tortueuse et étroite, quoique élargie sur certains points, partant de la Grand'Rue et aboutissant, après un parcours de

cinquante mètres environ, au petit cimetière contournant le chevet de ladite église. La rue y était barrée par une porte dont les derniers vestiges ont disparu en 1883, par suite du recul d'une maison formant un angle rentrant pouvant servir d'abri en cas d'attaque. Elle était, en outre, protégée : d'un côté, par ses jardins en terrasses dominant encore le vallon du Bandiat, et de l'autre côté par les constructions et les jardins, clos de murs, du couvent et de cinq maisons de la Grand'Rue, et aussi par la tour du clocher de l'église.

Cette rue, composée primitivement de douze habitations, portait autrefois le nom de rue Chantemiolo, ou du Cimetière, ainsi qu'il résulte de divers actes de rente, savoir :

« Des 21, 24 et 27 février 1509, devant Nicoine, notaire, reconnaissances de rentes en faveur de M. de Colonges, baron de Nontron, sur trois maisons et un jardin dans la rue Chantemiolo ou du Cimetière. »

« Du 25 juin 1542, acte d'accensement consenti par le sieur Vieillemard, marchand, en faveur de Pierre Bayet, de vingt sols de rente sur une maison rue Chantemiolo. »

« Du 24 janvier 1796, devant Boyer, notaire, vente à Pierre Grolhier-Desbrousses, d'une partie de grange, située rue Chantemiaule de Nontron, confrontant..... à la rue sur main gauche, en allant à une ci-devant chapelle appelée Notre-Dame-des-Clercs. »

Plus tard, on lui donna le nom de rue des Cordiers, parce qu'il y existait une fabrique de cordes. Aujourd'hui, on la confond le plus souvent avec la rue Notre-Dame, dont elle n'est que le prolongement jusqu'à la Grand'Rue.

2^e Rue des Theveneix, débouchant à l'angle nord-est de la place de la Cahue, formant équerre et angle droit par le milieu, d'où elle descend au-delà du chevet de ladite église et du petit cimetière jusqu'à la rue Saint-Sauveur, d'après les actes suivants :

« Du 6 mai 1496, reconnaissance de rente en faveur d'Alzias Flamen, seigneur de Romain et de Saint-Laurent, sur une maison rue des Theveneix. Signé Podio Renerii. »

« Des 25 et 27 février 1519, devant Nicoine, notaire, reconnaissances en faveur de M. de Colonges, sur deux maisons rue des Thevenets. »

• Du 24 juin 1532, devant Texier, notaire, reconnaissance en faveur de Jehan Pastoureau, marchand de Nontron, tant pour luy que pour venerable François Pastoureau, prestre, abbé de Blanzac, son frère, de troyz sols quatre deniers tournois, de cens et rente annuelle et perpétuelle.... pour raison et cause d'une maison assise en la ville de Nontron et en la rue appelée deux Esteveneix.... »

• Du 24 avril 1681, devant Agard, reconnaissance en faveur de M. de Pompadour, seigneur de Nontron, sur une maison rue des Thevenets. »

• Du 31 décembre 1775, devant Labat, notaire, reconnaissance de dix sous de rente, en faveur de M. Alexis de Conan, par Jean Thevenet, cordonnier, sur une maison dans la rue des Estheveneix, conformément à la reconnaissance faite le 12 juin 1584, en faveur de maitre Thibeau Pastoureau, seigneur de Lagrange, renouvelant elle-même celle ci-dessus du 24 juin 1532.... »

Cette dernière maison est, d'après les confrontations, celle qui, placée à l'un des côtés du sommet de l'angle, fait face à la partie de rue descendant vers celle de Saint-Sauveur.

Le nom de Theveneix lui fut probablement donné par la famille qui y fit élever la première construction, ou qui en fournit le terrain, et de laquelle descendait, peut-être, le Jean Thevenet de 1775, dont la famille n'a disparu de Nontron que vers 1830. Mais pourquoi avait-on, au commencement de ce siècle, remplacé l'ancien nom par celui de Rue-Brune ? Parce que, sans doute, cette rue étant, dans une partie, la plus étroite de celles de la ville, elle est la moins visitée par le soleil et la moins éclairée ?

3^e Rue *Saint-Sauveur*, indiquée sous ce nom dans les actes des xvi^e et xviii^e siècles ; mais, auparavant, sous celui de chemin ou rue du Cimetière avec lequel elle se confondait. Elle faisait suite à celle de Chantemiolo jusqu'à la rue des Theveneix et formait ainsi un quadrilatère, clos par une porte, dont une pierre du cintre se voit encore dans le mur de façade de la deuxième maison à gauche, en allant à l'église Notre-Dame. L'autre partie de ce cintre s'appuyait au coin d'une maison en saillie, formant un angle de retraite, et reconstruite en recul il y a quelques années.

La rue Saint-Sauveur est, d'ailleurs, également confondue

avec celle de Notre-Dame, venue plus tard et dont nous reparlerons, car, pour suivre l'ordre chronologique, force nous est de passer de la ville-haute à la basse-ville, construite du ^{xii}^e au ^{xv}^e siècle, à l'abri et sous les fortifications de la première.

Cinquième groupe.

Ce groupe, en remontant du sud au nord, comprend : 1° La rue Basse-du-Rieu ; 2° la place du Marchadieu ou du Canton ; 3° la rue du Peyras ; 4° la rue du Rieu prolongée ou des Arceaux ; 5° et le Grand-Puy-de-Bayet.

Pendant que la haute-ville se développait sur le sommet de la colline et pendant le temps de paix relative qui régna du ^{xiii}^e au ^{xiv}^e siècle, avant la guerre de Cent ans, commencée en 1337, des constructions s'élevèrent dans la gorge à l'ouest, sur les bords du ruisseau, au-dessous et sous la protection des remparts de la forteresse, du Bragier et du castrum, ce qui forma la rue Basse-du-Rieu. Le côté droit dut être construit le premier ; mais la création, en 1267, d'un couvent de Cordeliers, établi au sommet de la colline, de l'autre côté de la gorge, donna une impulsion plus grande à ces constructions. Le côté gauche de la rue du Rieu fut garni de maisons. La place triangulaire du Marchadieu fut créée ainsi que la rue partant du sommet et conduisant au couvent ; la prolongation de la rue du Rieu fut commencée, et le tout fut relié à la haute ville par la prolongation de la rue du Grand-Puy-de-Bayet à partir du fossé jusqu'au Marchadieu. Cette partie de la basse-ville fut enfin close : au midi, par le portail de Gouffard ou du Verrier, vers les deux tiers de la rue actuelle, à 150 mètres environ au-dessous du sentier débouchant du fossé nord de la forteresse ; à l'ouest et aux Peyras, par le portail des Cordeliers ; au nord, par le portail des Etanches, à 30 mètres environ avant la rue du Petit-Puy-de-Bayet. Quant aux autres défenses, ce groupe était, comme nous l'avons dit, protégé à l'est par les fortifications de la haute-ville, et, à l'ouest, par des basses-cours, closes de murs, larges et profondes, dans lesquelles il devait être pé-

rilleux de descendre pour pénétrer dans les réduits obscurs du rez-de-chaussée. C'est ce qui résulte de l'état des lieux et des documents suivants :

1° Rue Basse-du-Rieu, sous les murs de la forteresse et du castrum.

Le premier faubourg de Nontron ayant été englobé dans la haute-ville, la rue Basse-du-Rieu fut d'abord qualifiée de Barri et en portait encore le nom au xv^e siècle, ainsi :

« Du 15 janvier 1430, échange fait entre Eymeric Patoureau et Pierre Patoureau, consorts, et Giraud Esport, par lequel lesdicts Patoureau ont donné au dict Esport certains jardins appelez au territoire de Nontron confrontant.... et du coste bas au chemin public qu'on va vers la font de Saint-Pierre, mouvant de la directite du prieur de Nontron ; et en contre échange ledict Esport a donne auxdicts Pastoureau la moytie dune maison scize au Barry, fort de Nontron.... confronte.... par devant, au chemin public quon va de la porte du Barry vers la maison de Jean Patoureau et de par derriere a certains centiers allant à la maison des Larty.... De la fondalite du seigneur de la Beytour, sous la rente de dix-huit deniers. Signé : de Poyalibus. »

« Du 23 mai 1438, échange fait entre Etienne Dupuy et Jean Ribadeau, par lequel Dupuy donne audict Ribadeau certaines maisons scises au Barry, fort de Nontron, confrontant.... au chemin public qui sen va de la porte de Rascot vers le treuil de Pierre et Aymeric Patoureau, et du cote de derriere au mur dudict lieu de Nontron, de la fondalite du seigneur vicomte de Limoges, a quatre deniers de rente. En contre échange, ledict Ribadeau donne audict Dupuy certaine maison scize a Nontron, confrontant.... au chemin public quon va de la maison de Jean Ribadeau vers la porte du Barry, de la mouvance du seigneur de la Beytour, sous la rente de deux deniers. Signé : de Poyalibus. »

« Du 22 septembre 1775, devant Laba, notaire, reconnaissance par la famille Ribadeau en faveur de messire Alexis de Conan, sur les maisons ci-dessus, savoir : Deux petites maisons attenantes lune et lautre scizes et situées dans la presente ville de Nontron et dans la rue appelée du Rieu, ensemble un petit jardin par le derriere, lesquelles maisons se confrontent du coté du levant a la rue par laquelle l'on va de la place appelée Canton a Saint-Martial-de-Valette sur main droite, a deux autres maisons, et au couchant au pré des pères Cordeliers... sous la rente de vingt deniers.... conformément aux anciens titres.... l'un du 15 janvier 1430 portant le

devoir de 18 deniers de rente, et l'autre du 23 may 1438 portant deux deniers de rente dus au seigneur de la Beytour, de qui le seigneur comte de Conan a droit et cause. .. »

A la fin du xv^e siècle, le faubourg fait place à la rue du Rieu *Merdanson*, qualification peu poétique, employée dès le xiii^e siècle, d'après le procès-verbal de la séance du 29 août 1882 de la Société archéologique et historique du Limousin, où nous lisons, à propos de déblais exécutés dans la ville de Limoges, et la découverte d'un égout à ciel ouvert :

« Après avoir été le ruisseau du Joumard, il devint le Merdanson. Ce nom est en usage dès la fin du xiii^e siècle ou les premières années du xiv^e, et la dénomination est donnée dans d'autres villes à des égouts établis dans des conditions analogues. »

Du 26 mai 1500 :

« Nos custos..... personaliter constitutis probo viro Helio de La Roussie ville Nontronij..... Et prudente Johanne Pastorelli mercatore de Nontronio..... predictus de La Roussie vendidit, cessit.... ejusdem Pastorelli.... » Huit sous de rente pour le prix de six livres payées au vendeur « tam in auro quam in moneta alba bene numerata... » pour garantie de quoi le vendeur hypothèque tous ses biens présents et à venir : « Et expresse sub suis duobus domibus et viridis adjunctis siti in ville Nontronij et in rua rivi de Merdanson, confrontati a parte ante cum dicta rua et a parte retro cum fossato predictae ville Nontronij ab uno latere cum domo Merigoti de La Roussie et ab alio latere cum domo Johannis de La Boussarie....; Datum et actum Nontronij, die Veneris vicesima sexta mensis maij. an^o Dⁱ M^o quinquagesimo... De Domailhaco R... »

Du 28 juin 1505 :

« Prudente viro Johanne Pastorelli junior... assensavit... Petro de Massalabe chapellario.... quondam domum sitam in ville Nontronij et in rua rivi de Merdanson confrontatam a parte ante cum dicta rua a parte retro cum fossato ville ab uno latere cum quodam pleyduram Johannis Mosnier cordonario et ab alio latere cum pertinentiis de Bernardi de La Posge.... sub censu decim solidos.... Signé : P. de Domailhaco. »

Du 3 juin 1568, devant Laud, notaire, acte recognitif de huit deniers de rente consentie :

« En faveur de Geauffroys Dubarry, escuier, seigneur de Puycheny et d'Eyport, par Jehan Tamisier, bouchier...., sur une maison scize en la ville de Nontron et en la rue basse dicelle appelee la rue du Rieu-Merdanson, par laquelle on vat de la porte Rascot a la Croix-Mercier et dillec au bourg de Saint-Martial-de-Valette, d'autre avec le portail du Verrier.... La dicte maison et vergier jouignant a icelle et par le dernier dicelle aregardant sur les *murailles* de la dicte ville mouvant et pendant du fief noble d'Eyport.... »

Des années 1593, 22 janvier 1658 et 14 janvier 1753, reconnaissances successives de dix-neuf sols huit deniers de rentes, devant M^{re} de Monsalard, Mestayer et Boyer, notaires, consenties par divers en faveur des seigneurs de Montcheuil (Bertrand Audier, Armand d'Aydie et Jean-Jacques Beaupoil de Saint-Aulaire), ladite rente renouvelée devant Boyer, notaire, le 25 janvier 1776, en faveur de M. Moreau de Villejalet, dernier seigneur de Montcheuil par Léonarde Cahuet et Thomas Martin, son fils, sur :

« Une maison et jardin au derrière, situés dans la rue Basse-du-Rieux et joignant la porte du Verrier, anciennement appelée la porte de Gouffard, sy confronte.... par le devant à ladite rue qu'on va du canton audit portail du Verrier, par le derriere aux murs de la dite ville.... »

« Du 18 décembre 1598, devant Laud, notaire, reconnaissance de rente en faveur de M. de Beynac, seigneur de Lavallade, sur une maison à Nontron, rue du Rieu. »

« Du 21 mai 1614, devant Blois, notaire, reconnaissance en faveur de M. César de Réals, conseiller au présidial de Périgueux, sur une maison rue du Rieu. »

« Du 12 décembre 1649, devant Peyrot, notaire, vente par Jean de Basset, avocat, d'une maison située en la rue Basse-du-Rieu et sise sur le ruisseau appelé le Merdanson, confrontant, par le devant, à ladite rue, par le haut, au pré des Cordeliers de Saint-François... »

« Du 8 septembre 1664, devant Agard, notaire, vente à François Pastoureau, notaire royal, d'une maison : « sise dans la rue Basse, par laquelle lon vat de la place du Canton au portail du Verrier.... »

« Du 1^{er} mai 1671, échange de la maison ci-dessus contre une autre maison « avec grange derrière et jardin joignant le ruisseau appelé le Merdanson, le tout situé rue Basse appelée du Rieux, sur ledit ruisseau.... »

« Du 13 mars 1740, devant Grolhier, notaire, vente par la veuve Agard à Elie Brandy : « d'une maison à Nontron rue du Merdanson, confrontant par le devant à ladite rue en descendant de la place du Canton vers le faubourg de Salamont sur main droite, sous la censive de M^{me} de Courcillon.... »

Du 29 février 1758, devant Boyer, notaire, reconnaissance par Jeanne Boyer à M. Jean-Charles de Lavie sur :

« Trois maisons situées à Nontron dans la rue Basse, confrontant du côté du couchant à ladite rue par laquelle lon vat de la place du Canton au faubourg de Salomon.... pour la première, argent deux sols six deniers de rente.... pour la seconde maison et petit jardin, argent six deniers, et pour la troisième et son jardin, argent trois deniers de même rente payable et portable annuellement au château ou hôtel dudit seigneur de Lavie, scis en ladite ville de Nontron, à chaque jour et feste de la Noël. En outre, le droit d'acapte à muance de seigneur, et de faire faire la garde une fois le mois seulement pour les deux premières maisons. Le tout ainsi et de même qu'il est porté par les anciennes baillettes et reconnaissance du dixième may 1583 et 31 janvier 1658, signées Agard et Vielhemard, notaires.... »

2^e Place du Marchadieu ou du Canton. — Dont le premier nom est dû au marché qui se tenait autrefois dans ce lieu et où il fut maintenu, en partie, jusqu'en 1837, époque de la création au nord du champ de foire actuel. Le nom de Canton ne lui fut donné que vers le commencement du xvii^e siècle, par suite de la réunion, sur cette place triangulaire, de la rue d'aux Peyras au sommet de l'angle ouest ; de la rue du Rieu-Merdanson, à l'angle sud-est ; de la rue du Rieu prolongée, ou des Arceaux, à l'angle nord-est ; et de la rue du Grand-Puy-de-Bayet à l'est. Voici, par extraits, quelques titres à ce sujet :

Du 22 novembre 1487, assence par Jean Pastoureau jeune à Hélié de Pauillac, sur les ruines d'une maison sise à Non-

tron, dans le chemin qui du Marchadieu conduit à la fontaine Saint-Pierre :

« Cum itinere quo itur de *Mercadillo* versus fontem sancti Petri. »

Du 28 février 1515, devant Puyzillou, notaire, échange entre :

« Honorable personne maistre François et Jean Pastoureau frères, demeurant en la ville de Nontron.... et Jehan Colys.... Les dicts Pastoureau ont eschangé et délaissé audict Colys sçavoir : est une vigne au Mas de Laubart, confrontant avecque le chemyn par ou l'on va de la Croix du Peyrat vers le Marchedieu de Nontron.... »

Du 5 février 1530, devant Tessier, notaire, reconnaissance de trois sols de rente par Jean Bouyer, hoste, en faveur de :

« Jean Pastoureau, marchand, tant pour luy que pour et au nom de venerable personne François Pastoureau, prestre, abbé de Blanzac, sçavoir est une maison située en la ville de Nontron, confrontant.... par le devant avec la place publique appelee le Marchadieu... »

Du 6 janvier 1532, reconnaissance de vingt deniers de rente en faveur des mêmes sur :

« Une vigne sise pres le Treuil appelé de Mouny, laquelle se confronte avec le chemin quon va du Marchadieu de Nontron au Mas du Puy-de-Flori. »

3^e Rue des Pères Cordeliers, en patois d'*Aux Peyras*, au couvent desquels elle conduisait.

Du 25 septembre 1740, devant Grolhier, notaire, verbal au requis de Jean Eyssandier, sur une maison de la rue communément appelée des Cordeliers.

Du 4 août 1742, même notaire, vente d'une maison dans la rue des Cordeliers, allant de la place du Canton au couvent.

Cette rue était, comme nous l'avons dit, fermée, à son extrémité, par un portail dit des Cordeliers.

Du 2 novembre 1717, devant Quilhat, notaire, vente par Antoine Fanty, sieur de Lescure, d'une terre aux environs de Nontron, appelée de Laubard, confrontant au chemin qui va de ladite ville par le portail des Cordeliers au lieu des Granges.

Du 25 janvier 1776, devant Boyer, notaire, reconnaissance de deux sols six deniers de rente :

« En faveur de M^{me} Marie de Marcillac, veuve de messire Thibaud Moreau, chevalier, seigneur de Villejalet, Saint-Martial-de-Valette, baron de Montcheuil et autres places, habitant en sa maison noble de Saint-Martial-de-Valette, sur une pièce de vigne appelée à la Croix-de-Toupriant.... confrontant au chemin qui va du portail des Cordeliers au bourg de Saint-Martial..... »

4^o *Rue du Grand-Puy-de-Bayet.* — Nous avons déjà dit que la moitié environ de cette rue avait été comprise dans la ville-haute ou *vieille-ville* ; mais lorsque de cette ville le marché fut transféré au Marchadieu, dont nous venons de parler, la partie du Puy-de-Bayet, au-dessous des fossés, se revêtit de maisons, dont la dernière, à droite en débouchant, forma le coin de la rue des Etanches, ou du Rieu prolongée, ainsi qu'il résulte d'un acte de 1487, d'après lequel cette dernière rue n'était qu'un chemin à cette époque.

Du 7 novembre 1487, vente par Jean de Paulhac à Jean Pastoureux de la quatrième partie d'un emplacement dans la rue de Bayet :

« Discreto viro Johanne de Paulhac, presbitero loci de Ribeyrolas, parochie Sancti Martini picti.... vendidit.... discreto viro Johanne Pastourelli junior, mercator de Nontronii.... Videlicet quartem partem quande platee seu sole.... sitam in *rua de Bayet*, confrontatam cum *rua predicta* ab ante et de dicta *rua tenendo et vertendo versus fontem Sancti Petri* et ab alia parte cum platea Gerald de Paulhiac et a parte retro cum Bernardo de Mondinaud quodo charreyra inter medio... Sub censu seu annali pensionne tres obolas monete currente domino priore de Nontronio solvendi in quolibet festo nativitatis domini Jesus Christi et cum pretio seu summa duodecim libras monete currente qua summa dictus Johanne Pastourelli.... realisit, tradidit tam in bono auro quam in bona moneta alba.... Datum et

actum in villa de Nontronio presentibus ibidem et audientibus domino Johanne de Chabas, presbitero, et Jehan Yon, chapellario, testibus ... Die septima mensis novembris an^o dⁱ m^o quadragésimo octuogésimo septimo.
Signé : Deyse R. »

Du 22 novembre 1487, bail à cens par ledit Pastoureau à Helie de Paulhac, de l'immeuble acquis par l'acte qui précède et y désigné ainsi qu'il suit :

« Videlicet quartem partem quodum parietum olim domum situm in vetere ville Nontronii in carreria indicata deu Puey de Bayet, quam acquisivit de Johanne de Paulhaco, presbitero... confrontatam a parte ante cum predicta carreria et a parte latere cum itinere quo itur de Mercadillo ville predictæ versus fontem sancti Petri et ab alio latere cum domo magistri Petri de Podio Reynerii et a parte retro cum viridario Johannis de Mondinaud quodam carreriolo inter duo.... Sub et pro anno redditu seu annali pensionne quindecim solidos... et una gallina.... Probis viris Stephano de Rousseau et Martiale Robini habitatores ville Nontronii testibus...
Signé Radulphi R. »

Ce dernier acte fut suivi de deux autres reconnaissances, la première du 3 mai 1582, devant Lenoble, notaire, consentie en faveur de :

« Maistre Thibaud Pastoureau, lieutenant au dict Nontron, y habitant, par Jehan Sauvaige, maistre cuysinier, habitant en ladite ville. — La seconde du 27 décembre 1775, reçue Laba, notaire, consentie à messire Alexis de Conan sur : « Une maison sise dans la rue appelée au Grand-Puy-de-Bayet, faisant coin à autre rue appelée au Merdanson, confrontant du levant à un emplacement de maison actuellement en basse-cour appartenant à M. de Mazerat, avocat, du midy à la rue dudit Grand-Puy-de-Bayet, du couchant à la rue par laquelle l'on va de la place du Canton aux Etanches sur main droite et du nord à autre maison. »

Du 29 décembre 1562, devant Thevenet, notaire, vente audit M. Thibaud Pastoureau par :

« Hélie Robin, marchand, demeurant en la ville de Cougnac, fils a feu maistre François Robin, en son vivant juge-général pour le roy de Navarre aux comte de Perigort et viscomte de Limoges, de trois deniers de

rente fonciere sur une maison assise en la presant ville de Nontron et sur la rue du Puy-de-Bayet, confrontant une autre maison appartenant a Binle de Vaulx et avec la maison de maistre Jehan Texier, sergent royal, pour le prix et somme de douze escuts, reellement bailhes et payes par ledict Pastoureau au dict Robin, par huit escuts dor et le restant en testons et autre bonne monnaye ayant courts.... »

Ces maisons et emplacements étaient situés au-dessous du fossé de la ville-haute et à droite en descendant au Marchadiou ou Canton. Le côté gauche, alors sans construction, se terminait en pente raide jusqu'à la place du Fort et la maison forte d'Espor qui dominait et défendait le Marchadiou et l'entrée des rues adjacentes, parmi lesquelles se trouvait la rue des Etanches dont nous allons parler.

5^e *Rue du Rieu* prolongée, puis *des Etanches* et, plus tard, *des Arceaux* : Nous avons déjà vu, dans l'acte du 22 novembre 1487, que cette rue n'était alors qu'un chemin conduisant à la fontaine Saint-Pierre, *cum itinere quo itur de Mercadillo versus fontem Sancti Petri* ; laquelle fontaine existe encore dans un ancien chemin, à quatre cents mètres environ à partir de la place du Canton, et forme la source principale du ruisseau Merdanson. Mais, en 1514, ce chemin est qualifié de rue publique, ainsi qu'il suit :

Du 9 janvier 1514, devant Tessier, notaire :

« Etablissement d'une rente annuelle et perpétuelle de vingt sols faite par Laurent Fantif, de la ville de Nontron, en faveur de honneste femme Mariette Regis, veuve de Jean Pastoureau jeune, dit Capduc, lorsqu'il vivoit, marchand de ladite ville, legitime administratrice de François, Jean et Estienne Pastoureau leurs fils, sur la maison dudit Fantif, sittuee dans la rue publique qui vat du Marchedieu de Nontron a la fontaine Saint-Pierre sur le devant, et par le derriere avec les fosses de ladite ville et avec la maison de Eymery de Charlange, et avec la maison de François de Pauillac. *Domum situm in rua publica qua itur de Mercadillo de Nontronio ad fontem Sancti Petri, a parte ante et a parte retro cum fossati ville de Nontronij....* »

Du 25 avril 1747, devant Petit de Cheyllac, notaire, reconnaissance de quatre deniers de rente, consentie en faveur

de M. Louis-Thomas de Conan, par la veuve de François Bosselut, sur :

« Une maison haut et bas avec un jardin par le dernier, située dans la presente ville, rue du Rieu, confrontant a la ditte rue en allant du Canton aux Etanches sur main droite, par cotté la maison et coudert de Germain Bosselut, sieur de La Borie, par autre cotté, aux mazures et jardin d'Antoine Delapouge, et par le dernier aux fossés de la ditte ville.... conformément a la reconnaissance du 31 juin 1614, reçue Fonreau, notaire.... »

Du 20 septembre 1775, devant Labat, notaire, reconnaissance de quatre deniers de rente consentie par Pierre Ratineau en faveur de M. Alexis de Conan sur :

« Une petite maison avec un petit jardin par le derriere, situee sur la rue du Rieu autrement Merdanson, laquelle se confronte du cotté du levant aux fossés de la ville, du midy a autre maison dudit Ratineau, du couchant a la rue par laquelle lon va de la place du Canton aux Etanches sur main droite, et du nord, au jardin où était jadis une maison appartenant à M. Labrousse de Bosfrand.... »

Il résulte donc, des titres qui précèdent, que le côté droit de cette rue fut construit au xv^e siècle. Le côté gauche nous paraît l'avoir été plus tard, bien que Candale, qui s'empara de Nontron en 1488, y eut, d'après la tradition, fait construire, quelque temps après, une maison qui existe encore et dont la façade est ornée de sculptures de l'époque de la Renaissance. — Dans l'une des chambres de cette maison se trouve aussi, sculptée en saillie, au milieu de la cheminée, une tête en pierre que l'on dit être le portrait dudit Candale.

Enfin, cette rue était close, à son extrémité nord, à environ vingt mètres avant le Petit-Puy-de-Bayet, et à l'angle d'une partie de la maison de Candale, faisant saillie sur ce point, par une porte dite Portail-des-Etanches, d'après un acte du 22 janvier 1587, reçu Fonreau, notaire, portant vente : « D'une maison au Portail-des-Etanches, relevant de M. Guillaume Faure, sieur de La Mothe, seigneur de Nontron. »

Cette rue tira son nom : Des Etanches, de barrages faits

sur le ruisseau pour le service des tanneries ; et, lorsqu'au xvii^e siècle, ce ruisseau fut couvert par des voûtes en pierre, on lui substitua celui : Des Arceaux.

Pendant que la ville basse se complétait ainsi, la ville haute se développait également, vers la même époque, par le prolongement, à l'est, du chemin conduisant au grand cimetière Saint-Mathurin, ce qui forma la rue dite du Cimetière, et, plus tard, de Notre-Dame, dont nous allons parler.

Sixième groupe.

6^e Rue du Cimetière ou de Notre-Dame. — Qualifiée encore de chemin vers la fin du xv^e siècle, d'après l'acte suivant, portant vente à Dauphin Pastoureau, par les conjoints Mautrot, de treize sous de rente sur un jardin dans l'ancienne ville, confrontant avec le chemin allant de Nontron vers Saint-Mathurin.

Du 10 décembre 1479 :

« Honestis viri Johanne Mautrot, dictus Botz, et Margarita de Rivalibus... Vendiderunt... prudente viro Delphino Pastourelli, mercatore de Nontronio, Videlicet tredecim solidos censuales... in et super Colino Fantif, causa et ratione assense perpetue dicti Colini Fantif facte... viridarij siti in vetere ville de Nontronio confrontati cum itinere quo itur de Nontronio versus sanctum Mathurinum ex parte ante et cum viridario Petri Regis ex parte alia et cum viridario venditoris ex parte altera.... Signé : Podio Renervij-R. »

Mais, avant le xvii^e siècle, cette rue, qui continuait celles de Chantemiolot et de Saint-Sauveur, prend le nom de rue du Cimetière, ainsi qu'il résulte des actes suivants, où il est question de maisons construites bien antérieurement :

« Du 8 juillet 1618, reçu Mercier, notaire, vente par Aron Roy à Léonard Roy, de deux sols six deniers de rente due par maltre Charles Mondinaud, a cause dune cheneviere et plassage de maison près la rue du Simettiere. »

« Du 17 mai 1653, devant Fougère, notaire, reconnaissance de rente par François Arbonneau, en faveur de M. Cesar de Reals, sur une maison, jardin, cheneviere et pré au derriere, rue du Simettiere. »

• Du 20 mars 1658, devant Vielhemard, notaire en la ville de Nontron, et dans le chasteau du seigneur de la dite ville... Reconnaissance de douze deniers de rente consentie en faveur de messire Philibert-Hélie de Pompadour, seigneur de Nontron, par Pierre Rastineau, acquéreur de Mery Dudouble, maistre marechal, sur une maison sise et située au Simintiere de cette ville, confrontant, d'un coste, au portail de la dite ville, appelle le Portal du Simintiere, et par le devant a la grande rue allant au dit Simintiere sur main droite et daultre au dit Simintiere... avec les droits dacaptement et de tailhe aux quatre cas acoustume et ainsi quil est contenu dans les antiennes bailhettes... »

Cette maison est l'avant-dernière à droite en allant à l'église Notre-Dame, alors contiguë au cimetière St-Mathurin, et il en résulte qu'avant le XVII^e siècle la rue était close sur ce point et construite en entier.

• Du 7 mai 1676, devant Mazières, notaire, échange de deux maisons situées à Nontron, rue du Simintiere, entre MM. Pierre de Montozon et Charles Feuillade. La maison reçue par celui-ci, joint, est-il dit, par le dernière, au grand Simintiere. »

Du 19 juillet 1736, vente par M. Albert, curé de Nontron, d'une maison sise rue du Cimetière, ayant une porte sur le cimetière et joignant la maison de M. Feuillade.

Quelques années après, la rue prit définitivement le nom de rue *Notre-Dame*, parce qu'elle conduisait à l'église de ce nom. Nous disons définitivement, parce que, dans quelques actes antérieurs, on avait commencé à changer le premier nom, ainsi qu'il résulte d'un acte, reçu Basset, notaire, par lequel Vincent Perry consentait, en faveur de M^{me} Antoinette de Camain, épouse du seigneur de Lavie, une reconnaissance de rente sur une maison et un jardin, rue *Mesdames*, nom dérivé, sans doute, de la récente chapelle de Notre-Dame-des-Clercs et de l'ancien sanctuaire de Notre-Dame-de-Pitié dans le cimetière.

• Du 14 avril 1746, devant Grolhier, notaire, bail à ferme par Cholet à Joseph-André, brigadier de la maréchaussée de Nontron, d'une maison dans la rue Notre-Dame. »

Du 28 septembre 1772, vente de la maison, désignée dans l'acte de 1736, située, est-il dit, dans la rue Notre-Dame et joignant par derrière le cimetière Saint-Mathurin.

Enfin et dans un acte de 1779, on donne le nom de Portail Notre-Dame au portail dénommé du Simintière dans l'acte ci-dessus de 1658. — Ce portail existait encore au commencement de ce siècle, mais il n'en reste plus aucun vestige.

Tel était l'état topographique de la ville forte vers la fin du xv^e siècle, ainsi qu'il appert des documents ci-dessus et même de l'état actuel des lieux, le tout corroboré par un arrêt du Parlement de Bordeaux du 7 septembre 1500, rendu entre le baron de Mareuil, le baron de Nontron et le syndic de cette ville, au sujet d'un droit de péage réclamé par le premier des marchands de Nontron se rendant à Mareuil. Le syndic y énumère ainsi qu'il suit la situation de sa ville :

« Predictus Nontron major et principalis platea vicecomitatu Lemovicorum et majoris autoritatis et prehemencie quam platea que sit in dicto vicecomitatu texta et reputata ab omnii anno existerat et existabat... Verum in predicto Nontronio omnia insigno baronie ut hospitali magno constructionis pulchri et magni revenuti, plures magne ecclesie, conventus mandicancium, leprosaria cum sua ecclesia et cimmiterio existebant... »

Mais, à partir des dernières années du xv^e siècle, jusqu'aux premières du xvii^e, la ville de Nontron s'étendit au-delà de son enceinte par la création de quatre faubourgs, dont nous allons parler, par ordre d'ancienneté.

Septième groupe.

Faubourg Salomon. — Construit au sud-ouest et à la suite de la rue Basse-du-Rieu, après la porte du Verrier, à l'abri de la forteresse et au-dessous des ruines du Bragier, d'après l'état actuel des lieux et les documents suivants :

« Du 2 novembre 1642, reconnaissance par Jean Sacreste, pelletier, à M. d'Aguesseau, sur une maison et cheneviere au faubourg Salomon. »

« Du 2 novembre 1642, autre reconnaissance à M. de Colonges sur une maison et chenevière au faubourg Salomon. »

« Du 5 décembre 1661, devant François Pastoureau, notaire, vente par Guillaume Ribadeau, maître chirurgien, d'une maison sise et située dans le faubourg de Sallomon et pres le portail du Verrier, avec un jardrin et un petit loppin de chenevière par le dernier de la dicte maison... icelle maison estant sur main gauche, allant de la present ville au bourg de Saint-Martial-de-Valette... Le dict jardrin et cheneviere confrontant par le haut dicelle cheneviere aux anciens murs du chasteau de la present ville... »

« Du 8 mars 1738, devant de Saunier, notaire, reconnaissance de douze deniers de rente en faveur de dame Françoise Dubarry, marquise de Fayolle, sur une maison sise dans la rue Basse-du-Rieu de Merdanson, du dessous le portail du Verrier, confronte à la rue que lon vat du dit portail à la croix Mercier. »

« Du 1^{er} septembre 1742, reçu Grolhier, notaire, vente d'une maison au faubourg de chez Salamont, confrontant au portail de la ville. »

« Du 29 février 1758, devant Boyer, notaire, reconnaissance en faveur de M. Jean-Charles de Lavie, seigneur baron de Nontron, sur trois maisons dans la rue Basse, confrontant du couchant à la dite rue par laquelle lon va de la place du canton au faubourg de Salomon, à raison de six sous et trois deniers de rente, et de faire faire la garde suivant baillette et reconnaissance des 10 mai 1583 et 31 janvier 1658. »

2^e Faubourg des Oliers, plus tard *Rue des Religieuses*. — A la suite de la place de la Cahue, au nord et au-dessus de la porte Limousine. En 1741 et 1501, ce faubourg n'est qualifié que de chemin sur lequel s'établirent, à gauche en montant et avant 1528, des fabricants et marchands d'huile, d'où son nom des Oliers, remplacé au XVIII^e siècle par celui de faubourg des Religieuses, par suite de la construction, en 1625 et dans les vergers à droite, du couvent et de l'église des dames religieuses de Sainte-Claire. C'est ce qui ressort des actes suivants :

« Du 28 novembre 1471, reconnaissance consentie par Pierre Regis à François de La Porte..... sur un vergier situe en la paroisse de Nontron, confrontant au chemin public quon vat de la porte Limousine vers la croix de Lorme et au vergier du dit Pierre Regis et aux terres des hoirs de feu

Janot de Laperonne, sous la rente de deux deniers. Reçu par Eymeric de Charlanges, notaire. »

Du 7 janvier 1501, vente par Emeri Espor, prêtre, Marguerite et Etienne Escousau, ses neveux, à Jean Pastoureau, jeune, dans la banlieue de Nontron, hors et près la porte Limousine, de la tierce partie d'un jardin, confrontant au susdit chemin :

« Honorabili viro domino Eymerico Esporij, presbitero, et Margarita et Stephano Escosaultz, fratribus et nepotibus ipsii domini... Vendiderunt... prudente viro Johanne Pastourelli juniore, mercatore de Nontronio... tertiam partem viridarii siti in suburbis de Nontronio et extra et prope portam Lemosini, confrontatam cum itinere quo itur de dicta porta Lemosini versus Auginhaco ex una parte et cum treilha heredibus Theobaldi et magistri Helio de Podiozillou ex alia. Et cum viridariis domini de Romaing et quibusdam viridario et prato Johannis Regis ex reliqua.... Signé : P. de Domailhaco. R. »

Mais, avant 1528, cette localité prend le nom des Oliers ; ainsi :

Du 9 décembre 1528, arrentement par noble Jeanne Pastoureau, veuve Poisson, à Jean Arbonneau, de deux vignes au dit lieu des Oliers :

« Nobili et discreto viro magistro Ludovico de Puizillou in utroque jure baccaloreo helesimonario religioso helesimonarie de Nontronio et capellano de Messinhaco ville Nontronij habitatore et procuratore nobilie Johanne Pastoureau, vidue honorabilis et discreto viri magistri Mathurinī Pissis, cum vivebat advocati in curia presidiale seneschali Petragorensi.... Assensavit perpetuo seu ad assensam et amphiteosim perpetuam tradidit... Prudente viro Johanne Arbonneau, mercatore de Nontronio... Videlicet duas playduras adjunctas et contiguas existentes treilhas et vinheas sitas et situatas supra portam Lemosini, ville Nontronij, et in loco vocato *Aux Oliers* confrontatas a parte ante cum itinere quo itur de La Cahua, ville Nontronij, versus Auginhacum a parte fundi cum viridario et treilhas Gerardi et domini magistri Leonardi Baleston, ab uno latere cum quasdam treilhas jam dicti et ab alio latere cum quadam playdurum in treilhas de Helio Delabouffenie, chapellario... sub redditu sexaginta septem solidorum et sex denarios renduales in quolibet festo domini N. J. Ch.... Signé : P. de Domailhaco. R. »

C'est sur ces terrains que fut construit, en 1625, le couvent des religieuses, et, à partir de cette époque, les deux dénominations furent alternativement employées.

« Du 20 novembre 1657, reconnaissance de rente sur maison, grange, pressoir, jardin et chenevière au faubourg des Religieuses de la ville de Nontron. »

« Du 20 février 1658, reconnaissance de rente sur maison et jardin au faubourg des Oliers, par Louis Rousseau, bourgeois, à M. de Pompadour. Signé Vieillemand, not. »

« Du 11 novembre 1698, saisie féodale au requis de messire Léonard-Hélie de Pompadour, marquis de Laurière, de maison, jardin et pré au faubourg des Oliers, acquis par Pierre Giroux d'Annet Félix, sieur des Oliers, faute de paiement des lods et ventes. »

« Du 7 août 1736, devant Grolhier, notaire, testament de Léonard Roy, sieur du Bois de Gaumondière, habitant en sa maison noble du Peyrat, près de la ville de Nontron, et vente du 20 octobre 1742, par le même habitant au faubourg des Oliers, en sa maison noble du Peyrat, à Jean de Labrousse, de six livres de rente sur des maisons du dit faubourg. »

Cette maison noble du Peyrat était la première du faubourg, à droite, en montant vers le nord, entre la porte Limousine et les bâtiments du couvent. Elle existait encore en 1825, et se composait d'un rez-de-chaussée, d'un premier étage et d'un grenier surmonté d'une toiture à pignon élevé, couverte en tuiles plates et surmontée par deux grandes girouettes, placées plus tard sur le faite de la maison, construite, vers cette époque, sur l'emplacement de la première.

« Du 10 août 1746, devant le même notaire, vente par Bonnamour à M. Labrousse du Bosfrand, d'immeubles dans le faubourg des Religieuses. »

« Du 30 avril 1746, même notaire, reconnaissance de trente sols de rente en faveur de M. Jean de Labrousse, sieur du Bosfrand, par Mathieu Gros, cordier, sur une maison et jardin au faubourg des Religieuses, autrement des Oliers, confrontant par le devant à la rue publique par laquelle on va de la place de la Cahue à la croix de l'Homme et à Augignac, et

d'un côté à l'église des dames religieuses de Sainte-Claire, sur l'emplacement de laquelle était autrefois la maison des héritiers Dézeimeris, une endronne entre deux, et avec l'enclos des dites dames, suivant autre reconnaissance du 25 janvier 1621. »

Cette maison Gros est la dernière, à droite, en montant vers le nord.

Quant à la porte Limousine, il en restait encore des vestiges en 1823, mais, par délibération du 8 septembre de cette année, le conseil municipal de Nontron ordonna la démolition de l'ancienne pile du portail de ville, rue du *Nord*, nom substitué au premier depuis la Révolution.

3° Faubourg des Etanches. — Au nord de la basse-ville, et faisant suite à la rue des Etanches ou des Arceaux, ce faubourg renfermait diverses tanneries avec barrages sur le ruisseau, d'où son nom des Etanches :

« Du 22 février 1671, devant Mazière, notaire, vente d'une maison dans la rue du Rieu, allant du faubourg des Etanches au Canton sur main droite. »

« Du 6 aout 1725, devant Danède, notaire, reconnaissance de rente en faveur de M. Gabriel-Maurice de Lavie, sur une maison et jardin au faubourg des Etanches. »

« Du 18 mai 1750, reçu Boyer, notaire, autre reconnaissance en faveur de M. Faurien, sieur de Mautrot, sur une maison et jardin au faubourg des Etanches. »

Ce faubourg, construit au-dessous et à l'abri du fossé et du mur d'enceinte de la place de la Cahue, à l'ouest, communiquait avec la ville-haute par le petit Puy-de-Bayet, coupé, vers le milieu, par une porte de ville, dont on voit encore quelques vestiges aux coins de deux maisons bordant la rue des Fossés, qui se prolonge parallèlement avec la Grand'Rue, à l'ouest, et relie les deux Puy-de-Bayet.

4° Faubourg de la Croizette. — A la suite de la rue du Cimetière ou de Notre-Dame, sur l'ancien chemin de Nontron à Limoges, ce faubourg a dû être construit, en majeure partie,

du xvi^e au xvii^e siècle, l'avant-dernière maison à droite, en descendant, portant, gravée au sommet de sa porte à plein cintre, la date de 1638. Voici, d'autre part, extraits de quelques actes antérieurs et postérieurs, où il en est fait mention :

En 1613, devant Fonreau, notaire, vente consentie par Thibeau de Labrousse et Blanche Phélip, sa femme, habitant au faubourg de La Croizette. »

« En 1637, devant de Basset, notaire, vente de maison et jardin, au faubourg de La Croizette, et d'une terre joignant la terre de Estienne Pecon, sieur de Balaran. »

« Du 12 décembre 1649, reçu Peyrot, notaire, vente à Mathurin Monmège, marchand, habitant au faubourg de la Croizette. »

« Du 22 février 1693, devant Quillac, notaire, reconnaissance de rente par Lazare Feuillade, en faveur de messire Georges de Beynat, seigneur baron de Lavallade, sur une vigne, au Mas de La Tarrière, près la ville, confrontant par le bas au grand chemin allant du faubourg de La Croizette au ruisseau de l'étang. »

Le nom de cette rue provient de l'existence d'une croix plantée à son extrémité, vers l'est, et devant laquelle on déposait les cercueils, en attendant la venue du clergé pour la levée du corps et son transfert à l'église et au cimetière.

Tels furent l'origine et les développements successifs de la ville de Nontron jusqu'à la fin du xviii^e siècle, sauf à les compléter, à la fin de cette étude, par l'indication des améliorations et agrandissements survenus depuis. Mais, en attendant et pour rester dans le passé, nous allons rechercher les divers événements et faits militaires dont cette ville fut le théâtre à cette époque et jeter ensuite un coup-d'œil sur ses anciennes institutions.

R. DE LAUGARDIÈRE.

(A suivre.)

ORDONNANCE

CONCERNANT LA JUSTICE DE LA VICOMTÉ DE TURENNE
ET DE LA CHATELLENIE DE CARLUX.

(1498.)

Guy, sgr de Pons, viconte de Thurenne, à tous ceulx qui ces presantes lres verront, salut.

Savoir faisons que de la partie des manants et haans de nre d. viconté de Thurenne, nous a esté exposé comme pour aucuns debats et alterationnemens entre nos officiers de nre d. viconté et lesd. manans et haans en icelle, nous eussions en l'an mil quatre cens quatre vingt et onze envoyé par de la nre d. très cher et très amé filz, messire Francoys de Pons, chler, auquel nous avons donné charge expresse soy enquerir sur lesd. differents et y pourvoir, ainsi quil verrait estre affaire, selon raison, au solagement de nre pauvre peuple. Lequel, après plusieurs inquisitions faictes, feist quelques articles et ordonnances pour le bien, prouffit et utilité desd. haans desquels la teneur s'ensuit :

Premièrement que toutes et quantes fois que aucuns impoustz se feront de par luy sur lesd. haans pour l'entretennement des privilèges de lad. viconté ou pour autres à ses utilitez, assemblera la plus saine partie de ses d. haans, ausquelz il remonstrera les causes et raisons desd. impostz.

Item, et la ou mons ? ne serait en paix enverra homme exprès, avec que lres patentes et de par luy fera les remonstrances susd. ausd. haans.

Item, que convenu de la somme que sera lors advisée de imposer et mettre sus, sera distribuée et esgallée sur lesd. haans par les officiers de mond. sgr ou autre qui par luy seront només et ordonnés. Appeler 2 ou 3 des principaulx de chacune des paroisses de lad. viconté et seront ordonnés ung ou deux de chacune desd. paroisses pour lever les deniers aux moindres frais que faire se pourra.

Item, que les deniers qui viendront vers lad. comission seront baillez par l'ung desd. collecteurs au receveur de monseign., lequel sera tenu d'iceulx recevoir sans aucunes choses pour raison de ce en exiger desd. haans ou collecteurs et desd. deniers sera icelluy receveur comptable comme des autres deniers du domaine de monseign.

Item, et en tant que touche la cognaissance de cause et l'exercice de justice que ont a voulu faire au lieu de Sarlat, des haans de lad. viconté, mond. seig. veult et ordonne que doresnavant lesd. haans ne soient con-

traintz a obeyr aud. lieu de Sarlat par devant sesd. officiers par quelque mandement, provision ou adjournement que ce soit, et veut et ordonne que justice soit administrée par sesd. officiers, lesquels pour ce faire seront tenus soy transporter par une chacune chastellenie de lad. viconté, par chacun moys une foiz, ainsi que est de nécessité.

Item, et s'il advient que aucun desd. haans face donner adjournement à autre par devant lesd. officiers en autre lieu que en la chastellenie en laquelle led. adjourné fait résidence aud. cas mond. seign. a déclaré et déclare ces adjournement nul de nul effect et valleur, et comme pour non fait et advenu, ne sera tenu led. adjourné comparoir à l'assignation à lui baillée, et avec ce sera privé le sergent de son office et retenu admandable de soixante solz d'amende, tant led. sergent que aura fait led. adjournement que semblablement celui a la requeste duquel telle assignation aura esté faite ou baillée.

Item, et touchant les actes faiz par cy devant aud. lieu de Sarlat, tiendront selon leur forme et teneur, sauf en tant qui touche les defaillans, contre lesquels ne sera procédé à l'amendement des deffaulx par eulz faiz aud. Sarlat, soit envers parties ou les baillis de lad. viconté si aucune ou multe en a été par cy devant faite. Mond. sgr veut qu'elles ne sortissent aucun effect. Et si partant qu'aucuns desd. defaillans auroient esté exécutés pour lesd. deffaulx, leur seront rendus et restituez leurs gaiges dedans la fête de la Penthecoste prochain venant, à peyne de 60 sols d'amende indite dès à présent contre les détenteurs ou occupants desd. gaiges. Et d'abondant evoique mond. sgr toutes lites pendantes estant aud. lieu de Sarlat par devant sesd. officiers et viendront les parties pour proceder en icelles par devant eulx aux prochaines assises qui se tiendront ès dites sgries.

Item, et pour ce que plusieurs doléances ont esté faites par les haans susdits à l'occasion de ce que aucun des procureurs qui ont esté par cy devant commis par mond. sgr ou messgrs ses prédécesseurs à faire les baillettes des domaines de ses sgries, ont par erreur ou autrement fait baillette d'une chose à divers personaiges et à ceste cause intanté plusieurs procès, les ungs à l'encontre des autres, es assises de lesdites sgries, mond. sgr veut et entend que les premières baillettes faites, soit monsgre ou par mademoiselle ou messgrs leurs prédécesseurs, ou par leurs dits procureurs ou officiers ayant puissance de ce faire, tiennent et ayent lieu en casant et admettant toutes autres baillettes par exprès faites, tous procès et procédures au moyen d'icelles, et seront tenus lesd. premiers preneurs ès possession des choses par eux prinse et arrentées, nonobstant lesd. secondes baillettes pour doresnavant en joyr selon la teneur de leurs lettres de prinse et arrentements.

Item, et là ou aucun procès seroit pour led. domaine entre le procureur de mond. sgr et aucun desd. haans, iceluy procès sera vuydé par le juge ordinaire, sommairement et de plain, et tous procès intantés et non décidés pour raison du domaine susd. envers lesd. haans ou du procureur à l'encontre d'eulx seront vuydés respectivement.

Item, et parce que plusieurs grandes plainctes et doléances ont été faictes à mond. sgr par sesd. haans de grandes inquietacions qui leur sont faicte par chacun jour, au moyen de la grande multitude des sergents qui sont de présent en lad. chastellenie de Carluz, a esté ordonné par mond. sgr que en icelle dicte chastellenie n'aura doresenavant que six sergents seulement, sçavoir pour trois paroisses ung homme de bien, lesquelz sergens feront serment de bien et léaulment exercer led. office au prouffit, honneur et advantage de mond. sgr et ses haans.

Item, et pour ce que les bonnes gens se plaignent qu'ilz sont oppressez par les exactions prinse sur eulx par le greffier en lad. viconté, avons ordonné et ordonnons que led. greffier, doresenavant, ne prendra pour le registre de chascun acte que la somme de deux deniers tournois, et ne pourra contraindre lesd. haans, se bon ne leur semble, faire grossoyer aucun desd. actes, excepté les quatre principaulx ; c'est à savoir le procès de la demande, la commission, le procès de contestation et le procès en droit pour ung chacun desquelz seront tenus paier aud. greffier la somme de douze deniers tournois et non plus, et là et en cas que par led. greffier seroient molestez à paier oultre lad. somme, avons déclaré et déclarons led. greffier privé de son office dès à présent comme dès lors.

Item, et lesquelz deux deniers tournois pour registre, lesd. haans seront tenus payer aud. greffier dedans sept semaines amprès led. registre fait, affin qu'icelluy greffier puisse vivre de son office, et là on ne le paieroient dedans led. temps, come dit est, led. greffier pourra grossoyer lesd. actes et les bailler aux haans, tous grossoyés, et les contraindre lui en bailler et paier la somme de six deniers tournois, pourveu que dedans le terme des sept semaines susd. led. greffier sera tenu et avant que grossoyer led. registre demander paiement desd. deux derniers auxds haans qui les devront.

Item, et pour ce que les bonnes grâces se deullent quant aucun ajournement est fait pour matière de clameurs ou autres choses que les parties déclarent en jugement estre d'accord, et qui n'y ait nulle autre cause contestée. Ce néansmoings led. greffier prend et exige sur chacune desd. parties la somme de deux deniers, avons enjoincts et enjoienons aud. greffier à la peyne que dessus ne prendre, ne contraindre bailler ausd. parties lesd. deux deniers, attendu qui n'y a pas de cause contestée.

Item, sur le fait de la pescherie, de quoy lesd. haans se deullent qu'on

les contraint payer le quart de tous les poissons, tant grands que menuz, leur avons quitté et remis, quittons et remettons le quart de tout led. poisson, sauf et réservé de saulmon, alonze, anguille, brochet, perche, barbeau de maille et lamproye, desquelz ceulx qui tiendront pescherie, montant ou devallant, seront tenuz paier la taxe.

Item, tous ceulx qui peschent à leschave, tramail plombéz ou autres filetz, seront tenuz paier le quart de tous poissons par eulx prins, sans aucun en excepté.

Lesquelz ditz articles il avait baillé à sesd. officiers pour iceulx entretenir et accomplir de point en point, selon leur forme et teneur, ce qu'ils n'ont fait, qui est au tres grant grief, préjudice et dommaige de notre dit peuple, et plus serait si nous souffrions lesd. articles et ordonnances estre illusoires et de nul effect.

Pourquoy est-il que nous voulant en liberté et droiture, de tout notre pouvoir, tenir notre d. peuple pour l'oster de l'oppression, avons loubé, ratifié et approuvé lesd. articles et ordonnances, ainsi que dit est par notre dit filz faictes, et par ces présentes loubons, ratifions et approuvons, mandons et commandons à tous nos officiers en notre dite viconté, chacun en son endroict et en ce qu'il luy pourra toucher, tenir, garder et observer les articles en iceulx de point en point, sur peyne de privation de leurs offices où il se trouverait les avoir enfraintz, laquelle peyne, dès à présent comme dès lors, nous déclarons avoir encourue par celui-cy qui sera infracteur desd. articles.

Et, en outre, mandons à nos Juges d'appeaulx et ordinaires que, en leurs cours et assises ilz fassent publiquement lisre ceste nostre dite pré-sante declaration, afin que par nully ne puisse estre cause d'ignorance prétendue. Et pour plus grande affermeté avons signé ces présentes de ntre main et fait scellé de nre scel, le treziesme jour de moys de mars, l'an mil cccc quatre ving et dix-huit.

GUY DE PONS.

13 mars 1498.

Pour copie conforme :

G. MARMIER.

CAUSERIES ARCHÉOLOGIQUES.

BIRON ET BEYNAC.

BIRON.

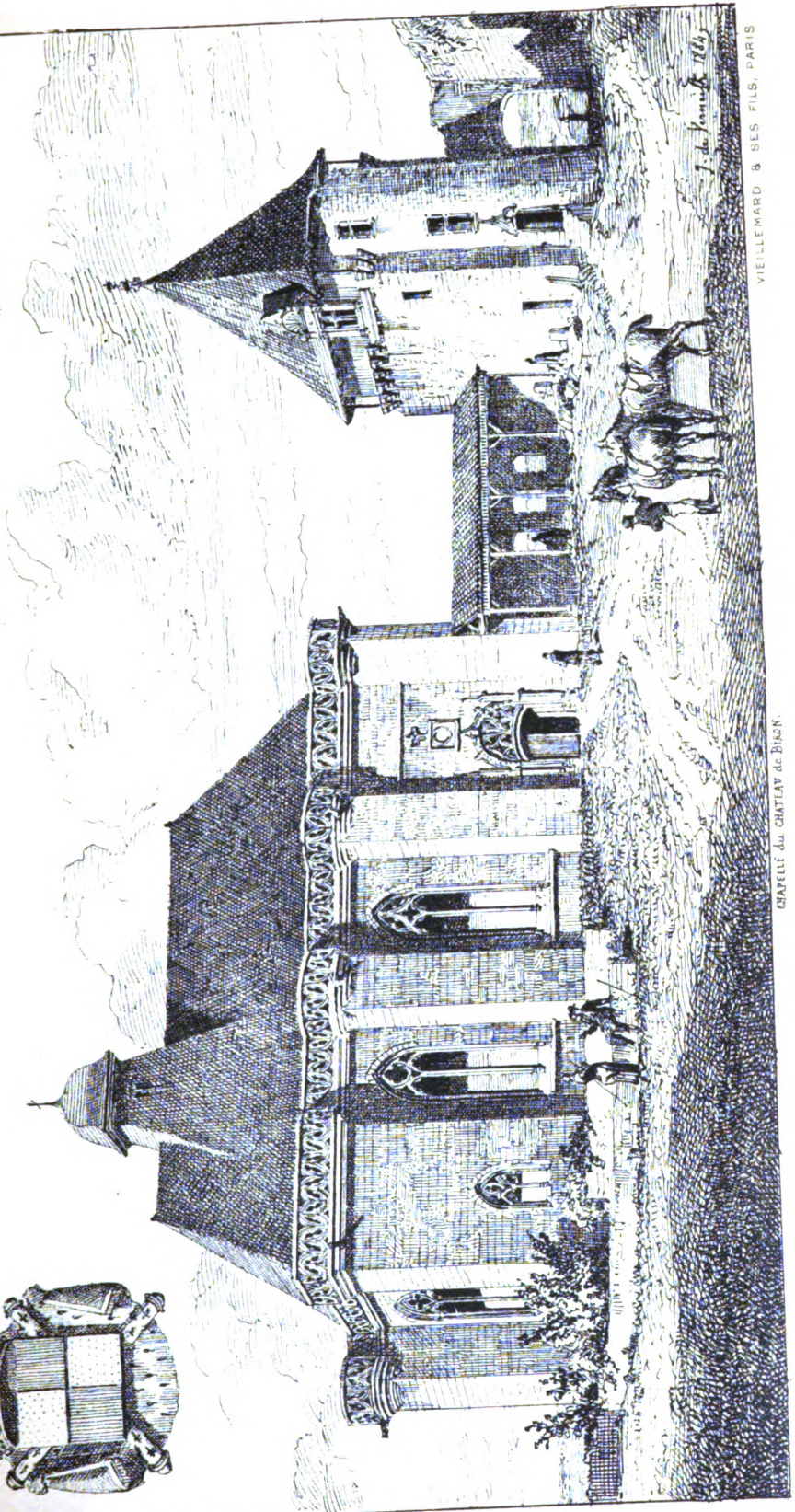
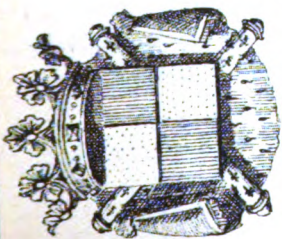
De tous les vieux châteaux périgourdins dont nous dressons peu à peu le « Catalogue illustré », il n'en est pas de plus célèbre que celui de Biron ; comme il n'est pas, dans notre province, de nom plus retentissant et plus illustre que celui de ses seigneurs.

Situé sur les confins du Périgord et de l'Agenais, dominant le pays à vingt lieues à la ronde, il s'impose en quelque sorte aux regards des voyageurs et les attire de loin par sa grandiose silhouette. Aussi a-t-il été souvent décrit et dessiné. Tous les livres consacrés à notre département : annuaires, géographies, guides du voyageur, lui ont consacré des articles plus ou moins exacts ; les troubadours l'ont chanté ; il a inspiré, à tour de rôle, des muses françaises et patoises ; enfin, le *Chroniqueur du Périgord* s'est occupé de lui en 1854 (tome II, page 116) avec un soin particulier et une vraie compétence archéologique et en a publié une belle vue gravée par mon ami M. Léo Drouyn.

Après tant de récits historiques et de poèmes sur les gloires passées de la maison de Gontaut-Biron, après les descriptions détaillées de son château, il semble presque inutile de recommencer. Aussi serons-nous très bref, et nous contenterons-nous de rappeler sommairement les lignes principales, les points en relief de cette immense demeure féodale.

Biron occupe le sommet d'un mamelon à pentes assez raides, mais accessibles aux cavaliers et aux pictons si elles offrent pour les voitures de sérieuses difficultés (1). Le som-

(1) Je parle de 40 ans. On a dû depuis faire un chemin carrossable.



CHAPELLE DU CHÂTEAU DE BIENCOURT.

VIELLEMARD & SES FILS, PARIS

J. de Biencourt 1864

met de cette petite montagne a été nivelé et forme une très grande esplanade, entourée de presque tous les côtés de terrasses, de remparts à mâchicoulis, de tours et de constructions de diverses époques. Rien qu'à analyser ces constructions d'un aspect assez décousu et reliées tant bien que mal ensemble, on ferait un cours d'architecture du moyen-âge. Chaque génération des Gontaut a apporté sa pierre au manoir de la famille, et depuis le donjon roman du xii^e siècle, carré, à contre-forts plats, assiégé par Simon de Montfort, jusqu'aux énormes pavillons du temps d'Henri IV, témoins de la puissance et de la richesse du premier duc, qui sont restés inachevés après sa disgrâce et sa condamnation, presque tous les styles sont représentés. Ce qui domine dans les tours et les bâtiments d'habitation, c'est le gothique de la fin du xv^e siècle.

Nous avons eu souvent à observer que c'est le style le plus employé dans les châteaux périgourdins, fort maltraités en général pendant la guerre de Cent Ans, et reconstruits ou réparés après l'expulsion des Anglais. Nous n'y reviendrons pas.

A vrai dire, il n'y a dans les bâtiments de Biron, élevés à cette époque, rien de particulièrement remarquable. Seulement il y en a beaucoup et de dimensions à loger sans peine un régiment.

Ce qui mérite l'attention des antiquaires ou des simples touristes et relève singulièrement le niveau artistique du château, c'est sa merveilleuse chapelle à deux étages. La vue, prise de l'esplanade, que nous en donnons, ne montre que sa partie supérieure, celle qui était réservée aux seigneurs, au nombreux personnel qui les entourait, et à un chapitre de chanoines chargés de prier sur les tombes des Gontaut. C'était, de beaucoup, la plus ornée et la plus remarquable. L'étage inférieur, servant aux tenanciers immédiats du château, voûté, cela va sans dire, est disposé comme à la Sainte-Chapelle de Paris. Les contre-forts, qui s'arrêtent au niveau du sol, du côté de l'esplanade, se prolongent de l'autre côté, jusqu'au pied du rempart en terrasse, et donnent à l'édifice une hauteur et une élégance de pro-

portions, dont il est peut-être dépourvu dans le dessin, où il semble un peu ramassé et trapu. Malgré ce défaut, sa jolie porte sculptée, à cintre surbaissé, ses fenêtres et sa rose à meneaux flamboyants, et la charmante balustrade à jour qui couronne le sommet des murs et des contre-forts, ne sont point dépourvues de tournure. Mais à l'intérieur, c'est un enchantement.

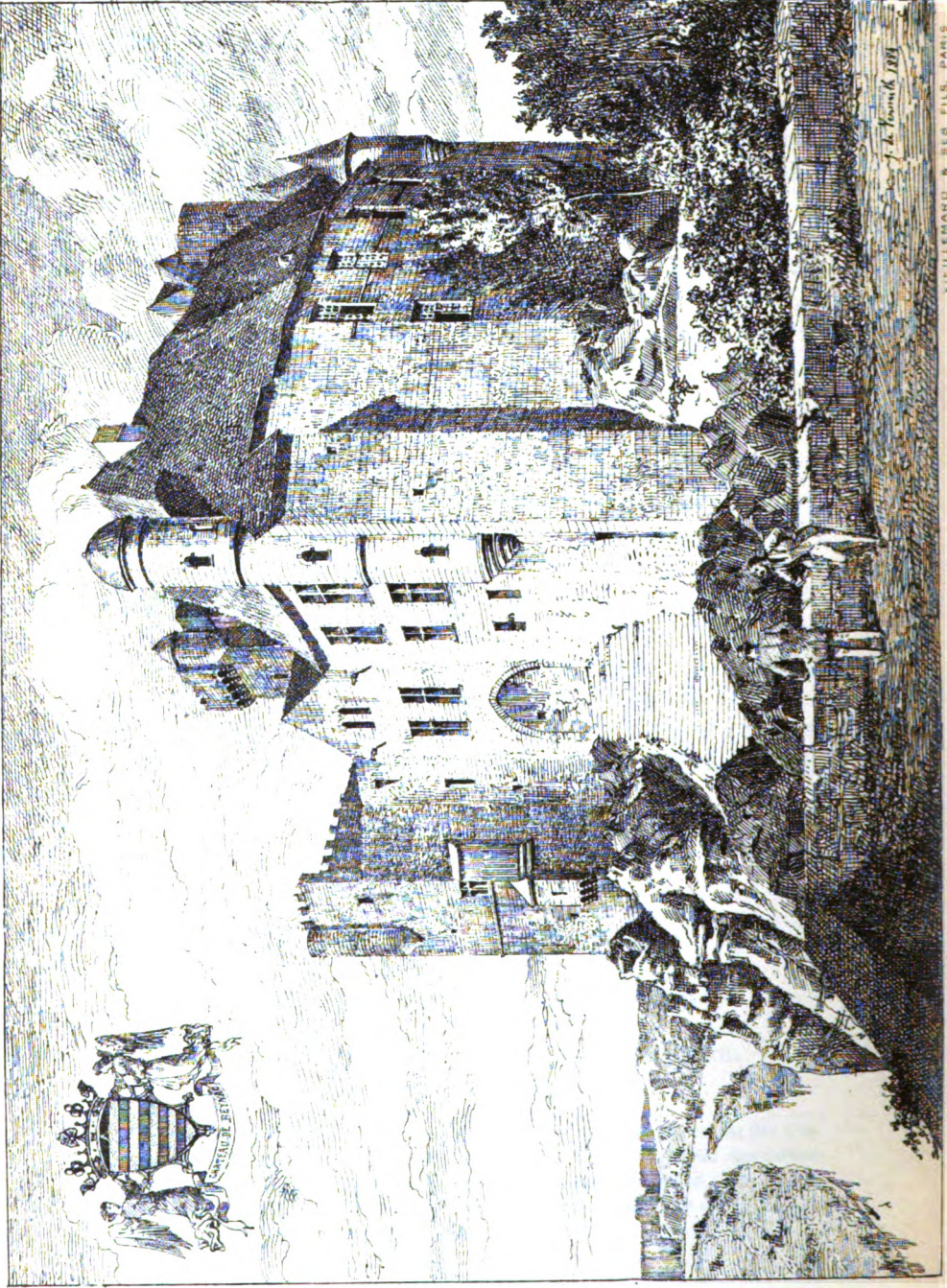
Je n'ai pas revu la chapelle de Biron depuis 1846, et j'en ai gardé un souvenir fort net. Me semblerait-elle aujourd'hui aussi belle qu'aux jours lointains de ma jeunesse et de ma première ferveur archéologique ?... Je n'en sais rien et n'en voudrais pas répondre. Mais, telle que je me la représente, après 40 ans, c'est un admirable morceau d'architecture ogivale du commencement du xvr^e siècle.

Ajourée de hautes fenêtres, voûtée sur un réseau de nervures finement profilées, à clefs de voûte pendantes du plus heureux dessin, elle a eu la rare fortune, en dépit de la Révolution qui a passé par là comme ailleurs, de conserver presque intactes les précieuses sculptures de la Renaissance qu'elle abritait dans le principe et qu'elle abrite encore. Ce sont, entre autres choses, un autel accompagné de statues, deux tombes avec statues couchées sur des socles, couverts de pilastres, d'arabesques, de bas-reliefs, et recouvrant les restes d'un baron de Biron (1) et d'un de ses frères, évêque

(1) Voici l'épithaphe de ce seigneur :

CI GIST
MESSIRE PONS DE GONTAULT, CHEVALIER,
BARON DE BIRON,
ÉDIFICATEUR DE LA PRÉSENT CHAPELLE ET FONDATEUR
DU COLLEIGE D'ICELLE,
QUI TRESPASSA LE PREMIER JOUR DE OCTOBRE M.VCXXIIII.
PRIONS DIEU POUR SON ÂME.

Une remarque à faire à l'occasion de ces tombeaux, c'est que les armes des Gontaut n'y sont pas sculptées *en bannière*, suivant l'usage, mais bien sur des cartouches allongés et contournés comme on les faisait du temps de François 1^{er}. — L'écu en bannière carrée des Biron n'aurait-il été adopté que plus tard ? S'il était antérieur, on voit qu'il y avait des exceptions à la règle.



de Sarlat, et une très belle *mise au tombeau* de Notre-Seigneur.

Le moulage que MM. Virebent, de Toulouse, ont fait de cette scène, composée de dix statues de grandeur naturelle, les reproductions en terre cuite qu'ils en ont mises dans le commerce, et dont un exemplaire figure à la dernière station du calvaire de Verdelaïs, ont popularisé cette œuvre de la meilleure Renaissance. C'est dans la chapelle de Biron, dans le milieu pour lequel elle fut créée, qu'il faut venir l'apprécier. C'est aussi de l'esplanade du château qu'il convient d'admirer le paysage immense qui se déroule sous les yeux et sur lequel semble régner encore le donjon des seigneurs féodaux. Pour ceux des visiteurs qui seraient insensibles aux beautés architecturales, ils pourront se rattraper sur le splendide panorama qui se déploie de toutes parts à leurs pieds.

BEYNAC.

Si la rivalité qui existait jadis entre les quatre baronnies du Périgord pour savoir quel rang chacune d'elles devait tenir, se reproduisait à l'occasion de leurs châteaux et des sites qu'ils occupent, l'arbitre chargé de se prononcer entre Biron et Beynac serait fort embarrassé. Il n'y a, il est vrai, aucun rapport entre ces deux forteresses et leurs assiettes respectives ; mais il est difficile de savoir à laquelle donner la palme.

Dans cette pittoresque vallée de la Dordogne, qui n'est pas assez connue et qui sera bientôt, grâce au chemin de fer, aussi célèbre que celle du Rhin, une masse de rochers à pic, haute de 50 mètres, s'avance vers la rivière et sert de piédestal au vieux donjon des barons de Beynac. Il reste cependant, entre le pied du rocher et la berge de la Dordogne, un étroit espace où se sont groupées, tant bien que mal, les maisons du village. Une étroite rue, contournant le promontoire, mène par une pente très raide jusqu'à la porte du château ; mais on remarque, avant d'y atteindre, un bâtiment du *xiii^e* siècle, situé à mi-côte, dont l'importance et les dispositions permettent d'y voir une salle de justice.

L'enceinte de Beynac est presqu'intacte, ainsi que l'ensemble de la forteresse, et les toitures primitives de pierres plates, si usitées en Sarladais, montrent, par leur état presque parfait de conservation, que ce mode de toiture, s'il est grossier, est du moins à toute épreuve. Le plan offre un carré irrégulier, dont les angles nord-est et sud-ouest ont été prolongés en forme de bastions, et comporte une petite cour intérieure, à peu près occupée par un escalier de pierre, refait au *xvii^e* siècle. Du côté du préau, l'aspect est sévère et imposant. A gauche, le donjon carré, couronné de larges créneaux et flanqué d'une tourelle carrée qui renferme son escalier, se relie par une courtine à mâchicoulis à une haute tour et au bastion méridional, que flanquent aux angles des tourelles à encorbellements sans moulures, couvertes de calottes en coupoles ogivales. Cette façade, où se trouvent la porte et le haut perron qui la précède, a comme une physionomie de château anglais. Les portes en ogive, les fenêtres à doubles baies trilobées, les moulures des cordons, ont le caractère du *xiv^e* siècle.

La façade qui regarde la Dordogne, que représente notre dessin, couronnant à 200 pieds de hauteur au moins le rocher, est également du *xiii^e* ou du *xiv^e* siècle, à l'exception des fenêtres refaites au *xvi^e* et de la tourelle à calotte de pierre, à petites fenêtres cintrées, qu'on voit sur la gravure. A l'intérieur, des aménagements du *xvii^e* ont modifié, sans l'altérer sensiblement, le plan ancien. Mais la grand' salle, le *Hall* pour mieux dire, est restée avec sa voûte en berceau ogival et les deux lancettes du *xiii^e* siècle. Cette pièce, appelée « Salle des Etats, » fort grande (63 pieds de long sur 25 de large) et très élevée, ressemble à s'y tromper à une église. L'illusion serait même complète sans la cheminée, merveilleusement sculptée, contemporaine de celle de l'hôtel de Brons, à Sarlat. Un cabinet voûté communique avec la salle des Etats, dont il est comme le *boudoir*, mais un boudoir tout à fait en harmonie avec l'aspect religieux et sévère de la pièce principale. Ses épaisses murailles sont entièrement recouvertes de peintures gothiques représentant la Cène, entr'autres sujets du même genre. Chacun des

saints convives a devant lui une assiette, garnie alternativement d'un ou de deux poissons, qu'ils prennent à belles mains. Les armes des barons de Beynac, d'or à quatre fasces de gueules, n'ont pas été oubliées par l'artiste et sont supportées par des anges. Ces peintures, fort curieuses, mériteraient d'être relevées ; il y a en a d'autres dans une chambre arrangée au commencement du *xvii^e* siècle ; mais, malgré la profusion des arabesques et des devises, suivant la mode du temps, elles sont plus que médiocres.

Il n'y a pas, à proprement parler, de chapelle seigneuriale comme à Biron. L'église, assez vaste, qui sert encore de paroisse, en tenait lieu ; mais sa situation sur le plateau fortifié, dans l'enceinte même et à quelques pas du château, en faisait comme une sorte de dépendance et indique sa double destination (1).

Les barons de Beynac, aussi nobles et anciens que les Biron, sans avoir la même notoriété, occupaient un des premiers rangs parmi les maisons les plus considérables du Périgord. Leur généalogie offre, depuis le *xii^e* siècle jusqu'au commencement du *xviii^e* où ils se sont éteints dans la maison de Beaumont, une succession non interrompue de chevaliers qui tous ont joué un rôle plus ou moins important dans l'histoire de la province. Cette généalogie, nous n'avons pas l'intention de la rééditer, pas plus que celle des Gontaut. Personne en Périgord ne l'ignore, et mes lecteurs me sauront gré de ne pas allonger outre mesure une « Causerie » qui dépasse déjà les dimensions habituelles, malgré ma promesse d'être bref. Me permettront-ils de les engager à aller voir cette admirable situation de château et de leur signaler l'intérêt et l'originalité de cette forteresse, encore habitable, et où ont été faits, assez récemment, des aménagements d'un goût peut-être trop moderne ?

B^{on} DE VERNEILH.

(1) La plupart des détails qui précèdent sont extraits d'un article publié par moi dans le *Bulletin monumental* de M. de Caumont en 1865, après la visite du château de Beynac, que je n'ai pas revu depuis.

INVENTAIRE DU CHATEAU DES COMBES.

(28 décembre 1569.)

Cet inventaire, très volumineux et très détaillé, n'est pas intéressant seulement au point de vue du grand nombre de meubles qui y sont énumérés, il l'est surtout comme inventaire agricole du xvi^e siècle, et prouve qu'à cette époque de rénovation générale le soin des terres et leur culture n'étaient pas plus négligés que tout ce qui touchait d'autre manière à l'intelligence. C'eût été certainement une période bien plus fructueuse pour la richesse matérielle et artistique de notre pays, si elle n'avait pas été troublée par les guerres de religion qui, pendant plus de quarante ans, couvrirent la France de sang et de ruines. Nous savons qu'au xvi^e siècle, le père de l'agriculture, Olivier de Serres, écrivait son livre au renom si mérité, le *Théâtre d'agriculture* (1600), et qu'en Italie de nombreux auteurs traitaient ce sujet avec les plus grands succès pratiques. Nous voyons, dans l'inventaire qui nous occupe, que notre province n'était pas en arrière et que l'élevage des bestiaux et même leur engraissement était en grand honneur, malgré les temps difficiles que l'on traversait déjà et la guerre civile qui désolait le pays.

La famille Mercier ou de Mercier devait tenir un rang honorable parmi les familles nobles du Périgord, ne fût-ce qu'à cause de sa fortune territoriale qui se composait de deux châteaux : les Combes et la Vergne, de deux maisons à Mareuil, de vingt-deux métairies plus ou moins importantes et de la forge de Corneulh qui, si nous ne nous trompons, prit plus tard le nom de Bonrecueil. Ces biens étaient presque tous situés dans le triangle formé par Beaussac, Mareuil et les Graulges, entre la Belle et la Lizonne.

La terre des Combes appartenait primitivement (acte de 1428) à la famille de Fayard ; nous ne savons encore comment elle arriva à celle d'Authon, dont un des membres, Anthoine d'Authon, la vendit, le 9 juillet 1540, à Jean de

Marsillac, notaire, secrétaire du roi et greffier en la cour et parlement de Bordeaux. Jean de Marsillac ne la garda pas longtemps, il la revendit, le 18 mars 1561, à Jean et François Mercier frères, écuyers, pour la somme de 15,000 livres tournois (1). De ces derniers, qui testèrent le 18 octobre 1568 et moururent en 1569, elle passa, en partie, à Antoinette de Mercier, leur nièce et héritière ; elle avait épousé Bertrand de Fayard par contrat du 26 janvier 1554. Le château des Combes avait été reconstruit par les d'Authon, ainsi qu'il appert des comptes que les frères Mercier s'engagèrent à payer par l'acte de vente.

Les meubles étaient nombreux, mais leur description sommaire ne nous dit pas s'il y en avait ayant une valeur artistique. Nous n'en retiendrons que les armes, qui à cette époque ne pouvaient pas être oubliées et étaient de première nécessité pour que l'on pût être en mesure de résister aux surprises, si fréquentes alors, sans parler des chevauchées pour ou contre le roi, suivant le parti auquel on appartenait. Nous trouvons une « hallebarde avec hache-pique, manchée » et ornée de franges, six arbalètes de formes diverses, huit arquebuses, quatre pétards ou petits canons, deux morions ou casques et cinq épées, dont une à deux mains et deux rebattues, c'est-à-dire sans fil ni pointe, épées neuves auxquelles il ne fallait qu'un léger travail pour les mettre en usage. On verra à la lecture de l'inventaire que plusieurs fenêtres étaient garnies de « verrines », dont quelques-unes en couleur, c'est-à-dire de vitres, objets de luxe à cette époque où l'on éprouvait de grandes difficultés à se les procurer, à cause de l'éloignement des centres de fabrication et du mauvais état des chemins. On lit dans les mémoires et inventaires du temps que, même dans les châteaux royaux, on les enlevait après le départ des hôtes pour les mettre à l'abri de tout accident jusqu'à une prochaine visite.

Dans les vingt-deux métairies plus ou moins importantes

(1) La livre tournois valait un peu plus d'un franc.

des Combes et de la Vergne, et dont plusieurs ne devaient être que de simples borderages, nous trouvons que toutes avaient leurs charrettes et tombereaux avec leurs accessoires, et contenaient pour l'exploitation : soixante-sept bœufs de labourage, vingt-trois vaches et quinze veaux, soit cent cinq têtes. — Trente-trois truies, trente-sept porcs, soixante-trois porcelets, soit cent trente-trois têtes. — Deux cent quarante-quatre brebis ou moutons et onze chèvres. Ce qui fait un total de quatre cent quatre-vingt-treize têtes de bétail. Nous remarquerons que des métayers signalent des bœufs qu'ils ont retirés du labourage pour les mettre à l'engrais, et enfin nous entendons les plaintes de Pierre de Lenchères, un des métayers du Petit-Puyrénier, qui a eu une paire de bœufs enlevée par les gendarmes du roi, dits les Papaux, au mois de mai dernier (1569), et qui a pu les leur racheter trente-trois livres tournois plutôt que de les perdre. Jean Tournepiche, métayer des Pouffons, a été moins heureux ; les mêmes gendarmes, au même mois de mai, lui ont pris une paire de bœufs et un taureau qu'il n'a jamais revus.

Enfin, comme complément et pour attester le revenu des terres possédées par les frères Mercier, nous donnons le chiffre considérable des livres de chanvre inventoriées ; il est vrai, ou du moins il est possible, que les propriétaires avaient dû laisser accumuler plusieurs récoltes pour avoir en réserve soixante-douze livres de fil en pelotons et cinq écheveaux, deux cent cinquante-six livres de chanvre prêt à filer et mille soixante-six livres de chanvre à peigner, plus seize aunes de cadis vert et vingt-deux pièces de vin.

Malheureusement la guerre civile allait arrêter cet essor agricole et industriel (car la forge de Corneulh nous semble agencée aussi bien que forge pouvait l'être à cette époque), les hommes quittaient leurs foyers pour s'enrôler chacun sous sa bannière, et les gentilshommes abandonnaient leurs demeures et leurs biens pour suivre les divers partis qui se disputaient le pouvoir en déchirant la France, au grand détriment de tous.

L'agriculture ne devait être remise en honneur que sous

Henri IV. Sully, dans ses *Economies royales*, nous montre les efforts qui furent faits pour la relever.

A. DE ROUMEJOUX.



LETTRE D'ESTHER DE LIVEPNE,

Femme de François d'Abzac de Mayac,

A CHARLOTTE DE THINON, MARQUISE DE LA DOUZE.

Comme je fouillais, il y a quelques semaines, au milieu d'anciens papiers de famille depuis longtemps oubliés, une lettre m'est tombée sous la main, pliée à l'antique et déjà fort jaunie. En la parcourant, j'y ai trouvé la description détaillée d'une étrange toilette de la célèbre Christine de Suède qui m'a paru curieuse, et, à cause de ce passage, j'ose la publier. Les moindres particularités relatives aux personnages historiques intéressent, en effet, tout le monde, aujourd'hui surtout où la monographie est le genre à la mode et où l'on étudie le passé sous ses plus petits aspects.

La lettre dont il s'agit est du 3 avril 1658. On sait qu'à cette époque, la bizarre fille de Gustave-Adolphe, descendue volontairement du trône par un inexplicable caprice, promenait son désœuvrement à travers l'Europe, déparant de vrais talents et un louable goût pour les sciences, les lettres et les arts, par une inquiétude d'esprit et un je ne sais quoi de sauvage dû sans doute au sang indompté des anciens Goths ses ancêtres. En France, la cour et la ville l'accueillirent avec honneur. Toutefois, elle y inspira plus de curiosité que de sympathie; on peut dire même que son mépris des formes polies, son dédain affecté de toutes les élégances féminines, y déplurent. Elle, au contraire, prit en gré notre pays, et y aurait peut-être prolongé son séjour, si elle avait mieux su dominer ses passions barbares. L'Italien Monaldeschi, l'un de ses gentilshommes, en fut la victime. La reine prétendant avoir à s'en plaindre, le fit égorger froidement dans une galerie de Fontainebleau, le 10 novembre 1657. Mazarin n'osa

sévir contre une tête couronnée ; mais il ne voulut point tolérer un acte si atroce, ni une telle entreprise contre la souveraineté du roi de France. Christine fut donc invitée à sortir du royaume ; elle le quitta à regret, et la lettre qu'on va lire fait allusion à ce départ forcé. Nous la donnons avec son orthographe pittoresque et ses tournures vieillies, qui nous obligent à convenir que, malgré son sexe et son séjour à Paris, l'auteur était bien loin d'être l'émule de M^{me} de Sévigné, alors dans la plénitude de sa grâce et de son esprit. Voici notre texte :

De Paris, le 3 avril 1658.

Madame ma Couzine ,

Je ne suis point ases hureuze pour vous avoir jamais randu de servise qui mérite que vous y songiez, seulemant jant ne bien la pasion, mes les esfaict ne sant ensuive pas. Nous navons rien sut fere aupres de Monsieur Ponset, et sy Madame de Basompierre et Monsieur de Xainte hon agit pour sela, comme M. le prier de Mortemart vous mande, je veray M^r Flotte et sy y vous puis servir je le ferai, y les ase de mes amis pour sela. Je ne crois pas que M^r Maleau le fasse, je vous lé toujours dit, j'apréande que vous lapranderes a vos despand.

J'ay veux la Resne de Suède dans sont chanbre aviron trois car deure ; elle avait hun bonnet de pleume noire, hun jutaucors de velour noir avec hune jupe de moire bleux avec de la broderie de sois orore, blanc et bleu ases ote. Lors quelle a dansé avec le Roy, elle a toujours été en robe noire et vetue à la Franseze ; elle etme ase la Franse pour an avoir volontier porte toute sa vie la bit. On luy a pas voulue souferir demeurer an Franse ; elle la quittée avec hun ma au cœur sansible.

Lors que vous me feres louneur et mesdemoiselles vos fille de me douner des coumision, je mant aquiteray le mieux qui me sera possible. Jaltant vos ordre avec ainpasianse et suis avec respect à Monsieur le Marquis comme à vous ,

Madame ,

Votre très humble et obeysante servante.

DE LIVAINÉ.

Avec votre permision, j'asure mesdemoiselles vos fille que je suis leur très hunble servante. Maleroy vous ofre ses respect, mademoiselle de Monregne, madame La Rouse (?) et Charlotte (?). Jay hun rume qui me tue ; escusé sy je vous escriis si mal.

A Madame la marquise de Ladouze.

Ici on nous permettra quelques courtes explications qui, si elles n'ont plus rien d'historique, sont nécessaires, néanmoins, à l'intelligence du document. Celui-ci est adressé par Esther de Livenne, seconde femme de François d'Abzac, seigneur de Mayac, à Charlotte de Thinon, marquise de La Douze, et se rapporte à un procès important que soutenait alors, devant une haute juridiction parisienne, Parlement ou Conseil du roi, Charles d'Abzac, marquis de La Douze, contre sa nièce Madeleine d'Abzac, mariée à Charles Gouffier, comte de Gonnor, fils du duc de Roannez.

Les intérêts en jeu étaient considérables, et M^{me} de Mayac avait dans le monde des relations influentes qu'elle voulait bien mettre en campagne pour son cousin. Entre plusieurs noms de magistrats et d'agents d'affaires, juges, procureurs ou avocats, elle cite deux amis qui ont dû s'employer en faveur de son parent : Mme de Bassompierre et M. de Saintes. — La première est probablement Henriette d'Haraucourt-Chambley, femme de Charles de Bassompierre, baron de Dammartin et maréchal de camp, ou peut-être sa belle-sœur Henriette de Raulin, épouse de Gaston, marquis de Bassompierre, gouverneur et bailli des Vosges, lieutenant-général de Charles IV, duc de Lorraine. Ce ne peut être Marie de Balzac-d'Entragues, mère de l'évêque de Saintes, car, outre qu'elle eût été alors fort âgée, le P. Anselme la mentionne seulement comme ayant été la maîtresse du maréchal de Bassompierre, et donne à son fils la qualification d'enfant naturel ; d'autre part, le *Gallia christiana* en fait la très digne épouse d'un tel époux.

Quoi qu'il en soit, le second personnage cité après l'objet de nos suppositions, est bien certainement Louis de Bassompierre, issu de la susdite Marie de Balzac et du célèbre maréchal, si connu par ses exploits, sa longue captivité et ses mémoires. Évêque d'Oloron, puis de Saintes en 1649, et premier aumônier de Monsieur, ce prélat, plein de zèle pour les intérêts même temporels de ses ouailles, eut à soutenir, dans son dernier diocèse, une lutte d'un étrange caractère. — Désireux de rendre au travail un certain nombre de jours fériés, il supprima l'obligation de chômer plusieurs fêtes et,

*

par voie de conséquence, celle de jeûner en leurs vigiles. — On s'obstina, chose bien étonnante, au jeûne et à l'abstinence malgré l'évêque, lequel, sentant bien qu'un tel entêtement d'austérité cachait un esprit de révolte des moins édifiants, fit défendre, par l'autorité civile, la vente et l'achat du poisson aux jours maigres abolis et n'interrompit lui-même aucune affaire aux dates précédemment sanctifiées. Pieux et recommandable, d'ailleurs, M. de Bassompierre mourut saintement à Paris, en 1676, à la maison de Saint-Lazare.

François I^{er} d'Abzac de Mayac, mari d'Esther de Livenne, était, par sa mère, Bonne de Heu, petit-fils d'une fille de la maison du Châtelet en Lorraine. De là, alliance entre les Mayac et les Bassompierre qui explique des relations d'amitié et de bienveillance officieuse. François II d'Abzac de Mayac lui-même, le propre fils d'Esther, avait reçu de son père la terre de Malleroy, au diocèse de Metz, et la possédait encore au temps où sa mère écrivait, puisqu'elle le désigne sous ce nom dans son *Post-Scriptum*.

Les filles de M^{me} de La Douze, auxquelles M^{me} de Mayac offre ses services pour des commissions, services précieux à une époque où nos fournisseurs périgourdins ne se rendaient pas deux fois par an dans la capitale, étaient deux et d'âge fort inégal. L'ainée, Charlotte, fut mariée, en 1660, à François de David de Lastours, seigneur de Vanteaux, alliance d'où devait sortir pour la famille un long et funeste procès ; la seconde, Marie-Anne, enfant alors, épousa, en 1669, Henri de Taillefer, vicomte de Roussille.

Sur les autres personnes désignées à la fin de notre lettre, nous n'avons trouvé aucun renseignement, mais la longueur de cette note, déjà peut-être excessive, nous enlève tout regret.

C^{te} D'ABZAC DE LA DOUZE.

LE DROIT DE CHAPE A SARLAT

AU XVIII^e SIÈCLE.

Un usage, remontant à plusieurs siècles, établissait un droit de chape dans la plupart des églises cathédrales de France. Or, voici en quoi consistait ce droit. Lorsqu'un évêque prenait possession du siège épiscopal d'une ville, il était tenu à une redevance envers le chapitre de son église cathédrale. A son choix, il se libérait en espèces ou en nature : en espèces, par le paiement d'une somme déterminée qui, dans le sujet qui nous occupe, était fixée à 6,000 livres ; en nature, par le don d'un ornement complet composé d'une chasuble, deux dalmatiques et trois chapes. De cette manière, les églises pauvres pouvaient, quand l'évêque officiait pontificalement dans sa cathédrale, lui offrir autre chose que l'encens et le luminaire.

C'est un usage de cette sorte qui existait dans l'église de Sarlat. Mgr d'Albaret, évêque de cette ville, quelques années après son avènement à l'épiscopat, n'ayant pas encore payé au chapitre ce droit de chape, fut assigné devant le sénéchal pour avoir à s'acquitter de cette redevance. On verra, par l'acte suivant, ce qui fut convenu entre les parties :

Aujourd'hui douzième du mois de mars mil sept cent quatre-vingt-six, avant midy, dans le palais épiscopal de la ville de Sarlat, pardevant le no^re royal apostolique de lad. ville et temoins soussignés, furent presents Monseigneur illustrissime et reverendissime Joseph-Anne-Luc de Ponte d'Albaret, évêque seigneur baron de Sarlat, conseiller du roy en tous ses conseils, demeurant dans son present palais d'une part ;

Et Messire Pierre-Joseph Loudieu de Lacalprade, pretre, docteur en theologie, chanoine du chapitre cathedral de cette ville, habitant de cette ville, agissant en qualité de syndic dud. chapitre, et des pouvoirs qui luy sont expressement donnés par deliberation du dix du courant duement con^{tes}, dont copie sera annexée aux presentes pour estre expédiées ensemble d'autre part.

Lesquels ont dit que le chapitre avoit fait assigner le seigneur évêque au seneschal de cette ville, par exploit de Lassudrie, huissier, du dix neuf fevrier dernier, duement con^{tes}, pour se voir condamner a payer au chapitre

le droit de chape qu'il disoit lui être dû par le seig^r eveque, a cause de son avenement à l'évêché, suivant l'usage établi dans la majeure partie des églises cathedrales de France, et d'une manière particuliere et precize dans celle de Sarlat, qui consiste en un ornement complet, si mieux le seig^r eveque n'aymoit payer une somme de six mille livres.

Le seigneur évêque ne voulant pas playder avec son chapitre, a demandé qu'il justifiât de son droit, et a offert de le payer en cas qu'il se trouva bien et légitimement établi.

Sur quoy il a été vérifié à l'amiable :

1^o Que le chapitre avoit encore un ornement de velour cramoi, orfroi fond verd et argent, composé de six pieces, savoir : une chazuble, deux dalmatiques et trois chapes sans orfroi, lequel ornement fût donné au chapitre par M. de Sevin, évêque de Sarlat, en mil six cent quarente six.

2^o Un autre ornement qui lui fût donné par M. de Fenelon, évêque, en mil six cent cinquante-huit, composé du même nombre de pièces, qui est d'une étoffe en or, orfroi fond verd et or.

3^o Qu'il reste encore de celui que donna M. de Beauveau, évêque, en mil six cent quatre vingt-huit, les orfrois de la chazuble, de deux dalmatiques, et d'une chape a ses armes.

4^o Que les ornemens donnés par Messieurs de Salignac et de Lingendes, nommés l'un en mil six cent deux, l'autre en mil six cent quarante-six (1), qui étoient aussy d'une étoffe en or, et composés de six pieces, se trouvant hors de service, avoient été brûlés en mil sept cent soixante-quatre par M. de Saintclar, prévôt, et chargé de la sacristie.

5^o Que M. de Chaulnes, qui avoit succédé a M. de Beauveau, en mil sept cent (2) ayant été transféré à Grenoble en mil sept cent vingt-un, et avant d'avoir payé au chapitre le droit de chape, le chapitre chargea ses syndics de luy écrire pour le prier de luy rendre justice au sujet du droit de chape, que ce prélat écrivit a M^{rs} Poitevin et Pignol, pour assurer le chapitre qu'il vouloit faire un present considerable a

(1) Il y a évidemment ici une erreur : Louis II de Salignac occupa le siège de Sarlat de 1604 à 1649, et Jean de Lingendes, de 1649 à 1658. Par conséquent, Nicolas de Sevin, qui lui succéda de 1658 à 1659, ne pouvait pas, en 1646, donner l'ornement en question, ni François de Salignac de La Mothe-Fénelon en 1658, puisque ce dernier succéda à de Sevin et fut évêque de 1659 à 1688.

(2) René-François de Beauveau étant mort sur le siège de Sarlat en 1701, Paul de Chaulnes, qui fut son successeur, ne pouvait pas être évêque de cette ville en 1700. — On remarquera que Denis-Alexandre Le Blanc est porté comme successeur immédiat de Paul de Chaulnes, c'est encore une erreur. Il y eut entre ces deux prélats Alphonse de Valbelle qui ne passa que quelques mois sur le siège de Sarlat, ayant été transféré de là à l'évêché de Saint-Omer.

l'église de Sarlat comme sa première épouse, et qu'il faisoit travailler dans ce moment à un bel ornement qu'il luy destinoit, qu'il deceda dans le temps qu'on attendoit l'exécution de ses promesses sans les avoir effectuées, que le chapitre fit faire opposition à Grenoble à la vente de ses meubles, à raison de ce droit de chape que le seig^r de Chaunes luy devoit, qu'il ne cessa ses poursuites qu'à raison des avances considérables que son procureur luy manda qu'il seroit obligé de faire, et que la position du chapitre ne permit pas de réclamer son droit à si gros frais.

6° Que M. Leblanc, successeur de M. de Chaunes, et decédé en mil sept cent quarante-sept, avoit, par son testament, légué au chapitre une somme de mille livres pour luy tenir lieu de ce qu'il luy devoit, de quoy le chapitre se contenta pour éviter les discussions qu'il auroit pu avoir avec les autres créanciers du seig^r évêque.

7° Que ce droit de chape avoit été reconnu et payé par le sieur abbé de Montesquiou, frère et héritier de feu M. de Montesquiou, successeur de M. Leblanc, et prédécesseur immédiat du seigneur d'Albaret.

8° Que le chapitre ne rapportoit point de titres précis dudit droit de chape, mais qu'il étoit vérifié par divers procès-verbaux faits de l'autorité du sénéchal et des consuls de la présente ville, que les archives du chapitre avoient été pillées et saccagées dans le seizième siècle, et que la plupart de ses titres avoient péri dans ces désastres.

Le chapitre observoit enfin que ce droit étoit de la plus grande convenance dans une église pauvre et qui n'est obligé de fournir aux seigneurs évêques lorsqu'ils officient pontificalement dans la cathédrale que l'encens et le luminaire; il prétendoit que vu le prix actuel des étoffes, une somme de six mille livres n'étoit pas trop considérable pour faire un ornement complet.

Le chapitre prétendoit encore avoir le droit de dépouille consistant en l'entière chapelle des évêques défunts, et aux habits et ornements dont ils se servoient lorsqu'ils officioient pontificalement.

D'après lesquelles preuves et observations, le seigneur évêque a reconnu tant pour luy que pour ses successeurs évêques, qu'il est dû à son église par chaque évêque un droit de chape consistant en un ornement complet, lequel, pour éviter toutes difficultés sur la qualité et le prix d'un ornement, demeure fixé pour toujours à la somme de trois mille livres, que chaque évêque sera tenu de payer au chapitre après sa prise de possession de l'évêché; en conséquence, le seigneur évêque a compté la somme de trois mille livres en espèces de cours, que le s^r Lacalprade en sa qualité a pris au vu de nous, et des témoins, dont quittance, au moyen de quoy le procès commencé demeure éteint et terminé sans dépens, et pour le droit de dépouille, il est arrêté que le chapitre s'en fera payer comme il avisera, le cas arrivant, à quoy faire et tenir le seigneur évêque a engagé les biens

de l'évêché, et le s^r sindic ceux du chapitre en presance de s^r Hugues Lavergne, me apoticaire, et s^r Jean Sourzac, praen, hab^{ts} de cette ville, temoins connus, qui ont signé avec le seigneur eveque, le s^r Lacalprade et nous.

Signé : † Jos. AN. L., *eveque de Sarlat*; LACALPRADE,
chne sindic, SOURZAC, LAVERGNE, GAUSSEN,
no^{re} royal.

Con^{te} a Sarlat le 14 mars 1786.

Reçu vingt-trois livres cinq sols.

LACOSTE.

Pour copie conforme :

LOUIS CARVÈS.

VARIA.

COPIE D'UNE LETTRE

ÉCRITE PAR M. L'ABBÉ ECKEL, DIRECTEUR DU CABINET IMP. ROY. DES ANTIQUES, A VIENNE, A M^{tes}, AU CORPS DES CHEVALIERS DE LA COURONNE, DE LA DIVISION DE M^{te} LE PRINCE DE CONDÉ, ALORS A CONSTANCE, DANS L'AUTRICHE-ANTÉRIEURE, DATTÉE DE VIENNE LE 5 AVRIL 1797.

MONSIEUR,

Par la votre du 14 mars, vous m'avez fait l'honneur de me présenter une inscription antique trouvée à Constance, et qui vous parut encore anecdote. Mais je dois vous observer qu'elle se trouve déjà dans le grand Corps des inscriptions de Gruter, à la page 166, beaucoup plus étendue, ayant été copiée dans un tems où la pierre n'étoit pas encore si fruste qu'elle est aujourd'hui.

Quant aux médailles dont vous m'avez envoyé un petit catalogue, le médaillon d'or des Ptolémées est sûrement une belle pièce, mais déjà assez connu, existant dans plusieurs cabinets, et deux fois dans celui de l'empereur. — N° 2. Ce médaillon d'argent représentant un homme à cheval sans jambes, d'un travail grossier, est une pièce des plus ordinaires et des plus insignifiantes ; on la trouve par milliers dans nos pays, au Banat, en Transilvanie, et dans les pays voisins, et ainsi trouvés, on les jette dans le fourneau *jure merito*. Ils ont été frappés par les barbares

attenants à la Macédoine, vers le nord, qui voulurent imiter le coin des médailles de Philippe II, roi de Macédoine, et y réussirent comme ils purent. — N° 3. Les médailles de Phintias sont communes, surtout en Sicile.

Parmi les médailles impériales, il y en a quelques-unes qui ont leur mérite. Selon la description que vous donnés du médaillon de Did. Julianus, j'ai toute raison de le croire faux. Les médaillons de Perinthe ne sont pas fort rares. — La médaille de Did. Julien avec *rector August.* m'est inconnue, mais je doute qu'un burin moderne n'ait changé le mot *orbis* en *August.* — Les médailles d'Arisba sont sûrement bien rares, mais l'inscription doit être *APICBEQN*, non *APYCBEQN*, à quoi je dois observer que les médailles grecques de Tranquillina ne soient pas trop rares, quoique le soient les latines. Votre médaille de Corn. Supera, frappée à *Parium*, est sans doute une belle pièce; cependant, elle n'est pas unique. Pelerin en a déjà publié une semblable dans son Recueil, I. p. XXI. — Celle de Scipion Africain est indubitablement fausse.

Les dernières que vous avés décrites sous le titre de *Mélanges*, sont des médailles barbares qu'il est impossible de pouvoir déchiffrer avec vraisemblance. Aucun antiquaire raisonnable s'y attache, tout travail qu'on y porte étant en pure perte. Encore faudroit-il les avoir sous les yeux pour pouvoir décider.

Je dois dire la même chose sur plusieurs autres médailles, dont vous m'avés donné la description, qui seront très intéressantes si elles ne sont pas de coin moderne, ce qui est toujours fort à craindre, vu la quantité des médailles fausses qu'on trouve partout; par conséquent, je n'en peux juger sans les avoir vues.

L'inscription que vous desirez, rapportée par Maffei, et une seconde fois par Muratori, dans son *Thesaurus*, à la page 1069, est :

C. IVLIO
SEVERO
PETRUCORIO.

Jusqu'ici on n'a pas trouvé des médailles de Vesunna. Les anciens ne font pas mention si cette ville étoit municipe ou colonie. — Ce que devint la famille du grand Pompée, son fils aîné Cneus a été tué à la bataille de Munda. Le cadet Sextus s'empara de la Sicile malgré Octavien, et M. Antoine, en étant chassé, il fut tué dans l'Asie-Mineure par ordre d'Antonius. Sex. Pompeius, petit-fils du grand Pompée, étoit consul sous l'emp. Auguste. Un autre, avec le prenom Cneus, vivoit du tems de Caligula, genre de l'empereur Claudius, par l'ordre duquel il fut tué. On ne connoit pas quelque postérieur de la même tige, quoique il y avoit quelques-uns

qui ont prétendu de lui appartenir. — J'ai fait faire dès recherches dans la table de Peutinger sur le mot à demi effacé, que vous croyez pouvoir être lu Caslario. Mais ici le ms. est trop gâté.

Selon la *Notitia imperii*, l'Aquitaine avoit pour gouverneur un *Præses*. Mais vous savez bien que les titres de ces gouverneurs ont souvent varié selon les tems et les circonstances qu'il faut toujours considérer avant de conclure ce qu'on veut prouver. En outre, il y a dans ces questions tant d'incertitudes, qu'il est souvent très embarrassant, ou plutôt impossible de se tirer de l'affaire.

Voilà ce que j'ai l'honneur de vous répondre sur les articles proposés. Je me serois beaucoup plus étendu, si j'étois moins affairé, l'impression de mon ouvrage *Doctrina num. vet.* m'otant presque tout le tems.

Je suis avec beaucoup de considération,

Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

Signé : Abbé ECKEL,

Directeur du cabinet imp. roy. des Antiques.

NÉCROLOGIE.

M. VITRAC AÎNÉ.

La mort vient de faire un nouveau vide dans les rangs de notre Société déjà si cruellement éprouvée. M. Vitrac (Jean) est décédé le 24 mai dernier ; il était âgé de 74 ans. Entré dans les bureaux de la Préfecture, le 1^{er} octobre 1843, M. Vitrac fut retraité, le 1^{er} février 1879, en qualité de chef de bureau. Esprit éclairé et libéral, travailleur infatigable, M. Vitrac, par l'honorabilité de sa vie et la droiture de son caractère, avait su s'attirer l'estime et la considération générales. Il emporte avec lui les regrets de tous ceux qui l'ont connu et particulièrement ceux des membres de la Société.

E. F.

Deux planches accompagnent cette livraison. — La 1^{re} représente la Chapelle du Château de Biron ; — la 2^e, le Château de Brynac.

Le Gérant responsable, A. DELFOUR.

Périgueux. — Imprimerie E. LAPORTE
(anc. Dupont et C^o).

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 6 Août 1885.

Présidence de M. DE ROUMEJOUX.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Alfred de Froidefond, le marquis d'Abzac de La Douze, de Bellussière, Bleynie, Chastenet, Paul Galy, Michel Hardy, Raoul de Peyronny et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT annonce la mort de notre confrère M. Emile Dusolier, ancien sous-préfet, dont les qualités d'esprit et de cœur étaient connues dans tout le Nontronnais. Il suivait avec intérêt nos études, bien qu'il ne pût, à cause de l'éloignement, assister à nos réunions. Suivant une pieuse coutume, une notice nécrologique lui sera consacrée dans notre *Bulletin*.

L'assemblée accueille cette triste nouvelle par d'unanimes regrets.

M. LE PRÉSIDENT énumère rapidement les ouvrages qui ont été offerts à la bibliothèque de la Société dans le courant du mois dernier :

Le *Journal des Savants*, cahiers de juin et de juillet 1885, in-4°, Paris, Imprimerie nationale;

Le *Bulletin historique et philologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques*, année 1885, n° 1, in-8°, Paris, Imprimerie nationale, contenant une communication de no-

tre correspondant M. Louis Guibert, sur les *Devoirs singuliers de l'évêque de Limoges* ;

Les *Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, premier trimestre de 1885, in-8°, Poitiers ;

Le *Bulletin de la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, V^e volume, 5^e livraison, 1^{er} juillet 1885, in-8°, Saintes, contenant un piquant article sur *M^{me} de la Brangelie et le cheval de M. de La Bleretie*, et des détails généalogiques sur les Beaupoil de Saint-Aulaire et de Saint-Rémy ;

Le *Journal d'histoire naturelle de Bordeaux et du Sud-Ouest*, n^o des 30 juin et 31 juillet 1885, in-4°, Bordeaux, renfermant un compte-rendu de l'excursion anthropologique faite sur les bords de la Vézère et à Périgueux, le 25 mai dernier, sous la direction de M. Cartailhac, professeur à la Faculté des sciences de Toulouse ;

Le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, 2^e livraison, 1885, avril-mai-juin, in-8°, Tulle ;

La *Revue épigraphique du midi de la France*, n^o 34, mai, juin 1885, in-8°, Lyon ;

Le *Bulletin de la Société d'Études des Hautes-Alpes*, 4^e année, juillet-août-septembre 1885, in-8°, Gap ;

Le *Giornale araldico* de l'académie de Pise, n^o de juin 1885, grand in-8°, Pise ;

La *Bibliophilie ancienne et moderne, française et étrangère*, n^o de juin et juillet 1885, in-8°, Paris, veuve Adolphe Labitte ;

Par M. le docteur Testut, professeur à la Faculté de médecine de Lille, trois de ses brochures, *Nouvelles fouilles exécutées dans la station magdalénienne de Saint-Sulpice, canton de Lalinde (Dordogne)* ; *La Case du loup ou dolmen de Langlade, commune de Saint-Amand-de-Belvès (Dordogne)* ; *Les tumulus des premiers âges du fer dans la région sous-pyrénéenne*, in-8°, Bordeaux, 1884 et 1885 ;

Par M. Camille Chabaneau, *Poésies inédites des troubadours du Périgord*, brochure in-8°, Paris, Maisonneuve, 1885 ;

Par M. Tamizey de Larroque, son *Appel aux érudits au sujet de l'itinéraire d'Henri IV*, brochure in-8°, Auch, 1885 ;

Par M. le vicomte de Colleville, de la Société de l'Histoire

de France, *Les missions secrètes du général-major baron de Kalb et son rôle dans la guerre de l'indépendance américaine*, un volume in-16, Paris, Emile Perrin, libraire-éditeur, 1885.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

En nous adressant sa brochure, M. TAMIZEY DE LARROQUE appelle de nouveau l'attention de nos confrères sur l'enquête à laquelle il se livre, et il les prie de lui venir en aide autant que cela leur sera possible. Il voudrait avoir l'occasion de faire hommage à la Société, à pareille époque, dans un an, d'un travail où seraient résumées les recherches de ses correspondants et les siennes propres.

M. DE BELLUSSIÈRE présente, à titre de curiosité, un exemplaire du testament du roi Louis XVI, en patois, *Testomen d'au rey Louis sézé*, imprimé à Périgueux, mais sans date, probablement après 1830, chez la veuve Faure, imprimeur de la préfecture et des tribunaux, 4 pages in-4°.

La Société ne veut pas manquer d'exprimer ici ses félicitations à deux de nos confrères, M. Marcel Deslignières, architecte à Paris, qui vient d'être nommé chevalier de la Légion-d'Honneur, et M. Cros-Puymartin, qui a reçu ces jours-ci les palmes d'officier d'académie. Ces récompenses honorifiques sont justement méritées.

M. Albéric DE VAUCOCOUR, élu membre titulaire dans la séance précédente, adresse ses remerciements à la Société.

La Commission des Arts et Monuments historiques de la Charente-Inférieure nous prie de nous unir à la protestation qu'elle vient de publier contre un projet de l'administration des domaines tendant à l'aliénation des remparts de Brouage. Ces remparts sont à peu près intacts et constituent un curieux spécimen de l'art militaire. Les renverser serait un acte de vandalisme que rien ne justifie. — L'assemblée est unanime à protester contre cette mesure déplorable et joint ses instances à celles de la Commission de Saintes.

De son côté, la Société archéologique du Périgord vient d'apprendre par les journaux qu'une pétition signée par quelques habitants de la rue des Farges, avait été envoyée au conseil municipal dans le but de faire disparaître l'arceau situé à l'entrée de cette rue, du côté de la rue de la Bride.

Avec la tour Malaguerre, cet arceau, ou pour lui donner son véritable nom, la Porte des Farges, *la Porta de las Fargas*, comme on l'appelait au moyen-âge, est le dernier vestige des fortifications de Périgueux.

Des nombreuses portes qui donnaient accès au Puy-Saint-Front, c'est la seule qui subsiste. Mentionnée fréquemment dans les archives communales, elle remonte au ^{xiii}^e siècle et appartient à la première ligne de défense de la ville. Primitivement, elle était surmontée d'une tour carrée dont quelques restes sont encore apparents et qui servit merveilleusement les citoyens de Périgueux aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, pour repousser les Anglais et défendre leur indépendance.

En conséquence, la Société exprime le vœu que le vieil arceau de la rue des Farges, qui rappelle tant de souvenirs historiques, soit soigneusement conservé, et elle invite le Secrétaire général à le transmettre sans retard à notre honoré confrère M. le Maire de la ville de Périgueux, en le recommandant à son zèle éclairé.

M. DUJARRIC-DESCOMBES veut bien nous annoncer quelques découvertes archéologiques faites dans les réparations de l'église byzantine de Saint-Méard-de-Dronne.

M. l'abbé Géraud, curé de cette paroisse, a recueilli, dans les tombeaux mis au jour par les tranchées, un certain nombre de monnaies et objets de piété. Parmi ces derniers, notre collègue signale une croix grecque portant avec des traces d'émail le dessin d'un aigle. Cette croix, d'après les données de Félix de Verneilh, serait intéressante sous plus d'un rapport. M. le curé se fera un plaisir de la communiquer à nos collègues les plus compétents.

En outre, les ouvriers ont mis de côté deux pierres où se trouvent assez grossièrement sculptés, sur la première deux animaux symboliques, sur la seconde le Père éternel, au milieu d'un ovale. Cette dernière est la plus remarquable. Il serait à désirer que l'une et l'autre fussent conservées avec soin.

A cet effet, la Société archéologique émet le vœu que ces pierres, dont on pourrait envoyer un moulage au Musée,

soient encastrées dans les murs de l'église en train de reconstruction.

En général, les paroisses ne doivent pas se dessaisir de pareils objets. S'ils sont quelquefois précieux au point de vue de l'art, ils peuvent encore fournir un sujet d'étude à l'archéologue, qui est bien aise de les rencontrer sur les lieux mêmes où ils ont été produits. Enfin, les habitants doivent être heureux et fiers de pouvoir montrer les seuls titres qui puissent témoigner de l'antiquité de leurs églises restaurées.

M. DUJARRIC profite de cette occasion pour faire une rectification à l'extrait, publié dans le *Bulletin* de septembre-octobre 1884, des rôles des nobles de Périgord ayant comparu aux montres du comte Jean d'Albret. Au lieu de : *Montre des nobles de la baronnie de Bourdeille* (vers 1470), le titre de cet article doit être lu ainsi : *Montre des nobles de Périgord reçue à Bourdeille* (vers 1490). Il est certain, en effet, que tous les nobles qui se présentèrent alors à Bourdeille n'appartenaient pas à la baronnie dudit lieu.

M. DUJARRIC nous communique encore un historique de la propriété du comté de Périgord, rédigé en 1769 par des avocats du Parlement de Paris, à l'époque où Jean-Antoine du Lau, marquis d'Allemans, possesseur des seigneuries de Celles et de Bertric, était menacé par les fermiers du roi de les voir réunir au domaine de la couronne. Les deux terres faisaient primitivement partie du comté de Périgord. Elles furent vendues le 12 juillet 1484 par le comte Alain d'Albret à François de Bourdeille, moyennant le prix de mille livres. Elles passèrent ensuite par des mariages, en 1506, dans la famille Beaupoil de Saint-Aulaire, et en 1712 dans la famille du Lau. Après en avoir pris connaissance, l'assemblée décide que cette notice sera insérée au *Bulletin*.

Puis, M. DE ROUMEJOUX donne lecture de son rapport sur l'excursion archéologique faite, le 27 juillet dernier, par une chaleur accablante, dans la vallée de la Dordogne, à Saint-Cyprien, au château de La Roque de Meyrals, à Beynac, à Castelnaud et à Feyrac. Il passe en revue chacun des monuments visités en en faisant remarquer tous les détails d'ar-

chitecture, et enfin il espère que ces courses instructives se continueront tous les ans, mais par une température plus fraîche.

Notre honorable confrère M. le comte DE CUMOND rectifie, par une note qu'il adresse à la Société, un passage de l'introduction de la *Guienne anglaise*, de M. Léo Drouyn, tome I^{er}, pages xxvi et xxvii, où l'auteur a reproduit, au sujet d'une commune de Sallebœuf, du canton de Créon (Gironde), une lettre de Philippe de Valois (1336), par laquelle ce souverain ordonne à son sénéchal de Saintonge de faire restituer à Raymond de Cumont son « hostel de Sallebœuf » pris par les Anglais et confisqué par le sénéchal de Périgord. Mais notre savant correspondant ajoute : « Cette lettre n'indique malheureusement pas le lieu précis de la frontière où est situé le manoir de Sallebœuf qu'elle mentionne, et qui, d'après des titres de famille, appartiendrait aux sires de Cumont dès l'an 1280. Je crains bien qu'il ne soit pas question ici de notre Sallebœuf. »

Il résulte, suivant M. de Cumond, de plusieurs passages de la lettre royale, qu'il s'agit ici de l'ancien hôtel ou manoir de Sallebœuf, situé dans la commune de Cumond, canton de Sainte-Aulaye (Dordogne).

M. Michel HARDY dépose ensuite sur le bureau un curieux objet de fer que M. Denis, instituteur communal à Peyri-gnac, l'a prié d'offrir au Musée départemental.

Cet objet, malheureusement incomplet et par suite assez difficile à déterminer, comprend dans son état actuel quatre pièces, trois desquelles se relient par des articulations, savoir : une fourche armée de deux dents aplaties, une sorte de petit pupitre fixé à la partie inférieure de la fourche, enfin une longue tige qui, venant s'appuyer sur ce pupitre, peut décrire, suivant la position qu'il occupe, un arc plus ou moins étendu. Cette tige elle-même se termine par un crochet à pivot muni de deux larges ailettes et laisse voir à son extrémité les traces d'une quatrième articulation. Sans vouloir se prononcer définitivement sur la destination d'un objet de forme aussi étrange, la plupart des membres présents croient pouvoir y reconnaître un ancien piège à loup.

Cet intéressant objet, d'ailleurs assez bien conservé, a été trouvé à Peyrignac, en 1880, à 2 mètres de profondeur dans le sol, sur l'emplacement d'une vieille maison dite *la Maison noble*. Cette maison, au rapport de M. Denis, était une dépendance de Rastignac, et c'est là que se faisait le partage des récoltes entre les seigneurs de Rastignac et leurs tenanciers de la paroisse de Peyrignac.

M. le Conservateur du Musée remerciera le donateur.

M. l'abbé CHEYSSAC offre à nos archives un gros registre in-4°, de 436 pages, papier, du xvr^e siècle, contenant les statuts de la ville de Bordeaux, arrêtés et publiés en jurade le 14 juillet 1542.

M. DE FROIDFOND offre également aux archives de la Société deux liasses de correspondances des xvii^e et xviii^e siècles, contenant 194 pièces et provenant des fonds de Taillefer, Chevalier de Cablanc, et de Leymarie de La Roche. Un choix sera fait, parmi ces pièces, de celles qui mériteront d'être publiées.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

Il est enfin procédé à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans nos rangs. Après un vote par acclamation, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Paul de Fontenilles, inspecteur général de la Société française d'archéologie, au château de Regagnac, par Beaumont-du-Périgord, présenté par M. de Roumejoux et M. Villepelet.

La séance est levée à deux heures du soir.

Le Secrétaire général : Ferd. VILLEPELET.

Séance du jeudi 3 Septembre 1885.

Présidence de M. le marquis DE FAYOLLE.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. de Froidefond, de Roumejoux, de Saint-Pierre, le marquis de Chantérac, le comte Gérard de Fayolle, Paul Galy, Michel Hardy, le comte Charles de Larmandie, l'abbé Monmont, l'abbé Montet et Crédot.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT fait une revue sommaire des ouvrages qui ont été offerts à la bibliothèque de la Société dans le courant du mois dernier :

Le *Journal des Savants*, cahier d'août 1885, in-4°, Paris, Imprimerie nationale, contenant, aux pages 485 et suivantes, le premier article de M. Francisque Bouillier sur les *Leçons de Philosophie* de M. Rabier, où on lit le passage suivant :

« M. Rabier, qui n'est nullement un disciple de Platon, n'admet point l'idéal absolu du beau, ni d'essence commune du beau dans les objets. C'est par une méthode expérimentale et psychologique, par le travail de l'esprit sur les données de l'expérience, que l'esprit s'élève à l'idée de beauté ; de même aussi, nous le verrons plus tard, à toutes les autres idées de la raison. Comme les objets ne peuvent, suivant lui, nous donner l'essence commune du beau, il la cherche dans le sujet lui-même et dans une analyse approfondie du plaisir esthétique qui nous rappelle celle de Jouffroy. Finalement il ramène le plaisir esthétique à la formule du plaisir en général, c'est-à-dire à l'exercice normal de notre activité en rapport avec des objets propres à l'exciter tout entière. »

Le *Répertoire des Travaux historiques*, tome III, n° 3, in-8°, Paris, Imprimerie nationale, 1884, relatant de nouvelles publications de notre laborieux confrère M. Chabaneau, intitulées : *Le roman français de « Jouffroi »*. *Fragments d'une*

traduction provençale du roman de Merlin, Sermons et Préceptes religieux en langue d'oc du XII^e siècle, Sur quelques manuscrits provençaux perdus ou égarés, Une nouvelle conjecture concernant Guillaume VII, Le chevalier Raimbaud et la comtesse de Flandres, et enfin Sainte Marie-Madeleine dans la littérature provençale. — Le travail de notre érudit confrère M. Léon Clédât, *Sur un dicton auxerrois du XIII^e siècle*, y est également relevé. Ces diverses études ont paru en entier dans la *Revue des langues romanes*, années 1882 et 1883 ;

Le *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie*, année 1885, n^o 2, in-8^o, Amiens, signalant la découverte, à peu de distance d'Amiens, sur le territoire de Saleux, au lieu dit *La Fosse à Ladres*, dans un cimetière de l'époque gallo-romaine d'une grande quantité de haches ou silex taillés, cercueils en pierres, verreries intactes, vases en terre cuite de toute couleur, de toute forme et de valeur diverse, coffrets en chêne garnis de feuilles de bronze, bracelets, colliers et monnaies, le tout ne remontant pas au-delà du commencement du III^e siècle ;

La *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, année 1885, 3^e livraison, in-8^o, Paris, donnant la suite du catalogue du fonds Bourré à la Bibliothèque nationale, où l'on relève les trois documents suivants :

1100. — 28 décembre 1495. — Déclaration par Barthélemi Gaicourt, receveur ordinaire en Limousin, qu'il a reçu, pour lui et son collègue du Périgord, défense du roi de rien payer sans autorisation du changeur du trésor. N 71.

1159. — 6 avril, Sarlat. — Lettre du lieutenant général de Roulzet et du procureur Hamelin, pour annoncer à Bourré les résultats d'une enquête sur les résultats d'un arrêt du Parlement de Bordeaux, concernant les greffes. A 26.

1184. — 31 octobre, La Rochelle. — Lettre des habitants de La Rochelle au roi Louis XI, pour obtenir l'interdiction de la traite des blés de Guienne, de Saintonge et du gouvernement de La Rochelle. C 143.

1245. — « *Advertissement touchant les finances de Guienne.* » F 17. Sous le titre *Bibliographie*, qui forme la IV^e partie de cette revue, notre éminent correspondant, M.

Léopold Delisle, analyse le *Catalogue of ancient manuscripts in the British Museum*, dont plusieurs sont d'origine française, notamment les *Quatre évangiles*, fonds harléien, n° 2,797, de la seconde moitié du ix^e siècle, tout en lettres d'or, qui appartenait à notre bibliothèque de Sainte-Geneviève, et dont la disparition, remarquée au xviii^e siècle, étonne beaucoup ceux qui savent combien cette bibliothèque était régulièrement administrée à cette époque ;

Le *Bulletin de la Société des Etudes du Lot*, tome X, 2^e fascicule, in-8°, Cahors, 1885, où paraissent devoir être signalés deux documents tendant à attribuer une origine quercynoise à la famille des Gordon d'Ecosse, d'où descendrait le célèbre général anglais, mort à Khartoum ; et une communication de M. Ser, membre de ladite Société, section de Figeac, dont il a puisé les données dans le *Messager de Paris*, de laquelle il résulterait « que non seulement les Romains et les Grecs ont eu des banquiers, mais que les Phéniciens, eux aussi, faisaient de véritables opérations de banque. Tout porte à croire que ces derniers tenaient des habitants de Ninive et de Babylone leurs notions touchant la science financière. On a découvert, à Babylone notamment, des briques sur lesquelles étaient gravées diverses formes d'obligations commerciales et plusieurs opérations d'une banque établie dans cette ville, 760 ans environ avant l'ère chrétienne. »

Il convient également de relever le passage suivant tiré des *Esbats de Guyon de Maleville*, relatif au saint Suaire de Cadouin :

1392. — « Bertran de Molins, abbé de Cadouin, averti que quelques scismatiques et partisans des Angloys vouloient lui venir enlever a force le saint suaire dans lequel nostre Sauveur avoyt esté enveloppé en son saint sépulchre, et lequel avoyt esté gardé en son monastere des les deux cens septant-ans précédens, après avoir convenu avec les capitouls de Tolose pour la garde et la restitution d'icelluy, le leur porta ; may's long-temps après icelluy saint suaire estant redemandé aux Tolosains par le pays de Peregore et par le sindic de l'ordre des Cisteaux et la restitution entrainant en longueur, en l'an 1455, quelques religieux dudict ordre, pour finir la question, treuverent moyen de saisir icelluy saint suaire et le rapporterent audit Cadouin. — Nicol. BERTRANDI. »

La *Revue des langues romanes*, troisième série, tome XIII, mai 1885, in-8°, Montpellier, contenant huit *Lettres inédites de Guillaume d'Abbatia*, littérateur toulousain, capitoul de Toulouse (1619-1633), dont la découverte revient à notre distingué correspondant, M. Tamizey de Larroque, et, à la page 250, l'avis motivé de notre confrère, M. Chabaneau, sur la date du *Vers del Lavador*, de Marcabrun ;

Les *Mémoires de la Société Eduenne*, nouvelle série, tome XIII, Autun, 1884 ;

Les *Mémoires de la Société académique de Maine-et-Loire*, tome XXXVIII, sciences, Angers, 1883, signalant les découvertes, à Angers, d'une monnaie en bronze de Sedullus, chef des Lemoviques ou Limousins, qui fut tué dans la bataille qui décida du sort d'Alesia, et, près Segré, d'une bague en or, ornée d'une améthyste entaillée, dont l'anneau est très fort et peut peser 50 à 60 fr. d'or ; il paraît dater du iv^e siècle ; cette particularité des devoirs de la corporation des maîtres bouchers d'Angers, qui étaient astreints, selon les vieux règlements de la prévôté, de faire le guet tous les jeudis pendant le Carême, et tenus de se présenter, armés et habillés militairement, sous peine de soixante sols tournois d'amende ; la déclaration du Roi, de 1694, qui interdisait aux marchands tailleurs de cette ville d'employer des boutons d'étoffes ou recouverts d'étoffes ; et cette remarque d'un investigateur qu'à certaines heures il s'élève des anciens puits, transformés en sépultures, et aujourd'hui comblés, une petite colonne de fumée et de brouillard, alors qu'aucun autre indice ne désigne ces points à l'attention ;

Le *Giornale araldico* de l'Académie de Pise, numéros de juillet et d'août 1885, grand in-8°, qui est entièrement consacré à l'examen de cette question devenue intéressante pour nos voisins, à la suite de la mort récente et inopinée de notre compatriote le comte de Chevry du Roure : « *Y a-t-il en France des della Rovere d'Italie ?* » Un tableau synoptique accompagne ce travail et donne la liste des communes et des petites localités françaises dont le nom a du *roure* ou du *rouvre*. Comme l'Italie, la France renferme des localités ayant des dénominations à peu près semblables ; citons, dans la

Dordogne, *Rouverel*, commune de Coubjours, et *Rouves*, commune de Nadaillac et non *Nadillac*. Parmi les familles françaises alliées aux *Della Rovere* d'Italie, le *Giornale araldico* mentionne la famille du marquis de Cabrières (un de ses membres a habité Périgueux et le second est à la tête du diocèse de Montpellier), dont le nom patronymique depuis longtemps est *de Roverié* de Cabrières, des actes les concernant, du xvi^e siècle, faits au sujet de Cabrières, les appelant *de Roverid*, et, d'autre part, leurs armoiries ayant toujours été d'azur à un arbre d'or : d'où cette publication conclut que la famille de Cabrières a le nom et les armes de la famille italienne *Della Rovere* ;

Le *Journal d'histoire naturelle de Bordeaux et du Sud-Ouest*, numéro du 31 août 1885, in-4^e, faisant connaître que la commission des monuments historiques révisé en ce moment la liste des monuments classés, et qu'elle a compris pour la première fois, parmi les monuments mégalithiques jugés dignes de cette faveur, les dolmens de Saint-Aquilin, de Beaumont, de Sarlat et de Brantôme, dans le département de la Dordogne ;

Par M. Charles Robert, sa plaquette sur *Une bague gauloise*, que notre érudit correspondant a présentée à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres ;

Par M. Boule, la photographie du Mercure découvert à la Cité.

Des remerciements sont exprimés aux auteurs et donateurs.

M. LE PRÉSIDENT a reçu de notre confrère, M. le comte de Saint-Saud, une lettre lui faisant connaître que, dans la traversée de Thronthyem, à Bergen, il lia conversation avec M. Frédéric P. Layard, major général de l'armée des Indes, frère de lord Layard, ancien ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, lequel lui fit part de son attachement au Périgord. M. Frédéric Layard appartiendrait à une branche cadette de la maison de Caumont, réfugiée en Angleterre lors de la révocation de l'Edit de Nantes ; le nom de Layard serait même le nom un peu défiguré d'une de leurs seigneuries en Agenais.

M. Michel HARDY donne lecture d'un contrat passé à Périgueux, le 8 février 1630, entre Jehan Chevalier, écuyer, sieur de Puymartean, et de Capblanc, conseiller élu pour le roi au pays de Périgord, et un marchand tapissier de Felletin, en la Marche, Léonard de La Mazure. Celui-ci s'engage à livrer audit Jehan Chevalier, pour le jour et fête de Saint-Jehan-Baptiste prochain venant, une tente de tapisserie pour garnir la salle haute de la maison noble de Capblanc, de même fabrique et « de parelhes laynes et estoffes si melheures non » que celle qui décore la maison de M. de Salleton, receveur des tailles ; cette tapisserie devra, comme elle aussi, représenter les *Amours de Gombaud et de Massée*. Le prix en sera de 6 livres 10 sols tournois l'aune de Paris au carré.

Ce document est extrait d'un livre de raison de la famille Chevalier de Capblanc, récemment entré aux Archives départementales, et sur lequel notre confrère donne de curieux renseignements.

L'assemblée décide que la communication de M. Hardy sera insérée au *Bulletin*.

M. l'abbé MONMONT, curé d'Azerat, communique à la Société la copie d'une bulle du pape Jean XXII, en date, à Avignon, du 10 des kalendes de juin 1318, portant fondation de l'église collégiale et du chapitre de Capdrot, au diocèse de Sarlat. On sait que notre érudit confrère a récemment publié dans la *Semaine religieuse*, sur la collégiale de Capdrot, une très intéressante étude. La bulle de 1318 y a été seulement analysée, mais est encore inédite, et vu son importance historique, mérite d'être publiée. Avant d'en voter l'impression dans le *Bulletin*, la Société désire cependant que le texte relevé sur une copie conservée à la Bibliothèque nationale en soit révisé avec la plus grande attention.

M. le comte Gérard DE FAYOLLE demande la permission de lire une notice sur l'église de Saint-Méard-de-Dronne. — Après l'avoir écouté avec intérêt, la Société décide que ce travail sera publié dans le *Bulletin*, avec les dessins qui l'accompagnent.

M. Michel HARDY offre au Musée, de la part de M. le

Maire de Périgueux, une clef qui a été trouvée dans les fondations des murs de soutènement du quai, à Périgueux, et paraissant remonter au xiv^e siècle.

Des remerciements sont exprimés au donateur.

M. le comte Gérard DE FAYOLLE signale la découverte, dans la propriété de notre confrère M. Gasson Bugeaud d'Isly, à La Roche, près d'Excideuil, des traces de faux monnayeurs, sous Henri II, ainsi que le prouverait l'existence, en cet endroit, d'un moule en grès et de monnaies espagnoles à l'effigie de Philippe III. — La Société remercie M. Gérard de Fayolle de cette communication et elle accepte avec plaisir l'offre de M. Gasson Bugeaud d'Isly de lui communiquer tout ce qui aura trait à cette découverte.

M. LE SECRÉTAIRE lit enfin le procès-verbal d'enchères, dressé les 13 et 14 décembre 1787, des biens du prieuré de Saint-Etienne-du-Peyrat, diocèse de Périgueux, au requis de messire Pontard-Lambertie, conseiller du Roi ; une procuration générale et spéciale, donnée le 25 novembre 1683 par M^e Jacques de Grandsaigne, prêtre et prieur commendataire du prieuré de Saint-Angel et annexe de Quinsac, ordre de saint Benoît, même diocèse, à M^e Jacques de Lasserre, prêtre, docteur en théologie, habitant la Mission de Périgueux ; et l'acte de prise de possession du prieuré de Saint-Angel par M^e David Estève, prêtre, en date du 4 mars 1686.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est levée à une heure et demie du soir.

Le Secrétaire-adjoint, P.-J. CAÉDOR.

LES FONTAINES DE PÉRIGUEUX

AU MOYEN-ÂGE ET DANS LES TEMPS MODERNES.

Depuis quelques années, une question de la plus haute importance, question vitale s'il en fut, celle des fontaines, a fixé, à Périgueux, l'attention publique. Grâce au zèle éclairé de l'un de ses maires, M. de Marcillac, la ville avait été dotée de fontaines, en 1836, et l'on pouvait croire que les travaux alors entrepris pour capter la magnifique source du Toulon, en élever les eaux à l'aide de machines et les conduire par des aqueducs dignes des Romains jusqu'au réservoir de la route de Paris, assureraient pour toujours l'approvisionnement de Périgueux. L'expérience a malheureusement prouvé le contraire : la machine élévatoire du Toulon, tout d'abord trop faible, détériorée ensuite par un long usage, ne refoule plus une quantité d'eau suffisante pour les besoins d'une ville dont la population, il faut le dire, a triplé depuis 1836 ; la disette d'eau s'est de nouveau fait sentir, et si les esprits sont partagés sur les moyens, tous sont d'accord sur la nécessité d'y remédier le plus tôt possible.

Nous avons pensé que, dans ces circonstances, il pourrait être intéressant de rechercher dans les archives anciennes de la ville tous les documents relatifs au service des eaux à Périgueux au moyen-âge et aux tentatives faites à différentes époques pour y établir des fontaines. Si par le progrès des sciences et le développement de la richesse publique, nous avons maintenant à notre disposition des moyens d'action qu'ignoraient nos pères, leurs efforts pour triompher d'obstacles que nous rencontrons encore devant nous, ne sauraient nous trouver indifférents. Ce n'est pas d'ailleurs sans profit que l'on pénètre dans le détail de la vie communale au moyen-âge, et que l'on apprend à connaître ce qu'elle renfermait d'énergie et d'activité. Seules avec elles-mêmes, donnant au pouvoir central beaucoup plus qu'elles n'en recevaient, en butte à des difficultés sans cesse renaissantes, l'on

s'étonne que nos vieilles municipalités aient pu suffire à tant de besoins et ne rien négliger de ce qui pouvait servir au bien commun.

Les travaux entrepris par les Romains pour alimenter d'eau Vésone, l'ancienne cité de Périgueux, n'entrent pas dans le cadre de notre étude. M. Wlgrin de Taillefer en a du reste parlé longuement (1) et les assertions du docte antiquaire sont en général exactes.

On sait que plusieurs sources, la Grand-Font, dans la commune de Saint-Laurent-du-Manoire, la source de l'Ermitage, dans celle de Champcevinel, et d'après M. de Taillefer, celle de Jameaux, dans le vallon de Campniac, furent captées par les Romains et conduites à Vésone. L'on remarquera que toutes trois étaient situées à un niveau de beaucoup supérieur à celui de leur point d'arrivée : les Romains, en effet, ne connaissaient pas nos pompes refoulantes ni l'emploi des turbines ; aussi, dans l'impossibilité d'utiliser les sources de bas niveau voisines de leurs demeures, se voyaient-ils forcés le plus souvent d'aller en chercher d'autres au loin pour les amener ensuite à grands frais.

Malgré la solidité de leur construction, les aqueducs de Vésone durèrent peu. Etroits et recouverts de simples dalles, ils devaient s'obstruer facilement et exigeaient, en tout cas, des soins incessants d'entretien. Tout porte à croire qu'après les invasions des Barbares au v^e siècle, la population ruinée ne songea plus à les réparer et qu'ils furent bientôt oubliés, comme tant d'autres monuments de la civilisation romaine enfouis sous les décombres.

Pour trouver de nouveaux indices de fontaines, il faut nous éloigner des lieux où fut l'antique Vésone et gravir au nord-est la colline du Puy-Saint-Front. Auprès de la confession du grand apôtre du Périgord, une ville s'était for-

(1) Wlgrin de Taillefer, *Antiquités de Vésone, cité gauloise, remplacée par la ville actuelle de Périgueux* ; Périgueux, Dupont, 1821-1826, 2 vol. in-4°. — Tome II, pag. 89-108 et 655.

mée de très bonne heure et, sous l'impulsion du christianisme, accrue rapidement.

Nous examinerons tout d'abord quels moyens s'offraient aux habitants de se procurer l'eau, l'élément indispensable à toute existence. La rivière de l'Ille (1) baigne à l'est la colline du Puy-Saint-Front et pouvait fournir une eau, sinon absolument pure, du moins abondante. En second lieu, par une heureuse disposition géologique, le calcaire supérieur qui forme la base du Puy-Saint-Front, est recouvert en grande partie d'une argile rouge imperméable sur laquelle s'étend une nappe d'eau souterraine. A l'exemple des Romains, les habitants n'avaient donc qu'à creuser des puits et, à une faible profondeur, ils trouvaient une eau déjà plus pure que celle de la rivière.

Ces puits toutefois furent peu multipliés, et comme ils dépendaient de maisons particulières, la masse de la population n'en pouvait tirer qu'un faible avantage. Le puits public du Coderc ne fut creusé qu'au commencement du *xv^e* siècle et achevé seulement en 1448. (2)

Un troisième moyen, c'était d'utiliser les sources. Grâce à Dieu, les environs immédiats de la ville en offraient plusieurs dont l'eau était d'une parfaite limpidité.

(1) Nous écrivons *l'Ille* et non pas *l'Isle* le nom de la rivière qui passe à Périgueux et va se réunir à la Dordogne devant Libourne. Les formes anciennes de ce nom, *Aella*, *Ella*, *Eyla*, *Helle*, *fluviu Elle*, pour varier suivant les auteurs, dérivent toutes cependant du radical celtique *Ell*, qui signifie ruisseau et par extension rivière. Sans sortir du département de la Dordogne, nous trouvons ce radical sous sa forme primitive dans le nom d'un petit ruisseau, *l'Elle*, qui coule au fond du vallon de Muratel et se jette dans la Vézère, non loin de Terrasson. On sait qu'un grand nombre de cours d'eau en France portent ce nom d'*Ell* ou d'*Ill* tantôt isolé, tantôt accompagné d'un préfixe appartenant également à la langue celtique. Pour en revenir à la rivière de Périgueux, si par exception un greffier ignorant du *xiv^e* siècle a pu traduire son nom par le mot *Insula* (de Gourgues, *op. cit.*, page 159), ce n'est qu'au *xvi^e* siècle et par suite de la déplorable manie qui régnait alors de tout latiniser, que la dénomination *Insula* lui fut attribuée, d'où le mot français *l'Isle* que les documents officiels lui conservent fâcheusement encore aujourd'hui.

(2) — « Item, beylem à Peyre Bruchart, per que achabessan lo potz dal Coderc ; qar nos avian paour que qualq'enfan si neges ho la meyo nuova tombes ; e per aquelas razos beylem li, monta..... x ff. »

(Registres des comptes de la ville, année 1447-1448; CC. 83, f° 5 r°.)

L'une des plus importantes était la fontaine de Saint-Georges (*la fon de Sen Gorgi*) ou fontaine de l'Arsault. Un texte de 1260, cité par M. de Gourgues (1) nous apprend que cette fontaine était, à l'origine, à un niveau plus élevé et probablement sortait de terre dans le petit vallon qui limite au nord la commune de Périgueux et la sépare de celle de Trélissac.

En 1314, les maire et consuls, soucieux de tenir cette fontaine en bon état, la firent curer, ainsi que le petit ruisseau qui en découlait (2). Cette opération, qui occasionna une dépense de 2 sols et 6 deniers, fut renouvelée en 1335. (3)

De la fontaine de l'Arsault, si nous nous dirigeons vers le midi, nous trouvons celle de Saint-Frontaise, désignée à tort par M. de Gourgues sous le nom de fontaine de Saint-Front (4). L'extrait suivant du Registre des rentes de la Charité de la Pentecôte, dressé en 1247, nous révèle l'emplacement de cette fontaine, qui était située au faubourg de Tournepiche et doit être identifiée avec celle qu'on appelle aujourd'hui la fontaine des Barris.

Bernard Blanquet, y est-il dit, gendre de Raoul Gorio, fonda, pour le repos de son âme, une rente perpétuelle de 5 livres qu'il assigna à la charité sur le four qui est à Tourne-

(1) Ce texte, emprunté à un testament du fonds Périgord (*Monuments historiques, Supplément français*, 41, n° 3) à la Bibliothèque Nationale, porte cette indication : « ... la fon Saint-Jorge, sobre la recluse de l'Arsaut ; » c'est-à-dire au-dessus de l'habitation de la recluse. Or, l'hospitalet de cette recluse, autant que nous avons pu le déterminer, était situé au pied des rochers de l'Arsaut, près de la porte de la ville. — De Gourgues, *Dict. topogr. de la Dordogne*, p. 129, au mot *Pont Saint-Georges*. — Une croix s'élevait dans le voisinage de la fontaine, au XIII^e siècle : « la crotz qui es part la fon de larsaut, » lisons-nous dans le *Registre des rentes de la Charité de la Pentecôte* dressé en 1247, f° 28, v°.

(2) — « Item, [baylem] ij s. vj d. aus homes qui cureren la fon de Sen Georgi e lo ryou. » — *Reg. des comptes de la ville*, année 1314 ; CC. 41, f° 3 v°.

(3) — « Item, baylem à G. Tinet y à G. Auriol, laboradors, per nom de lor e de lor companhos qui avian recurat la fon de Sen Gorgi, que lor detom per razo de lor trabalh, v s. » — *Reg. des comptes de la ville*, ann. 1335-1336 ; CC. 54, f° 90 r°.

(4) De Gourgues, *op. cit.*, p. 126.

piche, près de la fontaine de Saint-Frontaise, devant les maisons d'Hélie Martin. (1)

Cette fontaine, comme celle de l'Arsault, donnait sans doute naissance à un ruisseau sur lequel était jeté un pont. Le premier mardi de Carême en l'an 1347, le comptable de la ville payait en effet 4 sols et 3 deniers périgourdins pour la réparation de ce ponceau qui avait été emporté pendant une inondation (2). Vingt ans après, en 1367, on y fit de nouveaux travaux (3). Ce ponceau menaçant ruine en 1501, deux maîtres maçons et deux « pavadors, » chacun ayant un aide pour le servir, employèrent deux jours à le réparer. Ce travail revint à la ville à 27 sols et 8 deniers tournois (4). Le comptable enregistrant cette dépense, appelle encore cette fontaine « la fon de Seinct-Frontays », dénomination qu'elle dut perdre dans le courant du xvii^e siècle.

(1) — « B. Blanquetz, lo genre qui fo Raolf Gorio [deu] v l. que el meeih i laichet, per sarma, à tostemps, apres sa fi, sobre lo forn qui es à la Tornapicha, pres de la fon Sen Frontaih, devan las maiios Hel. Marti. » — *Reg. des rentes de la Charité* (1347), f^o 35 v^o.

(2) — « Item, baylem lo premier dimars de Carême (1347), pel commandamen de Guilh. de Rey, cosol, à vij femnas e à ij homes qui chauceren lo pontet de la fon de S. Frontaysch que layguda avia fondut, iiij s. iiij d. pergs. » — *Reg. des comptes de la ville*, ann. 1346-1347; CC. 61, f^o 29 v^o.

(3) — « Item, baylem aquel jorn (lo dimartz que fo la vespra de Senh Mathias) à ij peyriers qui adoberen lo pontet de la font de Senh Frontay... viij s. ix d. » — *Reg. des comptes de la ville*, ann. 1366-1367; CC. 64, f^o 27 v^o.

(4) — « Item plus, lod. jour (24 avril 1501), fut beyhat à Estève Molinier quo servit per doux jornaulx les pavadors al pont de Seinct-Frontays, à xx d. per jour, à pris fach..... iiij s. iiij d. t.

« Item plus, fut beyhat lo xxv^e jour deld. meys, per commandamen de messieurs (les maire et consuls), à Johan Biliabau et Petit-Johan Sarpier, per pavar à la fon de Seinct-Frontays, en deduction, à pris fach..... x s. t.

« Item plus, lod. jour fut beyhat à Lionard Fargas et l'autre Lionard, per servir losd. pavadors à la fon de Seinct-Frontays, per ij jours à xx d. per jour..... iiij s. iiij d. t.

« Item plus, lod. jour fut beyhat, per commandamen de messieurs, à Estève Pellissier et à Johan de La Garde, massos, à chescun ung jornal, à iiij s. per jour, per massonar al pont de la font de Seinct-Frontays..... vj s. t.

« Item plus, lo xxviii^e jour deld. meys, fut beyhat per commandamen de monsieur lo mayer, à Johan Biliabau et Petit-Johan Sarpier, per pavar lo pont de Sainct-Frontays..... v. s. t.

Reg. des comptes de la ville, ann. 1500-1501; CC. 96, f^o 15 et 16.

Encore plus à l'ouest et à peu près en face du couvent de Sainte-Claire, sur la rive gauche de l'Isle, était la fontaine de Saint-Hippolyte, connue de nos jours sous le nom de fontaine des Malades. Ce nom ne lui vient pas, comme on le croit d'ordinaire à Périgueux, de la pureté exceptionnelle de ses eaux, qui les rendrait bienfaisantes pour les malades, mais bien de ce qu'elle avoisinait l'ancien hôpital ou maladrerie de Saint-Hippolyte.

D'autres sources, sans compter celle du Toulon, existaient encore dans la banlieue, mais étaient trop éloignées pour que les habitants du Puy-Saint-Front pussent commodément les utiliser. Au cœur même de la ville, il nous reste à signaler une fontaine sur laquelle se taisent les registres de la charité et les autres titres du ^{xiii}^e siècle que nous avons parcourus, mais que nous trouvons mentionnée fréquemment dans nos archives communales à partir des premières années du ^{xiv}^e siècle. Nous voulons parler de la fontaine de la Clautre.

Si l'on considère le niveau très élevé de la place de la Clautre, peu différent au ^{xiv}^e siècle de celui qu'elle présente actuellement, l'on demeurera convaincu que cette fontaine n'était pas une source comme celles que nous venons de passer en revue. La nappe d'eau souterraine dont nous avons parlé se trouve à plusieurs mètres dans le sol, et si l'un de ses filets avait dû sourdre sur la Clautre, c'eût été au fond d'un puits.

Les greffiers de la ville, pour la désigner, n'auraient donc pas employé cette expression « *la fon de la Claustra* », mais auraient écrit : le puits (*lo potz*) de la Clautre, comme à partir du milieu du ^{xv}^e siècle, ils écrivirent : « *lo potz del Corderc*. »

A l'appui de notre assertion et pour lui donner le caractère de la certitude, nous pouvons du reste invoquer un texte précis. L'an 1533, peu de jours après les élections consulaires, M^{re} Foucauld de Bonneval, évêque de Périgueux, manda en son hôtel, pour dîner avec lui, les maire et consuls. Or, après dîner, rapporte l'un des rédacteurs du *Livre Jaune*, « led. révérand leur dict et déclara la cause pour-

» quoy les avait envoyé querir et disner en sa compagnie,
» qu'estoit pour ce que en la présent ville de Périgueux n'a-
» voit aucune fontaine et qu'il avoit intention de en faire
» venir une en lad. ville et au lieu appelé de la Clautre, où
» *d'ancieneté et aultrefois estoit venue* (1). » Au commen-
cement du xvi^e siècle, l'on conservait donc à Périgueux le
souvenir d'une fontaine publique et d'une amenée d'eau sur
la place de la Clautre.

Mais d'où cette eau venait-elle ? — Les seules indications
que nous ayons pour répondre à cette question nous sont
fournies par M. Wlgrin de Taillefer. Dans son livre
des *Antiquités de Vésone* (2), parlant de la fontaine de
Puyrousseau, il rapporte que vers la fin du siècle dernier,
l'on trouva au sud-est de cette fontaine des tuyaux en terre
cuite, engagés dans « un corroi de glaise, » et dont le dia-
mètre intérieur était d'environ trois pouces. Ces tuyaux se
dirigeaient vers le Puy-Saint-Front.

« Probablement ils avaient été, continue-t-il, établis vers
» le xi^e siècle, et l'on ne peut guère douter qu'au moyen de
» l'exhaussement de la source, ils ne menassent les eaux à
» l'ancienne fontaine de la Clautre. »

Si la source de Puyrousseau, malgré son faible débit, avait
été seule sur la montagne du Toulon, nous nous en serions
tenu, sauf peut-être pour la question de date, à l'opinion de
M. de Taillefer ; mais deux autres sources, celle du Cluzeau
et celle de l'Ermitage, existant plus à l'ouest sur les mêmes
pentes, ne pourrait-on pas admettre que leurs eaux auraient
été réunies à celles de la fontaine de Puyrousseau pour for-
mer une seule et même conduite ? — Cette supposition très
rationnelle, M. de Taillefer l'a présentée lui-même dans une
partie de son ouvrage où il traite des aqueducs romains. La
fontaine de l'Ermitage avait été captée par les Romains, qui,
pour recevoir ses eaux, avaient construit un réservoir en
briques dont quelques restes subsistent encore. Mais de ce

(1) *Registres Mémoires de l'Hôtel de Ville* ; — *Livre Jaune* ; BB. 14, f^o 192, v^o.

(2) Tome II, pag. 106 et 600.

que les Romains avaient utilisé cette source, s'ensuit-il que tous les ouvrages anciens pratiqués aux abords doivent leur être attribués ? — Ici, nous nous séparons du savant archéologue et rapporterons notamment au moyen-âge un canal en pierre rencontré vers 1820, auprès de la source de l'Ermitage à l'ouest de Cablanc. Ce canal, qui paraissait se diriger vers l'ouest et suivait la pente du terrain, à quatre pieds sous le sol, était formé de pierres de trois à quatre pieds de long, sur un pied de large et six pouces d'épaisseur. Ces pierres, comme les tuyaux en terre cuite de Puyrousseau, étaient « dans un corroi de glaise ». Chacune, nous dit M. de Taillefer, était creusée sur un côté dans toute sa longueur ; et posées deux à deux, l'une sur l'autre, elles faisaient entre elles un tube ou conduit d'environ quatre pouces de diamètre qu'elles continuaient en s'ajustant par le bout les unes avec les autres (1).

Sans être versé dans l'étude de l'archéologie, l'on reconnaîtra facilement qu'un ouvrage de ce genre n'a rien d'antique et n'offre aucune analogie avec ceux qu'exécutaient les Romains pour la construction de leurs aqueducs. Au contraire, il nous rappelle la conduite en pierre faite à Périgueux même en 1535 pour amener sur la Clautre l'eau de la fontaine de Jameaux. Nous rapporterons donc au moyen-âge les conduites d'eau signalées par M. de Taillefer près de Cablanc et à Puyrousseau, et sans les faire remonter jusqu'au *xⁱ* siècle, nous admettrons de préférence qu'elles furent exécutées vers la fin du *xii^e* ou dans le cours du *xiii^e* siècle.

Un fait indiscutable, c'est que cette fontaine existait en 1314. A partir de cette date, les registres des comptes de l'Hôtel-de-Ville en font mention continuellement à l'occasion des cérémonies de la vigile de la Saint-Jean. Chaque année, le 24 juin, l'on dressait sur la fontaine de la Clautre (*sobre la fon de la Claustra*) une estrade en planches sur laquelle le maire de Périgueux et les officiers de la confrairie

(1) Wlgrin de Taillefer, *op. cit.* Tome II, page 104.

de Saint-Jean nouvellement élus prenaient place pour chanter la célèbre chanson du *Kyrie* (1).

En 1335, l'on planta un orme auprès de la fontaine et on en fit paver les abords (2). Ces travaux sont les seuls dont le souvenir soit parvenu jusqu'à nous.

Quel qu'ait été le débit de la fontaine de la Clautre, les services qu'elle rendit à la population furent très limités et la masse des habitants continua, comme par le passé, à puiser l'eau à la rivière de l'Isle. Un renseignement très curieux nous est fourni à cet égard par une pièce de procédure de 1342. A cette date et même depuis quelques années, les maire et consuls de Périgueux étaient en contestation avec les chanoines de Saint-Front et le procureur du roi, pour une question de juridiction, et l'affaire, plaidée au Parlement de Paris, avait pris bientôt les proportions les plus amples. Pour en donner une idée, il nous suffira de dire que la requête présentée au Parlement par le procureur du chapitre ne contenait pas moins de 2,452 articles. La réplique elle-

(1) Sur les cérémonies qui se célébraient à Périgueux la veille de la fête de saint Jean-Baptiste, et sur la chanson du *Kyrie*, voir W. de Taillefer, *op. cit.* Tome II, pag. 613-615. — *Annales agricoles et litt. de la Dordogne*, ann. 1867, pag. 907 et 908. — *L'Echo de la Dordogne*, n° du 28 juin 1882. — « Cantique périgourdin en l'honneur de saint Jean-Baptiste, » publié par M. C. Chabaneau dans la *Revue des langues romanes*, III^e série, tome XII (1884, 2^e semestre), pag. 203-209). Ce travail de M. Chabaneau a été reproduit dans le *Bulletin de la Soc. hist. et arch. du Périgord*, tome XII (1885), pag. 203-209. — Nous ne mentionnerons que pour mémoire un article exclusivement littéraire de M. Albert de Calvimont, « Les officiers de la Saint-Jean, légende du Périgord, » dans la revue intitulée *Le Montaigne*; Périgueux, Dupont, 1886, in-4°, pag. 85-92.

(2) — « Item. baylem à ij homes qui deraygeren e puoychs lo planteren loime en la fon de la Clautra xix den.

« Item, baylem per pagar una saumada de chau qui fo conprada de Itier de Matieu, teulier, per far pavar la fon de la Clautra ij s.

« Item, per pagar iij saumadas de grava qui feyren mestier à far lenduch per pavar la dicha fon xij den.

« Item, baylem à Augustin de Laut, peyrier, per razo de liij jornals que estet à pavar la fon de la Clautra, ses oxcio, e per pagar los homes qui li aporteren los cayres quilh so frauhiar à pavar la dicha fon y aq[ui]lh[s] qui lo servian de las chauzas qui fazian mestier xix s.

(Reg. des comptes de la ville, ann. 1335-1336; CC. 54, f° 20 r°.)

même du procureur de la ville comprend 2,592 articles et forme un volumineux rouleau de parchemin qui tout incomplet qu'il est, mesure encore 50 m. 17 c. de longueur.

A l'article 281 de sa requête, le procureur du chapitre avait reproché aux officiers du consulat certaine sentence par eux rendue contre des barbiers de Périgueux accusés d'avoir jeté dans la rivière des poils et du sang. Répondant à ce chef d'accusation, le procureur de la ville commence par faire observer que l'eau de la rivière est communément employée à Périgueux pour les usages domestiques. Les hommes et les animaux en boivent, et elle sert, dit-il, à la fabrication du pain et à la cuisson des aliments. Il appartient donc aux maire et consuls de veiller à ce qu'elle soit toujours propre et pour cela d'empêcher qu'on y jette des immondices et des choses malsaines (1).

Comme on le voit, malgré les efforts tentés par les habitants pour se procurer une eau limpide à l'intérieur de leurs murailles, la rivière de l'Isle était encore au xiv^e siècle le grand réservoir où ils allaient puiser pour leurs besoins quotidiens.

Il nous faut arriver à l'année 1478 pour trouver la mention d'un nouveau projet d'amenée d'eau. Mais ici fort heureusement, nous avons quitté le domaine des conjectures et pour-

(1) — « Item, cclxxxj in quo fit mentio de barbitonsoribus, qui incipit : Item die sabbati, etc. — Dicit (procurator ville) quod cum fluvius Aelle emanantis et currentis juxta villam predictam et de qua ut plurimum potantur et adaquantur homines pariter et jumenta, et panis conficitur, et ciboria dequocuntur, et ut plurimum ad communes usus habetur, debeat munde teneri et impediri etiam per quemcunque habentem jurisdictionem vel non, ne immunda vel venenosa ybideni prohibeantur, et molendinum de Cachapeolh non sit de parochiâ Sancti-Frontonis; quod si fuit facta inhibitiô de qua fit mentio in dicto articulo barbitonsoribus, ipsa fuit facta juste et licite, cum ipsi barbitonsores pilos et sanguinem prohiberent aut dimitterent in villâ vel circa ipsam, et predictam aquam fedarent et in suo ministerio delinquerent, quorum ordinatio et cognitio ac punicio ad dictos majorem et consules pertinet et pertinere debet; et sic respondet et prout respondit superius cclxxvj articulo; cetera et aliter negat. » (Procès entre les chanoines de Saint-Front et les maire et consuls, pour les droits de justice à exercer dans la paroisse de Saint-Front. — Article CCCIX de la réplique du procureur de la ville; FF. 52.)

rons nous appuyer sur un texte précis. Ce document, comme la plupart de ceux qui forment la base de notre travail, nous est fourni par la collection très précieuse et trop peu connue des registres des comptes de l'hôtel de ville.

En 1478, Reymon Lambert était comptable, ou receveur des deniers communaux. Homme intelligent, comprenant toute l'importance de sa charge et soucieux de n'encourir aucun reproche, voici les détails qu'il nous donne pour justifier une dépense de 57 sols 4 deniers tournois.

Au cours de l'année 1478, l'on apprit à Périgueux que trois maîtres fontainiers, gens habiles et « *que eran bons mestres* », venaient d'établir avec succès des fontaines à Saint-Yrieix et à Ségur. Les maire et consuls s'émurent à cette nouvelle, et dans un conseil de ville par eux convoqué à son de trompe, l'on décida, d'après l'avis des trente prudhommes, que lesdits maîtres fontainiers seraient mandés en diligence à Périgueux pour voir à établir une fontaine « *en la Claustra hou ailhors*. » Ils y vinrent, en effet, et aussitôt après leur arrivée, l'on s'empressa de leur adjoindre, pour faciliter leurs recherches, les personnes de la ville les plus aptes à les seconder. Ces personnes, Reymon Lambert n'a pas omis de nous en donner les noms : c'étaient Guillaume de Ladoux, l'*houbrier* ou architecte de la ville, le *relotgier* Michel Malet, Jean Abonel, Guillaume Bolasat, Ponsi, H. Roux, D. Caley le jeune, Meilho Léon, enfin le maître maçon Brisset Girard. Tous les neuf, et avec eux les maîtres fontainiers, se mirent à parcourir le pays aux abords de Périgueux, visitant les fontaines et procédant minutieusement à des travaux de nivellement. Ces opérations durèrent plusieurs jours et eurent pour résultat de faire constater que « *no troberen lieuc dont vengueys mielh l'aygua dins la villa, si no de la fon cuberta*. » Nous verrons par la suite à déterminer, s'il est possible, quelle pouvait être cette *fon cuberta* dont le nom malheureusement, comme les dénominations anciennes d'un grand nombre de sources, ne nous est plus connu. Pour le moment, nous avons encore à recueillir dans le texte de notre comptable plusieurs indications intéressantes. Nous y verrons que les maire et consuls passèrent un

marché avec les maîtres fontainiers pour l'amenée de l'eau de la *Font-Couverte* et que le contrat en fut reçu par le notaire Jean Solier. Enfin, les faits qui précèdent ne sont qu'une entrée en matière, un exposé des motifs, et Reymon Lambert doit nous rendre compte de l'emploi de ses fonds. En hommes désintéressés, les trois fontainiers refusèrent toute gratification et demandèrent seulement que la ville payât leurs frais de voyage et d'hôtellerie. Ces frais pour onze jours, et de plus un ou deux repas que le corps consulaire leur offrit et à chacune des personnes qui les avaient aidés dans leurs travaux, ces frais, disons-nous, avaient atteint le chiffre précité de 57 sols et 4 deniers tournois (1).

Notre comptable, malgré son exactitude, a négligé de nous faire savoir en quel mois de l'année 1478, les maîtres fontainiers résidèrent à Périgueux ; les frais qu'ils occasionnèrent sont inscrits avec plusieurs autres dépenses aussi non datées à la fin de son chapitre de « *las houbras* », et nous ignorons dès lors si d'autres travaux mentionnés au f° 17 v°, de son registre, furent exécutés avant l'arrivée desdits fontainiers ou après leur départ. Ces travaux avaient pour but

(1) — « Item, avem may's beylat que fut ordenat per lo conseilh tengut à so de trompeta, que per los xxx^{es} prodomeys, que lom feseys venir los fontaniers per veyre si se porria trovar remedi de far venir la fon en esta villa, en la Clastra hou ailhors, et nos mandem querre los fontaniers que avia fach las fons à St-Yrieys et à Segur deux qual nos fu dich que eran bons mestreys, et vengueren treys que eran, et vesem lor visitar las fons et lo pays de l'entorn et nyvellar per veyre las quaj's porrian mielh venir, et demoraren en fazen aquo aus despens de la ville, seys prendre autras jornadas mas tant solament lors despens per dos viageys que vengueren et xj^e jours que hi demoreren. Monta tout, tant per hilhs que per aquilh's qui furen visitar las fons et lou pays, soy assabeyr losd. fontaniers, Johan Abonel, Brisset Girart, Guillem de Las Doutz, G^e Bolasat, Ponsi, H. Roux, D. Caley's lo jeune, Michel Malet, relotgier, et Meillo Leon, losquals furen an losd. fontaniers per visitar et nyvelar losd. fons et lou pays et no troberen lieuc dont vengueys mielh l'aygua dins la villa sino de la fon cuberta, dont fezem merchat an losd. fontaniers de far lad. fon et na recebuda l'obliguansa mestre Johan Solier; et despenderen losd. treys fontaniers, per losd. xj^e jours que demoreren que housi los desud. que lor donem ung repatz hou dos à chasqu, quant nyvelavan losd. fons; monta touta la despensa, contat unas cordas que lor bylem per nyvelar, la some de lviij s. iiij d. t. »

(Reg. des comptes de la ville, ann. 1477-1478; CC. 91, f° 20.)

d'amener jusqu'au pont les eaux de la fontaine de Saint-Hippolyte, et Reymon Lambert nous les signale ainsi :

« Item, avens mayz beylat à Guillem de Las Doutz, lo penultime jour de julhet [1478], et à Brisset Girart, que lor fezem nyvellar la fon de St. Politi, et donem per beure x d. t.

» Item, avem beylat lodich jor à dos valadiers (1) que logem per serchar los cours de ladicha fon de St. Politi, laqualla voliam far venir al pon si aguessam pogut, et donnen lor à toutz dos tant per los despens que per lors jornalx ausdichs valadiers, la somme de iij s. t.

» Item, avem mayz beylat que hy logem mayz ung homme per deschousar la dicha fon de St. Politi, et coûtet nos ses despens myceys outra chausa xij d. t. »

De ces mots : « *si aguessam pogut* », sous lesquels se cache une pensée chagrine et comme un regret, l'on peut induire que cette entreprise, pour cette fois du moins, ne put réussir.

D'autres mécomptes étaient du reste réservés à la municipalité. Les œuvres utiles ne s'improvisent pas d'ordinaire, mais sont le résultat de longs efforts, de tentatives bien des fois répétées.

Le projet lui-même élaboré par les maîtres fontainiers n'eut pas plus de succès que les études préliminaires faites à la fontaine de Saint-Hippolyte par Guillaume de Ladoutz et Brisset Girard. Des difficultés survinrent-elles entre les parties ? ou l'argent, ce nerf de toute entreprise, manqua-t-il dans les caisses du consulat ? — Nous l'ignorons ; mais le texte de Reymon Lambert est le seul document qui nous soit parvenu sur ce projet dont l'exécution, reconnue sans doute devoir entraîner trop de dépenses, fut renvoyée à des temps plus heureux.

En 1493, de nouveaux essais eurent lieu non plus à Saint-Hippolyte, ni à la *Fon-Cuberta*, mais à la fontaine de l'Ar-sault. L'on pourrait présumer que cette source avait été pré-

(1) Fossoyeurs, terrassiers, du verbe *valadar*, *valadeiar*, creuser, fossoyer, ouvrir une tranchée.

cédemment l'objet d'une canalisation. Dans un état des travaux exécutés pour la ville, en 1467, par le maître maçon Pierre Chadornhe, nous lisons, en effet, ce qui suit :

« Item plus, per adobar lo doat de la fon de l'Arsaut, mezi hi ung jornal, que you que mon valet, et per so----- ij s. vj d. t. (1) »

Le mot *doat*, dans le vieux langage périgourdin, ayant la signification de canal ou conduit, il reste à savoir si celui que Pierre Chadornhe et son valet réparèrent était un aqueduc ou simplement un canal destiné à porter à la rivière le trop-plein des eaux.

Le même doute n'est plus possible pour les travaux entrepris en 1493, et c'est bien d'un projet d'amenée d'eau qu'il s'agit ; malheureusement les renseignements que le comptable Raymond Breton nous a transmis et que l'on trouvera plus loin (2) démontrent que ces travaux furent dirigés par un homme inhabile et durent être abandonnés.

Le maître fontainier, si tant est qu'il mérite ce nom, chargé de leur exécution, était un étranger. Les maire et consuls de l'année précédente les lui avaient confiées et « *fach commensar de besoignhar*, » d'où l'on peut induire qu'il se mit à l'œuvre vers la fin de septembre ou dans les premiers jours d'octobre. Il logeait aux Plantiers, chez l'hôtelier Barbilho, aux frais de la ville, et sa dépense pour la table et le logement était, par jour, de 2 sols tournois. On lui donna, de plus, une robe dont l'étoffe et la façon revinrent à 29 sols tournois.

Les tuyaux d'amenée devaient être en bois de chêne (*del chano*) ; quant aux travaux effectués à la source elle-même, il serait malaisé d'en bien saisir la destination. Après avoir fait pratiquer des sondages « *per veyre dont venian los conduytz*, » peut-être notre fontainier voulut-il augmenter le débit du filet d'eau principal en étanchant les autres. Le comptable de l'hôtel de ville enregistre, en effet, l'acquisi-

(1) *Reg. des comptes de la ville*, ann. 1467-1468 ; CC. 90, f° 17 v°.

(2) *Appendice*, n° 1.

tion de sept aunes de toile, à 2 sols l'aune, pour faire des sacs « *à metre la molssa per estanchar los conduytz de la fon.* » Ces sacs furent liés avec des cordes de chanvre ; puis des maçons tressèrent des fascines ; une planche, retenue « *am forsa d'arsilla,* » fut placée devant la fontaine, sans doute pour diriger le cours de l'eau. Ces travaux, bien insignifiants, sont cependant les seuls dont nous trouvions la mention.

Deux mois et plus s'étaient écoulés depuis qu'ils avaient été entrepris, quand les maire et consuls nouvellement élus, peu édifiés, avec raison, sur le mérite du fontainier qui leur « *semblava mal espert,* » nommèrent une commission composée de douze membres pour examiner les travaux. Cet examen ayant démontré « *que loudich fontanier ne fasie que abusar la ville* » et qu'il ne parviendrait jamais à conduire l'eau à l'intérieur des remparts, dès le lendemain on lui donna son congé ; mais comme il voulait, disait-il, aller quérir de bons maîtres pour mener à fin les travaux, et priaît qu'on lui donnât « *qualque causa per far sa dépense,* » l'on s'aventura à lui donner 20 sols.

En 1501, de nouveaux travaux furent entrepris, et l'on serait même en droit de supposer qu'une conduite d'eau fut amenée jusque dans la ville. C'est du moins ce qui semblerait ressortir des indications suivantes, les seules que nous ayons trouvées sur cette entreprise dans les registres des comptes de l'hôtel de ville :

« Item plus, lo xx^e jor deld. meys (20 juillet 1501), fut beyllhat per lo comandamen de messieurs [les maire et consuls] al fontanier, per passar lo pays x. s. t.

» Item led. jour (10 novembre de la même année) a esté baillé pour la journée de ung masson qui abilha (répara) la murailhe que les fontaniers avoient rumpue au vergier de maistre Guillen iij s. t. (1) »

Le mouvement inauguré à Périgueux en 1478 devait d'ailleurs suivre son cours. L'attention publique une fois éveil-

(1) *Reg. des comptes de la ville*, ann. 1500-1501 ; CC. 96, f^os 21 et 27.

lée sur la question des fontaines, les municipalités qui d'année en année se succédaient à l'hôtel de ville ne pouvaient manquer d'en faire l'objet constant de leurs préoccupations.

La fontaine de l'Arsaut étant la plus rapprochée, c'est vers elle que l'on continua de se porter de préférence.

Voici le texte d'un contrat passé par les maire et consuls, en 1514, avec les maîtres maçons Jehan Gorsse et Guynot Matern, dit Chadourne, pour les travaux de maçonnerie que devait entraîner l'amenée dans la ville des eaux de cette fontaine :

« Aujourd'huy vingt quatriesme daoust an mil ciaq cens et quatorze, en presence de moy greffier et tesmoings dessoubz escriptz, honnourables parsonnes maistre Guillaume Leymarie, bachelier en droitz, Jehan Queyrel, Jehan Bochier, consulz de la ville et cité de Périgueux, et maistre François Gommel, procureur et scindic dicelle, assemblés en la chambre de consulat à son de campane, tractans des affaires d'icelle pour et au nom de la communaulté, ont baillé à prisfais à Jehan Gorsse et à Guynot Matern, dit Chadourne, maistres massons dudit Périgueux, assavoir est de faire les douatz (1) de muralhe neccessaires pour conduyre la fontayne de l'Arsault, et ce depuis la grand fontaine jusques dedans ladicte ville, de la longueur et chemyn que a esté bailhé au maistre fontanier, lesquelz douatz seront de la haulteur, dedans œuvre, de quatre piedz et de largeur de deulx piedz, et en lung des pavés desd. douatz lesd. massons metront de deulx en deulx piedz, des bouschetz pour porter les cors, de la sorte que ledit maistre fontanier leur devisera, et sera chescun cousté de les-poisseeur dung pied, et jceulx doatz covrir de esplatatz tailléz. Et pour ce faire, mesd. sieurs les consulz ont promis ausdictz massons, pour chescune brasse quilz feront desditz doatz, la somme de huyt soulz tourn. et leur fournir toute matière en place, foussés prestz à poser, et pour chescun jour des manœuvres pour les servir selon que leur en sera besoing ; et avec ce lesd. massons ont promis et juré vacquer aud. affaire de premier jour et continuer jusques au parachèvement, et lesd. consulz de les poyer. De quoy ont requis *hinc inde* acte que leur a esté octroyé en présence de Jehan Delavau, tondeur, et de Aymar Favard, tesmoingtz.

DELAVALBOUSQUET (2). »

(1) *Douat, doat, dougat, canal, conduit, aqueduc.*

(2) *Reg. des délibérations du corps de ville. pour les années 1513-1536, BB. 18, f° 3, r°.*

Comme nous le verrons plus loin, ce travail, qui devait être commencé au premier jour, ne fut entrepris que vingt ans plus tard et achevé seulement en 1536. Mais avant d'y revenir, l'ordre de succession des faits nous oblige à parler des grands travaux accomplis entre les années 1533 et 1535 pour amener sur la place de la Clautre les eaux de la fontaine de Gimels, dite aussi fontaine de Jameaux. Ces travaux furent entrepris par l'initiative de M^{re} Foucauld de Bonneval, évêque de Périgueux, et nous avons déjà rappelé dans quelles circonstances ce prélat fit connaître ses intentions généreuses aux maire et consuls. M. Wlgrin de Taillefer, dans son livre des *Antiquités de Vézère* (1), s'est étendu longuement sur l'établissement de cette fontaine et a publié presque tous les textes y relatifs que renferme le *Livre jaune*. Nous ne reviendrons donc pas après lui sur les difficultés que rencontra l'entreprise, sur les frais considérables qui, malgré les assurances de M^{re} Foucauld de Bonneval, en revinrent à la communauté. Une première conduite fut faite en plomb et en bois de châtaignier, mais les tuyaux de bois n'ayant pu résister à la pression de l'eau, il fallut songer tout aussitôt à les remplacer. Après d'inutiles efforts pour obtenir de l'évêque qu'il complétât son œuvre en fournissant le plomb nécessaire à la réfection de la conduite, les maire et consuls se décidèrent, en 1535, à se charger par eux-mêmes de l'entreprise. Ils envoyèrent quérir à cet effet un maître fontainier, François Jacques, habitant du lieu de Sallaignac, et « ung nommé maistre Estienne de La Sale, d'ouprès de Blays. »

Par contrat du 8 mai 1535, lesdits Jacques et de La Salle s'engagèrent à parachever la fontaine « de dens le jour saint Michel, après prochain suisvant. » Renonçant à l'emploi du plomb, l'on décida de faire la nouvelle conduite « en cors de pierre estans au carré de ung pié et demy, et longs de iiij à cinq pietz et demy (2). » La pierre étant tirée d'icelle

(1) Tome II, pages 618 à 618.

(2) Reg. *Mémoriaux de l'Hôtel de Ville*. — *Livre Jaune*, BB. 14, f° 196 v°.

mesure, la ville devait la faire conduire au moulin de Labbatut (1), fournir moulin, fer, acier et autres choses nécessaires au forage, enfin les corps, une fois préparés et percés, les faire transporter sur le lieu qui leur serait assigné. A la ville incombait aussi tout le travail des tranchées; de leur côté, les maîtres fontainiers s'engageaient à faire retailler les corps, à les quarir, percer et poser à leurs dépens; ce moyennant le prix et somme de dix sols par brasse : or, la longueur que devait avoir la conduite, depuis la fontaine de Jameaux jusqu'à la place de la Clautre, était évaluée à environ douze cents brasses.

La fontaine de Jameaux étant située dans le vallon de Campniac, par-delà la rivière, les maîtres fontainiers avaient à pourvoir aux moyens de faire passer la conduite d'une rive à l'autre. Par une heureuse application du principe des vases communicants, ils firent plonger les corps de pierre dans le lit même de l'Ille, les y fixèrent à l'aide de gros quartiers et obtinrent de la sorte un siphon qui, une fois amorcé, permit à l'eau de suivre son cours vers les hauteurs du Puy-Saint-Front (2).

Négligeant à dessein les autres ouvrages que nécessita cette amenée d'eau et dont le détail a été retracé par M. de Taillefer, nous appellerons l'attention du lecteur sur la source elle-même de Jameaux. Dans le cours de notre étude, c'est en 1533 que, pour la première fois, le nom de cette source s'est trouvé sous notre plume. A aucune époque an-

(1) Le moulin de Labbatut est le même que celui de Sainte-Claire.

(2) Pour faciliter la pose de ce siphon, l'on rompit l'écluse du moulin du Rousseau, « pour fere escoller l'eau, affin que fust plus basse et petite pour mettre les cors de lad. fontaine. » — *Reg. des délibérations du corps de ville*; BB. 18, (ann. 1513-1536), f^o 230-231. — Un abaissement subit des eaux, au mois d'août 1755, ayant mis à découvert cette partie de la conduite, MM. Arnaud Lalande, consul, et Dupuy de Montferrier, procureur-syndic, furent délégués par la municipalité pour en faire la visite. Dans la séance du 2 décembre 1880, nous avons signalé à nos confrères de la Société archéologique les observations intéressantes faites à cette occasion par les représentants du corps de ville. V. *Bulletin*, tome VIII (1881), pages 34-36.

térieure les registres et papiers de l'hôtel de ville n'en avaient fait mention. On se souvient qu'en 1478 des nivellements pratiqués avec le plus grand soin dans la banlieue de Périgueux avaient démontré qu'une certaine source, la *fon cuberta*, était celle dont l'eau pourrait être le plus facilement amenée dans la ville. On ne peut admettre que le souvenir de ces nivellements ait pu se perdre pendant un intervalle de cinquante-cinq ans ; comment s'expliquer, dès-lors, qu'en 1533, lorsqu'il s'agit de nouveau de doter la ville d'une fontaine, on ne parle plus de la *fon cuberta*, mais que de but en blanc M^{sr} Foucauld de Bonneval annonce son intention d'amener sur la Clautre l'eau de la fontaine de Jameaux (1). Pour résoudre cette difficulté, un premier point est à établir. Où se trouvait la *fon cuberta* ?

Une indication positive nous est fournie par le *Registre des comptes de la ville* en 1493. Dans le rôle des contributions que les habitants payaient à la communauté, rôle établi par quartiers, l'on voit figurer au quartier de la *Ciplat*, pour une somme de 2 sols et 6 deniers tournois, « lo mestadier de la petite ferme de la *fon cuberta* (2). » La fameuse fontaine se trouvait donc à la Cité, mais le territoire de cette paroisse était beaucoup plus vaste alors que de nos jours et s'étendait depuis le Toulon jusqu'à l'église de Coulounieix. Une observation toutefois va limiter le champ de nos recherches ; la *fon cuberta* ayant été choisie pour alimenter le Puy-Saint-Front, ne pouvait se trouver que dans les parties hautes de la Cité. Ainsi, nous sommes conduit à éliminer tout d'abord les fontaines situées dans la vallée et à un niveau inférieur au niveau moyen du Puy-Saint-Front. Cette élimination faite, celles qui portent leurs eaux dans le vallon de Campniac ou de Vieille-Cité sont les seules qu'il nous reste à examiner. Ces fontaines, au nombre de trois,

(1) « ... Pour ce que en la présent ville de Perigueux n'avoit aulcune fontaine et qu'il avoit intencion de en faire veuir une... et ce de certaine fontaine estant au lieu appellé de Gymeaulx, de là la rivière appellée de Lisle, paroisse de Colonghes... » — *Reg. mémoriaux de l'hôtel de ville*. — *Livre Jaune* ; BB. 14, f° 102, v°.

(2) *Reg. des comptes de la ville*, ann. 1492-1498 ; CC. 94, f° 79, r°.

sont la fontaine de la Jarte, dans le vallon de Toiras; celle de Jameaux, dans le vallon des Soucheix; enfin, une fontaine *couverte*, mais innommée, avoisinant au nord-est le petit village des Quicoux. Quoique ce village soit compris dans la paroisse de Coulounieix, il confine à celle de la Cité, et l'on serait même en peine aujourd'hui de décider si la portion de prairie où se trouve la fontaine n'appartenait pas à cette dernière paroisse. Quoi qu'il en soit, la fontaine des Quicoux nous paraît devoir être identifiée avec la *fon cuberta*, et cette opinion a été entièrement partagée par notre érudit confrère, M. le curé de Coulounieix. Assise dans un petit vallon qu'elle arrose et fertilise, la fontaine des Quicoux est profondément encaissée dans le calcaire et protégée contre les ardeurs du soleil par un bouquet d'arbres qui la couvrent et répandent sur ses eaux une demi obscurité. Avec les siècles, les racines de ces arbres se sont enchevêtrées dans tous les sens et enlacent la source comme d'une couronne. Il y a quelques jours, quand nous la visitâmes, les eaux, retirées par suite de la sécheresse de l'été, ne formaient plus qu'une mince nappe; mais en hiver, paraît-il, elles remplissent le bassin qui a deux mètres environ de profondeur sur quatre à cinq de diamètre, débordent de toutes parts et, se joignant à celles de Jameaux qu'elles rencontrent au carrefour des Soucheix, inondent le chemin de Vieille-Cité et le rendent presque impraticable.

La *fon cuberta* ou fontaine des Quicoux, étant à un niveau plus élevé que celle de Jameaux, il n'est pas étonnant que les maîtres fontainiers de 1478 l'aient choisie de préférence; mais probablement à l'aide d'un embranchement ils auraient aussi capté les eaux de cette dernière pour les amener au Puy-Saint-Front.

En 1533, l'on jugea sans doute que la source de Jameaux suffirait à alimenter la fontaine de la Clautre, ou peut-être déjà le débit de la *fon cuberta* avait-il considérablement diminué. Le retrait des sources, qu'il soit dû au déboisement des montagnes ou à tout autre cause, est un fait constant et dont il convient de se préoccuper. Le nom de *Gardone* attribué à un hameau détaché du plateau

de La Boissière, nous rappelle le souvenir d'une source qui, à l'époque celtique, existait certainement au pied de la colline, à l'extrémité sud-ouest du vallon de Vieille-Cité. Après cette source tarie depuis des siècles, la *fon cul'erta* a vu ses eaux diminuer et ne coule plus aujourd'hui que par intermittence et sous l'action des pluies d'hiver; la fontaine de Jameaux a presque disparu; enfin, la *Fon redonde*, dernière étape des eaux du vallon de Campniac, perd chaque année de son importance, et avant dix ans peut-être sera complètement asséchée. Comme on le voit, il n'y a guère que les sources de bas niveau sur le débit desquelles on puisse compter.

Profitant du séjour à Périgueux du maître fontainier François Jacques, les maire et consuls le chargèrent également de l'amenée de la fontaine de l'Arsault, travail qui fut enfin heureusement accompli, comme nous l'apprend le passage suivant du *Livre jaune* :

« Aussi audict [an] (1536), on fist venir la fontaine de l'Arsault dedans la ville, au lieu de l'Abreuveur, près les molins Saint-Front, que fust conduyte par maistre François Jacques, de Salanhac, lequel en heust pour ses vacquations la somme de *iiij^{xx} xvⁿ*, sans les aultres frays que cousta la dicte fontaine (1). »

Au mois d'avril 1812, des terrassements entrepris au Port-de-Graule, près de l'ancien abreuvoir, ont fait découvrir le monument en pierre de cette fontaine, composé d'un bassin de forme octogonale, au centre duquel s'élevait un piédestal quadrangulaire.

M. Gratien Lepère, ingénieur en chef des ponts et chaussées, rédigea sur cette découverte une notice intéressante, encore inédite et qui nous a été obligeamment communiquée par notre excellent collègue et ami M. Villepelet. Nous la publions dans notre appendice (2) et sommes heureux de reproduire le beau dessin qui l'accompagnait.

(1) *Reg. mémoires de l'hôtel de ville. — Livre Jaune*, BB. 14, f° 208, r°.

(2) *Appendice*, pièce n° 11.

M. de Taillefer, qui assistait à la découverte de la fontaine du Port-de-Graule, crut que cette fontaine était différente de celle de l'Abreuvoir dont parle le *Livre jaune*, et dans son ouvrage des *Antiquités de Vézère* (t. II, p. 619 et 620), consacre à chacune une notice spéciale. Nous n'avons pas hésité pour nous à les identifier ; non seulement, en effet, le caractère architectural de la fontaine du Port-de-Graule nous reporte à la première moitié du xvr^e siècle, mais on ne doit pas oublier que la rue du Port-de-Graule et celle de l'Abreuvoir n'ont cessé d'aboutir et viennent encore converger en un même point, le lieu même où M. Gratien Lepère fit sa découverte.

En 1557, les eaux de la fontaine de Saint-Hippolyte ou des Malades, que l'on semblait avoir abandonnée depuis la tentative infructueuse de 1478, furent amenées jusqu'au faubourg de Tournepiche. Les tuyaux de la conduite étaient en bois de châtaignier, comme nous l'apprend un document conservé dans les archives de la ville et dont nous donnons le texte à la suite de notre mémoire (1). Quelques débris de ces tuyaux ayant été mis à jour vers 1815, M. de Taillefer crut devoir leur attribuer une assez haute antiquité. « Si l'on » fait attention, dit-il, que de ce même côté, il y avait une » petite église de Saint-Hippolyte, et un hôpital qui fut ensuite converti en léproserie, l'usage de ces tuyaux ne sera » plus incertain, et l'on ne pourra douter qu'ils ne fissent » partie d'un aqueduc établi vers le xiii^e siècle (2). » Cette erreur d'un maître dont les travaux sont à juste titre hautement appréciés en Périgord démontre une fois de plus la prudente réserve qu'il convient d'apporter à fixer la date ou la destination des monuments anciens.

Le long intervalle qui sépare notre époque de l'année 1557, ne fournira plus à notre étude sur les fontaines qu'un

(1) *Appendice*, pièce n^o III.

(2) W. de Taillefer, *op. cit.* Tome II, page 600.

ux,

plus grandes eaux de la rivière.

Ligne des hautes eaux du 28 avril 1812.

Ligne des eaux moyennes du 24 avril 1812.

Eche

4 mètres.

Gratien Le Père, del.

Fontaine de Jameaux.

2007-2008

2007-2008

2007-2008

seul fait digne de remarque. En 1679, la ville dut faire exécuter, au pont de Tournepiche et dans les parties de murailles adjacentes, d'importantes réparations. Depuis plusieurs années, les fondements du boulevard du pont « depuis le » coing du costé de la petite escluze en tirant vers le pont » levis et jusques au talus, comme aussy la pile qui porte » ledit pont levis et aussy le rempart en tirant vers l'Abreu- » voir, » tous ces ouvrages, disons-nous, menaçaient ruine et leur chute paraissait inévitable. Or, comme les ouvriers venaient de démolir la pile qui supportait le pont-levis, soudain l'on vit jaillir du milieu des fondations une source d'eau vive qui bouillonnait et jetait du sable. Son eau parut fraîche et agréable et l'on jugea qu'elle était « assez forte pour mon- » ter par des canaux et estre conduytte dans la place proche » ledit pont. Un religieux de Saint-Capreis, lisons-nous à ce » propos dans le *Livre Vert*, très expert en matière de sour- » ces et fontenes, ayant [esté] mandé et prié de venir voir » cette source pour nous en dire son sentiment, après avoir » fort examiné la choze nous a affirmé par escrit que la choze » estoit immanquable ; mesme il en a dressé le plant et le » proiect de contract que messieurs les maire et consuls, par » l'aprobation générale de tous les habitants, prétendent » passer au premier jour avec les maistres massons et autres » ouvriers pour y faire travailler l'esté prochain. Playze à » Dieu bénir cet ouvrage ! (1) » Ce pieux souhait ne devait pas être exaucé. Sur l'avis de l'intendant de Guienne, M. de Foucon de Ris, les maire et consuls ayant mandé à Périgueux le Père Marchive, chanoine régulier de Saint-Augustin et ingénieur hydrographe très habile, ce Père déclara que la fontaine « qui paroissoit sortir de la pile du » pont n'estoit autre choze que de l'eau de la rivière qui re- » fluoit entre les fondemens du fort dudit pont (2). »

L'émotion qui s'était emparée du public en cette circons-

(1) *Reg. mémoriaux de l'Hôtel de Ville. — Livre Vert*, BB. 15, f° 284.

(2) *Reg. mémoriaux de l'Hôtel de Ville. — Livre Vert*, BB. 15, f° 273. — Dans un état des sommes avancées pour la ville par M. Joseph Chevalier de Cablans, pendant son passage à la mairie, nous avons relevé le renseignement suivant : « Plus,

tance et dont nous retrouvons l'écho dans le *Livre Vert* démontre bien la défectuosité du service des fontaines au Puy-Saint-Front et le besoin impérieux que ressentaient les habitants d'avoir à leur portée une eau pure et suffisamment abondante. Déjà probablement, en effet, les conduites exécutées au xvi^e siècle s'étaient-elles obstruées. D'un diamètre beaucoup trop étroit, la moindre radicelle pénétrant à leur intérieur ne pouvait manquer en quelques semaines de les boucher complètement et d'arrêter le cours de l'eau. Ces conduites d'ailleurs n'alimentaient que trois bornes fontaines, l'une sur la place de la Clautre, la seconde au Port de Graule, la troisième au faubourg de Tournepiche ; qu'était-ce que cela pour une population d'environ huit mille âmes ? Et cependant, si tant est qu'elles existassent encore en 1679, l'on sait que ces bornes-fontaines avaient cessé de fonctionner au commencement du siècle dernier et que les habitants en étaient revenus à la triste condition de leurs pères au xiv^e siècle.

Nous ne voyons pas qu'un nouvel effort ait été tenté au xviii^e siècle pour doter la ville de fontaines. L'on cura les anciens puits ; de nouveaux furent creusés ; enfin des entrepreneurs se livrèrent au commerce de l'eau. Cet état de choses durait encore en 1835 et les vieillards en conservent nettement le souvenir. L'eau destinée à la cuisson des aliments et au service de la table provenait de la fontaine des Malades et se vendait 2 liards le seau, ou un sou la seille. Des tonnes traînées sur de lourds chariots en approvisionnaient la ville. Le roulage continu des six ou huit chariots employés à cet usage détériorait tellement les routes et le pavé des rues, que le conseil municipal, dans sa séance du 3 février 1826, décida que les entrepreneurs paieraient à la ville pour chaque chariot une indemnité annuelle de 25 francs.

a payé pour la despence de deux jours de séiour du Père Marchive, chanoine régulier de Saint-Augustin, appelé icy par ordre de Monseig^r l'Intendant pour l'entreprise de quelque fontaine, suivant l'ordre dud. seigneur Intendant du 3 décembre 1679, huit livres, et par ce

(Papiers de la famille Chevalier de Cablans, aux Archives de la Dordogne.)

Déjà cependant la question des eaux préoccupait vivement la municipalité et l'on pouvait prévoir qu'elle ne tarderait plus à recevoir une solution. L'on songea tout d'abord à creuser sur la place de la Clautre un puits artésien. Cette entreprise quelque peu téméraire fut commencée en 1828, sous la direction d'un élève de l'Ecole des Mines, M. Dubut, puis abandonnée définitivement en 1830.

A cette date se place la nomination, comme maire de Périgueux, de M. Léger Combret de Marcillac. Homme actif, d'une intelligence supérieure et administrateur des plus distingués, M. de Marcillac marqua son passage à la mairie par d'utiles fondations. La ville lui doit son marché couvert, son abattoir, sa salle de spectacle et le creusement de son bassin à flot ; mais l'œuvre la plus considérable de son administration, c'est l'amenée des eaux du Toulon et l'établissement des fontaines publiques. Mettant à profit les découvertes récentes de la science, M. de Marcillac songea tout aussitôt à conduire jusque sur les hauteurs du Puy-Saint-Front, la source du Toulon, que son niveau inférieur avait fait négliger jusqu'à lui. M. Jégou, ingénieur des ponts et chaussées, rédigea le projet ; un mécanicien de Limoges, M. Bouillon, fut chargé de confectionner la machine hydraulique destinée à l'élévation des eaux ; enfin les travaux de construction des arcades qui devaient supporter l'aqueduc furent confiés à M. Catoire. Pour M. de Marcillac, secondé avec le plus louable empressement par le conseil municipal, il assura par un emprunt les fonds nécessaires au succès de l'entreprise. Les travaux, commencés en 1834, furent achevés en 1836. Les journaux du temps renferment les plus intéressants détails sur les fêtes auxquelles donna lieu, dans les différents quartiers de la ville, l'inauguration des fontaines (1). La fontaine monumentale de la Clautre fut inaugurée la première, le lundi 15 août 1836. A

(1) Voir entre autres l'*Echo de Périgueux*, bulletin de la Dordogne, n° des 13, 1 et 31 août 1836.

cette occasion, la ville décerna à M. de Marcillac une écharpe d'honneur sur laquelle on avait brodé ces mots : « *A M. de Marcillac, la ville de Périgueux reconnaissante* (1). » Devançant les vœux de la population, le conseil municipal, dans sa séance du 12 décembre 1835, avait décidé, de son côté, « à titre de rémunération publique, » de donner à la fontaine et à la place de la Clautre le nom de *fontaine et place Marcillac*.

Il n'est malheureusement pas d'œuvre humaine qui n'ait ses imperfections. Remaniée en 1843, la machine hydraulique du Toulon était complètement hors d'usage en 1860. En 1858, on avait dû lui adjoindre une machine à vapeur, et quelques années plus tard, en 1872, il fallut en outre installer, au Moulin-Neuf, une pompe actionnée par une turbine qui puise sa force motrice dans la rivière de l'Isle. Cet outillage, défectueux, n'a pas été modifié depuis lors et sert encore aujourd'hui. Mais le volume d'eau alimentant les fontaines devenant, d'année en année, moins considérable, la nécessité de remédier à une situation aussi fâcheuse a fini par s'imposer à l'attention publique et réclame actuellement une prompt solution. Deux projets sont en présence : l'un consistant à remplacer les machines élévatoires du Toulon par d'autres plus perfectionnées et d'une plus grande puissance ; l'autre à capter les eaux de la fontaine de Glane, située dans la commune de Coulaures, à 32 kilomètres environ au nord-est de Périgueux, et à les amener dans la ville par une pente naturelle. Nous renfermant dans notre rôle d'historien, nous nous contenterons de signaler ces deux projets en discussion d'ailleurs devant le conseil municipal, et sur lesquels nous n'avons pas à formuler d'opinion. Tous deux ont été savamment étudiés par un ingénieur en chef des

(1) Un portrait, publié à cette époque, représente M. de Marcillac assis, en costume officiel, décoré de la Légion-d'Honneur et portant en sautoir l'écharpe que lui avait décernée la ville. Ce portrait, presque introuvable aujourd'hui, mesure 40 millimètres de haut sur 32 de large. Il est signé : Napoléon Wakowitz (?) et sort des presses lithographiques de la maison Dupont. Au bas du portrait on lit : *Louis Combret de Marcillac, maire de Périgueux*.

ponts et chaussées, M. Thévenet, et l'on ne saurait se prononcer pour l'un ou pour l'autre qu'après le plus sérieux examen. Tout au plus dirons-nous, en nous reportant par la pensée dix-huit siècles en arrière, que si les Romains qui considéraient d'un œil envieux la fontaine du Toulon, faisaient de son génie protecteur une divinité topique, le dieu TELONVS, et lui élevaient des autels (1), si, disons-nous, les Romains avaient connu les machines élévatoires et les moyens d'action si énergiques que la science moderne a mis au pouvoir de l'homme, l'on peut conjecturer qu'ils n'auraient pas été capter les sources de la vallée du Manoire pour les amener à Vésone.

Michel HARDY.

APPENDICE.

I. — *Frais occasionnés pour les travaux entrepris à la fontaine de l'Arsault, en 1498.*

- Item, per une rauba que beylem al *fontanier* et per la feysso XXIX s. t. »
- Item, plus, per vij aulnas de telle que achaptem de Mondisso Debrugo per far serlas sacs à metre la molssa per estanchar los conduytz de la fon de l'Arsault xiiij s.
- Item, plus, en fiel per coser losd. sacz. xv d.
- Item, plus, per sinc " de charbe que achaptem de Johannot de Pons, per liar losd. sacz et torchos per estanchar laygue de lad. fon.. v. s. t.
- Item. plus, aux massos que traysseren la mole que mezem en la fon de l'Arsault xx s.
- Item, avem beylat à Barbilho, hoste deux Plantiers, per la despensa que fezet lo fontanier per xl jors chas si, à dos s. per jor; Monta. iiij" t.
- Item, à lesperonier per adobar lous tarayres per trauquar los corns à metre la fon de l'Arsault ij s. vj d.

(1) Voir au Musée départemental les inscriptions portant les numéros 244 et 245. — Sur ces deux inscriptions, Cf. W. de Taillefer, *op. cit.* Tome I, pag. 302-305 ; Dr E. Galy, *Catalogue du Musée archéologique du département de la Dordogne* ; Périgueux, Dupont, 1882, in-8°, page 41.

- Item, per xij pintas de vy que furen bailhadas à sertas hommez que esprouseren lad. fon per veyre dont venian los conduiytz ——— iij s.
- Item plus, per une post per metre davant laygue de lad. fon ain forsa darsilla ————— vj d.
- Item plus, per quatre dobzenas de grans clavels et per quatre grans cercles de fer per lad. fon de l'Arsault ————— xvij s.
- Item, fezem visitar lad. fon à xij espers per veyre si seria possible que la fezesan anar en la vile, per soque loud. mestre que y avia besoignhat nous semblava mal espert, apres que nous aguēt facheſtur (?) beu cop^t et tout jor asegurana que la farie venir, et lous officiers de lan passat la ly avian bailhade et fach commensar de besoignhar ; et per losd. esper^s fust dich que loud. fontanier no fasie que abusar la vile et que jamays el no la y conduyrie, et per so lem fezem anar ; et donnem ausd. espers per beure ————— v s. t.
- Item, et en continent lendema ne tramezem loud. fontanier, loqual nous disset quel yria querrir de bons meystres fontaniers que conduyrian lad. fon en la vile, et nous preget que ly beylessam quelque causa per far sa despense ; et per so aventurem xx s. losquals ly beylem ————— xx s. t.
- Item plus, beylem à Jorgi, lo menuisier, per trauquar losd. corns de lad. fon ————— xiiij s. t.
- Item, beylem per dos jornalx de homme et de chaval per portar del chano à lad. fon de l'Arsault ————— vj s.
- Item, à Laurens Donnier, per xiiij " de sieu per far lo simen (ciment) de lad. fon ————— x s. x d.
- Item, à Pierre Baluseu, per xiiij " de gema per far leytancha de lad. fon de l'Arsault ————— vij s.
- Item plus, per une grossa chavilha de fer per lad. fon ————— xij d.
- Item plus, beylem à Jullie Chadorne, per abilhar et alongar ungue tarayre per trauquar losd. corns de la fon de l'Arsault ————— iij s. ij d.
- Item plus, beylem à Barbilho, hostallier, per la despense de xxxj jo^r del fontanier ————— iij " ij s. vj d.

(Registres des comptes de la ville, ann. 1492-1493 ;
CC 94, f^{os} 24, 25, 26, 27 et 33.)

II. — *Notes de M. Gratien Lepère sur la fontaine découverte au Port-de-Graule, en la ville de Périgueux, le 24 avril 1812.*

« La ville de Périgueux, bâtie sur une hauteur qui domine la rivière de l'Isle, manque en général d'eau douce. On ne trouve aux environs de cette ville que deux à trois fontaines, savoir : celle de Saint-Georges, au faubourg de ce nom, et celle dite des Malades, toutes deux situées sur la rive gauche et opposée de l'Isle, à une distance de 500 à 800 mètres. On ne peut point comprendre parmi les fontaines de Périgueux une source considérable et très abondante dite *le Toulon*, située près le pont de ce nom, sur la route d'Angoulême, à une distance de 2,334 mètres du point d'embranchement de cette route, vis-à-vis le cours de Tourny.

« Les puits qui existent, en petit nombre, à Périgueux, ont été creusés à des profondeurs qui varient de 5 à 17 mètres (1), en grande partie dans une roche calcaire assez dure. Ces puits donnent une eau assez bonne, mais en général ils tarissent dans les sécheresses. Le manque d'eau se fait tellement sentir que même au milieu de l'hiver et des pluies les plus abondantes, deux à trois voitures chargées chacune d'un tonneau d'eau font cinq à six voyages par jour aux fontaines de Saint-Georges et des Malades pour en fournir aux habitants de Périgueux.

« Le 24 de ce mois, on a découvert au Port-de-Grosles, en la ville de Périgueux, sur le bord même de la rive droite de l'Isle, des restes de constructions, entre autres une tête de lion ou de léopard, assez mal dessinée et sculptée, et bientôt on découvrit un bassin de forme octogonale dont le diamètre est de 2 mètres 82 centimètres. Au milieu s'élève un piédestal quadrangulaire de 0^m80 centimètres de hauteur sur

(1) « La profondeur du puits situé au milieu de la route, près les allées de Tourny, est de 17^m60. — Le puits de la Rose, situé près et en amont du vieux pont des Barris, rive gauche de l'Isle, est abondant. Ses eaux sont à 3 à 4 mètres de profondeur.

» Puisard des bains de M. Magne, de 8 mètres de profondeur, dont 1 mètre 60 d'eau de source venant du nord, eau qui ne dissout pas le savon ; on n'en boit pas. — Deux puits dans le jardin de M. Célérion, dont celui supérieur a 14 à 15 mètres de profondeur. Le deuxième, plus ancien et aujourd'hui comblé, pouvait avoir 10 à 11 mètres ; il était situé à l'angle sud d'un mur de terrasse donnant sur les descentes du port de Grosle. Eau peu bonne — Jardin de M^{de} Cablans, — mur d'enceinte, — suintement d'eau en deux endroits, dans la roche sur laquelle est bâtie l'enceinte. »

0^m35 centimètres de faces portant socle et corniche, le tout d'une architecture de mauvais goût. Les parois et le fond de ce bassin sont en pierre de taille. Le fond, dont l'appareil est assez bien fait, est traversé par une cunette qui, sans aucune espèce de doute, a servi à l'encastrement d'un tuyau de conduite destiné à un jet-d'eau correspondant au centre vertical du piédestal, élevé dans le milieu du bassin. Cette cunette, qui se prolonge sous le piédestal et au-delà du bassin, doit avoir servi ou à la mise à sec de ce bassin, ou à fournir, par une continuité de tuyau de conduite, des eaux à d'autres parties des propriétés particulières, et peut-être à ces deux usages à la fois. Mais alors l'état des lieux environnans a dû bien changer depuis l'époque de cette construction, car le fond de ce bassin, qui se trouve aujourd'hui à deux ou trois mètres du point des basses-eaux, est de trente-un centimètres inférieur à la ligne des eaux moyennes de l'Isle, en ce point de son cours, ainsi que M. Beler et moi l'avons trouvé le 27 de ce mois, et de quatre-vingt-huit centimètres à la ligne des eaux de la crüe survenue le lendemain 28 avril, en sorte que les eaux de l'Isle couvroient le bassin et une partie du Port-de-Grosle.

» On a marqué sur la coupe du plan de la fontaine de Grosle les lignes des hautes et basses eaux de la rivière de l'Isle en ce point de son cours ; d'où l'on voit que la différence des plus basses aux plus hautes eaux est de deux mètres, et que le fond de son bassin est inférieur de 1 mètre 54 centimètres aux plus hautes eaux, et supérieur de 66 centimètres aux plus basses eaux. On voit que cette fontaine devoit se trouver au pied et intérieurement des murs de l'enceinte, près le bastion Cablanc, située à 120 mètres en amont du vieux pont des Barris, rive droite de l'Isle. Certes, ce mur d'enceinte de la ville devoit garantir le bassin de cette fontaine ou simple jet d'eau des eaux de la rivière, car aujourd'hui que ce mur n'existe plus, une crüe de quarante-sept centimètres au-dessus des moyennes basses-eaux en eut recouvert le bassin de quatre-vingts centimètres, dans l'espace du 26 au 27 de ce mois, en couvrant la plus grande partie de l'abreuvoir de Grosles. »

III. — *Autorisation donnée par les maire et consuls à G. Prevost, voiturier, de faire creuser une cave dans sa maison de la Rue Neuve, en dédommagement des frais que lui a causés le charroi des tuyaux de la fontaine St-Hippolyte (20 septembre 1557).*

« Nous, maire et consuls des ville, cité et juridiction de Périgueux, en ayant esgard à la remonstrance à nous faicte par Guillaume Prevost, voiturier de ceste ville, aux fraictz, mises et despace par luy exposés

avecques ses chevaux et charrete, pour conduire et faire charroyer grand partie des boys et arbres chastaniers aptes et nécessaires à faire les tueaulx à conduire la fontaine de Saint-Ypolite, communément appelée des Malades, jusques aulx faulx bourgtz de Tournepiche, sans en avoir aucun sallaire, avons permis et permectons à jcelluy Prevost fere caver en sa maison qu'il a en la cartière de rue Neufve, joignant le long des murs d'icelle ville, jusques à deux piedz et demy plus bas que fleur de terre, pour veu qu'il ne touchera, ne dommagera rien ausd. murs et ne y fera ou donnera aucun dommaige et poyera la rante acoustumée par luy deue à lad. ville. En tesmoingt de quoy, avons signé ceste présente et faicte signer à nostre grefier.

A Périgueux, le vingtiesme jour de septembre mil cinq cens cinquante-sept.

Ainsin signée : de Meymy, maire ; F. de Lavalbousquet, premier consul ; Benoyt, consul, et J. Tortel, consul.

Signé : « CHAUCHIER, grefier, » avec paraphe.

(Original en parchemin aux Archives de la ville ; DD. 18.)



NOTES RELATIVES AUX ARMOIRIES SCULPTÉES

SUR LA FAÇADE ET DANS L'INTÉRIEUR DE QUELQUES VIEILLES MAISONS
DE LA VILLE DE PÉRIGUEUX.

En pénétrant, par un corridor assez étroit, dans une maison en réparation, ayant façade, à l'est, sur la rue de la Sagesse, et, au nord, sur la rue de l'Eguillerie, on voit au fond d'une petite cour, à droite, une tour d'escalier en colimaçon, à pans coupés extérieurs, dont la porte d'entrée, rue de la Sagesse, n° 2, mérite d'être signalée, non seulement à cause des arabesques, des figurines gracieuses et des rinceaux finement sculptés sur la frise, — évidemment de la bonne époque de la Renaissance, — mais principalement à cause des armoiries, réunies en un seul écusson, qui sont au centre de ladite frise.

Ces armoiries, posées sur un élégant cartouche, protégées qu'elles ont été, soit par les constructions, relativement modernes, qui, de la rue, cachent la tour, soit par une couche épaisse de chaux qui recouvrait les sculptures, ces armoiries ont heureusement échappé, en 93, à la rage destructive de tous signes de distinction.

Quoi qu'il en soit, la frise étant restée intacte, il a suffi d'un fort lavage pour retrouver dans le double écusson le blason de deux vieilles familles périgourdines.

Au premier aspect, j'avais cru reconnaître, dans le meuble principal du 1^{er} parti, les armoiries de la famille Girard de Langlade, laquelle, en effet, porte : *un monde cerclé et croisé*, et, m'arrêtant à cette pensée, je n'avais pris les pièces accessoires que comme *brisures*, lesquelles sont souvent employées pour distinguer les branches d'une même famille.

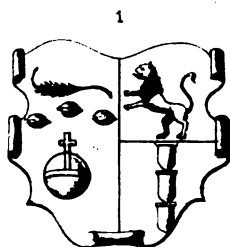
Depuis, ayant examiné avec plus d'attention et de plus près le double écusson, j'ai acquis la certitude que le 1^{er} parti ne contenait point les armes des Langlade, mais bien celles des Chillaud, antérieurement à leur anoblissement, et le 2^e parti, celles des Chalup.

Pour les Chillaud, il me suffit de rappeler la description qu'en a donnée d'Hozier juge d'armes de France, dans le grand armorial dressé en exécution de l'édit royal de novembre 1696 ; il y est dit textuellement :

Pierre de Chillaud, écuyer, seigneur d'Adian, conseiller du Roi en ses conseils et lieutenant-général en la Cour de la sénéchaussée du Périgord, à Bergerac, porte : *de gueules, au monde croisé d'or, surmonté d'un rameau de laurier de même couché, en chef, soutenu de trois besants, aussi d'or.* (Voir la planche n° 1.)

La Chenaye-Desbois et Badier les décrivent de même dans leur grand dictionnaire et ajoutent qu'elles existaient ainsi dans les branches des Chillaud des Fieux et des Chillaud de Soumensat, en 1570.

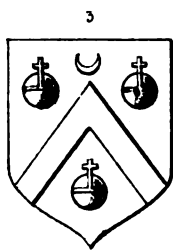
Quant au 2^e parti qui présente un *coupé dont le 1^{er} porte un lion et le 2^e trois cloches renversées, mises en pal*, il y a identité parfaite avec les armes que la famille de Chalup a toujours



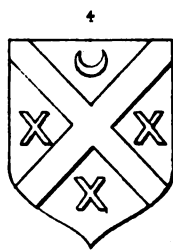
DE CHILLAUD & DE CHALUP



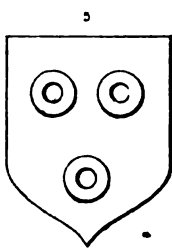
EYRLAUD DE MANCY



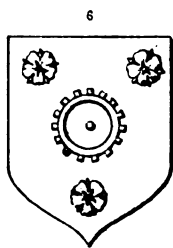
BROLIODIE



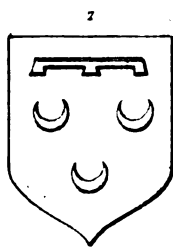
ANDRÉ



DE MOULINARD



FAURE DE ROCHEFORT



DE LUR

ARMOIRIES RELEVÉES SUR D'ANCIENNES MAISONS DE PÉRIGUEUX

portées et porte encore de nos jours, sinon *coupées*, du moins *écartelées* des mêmes pièces. (Voir le n° 1.)

Donc, sauf les émaux qui ne sont pas indiqués sur la pierre, les pièces qui meublent les deux écus accolés, ne laissent aucun doute sur leur authenticité. L'incertitude ne peut, du reste, exister quand on sait que Pierre de Chillaud épousa, dans le xvi^e siècle, — et c'est bien là l'époque de la construction de la porte en question, — Catherine de Chalup, fille de Jacques de Chalup, écuyer, sr des Rocs, duquel mariage provinrent, entre autres enfants : Jean de Chillaud, écuyer, seigneur des Fieux, le grand patriote qui contribua si puissamment à délivrer, le 6 juillet 1581, la ville de Périgueux du joug des huguenots, sous lequel les catholiques gémissaient depuis 1575 (1).

Grâce à l'impulsion donnée, de nos jours, par les Sociétés historiques et archéologiques, — et celle de Périgueux n'a pas voulu rester en arrière du mouvement, — on recherche avec ardeur dans le passé des richesses sans nombre que le temps et les révolutions religieuses et politiques n'ont pu complètement détruire. Je ne veux parler ici que des armoiries en général, et particulièrement de celles qui, avant la grande Révolution, se voyaient à Périgueux sur les monuments civils et religieux, sur les vieilles maisons de la ville, sur les clefs de voûte des tourelles, sur les pendentifs des arceaux, sur les croisées, sur les cheminées ; emblèmes souvent très artistiques, mais dont les grands novateurs de cette triste époque décrétèrent l'abolition, parce qu'ils n'en comprenaient pas la valeur, le véritable symbolisme, et que

(1) On ne peut douter que ce ne soit après les lettres d'anoblissement dont le roi Henri III, en 1584, récompensa les services de Jean et de son frère Antoine, qu'eux et leurs descendants, ne conservant de leurs armes anciennes que l'émail du champ et les 3 *besants* — ou *tourteaux* — aient substitué au monde qui en était la principale pièce, un lion tenant dans ses pattes de devant un caducée, sorte de bâton de héraut d'armes pour rappeler peut-être : par le lion, le courage et la force ; par le caducée entouré de serpents, la prudence ; et par les ailes qui font la tête du bâton, l'activité, trois grandes qualités qui distinguèrent essentiellement les deux frères Chillaud.

les masses populaires, aveuglées et inconscientes, *légalement* armées du marteau destructeur, ont rendu, pour la plupart, indéchiffrables.

Sachons gré au savant auteur de la *Sigillographie périgourdine*, à M. Ph. de Bosredon, cet infatigable chercheur, cet historien impartial qui a déjà mis en relief bien des noms oubliés, bien des blasons qui rappellent souvent d'éminents services rendus au pays, dans l'Eglise, les armes, les lettres, les sciences, les arts et les administrations ; sachons-lui gré de vouloir encore enrichir son œuvre d'un second appendice qui ne fera que populariser de plus en plus une science trop longtemps négligée, — la science du blason, — sans laquelle bien des pages de notre histoire resteraient incomprises.

Les armoiries que je viens de décrire plus haut ne sont pas les seules qui ont échappé à la rafale révolutionnaire, et, déjà, j'ai pu en découvrir d'autres qui ne sont pas sans importance au point de vue de notre histoire locale.

Voici, d'ores et déjà, le résultat de nouvelles recherches dans quelques-uns des quartiers de la ville de Périgueux.

Au fond d'un corridor d'une maison, rue de l'Eguillerie, n° 18, se voit un écusson chargé d'une *cotte de maille semée de fleurs de lis* ; c'est évidemment le blason des Eyriaud de Mancy, famille dont le nom se trouve parmi ceux des prud'hommes du quartier de l'Eguillerie, notamment en 1687, et qui compte grand nombre d'avocats, de conseillers du roi et d'hommes d'église, entre autres un abbé de Mancy, décédé à Périgueux, vers 1820, dans sa maison, rue du Calvaire n° 2, et place de la Clautre n° 12 (1). Dans le grand *Armorial de France*, registre de Périgueux, d'Hozier décrit ainsi les armes de la famille de ce nom : *d'azur à une cotte de mailles de héraut d'armes d'or, marquée de cinq fleurs de lis de même, soutenue, en pointe d'un croissant d'argent et un chef chargé de*

(1) Plusieurs lettres que j'ai sous les yeux, des 13 septembre 1772, 4 juin et 12 septembre 1773, sont adressées à l'abbé de Mancy, demeurant rue de l'Eguillerie, à Périgueux. — Maître François-Isaac Eyriaud de Mancy, avocat en la Cour, était également habitant du quartier de l'Eguillerie. (Actes du 26 février 1726.)

trois étoiles de sable. Sauf le nombre des fleurs de lis qui chargent la cotte de mailles, c'est bien la même pièce qui figure dans l'écusson sculpté sur la porte de l'escalier. (Voir n° 2.)

Sur le fronton d'une fenêtre de la dernière maison, à gauche, en descendant la rue du Greffe, portant le n° 2, se voient les armes de la famille Broliodie, dont plusieurs membres ont été consuls à Périgueux en 1603, 1618-1619, 1645 et 1647. Les émaux ne sont pas indiqués sur la pierre, mais le dessin qui en est donné dans le Livre Vert de l'hôtel-de-ville permet de décrire ainsi ces armes : *d'azur au chevron d'or sommé d'un croissant de même, accompagné de trois mondes croisés, également d'or, posés deux en chef et un en pointe.* (Voir n° 3.)

Dans une maison, rue de la Miséricorde, n° 4, sur la clef de voûte de la tour, on trouve, comme dans les registres de l'hôtel-de-ville, les armes des André, dont un de ses membres, Jacques André, chevalier, seigneur du Repaire-Martel, fut, en 1553, sénéchal du Périgord. Ces armes sont : *d'argent à un sautoir d'azur — ou croix de Saint-André — accompagné dans les cantons dextre, senestre et en pointe, de trois flanchis de même, et en chef d'un croissant aussi d'azur.* (Voir n° 4.)

Dans la même maison, ou peut-être dans la maison y attenant, sur le manteau d'une cheminée, sont sculptées les armes que porte la famille de Cremoux. (Voir au n° 163 de l'*Armorial de la noblesse du Périgord*.)

Presqu'en face, dans la même rue de la Miséricorde, n° 9, existe un escalier de forme carrée à plusieurs paliers, dont les plafonds de pierre, artistement sculptés, reposent sur des chapiteaux de colonnes rondes, et sur des arcatures terminées en culs de lampe de formes variées et ornementées de supports assez bizarres, lesquels portent des écussons qui donnent invariablement : *un chevron accompagné de trois grappes de raisin.* Le marquis de Saint-Astier, propriétaire de cette maison, pensait que ces armes étaient celles des d'Alesme, et il fondait son opinion sur ce que la famille d'Alesme la possédait dans le commencement du dernier siècle, époque où elle passa par mariage aux d'Abzac de la Douze, et, en 1748,

également par mariage, aux Saint-Astier; mais l'absence des *grappes de raisin* sur les sceaux dont les d'Alesme ont fait et font encore usage, contredit cette opinion.

A l'extérieur d'une des maisons signalées plus haut, rue de la Miséricorde, se voit en saillie, au haut d'une fenêtre, un écu aux armes suivantes : *trois roues de moulin*. Ce sont les mêmes qui figurent, mais timbrées d'une couronne comtale, sur un testament mystique, en date du 15 février 1752, de Moulinard père, avocat. (Armes parlantes.) (Voir n° 5.)

Ce simple examen des armoiries encore existantes à l'extérieur et à l'intérieur de quelques maisons de Périgueux ne doit-il pas nous faire désirer que des recherches sérieuses soient continuées; ce serait un travail historique et héraldique intéressant, difficile peut-être, mais non impossible; car, à l'aide des archives des notaires, on pourrait retrouver, dans les actes passés en leurs études, les noms des fondateurs et des acquéreurs desdites maisons, et, avec ces noms, faire peut-être l'armorial de cette antique bourgeoisie de Périgueux, si fière, et à bon droit, de son blason et de ses privilèges qui, ainsi que le dit le baron de Verneilh-Puyrazeau, ressemblaient fort à ceux de la noblesse.

Le nom de Verneilh, qui vient de se présenter sous ma plume, me rappelle que dans son rapport sur la visite des anciennes maisons de la ville (Congrès archéologique de 1858), et dans son album sur le vieux Périgueux (imprimé en 1867), notre spirituel et savant chroniqueur, parlant de la maison Estignard, — type le plus pur de la Renaissance, — rue Limogeanne, 46, disait qu'elle avait dû être celle d'un riche marchand; les grandes ouvertures du rez-de-chaussée sembleraient, en effet, le faire supposer. Quoi qu'il en soit, bien que les armoiries martelées sur la porte d'entrée ne permettent pas de distinguer le blason de la famille, je ferai remarquer que sur le plafond en pierre du couloir qui précède l'appartement du premier étage se voit *une roue accompagnée de trois roses* (voir n° 6), armes de Faure — ou du Faure — de Rochefort, etc. Ce sont les mêmes qui ont été sculptées sur le château que fit bâtir, dans la première moitié du dernier siècle, Bernard du Faure de Rochefort, président trésorier de

France au bureau de Guienne, et accolées à celles de demoiselle du Cluzel de la Chabrerie, femme de Germain Faure de Gardonne.

Si donc les armes sculptées dans l'intérieur de la maison datent de l'époque de la construction, évidemment le nom du fondateur est Faure (ou du Faure). Et, dans le cas où elles auraient été ajoutées postérieurement, elles feraient du moins connaître qu'alors cette famille était en possession de ladite maison, laquelle a été portée en mariage, dans la première moitié de ce siècle, par demoiselle Deglanes à M. Estignard, officier supérieur d'état-major, chevalier de la Légion d'Honneur et de Saint-Louis, puis maire de Périgueux. C'est M^{me} veuve Lapeyrie, une des filles issues de ce mariage, qui en est aujourd'hui propriétaire.

Sur la façade, au nord, de l'une des belles maisons de la Renaissance qui se voient sur le quai, sont sculptées des armoiries qui me semblent avoir appartenu à la famille de Lur — plus tard de Lur-Saluces. — *Les trois croissants* y apparaissent en effet très distinctement, mais surmontés d'un *lambel*, signe qui indique une branche cadette. (Voir à la planche n° 7.)

L'attribution de ces armes aux de Lur s'explique tout naturellement quand on sait que Bardin de Lur, en 1448 (6 janvier), épousa Anne de Taillefer, demoiselle de Barrière, et que, par suite de ce mariage, lui et ses descendants devinrent seigneurs de Barrière, de Villamblard et de Longa, Longa, commune de Saint-Médard-de-Mussidan, où se voient encore, dans la chapelle du château, les armes aux *trois croissants*, accolées à celles de France, lesquelles sont également sculptées sur la maison en question.

Au nombre des possesseurs des trois maisons du quai, M. de Verneilh cite la famille de Taillefer, ce qui ne fait que confirmer l'opinion que je viens d'émettre et que je sou mets à l'appréciation de notre Société.

A. DE FROIDEFOND.

LE DROIT DE CHAPE A PÉRIGUEUX

AUX XVI^e ET XVII^e SIÈCLES.

Les notes que l'on va lire, concernant le droit de chape à Périgueux, nous ont été communiquées par notre confrère, M. l'abbé Brugière, et ont été extraites par lui des manuscrits de l'abbé de Lespine, vol. 32. Elles complètent les renseignements que nous avions donnés sur le même droit à Sarlat aux diverses phases de son histoire religieuse :

« En 1548, Jean de Lustrac (nommé évêque de Périgueux le 28 juin 1550) laissa sa *cloche pontificale* de satin noir aux chanoines dans l'église de Saint-Pierre Laney (où les évêques se rendaient lors de leur installation.) »

PRISE DE POSSESSION DE L'ÉVÊCHÉ DE PÉRIGUEUX PAR PIERRE FOURNIER

LE 21 DÉCEMBRE 1561.

« Il y avait une coutume qui était que Messieurs les évêques voulant
» faire leur entrée à Périgueux en l'église Saint-Pierre, vestus d'une *cloche*
» ou *manteau de satin ou velour noir*, laquelle ils laissent en ladite
» église, et cette cloche demeure aux chanoines et chapitre pour en faire
» des ornements. Il est dit encore que suivant les louables coutumes de
» ladite église, MM. les évêques donnent à l'église cathédrale, après avoir
» pris possession dudit évêché, une chape processionnelle de la valeur de
» 100 l. tournois et doivent fonder dans cette église un obit de 10 l. de
» rente ou bailler à ladite église la somme de 200 l. tournois une fois
» payées pour acquérir ladite rente, comme aussi sont tenus laisser à ladite
» église une chapelle épiscopale garnie de mitre, crosse, chape proces-
» sionale, chasuble, courtibaud, tunicelle, sandales, oratoire, croix, calice,
» patène, pale, bassin, burettes, chandeliers et autres ornements pontifi-
» caux, et doivent s'y obliger et bailler caution bonne et suffisante. Lequel
» évêque ayant entendu ceci a répondu : Quant à la cloche, qu'il n'en avoit
» point, mais a promis a foi de prélat de donner à ladite église la valeur
» de la cloche ».....

1609. — Dans les mêmes manuscrits on lit :

Que quoique M. Martin n'eut point fait d'entrée, le chapitre lui demanda la cloche ou manteau de satin et la chape épiscopale. Celui-ci la refusait, alléguant que l'église de Saint-Pierre était ruinée. Comme on était sur le point de commencer un procès, il y eut transaction passée entre l'évêque et le chapitre dans la chapelle Saint-Jean de l'église de la Cité. On régla quels ornements M. Martin, évêque, donnerait à la cathédrale, ce que l'évêque montra lui revenir à 4000 l. qu'il avait affecté et baillé audit chapitre pour s'en servir, se réservant toutefois l'usage quand il viendrait officier à la cathédrale ou à Saint-Front, ce à quoi les chanoines consentirent.

1649. — A la prise de possession de Philibert de Brandon, les chanoines allèrent le recueillir à la porte du cloître et lui représentèrent l'usage ancien de se faire porter par les quatre barons ; mais l'évêque ne voulut pas entrer avec cette cérémonie, il se rendit seulement dans l'église pour y célébrer la sainte messe. Les chanoines offrirent les habits pontificaux appartenant au chapitre et le prièrent de vouloir s'en servir. Ils lui remontrèrent ensuite ce que les évêques s'obligeaient à payer audit chapitre comme *les chapes, la chapelle*, etc. L'évêque répondit qu'il ne prétendait pas déroger aux anciennes habitudes, et après avoir prêté le serment, il donna pour caution audit chapitre M. Pierre Alexandre, prêtre, le sieur de Fonpitou, conseiller au siège présidial de la ville.

Témoins : M. Jean Méredieu, etc., etc.

Pour copie conforme :

Louis CARVÈS.

MORT DE M^{sr} DE FRANCHEVILLE,

ÉVÊQUE DE PÉRIGUEUX,

D'APRÈS LES REGISTRES PAROISSIAUX DE COURSAC.

En faisant, cette année, notre inspection des archives communales, nous avons trouvé dans les registres paroissiaux d'état-civil de la mairie de Coursac d'édifiants détails sur la mort de l'éminent évêque de Périgueux. Ils sont surtout précieux en ce qu'ils nous viennent d'un témoin et d'un ami de la maison épiscopale ; ils compléteront, en outre, les no-

lices déjà publiées sur le même sujet dans le *Bulletin* par nos confrères M. Dujarric-Descombes et M. Michel Hardy. Nous laissons la parole au rédacteur des registres de Coursac, M. l'abbé Chereau :

Le vingt-sixième may 1702, à quatre heures du soir, messire Daniel de Francheville, évêque de Périgueux, abbé du Tréport, conseiller d'honneur aux parlemens de Bretagne et de Bourdeaux, est mort dans la maison de Messieurs de la Brousse de Vertelhac, cité de Périgueux, après une maladie de dix jours, qu'il avait contractée dans le cours d'une visite qu'il faisait dans les archiprêtres de Vanxeins et de Pilhac ; il a été enterré dans l'église des filles de la Visitation, le 28 may 1702. Il est regretté universellement de tout son diocèse ; c'était le père des pauvres. Il a gouverné ce diocèse pendant huit années avec un zèle et une attention singulière ; il s'y est signalé par des retraites qu'il a fait faire dans sa maison à Messieurs les curés, à Messieurs les gentilshommes et officiers de justice. Sa maison était une maison d'oraison. J'ai eu l'honneur d'être son aumônier, et précepteur de Messieurs ses neveux pendant six ans ; j'ai eu la consolation de le servir dans le cours de sa maladie, dans laquelle il a toujours été d'une patience admirable ; il a demandé pardon à tout son diocèse du mauvais exemple qu'il lui avait donné, mais jamais évêque ne fut plus saint et plus zélé que luy. Il avait des desseins et des veuës très apostoliques ; il a réformé beaucoup d'abus et fait venir dans leurs devoirs quantité d'ecclésiastiques qui l'avaient oublié. Si Dieu eu jugé à propos de nous le laisser encore quelque tems, il aurait fait revivre la piété et la vertu dans ce diocèse ; mais Dieu nous l'a osté à cause de nos pechés. Je prie le Seigneur d'être luy même sa récompense, et tous les jours de ma vie, dans le saint Sacrifice de la messe, je le luy recommanderay. Je luy dois cette reconnaissance pour tous les biens qu'il m'a fait, et pour la bonté singulière dont il m'honorait.

CHEREAU, curé de Coursac,

Et cy devant aumônier de M^{sr} de Francheville,
évêque de Périgueux.

J'ay vu chez feu M^{sr} deux cens cinquante prêtres en retraite en même tems pendant huit jours, et un mois après deux cens cinquante gentilshommes, les Pères Jésuites donnaient la retraite à ces derniers ; les missionnaires et les Pères Jésuites aux curés, le tout se faisait à la Cité, dans la maison de Messieurs de la Brousse.

Le huitième juin 1702, j'ai fait un service pour feu M^{sr} notre évêque.

Messieurs les curés de Saint-Paul, de Chalagnac, de Notre-Dame-des-Vertus, et M. son vicaire, de Razac, de Marsac, de Montrens, m'ont fait le plaisir d'y assister ; nous avons chanté tout l'office et la grande messe que j'ay célébrée ; avant la cérémonie, j'ay fait une espèce d'oraison funèbre ; je devais tout cela à la mémoire de feu M^{sr} ; j'avais un beau luminaire ; M. le curé de Chalagnac a fait le diacre et M. le curé de Marsac le soudiacre. Toute la paroisse a assisté à ce service ; j'avais fait sonner à deuil huit jours auparavant à mes dépens, ensuite j'ay donné à diner à tous ces Messieurs, et à Monsieur de la Feuillade, et à Monsieur de Manou.

CHEREAU,

Curé de Coursac,

Cy-devant aumônier de feu Monseigneur.

La note suivante, que nous avons rencontrée quelques feuillets plus loin, nous prouve que le bon abbé Chereau ne tenait pas en aussi grande estime le successeur de M^{sr} de Francheville. Il avait d'ailleurs pour cela de justes motifs : un procès, comme il nous l'apprend, lui avait été intenté sur une question temporelle :

Le huitième janvier 1719, messire Pierre Clément, seigneur évêque de Périgueux, est mort ; il était âgé de soixante-dix ans ; il avait succédé à l'illustre Monseigneur de Francheville ; il a été enterré dans l'église de Saint-Front, dans la chapelle de Saint-Jean. Dieu lui fasse miséricorde. Il me fit un procès, à la requête de son promoteur, à raison d'une vicairie de Saint-Antoine dont j'avais joui pendant douze ans sans nul reproche ; cela me donna lieu de lui demander les novalles dans la paroisse de Coursac. Par arrêt de la cour du Parlement de Bordeaux, du huitième juillet 1712, rendu au rapport de Monsieur de Marans, led. seigneur évêque fut condamné à me laisser la libre possession et jouissance de la dime des terres ouvertes et deffrichées depuis 40 ans et qui s'ouvriront à l'avenir dans la paroisse de Coursac, et par autre arrêt du 19 juillet 1713, rendu aussi au rapport de Monsieur de Marans, contenant partie des terres novalles, les jouissances de 1710, 1711 et 1712, et les dépens montèrent à deux mille livres que led. seigneur évêque m'a très bien payé. Ainsi je prie mes successeurs de se souvenir de moi dans leurs prières pour leur avoir procuré cette augmentation de revenus.

CHEREAU, *curé de Coursac.*

F. V.

NOTE

SUR LES TRAVAUX RELATIFS A L'HISTOIRE DU PÉRIGORD AU SIÈCLE DERNIER.

Messieurs,

Vous m'avez fait un grand honneur en me choisissant pour remplacer mon éminent ami M. de Gourgue. J'avais hâte de vous apporter le témoignage de ma vive gratitude et ne saurais mieux vous remercier, ce me semble, qu'en m'associant d'une façon plus active à vos travaux.

Vous avez fait beaucoup, Messieurs, pour l'histoire de notre chère province ; mais il reste beaucoup à faire avant d'avoir réuni tous les matériaux d'une histoire locale, qui réponde aux exigences de la science contemporaine. Il y a profit, malgré l'incontestable progrès qu'ont fait de nos jours les études historiques, à connaître les efforts de nos devanciers. Je vous apporte, à ce sujet, pour être déposées dans vos archives ou publiées dans le *Bulletin*, si vous le jugez à propos, quelques lettres tirées pour la plupart de la correspondance du Cabinet des chartes, conservée au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale. Je les ai fait copier il y a plus de cinquante ans lorsque, élève de l'École des chartes, je commençais des études historiques que je croyais pouvoir consacrer tout d'abord à notre chère province. M. Guizot, alors ministre de l'Instruction publique, à qui j'avais soumis un projet de travail sur les recueils de documents inédits relatifs à l'histoire du Périgord, qui se trouvaient en si grand nombre à la Bibliothèque royale, me fit l'honneur de m'ouvrir un champ beaucoup plus vaste en me chargeant, sous la direction d'un illustre maître, M. Augustin Thierry, de réunir les matériaux d'une collection des monuments de l'histoire du Tiers-État en France. Ce grand travail et, depuis, bien d'autres causes sont venus me détourner de l'étude des chartes périgourdines. Je ne puis songer à

revenir à la tâche de ma jeunesse ; mais je m'intéresse vivement à ce que font les nouveaux venus dans la carrière et notamment à vos travaux, que dirige avec tant de zèle et de talent notre cher et honoré président. (1)

La première des lettres que je vous apporte, datée de Chancelade le 15 juillet 1770, est adressée par deux religieux de cette abbaye, MM. Leydet et Prunis, à notre éminent compatriote, M. Bertin, le ministre de Louis XV et de Louis XVI, à qui nous devons la création du *Cabinet des chartes et diplômes de l'histoire de France* et qui dirigea sous deux règnes tous les grands travaux historiques d'une époque à jamais mémorable dans les annales de l'érudition française.

La biographie de Bertin est encore à faire ; il ne faudrait pas le juger uniquement sur ce que disent de lui les anecdotes du temps. S'il a eu quelques faiblesses, l'histoire pardonnera beaucoup à l'homme qui, entré très jeune dans la magistrature, honora ses premiers pas dans la carrière en contribuant plus que personne, d'après le témoignage de Voltaire, à sauver Mahé de Labourdonnais, l'illustre vainqueur de Madras, qu'une odieuse et injuste accusation traduisait devant la justice de son pays, tandis qu'il aurait fallu le conduire au Capitole. Entré dans les conseils du roi comme contrôleur général, Bertin fit adopter le projet libéral de réunir au frais de l'Etat, dans un dépôt qui serait à la disposition des savants, tous les documents de notre histoire na-

(1) Je n'ai pas oublié la promesse que je lui ai faite de lui donner pour son œuvre de prédilection, notre Musée départemental, les portraits d'un certain nombre de notabilités périgourdines qui, d'après le catalogue, manquent à ce Musée. Le triage que je fais est assez long, mais j'espère dédommager du retard par le nombre de portraits que je pourrai mettre à la disposition du savant conservateur.

Je voudrais, comme il a bien voulu m'y encourager, publier dans notre recueil, un essai sur l'*iconographie périgourdine*, essai dans lequel j'indiquerais, à côté des portraits gravés ou lithographiés, les portraits à l'huile ou au pastel, les miniatures ou dessins originaux qui se trouvent dans les Musées, les collections particulières et les châteaux du Périgord. Je vous serai reconnaissant, Messieurs, si vous voulez bien me prêter votre concours pour ce travail qui, je crois, contribuerait à sauver de l'oubli, voire même de la destruction bien des monuments intéressants.

tionale. De plus, il comprit l'un des premiers toute l'importance de nos relations avec l'Extrême-Orient. Il fit, vous le savez, Messieurs, exécuter de grands travaux sur l'histoire, la littérature et les arts de la Chine. C'est à lui qu'on doit la publication des Mémoires chinois en 16 volumes in-quarto, collection où tant d'érudits ont puisé depuis sans toujours le dire. L'habile ministre enrichit nos dépôts publics de manuscrits orientaux et d'objets d'art de tout genre. Une double passion pour l'histoire de la Chine et pour celle du Périgord remplit sa vie; nous aurions mauvaise grâce ici à ne pas y applaudir. Notre province lui doit beaucoup, et j'espère que les quelques fragments de correspondance que je vous apporte encourageront à rechercher encore les manuscrits qu'il a laissés; leur découverte serait pour nous tous d'un immense intérêt. (1)

Les deux savants religieux écrivent au ministre que, cédant au vœu général, ils ont entrepris d'écrire l'histoire de la province du Périgord. Ils sollicitent l'appui et le concours de leur puissant compatriote, et demandent notamment communication des pièces enlevées autrefois par les Anglais aux archives de Guyenne et dont les copies ont été rapportées de Londres par M. de Bréquigny. Le ministre reçut avec un vif intérêt l'ouverture des deux Chanceladais, et écrivit de sa main en tête de la lettre : *M. Moreau, m'en parler*. Moreau, historiographe de France, était le directeur du Cabinet des chartes et diplômes. Il nous a laissé sur cette entreprise vraiment patriotique de Bertin, de curieux renseignements qui, publiés de nos jours par M. Champollion-Figeac, ont inspiré à M. de Chateaubriand une des plus belles pages de ses

(1) On trouve dans les cartons de Bréquigny (carton V1, pièce n° 19) un extrait d'un manuscrit de M. Bertin tiré de la bibliothèque de M. Monveau de Chenevières intitulé : *Secret de la négociation pour le retour du Roi dans la ville de Paris en l'année 1652*, extrait relatif à la réduction de Périgueux. Cette indication, que je donne ici parce qu'elle se réfère au Périgord, est loin d'être la seule. Bertin entretenait une correspondance active avec Bréquigny et les autres savants chargés du Cabinet des Chartes. On voit qu'il demandait pour lui-même copie de ce qui lui paraissait intéressant. La bibliothèque de Bertin devait être très riche, surtout en documents relatifs à l'histoire du Périgord.

études historiques. Les religieux chanceladais partageaient l'erreur répandue de leur temps sur le prétendu enlèvement des archives de Guyenne par les Anglais, lorsqu'ils furent expulsés de cette province sous Charles VII. Moreau et Bréquigny auraient pu les détromper ; mais cette erreur populaire nous avait valu la belle mission de Bréquigny à Londres, et le docte académicien ne se pressait pas de détruire un préjugé qu'il avait longtemps partagé et dont il avait profité. Il est aujourd'hui démontré que les Anglais n'ont rien emporté des archives françaises. On trouve, il est vrai, à Londres, beaucoup de documents sur l'histoire de celles de nos provinces du Nord et du Midi qui ont été plus ou moins longtemps et à diverses reprises sous la domination anglaise. Mais ces documents sont des copies d'actes émanés de l'administration des rois d'Angleterre, telles que celles qui sont insérées, ou enrôlées comme on disait alors, dans les rôles gascons, français et normands de la Tour de Londres, ou bien des actes originaux tels que lettres, rapports, comptes et pièces de comptabilité, etc., adressés par les autorités locales à l'administration centrale de ces provinces dont le siège était alors à Londres.

Si la communication que je commence était agréée par la Société, je pourrais, Messieurs, vous indiquer un grand nombre de pièces relatives à l'histoire du Périgord, qui avaient échappé aux recherches de Bréquigny et qui subsistent, merveilleusement conservées dans les divers dépôts d'archives de Londres. Ces dépôts étaient fort dispersés lorsque je les ai explorés de 1843 à 1847. Ils ont été depuis réunis dans un bâtiment spécial, *Victoria Tower*, qui forme une annexe du nouveau palais du Parlement à Westminster. Mais on peut être sûr que nos voisins, essentiellement conservateurs en toute chose, n'ont rien laissé détruire.

La seconde lettre, datée de Chancelade le 21 octobre de la même année 1770, est un remerciement de MM. Leydet et Prunis pour la réponse qu'ils avaient reçue du ministre :

« La lettre dont vous nous avez honorés, disent-ils, augmente notre confiance et ranime notre zèle pour porter à sa perfection l'ouvrage que nous

avons entrepris ; elle augmentera aussi celle du public et par là vos vues seront remplies, etc. »

La troisième est datée de Nérac le 18 août 1771. Dans l'intervalle, Bertin avait autorisé l'abbé Leydet à compulser les archives royales du château de Pau, où avaient été transportés, sous Henri IV, tous les titres du comté de Périgord et qui étaient assurément le dépôt le plus riche à explorer. Leydet, tout joyeux de l'autorisation qu'il a reçue, remercie avec effusion le ministre et lui offre ses services pour les travaux du Cabinet des chartes, c'est-à-dire de l'histoire générale de France que Bertin ne perdait pas de vue en faisant travailler à celle de sa province chérie.

La quatrième lettre, datée de Périgueux le 17 septembre 1771, est de l'abbé de Chancelade, M. Penchenat. Il remercie le ministre de la mission confiée à un de ses religieux pour l'exploration des archives de Pau et demande pour l'abbé Prunis, qu'il a associé aux travaux de Leydet, l'autorisation d'explorer celles de Pompadour. La lettre est intéressante par l'éloge si juste et si mesuré qu'elle contient du docte et modeste abbé Leydet.

Le 30 juin 1772, Leydet écrivait du séminaire de Pau à M. Bertin pour lui rendre compte de ses recherches au trésor des chartes du château de Pau. Il commence par dire tout ce qu'il doit au bienveillant concours que lui a prêté le garde de ces archives, M. de Fescheux, et en fait remonter sa reconnaissance au ministre. La lettre est longue et pleine de détails encore intéressants pour nous :

« Dans le plan de mes recherches, dit Leydet, je me suis fait une loi d'examiner par moi-même et dans le plus grand détail toutes les pièces qui occupent la vaste armoire du Périgord et du Limousin. Là s'est trouvée une ample collection de chartes concernant nos anciens comtes avant la confiscation du Périgord en 1399. J'y ai recueilli un nombre considérable de faits qui m'ont paru curieux et peu connus sur les guerres particulières de la province ou sur celles qui furent générales pendant la domination anglaise. J'ai acquis quelques connaissances sur plusieurs anciennes familles du pays, sur son histoire ecclésiastique, sur ses monnaies

et son commerce. Je n'ai point négligé ce qui pouvait avoir rapport aux mœurs, aux anciens usages, aux lois locales, à l'administration de la justice, aux privilèges et immunités des comtes ou des villes principales. »

On voit que le plan du savant religieux était fort vaste et qu'il ne négligeait rien de ce que nous rechercherions aujourd'hui. Il dit au ministre qu'il a pris des copies textuelles de toutes les pièces qui lui ont paru intéressantes et fait des extraits de tout ce qui lui a semblé mériter d'être conservé dans les autres. Il ne s'est pas borné à l'armoire du Périgord et Limousin :

« La comté de Périgord étant passée, dit-il, dans les maisons d'Orléans, de Bretagne-Penthièvre, d'Albret, et enfin entre les mains des rois de Navarre, il a fouillé avec soin les armoires qui contiennent leurs papiers, et parce que, ajoute-t-il, les maîtres du Périgord ont eu des liaisons avec les seigneurs d'Armagnac et de Foix, il n'a point négligé les chartes de ces derniers et y a trouvé des pièces relatives à notre province. »

Il envoie au ministre deux mémoires : l'un sur la conquête de la Guyenne sous Charles V, l'autre sur les anciennes monnaies du Périgord. Le dernier de ces mémoires, qui avait été aussi communiqué à l'académie de Bordeaux, a été publié en 1831 dans l'*Annuaire de la Dordogne*, par M. Jouannet. Je ne sais si l'autre mémoire a été conservé. Je ne me souviens pas de l'avoir rencontré dans les papiers de Leydet ; peut-être le retrouverait-on aux archives de l'académie de Bordeaux. Enfin Leydet annonce au ministre son prochain départ de Pau et son projet de s'arrêter à Bordeaux pour explorer les archives du prince archevêque et celles de l'hôtel-de-ville.

Le 16 juillet de la même année, c'est-à-dire bien peu de jours après avoir reçu la lettre du Chanceladais, le ministre lui répondait de la façon la plus bienveillante, en commençant par s'excuser de ne l'avoir pas fait plus tôt : « C'est, » dit-il, qu'il a voulu lire en entier et à tête reposée les deux » mémoires qui lui ont été envoyés. » Il en a été on ne peut

plus satisfait, et il compte les communiquer à MM. de Ste-Palaye et de Bréquigny. « Il est bon, ajoute-t-il, de lier et » de faire connaître entre eux des littérateurs comme vous » et eux, et je réponds qu'ils en feront le plus grand cas. » Les archives de Pau étant royales, le ministre n'a rien à demander pour le Cabinet des chartes du roi ; mais il prie l'abbé Leydet de transcrire les pièces intéressantes pour l'histoire générale qu'il trouvera dans les archives de l'archevêque de Bordeaux. Il lui annonce l'envoi des instructions qu'il fait remettre aux savants et gens de lettres qui s'occupent des recherches diplomatiques, demandées par le roi dans les différentes provinces du royaume. Il faut remarquer l'extrême politesse et le ton affectueux de cette lettre d'un ministre d'un roi absolu. Nous avons fait beaucoup de progrès assurément ; mais je me permets de douter que les ministres de la République écrivent aux savants du jour avec cette exquise urbanité et cette parfaite connaissance des sujets dont ils parlent (1).

Les copies de chartes faites par Leydet et ses divers extraits des archives de Pau existent au Cabinet des manuscrits de la rue de Richelieu. On y trouve notamment le catalogue de tous les documents qu'il avait recueillis pour l'histoire du Périgord. Il est intéressant de comparer ce catalogue à celui qui a été dressé de nos jours par M. Dessalles, aux frais du département et en vertu d'un vote du conseil général de la Dordogne. Celui de l'abbé Leydet est beaucoup plus complet, soit que quelques-uns des documents inventoriés par le savant religieux aient disparu depuis des archives des Basses-Pyrénées ; soit, ce qui me paraît plus probable, que le chanoine de Chancelade ait consacré plus de soins et de temps à son travail. J'ai fait faire autrefois, en rangeant les indications par ordre chronologique,

(1) M. l'abbé Riboulet a donné, dans son intéressante étude sur l'abbaye de Chancelade (t. IX du *Bulletin*, p. 510), un passage d'une autre lettre de Bertin à Leydet et Prunis, qui confirme ma remarque sur la façon gracieuse et bienveillante dont le ministre écrivait aux savants de son temps.

une copie du catalogue de Leydet ; je la mets à votre disposition, Messieurs, elle serait bien placée aux Archives de la Dordogne, aujourd'hui en si bonnes mains ; et, même après l'excellente publication du regretté M. Raymond, les notes de Leydet pourraient rendre service aux érudits, de plus en plus nombreux, qui s'occupent de notre histoire locale.

Je reviens à notre correspondance. Le 24 juillet 1772, c'est-à-dire huit jours après la lettre de Bertin à Leydet, un des secrétaires du ministre transmet par ordre à Moreau les mémoires envoyés par le Chancelade. Nous voyons par cette lettre qu'outre les deux mémoires dont il a été question plus haut, il y en avait un troisième sur les droits et privilèges de la ville de Périgueux. « Le ministre, ajoute le secrétaire, » voudrait revoir ces mémoires, et il vous prie de les lui » renvoyer le plus tôt que vous pourrez. » Qu'est devenu ce troisième mémoire du savant chancelade ? J'invite nos jeunes confrères à le rechercher.

Le 8 mars 1774, l'abbé de Chancelade, M. Penchenat, écrit à Bertin pour solliciter de nouveaux secours en faveur de Leydet et Prunis qu'il appelle nos deux historiographes. Il expose les nombreuses dépenses qu'entraîne la continuation des recherches commencées, dépenses auxquelles son abbaye n'est pas en état de fournir. Il proteste de la reconnaissance de toute la province envers Bertin, et ne lui épargne pas les compliments. « Vous faites, Monseigneur, la gloire » de notre province ; elle saura, dans tous les siècles, qu'elle » a eu le précieux avantage de vous donner naissance, et » notre capitale de compter parmi ses citoyens vos illustres » ancêtres. »

La correspondance du Cabinet des chartes contient un grand nombre de lettres de l'archiviste de Pau, M. de Fescheux, qui rend compte à Bertin des travaux de Leydet et lui envoie des copies sur les indications du chanoine de Chancelade. On y trouve aussi un assez grand nombre de lettres, échangées entre les maire et consuls de Périgueux et le directeur du Cabinet des chartes, au sujet de leur fameux procès pour les immunités de la ville, procès auquel Bertin, nous le savons, prenait un grand intérêt. Dans une

de ces lettres il est question des difficultés qu'ils ont avec leurs avocats à l'occasion des frais énormes de ce procès. Il suffira de déposer dans vos archives la nomenclature de ces deux séries de lettres.

Bertin, qui s'occupait avec autant d'intérêt des monuments de l'archéologie que de l'histoire de notre province, avait demandé à l'abbé Desbief, chanoine de Bordeaux et bibliothécaire de l'académie de cette ville, la recherche et la communication des mémoires de M. Jourdain de La Fayardie sur les antiquités de Périgueux. L'abbé lui envoie, le 19 mars 1779, une analyse de ces mémoires et une description des dessins qui les accompagnent. Il aurait voulu faire copier les dessins; mais il a reculé devant les exigences de l'artiste auquel il s'est adressé et attend de nouveaux ordres. Cette lettre n'a plus d'intérêt que pour constater le zèle éclairé de Bertin. Les mémoires de La Fayardie ont été retrouvés de nouveau et publiés par M. Jules Delpit dans le premier volume du *Chroniqueur du Périgord et du Limousin*, p. 73.

Leydet aurait certainement, s'il avait vécu, écrit l'histoire de notre province selon la méthode bénédictine. Son érudition et les mémoires qu'il a laissés prouvent qu'il en était capable. Le temps lui manqua pour mettre en œuvre les immenses matériaux qu'il avait recueillis; il les laissa à son collaborateur Prunis. Celui-ci augmenta les richesses rassemblées à Chancelade, mais, sauf des *Observations sur les États du Périgord* (1), il ne paraît pas avoir rédigé une partie quelconque de l'histoire à laquelle il a travaillé si longtemps. Cet écrit, publié en réponse aux questions sur nos anciens Etats généraux et provinciaux proposées à tous les savants par le gouvernement de Louis XVI, eut, vous le savez, Messieurs, un grand retentissement. C'était une œuvre de circonstance qui répondait aux préoccupations du moment. Nos pères espéraient voir revivre, avec les Etats généraux

(1) *Observations sur les Etats du Périgord et pièces justificatives recueillies par M. L. Prunis, prieur de St-Cyprien, censeur royal, 1758, in-8°, 93 pages.*

et provinciaux, les antiques libertés de notre France, dont M^{me} de Staël a si bien dit : « C'est la liberté qui est ancienne et le despotisme qui est nouveau. »

Le mémoire sur les Etats de la province du Périgord fit de l'abbé Prunis un homme public, et la Révolution, en lui donnant un rôle, ne tarda pas à l'arracher complètement aux études qui avaient été jusqu'alors l'occupation de sa vie et lui avaient valu le titre d'historiographe du Périgord. Il eût mieux valu pour notre histoire locale, et peut-être aussi pour sa renommée, que, fidèle au mandat qu'il avait reçu, Prunis s'occupât de mettre en œuvre les matériaux recueillis par les Chanceladais. Après avoir pris une grande part aux élections de 1789, il fut nommé député suppléant de l'ordre du clergé à l'Assemblée constituante. Il exerça ensuite des fonctions administratives, fut successivement maire de St-Cyprien, administrateur du district de Sarlat et du département, et enfin sous-préfet de Bergerac.

Retiré à Saint-Cyprien, il y mourut vers 1816, après avoir négocié avec M. Dacier, secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions et conservateur des manuscrits de la rue de Richelieu, la cession de tous ses papiers à la Bibliothèque royale. Les manuscrits Leydet et Prunis sont aujourd'hui confondus avec ceux de l'abbé Lespine, sous le titre de *Fonds du Périgord*. M. Léopold Delisle en a rédigé un catalogue sommaire qui a été en partie publié par M. de Gourgue dans son introduction au *Dictionnaire topographique de la Dordogne*.

L'abbé Lespine, savant aussi modeste qu'instruit, a dignement continué la tradition des Chanceladais. Je vous apporte la copie d'une lettre que dom Clément lui adressait en 1788 ; vous y verrez le grand cas que le savant auteur de l'*Art de vérifier les dates* faisait dès lors du chanoine de la cathédrale de Périgueux. Le docte abbé Lespine a passé sa vie à copier des documents pour l'histoire de notre province. Devenu l'un des conservateurs des manuscrits de la rue de Richelieu et professeur à l'Ecole des Chartes, il était merveilleusement placé pour compléter les recherches de ses devanciers de Chancelade. Mais il n'a jamais mis en œuvre les richesses

qu'il colligeait, si ce n'est pour écrire les généalogies de nos principales familles périgourdines ; généalogies qui sont en général fort bien faites et figurent avec honneur dans les recueils de MM. de Courcelles et de Saint-Allais.

Martial DELPIT.

(A suivre..)

VARIA.

POÉSIES INÉDITES DES TROUBADOURS DU PÉRIGORD.

ADDITIONS ET CORRECTIONS.

T. XXV de la *Revue des langues romanes*, p. 217, note sur le v. 49. Ajouter : Fauriel a mentionné d'après ce passage, et en suivant la leçon du ms. C, « la faula de Gormais. » (*Hist. de la Poésie prov.*, III, 502) Cf. Birch-Hirschfeld, *Ueber die provenzalischen Troubadours... bekannten epischen Stoffe*, p. 89.

P. 218-9. Cette chanson paraît avoir servi de modèle à un sirventès de Montan le tailleur (*sartre*), composé vers 1215, et qui n'a, comme notre chanson, que quatre couplets. De ces couplets, deux seulement offrent des rimes pareilles à celles de la chanson. Ce sont le premier et le troisième, qui correspondent celui-ci au premier, celui-là au second couplet de la chanson. Mais on y trouve partout, après le cinquième vers, la rime intérieure, ou, si l'on veut, le second petit vers que celle-ci ne présente qu'aux couplets 2 et 4, sans doute par suite de fautes de copie. Au vers 20, on pourrait songer à corriger *conosc gen* ; mais je ne trouve rien à proposer pour le *non ac selh* du vers 6, où se cache peut-être un nom propre.

Raynouard a publié (*Choix*, V, 286) la plus grande partie du sirventès de Montan. En voici le texte complet, d'après l'unique ms. qui l'a conservé.

(B. N. ms. 12474, f° 246)

MONTANS SARTRE

- I. Coms de Tolsan, ja non er quieus o pliva (1),
Vejaire m'es quel guerra recaliva
Del rei franses, e s'ara no s'abriva
4 Vostra valors, non es vera (2) ni viva,
Ni vos (3) en ten
De prez valen,
Si n'an Frances estiva (4)
8 En vostre chasamen.
- II. Coms, a honor no podetz mais jorn viure,
Si a lur dan nos (5) vesem tot (6) desliure
De fals Frances, qui van nueg e jorn iure,
12 Eus han pieg fag q'om non poiria escriure.
Gitatz los en,
Feren prenen,
Queil baron part Coliure
16 Los casan (7) e no gen.
- III. Si no vesem vostra seinha destorta
Contra Franses, qu'an vostra terra morta,
Del vostre fag nuls hom no si conorta,
20 Ni o pot far, mas que leves l'esporta
De salvamen ;
Pueis diran s'en :
Pieg que Richartz l'en porta
24 E plus aunidamen.
- IV. Anc plus temsutz de guerra en son repaire
Non fon marques ni ducs ni emperaire
Tan quan vos fostz, seinher, dezhacaire (8) ;
28 Ar atendon Artus cil de Belcaire
.....
E ploran s'en
Lo paire el fils el fraire,
32 Quar i anatz tan len.

(1) Ms. *priva*. — (2) Ms. *vetra*.

(3) « Ni vos. » Ms. *Nius*. — (4) Subst. verbal de *estivar* (moissonner).

(5) « nos » = *nous* (no vos). Raynouard, *vos*. — (6) Corr. *fost* ?

(7) Cor. *cason* ? — (8) Sic Raynouard. Corr. *de sat al Caïre* ?

Au tirage à part des *Poésies inédites des Troubadours du Périgord*, qui vient de paraître en librairie (1), j'ai joint une préface que je crois devoir reproduire ici. J'espère qu'aucun de nos lecteurs, surtout de nos lecteurs limousins et périgourds, ne refusera de s'associer au vœu que j'y exprime.

Le présent recueil comprend toutes les poésies demeurées jusqu'à ce jour inédites des troubadours nés en Périgord ou, plus exactement, dans les limites du département actuel de la Dordogne, dont les noms nous ont été conservés. Plusieurs passages de ces poésies, surtout de deux ou trois de celles de Giraut de Borneil, sont peu clairs ou même fort obscurs. J'ai donné en note quelques éclaircissements, fait ou proposé çà et là quelques corrections; mais je n'ai pas prétendu tout expliquer. C'est ici le cas de répéter ce que disait déjà, vers la fin du xiii^e siècle, Bernart Amoros, en parlant des poésies qu'il venait de rassembler dans l'ample chansonnier qui porte son nom, et que malheureusement nous n'avons plus, « que trop volgra esser prims e sutils hom qui o pogues tot entendre, especialmen de las chansos d'en Giraut de Borneil lo maestre. » (*Jahrbuch für rom. und engl. Literatur*, XI, 12.)

On trouvera dans le *Grundriss zur Geschichte der provenzalischen Literatur* de M. Bartsch (Elberfeld, 1872) l'indication des pièces qui nous restent de chacun des troubadours périgourds et des recueils où l'on peut lire celles qui ont déjà été publiées. Il faut seulement ajouter aux renseignements fournis par le *Grundriss* que, depuis la publication de cet ouvrage, des éditions complètes de Bertran de Born (2) et d'Arnaut Daniel (3) ont vu le jour; de plus, qu'une pièce de Guilhem de la Tour, donnée par M. Bartsch comme inédite, a été depuis longtemps publiée par Cavedoni (4), et qu'une autre, particulièrement intéressante, du même troubadour (5), que M. Bartsch attribue à tort à Raimbaut d'Orange, a paru tout récemment dans les *Denkmaeler provenzalischen Literatur*, de M. Suchier (6).

Les troubadours qui nous sont connus comme originaires du Périgord

(1) Paris, Maisonneuve et Co.

(2) Par M. A. Stimming, en 1879.

(3) Par M. U. A. Canallo, en 1883.

(4) Mémoires de l'Académie de Modène, t. II, p. 396. (*De saint Martin me clam a saint Andrieu.*)

(5) *Pos n'Almeric a fait far mesclança e batalha.* — (6) T. I, p. 393.

et des parties du Limousin et du Quercy comprises aujourd'hui dans le département de la Dordogne sont, par ordre alphabétique, ceux dont les noms suivent. J'indique en regard de chacun d'eux le numéro de la section du *Grundriss* qui le concerne :

- Aimeric de Sarlat. 11.
Arnaut Daniel (de Ribérac). 29.
Arnaut de Mareuil. 30. Voir aussi pp. 40 et 47.
Bertran de Born (d'Hautefort). 80.
Bertran de Born le fils (id.). 81.
Elias Cairel (de Sarlat). 133.
Elias Fonsalada (de Bergerac). 134.
Gausbert de Puycibot (commune de Saint-Pierre-de-Frugie). 173.
Giraut de Borneil (d'Excideuil). 242.
Giraut de Salignac. 249.
Guilhem de la Tour [Blanche ?]. 236.
Peire de Bergerac. 329.
Peire de Bussignac (d'Hautefort). 332.
Sail d'Escola (de Bergerac). 430.
Ugo de la Bachellerie. 449.

Cette liste, qui s'allongerait sans doute, et peut-être notablement, si nous connaissions avec certitude le lieu d'origine de tous les troubadours dont le nom s'est conservé, est, telle qu'elle est, la plus riche qu'on puisse dresser dans un département de la langue d'oc, car elle comprend, outre plusieurs poètes distingués, dans les rangs secondaires, comme Aimeric de Sarlat, Elias Cairel, Guilhem de la Tour, quatre des plus illustres d'entre tous les troubadours, et dans ces quatre, les trois précisément qui sont cités par Dante comme les maîtres de l'art dans chacune des grandes divisions de la poésie lyrique qu'il établit, à savoir : Arnaut Daniel, Bertran de Born et Giraut de Borneil (1). Ce n'est pas un mince sujet de gloire pour le Périgord que de compter au nombre de ses enfants des poètes ainsi placés au sommet du Parnasse provençal par leur grand émule de Florence. Mais ces troubadours, qui jetèrent autrefois tant d'éclat sur notre province, nous les oublions trop aujourd'hui. Soyons fiers, comme nous devons l'être, de Montaigne et de Fénelon, de Bugeaud et de Daumesnil. Je salue avec respect et avec une émotion patriotique les statues de ces

(1) *De vulgari eloquio*, lib. II, cap. 2.

hommes illustres ; mais je souffre de ne pas voir à côté d'elles un monument qui rappelle aux générations nouvelles des gloires bien plus anciennes. Je voudrais qu'on érigeât sur une des places publiques de Périgueux une statue à Bertran de Born, et que, sur les faces du piédestal, cinq bas-reliefs de marbre ou de bronze reproduisissent l'image (l'image conventionnelle, telle que les mss. nous la donnent, à défaut du portrait) d'autant d'autres troubadours, de façon que chaque arrondissement de la Dordogne y fût représenté : Périgueux, par Giraut de Borneil ; Nontron, par Arnaut de Mareuil ; Ribérac, par Arnaut Daniel ; Sarlat, par Elias Cairel, et Bergerac, par Sail d'Escola ou Pierre de Bergerac. Un pareil monument, surtout si la Corrèze, s'associant à la Dordogne, y réclamait une place pour ses propres troubadours (1), ferait de Périgueux la ville sainte de la langue d'oc, la Mecque où tout bon provençaliste, comme tout bon félibre, voudrait aller, une fois au moins dans sa vie, en pèlerinage. Puisse le vœu que j'exprime ici être entendu de ceux qui ont le pouvoir de le réaliser, je veux dire des membres des divers corps élus, conseils généraux, conseils d'arrondissement, conseils municipaux, sociétés savantes, de la Dordogne et de la Corrèze. Une souscription publique dont ils prendraient l'initiative et, au besoin, une loterie, qu'ils obtiendraient certainement l'autorisation d'organiser, produirait sans doute la somme nécessaire à l'exécution du monument que je rêve pour glorifier dignement, avec le pays qui leur donna le jour, ces pères et ces premiers maîtres de la poésie lyrique des nations modernes. Puissé-je ne pas mourir avant d'avoir vu, au milieu d'une députation, présidée par Frédéric Mistral, de tous ceux qui, de Bordeaux à Nice, des Baléares à Clermont-Ferrand, parlent notre langue ; de tous ceux qui, dans le monde civilisé tout entier, en font l'objet de leurs études, inaugurer ce monument !

C. CHABANEAU.

(*Revue des langues romanes* d'avril 1885)

(1) Bernart de Ventadour (arrondissement de Tulle), Marie de Ventadour (de Turenne, arrondissement de Brive), Gui d'Ussel (arrondissement d'Ussel), Gaucelm Faidit (arrondissement d'Uzerche).

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

(Extraits de chartes du roi Charles VII (1436-1439), relatives à la reprise des villes de Domme et Thenon sur les Anglais. — (LA VICOMTÉ DE TURENNE, par l'abbé Marche, curé de Nespouls, pp. 476-477.)

Lettre de Jean de Galard, seigneur de Limeuil et de Miramont, dans laquelle il est déclaré que trois de ses compagnons, Perron de Galard, Aymeric et Ebrard de la Roque, s'étaient emparés du château de Terrasson, ignorant qu'il appartenait au baron Raynaud de Pons. A ce sujet s'élevèrent plusieurs débats, terminés par un accord entre noble dame Jeanne de Pons et Philippe de Lautrec, femme du sire de Limeuil. Deux capitaines, nommés par les deux dames, Héliot Grimoard et Périchaud de Turenne, jurèrent fidélité à leurs seigneuries respectives et s'engagèrent à ne livrer la forteresse de Terrasson ni au roi de France, ni à celui d'Angleterre. Au cas où le comte de Périgord et le sire de Pons ne ratifieraient point les clauses ci-dessus, Héliot Grimoard, représentant les droits et l'autorité de Jacques de Pons, devait évacuer la place et la laisser entièrement aux mains de Périchaud de Turenne, qui commandait pour le compte de Philippe de Lautrec.

Décembre 1359.

(Noulens, Documents historiques sur la maison de Galard, t. I, p. 573.)

M^{sr} de Belzunce, évêque de Marseille, est-il né protestant ? par Dom Théophile Béranger.

(Revue des Questions historiques, juillet 1881.)

Ph. DE B.

LES MAISONS DES GENTILSHOMMES DE LIMOUSIN

QUI ONT ESTÉ VOLLÉES PAR LES REISTRES.

Couzages et Chauaignac.

Pazayac, où la perte a esté fort grande.

Lissac, où il a esté aussi brulé ung personne.

La maison de la vefve de La Porte de Lissac.

Les enfans de l'autre La Porte dud. Lissac ont esté aussi brulés en deux granges, et ung corps de logis.

A mons. de Lagorse, deux granges et emmené tout son bestail.

M. de Bochiac, vollé et une siene maison appelée Puymaliol.

M. de Saint-Aulaire, vollé à la Grenerie et lui ont brulé une grange, une hale et soixante charretées de foin, sont entrés en la bassecourt et dans ses estables.

La maison du père de Mons^r de la Chappelle-Biron.

Les abbayes de Tourtoyrac et Terrasson ont esté brulées. Toutes fois, on n'est pas si asseuré dud. Terrasson que de l'autre.

Messieurs de Roflignac et du Saillant ont fait grandes pertes.

Les maisons de Maufarges et la Porcherie.

La maison de Brignac de mos. de Sedièrre saccagée.

(*Bibl. nat.* Mss. fonds latin, 17,117)

Ph. DE B.

SECONDE EXCURSION ARCHÉOLOGIQUE.

St-Cyprien. — La Roque. — Beynac. — Castelnaud. — Fayrac.

27 juillet 1885.

Par suite de circonstances que nous n'avons pas à rechercher, la Société n'avait pu renouveler ses visites aux monuments de notre cher Périgord. Cette année, elle a pu prendre une journée pour voir un des coins des rives de la Dordogne, et elle avait choisi un moment excellent pour ceux qui ne craignent pas le soleil. Malheureusement, soit à cause de la température, soit à cause de la manière un peu trop succincte dont les mem-

bres de la Société avaient été prévenus, nous ne nous sommes trouvés que dix au rendez-vous, à la gare de Périgueux; nous félicitons nos confrères de l'acte courageux qu'ils ont accompli.

Arrivés à Saint-Cyprien à huit heures du matin, nous avons commencé la journée par la visite de l'église. Primitivement, jusqu'au ^x^e siècle, croyons-nous, elle faisait partie d'un couvent de Bénédictins qui, plus tard, devint un prieuré conventuel de l'ordre de Saint-Augustin, dépendant de Chancelade. Des bâtiments du monastère qui couvrent encore une grande surface, on ne peut plus rien voir que l'extérieur d'une façade élevée au commencement du ^{xvii}^e siècle, sous Louis XIII probablement, si l'on en juge par une longue série d'arcades en brique et pierre qui en éclairaient la partie supérieure; le reste a été pitoyablement défiguré par l'administration des tabacs. De l'ancienne église, nous n'avons que le clocher, haute et large tour carrée à contre-forts plats, aux étroites ouvertures, à la toiture pyramidale aplatie à la base; nous avons cru que le sommet en a été fortifié, car des gargouilles placées à deux mètres environ de la sablière actuelle, indiquent que dans le principe un chemin de ronde découvert permettait de circuler tout autour, et qu'elles recevaient l'eau découlant de la toiture placée en retraite sur une terrasse supérieure. Au ^{xv}^e siècle, ce clocher a été maladroitement raccordé à une nouvelle nef, et la reprise se voit aisément. Cette nef et toute la façade ont été réparées ou faites à neuf dans ces dernières années. A l'intérieur, une large nef à quatre travées. Le chœur se trouve un peu en avant de la tour qui forme chevet. Nous n'avons rien remarqué dans l'architecture de ce monument, valant d'être noté; mais il y a quelques détails d'ameublement qu'il faut retenir: une chaire du ^{xvii}^e siècle, en bois sculpté, dont le travail est d'une grande finesse d'exécution; un panneau encadré dans le dossier, représentant le sermon sur la montagne, mérite l'admiration des visiteurs; les figures sont d'une belle expression, naturelle, et traitées avec une grande habileté de main; les poses des personnages sont bien étudiées; les mouvements justes et les vêtements élégamment drapés, sans faux plis, suivent bien les corps dans leurs diverses attitudes. Plusieurs rétables, qu'il faudrait étudier séparément, de la même époque et peut-être aussi du ^{xviii}^e siècle, sont décorés également de belles sculptures; un d'entre eux, qui ne doit pas être très éloigné, comme date, de la chaire, possède deux panneaux où l'on voit Jésus donnant les clefs à saint Pierre, et un autre dont nous n'avons su reconnaître le sujet. Il est évident pour nous que l'auteur ou les auteurs de ces boiseries étaient de véritables artistes, dessinant bien, ayant le sentiment de la forme et exécutant avec hardiesse leurs conceptions. Il est certain aussi qu'ils avaient étudié à une bonne école et qu'ils étaient plus que des ornemanistes. Nous voyons ici une in-

fluence de l'école toulousaine, car nous ne croyons pas qu'en Périgord il y ait eu d'école en ce genre. M. Villepelet et M. Hardy pourront nous dire si, dans leurs recherches, ils en ont trouvé trace. Il y aurait une étude à faire sur la sculpture en Périgord avant que les quelques rétables ou meubles en bois que nous possédons encore n'aient disparu, dispersés par les brocanteurs, les enchères forcées ou les ventes volontaires.

Deux statues d'une belle exécution, mais peut-être plus rapprochées de nous, remplissent les niches décoratives d'un ancien autel de bois ; elles représentent saint Cyprien et saint Augustin ; dans cette dernière, on a voulu voir Alain de Solminihac, le réformateur de Chancelade, mais il n'est que vénérable. Il fut reconnu par le Saint-Siège, en 1784, qu'on n'avait pas rendu un culte public à la mémoire du vénérable Alain, mais qu'il jouissait de la renommée d'un saint. Cette renommée ne suffisait pas, croyons-nous, pour qu'on exposât son image à la vénération des fidèles. Nous devons à M. l'abbé Du Plantier, doyen de Saint-Cyprien, et à son vicaire, M. Chastaing, jeune prêtre instruit et chercheur des choses du passé, tous nos remerciements pour l'empressement qu'ils ont mis à nous montrer leur église, bien tenue et d'une propreté irréprochable. Nous désirions nous incliner devant la sainte Epine, mais, par suite d'un malentendu, nous n'avons pu le faire.

De Saint-Cyprien au château de La Roque, la route est charmante ; elle longe la vallée de Castel, arrosée par le Moulau, dont les eaux nous ont paru peu fertilisantes. Si la vallée est trop marécageuse, de beaux bois couvrent les pentes des coteaux surmontés de falaises dont les abris recèlent des silex taillés. Nous arrivons bientôt à La Roque, où nous trouvons M. le comte A. de Beaumont et sa famille qui, à l'envi, nous ont fait les honneurs de leur charmante demeure et montré bien des souvenirs précieux pour eux et pour nous ; car ce sont aussi bien des souvenirs périgourds que de famille que recèle le château de La Roque, devenu historique par la naissance et l'exil de Christophe de Beaumont.

Ce castel a été construit dans les premières années du xvi^e siècle, à en juger par quelques-uns de ses détails ; au siècle dernier, il a été considérablement remanié. Du moulin qui est au-dessous, il produit l'effet le plus pittoresque, dressant ses hautes tourelles au-dessus d'une masse de verdure. Ce site est bien connu des personnes qui ont visité le Sarladais.

Nous n'entendons pas décrire le château de La Roque, dont plusieurs détails sont bons à noter ; signalons un couloir voûté très original qui relie deux parties du rez-de-chaussée ; dans la cour intérieure, une belle porte du temps de Louis XII, à l'architecture élégante, dont le tympan porte l'écusson de la branche cadette des Beynac, et une série de corbeaux aux multiples moulures soutenant les hourds en pierre d'un pavil-

lon défendant les fossés du côté de la montagne. A l'intérieur, la chapelle a gardé sur ses murs des peintures à fresque du temps, représentant plusieurs scènes de la Passion de N.-S. : le grand-prêtre déchirant ses vêtements, Pilate se lavant les mains, Jésus portant sa croix, la Vierge et saint Jean au pied de la croix ; du côté de l'épître, on a reproduit les portraits des châtelains, à genoux sur leurs bancs armoriés.

Derrière l'autel, une mise au tombeau, dont les personnages sont encore reconnaissables, quoique le sujet soit très détérioré en certaines parties.

Au centre de la voûte, le Père éternel, et sur les retombées les quatre Évangélistes avec leurs attributs ; enfin, un tableau que les traditions de famille font attribuer au Guide : *Saint Sébastien tombant sous une grêle de flèches*. Ce tableau est saisissant de vérité ; mais quelques-uns de nos confrères ont cru qu'il fallait lui donner rang dans l'école espagnole, dont c'est plutôt la manière et la couleur.

Dans les diverses salles du château sont répandus de nombreux portraits. En première ligne celui de l'archevêque de Paris, en pied. On n'en connaît pas l'auteur ; mais comme faire et coloris, il a quelques rapports avec celui de M. de Bertin, peint par Roslin. Cette observation est due à M. Paul Galy, dont la compétence en fait de peinture est connue.

Nous savons que François de Beaumont, baron des Adrets, est la tige des Beaumont du Périgord ; le portrait de ce célèbre homme de guerre est à La Roque : sa physionomie est sévère ; d'un geste énergique il montre derrière lui une ville en flammes.

Des portraits en pied de Louis XV et de Marie Leckzinska jeunes ; les mêmes, plus âgés, attribués à Van Loo ou à son école.

Le portrait du vicomte de Beaumont, chef de division des armées navales, illustre par ses services et surtout par le combat qu'il livra, en 1781, à Ouessant, contre un vaisseau anglais ; la gravure de ce fait d'armes est à La Roque. M. de Beaumont en a vainement cherché l'original. Un pastel de La Tour : La Tour lui-même en costume d'atelier, les bras croisés appuyés sur le dossier d'une chaise. Plusieurs autres portraits intéressants qu'il serait trop long d'énumérer.

De La Roque, retour à Saint-Cyprien, où nous restâmes quelques instants pour reprendre des forces, afin d'affronter les fatigues de la seconde partie de la journée.

Le soleil devenait des plus ardents ; la poussière nous enveloppait de nuages épais quand nous arrivâmes au-dessous de Beynac, dont le site n'a plus besoin d'être décrit, mais dont l'escarpement nous paraît encore plus abrupt par cette température de feu. Nous avons visité avec le plus grand intérêt ce vieux témoin des temps passés, sa chapelle aujourd'hui église paroissiale, ses grandes salles, l'oratoire aux curieuses peintures, ses

tours, ses remparts où se mêlent les époques les plus diverses du **xiii^e** jusqu'au **xvii^e** siècle, admiré le vaste panorama qui se déroule devant soi, des fenêtres de la salle des Etats, Marquessac à gauche avec Domme et la plaine de Born à l'horizon, le cours sinueux de la Dordogne, Castelnaud, et devant soi le joli manoir de Fayrac ; à droite, la Dordogne encore, arrosant de riches cultures bordées par une ligne de collines à l'aspect varié.

Le soleil ne nous ménagea pas non plus ses rayons pendant le parcours que nous avons à faire entre Beynac et Castelnaud, dont l'ascension vaut bien celle de Beynac. La situation de cette forteresse est au moins aussi escarpée que celle de sa voisine, et peut-être est-elle plus intéressante à étudier, au point de vue militaire ; c'est une étude à faire pour laquelle il faudrait plus de temps que nous n'en avons.

Castelnaud a subi plusieurs sièges ; il fut pris par Simon de Montfort au temps de la guerre des Albigeois, sans compter les vicissitudes par lesquelles il passa pendant les guerres anglaises et de religion. C'est là que Guilhem Raymond, seigneur de Castelnaud, naquit en 1391, et qu'il composa ses *Dits et Enseignements*, que notre savant président a édités en 1845 et enrichis d'une préface et d'un glossaire des plus instructifs.

Le château de Castelnaud offre à l'étude des parties élevées au **xiii^e** siècle et peut-être d'antérieures avec des archères extrêmement curieuses par leur forme et leurs dispositions.

Sur un des flancs du château, le sud, si nous nous orientons bien, les courtines qui relient la grosse tour du **xv^e** siècle à la tour carrée de l'angle sud-ouest, sont divisées par une sorte de mince contre-fort terminé à quelques mètres du sol par un corbeau ; il est percé, au-dessus de ce corbeau, par une ouverture carrée dont nous n'avons pu reconnaître l'utilité ; cette espèce d'arête, que nous n'avons pu mesurer, a cependant assez de saillie pour empêcher les traits de pénétrer dans les ouvertures situées entre elle et la grosse tour. Nous avons remarqué qu'une grande partie des meurtrières ou des archères étaient dirigées vers le sud-ouest, afin de se protéger contre un des ressauts de la montagne qui domine le château de ce côté.

Vers la fin du **xv^e** siècle, lorsque l'application de l'artillerie à l'attaque et à la défense des places devint générale, on éleva de fortes tours rondes et des retranchements spéciaux, percés d'embrasures pour des pièces d'artillerie de divers calibres. Ce mélange des deux systèmes de défense est très nettement indiqué à Castelnaud et mériterait une description détaillée.

De Castelnaud à Fayrac, le chemin n'est pas long ; un sentier suit la pente nue du promontoire où se dresse la forteresse pour se perdre ensuite sous de beaux ombrages dont nous sentions toute la valeur après les torrides effluves d'un impitoyable soleil. Nous étions guidés par M. de La

Tombelle, qui nous avait rejoints à Beynac. A l'entrée du château, M^{me} de La Tombelle nous a fait le plus gracieux accueil. Nous avons visité la chapelle, restaurée avec le meilleur goût, et les réparations que fait à sa charmante demeure notre aimable confrère dont les goûts artistiques sont connus ; il a peint d'admirables canons d'autel et nous a montré de magnifiques photographies prises dans le pays.

A Saint-Cyprien nous nous sommes séparés de nos infatigables et dévoués confrères MM. Carvès père et fils, qui ne nous ont pas quittés de la journée, se multipliant pour nous être agréables et nous éviter les manœuvres inutiles ; nous les en remercions avec la plus sincère gratitude.

Enfin, après un repos de deux heures à la gare du Buisson, nous sommes rentrés fort tard à Périgueux, enchantés de notre journée, ne demandant qu'à recommencer, mais espérant que notre prochaine excursion sera favorisée par une température plus fraîche.

A. DE ROUMEJOUX.

NÉCROLOGIE.

M. ÉMILE DUSOLIER.

Emile Dusolier montra, dès son enfance, une facilité et une intelligence précoces ; à vingt ans, il avait achevé ses études de droit, et, après les avoir complétées par un cours de procédure pratique, il reprit le chemin de cette cité de Nontron pour y devenir le secrétaire et le collaborateur de son père, alors représentant de notre arrondissement au Corps législatif. Le premier, il connaissait les services à rendre ; il les devinait et il préparait et instruisait les affaires qu'il avait mission de transmettre et de recommander à M. Dusolier père, cet homme de bien, ce député indépendant qui ne se préoccupa jamais que de la justice de la cause, que de l'honnêteté de l'homme, en faveur desquels son appui était sollicité.

Une popularité du meilleur aloi entoura bientôt « monsieur Emile », comme on l'appelait affectueusement ; il suffisait qu'il fût à la tête d'une œuvre charitable, d'une association utile, pour que le succès fût assuré. Son influence s'exerçait partout où il y avait une misère à soulager, une difficulté à aplanir, une contestation à éviter. Son obligeance, sa générosité, la sûreté de ses rapports lui créaient, en même temps, les amitiés les

plus durables. Son goût était trop délicat pour qu'il pût délaisser, au milieu de ses occupations, les choses de l'esprit. Il suivait avec un incessant intérêt toutes les publications touchant à l'art et à la littérature, et des causeries intimes révélaient ses fines et piquantes critiques ; ses amis se souvenaient aussi des bluettes charmantes qu'il écrivait et dans lesquelles le bon sens rivalisait avec la gaieté.

Il était maire de Saint-Sulpice, où son administration sage et libérale a produit d'excellents fruits. Il a surtout développé l'instruction primaire dans cette commune, et le nombre des élèves devint si considérable que le conseil municipal dut bientôt décider, sur sa proposition, la création d'une maison d'école, une des premières construites dans l'arrondissement de Nontron.

Aux élections législatives de 1863, M. Dusolier père refusa de se laisser renommer député, malgré des sollicitations presque unanimes, donnant ainsi un exemple d'abnégation rare ; car il renonçait à la vie publique dans la crainte de voir ses forces trahir sa volonté et ne pas lui permettre de s'acquitter du mandat confié par ses concitoyens. Le concours de son fils lui devenant moins précieux, celui-ci dut chercher un emploi à son temps, et il fut attaché au cabinet de M. Rouher, le grand ministre de l'Empire, dont l'intégrité a égalé le talent. C'est à l'école de notre éminent compatriote M. Philippe de Bosredon, sous-secrétaire d'Etat, qu'il compléta ses connaissances administratives ; deux ans après, il était nommé sous-préfet de Briançon et il partait pour les Hautes-Alpes, préparé entre tous à ses nouvelles fonctions, à une époque où pourtant la hiérarchie administrative était régulièrement observée ; son expérience des affaires, son affabilité, sa courtoisie envers ses adversaires devaient lui concilier tous les esprits, aussi laissa-t-il dans les arrondissements qu'il fut chargé d'administrer les souvenirs les plus flatteurs.

Nous le retrouvons en Alsace au milieu de la fatale année de 1870, alors que nos troupes, écrasées par le nombre à Wœrth et à Reichsoffen, se replient en passant par Saverne, vers le camp de Châlons, pour y former une nouvelle armée. Le sous-préfet de l'arrondissement de Saverne se multiplie pour assurer aux blessés les soins qui leur sont nécessaires, pour procurer à nos soldats le repos et les vivres qui leur permettront de reprendre leurs pénibles étapes.

A peine nos dernières ambulances ont-elles été évacuées, à peine l'arrière-garde de l'armée a-t-elle disparu, qu'Emile Dusolier est obligé de contenir son patriotisme et de préparer son arrondissement à l'occupation de l'ennemi vainqueur. Il luita contre ses exigences avec une fermeté et une mesure qui évitèrent de nouveaux malheurs et de sanglants conflits. « La conduite d'Emile a été admirable à Saverne », écrivait à un de ses

proches l'un des membres du gouvernement de la Défense nationale, qui aurait eu, pendant le cours de cette malheureuse année, à renouveler souvent ces éloges si mérités. Lorsque sa présence ne parut plus nécessaire à nos malheureux concitoyens, il quitta Saverne pour rentrer en France après un voyage difficile.

Quelques jours après son retour à Nontron, il s'enrôla comme volontaire dans la légion des mobilisés qui se formait dans son arrondissement, sous le commandement de M. de Saint-Martin, cet officier si distingué qui, après nos premiers désastres, s'était empressé de mettre son épée et son expérience militaire au service de la patrie. Emile Dusolier fut élu capitaine de la compagnie dans laquelle servaient les hommes appartenant à la ville de Nontron et aux communes suburbaines.

Il fut un véritable père de famille pour ses soldats pendant les quelques mois que dura son commandement. Il se préoccupait sans relâche de leurs besoins ; sa bourse toujours ouverte leur procura souvent des adoucissements aux privations qu'ils avaient à endurer ; son entrain, sa bonne humeur chassaient la nostalgie autour de lui, et c'est après avoir partagé toutes leurs fatigues qu'il ramena dans leurs foyers ces soldats improvisés dont il ne voulut pas se séparer un seul instant ; je me rappelle l'indignation avec laquelle il repoussa la proposition qui lui fut faite de rester à Périgueux pour y commander une compagnie devant constituer le dépôt de la légion nontronnaise qui allait être dirigée vers Châteauroux et Vierzon.

Après le 24 mai 1873, Emile Dusolier fut appelé à la sous-préfecture de Bar-sur-Aube, plus tard à celle de Civray. Mis en disponibilité en 1876, il quitta définitivement l'administration, refusant, l'année suivante, un poste élevé qui lui fut offert. Il ne voulut pas s'éloigner de son vénéré père dont la santé était gravement altérée ; il l'a entouré jusqu'à sa fin des soins les plus tendres. Depuis cette époque, il a vécu au milieu de nous. Sa maison hospitalière était toujours ouverte ; les nombreux amis qu'il comptait dans les situations les plus diverses se rencontraient chez lui, trouvant ainsi l'occasion de se connaître et de s'apprécier mutuellement. Son accueil cordial, sa gaieté, sa conversation spirituelle, d'où la banalité était toujours exclue, donnaient un grand charme à ces réunions. Chaque samedi lui amenait une affluence de visiteurs qui, confiants dans la lucidité de son esprit et la droiture de son jugement, venaient chercher des conseils et se grouper autour de lui.

Jusqu'à ses derniers moments, il a eu souci de toutes choses intéressant son pays ou ses amis, et, deux jours avant sa mort, il trouvait encore la force de m'écrire un mot affectueux que je n'oublierai jamais !

Son esprit avait toujours rejeté ces théories matérialistes qui abaissent

l'humanité sans apporter aucune consolation à ses continuelles souffrances. Aussi a-t-il su envisager la mort avec la fermeté et la sérénité d'une âme vaillante et chrétienne.

En rappelant à grands traits la vie de mon pauvre ami, je sais bien que mon cœur a été l'interprète des sentiments d'affection, d'estime et d'admiration communs à tous ceux qui, comme moi, l'ont connu et apprécié. Je puis craindre que mon langage n'ait pas été à la hauteur du devoir douloureux que j'ai tenu à remplir... Mais qu'importe ? Le souvenir des qualités sérieuses, des vertus civiques d'Emile Dusolier qui se conservera pieusement dans notre arrondissement, honorera mieux qu'un éloquent éloge sa chère mémoire !

DE MAILLARD-LAFAYE.



Deux planches accompagnent cette livraison. — La 1^{re} représente l'Élévation de la fontaine du Port-de-Graule ; — la 2^e, les Armoiries relevées sur d'anciennes maisons de Périgueux.

Le Gérant responsable, A. DELFOUR.

Périgueux, — Imprimerie E. LAPORTE
(anc. Dupont et C^e).

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD.

Séance du jeudi 4^{er} Octobre 1885.

Présidence de M. DE ROUMEJOUX.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. de Froidefond, Crédot, le marquis d'Abzac de La Douze, l'abbé Brugière, l'abbé Goyhenèche, Michel Hardy et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT indique sommairement les ouvrages qui ont été offerts à la bibliothèque de la Société pendant le mois dernier :

Les *Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie*, 3^e série, tome VIII, un volume broché in-8°, Paris et Amiens, 1885 ;

La *Table décennale des publications de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Île de France*, 1874-1883, par M. E. Mareuse ; brochure in-8°, Paris, Champion, 1885 ;

Le quatrième fascicule (décembre 1881) du tome VIII de la *Société archéologique de Bordeaux*, in-8°, Bordeaux, 1881 ;

Le *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, tome VII, 2^e livraison, avril-juin 1885, in-8°, Brive, contenant la suite d'un mémoire de notre érudit correspondant M. Louis Guibert sur les *Livres de raison limousins et marchois*, et une étude de M. Vayssière sur les *Documents relatifs à l'histoire de la maison de Turenne* ;

La *Revue des langues romanes*, troisième série, tome XIII, juin 1885, in-8°, Montpellier, où notre aimable et spirituel compatriote M. Chastanet publie, dans le patois de Mussi-

dan, une comédie en un acte, en prose, qu'il intitule *Lou paradis de las belas-mais* ;

Le *Compte-rendu pour l'année 1884 de la Commission météorologique du département de Vaucluse*, brochure in-4°, Avignon, 1885 ;

Les *Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Savoie*, troisième série, tome VII, un volume broché in-8°, Chambéry, 1885 ;

Les *Annales de la Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes*, tome IX, in-8°, Nice et Paris, 1884 ;

Par M. l'abbé Pécout, curé du Fleix, ses *Souvenirs historiques et biographiques sur la contrée du Fleix*, un volume broché, petit in-8°, Sainte-Foy-la-Grande, 1884 ;

Par M. Ribault de Laugardière, ancien magistrat, *Le manuel d'instruction civique de M. Paul Bert et la vérité historique sur l'ancien régime*, un volume broché in-8°, Périgueux, Cassard frères, imprimeurs, 1883 ;

Par M. Dujarric-Descombes, un numéro de l'*Echo de la Dordogne* du 19 septembre 1885, où il analyse soigneusement la *Grammaire élémentaire de la vieille langue française* de notre savant confrère M. Léon Clédât.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts nous annonçait, par une dépêche du 24 août dernier, qu'avant de statuer sur notre demande en reconnaissance légale, le Conseil d'Etat a exprimé l'avis que notre projet de statuts fût complété conformément à la jurisprudence. Il a signalé notamment l'absence des dispositions relatives au nombre des membres présents nécessaires : 1° pour la validité des délibérations du bureau ; 2° pour la validité des votes de l'assemblée générale dans le cas de modification des statuts ou de dissolution.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL a fixé à cinq le nombre des membres qui doivent être présents pour la validité des délibérations du bureau, et à vingt, pour la validité de celles de l'assemblée générale. — Ces chiffres sont approuvés.

M. le Ministre de l'Instruction publique nous adresse également, avec sa circulaire du 7 septembre dernier, le pro-

gramme du Congrès des Sociétés savantes pour 1886, en nous priant de lui donner toute la publicité désirable. Il nous dit en terminant : « J'ai la confiance que l'an prochain, sur tous les points qui constituent ce programme et que j'ai choisis d'accord avec vous, MM. les délégués apporteront les résultats de leurs travaux et seront prêts à soutenir des discussions qui assureront l'éclat de votre Congrès et en démontreront de plus en plus la haute importance scientifique. »

PROGRAMME DU CONGRÈS DES SOCIÉTÉS SAVANTES A LA SORBONNE,
EN 1886.

I. — *Section d'histoire et de philologie.*

1° Mode d'élection et étendue des pouvoirs des députés aux Etats provinciaux.

2° Les esclaves sur les bords de la Méditerranée au moyen-âge.

3° Recherche des documents d'après lesquels on peut déterminer les modifications successives du servage.

4° Origine et organisation des anciennes corporations d'arts et métiers.

5° Origine, importance et durée des anciennes foires.

6° Anciens livres de raison et de comptes et journaux de famille.

7° Liturgies locales antérieures au xvii^e siècle.

8° Origine et règlements des confréries et charités antérieures au xvii^e siècle.

9° Etude des anciens calendriers.

10° Indiquer les modifications que les recherches les plus récentes permettent d'introduire dans le tableau des constitutions communales tracé par M. Augustin Thierry.

11° Des livres qui ont servi à l'enseignement du grec en France, depuis la Renaissance jusqu'au xviii^e siècle.

12° Les exercices publics dans les collèges (distributions de prix, académies, représentations théâtrales, etc.), avant la Révolution.

13° Anciennes démarcations des diocèses et des cités de la Gaule, servant encore aujourd'hui de limites aux départements et aux diocèses.

14° Etude des documents antérieurs à la Révolution pouvant fournir des renseignements sur le chiffre de la population dans une ancienne circonscription civile ou ecclésiastique.

15° L'histoire des mines en France avant le xvii^e siècle.

16° De la signification des préfixes EN et NA devant les noms propres dans les chartes et les inscriptions en langue romane.

17° Objet, division et plan d'une bibliographie départementale.

II. — *Section d'archéologie.*

1° Quelles sont les contrées de la Gaule où ont été signalés des cimetières à incinération remontant à une époque antérieure à la conquête romaine ? — Quels sont les caractères distinctifs de ces cimetières ?

2° Dresser la liste, faire la description et rechercher l'origine des œuvres d'art hellénique, des inscriptions et des marbres grecs, qui existent dans les collections publiques ou privées des divers départements. Distinguer ceux de ces monuments qui sont de provenance locale de ceux qui ont été importés dans les temps modernes.

3° Dresser la liste des sarcophages païens sculptés de la Gaule. En étudier les sujets, rechercher les données historiques et les légendes qui s'y rattachent et indiquer leur provenance.

4° Signaler les nouvelles découvertes de bornes milliaires ou les constatations de chaussées antiques qui peuvent servir à déterminer le tracé des voies romaines en Gaule ou en Afrique.

5° Grouper les renseignements que les noms de lieux-dits peuvent fournir à l'archéologie et à la géographie antique.

6° Signaler dans une région déterminée les édifices antiques de l'Afrique tels que arcs de triomphe, temples, théâtres, cirques, portes de ville, tombeaux monumentaux, aqueducs, ponts, etc., et dresser le plan des ruines romaines les plus intéressantes.

7° Étudier les caractères qui distinguent les diverses écoles d'architecture religieuse à l'époque romane en s'attachant à mettre en relief les éléments constitutifs des monuments (plans, voûtes, etc.).

8° Rechercher, dans chaque département ou arrondissement, les monuments de l'architecture militaire en France aux différents siècles du moyen âge. En donner des statistiques, signaler les documents historiques qui peuvent servir à en déterminer la date.

9° Signaler les constructions rurales élevées par les abbayes, telles que granges, moulins, étables, colombiers. En donner, autant que possible, les coupes et plans.

10° Étudier les tissus anciens, les tapisseries et les broderies qui existent dans les trésors des églises, dans les anciens hôpitaux, dans les musées et dans les collections particulières.

11° Signaler les actes notariés du *xiv^e* au *xvi^e* siècle, contenant des ren-

seignements sur la biographie des artistes et particulièrement les marchés relatifs aux peintures, sculptures et autres œuvres d'art commandées soit par des particuliers, soit par des municipalités ou des communautés.

12° Etudier les produits des principaux centres de fabrication de l'orfèvrerie en France pendant le moyen âge et signaler les caractères qui permettent de les distinguer.

13° Quelles mesures pourraient être prises pour améliorer l'organisation des musées archéologiques de province, leurs installations, leur mode de classement et pour en faire dresser ou perfectionner les catalogues ?

Nos confrères, maintenant prévenus, ont le temps de préparer des mémoires sur ces divers sujets d'ici au mois d'avril prochain.

M. le baron de Baye écrit aussi au SECRÉTAIRE GÉNÉRAL que le Congrès international d'anthropologie et d'archéologie préhistoriques tiendra sa dixième session à Athènes en 1886. « J'ai assisté depuis quinze ans, lui mande-t-il, à tous les congrès du même genre. Mon intention est de me rendre à Athènes. Je me propose de faire connaître le progrès qui s'est opéré en France dans les études anthropologiques et archéologiques depuis la dernière session tenue à Lisbonne en 1880. Il est d'une grande importance de démontrer, par les découvertes faites en France et les travaux qu'elles ont inspirés, que les études préhistoriques, loin d'être délaissées, sont toujours en honneur comme dans les autres pays.

» Je vous prie de me renseigner sur les découvertes particulières à votre département et de m'indiquer les titres des travaux qui ont été publiés. Par ces renseignements, il sera donné une grande publicité à vos travaux, et nous conserverons le rang distingué que nous avons acquis. Je me chargerai bien volontiers d'offrir au Congrès les travaux publiés par vos collègues. »

M. Michel HARDY, qui est prié de répondre, trouvera facilement, à l'aide de notre table décennale, la liste des travaux publiés par la Société dans les tomes VII, VIII, IX, X et XI du *Bulletin*.

Notre honorable confrère M. le docteur Léo TESTUT, ayant vu dans notre procès-verbal du 27 mai dernier que M. de

Roumejoux avait signalé à la Société « un dolmen situé près de Bigarroque, qui est connu, mais n'a jamais été fouillé, » pense qu'il s'agit vraisemblablement du *Roc del Cayre*, situé, en effet, à 500 mètres au-dessus de Bigarroque, à côté du chemin qui conduit de ce dernier village au bourg de St-Chamassy. Il n'existe pas d'autre dolmen dans les environs.

» Comme l'indication sommaire fournie par M. de Roumejoux, écrit notre savant confrère, pourrait déterminer quelques-uns de nos collègues à pratiquer des fouilles sous ce dolmen, j'ai l'honneur de vous prier d'informer la Société, ne serait-ce que pour leur épargner des déceptions, que le *Roc del Cayre* a été visité, étudié et dessiné par moi en août 1882, et fouillé sur mes indications par l'un de mes élèves, M. Louis Gouzot, de Paleyrat, au mois d'août de l'année suivante.

» Je tiens du reste à la disposition de la Société tous les détails que je possède relativement à la situation topographique, à la constitution et aux fouilles de ce mégalithe. »

La Société acceptera avec empressement tout ce que M. le docteur Testut voudra bien lui envoyer à ce sujet.

Notre aimé président, M. le docteur GALY, qu'une légère indisposition tient, à notre grand regret, éloigné depuis quelques mois de nos séances, nous transmet la note suivante relative à une acquisition que vient de faire le Musée départemental :

« L'importante collection paléontologique faite depuis plus de vingt ans par M. l'abbé Landesque, curé de Lavallade, au milieu des terrains du Lot-et-Garonne et de la Dordogne, a dû être remise aujourd'hui à nos collègues MM. Bleynie et Galy fils, pour être transportée au Musée de Périgueux. Bon nombre de pièces rares et uniques y seront admirées. Le désintéressement de M. l'abbé Landesque, son désir d'ajouter à la renommée de nos collections paléontologiques, nous valent cette bonne fortune. Le prix que le Musée a donné de ces richesses ne paie pas le débours des voyages du collectionneur.

» L'inventaire en a été fait par M. l'abbé Landesque, concurremment avec M. Arnaud, membre correspondant de l'Institut de France, et la détermination des pièces les plus intéressantes leur est due. »

La Société adresse des félicitations à M. le docteur Galy pour cette précieuse acquisition.

Notre laborieux correspondant M. Louis GUIBERT nous communique une liste, accompagnée d'annotations, des sénéchaux du roi de France, envoyés au XIII^e siècle dans les diocèses de Périgueux, Limoges et Cahors. Cette pièce sera remise à celui de nos confrères qui voudra entreprendre un travail d'ensemble sur cette question.

Un autre de nos correspondants vraiment infatigable, M. TAMIZEY DE LARROQUE, veut bien aussi nous adresser une note sur *Un évêque de Périgueux à supprimer*, note tirée d'un recueil périodique que lisent sans doute bien peu de Périgourdins, le *Bulletin historique et archéologique de Vauchuse*. « Je vous prie, mande-t-il au Secrétaire général, de donner communication de cette note à nos confrères, qui peut-être la jugeront avec vous digne d'être insérée dans le *Bulletin*. La rectification proposée par le savant critique anonyme (lequel ne peut être que l'abbé Albanès, historiographe du diocèse de Marseille, et récemment couronné par l'Institut pour une importante publication sur les anciens évêques de ce diocèse), la rectification proposée, dis-je, me paraît incontestable. Nous tous qui aimons la lumière et la vérité, nous devons donc aider l'auteur à faire connaître et triompher sa découverte.

» J'espère que quelques-uns de nos confrères répondront soit dans le *Bulletin*, soit dans leurs lettres, à l'*Appel* que j'ai adressé aux *érudits* touchant l'*Itinéraire du roi de Navarre*. J'ai eu déjà d'excellentes notes de M. Dupuy, l'obligeant archiviste de Bergerac.

» Je me réjouis bien pour la Société et pour le *Bulletin* de la nomination de M. Martial Delpit. Nous aurons de ce remarquable travailleur de précieuses communications. Je salue le vaillant Achille sortant enfin de sa tente et courant à la victoire. »

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL donne alors lecture de la note envoyée, de laquelle il résulte jusqu'à l'évidence que nous devons rayer du catalogue des évêques de Périgueux le prélat appelé tantôt Guillaume d'Astre, tantôt Guillaume d'Aste,

tantôt enfin Guillaume Astier, qui aurait occupé le siège de 1340 à 1347, suivant le *Gallia christiana*, et le P. Gams, *Series episcoporum ecclesiae catholicae*, Ratisbonne, 1873, in-4°, p. 492.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer en passant qu'aucun des auteurs périgourAINS, ni M. l'abbé Audierne dans son *Périgord illustré*, p. 382, ni M. Dessalles dans son *Histoire du Périgord*, tome II, p. 239, n'ont admis dans leur liste Guillaume d'Astre. Ils donnent l'un et l'autre, comme successeur à Raymond de Durfort, Guillaume Audebert, originaire de Chartres, de l'ordre des Frères mineurs, également versé dans le droit civil et dans le droit canon, chapelain du Pape, prévôt de Saint-Pierre-d'Aix, diocèse de Thérouanne, nommé à l'évêché d'Apt en 1340, et transféré à Périgueux en 1341 par le pape Benoît XII. Mais il n'en est pas moins nécessaire de publier la note envoyée par M. Tamizey de Larroque pour rectifier et le *Gallia christiana* et le P. Gams. — L'assemblée est de cet avis.

M. D'ABZAC DE LA DOUZE nous communique ensuite la copie qu'il a faite du contrat de mariage, passé au château de Ségur, le 22 janvier 1444, entre Brandelys de Caumont, seigneur de Castelnaut et de Berbiguières, et Marguerite de Bretagne, nièce de Jean de Bretagne, comte de Penthièvre, de Périgord et vicomte de Limousin. — Ce document sera publié.

M. le comte Théodore de Gontaut-Biron écrit au SECRÉTAIRE GÉNÉRAL pour lui demander s'il n'y aurait pas aux Archives de la Dordogne ou à la Bibliothèque de Périgueux, des titres concernant Jean de Gontaut-Biron, baron de Salagnac (ou Salagnac), qui fut, dès 1580, gouverneur du Périgord et lieutenant général du haut et bas Limousin. Ce personnage, compagnon de Henri IV pendant les guerres de la Ligue, fut nommé ambassadeur, en 1604, auprès de la Porte ottomane. Il mourut en 1610 à Constantinople du chagrin que lui causa la mort du roi. On a le dessein de publier sa correspondance diplomatique, qu'on voudrait faire précéder d'une notice biographique, et on serait heureux de retrouver sur lui des détails peu connus.

M. le Secrétaire général ne possède pas de documents le

concernant : si quelqu'un de nos confrères en avait, il pourrait en donner communication à M. de Gontaut-Biron, au château de Crépan, par Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or).

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous adresse un rapport fort intéressant sur la deuxième partie des *Etudes historiques sur la Révolution en Périgord* de notre confrère M. Georges Bussière. Après lecture faite et écoutée avec plaisir, l'assemblée décide qu'il sera inséré au *Bulletin*.

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui a exprimé le désir d'entrer dans notre Compagnie. Après un vote par acclamation, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Alcide Pontou, ancien juge de paix, au port de Domme, présenté par M. Louis Carvès et M. Gabriel Tarde.

La séance est levée à deux heures et demie du soir.

Le Secrétaire général : Ferd. VILLEPELET.

Séance du jeudi 5 Novembre 1885.

Présidence de M. DE ROUMEJOUX.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle ordinaire.

Sont présents : MM. de Froidefond, le marquis d'Abzac de La Douze, Fernand de Bellussière, Bleyne, l'abbé Brugière, Dujarric-Descombes, Paul Galy, Lespinas, Henri de Montégut et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous apprend la mort de notre correspondant M. Paul Marchegay, chevalier de la légion d'honneur, officier de l'instruction publique, archiviste honoraire du département de Maine-et-Loire, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, l'un des fondateurs et des

plus constants collaborateurs de la *Bibliothèque de l'Ecole des chartes*, qui avait bien voulu publier dans le tome VI de notre *Bulletin* les chartes anciennes du monastère de St-Florent près Saumur, concernant le Périgord. Il s'est éteint dans la nuit du 2 au 3 juillet dernier, à la suite d'une longue maladie, dans son manoir des Roches-Baritaud (Vendée).

M. LE PRÉSIDENT nous annonce aussi la mort de M. Dumoulin, libraire-éditeur à Paris, bien connu de tous les archéologues.

Ces tristes nouvelles sont accueillies avec de sympathiques regrets.

M. LE PRÉSIDENT indique sommairement les ouvrages qui ont été offerts à la bibliothèque de la Société pendant le mois dernier :

Le Journal des Savants, cahier de septembre 1885, in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

Le Compte-rendu du 25^e exercice de la Société de secours des Amis des sciences, séance publique annuelle tenue le 23 mai 1885 dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, brochure in-8°, Paris, Gauthier-Villars, imprimeur-libraire, 1885 ;

Le Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1885, n° 3, in-8°, Amiens, 1885 ;

Le Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, tome VIII, n° 124, premier trimestre de 1885, in-8°, Orléans, Herluison, libraire-éditeur ;

Le Bulletin de la Société Nivernaise des lettres, sciences et arts, troisième série, tome II, troisième fascicule, in-8°, Nevers, 1885 ;

Les Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest, deuxième trimestre de 1885, in-8°, Poitiers ;

Le Bulletin de la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, V^e volume, 6^e livraison, 1^{er} octobre 1885, in-8°, Saintes ;

Le Bulletin de la Société d'anthropologie de Bordeaux et du Sud-Ouest, tome II, 1^{er} et 2^e fascicules, janvier à juillet 1885, in-8°, Bordeaux, contenant un mémoire de notre érudit confrère M. le docteur Testut sur *Les polissoirs néolithiques de Carves, canton de Belvès* ;

Le Journal d'histoire naturelle de Bordeaux et du Sud-Ouest, n° du 30 septembre 1885, in-4°, Bordeaux ;

Le Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, 3^e livraison 1885, juillet-août-septembre, in-8°, Tulle ;

Le Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts, n° 10, septembre 1885, in-8°, Foix ;

La Revue des langues romanes, 3^e série, tome XIV, juillet 1885, in-8°, Montpellier, contenant la fin de la spirituelle comédie en patois de Mussidan de notre compatriote M. Chastanet, *Lou Paradis de las belas-mais* ;

Le Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, année 1885, juillet, 74^e livraison, et octobre, 75^e livraison, in-8°, Valence ;

Le Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes, 4^e année, octobre-novembre-décembre 1885, in-8°, Gap ;

Le Giornale araldico de l'académie de Pise, n° de septembre 1885, grand in-8°, Pise ;

Par M. Faugère, directeur honoraire aux Affaires étrangères, ses *Fragments de littérature morale et politique*, 2 volumes in-12, reliés, Paris, librairie de Hachette, 1865 ;

Par M. le docteur Escande, député de la Dordogne, l'*Histoire du Périgord* de M. Léon Dessalles, 3 volumes brochés in-8°, Périgueux, Delage et Joucla, éditeurs, 1883-1885.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

M. DUJARRIC-DESCOMBES est prié de rendre compte dans le *Bulletin* de ce dernier ouvrage, qui doit être d'une véritable importance pour notre province.

MM. Paul DE FONTENILLES et Alcide PONTOU, élus membres titulaires dans de précédentes réunions, adressent leurs remerciements à la Société.

M. DUJARRIC-DESCOMBES demande à présenter au nom de notre confrère M. Dupuy, de Bergerac, une importante rectification.

Dans le tome X (page 383) de notre *Bulletin*, M. Dupuy, trop confiant dans une inexacte copie manuscrite, avait publié une lettre inédite que Jeanne d'Albret, reine de Navarre, aurait adressée trois mois avant sa mort, le 22 mars 1572, à

la municipalité de Bergerac, relativement au dernier édit de pacification.

L'original de cette lettre se trouve encadré dans une salle de la mairie de Bergerac. M. Dupuy a enlevé le verre sous lequel elle est conservée ; et, après un examen des plus approfondis, a rétabli, avec le texte très altéré dans la reproduction imprimée en 1883, la vérité historique de ce précieux document.

Cette lettre n'émane point de Jeanne d'Albret, mais bien de Catherine de Médicis, reine de France, et ne porte pas la date de 1572, mais celle de 1579.

En voici le texte définitif, tel que le zélé archiviste de Bergerac l'a copié sur l'autographe lui-même :

Mess^{rs},

Dieu m'a fait la grace que j'ay conclud et arresté conformément a ledict dernier de pacificaon les responses aux remonstrances et req^{te} que m'ont faictes les députés de ceulx de la religion pretendue reformée et sommes, mon fils, le roy de Navarre et moy, et eulx aussy résolus de toutes choses au bien de la paix, ainsy que vous entendrez des sieurs de Bourdeille et de Lamothe Fénélon, qui sen vont pour faire executer le tout, suivant l'instruction particulière que j'en ay signée, vous priant ne faillir dobeyr de vost part au contenu dicelle et de tout bien garder et observer curieusement et soigneusement, tenant la main a ce qu'ung cacun puisse vivre en paix, repos et union, les ungs avec les ault. Suivant le dict edict de pacificaon et lad. resolutn de nos conseillers, comme il est parlé par lad. instruction, et priant Dieu, Mess^{rs}, vous avoir en sa Ste et Digne garde.

Escript a Agen, le xxij^e jour de mars 1579.

CATHERINE.

A Messieurs les officiers de la Justices, consuls, manans et habitans de la ville de Bragerac.

Contresigné (Eymart).

Acte est donné à M. Dupuy de sa rectification.

M. DE MONTÉGUT signale à l'assemblée une charte, des premières années du XII^e siècle, qu'il aurait découverte, contenant une donation par Pierre de Juillac, *Juliacensis*, au prieuré d'Aureil, d'une chapelle du château d'Hautefort ; ce qui établirait, suivant lui, qu'une famille de Juillac avait, à cette époque, des droits de seigneurie sur Hautefort.

M. DUJARRIC dit que la question mériterait d'être élucidée, et il rappelle que M. Alfred Leroux, archiviste de la Haute-Vienne, a publié, en 1883, dans le *Bulletin* de la Société archéologique du Limousin, (tome 30, 2^e livraison, page 251 et suivantes), une série de chartes concernant cette région, notamment un concordat passé entre le prieur d'Aureil et l'abbé de Tourtoirac, touchant le prieuré de Saint-Agnan et son annexe d'Hautefort par la médiation des évêques de Bordeaux, Saintes, Angoulême et Périgueux, réunis au synode provincial de Bordeaux, 1138. M. Dujarric prie notre confrère M. de Montégut d'examiner, en rentrant chez lui, la pièce qu'il nous indique pour savoir s'il n'y aurait pas identité entre les deux.

M. DE BELLUSSIÈRE demande la permission de lire une charte de 1490 qu'il a trouvée dans ses archives de famille et qui renferme le « traité et la conférence passés à Nantes entre le roi Charles VIII et le seigneur d'Albret. » De ce document un peu long notre confrère ne lit que les passages offrant un intérêt local, où est constatée la présence du seigneur Alain d'Albret à Nontron et à Montignac. Cette pièce importante sera publiée dans nos annales dès que M. de Bellussière aura annoté la plupart des noms propres qui y figurent. Voici d'ailleurs les quelques lignes que M. Dessalles a consacrées à ce fait historique dans son *Histoire du Périgord*, tome III, p. 26 :

« Le duc d'Orléans, depuis Louis XII, avait été vivement offensé que Louis XI et les Etats eussent donné le gouvernement du royaume et du jeune roi à Anne de Beaujeu. Le duc se mit à la tête des mécontents et reçut des secours d'Alain d'Albret.

» En 1486, Albret, par l'ordre de Jean de Bourbon, connétable de France, qui faisait cause commune avec le duc d'Orléans, partit de ses terres,

passa la Garonne, la Dordogne et l'Isle, répandit ses troupes sur les confins du Périgord et du Limousin, aux environs de Nontron, et finit par les concentrer à Nontron même, où il fut assiégé par l'armée royale et tellement serré de près qu'il fut contraint de requérir le comte de Candale, lieutenant du roi en Guyenne, et les autres officiers qui étaient avec lui, de vouloir bien solliciter son pardon, et conclut un traité. »

De son côté, M. D'ABZAC DE LA DOUZE offre à nos archives une copie, faite au xvii^e siècle, d'un testament, du 30 janvier 1528, de noble et puissant Jean d'Abzac, chevalier, seigneur de La Douze, Reilhac, Verg et Sanilhac, par lequel il institue Pierre, son fils, son héritier universel, et fait des legs aux autres enfants qu'il avait eus de Marguerite de Salignac, sa femme.

Notre honoré confrère nous communique en même temps une requête assez piquante, en date du 11 juillet 1780, du prieur-curé de Saint-Jean-de-Côle au procureur général du Parlement de Bordeaux, dans laquelle il le supplie de faire cesser les violences de quelques habitants de la paroisse qui se sont précipités sur sa maison, l'obligeant, au milieu de la nuit, à faire une procession pour apaiser un orage. Cette pièce curieuse sera insérée au *Bulletin*.

Notre savant correspondant M. TAMIZEY DE LARROQUE nous adresse un exemplaire de la *Revue critique* du 5 octobre 1885, où il a publié un article de *Variétés* sur les *Lettres de Fénelon à la Quirinienne*, et il prie le Secrétaire général de donner communication à nos confrères de ses observations, tout ce qui touche un des plus illustres de tous les écrivains du Périgord devant les intéresser. « Puisse parmi eux se trouver, ajoute-t-il, le futur éditeur des œuvres complètes du *Cygne de Cambrai*, publiées enfin avec cette minutieuse fidélité, avec ce soin infini qui sont dus aux moindres pages d'aussi grands écrivains ! »

Dans son introduction du *Journal inédit de Jean-Baptiste Colbert, marquis de Torcy, ministre et secrétaire d'Etat des affaires étrangères, publié d'après les manuscrits autographes* (Paris, Plon, 1884, grand in-8°), M. Frédéric Masson s'exprime ainsi (p. xx) : « Il est malheureux qu'on n'ait pas encore utilisé,

pour l'histoire du commencement du xviii^e siècle français, les trésors qui sont accumulés à Brescia. Je citerai entre autres huit lettres de Fénelon d'un intérêt capital. »

• Huit lettres inédites de Fénelon ! s'écrie M. Tamizey de Larroque. On devine ce que fut une telle révélation pour un curieux comme moi. Posséder une bonne copie d'aussi précieux documents devint un de mes plus chers désirs. Ce désir vient d'être satisfait, grâce à l'extrême amabilité d'un fervent lecteur de la *Revue critique* à Rome, M. le marquis Gaëtano Ferrajoli, qui m'honore de sa sympathie, et qui a daigné demander à Brescia pour moi, non seulement une très exacte copie des documents signalés par l'éditeur du *Journal* de Torcy, mais une très nette photographie de deux des pages du manuscrit.

» De l'examen de la photographie et de la copie, il résulte que les lettres de Fénelon à Quirini ne sont pas autographes, l'écriture ne ressemblant pas à celle de l'archevêque de Cambrai, et l'orthographe n'étant pas non plus la sienne, car, pour ne signaler qu'une seule différence qui est décisive, on lui fait écrire constamment *vôtre*, alors que Fénelon, comme Bossuet, comme tout le xvii^e siècle, se servait de la forme *vostre*. Autre déception plus cruelle encore. Les huit lettres qui, selon M. Masson, n'avaient pas encore été *utilisées*, sont toutes parfaitement connues depuis longtemps. *Il est malheureux*, pour parler comme lui, qu'avant de nous annoncer de l'inédit, il n'ait pas pris l'indispensable précaution de consulter une bonne édition des œuvres de Fénelon, par exemple la meilleure de toutes, celle de la librairie Gaume (Paris, 1851). Les huit lettres à Quirini sont là et presque entièrement conformes (y compris le rajeunissement de certains mots) à la copie de Brescia. »

L'assemblée remercie M. Tamizey de Larroque de son intéressante communication.

Notre studieux confrère M. FRUT nous écrit aussi qu'en parcourant l'autre jour le volume 106 de la collection du Périgord à la Bibliothèque nationale, qui est censé comprendre toute la correspondance de Leydet et Prunis, bien qu'en réalité il conserve d'autres documents, il a trouvé au folio 182 une lettre du marquis de Sourdis, lieutenant-général commandant en Guyenne pour le comte de Toulouse. La date de la lettre, 1692, établit à elle seule qu'elle est étrangère à la correspondance des savants chanceladais, qu'elle précède

d'au moins un demi-siècle; le seul point qu'elle ait de commun avec les érudits chanoines est sans doute sa conservation, que nous devons à leurs soins. Malheureusement l'adresse manque : il s'agit d'en rechercher le destinataire.

M. de Sourdis traite plusieurs questions d'administration municipale : le document sur ce point ne présente pas grand intérêt ; mais il renferme un passage remarquable. Le destinataire avait demandé au commandant du roi en Guyenne de peser sur la nomination des consuls : celui-ci répond que sur ce point il ne donne pas d'ordre, mais une simple recommandation, « parce que cela doit estre libre. »

« On le voit, poursuit M. Frut, les déclarations de neutralité du gouvernement en matière d'élection sont déjà bien vieilles, la doctrine est ancienne ; mais son application est peut-être encore à faire.

» A vous maintenant, mande-t-il à M. Hardy, à découvrir le destinataire. L'origine de la pièce la rattache à la Guyenne. Le recueil qui la conserve lui donne, sauf preuve contraire, une attribution périgourdine. J'incline à voir dans le correspondant du marquis de Sourdis, Jean-François Duchesne, comte de Montréal, premier maire perpétuel de Périgueux. Sa nomination dut être désagréable aux citoyens d'une ville attachée, comme Périgueux, à ses franchises municipales. L'hostilité ne dut pas tarder d'éclater entre les consuls élus et le maire qui tenait de sa fortune ses fonctions et son titre ; il désira avoir aux élections suivantes des collaborateurs plus sociables ; c'est pour cela qu'il demanda l'intervention de M. de Sourdis : on a vu dans quels termes il la lui refusa.

» Le roi avait enlevé aux villes de son royaume la nomination de leurs maires. Satisfait pour un instant de cette mesure, il accordait la liberté pour le reste. Le gouvernement de Louis XIV, comme d'autres plus modernes, se réclamait de la liberté.

» Voilà, monsieur et cher confrère, l'hypothèse que je crois la plus vraisemblable ; à vous d'en fournir la preuve : cherchez dans les délibérations du corps de ville ; si à l'année 1692 on voit des discussions pour le commandement des compagnies

bourgeoises et pour le contrôle des logements, mon hypothèse est exacte ; sinon, je me serai trompé. »

M. Hardy sera prié de faire des recherches dans ce but.

Il est ensuite procédé à l'élection d'un candidat qui désire entrer dans notre Compagnie. Après un vote par acclamation M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Faugère, ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe en retraite, directeur honoraire aux Affaires étrangères, à la Ribeyrie, par Bergerac, et rue Saint-Guillaume, 32, à Paris, présenté par M. Michel Hardy et M. Villepelet.

Et la séance est levée à deux heures du soir.

Le Secrétaire-général, Ferd. VILLEPELET.



LES ORMEAUX DE PELVÉSY.

Entre tous les monuments des siècles passés, il n'en est peut-être pas de plus vénérables que ces vieux arbres dont l'antiquité est attestée, non-seulement par leurs dimensions extraordinaires et leur port majestueux, mais encore par des documents historiques. Dans le département de la Dordogne, on a souvent cité, comme un spécimen remarquable de ces géants du règne végétal, les deux magnifiques ormeaux qui ornaient la cour du château de Pelvésy (1), propriété de M. le marquis de Montmège. D'après une tradition constante, saint Louis, se rendant en pèlerinage de Sarlat à Cadouin pour y visiter le Saint-Suaire, passa à Pelvésy et se reposa sous ces ormeaux. Il y signa, dit-on, une charte ainsi datée : *Sub veteribus ulmis de Pelevesi* (2). Cette charte, ou du

(1) Commune de Saint-Geniès, canton de Salignac, arrondissement de Sarlat.

(2) *Dictionnaire topographique du département de la Dordogne*, par M. le vicomte de Gourgues, v^o Pelvésy.

moins un titre qui portait une mention analogue, a été conservé longtemps dans les archives du château ; confié à une personne de Sarlat qui se proposait d'écrire une notice sur Pelvézy, il a été malheureusement égaré, mais on assure qu'il existait à une époque encore très récente, et tout espoir de le retrouver ne doit peut-être pas être perdu.

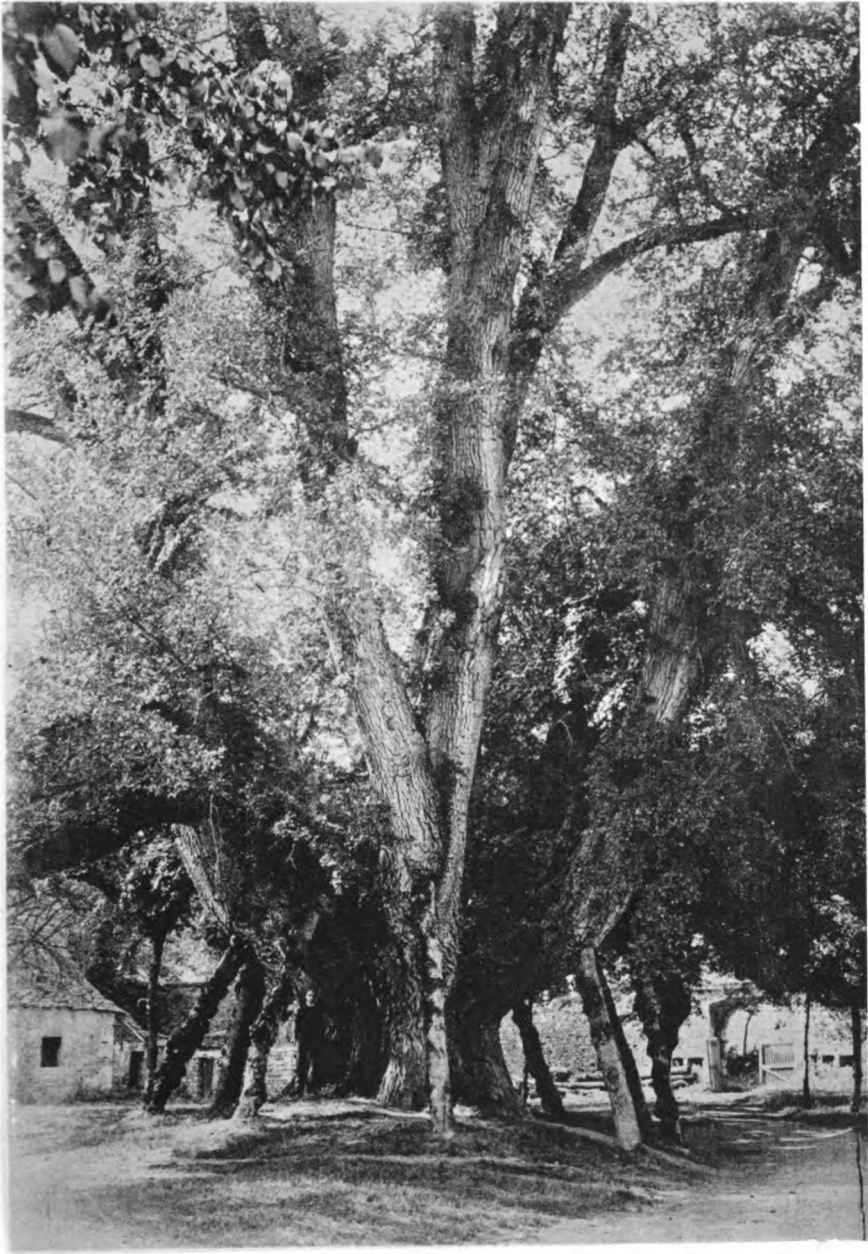
De ces deux ormeaux, qui étaient déjà anciens du temps de saint Louis, l'un subsiste encore ; l'autre, le plus gros, s'est abattu récemment (1). Chose remarquable, cet arbre si vieux n'est point mort de vieillesse : il était en pleine vigueur et semblait devoir encore abriter sous son ombre une longue suite de générations ; le poids de ses énormes branchages a rompu l'équilibre de sa masse et entraîné la chute de ce colosse

« De qui la tête au ciel était voisine,
» Et dont les pieds touchaient à l'empire des morts. »

Au moment où il disparaît, j'ai pensé qu'il ne serait pas sans intérêt, tant au point de vue scientifique qu'au point de vue historique, d'en noter les dimensions. Les voici, telles que M. le marquis de Montmège a bien voulu me les indiquer par l'entremise de notre ami commun M. Ernest de Chatouville :

Circonférence à la base.....	15 mètres.
— à 1 ^m au-dessus du sol.....	11 ^m 50 c.
— des branches verticales.....	6 ^m 60
	6 ^m 10
	4 ^m „
— des branches horizontales.....	3 ^m 60
	3 ^m 50
	3 ^m 40
	35 mètres.
Hauteur des branches verticales.....	34 —
	33 —

(1) Juin 1884.







Voici maintenant les dimensions de l'ormeau qui subsiste encore :

Circonférence à la base.....	13 mètres.
— à 1 ^m au-dessus du sol.....	9 —
— des quatre branches principales qui s'élèvent verticalement....	$\left\{ \begin{array}{l} 5^m70 \text{ c.} \\ 5^m50 \\ 5^m \text{ " } \\ 3^m80 \end{array} \right.$
Hauteur approximative.....	50 mètres.

L'arbre possède, outre ces quatre énormes branches verticales, six branches basses (1) et horizontales qui lui donnent un aspect monumental : de l'extrémité de l'une à l'extrémité de l'autre, on ne mesure pas moins de 40 mètres ; qu'on juge de l'espace recouvert par le tout.

Pelvésy (2) était un repaire noble qui avait droit de haute justice sur quelques villages de Saint-Geniès et de la Chapelle. On trouverait dans les Archives de Pau et dans le fonds Lespine de nombreuses mentions sur cette seigneurie. N'ayant pas eu le loisir de les relever, je me bornerai à dire qu'elle appartenait en 1350 à Raymond de Vals ; elle passa ensuite dans la maison de Salignac et de celle-ci dans celle de Carbonnières, en vertu d'une donation faite en 1424 par Jeanne de Salignac à Jean de Carbonnières, son époux. Plus tard, elle a appartenu aux marquis de Montmège, de la maison de Souillac, d'où elle a passé à la famille du Bernat, substituée aux nom, titre, armes et possessions des marquis de Montmège.

Ph. DE BOSREDON.

(1) Le point de départ des branches n'est pas à plus de 2 mètres du sol ; il en était de même pour l'arbre qui vient de tomber.

(2) On trouve aussi le nom écrit PELVOTSIN ou PELLEVOISIN.

ESSAIS TOPOGRAPHIQUES,
HISTORIQUES ET BIOGRAPHIQUES SUR L'ARRONDISSEMENT
DE NONTRON (*Suite*).

COMMUNE DE NONTRON (*Suite*).

§ II. — *Faits de guerre.*

Nous avons déjà dit, dans le chapitre relatif à la fondation et à la construction de Nontron, que cette ville fut, autrefois, murée, entourée de fossés et close par des portes ; ce qui, pour la partie haute, dut en rendre la prise difficile avant l'invention du canon et son emploi dans les sièges, c'est-à-dire jusques vers le milieu du xiv^e siècle.

Le système de défense de Nontron était, d'ailleurs, complété, à l'intérieur, par des endronnes ou ruelles étroites, donnant accès d'un quartier dans un autre, et aussi de l'enceinte à l'extérieur. C'est ainsi que, d'après les titres déjà cités, et même d'après l'état actuel des lieux, il en existait deux dans le quartier du Fort, trois sur la place de la Cahue, quatre dans la rue Chantemiolo, trois dans la rue du Cimetière ou de Notre-Dame, et, enfin, une autre dans la Grand'-Rue avec bifurcation dans celle de Chantemiolo. Cette dernière ruelle partait de la cinquième maison, à gauche en descendant la grande rue et aboutissait à une poterne, dont la voûte en pierre existe encore et sert de passage à cette maison pour aboutir, au sud-est, dans le vallon du Bandiat, au-dessous des anciennes terrasses clôturant la ville sur ce point.

Il y avait enfin des passages souterrains pour mettre la ville haute en communication avec le dehors et, notamment, avec le quartier du Bragier et celui du Bandiat, où l'ouverture de l'un de ces souterrains existe encore dans le dernier jardin ou emplacement de maison, bordant à droite, en descendant, le sentier qui conduit du quartier du Fort au dit

vallon. Ce souterrain, comblé par des éboulements à quinze mètres de son ouverture et taillé dans le roc, se dirige vers le château de Peytavis pour aller déboucher dans la Grand'-Rue et dans les caves d'une ancienne maison noble, la cinquième, du côté gauche, en montant vers la Cahue, et reconstruite il y a une quinzaine d'années. Cette maison, avec sa tour d'escalier en pierre et son rempart sur le fossé de la ville, serait-elle celle arrentée en 1388 à Pierre de Lestrade ? C'est probable. Quoi qu'il en soit, elle a dû assurément appartenir à un homme d'armes, à en juger par un casque de chevalier du moyen âge que, lors de notre jeunesse, nous y découvrîmes dans un coin de grenier. Ce casque, en fer forgé, à collerette et à deux visières mobiles, damasquiné, fort pesant et bien conservé, malgré la rouille qui l'avait envahi, fut porté plus tard à la campagne et placé sur la tête d'un homme de paille, où il servit ainsi d'épouvantail aux oiseaux, après avoir, à d'autres époques, mis plus d'une fois en fuite les envahisseurs de Nontron... *Sic transit gloria mundi !*

Tel était, au point de vue stratégique, la situation intérieure de Nontron, auquel on ne pouvait d'ailleurs aboutir que difficilement et par diverses voies, étroites et à pentes plus ou moins rapides sur un sol des plus accidentés.

La plus ancienne de ces voies et la seule qui, passant à travers les landes et les châtaigneraies, offrit une largeur indéterminée, était la *Grande-Pouge*, ou grand chemin (ancienne route gauloise, d'après M. de Tallefer), qui conduisait du midi au centre de la France, sur le faite des collines, au sud-est et à moins de deux kilomètres de Nontron. C'est ce qui résulte des traces encore visibles de cette voie, ainsi que de divers actes et, spécialement, d'un bail à rente du 14 novembre 1523, reçu Mercier, notaire, et consenti par :

« Noble Simon Conan, escuyer, seigneur, de Connezac, comme mari et conjointe personne de noble Marie de La Porte, dame des maisons nobles de La Beytour et de Valette, a Geraud Graullier... Scavoir est ung village appelle de Viel-Mafray, en la paroisse de Saint-Angel, confrontant avec la *Grande-Pouge-Feytau*... par laquelle on vat de Chalus-Chabrol

vers Pontarnal... tirant au long de la dicte *Pouge* jusques au chemin par lequel lon vat et descent de la dicte *Pouge* vers Quinsac et avec les bois appeles le Mas-de-Laige... »

Il s'agit ici d'une partie de la route postale, indiquée sur la carte de 1693, conduisant de Bayonne et Bordeaux à Limoges, et passant par Pontarneau et par Saint-Front-de-Champniers, au-delà duquel elle se bifurquait pour se diriger, d'un côté sur Saint-Pardoux-la-Rivière, et, de l'autre, sur le sommet des collines, à l'est de Nontron, où elle passait près du village de Goulat et se dirigeait sur Chalus. C'est ce qui ressort encore de l'état des lieux et de divers actes dont nous parlerons, et, notamment, d'une reconnaissance de rente de 1655 sur « le bois de Beaulieu, pres Goulat, joignant... au grand chemin que lon vat de Pontarnaud à Chaslut... »

C'est par là que les troupes anglaises partant de Bordeaux ou de Limoges pour assiéger Nontron, devaient aborder et camper sur les trois collines en face de la ville, au sud, et de l'autre côté du Bandiat, notamment sur celle de *La Boissière* et son plateau de *Las-Hautas-Jaurias*, formant encore un carré long, inaccessible de trois côtés et auquel on ne peut parvenir de plein pied que par la *Grande-Pouge*.

Pour aboutir ensuite de cette Grande-Pouge à Nontron, il fallait, après être descendu des collines, traverser le Bandiat sur le pont d'*Ambrie*, disparu du xvii^e au xviii^e siècle, et qui avait été établi à la pointe de l'île du moulin de La Nauve, puis monter à pic les sentiers conduisant à la forteresse et au castrum. Il est question de ce pont dans les actes suivants :

Du 16 novembre 1503, reconnaissance de rente consentie en faveur de Pierre Boschaud, au nom de Jean et Marie de La Porte, fils et fille de Tristan de La Porte, par Jean Marquet, du lieu et mainement de Born, de *Bornio, parochie de Nontronio*, sur :

« Quadam vineam sitam in manso de Lasgrafeuil... confrontatam cum itinere quo itur de ponte *Dambrie* versus meynamentum de Azaco ex una parte et cum vineam vocatam de La Colarie ex alia et in fundi cum vinea Geraldî de Mazerac... Signé : G. Fantif, R. »

Du 19 juillet 1520, échange entre noble Jehan de La Porte, et noble Jehan de Puychillou, par lequel celui-ci céda au premier : « Cinq sols de rente sur une chenevière et treillas situées dans la paroisse de Nontron, confrontant à un chemin qui va du pont *Dambrie* vers le mas de Limassieras d'une part et avec le fleuve du Bandiat... Mongermont, R. »

Une autre voie, au sud-ouest, partait de Nontron en traversant le faubourg Salomon, passait devant la Croix-Mercier et, longeant le Bandiat, allait aboutir au-delà de La Boissière à un autre pont, également disparu, dit pont de Valette. De là cette voie montait dans la gorge située entre le village de Chez-Pouge et le repaire de Naudonnet, traversait la Grande-Pouge sur le plateau et descendait vers Brantôme pour aboutir à Périgueux. Un embranchement partant du pont de Valette faisait aussi communiquer Nontron avec le bourg de Saint-Martial-de-Valette par un étroit chemin qui existe encore. Voici, d'ailleurs, quelques extraits de rentes à ce sujet :

Du 15 janvier 1470, bail à cens par noble François de La Porte, seigneur de Champniers, La Beytour, de Valette, etc., pour lui et pour Jean et Tristan de La Porte, ses frères, du moulin de Valette, terres, prés et chenevières, confrontant :

« Cum itinere quo itur de Nontronio versus pontem de Valeta... Et quadam terram in dicto manso de Valeta sitam et confrontatam... cum itinere per quo itur de terra vocata la Cruci-Mercier versus dictum pontem de Valeta... J. Robini, R... »

Du 20 janvier 1577, reconnaissance de rente en faveur de Thibaud Pastoureau, sieur de La Grange, par Pierre de La Roussarie, juge de Montcheuil, sur « une tenance au mas de Las Seyteradas, près Nontron, confrontant par un bout le grand chemin que lon va de la ville a la Croix-Mercier et d'illec au bourg de Saint-Martial-de-Valette... Le Noble, n. r.... »

Nous trouvons enfin dans un dénombrement fourni le 17 mai 1624, par noble Jacques de Conan, l'indication du susdit moulin de Valette, confrontant, y est-il dit : « Avec le che-

min que lon vat de Nontron a Brantosome... plus une terre aux dites appartenances qui se confronte au susdit chemin, et avecq le terrier appele de Naudonnet, et au chemin quon vat du pont de Valette au bourg de Saint-Martial. »

Il existait, au surplus, et il existe encore à l'ouest de Nontron un autre chemin partant de la rue Aux-Peyras et du portail des Cordeliers jusqu'au dit bourg de St-Martial-de-Valette, avec embranchement conduisant au moulin des Isles, et de là, en longeant le Bandiat, à Javerlhac et à Angoulême. C'est ce qui résulte des extraits suivants :

« Du 27 janvier 1482, devant Fourien, notaire, reconnaissance de rente en faveur de Thibaud Pastoureau, sur une pièce de vigne de huit journaux d'homme à labourer au mas de Lobespi... joignant le chemin qu'on va de la ville de Nontron au moulin des Isles. »

« Du 12 novembre 1490, reconnaissance en faveur de Jean Pastoureau d'une rase de vigne au maynement de Laubespie... joignant le chemin quon va de Nontron vers les Isles. Signé Freteli. »

Si, maintenant, nous remontons de là vers le nord de Nontron, nous y trouvons les traces d'un ancien chemin partant de la croix du Peyrat, au-dessus des étanches, près de la fontaine St-Pierre, et se dirigeant vers Javerlhac, d'après un bail en faveur de Jean Pastoureau du 20 janvier 1489, sur :

« Petiam terre inculte sive chamfreys sitam in parochia de Nontronio et in manso de La Mota confrontatam... a parte capitis cum itinere quon itur de Cruce du Peyrat versus Javerlhacum. »

Plus au nord et à la suite du faubourg des Oliers, existait le grand chemin allant au portail Vieillemard, servant, à un kilomètre de la ville, de limite aux lépreux, et qui doit son nom au dignitaire de Nontron qui l'y fit construire. De ce point il se dirigeait, en se bifurquant : 1° Sur Augignac et de là sur Piégut, Pluviers et Champniers, jusqu'à Saint-Mathieu en Poitou ; 2° et sur la Maladrerie, le Bourdeix, Étouars et Soudat, pour aboutir à Montbron en Angoumois, d'après

les cartes du xvii^e siècle et les traces encore visibles. Il en est aussi question dans les titres suivants :

Du 20 janvier 1489, bail à cens par Jean Pastoureau jeune, sur la moitié d'un bois châtaignier confrontant : « *Cum itinere quo itur de Nontronio versus Le Bourdeys et cum nemore Leprositi de Nontronio...* »

Du 14 février 1496, reconnaissance de rente au même sur une pièce de terre au village du Chatenet, confrontant : « *Cum itinere per quandum itur de Nontronio versus Podium acutum...* »

Du 9 décembre 1528, bail à cens par Jeanne Pastoureau sur :

« *Duas pleyduras situatas super portam Lemosinam ville Nontronii et in loco vocato aux Oliers confrontatas ex ante cum itinere quo itur de la Cahue ville Nontronii versus Auginihacum...* »

Arrivé près de la Maladrerie, le chemin de Nontron au Bourdeix recevait un embranchement se dirigeant à gauche vers le chemin de Nontron à Javerlhac et Angoulême, avec lequel il se soudait près du ruisseau de La Ganne ; puis, à droite et en sortant du village de la Maladrerie, un autre embranchement aboutissant, non loin de là, au chemin de Nontron à Augignac et à Piégut. C'est ce qui résulte de l'état des lieux et d'une reconnaissance de rente du 1^{er} janvier 1471, en faveur de Jean, François et Tristan de La Porte, sur un bois confrontant : « *Cum itinere quo itur de Nontronio versus Javerlhacum et cum itinere quo itur de Nontronio versus Podium acutum...* »

Enfin, une autre voie principale, encore existante, partait de Nontron, à l'est, se dirigeant sur Savignac, où elle se bifurquait en deux embranchements, celui de droite traversant le bourg et allant rejoindre la Grande-Pouge de Nontron à Chalus, et celui de gauche se dirigeant, avant le bourg, vers celui d'Abjat, et de là sur Marval, en Poitou ; ainsi, d'ailleurs, qu'il appert de l'état des lieux et de la carte de Belleyrne. Cette voie, partant du faubourg de La Croizette, était autrefois généralement suivie pour aller de Nontron à Chalus et à Limoges.

Mais, ainsi que nous l'avons déjà dit, toutes ces voies, tracées à vol d'oiseau à travers collines et ravins, étaient, à part la Grande-Pouge, si étroites que les charrettes des paysans y passaient à peine, et que jusques vers 1830 on n'y voyageait qu'à pied ou à cheval. Qu'on juge par là ce que devait être, du ^{vii}^e au ^{xvi}^e siècle, cet état de viabilité.

Et cependant, au point de vue stratégique, toutes ces difficultés accumulées sur le parcours des voies de communication étaient d'un très grand avantage pour la défense de la ville de Nontron, ainsi que le constate Alain d'Albret, en 1502, dans le procès de Jeanne de Bretagne, sa femme, contre la dame de Montrésor, sœur de celle-ci, à l'occasion de la succession de Guillaume de Bretagne, vicomte de Limoges, leur père. La dame de Montrésor affirmait dans son mémoire judiciaire, conservé aux archives de Pau, que : « Le chasteau de Nontron estoit des plus forts du pays lymosin, et quon nen pourroit pas construire un pareil pour quarante a cinquante mille livres. »

A quoi Alain d'Albret répondait que : « Ce chasteau netoit fort que parce que lavenue en estoit mauvaise, que ledifice estoit pauvre et ruiné, et que luy et sa femme y avoient fait faire un bastiment qui avoit cousté trois cens livres. »

Il ajoutait enfin :

« Pendant les grandes guerres et hostilites qui parcydevant ont eust cours en ce royaume et mesmement au pays de Guyenne, le Lymosin et Perrigort ont este destruits et faicts quasi inhabitables... Les places des seigneuries et bastiments furent desmolis et abattus, et ny avoit de bastiment qui ne fust si vieux et ancien que de soi mesme ne soit venu a decadence... »

Quelles furent donc les grandes guerres et hostilités dont la ville de Nontron eut particulièrement à souffrir, avant et depuis cette époque ?

Pour répondre à cette question et sans remonter à l'invasion des Kimris, venus d'Asie en Gaule ; ni à l'occupation romaine de l'an 59 avant Jésus-Christ ; ni à l'invasion des Visigoths qui débordèrent sur le Limousin en 412 ; ni à la

conquête des Francs qui, en 507, passèrent par la même contrée pour aller chasser les Goths des bords de la Garonne ; ni au passage des Sarrasins qui vinrent, en 732, se faire battre par Charles Martel entre Tours et Poitiers, d'où ils rétrogradèrent en traversant le Limousin, où quelques-unes de leurs bandes restèrent assez longtemps, disent les historiens ; sans remonter aussi loin, disons-nous, et pour ne pas déroger à notre méthode de ne rien avancer sans preuves écrites, nous allons nous borner à relever les faits principaux, conservés par l'histoire à partir du ix^e siècle.

1^o *Invasion des Normands.* — La ville de Nontron, lisons-nous dans la *Guienne historique* « fut impitoyablement ravagée par les Normands ; après un long combat, les barbares s'étant emparés de la forteresse, mirent tout à feu et à sang. Au x^e siècle, la flamme avait encore laissé des traces sur les murs noircis et à demi-écroulés du donjon. »

L'auteur n'indique point de date, mais le *Périgord illustré* nous apprend que c'est au ix^e siècle que « Nontron fut saccagé par les Normands, » et, parlant de l'invasion, M. l'abbé Audierne ajoute : « Les Normands, suivant Adémar, Mabilon et la chronique de St-Vandrille, avaient commencé leurs invasions dans l'Aquitaine vers l'an 847. Les chroniques ne sont pas d'accord sur l'année de la prise de Périgueux par ces barbares : les unes la mettent en 848 et d'autres en 849. Nous nous attachons à cette dernière opinion qui est celle de l'auteur des annales de Saint-Bertin. Ce peuple vagabond se répandit dans toute la province, qu'il ravagea. »

En 845, dit M. Marvaud dans son *Histoire de la vicomté de Limoges*, l'Aquitaine fut envahie par les Normands, qui entrèrent à Limoges comme alliés de Pépin II. Deux ans après, nouvelle invasion et pillage de cette ville, ainsi que de tout le Limousin, que leurs dernières bandes continuèrent à parcourir jusques vers 860.

Il résulte donc de ce qui précède que le siège de Nontron par les Normands dut avoir lieu de 848 à 849, avant ou après la prise de Limoges et de Périgueux.

2^e *Guerres contre les Anglais*. — Mais la ville de Nontron eut particulièrement à souffrir des guerres anglaises qui sévirent en Limousin et en Périgord, du xii^e siècle à 1453, époque à laquelle Charles VII, roi de France, réunit définitivement l'Aquitaine et la Guienne à sa couronne, et ce dans les circonstances suivantes :

Le 1^{er} août 1137, le mariage d'Eléonore de Guienne avec Louis VII réunit pour quelque temps toute l'Aquitaine à la couronne de France. Mais, après le divorce de ce prince, Eléonore se remaria, le 18 mai 1152, avec Henri Plantagenet, qui devint roi d'Angleterre et lui soumit cette province.

En 1168, révolte des grands vassaux d'Aquitaine contre Henri II, roi d'Angleterre, qui, en 1170, céda ce duché à Richard, l'un de ses fils.

En 1176, reprise des hostilités par le vicomte de Limoges et par les comtes de Périgord et d'Angoulême contre Henri II et Richard, ces derniers ayant à leur solde, dit Marvaud, « de nombreux aventuriers appelés Routiers, Brabançons ou Cotereaux, bandits en temps de paix, soldats en temps de guerre, pillant les églises, les châteaux et les cabanes... »

En 1186, dit M. de Verneilh-Puyrazeau dans son *Histoire d'Aquitaine* : « Une bande, conduite par Mercader, qui s'autorisait du nom de Richard, ne tarda point à se montrer, parcourant les campagnes et les mettant à contribution. Déjà il avait pillé les bourgs et petites villes d'Hautefort, de Nontron, de Chalus, de Saint-Junien, de St-Léonard... Les chevaliers de la paix se mirent à sa poursuite et réussirent enfin à en délivrer le pays. »

Le même fait est rapporté par M. Duroux dans son *Histoire de la Sénatorerie de Limoges* en ces termes :

« L'évêque Sébrand-Chabot réunit à Limoges, en 1186, le plus de troupes qu'il put. Elles se mirent de suite en marche et rencontrèrent les pillards réunis à peu de distance de Limoges, les attaquèrent et en laissèrent plus de six mille sur la place... Cela n'arrêta pas cependant les ravages de Mercader, chef d'une troupe de vagabonds qui désolaient ce pays sous le faux prétexte de servir les intérêts de Richard Cœur-de-Lion. Ces barbares avaient pris et pillé Autefort, Nontron, Chalus, St-Junien,

le Pont de Noblac, Aubusson, Felletin, Cluis et autres places ; en un mot, ils s'étaient attachés surtout à détruire les possessions du vicomte de Limoges. Mais les Pacifères en firent justice, ce qui fit que de quelque temps on n'entendit plus parler d'eux dans le Limousin. »

En 1190, Philippe-Auguste et Richard, oubliant leurs querelles, firent la paix et partirent pour la Palestine, d'où ce dernier ne revint en Limousin qu'en 1195.

Mais, dans cet intervalle, et en attendant le retour du « Diable déchainé », dit M. Marvaud dans son *Histoire de la vicomté de Limoges* : « Les barons du Périgord, de l'Angoumois et du Limousin, dociles encore aux conseils de Bertrand de Born, avaient relevé leurs bannières ; leurs forteresses et leurs châteaux, pris par leur ennemi dans la dernière guerre, s'étaient encore ouverts à leurs hommes d'armes. La garnison de celui d'Ayen, par l'ordre du vicomte de Limoges, ravageait les terres du prince anglais. Adhémar V et le comte d'Angoulême avaient été les premiers à l'attaque. »

De 1194 à 1195, reprises des hostilités entre Philippe-Auguste et Richard, et le 15 janvier de cette dernière année, traité de paix qui ne dura que six mois et fut suivi d'une nouvelle guerre, prolongée pendant trois ans et suspendue par une trêve de cinq ans conclue entre les deux rois, le 14 janvier 1199.

Dans cet intervalle, dit M. Marvaud : « Presque sur tous les points, la France du Midi protestait contre une suzeraineté étrangère. Les grands vassaux bravaient si ouvertement la puissance des Plantagenets qu'avant la paix de Gisors, le comte d'Angoulême et le vicomte de Limoges, renonçant à tout hommage envers Richard, s'étaient donnés au roi de France. »

D'après le Père Bonaventure de St-Amable, le traité intervenu à ce sujet est conçu en ces termes :

« Moi, AYMARD, vicomte de Limoges, fais connoître a tous qui verront cet écrit que j'ai fait les accords et conventions suivantes avec monseigneur Philippe, illustre roi des François, parce que à cause des injures que Richard, roi d'Angleterre, m'a fait et à mon frère Aymard, comte d'An-

goulême, il alla de ma part vers le roy, et je fis confédération avec luy de cette façon : que je l'aideray toujours selon mon pouvoir comme mon seigneur, et ne me retireray jamais de luy que par ses ordres, et que, s'il me joignoit jamais à quelque autre, il me donnera ses lettres patentes qu'on me laissera en paix ; et si on y manquait, il m'aidera contre celui-là. Que si ce nouveau seigneur vouloit agir contre mon roy Philippe, je m'y opposeray, rendant de bonne foy secours et aide au susdit roy Philippe.

Fait à Arède, l'an 1199, au mois d'avril. »

M. Marvaud, qui a reproduit ce traité, est d'avis qu'il est de l'année 1198, et M. Grellet-Dumazeau partage entièrement cet avis dans un savant article sur Chalus et la mort de Richard, inséré en 1854 dans le *Bulletin* de la Société archéologique et historique du Limousin ; le dit traité étant antérieur à cette mort, survenue le 6 avril 1199.

Le roi d'Angleterre eut-il connaissance de ce traité, et est-ce pour en punir le vicomte de Limoges qu'il entreprit le siège de Chalus ? M. Dumazeau est pour l'affirmative et constate que ce fut pour s'approprier un trésor imaginaire.

M. l'abbé Arbellot, l'érudit président de la Société historique du Limousin, dans un travail remarquable publié en 1878 dans le *Bulletin* de cette Société, a émis le même avis et traité de légende fabuleuse le récit de Roger de Hoveden sur la prétendue découverte de ce trésor donnant lieu au siège de Chalus.

Mais M. Marvaud a pensé le contraire et admis la fable du trésor comme ayant été la cause unique de ce siège. Il constate, d'ailleurs, que si Richard a dû ignorer le traité de 1198, il n'en saisissait pas moins toutes les occasions de nuire au vicomte de Limoges, et il en relate, pour preuve, certains faits antérieurs, ainsi qu'il suit :

« Il (Richard) parcourut le Limousin, visitant les petites garnisons qu'il avait installées dans quelques places fortes, caressant les petits feudataires qu'il savait être les ennemis du vicomte de Limoges... Mais le vicomte, qui venait de faire prisonnier Audier, sénéchal de la Marche, et de lui faire payer sa rançon vingt mille sous, se montrant trop fier de ses avantages, il tourna contre lui toute sa colère, l'appelant par dérision : Le vi-

comte de Ségur qui se fait vicomte de Limoges. Alors, il menaça avec ses routiers les places de Nontron, d'Authefort, de Salaignac, de Ste-Livrade et de Puy-Aigu. Après avoir pris ce dernier château-fort, dont il fit démolir une partie du haut donjon et en avoir ruiné d'autres dans le Périgord et dans le Limousin, il parut vouloir pour quelque temps vivre en paix... Peut-être aussi était-il effrayé des dispositions des barons qui, secrètement autorisés par Philippe-Auguste, menaçaient de le rendre courtis s'il venait les attaquer... Un nouveau prétexte de satisfaire son ambition et sa haine s'offrit bientôt à Richard. On vint lui dire que le vicomte de Limoges avait trouvé dans les souterrains de son château de Chalus un immense trésor... etc... »

Suivent la légende du trésor et le récit de la blessure et de la mort de Richard, d'après Roger de Hoveden.

Mais ici doit trouver place la chronique du moine anglais Gervais de Cantorbéry, d'après laquelle Richard aurait été blessé au siège de Nontron. Ce chroniqueur, contemporain de ce roi, s'exprime ainsi :

« Anno gratia **mcxcix**. — Rex castrum comitis Engolismi quod Nuntrun erat appellatum obsedit et tandem compulit ad deditionem : nam expensis in ipso castro cibariis, missis numis obsessi misericordiam ab ipso rege pedebant et vitam. Qui cum petitam respueret pietatem et sola violentia vellet obtinere quod obsessorum benigna licet coacta voluntate fuerat. Eidem oblatum oblitus forsitan quod in talibus periculosa esset desperatio, juvenis quidam Johannes Sabras cognomine stans castelli in muro quadratum telum mediante balista direxit in incertum, orans Deum et potens ut ipsius dirigeret ictum, et obsessorum innocentiam ab ipsa liberaret oppressione, jecitque sagittam verum, cum rex tentoriam egressus baliste sonum audisset infestum, et ut ictum evitaret, caput regium inclinaret et corpus, in humero sinistro lethaliter percussus est. Desperatus autem rex, undecimo die pectus tundens et penitens verbo regio protestatus est... Obiit itaque rex Richardus anno gratia **mcxcix**, cycli decennovalis anno tertio, regni vero sui anno decimo, feria tertia post primam dominicam passionis Domini, viii scilicet idus aprilis (6 avril)... » (*Histoire de France*, t. XVII, p. 678.)

Le moine de Cantorbéry, qui écrivait au moment même où se produisit cet événement par lequel il voulut clore sa chronique, donne à l'arbalétrier le nom de Jean Sabras, à la

ville assiégée celui de Nontron, et il entre dans des détails tels qu'il ne paraît possible d'en suspecter la source ni la véracité.

Si, d'autre part, nous consultons les auteurs modernes, nous y trouvons ceci :

« Richard Cœur-de-Lion assiégea Nontron sur la fin du ^{xii}^e siècle contre Guy ou Aymar, vicomte de Limoges. » (*Histoire d'Aquitaine.*)

« La ville de Nontron, dans le ^{xii}^e siècle, appartenait aux vicomtes de Limoges et souffrit beaucoup de ses querelles avec le roi d'Angleterre Henri II et les princes ses enfants. Nontron fut assiégé et pris plusieurs fois, de 1191 à 1199. » (*Histoire des villes de France.*)

« Richard, débarrassé de la guerre avec ses frères, s'occupa de tirer vengeance des seigneurs qui avaient osé lever l'étendard de la révolte; il assiégea Périgueux, marcha sur Excideuil et livra la petite ville de Nontron à la dévastation et au pillage. » (*Guienne historique.*)

« Nontron fut pris et pillé, dans le ^{xii}^e siècle, par Richard Cœur-de-Lion. » (*Le Périgord illustré.*)

De ce qui précède, il résulte donc jusqu'à présent que sur la fin du ^{xii}^e siècle, Nontron a été assiégé et pris par Richard, qui y fut atteint de la blessure dont il mourut quelques jours après.

Mais ici nous devons reproduire les variantes admises par les chroniques postérieures à celle du moine de Cantorbéry.

La première est celle de Roger de Hoveden, autre chroniqueur anglais, qui, écrivant quelques années après Gervais, place la scène de la blessure et de la mort de Richard à Chalus, que ce dernier était venu assiéger pour s'emparer d'un grand trésor d'or et d'argent trouvé par Aymard, vicomte de Limoges, qui en envoya une forte partie au roi d'Angleterre, son seigneur, lequel refusa cette part, prétendant avoir droit au trésor entier, en vertu de sa souveraineté. Suit le récit du siège et de la blessure occasionnée par une flèche, lancée du haut du château par un archer-baliste nommé Bertrand de Gourdon.

Après Roger de Hoveden, Rigord, chroniqueur français, mort en 1207, s'empara, dans son *Histoire de Philippe-Auguste*, des détails de son prédécesseur, tout en les amplifiant, et il

fit blesser et mourir Richard au siège de Chalus, qu'il était venu assiéger pour s'emparer d'un trésor découvert, non par le vicomte de Limoges, mais par un certain chevalier qui s'était mis sous la protection de ce dernier. Puis, l'imagination populaire aidant, Rigord ajoutait que ce trésor se composait, d'après ce qu'on rapportait, de statues d'or très pur, représentant un empereur, sa femme, ses fils et ses filles, tous assis à une table également d'or :

« Thesaurus autem prædictus, ut ferebatur, fuerat imperatum quidam de auro purissimo, cum uxore et filiis et filiabus, ad mensam auream residentibus... »

Après ces premières citations, il reste à résoudre la question de savoir si Richard Cœur-de-Lion a été blessé au siège de Nontron ou à celui de Chalus. M. Arbellot et, après lui, notre savant confrère M. Dujarric-Descombes, sont pour le siège de Chalus, et ils s'appuient sur la chronique limousine de Bernard Itier, mort en 1225, d'après laquelle Richard, malade devant Chalus, aurait donné l'ordre d'aller assiéger Nontron et Piégut, dont ses troupes abandonnèrent le siège à la nouvelle de sa mort. D'où la conséquence, dit M. Dujarric dans le *Bulletin* de la Société historique du Périgord de 1880, que : « Il paraît aujourd'hui suffisamment prouvé que ce roi anglais ne fut point blessé devant Nontron, par la raison qu'il n'en fit point le siège, et qu'il faut reconnaître l'authenticité de cette note attribuée à Bernard Itier, qui a donné les détails les plus précis sur les circonstances qui ont précédé et suivi la mort de Richard. »

Voyons donc comment Itier s'exprime dans sa chronique, d'après Etiennot :

« Ricardus, rex Anglorum fortissimus, ictu sagitte in humero percussus est, quum obsedisset turrin quamdam in quodam castro pagi Lemovicensis, quod appellatur Chalus Chabrol, ob statuas aureas Lucii Capreoli, quæ ibi repertæ sunt. In ipsa turri erant duos milites cum aliis 38 viris et mulieribus, unus ex militibus Petrus Bru, alter Petrus Basili, de quo dicitur quod sagittam cum balista tractam emisit, qua percussus rex infra duo-

decimum diem vitam finivit, videlicet feria tertia, ante diem dominicam Palmarum, 8 idus aprilis prima hora noctis. Ipse enim dum exploraret, præceperat suis ut obsiderent castellum vicecomitis quod appellatur Nontron, et quoddam aliud mancipium quod vocatur Montagut, quod et fecerant. Sed morte regis audita confusi recesserunt. Proposuerat autem ipse rex in corde suo omnia castella et mancipia dicti vicecomitis destruere... »

Mais ce récit n'est qu'une répétition de ceux de Hoveden et de Rigord, avec la trouvaille d'un trésor, non plus d'or et d'argent d'après le premier de ces chroniqueurs, mais composé des statues d'or du second, avec l'addition du nom de *Lucius Capreolus* et le changement de nom de l'archevêque qui, de Bertrand de Gourdon, est devenu Pierre Basile.

Or, s'il est vrai, comme le disent MM. Dumazeau et Arbellot, que la prétendue existence de ce trésor ne constitue qu'une légende fabuleuse; si, selon M. Dumazeau, il en est de même du proconsul romain *Lucius Capreolus*, inventé par les chroniqueurs limousins pour expliquer le nom de Chalus-Chabrol (1); s'il est vrai que tous ceux qui ont écrit après le moine de Cantorbéry ont erré sur le nom de l'archer baliste en substituant successivement à celui de Jean Sabras, ceux de Pierre Basile, reproduit, après Itier, par quatre chroniqueurs anglais du ^{xiii}^e siècle; de Bertrand de Gourdon, indiqué par Hoveden et Rigord; enfin celui de Guy

(1) Au ^{xiii}^e siècle, la famille Chabrol possédait la seigneurie de Chalus et aussi, dans la châtellenie de Nontron, le bourg et la terre de Saint-Pardoux-la-Rivière, dont il fut fait exception dans l'hommage rendu en 1213 à l'évêque d'Angoulême par Guy, vicomte de Limoges, en ces termes : *Castrum de Nontronio cum toto honore, exceptis burgo, castro et fodo aux Chabrols*. — Le 3 des calendes de juin 1267, Gérard Chabrol confirme à Guillaume Seguin la possession de la viguerie de ce bourg : *Geraldus Chabrol, domicellus, dominus sancti Pardulphi de Ripperia*. — Les Chabrol étaient alors seigneurs de Chalus, et, à une époque indéterminée, ils y avaient fait construire un petit château-fort qui prit le nom de Chalus-Chabrol, et le donna au groupe d'habitations qui s'établit à l'entour.

Quelques années après, et on ne sait à quel titre, tous les biens de la famille Chabrol passèrent aux mains des vicomtes de Limoges; car, pour récompenser Gérard de Maulmont de ses services, Marguerite de Bourgogne lui donna une partie de la seigneurie de Chalus, et cette donation fut confirmée par sa fille

(*Guidonem quendam*), dont parle Guillaume Le Breton, mort en 1227 ; comment et pourquoi préférer le récit de ces derniers à celui de l'écrivain contemporain et croire que celui-ci seul s'est trompé en faisant blesser Richard au siège de Nontron plutôt qu'à celui de Chalus ? Parce que, dit-on, Itier affirme que le siège de Nontron et celui de Piégut ne furent résolus et ordonnés par Richard qu'après avoir été blessé devant Chalus.

Mais, Itier n'a-t-il pas ici commis au moins une confusion de faits et de dates en reportant à 1199 la tentative faite en 1198 contre Nontron et la prise de Piégut ? Quelle nécessité pouvait-il y avoir, quelques mois après, à s'emparer de nouveau de ce dernier château-fort, dont le haut donjon avait été déjà démoli en partie ?

Comment admettre, ensuite, que Richard, homme de guerre consommé, n'eût songé plus tôt à l'utilité de s'emparer de Nontron pour assurer ses derrières ? Comment comprendre que, alité et mourant, il eût eu l'idée de disséminer ses troupes au moment même où il pouvait craindre le retour offensif de ses ennemis ? Ne serait-il pas plus logique d'admettre qu'après la prise de Nontron, Richard y avait laissé une garnison qui, à la nouvelle de la mort de celui-ci, se serait empressée d'en déguerpir ?

Mais, encore, ajoute-t-on, tous les historiens anciens et modernes sont d'accord à faire blesser Richard devant un château-fort de la vicomté de Limoges, avec ou sans indica-

Marie et par Arthur de Bretagne, dans leur contrat de mariage, passé en mars 1374, dans lequel contrat la mère donnait tous ses biens, y compris Chalus-Chabrol, ne se réservant que la terre de St-Pardoux-la-Rivière, qu'avant de mourir, le 27 août 1390, elle employa, par testament, à la fondation d'un couvent de femmes dans cette dernière localité.

Devenu propriétaire d'une partie de la seigneurie de Chalus, Gérard de Maulmont y fit construire un second château, non loin du premier et qui prit, ainsi que le nouveau quartier, le nom de Chalus-Maulmont. Aussi voyons-nous, dans un mémoire judiciaire de 1732 et à propos de titres de rente de 1406, 1426 et autres, contre le comte de Bourbon-Busset, seigneur de Chalus, que : « La terre de Chalus était divisée en plusieurs corps de seigneurie ; une partie portoit le nom de Chalus-Chabrol, une autre étoit connue sous le nom de Chalus-Maulmont. Chacune avait son chef-lieu particulier... »

tion du nom de la localité. Parmi ces derniers, M. Arbellot en cite sept du xiii^e siècle qui se bornent à dire que ce roi fut blessé devant : *Quoddam castrum, cujusdem castelli ; apud castrum Lemovicense ; castrum quoddam vicecomitis Lemovicensis* sans indication de Nontron ni de Chalus. D'où la conséquence que Richard n'aurait pas été blessé au siège de Nontron, cette place appartenant, d'après Gervais de Cantorbéry, au comte d'Angoulême.

Alors, et tenant pour vraie cette indication de Gervais, M. Dumazeau ajoute, à propos du traité de 1198, venu à la connaissance de Richard : « Il porta donc la guerre, dans les mois de février et de mars, chez le comte d'Angoulême et chez le vicomte de Limoges et, parce qu'il faisait en même temps la guerre à ces deux seigneurs (qui étaient frères utérins), Gervais de Cantorbéry tomba dans une confusion de lieux et indiqua Nontron, appartenant au comte d'Angoulême, au lieu de Chalus, château du vicomte de Limoges, comme lieu où Richard avait été blessé à mort. »

M. Arbellot, adoptant cette manière de voir, dit de son côté : « La découverte d'un trésor est une légende sans valeur. La cause provient du traité d'alliance fait à St-Yrieix en avril 1198... Voilà pourquoi Gervais de Cantorbéry, ayant par erreur fait blesser Richard devant le château de Nontron (dont on fit le siège effectivement pendant la maladie du roi), ajoute que le château appartenait au comte d'Angoulême. Richard guerroyait, en effet, contre ses deux vassaux d'Angoulême et de Limoges, et nous en savons la raison. »

A ces dernières objections, il suffira de répondre :

1^o Que Nontron était qualifié de *castrum* dès le viii^e siècle, et qu'au xii^e, Chalus n'était encore qu'une petite bourgade protégée par un petit château-fort, *castellutium*, d'où *chatehus* et, par abréviation, *Chalus*, d'après M. Dumazeau.

2^o Qu'au xii^e siècle Nontron n'appartenait point au comte d'Angoulême, mais qu'il dépendait de la vicomté de Limoges ; que si Gervais de Cantorbéry a commis, non pas une erreur, mais une confusion, c'est en mettant, par un écart de plume, le mot comte pour celui d'évêque. Nontron, en effet, appartenait bien réellement, pour le domaine utile, au

vicomte de Limoges, mais à la charge par celui-ci d'en rendre hommage à l'évêque d'Angoulême. Le premier de ces hommages qui nous ait été conservé est de 1243, suivi de plusieurs autres des années 1265, 1312, 1505 1514, 1620 et 1771, à cause du dit évêché et de la baronnie de La Penne, dont la suzeraineté s'étendait non-seulement de l'Angoumois au Limousin, mais encore jusqu'en Poitou et Périgord. La ville d'Angoulême, où était sise cette baronnie, appartenait, avant 839, époque à laquelle l'Angoumois fut érigé en comté par Pépin II, roi d'Aquitaine, aux évêques qui, lisons-nous dans le *Dictionnaire historique de la France*, par Lallanne, « avaient dû céder tout ou partie de la ville aux comtes, mais ils portaient le titre de baron de La Plaine (lire La Penne) et avaient retenu la suzeraineté de plusieurs grands fiefs du diocèse. » Parmi ces fiefs figurait celui de Nontron ; ce qui explique la confusion commise par le moine de Cantorbéry quant à l'indication du seigneur suzerain, mais non quant à la place assiégée par Richard.

C'est vainement, enfin, qu'à la fable des statues d'or, l'imagination et la tradition populaires vont jusqu'à offrir à la curiosité des touristes la visite d'un rocher sur lequel se serait tenu Richard, au moment où il aurait été blessé, et auquel on a donné, comme preuve de certitude, le nom de Maulmont, l'un des anciens seigneurs de Chalus. C'est en vain que cette autre fable a été recueillie et reproduite par les écrivains modernes, notamment par l'*Histoire des villes de France*, de Guibert, en ces termes : « On voit encore de nos jours les hautes tours de l'antique château de Chalus et la pierre de Maulmont (*malus mons*), sur laquelle Richard Cœur-de-Lion fut, à ce qu'on affirme, frappé par la flèche de Bertrand de Gourdon. »

Ce dernier détail est, en effet, aussi inexact que les premiers ; car, en 1199 et au moment du siège, Chalus n'était qu'une petite bourgade défendue par le château-bas dit de Chabrol, dont il n'existe plus qu'une tour dominant le vallon où se trouve la pierre en question ; et ce n'est qu'après 1294, époque à laquelle une partie de la seigneurie de Chalus fut donnée à Gérard de Maulmont, que celui-ci y fit construire le

château-haut dit de Maulmont, dont une tour est également debout. Il ne s'agit donc pas aujourd'hui d'un seul château, mais de deux, et si on a donné au second le nom de son fondateur, on ne saurait, sans un anachronisme évident, attribuer ce nom à des objets et à des événements antérieurs de près d'un siècle.

En résumé, il nous paraît plus sûr et plus rationnel de préférer le simple récit du chroniqueur contemporain aux détails plus ou moins romanesques de tous ceux qui ont suivi ; et nous persistons à penser qu'après la prise de Nontron, où il fut blessé légèrement, Richard, continuant sa route sur Limoges, son objectif principal, en partit pour aller, à quelques heures de marche, assiéger Chalus, où il mourut, disent les historiens, de sa négligence à soigner sa blessure, ainsi que de ses excès. »

Quelques années plus tard et en 1202, Guy V, vicomte de Limoges, se déclara ouvertement pour Philippe-Auguste, roi de France, contre Jean Sans-Terre, roi d'Angleterre. Il s'empara de Limoges et fit prisonniers les principaux bourgeois, qu'il envoya dans les prisons d'Aixe, de Nontron, de Ségur et d'Excideuil. (Marvaud.)

De 1202 à 1346, continuation des hostilités entre les vicomtes de Limoges et le roi d'Angleterre, pendant lesquelles la ville de Nontron, bien qu'il n'en soit question qu'en 1346, époque à laquelle les Anglais s'en emparèrent, sous le commandement de Falconnet, bâtard du Périgord, eut à en souffrir plus d'une fois, d'après le document suivant :

« 1347. — Lettres de Jean de Monfaucon, capitaine général et sénéchal pour le roy en Périgord, par lesquelles il permet à Yctier de Maignac et sa femme se retirer en leurs biens qu'ils avoient à Nontron, desquels ils avoient été spoliés par les Anglais au temps des guerres. Données à Périgueux, *decimo tertio aprilis, an° Di trecentesimo septimo.* » (Doat, v. 241.)

Il résulte aussi de ce document et des suivants que Nontron fut souvent repris aux Anglais avant ou après 1346 :

« 1350, 12 mars. — Lettres de Jeanne de Bretagne, vicomtesse de Limoges, ordonnant au receveur du Limousin de faire jouir Guy et Jean de

Lestrade, de certaine grâce que fisme autrefois a leur père sur les esmoluments des papiers de nostre ville de Limoges et que nous leur faisons aujourd'hui solution et payement de certaines sommes d'or et d'argent et de blets a eux deues, lesquelles leur dict pere, au temps quil vivoit, presta a maistre Guillaume de La Marche, nostre cousin et seneschal de Limosin, a cause des guerres de par dela. » (Doat, v. 243.)

Dans le premier volume de la collection Doat, les mêmes lettres sont ainsi relatées :

« 1350. — Lettres de Jeanne, duchesse de Navarre, ordonnant au receveur de Limoges de payer a Jean de Lestrade huitantes livres par année sur les émoluments du papier de Limoges, pour les sommes que son père avoit presté a Guillaume de La Marche pour le recouvrement des chasteaux de Nontron et d'Ans, du 12^e mars. »

1356. — Affièvement d'une maison dans les faubourgs de Nontron par Jehan de Montbouchier, sénéchal de Limoges, en faveur de Geoffroy du Bois, « a reson de la garde du chateau de Nontron dou temps passe... »

De 1354 à 1356, prise de Nontron par les Anglais et reprise par les Français, ainsi qu'il appert du document suivant du 29 mai 1357, rapporté par Doat, v. 241 :

« Lettres de main-levée signées, scellées et octroyées par Charles de Bretagne, vicomte de Limoges, a messire Ictier de Maignac, chevalier, de tous les biens qu'il avoit, tant en la chastellenye de Nontron que ailleurs par toute la ditte vicomte, pour ce que le dit de Maignac estoit accusé d'avoir esté cause de rendre le chateau de Nontron entre les mains des ennemis du dit vicomte. Données a Avignon, le vingtneufviesme jour de may 1357. »

En 1360, et par le traité de Brétigny, le Limousin fut abandonné à Edouard III, roi d'Angleterre, et Jean Chandos, son connétable, en prit possession en 1361. Trois ans après et en mai 1364, le prince de Galles et sa femme entrèrent à Limoges, pendant que leurs hommes d'armes, sous les ordres d'Hélie de Lestrade, occupaient le château de Nontron, et que d'autres s'établissaient dans Excideuil, à Ségur, à Aix, Château-Chervix et autres places. (Marvaud.)

De 1360 à 1369, il résulte du compte de Richard Filongley, receveur de l'illustrissime seigneur Edouard, prince d'Aqui-

taine, publié par M. Jules Delpit, que les Anglais furent maîtres de Nontron, qui y figure au chapitre de la vicomté de Limoges, sous le titre de : *castellania de Nontronio et Podio acuto*, pour les années 1363 à 1368. Les années 1369 et 1370 ne portant aucun chiffre, il faut en conclure que Nontron se débarrassa des Anglais en 1369, après la rupture, en 1368, du traité de Brétigny.

Cependant M. Marvaud nous apprend que : « Le 19 septembre 1370, le prince de Galles prit d'assaut la ville de Limoges, ayant sous ses ordres, parmi les principaux seigneurs et Gascons qui suivirent sa bannière... Geoffroy de Nontron, à qui il avait donné ce fief de la vicomté..., » ce qui ne prouverait cependant point que les Anglais en fussent restés maîtres, le dit Geoffroy ayant dû en être expulsé avec eux.

A partir de 1370 jusqu'en 1407, il ne paraît que Nontron ait revu les Anglais qui, en 1372, harcelés de toutes parts, furent chassés du Limousin et du Périgord, où ils n'occupaient plus que quelques places en 1380. Ce fut dans cet intervalle que Duguesclin passa à Nontron en août 1377, pour aller assiéger et prendre près de là les châteaux de Bernardières et de Condat.

Mais en 1407, les Anglais se rendirent de nouveau maîtres de la ville de Nontron, qu'ils incendièrent en partie, après l'avoir pillée.

Aussi, et le 10 juin 1410, après la reprise de cette ville, le roi de France, Charles VI, en récompense de leurs loyaux et bons services, accorda-t-il aux habitants de Nontron des exemptions d'impôts, et ce par lettres patentes, dont la teneur suit :

« CHARLES, par la grâce de Dieu, roy de France, au seneschal de Pierregort ou a son lieutenant, receue avons l'humble supplication de nos bien ames les manans et habitans de la ville, chastel et chastellenie de Nontron, en la seneschaussee de Pierregort, contenant que jasoit que ils qui sont en pays de guerre de frontière, ayent eu ou temps passé tellement a souffrir par nos guerres, passamens et chevauchees de gens darmes, et stérilités de fruiets, mortalités, pour payer les grands fouaiges, subcides que ont eu cours ou temps passe au dict pays, et pour supporter les aultres grans et innumerables charges qui leur a convenu supporter

et convient encore. Et pour ce que aussi depuis trois ans, en ça, les dicts Anglois ont pris par eschellement la dicte ville, ycelle pillée, desrobée et boute le feu, tue, meurtri et emprisonne plusieurs des gens dicelle ville et chastellenie ; quils nont bonnement de quoy vivre et sont envoyes yceulx supplians deux aler hors du pays, et de sousier la dicte ville comme inhabitable. De laquelle ville qui est moult grande, fourte et spacieuse, et du chastel qui est aussy moult grant, fort et spacieux et comme inexpugnable, se ils estoient prins et occupes par nos ennemis que ja ne adviengue tout le pays denviron poroit estre et seroit du tot desert, destruit et gaste. Combien aussy que selon raison yceulx supplians ne doibuent, ne soient tenus de contribuer que pour leurs parts et portions auxquelles ils ont estes taxes et imposes pour les fougies, subcides et tailles qui ont eu cours en la dicte seneschaussée, et ycelles parts et porcions payees, yceulx supplians doivent demourer quittes et paisibles diceulx fougies, subcides et tailles. Neammoin, pour iceulx mesmes fougies, subcides et tailles imposes au dioceze de Limoges, len a impose et leve sur yceulx supplians plusieurs et grands sommes de deniers et leur ont este et faictes plusieurs vexations et molestations sous ombre de ce que ycelle ville est assise au dioceze de Limoges ou autrement. Pourquoi yceulx supplians ont este et sont contrains a contribuer a yceulx subcides et tailles qui sont mis sus et ont cours au dict pays deux fois a tort et contre raison. Et pour ce ont este et sont tellement vexes et molestes les dicts supplians quils nont bonnement de quoy vivre et sont en voye destre du tout mis a povrete se par nous ne leur estoit sur ce pourveu dooportun et convenable remede, si comme ils dient requerant sur ce nostre provision. — Pourquoi nous, en considération aux choses dessus dictes, qui voulons preserver nos subjects de toute vexation, peines et travaux, a yceulx supplians avons octroye et octroyons de grace special par ces presentes, que doresnavant ils ne soient mis, imposes pour yceulx fougies, subcides et tailles, auxquels ils auront este mis et imposes par la dicte seneschaussée pour leurs dictes pourcions que pour une fois, et que en payant leurs dictes pars et porcions ils soient et demeurent toujours quittes et paisibles de tous et chascuns yceulx fougies, subcides et tailles, sans que pour la dicte dioceze ils soient tauxes, vexes, molestes ni inquietes aucunement. — Si vous mandons et pour ce que la dicte ville est assise en vostre seneschaussee, commettons et etroitement enjoignons que vous faites rendre et restituer et mettre à plaine delivrance a yceulx supplians leurs biens et gaiges pour ce pris, saisis et arrestes, et empechiez de nostre presente grace, faites, souffriez et laissez les dicts supplians joyr et user paisiblement en faisant, en cas dopposition, refus, contredit et delay, a ycelles parties oyes sommairement et de plain et en assise, et dehors bon et brief accomplissement de justice.

Mandons et commandons a tous nos justiciers, officiers et subjes que avons commis et deutes en ce faisant obeissant et entendant diligemment, car ainsi nous plaist il estre faicts. Et aux dicts supplians lavons octroye et octroyons de grace special par ces presentes, nonobstant stille et usatge, quant attendre d'assise et quelconques lettres subreptices, empestrees ou a empestrees a ce contraire. Donne a Paris, le dixiesme jour de juin, lan de grace mil cccc et dix, de nostre règne le xxx^e... » (Bibl. nat., coll. du Périgord, v. 47, f^o 237. — Archives des Basses-Pyrénées.)

Ce fut probablement à cette occasion que les habitants de Nontron obtinrent aussi du roi de France la faveur de porter des fleurs de lys dans les armes de la ville, qui sont : *d'azur à une tour d'argent, maçonnée de sable, accostée de deux fleurs de lys d'or.*

De 1417 à 1418; Olivier, fils aîné de Jean I^{er} et de Marguerite de Clisson, ayant voulu, à l'instigation de sa mère, renouveler ses prétentions sur le duché de Bretagne, cette province se souleva et le chassa de son duché de Penthievre. Obligé de se retirer dans ses terres de Flandre, Olivier nomma Jean de Bretagne, dit de l'Aigle, son frère, son lieutenant général dans la vicomté de Limoges, et, d'après Doat, v. 245, celui-ci se retira, avec sa mère, en Limousin, où, dit-il, ils arrivèrent en « assez triste équipage; ils avoient très petit revenu et estoient contraints de tenir pauvre estat. Ils s'installèrent dans une place qui leur appartenoit, Nontron, qui estoit pour lors destruite et déserte, quasi inhabitable. »

En 1421, Jean de Bretagne séjournait encore à Nontron, car le 17 mars de cette même année, et par acte passé à Nontron, le dit Jean : « Eu égard aux grands et notables plaisirs, amour, honneurs et services que Audoin de Pérusse, seigneur des Quars et de la Cossière, son cousin, et les siens ont fait au vicomte de Limoges lui donna la justice des villages de Faye et La Borda. » (Doat.)

« En 1426, dit M. Marvaud, Jean de Bretagne voulant s'emparer par ruse de la ville de Limoges, dont les habitants refusaient de le recevoir, s'entendit avec quelques bourgeois et vint dans la nuit du 25 août, près de la porte des Arènes escorté de trois cents lances et de trois mille hom-

mes de pied, commandés par Jean de Laroze, Daniau, Bernardières, Aubeterre, Clayes, Rocheval et Nontron, tous nobles chevaliers du Limousin, d'Angoumois et du Périgord. »

De 1426 à 1434, trêves et hostilités successives entre les bourgeois de Limoges et Jean de Bretagne, devenu vicomte, et pendant lesquelles celui-ci « courait du château de Nontron à Saint-Yrieix, d'Aixe au château de l'Isle. » (Marvaud.)

En 1441, Nontron appartenait encore au dit Jean de Bretagne, qui y consentit, le 12 avril de cette année, avec dame Marie Colette, veuve d'Aymard de La Porte, un échange de maison, reproduit au chapitre de la construction de Nontron.

De 1441 à 1453, époque à laquelle cessèrent les guerres anglaises, Nontron paraît être resté toujours en la possession de Jean de Bretagne, qui se plaisait à y séjourner souvent, comptant sur le patriotisme et la fidélité de ses habitants. Il fut, d'ailleurs, l'un des premiers hommes de guerre de ce temps-là, d'après tous les historiens et d'après un mémoire judiciaire de 1779, dont nous avons la satisfaction de pouvoir reproduire l'extrait suivant :

« Olivier fut chassé du duché de Penthievre et obligé de se retirer dans les terres qu'il avoit en Flandre. C'est de là qu'il assigna, en 1432, à Jean de Bretagne, seigneur de l'Aigle, son frère puiné, pour lui tenir lieu de sa portion héréditaire, le vicomté de Limoges et ses dépendances, dont le connétable du Guesclin lui avoit assuré la possession par ses conquêtes. Devenu vicomte de Limoges, Jean de Bretagne, à l'exemple de ses aïeux, se voua entièrement au service de la France... Les Anglais, qu'il poursuivait avec autant d'activité que de valeur, ayant ravagé ses domaines, Charles VII lui donna, en 1446, à titre d'indemnité, toutes les tailles qu'il pouvoit exiger dans le Limousin (1). Choisi, en 1448, pour commander

(1) « CHARLES, par la grâce de Dieu, roi de France, a nos ames et seaulx les generaux conseillers par nous ordonnés sur le fait et gouvernement de toutes nos finances, tant en Languedoil comme en Languedoc, salut et dilection ; sçavoir faisons que, pour considération des pertes et domaiges que nostre tres cher et ame cousin le comte de Penthrevrie a eues et soustenues pour le fait des guerres, a l'occasion desquelles ses terres et seigneuries sont moult destruites et de petite valeur a icelui nostre cousin, qui sur ce nous a fait requerrir pour ces causes et autres a ce mouvant, et mesmement pour lui aider a soustenir son estat, avons,

les armées du roi en Guienne, il assiégea la ville de Bergerac au mois de septembre 1450, et la réunit à la France après un mois de siège. En 1451, il assiégea Castillon, qui capitula bientôt. Castillon pris, il attaqua les forteresses de Chalais et de Saint-Emilion, qu'il emporta d'assaut. Il se trouva à la bataille, perdue par les Anglais sous les murs de Castillon, en 1453 ; il servoit alors sous les ordres du fameux comte Dunois, ce héros de l'Angleterre ; il fit des prodiges de valeur. Il ne cessa oncques de tuer des Anglais, dit Monstrelet, jusqu'auprès de Saint-Emilion. Il donna de nouvelles preuves de ses talents et de son zèle pour la patrie à la prise de Bordeaux. Il mourut sans enfants, en 1454, et fut enterré dans le couvent des Frères mineurs d'Excideuil. »

Guillaume, que Nadaud qualifie de seigneur de Nontron, succéda à Jean de Bretagne, son frère, et, de son mariage avec Isabeau de La Tour, il n'eut que trois filles, dont Françoise, l'aînée, qu'il institua pour son héritière universelle par testament du 24 août 1454, épousa Alain d'Albret, surnommé le Grand. C'est ainsi qu'avec le comté de Périgueux, acquis par Jean en 1437, et la vicomté de Limoges, la seigneurie de Nontron passa dans la maison d'Albret.

La possession de Nontron par les Anglais, à divers intervalles et pendant des périodes plus ou moins longues, notamment pendant la vie du prince de Galles, est donc incontestable, et d'ailleurs surabondamment prouvée par la découverte de diverses monnaies de l'époque. C'est ainsi qu'en 1854, lors des fouilles pratiquées pour la construction du grand pont reliant le quartier du fort avec le plateau de la forteresse, on trouva dans le mur de défense de ce quartier un tas d'anciennes monnaies en argent, au nombre de 749, dont 12 pièces de Flandre, 8 de la maison d'Orange, 23

donne et donnons de grace spéciale par ces presentes tout ce que a quoi seront tanxes et imposés a cause de nos tailles ses hommes et subgies demourans en ses terres et seigneuries de la vicomté de Limoges et ressort dicelui jusques à quatre ans prouchainement venant a compter de la date de ces presentes.... Donne a Chinon, le vingt-huitième jour d'avril, l'an de grâce mil quatre cent quarante-six... »

« Collationné, en 1779, à l'original qui est au trésor des chartes de Navarre, au château de Pau, par le conseiller du roi, garde dudit trésor. Signé : l'eschex. »
— Voir aux Archives des Basses-Pyrénées.

monnaies françaises du XIII^e siècle, et tout le reste en hardits et doubles hardits du prince Noir, frappés à Limoges en 1370.

Si, des faits positifs nous passons à la tradition populaire, celle-ci nous apprend que les Anglais, chassés de Nontron et poursuivis sur le chemin de cette ville aux Isles, en côtoyant le Bandiat, vers Angoulême, furent atteints au Terme de la Graule, où ils eurent à peine le temps d'enfouir la caisse de l'armée, contenant quarante millions. Ce Terme de la Graule est à quatre kilomètres environ de Nontron, à droite et sur la nouvelle route de cette ville à Javerlhac et à Angoulême. Pas n'est besoin d'ajouter que ce trésor, dont j'ai souvent entendu parler dans ma jeunesse et par les anciens de l'époque, est encore à trouver.

Enfin, la mémoire de Jeanne d'Arc était autrefois vivace dans nos campagnes, où l'on chantait, à la veillée, une sorte de complainte en patois, dans laquelle il est question d'une *bergerette* qui, du premier coup de sa *quenouillette*, fit tomber le roi d'Angleterre, et dont nous ne nous rappelons que ces quelques vers :

D'au prumier cot douna, pitit rey toumbo a terro,
Què doun
Què dit-ello doun ?
Pitit rey toumbo a terro !
Couragé mous amis, nous n'aurans pus de guerro
Què doun
Què dit-ello doun ?
Nous n'aurans pus de guerro,
Lou pitit rey ey mort, pitit rey d'Angleterro.
Què doun
Què dit-ello doun ?
Pitit rey d'Angleterro !

3° *Hostilités seigneuriales*. — Maintenant, revenons à Alain d'Albret, devenu seigneur de Nontron, et aux nouvelles catastrophes qu'il attira sur cette ville, d'après le *Nobiliaire* de l'abbé Nadaud, où nous lisons ceci :

« Le 10 février 1485, Alain d'Albret se ligu^a contre le roi de France. En 1487, il assembla environ trois à quatre mille combattants, avec les-

quels il prétendait venir joindre les princes mécontents de Bretagne. Mais le seigneur de Candale, lieutenant du roy en Guyenne, l'investit dans son chasteau de Nontron, sur la frontière du Limousin et de l'Angoumois, et l'enveloppa de telle manière qu'il n'eut point d'autre parti à prendre que celui de la soumission, obligé de venir à composition, de retourner dans ses terres de Gascogne et de licencier son armée. » (1)

Dans l'*Histoire de France* de Garnier, vol. XX, p. 21, nous lisons encore :

« Il (Alain d'Albret) se trouva investi dans le château de Nontron par le seigneur de Candale, lieutenant du sire de Beaujeu en Guyenne. Réduit à capituler, il demanda pardon au roi, congédia sa troupe et promit d'être fidèle à l'avenir. »

(1) Voici, à ce sujet, copie du traité intervenu « après la réduction de la ville et cité de Nantes en l'obéissance du roy, » et dans lequel il est question de la prise de Nontron en 1487. Nous en devons la communication à l'obligeance de M. F. de Bellussière, de Périgueux :

« *Extrait du traite passe a Nantes au moys de mars mil cccc quatre-vingts et dix entre le roy Charles VIII et le sire d'Albret (pièce écrite sur parchemin et extraite des registres du Grand conseil du roy).* »

« Nous estant en nre ville et cite de Bourdeaux et envoyames devers luy, afin quil vinst devers nous et luy fismes faire commandement de par nous sur grans peines quil cust a deppartir sad. armee, et lors icelluy nre cousin Delbret sen partit dud. Chasteljeloux et passa avec sad. armee les rivierrres de Garonne et Dordogne et aultres, et marcha oultre jusques au pays de Périgort, en une sienne ville nommee Nontron, en intention de marcher plus avant et soy joindre avec feu nre cousin le duc François de Bretagne, pour certaine alliance que nre d. frere Dorseans et luy avoient a icelluy duc de Bretagne. Mais nonobstant certaine armee que envoyames contre et au devant de luy, il fut empesche tellement quil fut par nos gens de guerre assiege en lad. ville de Nontron, en laquelle aucuns nos lieuten. et chiefs de guerre qui lors y estoient en nre armee receurent icelluy nre cousin Delbret a certain traite, accord et appointment par lequel, entre autres choses, fut accorde et dit que icelluy nred. cousin Delbret de lors en avant nous serviroit bien et loyaument, et renonca et se deppartit de toutes alien et intelligences quil pouoit avoir faites a quelconques princes ou seigneurs, et promist quil viendroit devers nous toutes et quantesfoiz que luy manderions et ferions scavoir. Lesquelles choses et tout le contenu aud. traite nred. cousin Delbret promit et jura garder et observer, et depuis eusmes icelluy traite pour agreable et fut par nous ratiffie et confirme. Et de la icelluy nre cousin Delbret, au moyen du traite sen retourna en sesd. terres et seigneuries de Gascognes et illecques fit sa demeure jusques environ la festes de Toussains..., etc. »

4° *Guerres de religion*. — En 1552, commencèrent, sous prétexte de religion, les hostilités des derniers partisans de la féodalité contre l'unité française, et Nontron eut particulièrement à en souffrir quelques années après. A ce sujet et, dans son *Histoire universelle*, t. V, p. 521, de Thou rapporte que :

« Coligny s'étant mis en marche pour faire sa jonction avec le duc des Deux-Ponts, détacha Antoine de La Rochefoucauld pour se saisir de Nontron, qu'il emporta d'emblée le 7 juin 1569 et passa la garnison au fil de l'épée, après quoi ils continuèrent leur marche. »

L'*Histoire d'Aquitaine* donne la même date et nous apprend que la garnison de Nontron ne se composait que de quatre-vingts hommes, et que la ville fut prise par Antoine de La Rochefoucauld.

Le *Périgord illustré* dit aussi que Nontron fut pris en 1569 par le même capitaine.

Mais l'*Annuaire de la Dordogne* de 1806 dit : « L'armée de l'amiral Coligny, réunie aux reîtres huguenots du Limousin, prit et saccagea Nontron en 1570. Les habitants s'étaient défendus jusqu'à la dernière extrémité, et un grand nombre fut massacré par le vainqueur. »

Nous lisons enfin dans l'*Histoire des Villes de France*, au sujet de la prise de Nontron :

« En 1570, Coligny, à la tête des réformés français et des reîtres réunis s'en rendit maître après une vigoureuse résistance de la part des habitants. Le courage des vaincus, loin de désarmer les vainqueurs, ne fit que les irriter contre eux. Un grand nombre périt par le fer et la ville fut saccagée. »

Ici s'impose une question, celle de savoir si la prise de Nontron par les huguenots eut lieu le 7 juin 1569 ou en 1570 ?

Or, les deux derniers historiens, tous les deux du Périgord, n'ont dû adopter cette date de 1570 que d'après un extrait des registres de l'hôtel de ville de Périgueux, imprimé au XVIII^e siècle et contenant un état des troupes de la ville,

d'après la revue faite en 1570. Dans cet état, qui ne porte aucune indication ni de mois, ni de jour, et après l'énumération des hommes armés et d'une escarmouche contre les reîtres huguenots à Saint-Germain, près Saint-Benoist, cinq lieues de Périgueux, on lit ce qui suit :

« En ces jours, l'armée de l'amiral fendit le chemin de Lymosin pour s'en aller joindre avec leurs reîtres, et en passant firent mille maux ; thuaire les passans hommes, femmes, petits enfans, et cherchoient parmi les bois et bleds, voloient maisons et eglises, avec plusieurs volleries et sacagemens de fait, prindrent et pillarent la ville de Nontron, ou les habitans s'estoient defendus tant qu'ils eurent moyen de pouldre, et affin sous la faveur de la nuict se saulvarent aucuns en la presente ville et alheurs... »

Or, il nous semble dès à présent que le magistrat chargé de la revue de 1570, en parlant de la prise de Nontron à l'occasion du passage de l'amiral sur « le chemin du Lymosin, pour s'en aller joindre les reîtres », a eu en vue un événement antérieur de plusieurs mois. L'histoire nous apprend, en effet, qu'après la bataille de Jarnac du 13 mars 1569, Coligny se retira à Saint-Jean-d'Angély, puis à Tonnay-Charente d'où, après quelques mois de repos, ayant appris que les Allemands, sous la conduite du duc des Deux-Ponts, avaient passé la Loire, il se mit en marche pour aller au-devant d'eux. C'est alors que l'armée des princes, venant de l'Angoumois en Périgord, pour aller en Limousin, et passant près de Nontron, l'amiral détacha Antoine de La Rochefoucauld pour en faire le siège, tandis que le gros de l'armée, se dirigeant sur Chalus par la Grande-Pouge, prit et saccagea le bourg de Saint-Pardoux-la-Rivière. Deux jours après la mort du duc des Deux-Ponts, arrivée à Nexon le 18 juin 1569, les deux armées calvinistes firent leur jonction à Chalus, et en repartirent bientôt pour aller à Aixe et, de là, à Laroche-l'Abeille, où, le 24 dudit mois de juin, elles battirent les caholiques. Après quelques mois de séjour en Limousin, les huguenots en décampèrent et s'emparèrent, en passant, de Thiviers, de La Chapelle-Faucher, de Bran-

tôme et de Château-l'Evêque, (Mézeray, de Thou). Ces derniers événements durent, sans aucun doute, se produire dans les premiers jours de 1570 ; ce qui donna lieu à la prise d'armes et à la revue des habitants de Périgueux, menacés de près par les calvinistes, campés à Château-l'Evêque.

De ce qui précède, il nous paraît donc suffisamment résulter que la prise de Nontron par les huguenots eut lieu le 7 juin 1569, et non en 1570.

Les calvinistes campèrent au sud-est de cette ville, près de la route conduisant à Chalus et sur le plateau où se trouve l'enclos de l'hospice actuel, lequel plateau prit, à partir de cette époque, le nom de Terre de l'Amiral, et la colline où il se trouve celui de Puy-aux-Loups, en patois : *Pouyouloux*, d'après divers actes des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, pendant que les terrains adjacents recevaient la dénomination caractéristique de *Mataguerre* (grand combat), conservée par le cadastre.

Au surplus, les troupes calvinistes ne reparurent plus devant Nontron, qui, en 1575, devint un lieu de refuge pour une partie des habitants de Périgueux, après la surprise de cette ville par Langoiran et Vivans, le 6 août de cette année, ainsi qu'il résulte de cet extrait du manuscrit de Jean de Chillaud, s^r des Fieux :

« Du sixiesme d'aoust 1575, prinse de la ville de Périgueux par les huguenots, commandés par le sieur de Langoiran, par surprise et trahison de divers personnages, et entr'autres de François Faure, sieur de Lussas... Les habitants catholiques qui en avoient été chassés et qui sortoient à mesure qu'ils avoient payés leur rançon, sans prendre autre chose de leurs biens et se réfugioient en lieux circonvoisins pour y vivre en assurance, ainsy que leurs commoditez leur pouvoient permettre, ainsy aux villes de Brantolme, Nontron... »

5° *La Ligue*. — Pendant la Ligue de 1576 à 1593, les protestants et les ligueurs, disent les historiens, furent plusieurs fois débusqués de Nontron, notamment par d'Epernon, qui s'en empara définitivement en 1589 et en démantela les fortifications.

6° *Croquants*. — En 1633, nouvelle révolte des Croquants en Périgord, et particulièrement en Nontronnais, où ils furent soumis, en 1636-37, par le duc d'Epemon, ayant sous ses ordres M. de Folleville, qui établit à Nontron son quartier général. C'est ce qui résulte d'une relation, imprimée à Angoulême en 1552, et dont nous donnons l'extrait suivant :

« Ce pays étoit tombé dans une si grande consternation quil salloit jeter dans une révolte générale, si le zèle et la fidelité des plus considérables gentils-hommes de la province et les villes de Nontron et de Ti-viers ne les eust engagé à prier M. de Folleville dy entrer pour secourir leurs bonnes intentions... »

Suit la défaite des Croquants au siège du château de Condat, dont nous parlerons au chapitre du canton de Champaignac-de-Bel-Air.

7° *La Fronde*. — Plus tard, de 1648 à 1653 et durant la Fronde, les habitants de Nontron, tenant toujours pour le roi et l'unité française, eurent encore à se signaler plus d'une fois, et leur ville devint le quartier général des troupes royales, d'après les documents suivants :

Du 10 juin 1650, lettre datée de Confolens et écrite au cardinal de Mazarin par le maréchal de La Meilleraye, qui lui mande entr'autres choses :

J'ai en vue Limoges et Angoulesme et fais avancer tout ce qui nous est nécessaire pour notre petit équipage, afin que lundi nous puissions estre a moitié chemin de Périgueux, a un lieu qui s'appelle Nontron où je fais mon rendez-vous général. (Archives de la Gironde).

En 1651, Périgueux ayant été pris par le prince de Condé, les sièges royaux furent transférés à Nontron où ils restèrent jusqu'en octobre 1653, ainsi qu'il appert des actes civils de cette ville, où l'on trouve : à la date du 14 août 1652, l'acte de baptême de la fille de « Monsieur maistre François de Simon, escuyer, sieur de Chatillon, conseiller du roy et président au siège royal de Périgueux, et de dame Jeanne Martin, parrain M^r M^e de Vincent, sieur de Laborie, escuyer,

conseiller magistrat audit siège ; et autre baptême du 17 août 1653 , de Léonard Deyriaud, fils de M. M^e François Deyriaud, conseiller du Roy en l'élection de Périgueux. » — C'est ce qui résulte aussi et péremptoirement du traité fait à Périgueux, le 1^{er} octobre 1653, entre le duc de Candale, général en chef des armées royales, et les maire, consuls et citoyens de Périgueux, où il est dit à l'art. III : « Les sièges royaux seront rétablis et conservés dans la dite ville sans s'arrêter à la translation qu'en a esté faicte en la ville de Nontron, laquelle demeurera pour non-advenue et sans aucun esfaict. »

Quelques mois avant et en juin 1653, le marquis de Sauvebœuf avait son quartier général à Nontron, d'où il fit expédier le 5 dudit mois de juin des lettres de sauvegarde à Jacques de St-Astier, « servant pour le Roy contre les Frondeurs qui prirent son chasteau des Bories, près Périgueux , et ravagèrent ses biens. »

Parmi les personnages de Nontron et des environs qui se signalèrent pendant la Fronde et les troubles antérieurs, au service du roi, nous trouvons :

1^o François de Conan, seigneur de Connezac, auquel le maréchal de Folleville, commandant pour le roi sous l'autorité de S. A. M. le duc de Candale, délivra les lettres de sauvegarde ci-après :

Mandons et ordonnons à tous ceux sur qui nostre pouvoir sestend et prions tous autres quil appartiendra de ne loger ny fourrager dans les paroisses de Connezac et Hautefaye, lesquelles a la prière et considération du sieur Depasvieux nous avons mises et mettons sous la protection du Roy et la nostre, ayant chargé le sieur de Connezat de nous informer ponctuellement de ceux qui auront eu considération a nostre sauvegarde promettant faire le semblable quand en seront requis de leur part. En tesmoins de quoy nous avons signe le present, y fait apposer le sceau de nos armes et contresigner par nostre secretaire a Nontron, ce deuxiesme de may 1653. Signé Folleville Lesens ; par monseigneur, Coustain.

2^o Thibault de La Brousse, seigneur de La Pouyade, beau-frère de Joseph Bodin, qui commandait un régiment de cavalerie posté auprès de Périgueux et par l'entremise duquel

ledit Bodin correspondait avec les marquis de Sauvebœuf et de Thourailles, commandant les troupes royales campées dans les plaines de St-Laurent-sur-Manoire, en septembre 1653.

3^e Dans le catalogue des nobles de l'Élection de Périgueux, dressé par M. Pelot, intendant de Guyenne, de 1664 à 1667, figurent : « François, Simon, autre François de La Roussie, originaires de Nontron, anoblis par lettres de l'année, à cause des services considérables qu'ils ont rendus pendant les mouvements derniers et des grandes pertes qu'ils ont soufferts pour le service de sa majesté. »

Nous aurions, sans doute, beaucoup d'autres noms à ajouter à ceux qui précèdent, et nous regrettons de ne pouvoir le faire, en ce moment, à défaut de documents suffisants. Nous faisons donc appel aux familles du Nontronnais, qui auraient intérêt à nous communiquer les leurs et à en assurer ainsi la conservation.

4^e Quant aux habitants de la ville de Nontron, sans distinction de classes, ils tinrent à honneur de servir la cause du roi de France contre les frondeurs, comme ils l'avaient déjà fait contre les Anglais et contre les huguenots, et les reîtres allemands, leurs alliés, ainsi qu'il résulte de l'exemption d'impôts qui leur fut accordée le 5 mars 1654 par le roi Louis XIV et dont la teneur suit :

Sur ce qui a esté représenté au Roy en son conseil par les habitans de la ville de Nontron en Périgort, que sa ville de Périgueux, cappitale du pais s'estant déclarée pour les ennemis de l'estat, ils furent exhortez par les chefs du party rebelle de suivre leur pernicieuz exemple, et pour ny avoir voulu consentir, menassez de ruyne. Mais comme ils n'ont jamais eu de plus forte passion que de vivre tousiours dans la fidélité qu'ils doivent a sa maiesté, dans les temps mesme ou ses rebelles suiets croyoient qu'il n'y eust aucune puissance qui leur put résister, les dicts habitans de Nontron, de leurs propres mouvements, furent au devant du sieur de Sauvebeuf pour le prier de faire entrer ses troupes dans le Périgort, par la dicte ville de Nontron, ce qu'il fit, et après y avoir vescu plusieurs jours, aux despens des habitans avecq ses deux régimens de cavallerie et d'infanterie et quantité de volontaires, et pris le pain de munition pour leur subsistance, la dicte ville lui fournit huict vingts cavaliers et soldats, tous

bien montez et armez ; lesquels oultre six vingts habitans qui avoient pris party dans les troupes de sa majesté, eurent l'honneur d'assister aux prises des Chasteau l'évesque et Agonnat, et ensuite aux attaques et prises de Razac, Montanceis, Rougnac, St-Paul et la Tour-Blanche, notamment a la deffaitte générale du pariage ; Ayant en ces occasions et généralement en toutes les autres qui se sont passées en Périgort et lieux circonvoisins, particulièrement sous la conduite du dict sieur de Sauvebeuf et des sieurs de Foleville et Bousquet Chavagnac, donné des preuves évidentes de leur courage, gardé le chasteau de Bourdeille que le sieur de Bessay n'auroit voulu confier qu'à leur fidélité, souffert avecq plaisir divers logemens des troupes de sa maiesté, tant de cavallerie que d'infanterie, payé tous les arrérages des tailles,ourny de contributions, pain, poudre, plomb et munitions, nourry long temps plusieurs prisonniers de guerre, repoussé diverses fois les ennemis, et en ces occasions randu de plus grands services à sa maiesté que ville de Guienne ; et parce que les ennemis avoient dessain d'attaquer la dicte ville de Nontron pour s'en servir, affin de faire des courses dans les provinces d'Angoumois, Poitou et Limousin, desquelles elle est limitrophe, le sieur marquis de Montauzier y avoit mis pour commandant le sieur de La Tour, par les ordres duquel ils auroient fortifié la dicte ville, le fort d'icelle et le chasteau d'Albret qui la commande, appelé à leur secours diverses fois cinq à six cents de leurs voisins qu'ils avoient fait subcister, mis à couvert plusieurs lieux qui sans eux auroient esté la proye des ennemis, et par ce moyen maintenu dans l'obéissance de sa maiesté plus de trois mille hommes qui panchoient à la révolte, ce qu'ils n'ont pu faire sans se consommer en de grandes despances. Oultre lesquelles après avoir souffert plusieurs logemens, ils furent obligez de fournir la subsistance, ordonnée par le sieur duc de Candale, aux deux régiments du sieur de Sauvebeuf et aux troupes de Plevix et du comte Philippes ; montant et suivant la liquidation qui en fut faite par les esleuz, à la somme de dix mille cinq cents livres, et de laquelle ils n'ont pu tirer aucun payement du receveur des tailles, bien que le dict sieur duc de Candalle leur aye donné ordonnance pour cest effect le xviii avril dernier, ce qui causeroit la ruyne totale de la dicte ville de Nontron si elle n'estoit remboursée de la dicte somme ; et si sa maiesté ne la mettoit à couvert de la haine des esleuz de Périgueux, la pluspart desquels estoient dans la rébellion, et qui la veulent surcharger annuellement de taille et autres impositions, pour avoir esté la seule qui s'est généreusement opposée à tous les dessains de la dicte ville de Périgueux, et qui a mieux servi sa maiesté que ville de Guienne, ainsi qu'appert par les certificats des lieutenans généraulx et des mareschaulx de camp de son armée de Guienne. Au moyen de quoy requerroient qu'il pleust à sa dicte maiesté les vouloir

descharger deresnavant de toute taille, taillon, droicts d'officiers et autres impositions qui ce peuvent faire durant le cours de l'année, ou du moins les reigler au quart des dictes impositions de l'année dernière, montant le dict quart, suivant les mande ou commission, à la somme de huit cens quarante cinq livres ; faire inhibitions et deffances aux dicts esleuz de taxer la dicte ville et paroisse de Nontron à une somme plus haute, à peyne de suspension de leurs charges, et de tous despens, dommages et intérêts. Et en outre ordonner qu'il sera par eux imposé l'année présente sur tous les contribuables de la dicte eslection, la dicte somme de dix mille cinq cens livres, à quoy monte la subcistance fournie aux régimens de Sauvebeuf, troupe de Plevix et comte Philippes, suivant l'ordonnance du dict sieur duc de Candalle du dict jour xviii avril dernier, pour estre la dicte somme receue par le receveur des tailles en exercice, et par lui payée aux sindigs et consuls de la dicte ville de Nontron sur leurs quittances a la partie de l'espargne, nonobstant, sans s'arrester aux deffenses portées par les commissaires des tailles, auxquelles il plairoit à Sa Majesté de vouloir desroger pour ce regard. Veu la dicte requeste et les certificats des services rendus à sa majesté par les habitans de la dicte ville de Nontron, ordonnance du sieur duc de Candalle sus énoncée, le procès-verbal du sieur de Latour, commandant en la dicte le service de sa maiesté, contenant lestat des fortifications faictes en icelle aux despans des dicts habitans et autres pieces attachées à la dicte requeste, signée Authier et Lorde. Ouy le rapport et tout considéré. Le Roy en son conseil a deschargé et descharge les dicts habitans de la dicte ville de Nontron de la moitié, à quoy ils seront imposez de tailles pendant les années 1654 et 1655 a la charge de paier le surplus sans nouvellement. A ordonné et ordonne que la dicte somme de dix mil cinq cens livres sera imposée et levée sur les contributions des tailles de la dicte eslection de Périgueux en trois années esgallement, à commencer en la présente, nonobstant les deffences portées par les commissions des tailles, auxquelles sa maiesté a desrogé pour ce regard, pour estre la dicte somme receue par les receveurs des tailles en exercice les dictes années et par eux payée aux dicts sindiq et consuls de la dicte ville de Nontron sur leur emploi, pour leur tenir lieu des despences par eux faictes pour le service de sa maiesté, et seront pour les dicts despens arrest toutes lettres par nous dellivrées. Signé : Séguier, Molé, Foucquet, Bordier. (Archives nationales, E. 264.)

Tels furent, du xii^e au xvii^e siècle, les exploits de nos fortes générations d'autrefois, aux croyances profondes, à l'âme virile et à la santé robuste. Puissions-nous être, toujours et malgré les funestes effets d'une civilisation

sceptique et énervante, à la hauteur de leur patriotisme et de leur désintéressement !

R. DE LAUGARDIÈRE.

(*A suivre.*)

UN EVÊQUE DE PÉRIGUEUX A SUPPRIMER.

Je trouve dans le *Bulletin historique, archéologique, etc., de Vaucluse* (livraison de juillet 1885) un très remarquable travail intitulé : *Problèmes d'histoire ecclésiastique concernant Avignon et le Comtat Venaissin*. Ce travail n'est pas signé ; mais on y reconnaît la main d'un critique qui n'a pas moins de ferme logique que de profonde érudition. De la discussion à laquelle se livre le rédacteur du *Bulletin de Vaucluse*, il résulte jusqu'à l'évidence que nous devons rayer du catalogue des évêques de Périgueux le prélat appelé tantôt Guillaume d'Astre, tantôt Guillaume d'Aste, tantôt enfin Guillaume Astier. Je vais de mon mieux résumer la discussion, en laissant le plus possible la parole au savant anonyme.

Tous ceux qui ont écrit l'histoire de l'église d'Apt et celle de Périgueux nous racontent que Guillaume d'Astre fut successivement évêque d'Apt et de Périgueux, et mourut sur ce dernier siège. Ainsi parlent tous les historiens d'Apt, ayant à leur tête le *Gallia Christiana*, qui est très explicite sur ce fait... Le R. P. Gams, dans son grand et bel ouvrage sur tous les évêchés du monde chrétien, mentionne l'épiscopat à Apt de Guillaume, et le fait transférer à Périgueux le 1^{er} octobre 1340. (*Series episcoporum ecclesiæ catholicæ*, Ratisbonne, 1873, in-4°, n° 492)... Ce que les Aptésiens ont affirmé avec une telle unanimité, les Périgourdins l'ont accepté aussi avec une grande bonne foi, et pour eux, il n'y a pas de doute que Guillaume d'Astre ait été leur évêque. Le *Gallia Christiana* a répété avec encore plus d'assurance, dans l'article consacré à Périgueux, ce qu'il avait dit à Apt, toujours avec la même erreur de comput, qui fait correspondre la septième année du

pontificat de Benoît XII avec 1340, tandis qu'elle tombe en 1341. Son autorité a tellement prévalu que personne, à notre connaissance, n'a contesté ce fait ; et quand le P. Gams en est venu à étudier la liste des évêques de Périgueux, il a dû une seconde fois s'incliner devant la croyance générale, et placer Guillaume, comme s'il y avait droit, parmi les prélats de ladite église. Mais voici quelque chose de plus étonnant encore. La grande histoire de l'ordre des Frères mineurs, auquel Guillaume d'Aste ou d'Astre appartient, et qui nous a habitués à plus d'exactitude, n'a pas hésité à s'attribuer, comme franciscain, l'évêque Guillaume, qui gouverna l'église de Périgueux de 1341 à 1347. L'auteur des *Annales Minorum* raconte comment ce prélat passa du siège d'Apt à ce dernier siège, donne les premiers mots de la bulle qui fit ce changement, et plus loin le texte même de cette pièce (tome VII, p. 246 et 490). L. Wadding n'a oublié qu'une toute petite précaution, c'est de s'assurer que ce document, qui est très authentique, appartient réellement à Guillaume d'Aste ou d'Astre, que la translation dont il y est question s'applique à lui, et que l'évêque transféré d'Apt à Périgueux le 1^{er} octobre 1341, est bien l'évêque franciscain promu à Apt le 12 juin 1332.

Et comment la bulle de 1341 pourrait-elle concerner Guillaume d'Aste ou d'Astre ? Pour qu'un évêque puisse changer de siège, la première condition est qu'il soit en vie, et Guillaume était mort depuis plus de cinq ans ! Ceux qui ont copié dans les registres pontificaux l'acte de sa prétendue translation, n'y ont pas vu les documents nombreux qui constatent sa mort, et la nomination de son successeur, qui siégea à Apt durant cinq ans, avant d'être appelé à un nouveau poste. C'est à celui-ci, et non à son prédécesseur, que se rapporte la bulle citée dans le recueil de Wadding. Tout ce qui a pu, à une date postérieure au décès de Guillaume d'Aste ou d'Astre, être dit ou fait touchant un évêque d'Apt, se rapporte nécessairement à son successeur sur ce siège, Guillaume Audibert. Lors donc que nous rencontrons, le 1^{er} octobre 1341, une bulle qui transfère à l'évêché de Périgueux l'évêque Guillaume qui siégeait à Apt, il est de toute évidence qu'il

ne peut être question d'un autre que lui. C'est pourtant cette même pièce dont on s'est servi, en la datant à tort de 1340, pour mettre en avant l'épiscopat supposé de Guillaume d'Aste ou d'Astre à Périgueux. Il est acquis que c'est là un fait controuvé, et dont la fausseté crève les yeux.

Le *démolisseur* de l'épiscopat en question termine son mémoire, lequel s'appuie sur une formidable série de pièces justificatives tirées des Archives du Vatican, par cette piquante observation : En résumé, des trois prélats du nom de Guillaume, dont nous connaissons les noms et les actes, un seul est mort sur son siège d'Apt ; c'est justement celui que les historiens périgourdins ont choisi pour en faire leur évêque.

Ph. TAMIZEY DE LARROQUE.

NOTE

SUR LES TRAVAUX RELATIFS A L'HISTOIRE DU PÉRIGORD AU SIÈCLE DERNIER. (*Suite et fin.*)

L'étude de l'histoire locale était loin de jouir, au commencement de ce siècle, de la faveur dont elle jouit aujourd'hui. Sous ce rapport, notre province a été privilégiée. L'abbé Lespine, M. de Mourcin, M. le comte Wlgrin de Taillefer associèrent leurs efforts pour conserver ce qui avait échappé à la destruction révolutionnaire. En 1819, l'auteur des *Antiquités de Vésone* céda à la Bibliothèque royale une collection considérable de documents originaux sur l'histoire du Périgord, et je termine cette communication en mettant sous vos yeux la lettre que l'éminent antiquaire écrivait, le 8 mai 1819, à M. Dacier, pour lui proposer l'acquisition de ses manuscrits :

« Dans le temps où j'en avais les moyens, dit M. de Taillefer, j'avais commencé plusieurs collections intéressantes, » entre autres celle de beaucoup d'actes, tous originaux,

» concernant le département de la Dordogne. » Il en évalue le nombre à plus de 800 et insiste sur les destructions causées par le vandalisme révolutionnaire, qui rendent plus précieux les titres qu'il a recueillis.

Il joint à son envoi un manuscrit du XIII^e siècle contenant la chronique d'Adhémar, plusieurs pièces qui manquent à la collection du P. Labbe et à celle des Historiens de France. « Plaiguez moi, dit-il en terminant, de ce que des circonstances malheureuses et la position fâcheuse où les événements m'ont placé m'empêchent de réaliser le vœu de mon cœur, de faire hommage de ma collection à la Bibliothèque du Roi. » (1)

Sans doute, il eût mieux valu que ces documents originaux restassent dans notre province; mais nos archives étaient alors abandonnées, personne ne songeait à leur conservation et M. de Taillefer a rendu un grand service à nos historiens futurs en assurant la conservation de chartes précieuses.

Pas plus que Leydet, Prunis et Lespine, MM. de Taillefer et de Mourcin n'ont rédigé un fragment de l'histoire du Périgord. Ces deux derniers, absorbés par l'étude de l'antiquité classique et de l'archéologie, ont laissé, dans les *Antiquités de Vésone*, un monument considérable qui fait le plus grand honneur à leur patriotisme et à leur érudition. Ce qu'ils ont écrit de notre vieux St-Front est devenu bien précieux en présence des destructions accomplies et de celles qui nous menacent.

Malgré tant de labeurs accumulés depuis plus d'un siècle,

(1) Cette collection est classée sous le n° 41 bis du Supplément français.

Elle est divisée en neuf volumes ou portefeuilles.

Le 1^{er} contient les pièces munies de sceaux, du XIII^e au XVI^e siècle.

Le 2^e, les pièces des XII^e et XIII^e siècles.

Le 3^e, les pièces de 1301 à 1320.

Le 4^e, id. de 1321 à 1340.

Le 5^e, id. de 1341 à 1400.

Le 6^e, d'actes judiciaires en rouleau.

Le 7^e contient les pièces du XV^e siècle.

Le 8^e, celles du XVI^e siècle.

Le 9^e, les mélanges.

les intentions de Bertin sont encore à remplir. Il faut espérer qu'un de nos jeunes confrères mettra hardiment la main à l'œuvre et nous donnera cette histoire de nos pères qui est attendue depuis si longtemps. Je voudrais, pour faciliter la tâche de notre historien futur, que chacun de nous travaillât à réunir aux Archives départementales un Cabinet des chartes et diplômes du Périgord. Les originaux, nous ne pouvons songer à les enlever aux dépôts qui les possèdent, aux amateurs qui en ont enrichi leurs collections; mais chacun de nous peut vous envoyer les copies des documents qui sont à sa connaissance. Notre savant et zélé archiviste n'aurait qu'à les classer par ordre de dates. Je place mon vœu sous la protection du nom de Bertin : ce qu'il avait voulu faire pour l'histoire de France, faisons-le pour celle de notre chère province.

Martial DELPIT.

I

M. Bertin a mis au haut de cette lettre :
M. Moreau m'en parler.

Monseigneur,

Le vœu général de cette province nous sollicite depuis longtemps d'écrire l'histoire du Périgord, et le désir d'être utiles à notre patrie, plutôt que la gloire attachée à une pareille entreprise, nous a fait accepter cette tâche avec plaisir. Nous sommes, Monseigneur, actuellement occupés à ramasser les titres nécessaires pour remplir cet objet : ils ne sont pas abondants ; plusieurs ont été égarés dans les fureurs des guerres dont le Périgord a été si longtemps le théâtre ; plusieurs furent transportés à Londres, lors surtout de l'entière expulsion des Anglais en 1453. Un voyage dans cette ville deviendrait, ce semble, nécessaire ; mais il serait un sujet de dépenses trop considérables pour oser l'entreprendre. Nous sollicitons donc aujourd'hui, Monseigneur, auprès de Votre Grandeur, afin qu'il nous soit permis de nous adresser à M. de Bréquigny, qui a fait des collections aussi curieuses qu'utiles. Munis de vos ordres, Monseigneur, nous nous adresserons à lui avec confiance, et nous espérons qu'il voudra bien nous communiquer ce qu'il a trouvé concernant nos annales. C'est, Monseigneur, une satisfaction bien douce pour nous que

de travailler à l'histoire d'une province dont vous faites la gloire et les délices.

Le désir de ne rien omettre de curieux et de ne pas tromper la confiance qu'on veut bien avoir en nous, oblige à faire des recherches très considérables ; nous avons déjà fouillé dans plusieurs dépôts de papiers anciens ; nous vous supplions, Monseigneur, de vouloir nous procurer les monuments qui sont dans vos archives et tous les renseignements que Votre Grandeur a devers elle.

Une autre faveur qui nous serait infiniment précieuse serait un ordre de Votre Grandeur pour soutenir le motif qui nous anime. Par là, le public s'intéressera encore plus vivement à un travail qui sera autorisé d'un nom aussi vénéré que le vôtre.

Nous avons l'honneur d'être, avec le plus profond respect,

Monseigneur,

Vos très humbles et très obéissants serviteurs.

PRUNIS,
Chan. rég. de Ch. ,

LEYDET,
Chan. rég. de Ch.

A l'abbaye de Chancellade, ce 15 juillet 1770.

II

Monseigneur,

La lettre dont vous nous avez honorés augmente notre confiance et ranime notre zèle pour porter à sa perfection l'ouvrage que nous avons entrepris ; elle augmentera aussi celle du public, et par là nos vues seront remplies. Dans les trésors que Votre Grandeur nous indique et dont elle nous permet la communication, nous espérons qu'il y aura des détails précieux et peu connus ; réunis à ceux que nous trouverons ou que nous avons déjà trouvés épars dans les différents dépôts de la province, nous osons nous flatter que notre ouvrage pourra devenir intéressant et utile.

Daignez, Monseigneur, agréer nos très humbles remerciements et le profond respect avec lequel nous sommes,

Monseigneur,

Vos très humbles et très obéissants serviteurs.

PRUNIS, *chan. régul.*

LEYDET, *chanoine régulier.*

A Chancellade, ce 21 octobre 1770.

III

Monseigneur,

Je viens de recevoir la permission que vous avez bien voulu m'accorder pour visiter les archives de Pau, afin que j'y recueille ce qui concerne l'histoire du Périgord.

La recommandation du prélat respectable qui m'a procuré votre protection, Monseigneur, n'a pu être appuyée que sur la bonne volonté que j'ai toujours eue de n'être pas inutile dans des circonstances heureuses où je me suis trouvé. Le bien qu'on a dit à mon sujet à Votre Grandeur, m'apprend qu'on m'a fait contracter un nouvel engagement pour me rendre digne de ses bontés. Les sentimens de vénération qu'on m'avait inspirés pour vous, Monseigneur, dans ma congrégation, m'y portaient depuis longtems ; mais la faveur dont vous m'honorez aujourd'hui est pour moy un motif particulier de dévouement qui me rendra plus chère l'entreprise littéraire qui me l'a procurée.

Depuis douze ans que je m'occupe de l'histoire d'une province dont vous êtes, Monseigneur, le Protecteur et la Gloire, je n'aurois jamais osé élever mes espérances jusqu'à me croire capable d'être un jour associé aux gens de lettres qui secondent les vues de Votre Grandeur pour augmenter le Dépôt des Chartes de nos rois. En dépouillant les archives particulières dont j'ai obtenu l'entrée, je n'ay pu avoir jusqu'ici que des vûes retrécies, quoique j'aye eu soin de ramasser ce qui pouvoit éclaircir quelques points contestés de notre histoire générale. Le deffaut d'une autorisation suffisante m'a fait trouver plus d'un embarras étranger et a inspiré très souvent des craintes qui m'obligeoient quelques fois de me contenter d'un extrait, le plus ample qu'il m'a été possible, et de me renfermer malgré moy dans le cercle étroit des faits qui concernent ma province. Par la même raison, je n'ai point encore eu l'avantage de visiter les dépôts considérables qui me feroient espérer d'amples collections. Maintenant que vous me permettez, Monseigneur, d'entrevoir que je pourrai ressentir dans la suite les effets de votre protection, mon courage, souvent mis à l'épreuve, prend de nouvelles forces ; tous les chartriers vont m'être accessibles. Ceux des rois de Navarre, devenus comtes de Périgord, font dans ce moment l'objet de mes plus vastes projets. Si j'ai l'avantage de mériter de recevoir vos ordres, Monseigneur ; sur les instructions dont Votre Grandeur daignera m'honorer, je me ferai

un devoir de m'y employer avec tout le zèle qu'exige la confiance d'un ministre éclairé qui protège les lettres.

Après le travail du château de Pau, dont vous me permettez, Monseigneur, la visite, je me propose de faire demander à M. le duc de Bouillon son agrément pour voir en détail, à Nérac, un nombre considérable de papiers qu'on ne montrera que sur sa permission expresse. S'il y avoit dans la Gascogne d'autres trésors (que je ne connois pas dans ce moment), dès que vous jugerez à propos, Monseigneur, de me les faire indiquer et de me faciliter le moyen d'en profiter ; sur les ordres de Votre Grandeur, je m'y transporterai très volontiers, étant d'ailleurs à portée de le faire actuellement avec moins de frais, parce que je suis sur les lieux.

Muni de votre protection, Monseigneur, c'est avec confiance que je pars sur le champ de Nérac, ou je me suis arrêté pour y attendre vos ordres. Quelques notes que j'ay à prendre à Condom sur un fait ecclésiastique du xiv^e siècle ne peuvent m'y retenir qu'un jour, et je me hâte d'arriver à Pau. A mon retour, je reverrai Nérac, je visiterai les lieux voisins que j'apprendrai devoir mériter quelques recherches.

En attendant que je sois instruit plus en détail des objets particuliers qui peuvent concerner le Dépôt des Chartres, j'apporterai toute l'attention dont je suis capable pour retirer des copies que je soupçonnerai devoir répondre aux intentions de Votre Grandeur. Je n'ay point encore de connaissance bien développée de ce travail particulier dont je n'ay jamais été à portée de prendre une idée nette. Si l'ouvrage de Brussel est suffisant, je le lirai avec soin.

Les recherches vagues sur lesquelles on n'est point déterminé laissent échapper bien des choses et ralentissent singulièrement la marche. Mais si l'application et la bonne volonté peuvent suppléer aux talens et à des notions précises, je ne négligerai rien pour trouver la route que je dois suivre et que m'indiqueroient plus promptement des instructions que Votre Grandeur daigneroit m'adresser.

Je suis, avec le respect le plus profond,

Monseigneur,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

LEYDET,

Chanoine rég. de Chancellade.

A Nérac, le 18 août 1771.

IV

Monseigneur,

M^{re} l'Évêque de Soissons ne m'a pas laissé ignorer vos bontés pour ma congrégation, ni les témoignages particuliers que Votre Grandeur a bien voulu nous en donner par la protection que vous avés accordée, Monseigneur, à celui de mes religieux qui s'est rendu à Pau sous vos ordres, afin d'y recueillir, dans les archives du Roy, les renseignemens relatifs à l'histoire du Périgord ; j'espère, Monseigneur, que ce sujet répondra aux vûes de Votre Grandeur ; il a de grands talens, une piété tendre et un travail assidu. Son associé, nommé Prunis, a, de son côté, fait une collection assés considérable. Il se rendra, Monseigneur, au château de Pompadour, afin d'accroître ses recherches, si Votre Grandeur veut bien, Monseigneur, lui envoyer des ordres afin que le dépôt lui soit ouvert. Ce château étant à peu de distance du Périgord et les seigneurs qui l'occupoient dans le xiii^e siècle ayant joué un rôle dans votre province, il est vraisemblable qu'il y a des monumens relatifs à l'histoire. Je ne néglige rien pour qu'on avance la besogne : elle eut été plus utile si les dépenses auroient été moins considerables. Vos bienfaits et votre protection, Monseigneur, levont les obstacles qui nous arrêtoient.

J'ai l'honneur d'être, avec la plus souveraine reconnaissance et le plus profond respect,

Monseigneur,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

PENCHENAT,

Abbé de Chancelade.

A Périgueux, le 17 septembre 1771.

V

30 juin 1772.

Monseigneur, je me reproche depuis longtems d'avoir tant différé à vous rendre les justes actions de grâces que je dois à Votre Grandeur, pour les avantages singuliers que votre protection m'a procurés depuis que je suis à Pau. Ce qui diminuerait peut être un peu ma faute, si elle pouvait l'être, c'est que j'attendais à me voir en état de présenter à Votre Grandeur un compte exact des travaux littéraires qui m'y avaient appelé.

Quelles ressources, Monseigneur, votre bonté pour moi ne m'y a-t-elle pas ménagées ! C'est dans cette circonstance plus que jamais que je sens la difficulté de trouver des expressions qui puissent rendre tout ce que la reconnaissance m'inspire.

Mes recherches dans le Trésor de Pau ont été secondées par tant de bontés de la part de M. de Fécheux que j'ai eu lieu de reconnaître tous les jours que Votre Grandeur ne m'avait pas fait trouver un ami simplement obligeant, mais encore véritablement affectueux. J'avais reçu des témoignages trop fréquens soit par les commodités qu'il m'a fournies, pendant que je travaillais sous ses yeux, soit par des attentions distinguées pendant quelques maladies que j'ay essuyées depuis que je suis icy, que je mériterais d'être taxé d'ingratitude, si je n'en faisais à Votre Grandeur des remerciemens particuliers.

L'unique peine que j'aie maintenant, Monseigneur, c'est de n'avoir pas fait un ouvrage qui soit digne d'être le fruit de la protection de Votre Grandeur.

Dans le plan de mes recherches, je me suis fait une loi d'examiner par moi-même et dans le plus grand détail toutes les pièces qui occupent la vaste armoire du Périgord et du Limousin. Là s'est trouvée une ample collection de chartes concernant nos anciens comtes avant la confiscation du Périgord, en 1399. J'y ai recueilli un nombre considérable de faits qui m'ont paru curieux et peu connus sur les guerres particulières à la province, ou sur celles qui furent générales pendant la domination anglaise. J'ai acquis quelques connaissances sur plusieurs anciennes familles du pays, sur son histoire ecclésiastique, sur ses monnoies et sur son commerce. Je n'ai point négligé ce qui pouvait avoir rapport aux mœurs, aux anciens usages, aux lois locales, à l'administration de la justice et aux privilèges et immunités des comtés ou des villes principales. Dès qu'une pièce m'a paru intéressante, je l'ai transcrite en son entier ; quant aux actes moins importants, j'en ai tiré par extrait, formé des propres paroles du texte, ce qui méritait d'être conservé. Je me suis contenté de parcourir rapidement les titres mêmes qui n'étaient plus d'aucune utilité en apparence, pourvu qu'ils fussent anciens. J'en ai pris des observations sur la chronologie, le comput ecclésiastique et civil et quelques autres points de la diplomatie. Là j'ai résolu quelquefois des difficultés sur la géographie ou déterminé l'étendue d'une juridiction, ou fixé la signification des mots obscurs et singuliers de la basse latinité pour le supplément du glossaire, qui peut toujours recevoir de nouveaux éclaircissemens.

Ce travail a dû occasionner des recueils diffus ; mais j'ai mieux aimé donner dans cet excès que d'être trop resserré. Par cette surabondance, je m'évite les regrets que j'aurais dans le nouveau dépouillement que je ferai de mes portefeuilles quand je serai retiré.

La comté de Périgord étant passée dans les maisons d'Orléans, de Bretagne, Penthievre, d'Albret, et enfin entre les mains des rois de Navarre, j'ai fouillé avec soin dans les armoires qui contiennent leurs papiers ; et parce que les maîtres du Périgord ont eu des liaisons avec les seigneurs d'Armagnac, de Foix, etc., je n'ai pas cru devoir négliger les chartes de ces derniers ; il s'y est trouvé des pièces relatives à notre province qu'on y avait transportées pour des intérêts qui leur étaient communs.

Dans le cours de mon travail, je ne me suis pas tellement borné au Périgord que je n'aye aussi recueilli plusieurs actes importans sur l'histoire générale du royaume, dans le dessein que j'en pourrais former dans la suite une collection qui put vous être présentée, Monseigneur, pour le Dépôt des Chartes du Roy. En étendant ainsi mes vues, j'ai cru suivre les intentions de Votre Grandeur, que j'ai regardé comme un devoir glorieux pour moi de remplir, autant que mes connaissances ont pu me le permettre.

Mais je me croirais coupable envers l'Etat, Monseigneur, pour tout le temps qu'un plus long détail prendrait sur des momens précieux que vous employez à sa félicité. Je me borne donc maintenant à présenter à Votre Grandeur deux mémoires ou recueils de chartes que j'ai tirées du château de Pau, l'un sur l'histoire générale qui regarde la conquête de la Guyenne sous Charles V et l'autre sur les anciennes monnoies du Périgord.

Daignez, Monseigneur, recevoir ces deux collections, comme une faible marque de mon zèle à suivre vos vues et comme un léger essai de ce que je me propose de faire dans la suite, en employant les autres matériaux que j'emporte avec moi.

Vous pourrez trouver, Monseigneur, que ce tribut de mon hommage est bien peu de chose, et que mes talens y secondent bien mal le désir que j'ai de faire mieux ; aussi l'imperfection avec laquelle j'ai étudié les chartes me fait-elle sentir de plus en plus combien j'ai besoin de nouvelles lumières. C'est pourquoi, Monseigneur, je regarderais comme la plus grande grace que je puisse recevoir de Votre Grandeur, si elle daignait donner ses ordres pour me faire connaître par des instructions particulières, les voies que je dois suivre pour remplir ses intentions. Elles seront pour moi des lois précieuses, aux quelles je déférerai avec le plus profond respect, et avec toute l'exactitude dont je serai capable. Je vous supplie instamment, Monseigneur, de m'accorder cette faveur ; elle mettra le comble à toutes les bontés que j'ai déjà reçues de Votre Grandeur.

Comme il me reste aujourd'hui peu de choses à faire au Trésor de Pau, je me dispose d'en partir pour continuer mes recherches, à moins que Votre Grandeur jugeât à propos de me prescrire dans cette ville ou ailleurs un autre travail dont je m'acquitterais avec le plus grand empressement, dès que j'aurais l'honneur de recevoir ses ordres.

Les projets ultérieurs que je forme dans ce moment ne sont pas bien étendus. La permission que M. le prince archevêque de Bordeaux a bien voulu m'accorder de visiter ses archives m'attire d'abord dans cette ville, et l'influence que Bordeaux a eue dans toutes les affaires de la Guyenne pendant le séjour des Anglais dans cette province, me fera tenter auprès de MM^{rs} les Jurats d'obtenir, s'il est possible, une semblable permission pour le trésor de l'hôtel de ville. Ses registres pourront peut-être donner quelques éclaircissemens sur l'histoire du Périgord, s'il s'est conservé dans ce dépôt des papiers qui soient anciens, comme je puis le présumer.

Cependant, Monseigneur, quels que soient mes projets, ils seront toujours subordonnés à telle disposition qu'il plaira à Votre Grandeur de me faire connaître ; je me ferai un devoir capital de suivre ses volontés pour vous assurer, Monseigneur, du parfait dévouement que je vous dois à tant de titres.

Je suis avec le respect le plus profond, etc.

Signé : LEYDET,

chanoine régulier de Chancelade.

VI

16 juillet 1772.

J'ai reçu, Monsieur, votre lettre du 30 juin dernier, avec les deux extraits que vous y avés joints concernant les pièces triées des archives de Pau qui peuvent intéresser l'histoire générale de France ainsi que celle des monnoyes particulières aux provinces.

Si vous n'avez pas reçu ma réponse plutôt, c'est que j'ai voulu lire en entier et à tête reposée les deux recueils en question et qu'il m'a fallu plusieurs jours pour en trouver le tems.

J'ai été on ne peut pas plus satisfait des détails qu'ils contiennent, de l'exactitude et du véritable travail que je vois que vous y avés apporté, ainsi que des observations dont vous avés accompagné les pièces, soit pour leur teneur, soit pour leur forme, soit pour l'état phisique de chaque pièce, et je vous en fais mil remerciements ; j'en dois à M. Fescheux de toutes les attentions qu'il a apporté à remplir ce que je désirois, et je m'en acquitte par ce courrier, c'est bien le moins que je l'en remercie.

Je compte communiquer dans quelques tems à MM. de Sainte-Palaye et Bréquigny les deux recueils que vous m'adressés ; il est bon de lier et de faire connoître entre eux des littérateurs comme vous et eux, et je vous reponds d'avance qu'ils en feront grand cas.

Comme les archives de Pau appartiennent au Roy et dépendent de lui, je n'ai rien pour le présent à désirer sur cette partie, si non de vous prier de faire, lors du travail ultérieur qui doit vous occuper sur les extraits que vous emportés, des notes sur les erreurs de lieu, de fait ou de date que vous découvrirez dans le catalogue ou inventaire que vous connoissés des titres renfermés dans ces archives. Je m'explique : je suis bien loin de vous demander de faire un recensement exact de cet inventaire ou catalogue avec les notes de ces erreurs ; ce seroit un travail trop long et qui ne vaudroit pas même la peine que cela occasionneroit ; mais comme vous avés eu occasion d'observer quelqu'un de ces erreurs, dont vous avés fait note dans les deux recueils que vous m'adressez, si vous aviez quelques autres articles ou vous avés eu occasion de vérifier pareilles erreurs ou que dans la suite de vos recherches et de vos travaux, vous en remarquiez de nouvelles, je vous prie de m'en faire part, afin qu'elles soient jointes à la copie de l'inventaire de ces archives qui est au Dépôt des Chartes. Vos travaux étant finis à Pau, je n'ai qu'à vous remercier des offres que vous voulés bien me faire et à vous offrir ce qui dépend de moi à Bordeaux, pour y favoriser vos recherches. Comme les archives de l'archevêché ne sont ni royales ni publiques, nous aurons peut-être besoin au Dépôt des Chartes d'avoir des copies exactes des titres qui peuvent s'y rencontrer, et je vous prie de m'écrire quand vous serez arrivé à Bordeaux, afin que je vous y adresse l'instruction nécessaire si vous ne l'avés pas encore, que nous remettons aux savants et gens de lettres qui s'occupent des recherches diplomatiques dans les différentes provinces du royaume.

VII

Je vous adresse, mon cher ami, l'extrait d'une lettre écrite par le Ministre à M. Leydet qui devoit accompagner l'envoy qui vous a été fait hier de plusieurs mémoires de sa façon ; cet extrait vous est nécessaire pour vous faire connoître la suite que le Ministre entend donner à cet objet, pour lequel il compte que vous lui enverrés à signer, les lettres et instruction d'usage.

Parmi les mémoires de M. Leydet, il s'en trouve qui concernent directement les privilèges, droits de la ville de Périgueux ; le Ministre voudroit les revoir, et il vous prie de les lui renvoyer le plutôt que vous le pourrés.

Je vous renouvelle avec grand plaisir, mon cher ami, les assurances de mon fidèle attachement.

LESEURRE.

Comp^e, 24 juillet 1772.

VIII

Monseigneur,

Ayant été sollicité, plusieurs fois, par des personnes de considération de notre province, de vouloir employer quelqu'un de mes religieux à travailler à l'histoire du Périgord, j'ai chargé de ce travail ceux que j'ai cru les plus propres à bien faire cet ouvrage ; ils sont deux, dont l'un s'appelle Leydet et l'autre Prunis ; l'entreprise est, Monseigneur, plus dispendieuse que je ne l'avois prévu ; il a fallu renvoyer à Pau, à Bordeaux, à Paris et ailleurs pour faire des recherches, et prendre des mémoires qui n'étoient pas connues dans ce pays-cy ; on a heureusement, Monseigneur, fait des découvertes utiles à grands frais ; il reste encore des dépenses considérables à faire aux quelles mon abbaye n'est pas en état de fournir. Votre Grandeur connoit, Monseigneur, la modicité de nos revenus ; je ne scaurois trouver les secours qui manquent pour acheter les livres nécessaires et continuer de en derniers lieux les dépôts ou il se trouve des éclaircissemens à prendre afin de finir l'ouvrage commencé.

Cette circonstance m'engage, Monseigneur, à supplier Votre Grandeur de vouloir procurer à nos deux historiographes quelques bienfaits de Sa Majesté ; tout le Périgord rendra hommage à votre bienfaisance et partagera avec nous la plus juste reconnaissance. Vous faites, Monseigneur, la gloire de notre province ; elle saura dans tous les siècles qu'elle a eu le précieux avantage de vous donner naissance ; et notre capitale de compter parmi ses cytoyens vos illustres ancêtres ; ne sont-ce pas là des titres qui nous autorisent, Monseigneur, à mettre notre confiance dans notre protection.

J'ai l'honneur d'être, avec le plus profond respect,

Monseigneur,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

PENCENAT, *abbé de Chancelade.*

Chancelade, le 8 mars 1774.

IX

Lettre de M. l'abbé Desbiey, chanoine de l'église de Bordeaux, et bibliothécaire de l'Académie de cette ville, à M. de Bertin, au sujet des mémoires sur les Antiquités du Périgord composés par M. Jourdain de la Fayardie, de Monpont.

Bordeaux, 19 mars 1779.

Monsieur, le trésor de l'académie s'est trouvé dans une si grande confusion, que j'ai eu toutes les peines possibles de trouver les piéces de feu M. Jourdain que M. votre frère desire de faire recopier. Comme je ne suis depositaire que de la bibliothèque ; que les manuscrits, plans, dessins et autres papiers sont confiés à M. notre trésorier, il a fallu prendre son temps, ses heures, ses momens pour chercher ceux qui paraissent vous intéresser, et c'est l'unique cause de mon retardement.

Voici, Monsieur, la note de ce que j'ai trouvé :

1^o Plan géométral de l'amphithéâtre dont les mazes existent dans la cité de Périgueux ; c'est une grande feuille de papier impérial sur laquelle M. Jourdain a dessiné cet amphithéâtre tel qu'il existait au moment où il le dessinait et tel qu'il suppose qu'il devait exister avant d'avoir été réduit en ruines. Il y a quelques explications écrites de sa main au bas de ces deux représentations.

2^o Représentation de la tour de la Vesune et des bains des anciens nouvellement découverts avec un discours sur le même sujet.

3^o Suite des antiquités de la ville de Périgueux. Ce n'est encore qu'une grande feuille de papier sur laquelle se trouvent dessinées vingt-huit figures antiques avec de courtes observations sur les inscriptions de quelques unes de ces figures.

4^o Vue de la tour et des mazes du Puy de Chalus avec quelques observations écrites *ad calcem* de ce plan à vol d'oiseau.

5^o Camp de César à Périgueux. Ce n'est qu'une représentation imaginaire de la distribution des tentes que M. Jourdain supposait avoir été établies sur ce prétendu camp de César.

6^o Dissertation sur les anciens monumens de la ville de Périgueux. Cette prétendue dissertation ne contient que le dessin de 21 médailles avec leurs 21 revers.

Voilà bien exactement, Monsieur, tout ce que j'ai trouvé de relatif aux

antiquités de Périgueux. Si je savais dessiner, je me serais fait un devoir et un vrai plaisir de copier toutes ces pièces et de vous les offrir. J'ai voulu employer un jeune artiste qui a eu le courage de me demander 400 francs ; comme il y a réellement beaucoup de soin à mettre dans tous ces dessins, je lui ai offert six louis, et il m'a répondu qu'à ce prix il n'entreprendrait même pas de copier les médailles.

Veuillez, Monsieur, me prescrire la marche que j'ai à tenir maintenant et je me flatte de vous donner des preuves de mon empressement à vous servir, vous et Monsieur votre frère.

Je suis, etc.

X

Lettre de Dom Clément à M. l'abbé de Lespine.

Monsieur, je vous supplie de vouloir bien excuser le retardement de ma réponse à l'obligeante lettre dont vous m'avez honoré et au savant mémoire que vous y avez joint. Il est fâcheux pour moi et pour mon ouvrage que je naye pas acquis plutôt l'honneur de votre connaissance. Empressé comme je le suis à consulter toutes les personnes capables de me fournir des lumières, je n'aurais pas manqué d'implorer le secours des vôtres pour dresser ma chronologie des comtes de Périgord. Je vous avouerai cependant que les extraits que vous avez pris la peine de faire pour moi de vos cartulaires ne changent rien à cette chronologie, excepté celui qui concerne Archambaud II. Il me paraît certain présentement que celui-ci était neveu d'Archambaud I et non son frère, comme je l'ai dit. Mais je ne vois pas de preuve qu'il ait succédé à Hélié Taleyrand, son père, dans le comté de Périgord, ni que celui-ci ait survécu à Archambaud I, son frère mort en 1212. Si vous pouvez me le démontrer, j'adopterai cette découverte avec une vraie reconnaissance et je ne manquerai pas de vous en faire honneur dans mes corrections.

A l'égard de la question que vous voulez bien me faire sur la jonction des Taillefer avec les comtes d'Angoulême, il est bien certain que Guillaume IV Taillefer était fils de Wulgrin II. Mais je n'ai aperçu dans aucun monument qu'il ait épousé la fille de Fortanier de Mauriac. J'ai parlé à son article des deux femmes qu'on lui connaît. Ce serait à vous, Monsieur, qui êtes à portée de consulter les archives du pays, à déterrer, s'il est possible, le troisième. Il serait possible aussi que dans vos recherches vous découvriez quelque fragment de chronique ancienne qui n'eût pas encore vu le jour et que vous jugeriez propre à enrichir la collection des

Historiens de France, dont je suis chargé. Dans ce cas, je vous supplierais d'en faire tirer une copie à mes frais et de me l'adresser sous le couvert de M. de Villedeuil, ministre et secrétaire d'Etat, avec l'assurance d'un prompt remboursement.

J'ai l'honneur d'être, avec une reconnaissance aussi vive que respectueuse, Monsieur, votre très humble et obéissant serviteur.

Signé : Fr. CLÉMENT.

A Paris, au monastère des Blancs-Manteaux
ce 10 septembre 1788.

Si M. Jaillac est à Périgueux, oserais-je vous prier de lui faire mention de moi et de lui apprendre que je suis encore vivant et que je ne l'oublie point, quoique depuis plus de 25 ans je n'aye pu savoir de ses nouvelles. quelque soin que j'aye pris pour en acquérir. Il en est de même de M. Naillac.

XI

Lettre de M. de Taillefer à M. Dacier, 29 avril 1819, pour lui proposer la vente de monumens originaux sur l'histoire du Périgord.

Monsieur, vous trouverez sans doute extraordinaire que, n'ayant pas l'honneur d'être connu de vous, je prenne la liberté de vous proposer une acquisition digne, je crois, de figurer dans la riche collection des mss. de la bibliothèque dont vous êtes administrateur ; mais l'excellente réputation dont vous jouissez sous les rapports de la science et de l'honnêteté m'enhardit et fait que je m'adresse franchement à vous ; voici ce dont il est question :

Dans le temps où j'en avais les moyens, j'avais commencé plusieurs collections intéressantes, entre autres celle de beaucoup d'actes, tous originaux, concernant le département de la Dordogne ; ils sont maintenant au nombre d'environ 800 pièces ; je les ai fait cartonner, les ai rangé par ordre de dates, et ayant une occasion sûre, ils vous seront remis très incessamment.

Je n'ai pas besoin de vous faire remarquer, Monsieur, que mon département, plus pauvre que tout autre, ayant été très longtemps exposé au vandalisme et à la dévastation, et que presque toutes les archives et dépôts publics et particuliers ayant péri dans la révolution, les monumens historiques que je vous fais passer en deviennent plus précieux. Je ne vous par-

lerai pas, non plus, Monsieur, des difficultés que j'ai éprouvées et des dépenses qu'il m'a fallu faire pour recueillir quelques débris de ce naufrage presque universel.

Je joins à cet envoi une chronique d'Ademar dont l'écriture date du ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles; elle contient plusieurs chroniques et autres pièces curieuses qui n'ont pas été connues du P. Labbe et qui ne se trouvent point dans le nouveau recueil des Historiens de France par D. Bouquet et ses continuateurs.

Plaignez moi, Monsieur, de ce que des circonstances malheureuses et la position fâcheuse ou les événemens m'ont placé m'empêchent de réaliser le vœu de mon cœur de faire hommage de ma collection à la bibliothèque du roi et de lui offrir purement et simplement ces vénérables monumens dont personne mieux que vous ne saura apprécier l'intérêt pour l'histoire. Ils en sont les véritables matériaux et les bases les plus solides.

Quant au prix que j'attache à cette cession, je n'en mets nul autre que celui que vous assignerez vous même, Monsieur; cest avec une confiance entière que j'apprendrai votre décision à cet égard; et cest avec grand plaisir que je saurai en sûreté ce fruit de mes soins et de mes peines.

J'ai l'honneur, etc.

Cette copie de lettre est incluse dans une lettre du 29 avril 1819 de M. de Taillefer à M. de Lespine. J'y remarque ceci :

Mandez moi à peu près la somme que je pourrai accepter, si l'on m'en propose une quelconque.

Les actes Lagut, etc., sont insérés dans les vol. je n'ai mis à part que ce qui lavait été par vous, et qui regardait immédiatement les La Roch.

Envoyez bientôt le tout à M. Dacier sans qu'il sache de quel point de Paris cela arrive, pour que vous soyez plus à l'aise dans l'estimation, si l'on vous en charge.

Faites valloir les coutumes de Ver, les actes judiciaires; la description du siège de Razac; les sceaux, le peu d'actes que la B. possède sur le Périgord, etc., etc.

8 mai 1819, M. le comte Wlgrin de Taillefer, de Périgueux, a offert à la Bibliothèque du roi l'acquisition des objets suivants :

1° 9 gros portefeuilles remplis de titres originaux dont le premier n'est composé que de titres revêtus de leurs sceaux.

Cotté. Supp. fr. n° 41 bis.

2° 1 vol. in-4° du XIII^e siècle contenant une partie de la chronique d'Adémar de Chabonais et des fragmens de diverses chroniques du Limousin.

3° Un cahier contenant le commencement du cartulaire de l'abbaye du Bugue et des fragmens des livres terriers ou censiers de la même abbaye, située sur la Vézère, près de Limeuil, en Périgord.

Cotté. Cart. n° 78.

XII

Lettres de M. Fescheux, archiviste de Pau, qu'il serait utile de consulter pour l'histoire du Périgord ; elles font connaître les copies de pièces envoyées à M. Bertin.

1770.	3 mai.
8 octobre.	24 mai.
18 novembre.	5 juin.
1771.	12 juin.
15 février.	12 juin.
8 mars.	27 juillet.
10 mars.	16 octobre.
12 avril.	22 septembre.
20 avril.	

(Correspondance du Cabinet des Chartes.)

XIII

*Lettres de MM. les maire et consuls de Périgueux au sujet
de leur affaire.*

19 mars 1782.	4 juillet.
17 avril 1782, avec réponse de M. Moreau du 19.	19 juillet.
30 avril.	4 août.
29 juillet 1782, M. de Sudrac.	14 septembre 1783.
8 janvier 1783.	21 septembre 1783.
18 janvier 1783, importante.	26 septembre 1783.
19 février 1783.	21 décembre 1783.
1 ^{er} mars 1783.	4 janvier 1784.
23 mars 1783.	3 février 1784.
11 avril 1783, M. de Sudrac.	8 juin 1784.
1 ^{er} mai.	16 août 1784.
20 mai.	24 octobre 1784.
15 juin.	16 novembre 1784.

(Correspondance du Cabinet des Chartes.)

VARIA.

RAPPORT

**SUR LES *Etudes historiques sur la Révolution en Périgord*,
par Georges BUSSIÈRE. — Deuxième partie. (1)**

Nous vous avons déjà rendu compte ici (2), Messieurs, de la première partie de l'ouvrage considérable que notre collègue M. Bussière a entrepris de consacrer à la période révolutionnaire en Périgord ; et, en vous présentant le tableau si complet qu'il y trace de l'état de notre province à l'ouverture des Etats-Généraux, nous avions l'espérance que les volumes suivants ne le céderaient en rien au premier qui devait leur servir de préface. Nous n'avons pas été trompé dans notre prévision, nous dirons même que le second volume, édité récemment à Bordeaux par un de nos membres associés, M. Chollet, est en quelque sorte supérieur à son devancier.

Avant d'entrer dans le vif de son sujet, l'auteur avait cru devoir nous faire connaître la société périgourdine au XVIII^e siècle : d'un côté, la bourgeoisie, de l'autre, les agriculteurs, économistes et paysans. Il considérait justement ces deux études préliminaires indispensables pour faire ressortir et pour expliquer le caractère propre et original de la Révolution en Périgord. La matière était vaste et multiple, et, malgré ses efforts pour condenser l'intérêt sur un petit nombre de théâtres et de types qui fussent l'expression la plus exacte de l'ordre d'idées qu'il voulait embrasser, il n'a pu entièrement échapper à l'écueil qu'il voulait éviter. Dans la deuxième partie, au contraire, ce n'est plus une série de tableaux plus ou moins étendus et variés qu'il a à nous offrir, un seul sujet ici le préoccupe : *le mouvement électoral de 1789*.

M. Bussière s'est donc renfermé cette fois dans une période distincte. Il a renoncé, pour ne pas nuire à l'intérêt de son récit, à décrire à part la

(1) Bordeaux, P. Chollet, éditeur, 53, cours de l'Intendance ; Périgueux, imprimerie Delage et Joucla, br. in-8^e de 250 pages.

(2) *Bulletin*, 1878, tome V, pp. 143-9

situation religieuse du Périgord qui figurait dans son plan primitif. Il a préféré avec raison en disséminer les détails utiles, à leur place, ayant pris le parti de ne traiter qu'un sujet et de s'en tenir à un ordre de faits assez compacte pour former un tout, assez important pour faire l'objet d'une publication spéciale.

Il a puisé les principaux éléments de cette nouvelle étude dans les nombreuses pièces relatives aux élections de 1789, déposées aux Archives de la Dordogne et à la mairie de Périgueux. Il y avait là, en effet, pour l'histoire, une matière abondante, à peine encore utilisée. Ces documents, qui comprennent notamment les cahiers des paroisses et les procès-verbaux des opérations électorales à tous les degrés, offraient à notre zélé collègue comme une image avant la lettre de la Révolution naissante ; grâce à eux, il a pu suivre pas à pas, sur un point donné, la transition de l'ancien au nouveau régime.

Il nous expose tout d'abord les effets produits chez nous par les actes de la royauté qui précédèrent la convocation des Etats-Généraux, en commençant par la réforme judiciaire de 1788.

L'ordonnance du 8 mai de cette année, qui instituait en France 47 grands bailliages, en créait quatre dans le ressort du Parlement de Bordeaux. Périgueux devint le siège d'une de ces nouvelles juridictions qui devançaient la création des cours d'appel. Notre ville natale, qui voyait avec orgueil s'étendre la compétence de son présidial ainsi transformé, malgré le mécontentement du Parlement de Bordeaux, applaudit à une mesure destinée à rehausser sa vieille seigneurie municipale. Mais la noblesse protesta contre l'atteinte portée aux justices seigneuriales. Ce fut le 22 août que le présidial prit le titre et la forme de grand bailliage de Périgueux, auxquels il dut bientôt renoncer par suite de la déclaration royale du 23 septembre qui, rapportant les édits de mai, suspendait les bailliages. Le souvenir de notre parlement au petit pied ne s'est conservé que dans une curieuse chanson satirique en patois dont M. Bussière a publié le texte.

Périgueux avait accueilli aussi avec transport l'arrêt du Conseil du roi du 5 juillet-précédent qui enjoignait aux officiers municipaux des villes et communautés dans lesquelles il pouvait s'être fait jadis quelques élections aux Etats-Généraux à rechercher dans leurs greffes tous les procès-verbaux et pièces concernant la convocation des Etats et les élections faites en conséquence. Le roi invitait en même temps tous les savants du royaume à adresser au garde des sceaux des renseignements et mémoires sur l'histoire des Etats-Généraux, et sur la procédure à employer pour leur nomination ; chacun travailla à l'exhumation de l'histoire provinciale. Non seulement les avocats de la ville, Dumesnil de Merville et Moreau de Vormes, mais encore les érudits du temps, les abbés Lespine et Prunis, recherchèrent

avec ardeur les éclaircissements demandés sur les anciens États de la province. Le mémoire de Prunis, *Observations sur les Etats du Périgord*, fut le traité le plus complet de la matière.

Encouragés dans leur espérance par leur éminent compatriote Bertin, les Périgourdiens n'auraient point voulu seulement considérer leurs Etats particuliers chargés de nommer des députés comme un collège électoral d'élite, mais comme une institution en quelque façon permanente. Réunis périodiquement en assemblée provinciale, ils auraient formé comme une sorte de conseil général, prenant en partie la place de l'intendant, avec la mission de gouverner le pays et voter les impôts. Des quatre barons du Périgord, trois prêtaient leur concours aux menées séparatistes de Périgueux, le dernier des Biron réservant son vote pour le Quercy.

Cette agitation historique fournit les éléments d'une délibération publique. Le 11 décembre, les bourgeois de Périgueux se réunirent pour émettre le vœu du rétablissement des anciens Etats particuliers du Périgord. La pétition fut envoyée au roi par les maire et consuls. La municipalité de Sarlat suivit le mouvement provincialiste, auquel celle de Bergerac finit par s'associer.

L'ordonnance royale du 27 décembre, qui accordait au Tiers-Etat une double représentation dans la prochaine assemblée des Etats-Généraux, vint seconder l'élan de la bourgeoisie et retenir encore celui des autres ordres. Restait à résoudre la question de savoir si les trois ordres devaient délibérer et voter séparément. Jacques Maleville, bourgeois de Domme, avocat au Parlement, se chargea de formuler la réclamation du Tiers Etat au sujet du vote par tête, tandis qu'un appel semblable était fait par Pipaud-Desgranges, rédacteur des *Affiches de Périgueux*.

Passant au régime électoral de 1789, M. Bussière décrit d'abord, comme un gouvernement distinct, la grande sénéchaussée de Périgord. Le grand sénéchal, dont la charge depuis 1691 appartenait à la famille de La Brousse, devait présider aux opérations électorales.

Notre collègue expose ensuite les conditions de vote et d'éligibilité pour les trois ordres. Les privilégiés votaient directement ; quant au Tiers-Etat, à l'exception des villes de Périgueux et Bergerac, l'élection était à trois degrés.

Les habitants des villes et paroisses s'assemblaient devant un juge ou officier public pour rédiger des cahiers et nommer des délégués qui, réunis en assemblée préliminaire au chef-lieu de la sénéchaussée secondaire, réduisaient tous les cahiers particuliers en un seul et désignaient le quart d'entre eux pour former au chef-lieu de la sénéchaussée principale le corps des électeurs de leur ordre. Après la nomination de ces électeurs définitifs, les Etats provinciaux du Tiers se trouvaient constitués, et ceux du

clergé et de la noblesse l'étant également, il ne restait plus qu'à élire les députés.

Du 1^{er} au 10 mars 1789, les cloches des paroisses furent mises en branle pour convoquer le peuple à la confection des cahiers. La rédaction de ses doléances, la nomination des délégués chargés de porter les cahiers à l'assemblée de la sénéchaussée, se firent partout en Périgord avec gravité, et sans trouble, quoique au sortir d'une disette. Les cahiers furent rédigés par le notaire, le procureur d'office ou le juge local, à l'ombre du clocher de l'église restée chère aux populations.

Jetant un coup-d'œil rapide sur l'ensemble de leurs doléances, M. Bussière essaie de nous faire assister à cette entrée régulière des campagnes dans la vie politique. Si leurs représentants font bon marché des façons aristocratiques des hauts bourgeois, quelques villes demandent à faire revivre leurs anciens droits et privilèges. Mais aucun cahier ne laisse échapper l'occasion de réclamer le rétablissement des Etats du Périgord, et, comme sa conséquence nécessaire, la convocation périodique des Etats-Généraux. Le cahier de Domme et Cénac, rédigé par Maleville, est regardé par notre collègue comme la plus exacte expression des vœux du Tiers-Etat périgourdin sur cette question primordiale de la constitution des Etats-Généraux.

Il insiste sur les doléances des paysans au sujet de leur vie journalière. Quelques-uns se plaignent des défauts de la contrée qu'ils habitent et exagèrent à cet égard leurs griefs, opposant leurs terres assujetties à l'impôt aux terrains riches et productifs des privilégiés. A mesure que le nombre des taillables a diminué, la taille a augmenté avec les vexations. Ils ne voient d'autre remède à ces abus que l'égalité de contribution sans distinction de rang et de naissance. S'ils ne s'accordent pas sur l'assiette de l'impôt, ils reconnaissent la nécessité d'en simplifier la perception.

M. Bussière combat cette assertion que le paiement de la taille représentait pour les roturiers la charge du service militaire qui incombait aux nobles. Ceux-là ne servaient pas seulement comme volontaires, puisque chaque paroisse était tenue de fournir un soldat désigné par le sort. Les cahiers réclament la suppression des milices.

Aux doléances sur les rentes féodales succèdent celles plus rares concernant les justices seigneuriales, devant lesquelles se terminent pourtant bien des procès promptement et à peu de frais. Si des paroisses en demandent la suppression ou la réduction, cela ne tenait-il pas à des circonstances particulières, comme à Brassac, par exemple, où chacun des trois coseigneurs avait une justice à son parti ? Mêmes vœux pour la disparition de la banalité, droit de clientèle obligatoire qui force le paysan à se ser-

vir du moulin, du four, du pressoir, du fouloir, de la boucherie du seigneur. Le droit de chasse soulève aussi des critiques amères.

Si l'on supporte mieux la dîme, on s'apitoie, en général, sur le sort du curé, réduit d'ordinaire à la portion congrue, à côté du bénéficiaire ou gros décimateur : on n'accuse que le haut clergé et les couvents.

La plus importante des abbayes était celle de Chancelade. Malgré les reproches que lui faisait la paroisse de Lisle de ne rien faire pour elle et de lui enlever chaque année 6,000 livres en dîmes et rentes, elle semble avoir échappé dans une certaine mesure à la décadence des couvents, et était devenue un ardent foyer d'études historiques. M. l'abbé Riboulet, notre collègue et ami, a fait revivre sous sa plume élégante le souvenir de ce monastère qui, comme nous le montrerons un jour, avait reçu l'impulsion littéraire et archéologique d'un de nos plus célèbres compatriotes, La Grange-Chancel. Les papiers des abbés Leydet et Prunis réunis à ceux de Lespine figurent au rang des richesses de la Bibliothèque nationale.

M. Bussière fait observer que les couvents de femmes échappent en particulier à la défaveur populaire.

Ce fut le 8 mars 1789 que César-Pierre Thibault de La Brousse, marquis de Verteillac, grand sénéchal et gouverneur, fit son entrée solennelle dans la ville de Périgueux, avec le cérémonial d'usage. Les délégués des paroisses portèrent les cahiers au chef-lieu de leur sénéchaussée pour les condenser en un seul, résumé qui, d'après M. Bussière, aurait fait perdre à l'œuvre villageoise le meilleur de son accent. Il signale dans le cahier de Bergerac les articles les plus intéressants, ceux relatifs au rétablissement de son présidial et à l'annulation de l'échange de sa seigneurie fait en 1772 entre le roi et le marquis de Caumont-Laforce. Le cahier de Sarlat ne fit ressortir rien de saillant en dehors des vœux déjà connus. L'assemblée préliminaire de la sénéchaussée de Périgueux s'ouvrit le 11 mars dans l'église Saint-Silain et continua dans celle des Jacobins. En définitive, le Tiers-Etat du Périgord se trouva représenté par 380 électeurs.

Ce fut dans la cathédrale de Saint-Front que s'ouvrit à Périgueux, le 16 mars suivant, l'assemblée générale des trois ordres. La séance d'ouverture, dont notre collègue n'omet aucun détail, fut vraiment imposante. Près de 860 membres y assistèrent. Après la vérification des pouvoirs qui ne fut troublée par d'autre incident que celui soulevé par M. de Blanzac au sujet de ses qualités de maire et seigneur de la ville, on procéda à la formalité du serment prescrit par le règlement, dont le clergé et la noblesse firent modifier la formule. Puis, chaque ordre, entendant garder sa personnalité, dans les trois chambres on vota à l'unanimité la séparation pour la rédaction des doléances et l'élection des députés.

La noblesse confia à 36 commissaires la rédaction de son cahier. Com-

mencé sur un ton sévère pour le pouvoir royal, ce document présente une conception gouvernementale qui, pour M. Bussière, n'est pas sans mérite. Tout en demandant que son rôle ne fût pas diminué au profit du plus grand nombre, la noblesse offrait de supporter une part dans les impôts, sauf ceux qui représentent une charge personnelle, et émettait plusieurs vœux dans l'intérêt du peuple. Les deux députés qu'elle élut furent le comte de La Roque de Mons, lieutenant-général des armées du roi, et le marquis de Foucauld de Lardimalie, capitaine au régiment des chasseurs de Hainaut. Elle désigna enfin huit commissaires à l'effet de rédiger pour ses députés une sorte de mandat impératif.

Le clergé ne témoigna pas du même accord que la noblesse. L'évêque Emmanuel Grossolles de Flamarens s'opposa à la remise des cahiers particuliers à une commission, exigeant que la lecture en fût faite publiquement et à haute voix en sa présence, et que la confection du cahier définitif eût lieu en commun. Sur les protestations de l'assemblée, l'évêque se retira, suivi d'une partie du clergé et résolu à rester étranger à toutes délibérations. L'abbé de Chancelade Penchenat fut alors élu président et les travaux continuèrent. Une commission rédigea le cahier. Le clergé y envisageait son patrimoine temporel comme hors de discussion et d'atteinte, se contentant de proposer l'uniformité de la perception de la dime. Entr'autres choses, il demandait la répartition moins injuste des revenus ecclésiastiques et le rétablissement des synodes ou conseils provinciaux. Il nomma enfin ses deux députés : le curé de Saint-Martial-d'Hautefort, Laporte, et l'archiprêtre de Daglan, Delfau, ancien jésuite. L'évêque, persistant à ne pas reconnaître l'assemblée qui avait opéré à son défaut, interdit l'abbé de Chancelade et toute sa maison. Cet incident n'eut pas d'autre suite.

M. Bussière publie en entier le projet de doléances que la commission chargée de le rédiger présenta le 20 mars à la ratification de l'assemblée du Tiers-Etat. L'article 3, qui demandait qu'aucune loi ne pût être établie sans le concours du roi et de la nation assemblée aux Etats-Généraux, souleva seul de vives et longues réclamations. Les quatre députés du Tiers élus furent : Fournier de La Charmie, lieutenant criminel de Périgueux ; Jean-Baptiste Loys, avocat de Sarlat ; Guillaume Gontier de Biran, lieutenant-général de Bergerac, dont une pieuse notice a célébré la mémoire (1), et Paulhiac de La Sauvetat, avocat des environs de Villamblard.

Le 25 mars, les secrétaires des trois chambres remirent dans les mains

(1) *Notice sur G. Gontier de Biran, député aux Etats-Généraux*, par Elie Gontier de Biran, in-8°, Périgueux, Dupont 1879.

du grand sénéchal les cahiers de doléances de leur ordre, ainsi que les procès-verbaux de rédaction de ces cahiers et de l'élection des députés. Une réunion solennelle des trois ordres dans la cathédrale couronna ces laborieuses opérations. Les députés de chaque ordre y prêtèrent le serment de s'acquitter fidèlement de leur mandat et reçurent les cahiers de leurs ordres respectifs avec les pouvoirs dont les revêtaient leurs commettants.

« La période électorale était terminée, dit son historien. En réveillant le Périgord de sa torpeur, en agitant tant d'éléments disparates, avait-on réussi à en dégager une haute et grande pensée qui exprimât un sentiment commun ? La conciliation et la concorde, qui étaient sur toutes les lèvres et sans doute dans tous les cœurs, étaient-elles dans les faits et dans la nature des choses ? L'observation attentive de ce qui précède m'amène à répondre négativement. J'y ai vu en germe la Révolution tout entière. »

Tels sont en abrégé, Messieurs, les principaux faits que produisit en Périgord le mouvement électoral de 1789. M. Bussière a peint avec force et netteté cette période importante de nos annales historiques qui commence à l'annonce de la convocation des Etats et se termine au jour de leur réunion à Versailles, le 5 mai 1789. Il nous fait assister aux préoccupations patriotiques de nos pères, à cette activité inusitée, à ce déploiement exceptionnel de paroles et d'idées qui caractérisent sous des formes diverses la vie fébrile d'un peuple à la veille d'une grande révolution. On ne peut qu'applaudir au talent avec lequel notre collègue a su mettre en œuvre et utiliser des matériaux si mêlés pour composer un pareil tableau. Bien que près d'un siècle nous sépare de ces événements qui marquèrent l'avènement d'un régime nouveau, il semble que nous y prenions part, tant les détails sont abondants et précis. Son récit, puisé aux sources originales, peut être admis avec confiance. Quant à ses jugements, comme tous les jugements portés sur une époque si confuse et si difficile à apprécier, ils pourraient prêter à la controverse.

On sait dans quelles circonstances la royauté se décida à convoquer les Etats-Généraux, qui ne l'avaient pas été depuis 1614. Dans l'espace de près de deux siècles, l'esprit et le cœur de la société française s'étaient profondément troublés ; un besoin de changement vague et indéterminé tourmentait toutes les classes. La religion, ce frein de la volonté comme de l'intelligence, avait perdu son empire sur une grande partie de cette génération, surtout parmi la classe élevée. Après un siècle d'idées se présentait un siècle d'action pressé de naître. Louis XVI, appelé à diriger le mouvement, était impuissant à prendre la boussole nécessaire dans ce chaos d'opinions ennemies. Et cependant le peuple, l'habitant des campagnes, conservait encore, avec la foi religieuse, l'attachement à la monar-

chie. Les cahiers de doléances en sont la preuve manifeste. M. Bussière fait justement remarquer que jamais aucune pensée d'irrégion ne se mêle aux plaintes formulées contre le haut clergé et qu'à côté des malédictions qui s'élèvent contre les agents du fisc et les porteurs de contraintes, l'on paraît plaindre le roi d'être si mal servi.

L'examen des cahiers de nos anciennes paroisses fournirait le sujet d'une étude intéressante à plus d'un point de vue. Mais il ne faudrait pas exagérer la portée de certaines doléances particulières ; pour beaucoup la moindre atteinte à la liberté, les moindres charges imposées à la propriété paraissaient intolérables. Aussi, lorsque les délégués des paroisses portèrent les cahiers au chef-lieu de leur sénéchaussée pour les condenser en un seul, fit-on disparaître plus d'un trait qui parut dépasser le but. De même, après tous les triages des assemblées préliminaires, chaque sénéchaussée choisit-elle pour députés des hommes d'un caractère modéré, comme pour atténuer la vivacité de quelques doléances villageoises.

M. Bussière a clos son second volume à la veille de la réunion des Etats-Généraux. Il nous dira dans le troisième, qui est en voie de préparation, la part que nos huit députés périgourdiens prirent aux réformes devenues si nécessaires à la fin de l'ancien régime : ils croyaient avec la majorité que ces réformes allaient s'accomplir d'accord avec le roi et la nation ; pleins d'illusions, ils avaient foi aux espérances et aux promesses d'une liberté sage et réglée. Ce ne sera pas la partie la moins dangereuse à traiter que celle où notre collègue aura à nous montrer comment ces espérances et ces promesses furent trompées. Au lieu de réformer, comme le demandaient les cahiers, la Révolution ne devait pas tarder, en effet, à détruire. C'est à cette période en particulier que M. Bussière pourrait appliquer ces mots du début de son ouvrage : « Le sujet est irritant et délicat ; les passions qui ont soulevé le pays dans ces temps troublés ne sont pas encore calmées. » Mais la manière dont sont composés les deux premiers volumes que nous avons eu l'honneur de vous présenter doit nous rassurer sur l'inspiration qui dirigera le dernier. La modération connue de ses idées sera pour l'historien la meilleure garantie contre les entraînements de la passion politique.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

Deux héliogravures accompagnent cette livraison. — La 1^{re} représente l'Ormeau de Pelvaisy ; — la 2^e, l'une des façades du Château de Pelvaisy.

Le Gérant responsable, A. DELFOUR.

Périgueux. — Imprimerie E. LAPORTE
(anc. Dupont et C^{ie}).

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME XII.

	Pages.
Statuts de la Société.....	5
Liste des membres de la Société.....	9
Séances mensuelles : du 4 décembre 1884.....	28
— du 8 janvier 1885.....	38
Compte de gestion du trésorier; — exercice 1884.....	44
Séances mensuelles : du 5 février 1885.....	85
— du 6 mars.....	93
— du 2 avril.....	161
— du 7 mai.....	169
Assemblée générale du 27 mai.....	221
Séances mensuelles : du 2 juillet.....	231
— du 6 août.....	313
— du 3 septembre.....	320
— du 1 ^{er} octobre.....	393
— du 5 novembre.....	401
Visite de l'archevêque Bertrand de Goth, dans le diocèse de Périgord, en 1304. (M. Augustin CHARBONNEL) 46, 120 et 181	
Un cas d'extrême longévité en Périgord, en 1342. (M. Michel HARDY) ..	53
Causeries archéologiques. — Le château de Varaignes. — Biron et Beynac. (M. le baron DE VERNEILH).....	55 et 294

Rapport sur les découvertes archéologiques faites à Périgueux en 1884. (M. Michel HARDY).....	101
L'église de Lempzours. (M. CROS-PUYMARTIN).....	110
Une querelle de moines au XIII ^e siècle. — Episode de l'histoire de Sarlat. (M. G. MARMIER).....	111
Tourtoirac. (M. A. DE ROUMEJOUX).....	178
Inscription et peintures murales de la chapelle du Chalard, à St-Geniès. (M. René DE GÉRARD).....	189
Acensement pour trois ans de l'abbaye de Peyrouse. (M. L. GUIBERT).....	192
Lettres inédites de Henri III au seigneur de La Douze. (M. le M ^{is} D'ABZAC DE LA DOUZE).....	194
Séance de justice présidée par Pierre de Marquessac, juge-mage, lieutenant-général et président présidial en Périgot. (M. Ph. LAROCHE)	196
Prise, pillage et incendie du château de Fages. (M. Louis CARVÈS).....	200
Essais topographiques, historiques et biographiques sur l'arrondissement de Nontron. (<i>Suite</i>) (M. R. DE LAUGARDIÈRE).....	242 et 412
Ordonnance concernant la justice de la vicomté de Turenne et de la châtellenie de Carlux. (1498) (M. G. MARMIER).....	290
Inventaire du château des Combes. (M. A. DE ROUMEJOUX).	300
Lettre d'Esther de Livenne, femme de François d'Abzac de Mayac, à Charlotte de Thinon, marquise de La Douze. (M. le comte D'ABZAC DE LA DOUZE).....	303
Le droit de chape à Sarlat au XVIII ^e siècle. (M. Louis CARVÈS).....	307
Les fontaines de Périgueux au moyen-âge et dans les temps modernes. (M. Michel HARDY).....	327
Notes relatives aux armoiries sculptées sur la façade et dans l'intérieur de quelques vieilles maisons de la ville de Périgueux. (M. A. DE FROIDEFOND).....	357

Le droit de chape à Périgueux aux xvi ^e et xvii ^e siècles. (M. Louis CARVÈS).....	364
Mort de Mgr de Francheville, évêque de Périgueux, d'après les registres paroissiaux de Coursac. (M. F. V.).....	365
Note sur les travaux relatifs à l'histoire du Périgord au siècle dernier. (M. Martial DELPIT).....	368 et 449
Les ormeaux de Pelvézy. (M. Ph. DE BOSREDON.).....	409
Un évêque de Périgueux à supprimer. (M. Ph. TAMIZEY DE LARROQUE).....	447

VARIA.

Poésies inédites des troubadours du Périgord. (M. C. CHABANEAU).....	62, 130 et 378
Etat des ouvrages de maçonnerie pour la restauration de l'autel de marbre de St-Front. (M. le marquis DE TAILLEFER).....	82
Lettre de Mgr Beaupoil de Sainte-Aulaire, évêque de Poitiers, à M. le marquis de Montaut, à Périgueux.....	140
Cantique périgourdin en l'honneur de saint Jean-Baptiste. (M. C. CHABANEAU).....	203
Une troisième imitation du sonnet de Fizes contre l'abbé Plomet. (M. Alphonse ROQUE-FERRIER).....	209
Rapport sur la 23 ^e réunion du congrès des Sociétés savantes à la Sorbonne, les 7, 8, 9, 10 et 11 avril 1885. (M. Louis CARVÈS).....	211
Rapport sur les 8 ^e et 9 ^e réunions des Sociétés des Beaux-Arts des départements, à la Sorbonne. (M. J.-Gustave DOSE).....	214
Copie d'une lettre écrite par M. l'abbé Eckel, directeur du cabinet imp. roy. des Antiques, à Vienne, à M..., au corps des chevaliers de la Couronne, de la division de Mgr le prince de Condé, le 5 avril 1797.....	310
Notes bibliographiques. (M. Ph. DE B.).....	383
Les maisons des gentilshommes de Limousin « qui ont esté vollées par les reistres. » (M. Ph. DE B.).....	384
Rapport sur les <i>Etudes sur la Révolution en Périgord</i> , par Georges Bussiére. Deuxième partie. (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	467

TABLE DES DESSINS DU TOME XII.

✓ Une porte du xv ^e siècle, de la tour octogone du château de Varaignes.....	55
✓ Une partie de la façade de la Renaissance, du même château.....	55
• Antiquités trouvées dans les fouilles de Périgueux, en 1884	108
✓ L'église de Lempzours.....	110
✓ Portrait de M. le vicomte Alexis de Gourgues.	144
✓ L'église de Tourtoirac.....	178
✓ La chapelle du Chalard-Saint-Geniès.....	189
✓ La chapelle du château de Biron.....	294
• Le château de Beynac.....	297
✓ Elévation de la fontaine du Port-de-Graule.....	348
• Armoiries relevées sur d'anciennes maisons de Périgueux. L'Ormeau de Pelvésy.....	358
• L'une des façades du château de Pelvésy.....	410

NÉCROLOGIE.

Décès de : M. le vicomte Alexis de Gourgues (MM. le Dr	
E. GALY, Baron DE VERNEILH, Martial	
DELPIT).....	141
— M. le marquis Alduin de Taillefer (M. le Dr E.	
GALY).....	220
— M. Vitrac aîné (E. F.).....	312
— M. Emile Dusolier (M. DE MAILLARD-LAFAYE)..	389

Le BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD paraît tous les deux mois, par livraisons de 64 pages, et forme un volume à la fin de l'année. Chaque livraison est accompagnée de deux dessins.

Le Bulletin est envoyé gratuitement à MM. les membres de la Société.

Il ne contient que des documents inédits.

TIRAGES A PART.

La Société autorise le tirage à part des articles, mémoires et documents insérés dans le Bulletin, sous la condition expresse qu'au verso du titre figurera cette mention : « Extrait du *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*. »

MM. les membres de la Société qui désireront profiter de cette faculté devront prévenir le Secrétaire Général au moment de la remise de leur manuscrit, ou, au plus tard, en rendant les épreuves du *bon à tirer*.

Nous croyons devoir donner ici le tarif de l'imprimeur pour ces tirages à part :

8 pages de texte réimprimées jusqu'à 50 exemplaires coûteront 7 fr. ;				
8	—	100	—	9
12 pages	—	50	—	11
12	—	100	—	13
16 pages	—	50	—	14
16	—	100	—	16

La couverture sera payée comme quatre pages.

Il s'agit, bien entendu, d'extraits imprimés tels quels; en cas de corrections et de changements, corrections et changements seraient payés en sus.

On ferait des concessions pour une réimpression arrivant à plusieurs feuilles.

L'ancienne Maison DUPONT et C^e se chargerait aussi de mettre en volume les livraisons du *Bulletin* aux prix suivants :

1/2 reliure basane.....	1 fr. 50 c.
— chagrin.....	2 »

Les Sociétés savantes auxquelles le BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD est adressé sont priées de vouloir bien nous faire parvenir leurs publications en échange.







3 2044 100 874 692

